

# LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°15 • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

## Francophonie et démocratie



M. Michel Wolter (à droite) et M. Mamadou Seck, Président de l'Assemblée nationale du Sénégal.

50 ans après les indépendances africaines et 10 ans après la Déclaration de Bamako, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est proposé de faire le point sur la situation de la démocratie parlementaire dans l'espace francophone. La 36<sup>e</sup> session de l'APF s'est tenue à Dakar au Sénégal du 3 au 8 juillet 2010.

Parmi les quelque 300 parlementaires, dont plus d'une quin-

zaine de Présidents d'Assemblée, représentant plus de 50 pays, M. Michel Wolter (CSV) a participé à cette session en sa qualité de membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APF et de trésorier de l'APF. M. Wolter a présenté le rapport financier 2009, succédant dans cette fonction à M. Jos Scheuer. Le poste de trésorier de l'APF est occupé par un membre de la Chambre

des Députés depuis la fondation de l'Assemblée en 1967, à Luxembourg.

Les parlementaires ont encore une fois démontré leur soutien et leur solidarité à l'égard du peuple haïtien, durement éprouvé par le tremblement de terre de début d'année 2010, en renforçant les moyens du fonds spécial d'aide que l'APF a mis en place. Par la suite, l'Assemblée a examiné plusieurs thèmes d'actualité, notamment les situations de crise et les évolutions politiques que traversent certains pays de l'espace francophone, et a voté des résolutions visant à améliorer l'état de la démocratie et des droits de l'homme dans les pays de la Francophonie.

Une quinzaine de résolutions ont été adoptées portant, entre autres, sur la traite des personnes et la lutte contre ce phénomène, sur la situation des femmes réfugiées, les droits de l'homme dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la pénurie de personnel qualifié et l'exode des compétences dans la lutte contre le VIH/SIDA.

En marge de la session, M. Wolter a également visité plusieurs projets de coopération soutenus par le Luxembourg, accompagné par M. Jacques Flies, responsable du Bureau de la Coopération au Développement à Dakar du Ministère des Affaires étrangères luxembourgeoises.

37 <sup>e</sup> séance	mardi	29 juin 2010
38 <sup>e</sup> séance	mercredi	30 juin 2010
39 <sup>e</sup> séance	jeudi	1 <sup>er</sup> juillet 2010

## Remise de décorations à des membres de la Chambre



Photos : © SIP/Christof Weber



Grand Officier de l'Ordre de Mérite

Officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne

### Députés

10 ans: Officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne

Mme Nancy Arendt

20 ans: Commandeur de l'Ordre de la Couronne de Chêne

M. Jacques-Yves Henckes

25 ans: Grand Officier de l'Ordre de Mérite

Mme Lydie Err,  
M. Paul Helminger

### Membres de l'Administration parlementaire

15 ans: Chevalier de l'Ordre de Mérite

Mme Rita Brors

20 ans: Chevalier de l'Ordre de Mérite

Mme Nicole Folschette-Urth

25 ans: Commandeur de l'Ordre de la Couronne de Chêne

M. Claude Frieseisen

30 ans: Officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne

Mme Arlette Frascht, M. Jean Grotz

## Le Président de la Chambre solidaire des laissés-pour-compte

Le Centre Accueil et Solidarité de Caritas (Foyer Ulysse) à Luxembourg-Bonnevoie fête cette année ses 25 ans d'existence.

Le Président de la Chambre, M. Laurent Mosar, a saisi l'opportunité à la mi-juillet pour aller à la rencontre des moins bien lotis qui fréquentent ce Centre ainsi

que du personnel encadrant à qui incombent la gestion.

Le Foyer Ulysse figure comme une des structures d'accueil de Caritas ayant pour but d'apporter une aide aux personnes en détresse, sans logis ou encore en situation de précarité.

Lors de sa visite au Foyer Ulysse et à la «Téistuff», M. Mosar a eu

l'occasion de s'entretenir avec quelques-uns des 65 usagers que le Centre compte à l'heure actuelle.

Il a ainsi pu mesurer à quel point la vie peut s'acharner sur le sort d'un être humain et qu'il suffit parfois de peu de chose pour dévisser et se retrouver au ban de la société.

Au cours d'un échange avec les responsables du Foyer, le Président de la Chambre a notamment pu évoquer les points suivants:

- l'évolution du «sans-abrisme» depuis la création du Foyer jusqu'à aujourd'hui. Le Foyer Ulysse n'est plus uniquement perçu comme foyer de nuit et centre de séjour pour personnes sans abri, mais il est de plus en plus sollicité comme structure permanente (certains usagers fréquentent le Centre depuis 20 ans);

- 60% des personnes fréquentant le Foyer Ulysse sont atteintes de troubles psychologiques et mentaux;

- une prise en charge à long terme des usagers (un encadrement durable fait défaut);

- la création de nouvelles structures de prise en charge, notamment pour des catégories spécifiques d'usagers;

- de meilleures facilités de logement et un accès plus facile à la formation professionnelle pour les personnes défavorisées en général.

À la fin de sa visite au 3, Dernier Sol à Bonnevoie, M. Laurent Mosar, empathique vis-à-vis des pensionnaires et dirigeants du Centre, leur a souhaité bon courage et une grande persévérance dans leur combat quotidien contre la précarité.



M. Laurent Mosar a visité le Foyer Ulysse.

### DANS CE NUMÉRO

Compétitivité du Luxembourg	p. 524
Hauts fourneaux A et B de Belval	p. 516
Phénomène du «mobbing»	p. 520
Sommaire des séances publiques N°s 37-39	p. 557
Sommaire des questions parlementaires	p. Q196



Assemblée parlementaire de l'OSCE

## Lutte contre la criminalité organisée et la corruption



La Chambre des Députés était représentée par M. Raymond Weydert, Mme Viviane Loschetter et M. Paul Helminger (de gauche à droite).

La capitale norvégienne a accueilli du 6 au 10 juillet 2010 la 19<sup>e</sup> session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, placée sous le thème «État de

droit: lutte contre la criminalité transnationale et la corruption».

Les résolutions des trois commissions de l'Assemblée parlementaire ont été discutées et

amendées pour couler dans la Déclaration d'Oslo adoptée le dernier jour de la session annuelle. Elles se sont basées sur les rapports qui ont traité le sujet principal sous différents angles. Ainsi, la Commission générale des affaires politiques et de la sécurité a mis l'accent sur la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et ses protocoles, approuvés à Palerme entre le 12 et le 15 décembre 2000, en déplorant que plusieurs États membres de l'OSCE ne les aient pas encore ratifiés.

La nature globale de la criminalité organisée a également été soulignée par le rapporteur de la Commission générale des affaires économiques, de la science, de la technologie et de l'environnement. Le rapporteur de la Commission générale sur la démocratie, les droits de l'homme et les questions humanitaires a constaté que la corruption et la criminalité se développent là où il y a un faible respect des droits de l'homme et de l'État de droit. Il en découle que les institutions démocra-

tiques doivent veiller à garantir les droits fondamentaux et lutter contre la corruption.

Parmi les 35 points additionnels introduits sur l'initiative des délégations nationales et réparties dans les commissions, deux ont été discutés en séance plénière: la situation au Kirghizistan qui a fait l'objet d'un débat spécial et le sujet de la contribution de l'Assemblée parlementaire au processus de Corfou de l'OSCE qui a suscité une série de remarques sur le rôle des parlementaires et les relations avec la partie gouvernementale de l'OSCE.

Dans sa Déclaration d'Oslo, l'Assemblée parlementaire de l'OSCE s'associe aux appels en faveur d'une enquête internationale sur les causes des violences commises dans le sud du Kirghizistan et invite l'OSCE à contribuer à rétablir le calme et l'ordre en renforçant les institutions démocratiques du Kirghizistan.

Se référant à la Déclaration ministérielle sur le processus de Cor-

fou adoptée le 2 décembre 2009, qui confirme un regain d'attachement parmi les États participants à un dialogue multilatéral et à la coopération pour la sécurité en Europe, l'Assemblée parlementaire invite les États participants de l'OSCE à mieux utiliser l'Assemblée parlementaire comme levier des efforts tout en respectant l'autonomie de cette instance. Elle propose que non seulement l'Assemblée parlementaire puisse avoir accès à toutes les informations requises pour être en mesure de procéder à un contrôle ou un suivi efficace de la mise en œuvre des engagements ainsi que des décisions de l'OSCE, mais aussi que les propositions formulées par l'Assemblée parlementaire en vue de sa participation officielle au processus de décision de l'OSCE soient examinées.

La session annuelle s'est terminée avec l'élection du parlementaire grec Petros Efthymiou comme nouveau Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

## Réunion des présidents des délégations auprès de la COSAC

Le 5 juillet 2010 s'est tenue à Bruxelles, dans l'hémicycle du Sénat belge, la réunion des présidents des délégations auprès de la COSAC, à laquelle a participé M. Fernand Boden, président de la délégation luxembourgeoise.

Lors de cette réunion, les députés ont décidé que le contrôle parlementaire de la Politique européenne de sécurité et de défense commune (PESD), le développement durable dans le cadre de la stratégie Europe 2020 et le rôle futur de la COSAC seraient les trois axes prioritaires de la XLIV<sup>e</sup> COSAC du 25 et 26 octobre 2010 à Bruxelles.

M. Olivier Chastel, Secrétaire d'État aux Affaires européennes, a présenté les cinq grands axes de la présidence belge: le rétablissement d'une croissance et d'une compétitivité durables; la promotion de la cohésion sociale; le passage vers une économie verte; l'approfondissement et la finalisation de l'espace européen de liberté, de sécurité et de jus-

tice; le renforcement du pouvoir d'attraction de l'Union dans le monde et son rôle en tant qu'acteur pour la paix et la sécurité.

La présentation a été suivie d'un débat au cours duquel les parlementaires se sont particulièrement intéressés aux questions de l'immigration, de la situation économique, du Service européen d'action extérieure, de l'élargissement de l'Union, du sommet de Cancún et du contrôle parlementaire de la PESD.

Sur ce dernier sujet, M. Fernand Boden s'est interrogé quant aux intentions de la présidence belge pour remédier au vide de contrôle parlementaire de la PESD, surgi à la suite de la dissolution de l'assemblée parlementaire de l'UEO. La question n'a pu être clarifiée, M. Chastel ayant déclaré qu'il ne lui appartenait pas de renverser un processus en cours et qu'il ne pouvait pas répondre à cette question qui n'est pas de son ressort.

La deuxième partie de la réunion a été consacrée à un débat sur les relations entre les parlements nationaux et la Commis-

sion européenne. M. Maroš Šef ovi Vice-président de la Commission européenne, a souligné l'importance du rôle des par-

lements nationaux dans le contrôle de la bonne exécution des politiques de consolidation fiscale et de réformes structurelles, et a déclaré que la relation entre Commission et parlements nationaux allait être renforcée. Le commissaire s'est d'ailleurs réjoui que, lors des six derniers mois, le mécanisme de contrôle de subsidiarité ainsi que le dialogue politique entre parlements et Commission aient pu faire preuve de leur efficacité. La Commission a déclaré que les avis des parlements étaient systématiquement pris en compte lors des négociations pré-législatives des textes soumis au contrôle de subsidiarité.

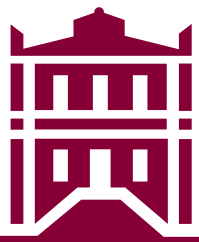
La réunion s'est terminée par un débat où les députés ont pu approfondir certains thèmes comme le rôle des parlements nationaux dans la gouvernance économique, l'ordre de protection européen et l'incidence des avis parlementaires nationaux sur le processus législatif.



M. Fernand Boden (à gauche), président de la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC.

- L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



## Professions de santé

**6062 - Projet de loi transposant, pour les professions de médecin, de médecin-dentiste, de médecin-vétérinaire, de pharmacien et de certaines autres professions de santé, les dispositions de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la directive 2006/100/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant 1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire; 2. la loi du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien; 3. la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé; 4. la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé**

Le projet de loi a pour objet de transposer en droit national les dispositions de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et celles de la directive 2006/100/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la circulation des personnes, en raison de

l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, en ce qui concerne les professions réglementées sectorielles dans le domaine de la santé, à savoir les professions de médecin, de médecin-dentiste, de médecin-vétérinaire et de pharmacien, d'infirmier et de sage-femme. Ces professions réglementées sectorielles sont exclues du champ d'application de la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, ainsi que de la prestation temporaire de service. Le projet de loi précise également les modalités de la libre prestation de services pour certaines professions de santé.

La mise en œuvre de la directive 2005/36/CE implique de procéder à des adaptations au niveau des lois régissant les professions citées ci-avant et concernant avant tout les domaines suivants:

- la reconnaissance des diplômes délivrés dans un pays tiers,
- la libre prestation de services,
- les modalités d'exercice de la profession et connaissances linguistiques,
- l'assimilation de certains ressortissants de pays tiers aux nationaux.

À côté de la transposition de la directive 2005/36/CE, le projet de loi vise également à modifier, sinon à adapter les textes de lois relatifs aux professions médicales, respectivement à certaines professions de santé, de même que la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé.

sonnes désireuses de perfectionner leurs compétences professionnelles, dans le cadre de l'éducation et de la formation tout au long de la vie.

Un second volet de modifications concerne l'organisation de l'examen menant au brevet de maîtrise.

La condition d'un âge minimum pour être admis aux épreuves de pratique professionnelle est supprimée. La durée minimale pendant laquelle le candidat doit avoir exercé son métier avant de pouvoir participer aux dites épreuves est réduite de trois ans à un an.

S'y ajoutent des dispositions relatives à la composition des commissions d'examen. Il est précisé que pour chaque module des cours d'organisation et de gestion d'entreprise ainsi que de pédagogie appliquée,

les membres de la commission doivent être des personnes différentes. Étant donné que le contrôle général de la formation menant au brevet de maîtrise est assuré par le directeur à la formation professionnelle, il n'est pas concevable qu'il soit également président de la commission d'examen des cours d'organisation et de gestion d'entreprise et de pédagogie appliquée, comme le prévoyait le dispositif initial de la loi précitée du 11 juillet 1996.

Dorénavant, une seule et même commission d'examen pour les modules des cours de technologie et de pratique professionnelle est instituée par métier. De plus, compte tenu du manque d'experts, il est proposé de réduire de cinq à trois le nombre des membres effectifs aussi bien que des membres suppléants de la commission.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 12.03.2010

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):

25.03.2010 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

20.05.2010 Examen de l'avis du Conseil d'État

03.06.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.06.2010

Loi du 29 juin 2010

Mémorial A 2010, N°104, page 1836

## Stabilité de l'euro

**6142 - Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro**

Le présent projet de loi autorise l'octroi de la garantie du Luxembourg à une entité ad hoc (Special Purpose Vehicle), dont la création a été décidée par le Conseil «Affaires économiques et financières» de l'Union européenne en date du 9 mai 2010.

Cette entité ad hoc est un élément essentiel du dispositif pour préserver la stabilité financière en Europe.

Le montant total de ce mécanisme de 500 milliards d'euros est composé de:

- 60 milliards d'euros pour l'UE en tant que telle sous forme d'un fonds communautaire et

- 440 milliards d'euros pour une entité ad hoc, pouvant s'endetter avec la garantie des États participants.

À ce montant s'ajoute une participation du Fonds monétaire international pouvant aller jusqu'à 250 milliards d'euros.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances le 01.06.2010

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

15.06.2010 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

22.06.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.07.2010

Loi du 9 juillet 2010

Mémorial A 2010, N°108, page 1890

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 30.07.2009

Rapporteuse: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

22.10.2009 Désignation d'un rapporteur

29.10.2009 Présentation du projet de loi

04.02.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

25.03.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

15.04.2010

22.04.2010

10.06.2010

22.06.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.07.2010

Loi du 14 juillet 2010

Mémorial A 2010, N°112, page 1926

## Brevet de maîtrise

**6121 - Projet de loi portant modification de la loi du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de modifier certaines dispositions de la loi du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise. Il s'agit de tenir compte des expériences faites depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée, ainsi que des changements socioéconomiques survenus au cours de sa période d'application.

Un premier ensemble de modifications a trait à l'organisation des cours préparatoires au brevet de maîtrise.

En premier lieu, il est précisé que les cours sont organisés de façon modulaire, ce qui

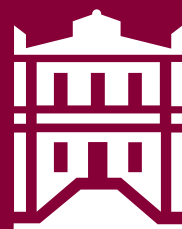
permet aux candidats d'agir avec une certaine flexibilité.

En outre, le projet de loi reprend la dénomination précise des cours, tout en l'adaptant, le cas échéant, à l'évolution socioéconomique. L'ordre dans lequel les cours sont énumérés tient compte du fait que les cours d'organisation et de gestion d'entreprise ainsi que de pédagogie appliquée sont organisés de façon transversale, étant donné qu'ils sont communs à tous les métiers.

Il est par ailleurs prévu que chaque année est publiée une liste des métiers dans lesquels des cours sont organisés.

- Le diplôme d'aptitude professionnelle (DAP), créé par la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, est ajouté aux diplômes et certificats donnant droit à l'inscription aux cours.

En fonction des places disponibles, tous les cours préparatoires au brevet de maîtrise sont également accessibles à des per-







## Sommaire

1. Communications
  - M. le Président
2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés
  - M. le Président
3. Ordre du jour
  - M. le Président, M. Gast Gibéryen, M. Jean-Louis Schiltz
  - Vote (ordre du jour adopté dans sa forme proposée par la Conférence des Présidents)
4. Heure de questions au Gouvernement
  - Question N°69 du 29 juin 2010 de M. Marcel Oberweis relative au projet de plans d'action de lutte contre le bruit, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
    - M. Marcel Oberweis - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
  - Question N°70 du 28 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à la réintégration d'élèves ayant abandonné leur formation professionnelle dans le système scolaire, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
    - M. Eugène Berger - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
  - Question N°71 du 29 juin 2010 de M. Ben Fayot relative aux suites réservées à la déclaration du Gouvernement du 5 mai 2010, et plus particulièrement sur les affirmations concernant la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
    - M. Ben Fayot - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
  - Question N°72 du 29 juin 2010 de M. Félix Braz relative à l'accord SWIFT entre les États-Unis et l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de la Justice
    - M. Félix Braz - M. François Biltgen, Ministre de la Justice
  - Question N°73 du 29 juin 2010 de M. Marc Angel relative à la possibilité des communes de tenir une comptabilité commerciale, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
    - M. Marc Angel - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
  - Question N°74 du 28 juin 2010 de M. Fernand Kartheiser relative à la campagne d'information «Ech si MEGA», adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances
    - M. Fernand Kartheiser - Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances
  - Question N°75 du 29 juin 2010 de M. Roger Negri relative au rapport du «Fahrgastforum» de 2008, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
    - M. Roger Negri - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
  - Question N°76 du 28 juin 2010 de M. Claude Meisch relative à la déclaration du Président de la République Française suite au sommet du G20 à Toronto concernant l'introduction d'une taxe bancaire par la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, adressée à M. le Ministre des Finances
    - M. Claude Meisch - M. Luc Frieden, Ministre des Finances
  - Question N°77 du 29 juin 2010 de M. Fernand Diederich relative aux frais d'inscription aux cours demandés par le Conservatoire du Nord aux élèves non résidents des communes d'Ettelbruck ou de Diekirch, adressée à Mme la Ministre de la Culture
    - M. Fernand Diederich - Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture
  - Question N°78 du 29 juin 2010 de M. Félix Braz relative à l'achat de roquettes anti-char par l'armée, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (lire: Ministre de la Défense)
    - M. Félix Braz - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense
5. 6065 - Projet de loi relatif aux travaux de mise en valeur des hauts fourneaux A et B de Belval
  - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz (dépôt d'une motion)
  - Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Lydia Mutsch, M. François Bausch, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann
  - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, Mme Anne Brasseur
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
  - Vote sur la motion 1 (adoptée)
6. Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur le phénomène de harcèlement moral («mobbing») dans notre société
  - Exposé: M. André Bauler
  - Débat: M. Jean-Paul Schaaf, Mme Lydie Err, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann
  - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
  - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank et Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

### 1. Communications

Ech hu par contre folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro déposéiert.

2) Folgend Projete goufen déposiert: den 9. Juni vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6146 iwwert d'Gestioun vun der Schinneninfrastruktur; deeselwechten Dag vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6147, eng Ofännerung vum Code du Travail; den 18. Juni vum Héichschoulminister de Projet de loi 6148 iwwert déi staatlech Hëllef fir Studenten; den 21. Juni vum Kommunikatiounsminister de Projet de loi 6149 iwwert d'Netzer an d'Servicer vun der elektronischer Kommunikatioun; de 24. Juni vum Gesondheitsminister de Projet de loi 6151 iwwert d'Laboratoires d'analyses médicales; a schliesslech deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de loi 6152, e Protokoll vun enger Convention-cadre iwwert déi grenziwwerscheidend Kooperatioun.

### Communications du Président - séance publique du 29 juin 2010

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

**6146** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des infrastructures, le 09.06.2010

**6147** - Projet de loi:

1. concernant certaines mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter certaines modalités d'indemnisation de chômage;

2. modifiant les articles L.513-3, L.521-7 et L.523-1 du Code du Travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 09.06.2010

**6148** - Projet de loi modifiant:

1. la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures;

2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. la loi du 21 décembre 2007 concernant le boni enfant;

4. la loi du 31 octobre 2007 sur le service volontaire des jeunes;

5. le Code de la Sécurité sociale (Livre IV - prestations familiales)

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 18.06.2010

**6149** - Projet de loi sur les réseaux et les services de communications électroniques

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 21.06.2010

**6151** - Projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 24.06.2010

**6152** - Projet de loi portant approbation du Protocole N°3 à la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des

collectivités ou des autorités territoriales relatif aux Groupements eurorégionaux de coopération (GEC), fait à Utrecht, le 16 novembre 2009

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 24.06.2010

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

### 2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Mir kommen elo zum Retrait vum Rôle vun zwee Projet-de-loien. Duerch Arrêté grand-ducal de retrait huet d'Regierung ugefrot, de Projet de loi N°5002 iwwert de Stroosentransport souwéi de Projet de loi N°5959 iwwert déi elektronesch Medië vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

### 3. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet fir dës Woch folgende modifizierten Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno de Projet de loi 6065 iwwert d'Héichiewen A a B zu Belval nom Modell 1; an duerno eng Aktualitéitsstonn vun der DP-Fraktioun iwwert de Mobbing an eiser Gesellschaft.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer eng Orientierungsdebat iwwert d'Propositione vun der Regierung fir d'Erhalen an d>Weiderentwécklung vun der Kompetitivitéit an der Attraktivitéit vu Lëtzebuerg fir Investisseuren nom Modell 2.

En Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer de Projet de loi 6142 iwwert den Octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro nom Modell 1; duerno de Projet de loi 6062, d'Ëmsetze vun enger Direktiv an de medezinesche Beruffer nom Modell 1; dann d'Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Prevention vum Kriibs, deen duerch chemesch Produkter verursaacht gëtt.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

Den Här Gibéryen freet dozou d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, mir hu muer de Mëtteg en Débat d'orientation hei um Ordre du jour stoen iwwert d'Propositione vun der Regierung iwwert de MEN an d'Kompetitivitéit an d'Attraktivitéit vun eiser nationaler Economie.

De President vun der zoustänneger Kommissioun vun der Economie, den Här Bodry, huet fir en Donneschdeg eng Kommissiounssëtzung ageruff moies um hallwer eelef, wou den zoustänneger Minister soll seng Propositionen iwwert dat selwecht Thema presentéieren, iwwert d'Kompetitivitéit vun der Economie, wou en der Kommissioun déi soll virstellen a wou d'Kommissioun da soll doriwwer diskutéieren.

Mir fannen dat e Paradox, wa muer de Mëtteg soll hei an der Chamber eng Debat iwwert déi Propositione sinn, an iwwermuer de Moie soll an der zoustänneger Kommissioun de Minister déi Propositionen dann nach eng Kéier virstellen, an da soll en Débat an der Kommissioun sinn.

Wann dat gewënscht ass, datt dat soll an där Kommissioun en Donneschdeg de Moie stattfannen, da géife mir proposéieren, datt mer deen Débat vu muer de Mëtteg sollten op en Donneschdeg de Mëtteg verleeën, well et kann ee jo net hei an der





Chamber eng Debatt maachen an den Dag drop an der Kommissioun de Minister seng Propositione virstelle loossen.

Wann also den Ordre du jour vun där Kommissioun esou bäibehale gëtt, proposéiere mir, den Débat vu muer de Mëtteg op en Donneschdeg de Mëtteg ze verleeën. Mir hu jo schliesslech en Donneschdeg alleguer gutt Zäit.

**M. le Président.** - Den Här Jean-Louis Schiltz huet d'Wuert gefrot.

**M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Här President, d'Kompetitivitéit ass en Thema, wat mir jo scho gestraift hate beim État de la nation. Meng Fraktioun huet elo zu deem Thema en Débat d'orientation gefrot. D'Kompetitivitéit ass och eng Fro, wou een net einfach ka soen, datt d'Chamber sech nëmmen eng Kéier domat beschäftegt an dann ass et gutt. Et gëtt och keng prédeterminéiert Form.

Dat, wat e Mëtwoch hei um Ordre du jour steet, ass en Débat d'orientation iwwer 65 Propositionen, déi an de Mount Abrëll zréckginn, déi also laang bekannt sinn. An ech fannen et duerchaus an der Logik vun der Saach, datt, wa mer muer de Mëtteg hei eng Debatt iwwer d'Kompetitivitéit hunn, da kritt déi Kommissioun jo, wa se sech en Donneschdeg mat der Fro ausenaner setzt, schon eng Rei Orientierungshëlfe, déi aus där Debatt vu muer de Mëtteg ervirginn.

Déi Kommissioun ka sech also tout à fait utilement en Donneschdeg domadder beschäftegen, nodeem mir e Mëtwoch hei riwwer debattéiert hunn. Duerfir ass mäi Virschlag, den Ordre du jour esou bäizebalehen, wéi e vun der Presidentekonferenz an hirer Weisheet mat „ei“ festgesat ginn ass.

**(Hilarité et interruption)**

**M. le Président.** - Ass dozou nach eng aner Wuertmeldung?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da géif ech iwwer den Ordre du jour, esou wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloen ass, à main levée ofstëmme loossen.

**Vote**

Wien ass mat deem Ordre du jour d'accord?

Dat schéngt mer déi iwwerwältigend Majoritéit ze sinn.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder wär den Ordre du jour adoptéiert.

#### 4. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtten huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntweren. D'Froer kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Opposition. Als Éischt hu mer d'Fro N°69 vum Här Marcel Oberweis un den Nohaltegkeetsminister iwwer d'Bekämpfe vum Kaméidi. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

**- Question N°69 du 29 juin 2010 de M. Marcel Oberweis relative au projet de plans d'action de lutte contre le bruit, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

**M. Marcel Oberweis (CSV).** - Här President, mir wëssen allegueren, dass de Kaméidi e Stéck vun eisem deegleche Liewen ass an nient de Schied un den Infrastrukturen och d'Liewensqualitéit vun de Mënsche reduzéiert. Et si wuel an der Vergaangenheet couragéiert Schrëtt ënnerholl ginn, fir de Problem an de Griff ze kréien, awer et läit nach e wäite Wee virun ons.

An dem Regierungsrot vun dem 28. Mee dëst Joer ass de Projet mat deenen dräi Aktiounspläng an der Lutte géint de Kaméidi adoptéiert ginn. Dës dräi Pläng woren eng

éischte Kéier am Regierungsrot den 9. Januar d'lescht Joer debattéiert ginn. Si traktéieren de Kaméidi an de Beräicher vun der Aviatioun, op de Stroossen an op der Eisebunn. Dat am Kontext vun der europäescher Direktiv 2002/49.

Notamment ass eng Kartografie erstellt ginn, déi et erlaabt, déi dräi Aktiounspläng op de politesche Wee ze schécken, an dat fir dräi gréisser Infrastrukturprojeten. Dat sinn: den Autobunnsréseau, woubäi d'Nordstrooss ausgeklamert gëtt; d'Eisebunnslinn vu Lëtzebuerg iwwer Beetebuerg no Esch, an de Flughafe Findel. Dës Aktiounspläng goufen och schon dem Public zur Asiicht bereetgestallt an et sinn eng ganz Rei vu Kommentaren zréckkomm.

Meng Froen un den Här Minister vum Développement durable an den Infrastrukturen deemno: Kënne mir Opschloss dorriwwer kréien, a wellechem Stadium dës dräi Aktiounspläng momentan sinn? An eng Zousatzfro: Wier et net endlech un der Zäit, laanscht déi geplangten Infrastrukturen och déi sougenannte Lärmschutzwänn mat den Déchets inertes, wéi mer se am Ausland gesinn, opzebauen, an dat mat eventuell Fotovoltaik bestéckt, fir do gréng Stroum ze produzéieren?

Merci.

**M. le Président.** - Ech soen dem Här Oberweis Merci. Elo kritt den Här Nohaltegkeetsminister, dat heescht den Här Marco Schank, d'Wuert.

**M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.** - Här President, den honorabelen Deputéierte Marcel Oberweis huet den Historique ganz flott résuméiert. Dee kann ech mer spueren. Ech wollt also e puer Sätz soen, wat d'Mise en œuvre vun deenen dräi Aktiounspläng ubelaangt.

Ech wëll just derbäi soen, datt mer och wäerte bis den 30. Juni - dat ass muer - eng Kommunikatioun bei d'Kommissioun op Brëssel ginn, fir iwwer déi dräi Pläng erauszugehen, fir dann och iwwer déi grouss Stroossenachsen - iwwer dräi Millioun Passagen - respektiv déi grouss Zuchachsen - iwwer 30.000 Passagen - ze kommunizéieren. Datselwecht géllt och fir d'Agglomeratiounen.

Wat elo d'Mise en œuvre vun deenen Aktiounspläng ubelaangt, ass ee ganz wichteg Element dat vun der Informatioun selbstverständlech, awer och vun der Informatioun. Do wollt ech hiweisen, datt mat der Uni Lëtzebuerg zesummen eng Informatioun besteet, fir op d'Problematik vum Kaméidi hinze weisen an der Informatioun vun de Gemengen engersäits, an anerersäits och vun den Acteuren, déi am Logement aktiv sinn.

Derbäi kennt eng aner Informatioun. Dat ass déi vun der IFSB - dat ass den Institut de Formation du Secteur du Logement -, déi och eigentlech op sech esou e Cycle de formation lafen hu mat der Thematik vum Kaméidi.

Ee Wuert zum Flughafen. Do ass et esou, datt mer amgang sinn, de Monitoring-System ze adaptéieren, entsprechend dem Aktiounsplang Flughafen. Da si mer och amgang, ee Programm fir d'Isoléiere vun deene Logementer am direkten Ëmfeld vum Flughafen auszeschaffen.

Do ass amgang eng Etüd gemaach ze gi vun dem TÜV Rheinland, wou kartografiert gëtt, evaluéiert gëtt vu baussen, wéi een do virgeet, mat enger Etüde de marche, och fir am Bausecteur Lëtzebuerg ze kucken, wéi eng Präisser do ginn. Duerno wäerte mer e Règlement grand-ducal huelen. Dat wäert net allze vill laang daueren; an deenen nächste dräi bis véier Méint.

Do sinn zwou Zonen. Eng Zone A, dat ass d'Regioun ëm Hamm mat engem 900 Logementer, déi direkt gekuckt gëtt. An da gëtt et och eng Zone B mat zirka 2.000 Logementer. Dat ass en Deel vu Bouneweg, een Deel vum Zens an och een Deel vun Nidderaanwen.

Dann nach och e Wuert zu de Projeten, déi de Marcel Oberweis énuméiert huet, déi Projets d'investissement. Do ass et esou, am Beräich vun deene Projets terrestres, wou engersäits d'Pénétrante vun Déifendeng och ausgeschafft ginn ass, entsprechend de Virgabe vun dem Plan d'action; respektiv d'Eisebunnsstreck Stad-

Esch, wou engersäits d'Gare vun Nierzeng, d'Gare vu Schëffeng an och dann de Viaduc vun Esch/Uelzecht am Fong entsprechend de Virgabe vun dem Plan d'action vun der Ëmweltverwaltung begleet goufen. E Beispill: Um Viaduc vun Esch/Uelzecht si Graisseuren installéiert ginn, fir och do de Kaméidi dräi Dezibel erfzesetzen, fir also och dem Plang ze entsprechen.

Da vläicht och nach ee Saz: Déi Logementer, déi direkt am Ëmfeld vum Flughafen sinn, datt mer wëlles hunn, déi an déi spezifesch Dispositiounen vun deem Règlement grand-ducal iwwer d'Performance énergétique eranzehuelen. Well energetesch Isoléierung, do ass een net wäit ewech vun akustescher Isoléierung. Dat ass also eng vun de Moossnamen.

An dann dat, wat de Marcel Oberweis och opgeworf huet, dat mat de Lärmschutzwänn. Do muss ech soen, datt dat e Bestanddeel ass vun deem Plan d'action. Ech muss och soen, seng Iddi, déi jo och scho bei eis innerhalb vun dem MDDI diskutéiert gouf, ass nach net vun Dësch. Ganz am Géigendeel, mir wäerten eis beméien, fir do e Wee ze fannen, fir och d'Fotovoltaik op déi Manéier auszebauen.

Ech soen lech Merci.

**M. le Président.** - Merci dem Här Minister Schank. Mir kommen elo zu der Fro N°70 vum Här Eugène Berger un d'Erzéiungsministesch iwwer d'SchoulinTEGRATIION vU Schüler, déi hir Formation professionnelle opginn hunn. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

**- Question N°70 du 28 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à la réintégration d'élèves ayant abandonné leur formation professionnelle dans le système scolaire, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**

**M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Et ass jo esou, datt mer, mengen ech, 2009 hei an der Chamber gestëmmt hunn, datt d'Obligation scolaire op 16 Joer ausgeweit ginn ass. Elo huet een awer Fäll, wou da jonk Mënsche bei engem Patron an enger Ausbildung sinn, déi zum Beispill 15 Joer hunn, déi awer just an engem Ëmstand, sief dat, datt de Patron se net méi wëllt, sief dat, datt si selwer decidéieren, datt se déi Formationen wellen ofbrichechen, dann dat net weidermaachen, déi awer dann nach keng 16 Joer hunn.

Do stellt sech de Problem - et si schon eng Rei oder verschidde Fäll ginn -, a wat fir eng Klassen déi solle reintegriert ginn. Si kënnen net méi zréck oder si hu jo schon d'Neuvième gemaach. Dat heescht, do kënne se also dann och net méi zréckgoen. Si kënnen och net op eng Dixième goen.

Dofir d'Fro un d'Madame Ministesch, ob do fir déi Fäll eppes virgesinn ass, ob do Virgabe si vun dem Ministère aus, a wat fir eng Klassen oder a wat fir ee System déi sollen zréck reintegriert ginn.

Merci.

**M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Elo kritt d'Madame Erzéiungsministesch d'Wuert.

**Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Merci, Här President. Mir ass bis haut kee Fall gemellt gi vun engem Schüler, dee mat 15 Joer an enger Léier gewiescht wär, deen dann opgehalen hätt an dee keng Klass fonnt hätt, wou en hätt kënnen zréckgoen. Wann dee Fall sech géif stellen, da géife mir selbstverständlech deem Schüler eng Klass sichen.

Ech mengen net, dass een déi Fro kann einfach beäntweren a soen: E geet an d'Klass y, well jo déi Profiler vun de Schüler ganz verschidde sinn, deemno fir wéi eng Orientatioun dass se sech decidéiert hunn. Esou dass ech dem Här Berger dankbar wär, wann déi Schüler keng Plaz fonnt hunn a sech bei eis net gemellt hunn, dass hie mer se da géif mellen. Da géife mer kucken, dass mer de Schüler eng Klass géife fannen.

Merci.

**M. le Président.** - Merci der Madame Erzéiungsministesch. Mir kommen dann elo zu der Fro N°71 vum Här Ben Fayot un

den Nohaltegkeetsminister iwwer d'Nationalbibliothéik. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**- Question N°71 du 29 juin 2010 de M. Ben Fayot relative aux suites réservées à la déclaration du Gouvernement du 5 mai 2010, et plus particulièrement sur les affirmations concernant la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

**M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, de 5. Mee huet den Här Statsminister an dëser Chamber eng Ried zur Lag vun der Nation gehalen. An där Ried huet e folgende Passage gesot - ech zitieren lech dee wuertwärtlech -: „Mir brauchen eng nei Nationalbibliothéik. Ee Land, dat eppes op sech hält, dat därer seng Bicher, an domat ee Stéck vu senger Vergaangenheet, net vermuuscht loossen. Déi nei Nationalbibliothéik, déi kennt op de Kierchberg bei d'Kräizung Bricherhaff. Mir kënnen einfach net méi laang waarden. Et dauert eis ze laang bis d'Schumansgebai bei der Philharmonie fräi gëtt. Elo gi séier nei Pläng gemaach. 2014 gëtt d'Nationalbibliothéik gebaut.“

Ech wollt opgrond vun der Tatsaach, dass mer elo den 29. Juni sinn - dat do war de 5. Mee -, den zoustännege Minister fir d'Infrastrukture Folgendes froen:

Éischtens gëtt jo hei vun der Regierung ee prezisen Terrain festgehalen, deen am Fonds du Kirchberg ass, an do wollt ech froen, wéi wäit dass déi Aarbechte gedié si mam Fonds du Kirchberg, fir deen Terrain fir dat Gebai vun der Nationalbibliothéik ze kréien, ebe just dat prezist Gebai, dee prezisen Terrain, deen hei an der Erklärung vum Här Statsminister dra war.

Zweetens wollt ech froen, vu dass mer wëssen, wéi laang dass jo awer d'Viraarbechte vu gréisseren Infrastrukturen daueren, wat den Agenda - wéi soll ech soen? - vun der Regierung ass, fir déi Pläng auszeschaffen, fir dass mer 2014 direkt am Januar mam Bau vun dëser Nationalbibliothéik, déi brennend noutwendeg ass, ufänke kënnen.

Merci.

**M. le Président.** - Merci dem Här Fayot. Elo kritt den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler d'Wuert.

**M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Well mer elo den 29. Juni sinn, Här Fayot, dann e puer Äntweren, déi een op den Dag vun haut scho ka ginn, well esou laang ass et jo nach net hier, wou déi Deklaratioun gemaach ginn ass.

Mir hunn an deene Pluriannuellen, déi mer festgehalen hunn, déi jo bis 2014 lafen, virgesinn, déi éischt finanziell Engagements fir de Bau vun der Nationalbibliothéik kënnen an deene Joren do ze maachen. Wat also heescht, datt mer elo an deene nächste Méint, an deene nächste Joren, déi kommen, déi verschidde Phasé vun der Planificatioun müssen ufänken.

Et muss een einfach wëssen, datt schon eng Planificatioun gemaach war beim Schumansgebai, wou initialement déi Nationalbibliothéik sollt hikommen, fir déi do ze maachen. Déi Pläng, déi op där Plaz virgesi waren, waren d'Pläng, déi a sech haaptsächlech doranner bestanen hunn, datt mer eng Transformatioun an eng Befestegung vum ale Gebai gemaach hätten. Déi sinn natierlech net méi fir en anere Site, deen hei oder en aneren, brauchbar.

Infolgedesse mussen ganz frësch Pläng gemaach ginn. Vu datt déi éischt Planificatioun, déi am Schumansgebai gemaach ginn ass, iwwer de Concours d'architectes gaangen ass, wollt ech och hei deselwechten Architekt, deen de Concours sengerzäit gewonnen hat, beoptragen, fir déi nei Pläng auszeschaffen. Dat spuert Zäit, an et schéngt mer och an der Logik ze si vun deem, wat mer hei wollte maachen.

Wat den Terrain ugeet, esou ass et effektiv en Terrain, deen dem Fonds du Kirchberg gehéiert. Wa mer do wellen eng Nationalbibliothéik drop bauen, da muss e selbstverständlech vum Fonds du Kirchberg un de Stat zréckcedéiert ginn. Dat geschitt no



deem klassesche Mechanismus, wéi esou Terrainen un de Stat zréckcedéiert ginn. Do gëtt et normalerweis dann eng Créance, déi par rapport zu dem Fonds du Kirchberg vis-à-vis vum Stat entsteet.

Bâtiments publics sollen esou en neit Gebai plangen a bauen.

Wat deen zäitleche Kader ugeet, do ass a sech geduecht, fir datt mer elo eng Kéier dee ganze Programm iwwerkucken. Dat muss jo de toute façon gemaach ginn, well elo alles dat, wat een hätt missen anescht virgesinn, wéi dat an engem klassesche Gebai wär, well et sech hei em eng Réaffectatioun vun engem Gebai gehandelt huet, wou deen éischte Projet Schuman scho bestanen huet, den éischte Projet Schuman, een eng Kéier de Programm nach muss iwwerkucken.

Ech schätzen, datt dat eis tëschent dräi a sechs Méint hält. Duerno gëtt en APS gemaach an en APD gemaach, wat eng Prozedur ass, wa mer eis déi noutwendeg Zäit huelen, fir se ze maachen, déi tëschent néng an zwielef Méint fir den APS, néng an zwielef Méint fir den APD brauch, an duerno déi gesetzlech Prozedur, déi dann och nach eng Kéier, wann ech wierklech maximal rechnen, zwielef Méint brauch. Sou datt déi Zäit, wa mer dee Projet elo schéi propper a Rou vun haut u lafe loosse - an et ass genau dat, wat mer wollte maachen -, mer ouni Problem kënne prett sinn, fir 2014 mat dem Bau vun enger neier Nationalbibliothék unzefänken.

Wat wichteg ass, dat ass, datt mer elo keng Zäit verléieren, datt mer eis elo op de Wee maachen, fir all déi Phasen, déi mussen duerchlafte gelooss gi bei deem heite Projet, datt mer déi och elo eng no där anerer schéi propper maachen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nothaltgeetsminister. Elo komme mer zu der Fro N°72 vum Här Félix Braz un de Justizminister iwwert de SWIFT-Accord. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

**- Question N°72 du 29 juin 2010 de M. Félix Braz relative à l'accord SWIFT entre les États-Unis et l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de la Justice**

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Merci, Här President. Den 30. November vum leschte Joer huet de Conseil JAI en Accord ugeholl - en Accord SWIFT, wéi dee genannt gëtt, nom Numm vun där Firma mat Sätz an der Belsch -, en Accord tëscht der Europäescher Unioun an den USA, deen awer kuerz drop vum Europaparlament blockéiert ginn ass. Elo ass en neien Accord zustane komm, dee vun de 27 Memberlänner schon ënnerschriwwen ginn ass. En Accord, deen och wéi dee viregten den USA Abléck soll ginn an all Virementer, nationaler wéi internationaler, déi an der Europäescher Unioun gemaach ginn.

D'Froen un de Minister sinn: Wat waren d'Vuene an d'Prioritéit vun der Lëtzebuerger Regierung am Kader vun de Verhandlung vum deem Accord? Huet Lëtzebuerg seng Vuë kënnen duerchsetzen an deenen Diskussiounen? Méi konkret: wat den Dateschutz betrëfft? Et ass jo all Bierger ouni Ausnahm vun deem Accord do betrafft.

D'Froen, déi gestallt sinn, dat sinn déi vun der Proportionalitéit, well am Moment nach ëmmer de generelle Verdacht vun der Gefor vum Terrorismus duergeet, fir dass all Bierger, wa se esou Virementer maachen, wësse müssen an Zukunft, dass déi amerikanesch Behörde kënne kucken, wéi eng Virementer dass do gemaach ginn. Dat ass eng Fro vu Proportionalitéit, déi gestallt ass, a wou ech wierklech frou wier, wann de Minister eis géif kënne soen, wéi déi beäntwert ginn ass.

D'Fro vun der Durée vun den Donnéeën: Dat ass laut mengen Informatiounen nach ëmmer bei fënnef Joer, déi awer eng relativ laang Period duerstellen, a wou ee sech och ka froen, wéi déi zum Beispill mat den Décisioune vum däitsche Verfassungsgeschichtshof kompatibel sinn.

Drëtt a lescht Fro ass déi vum Rôle vun Europol, dee jo soll e Rôle an der Transmissioun vun deenen Donnéeën spillen. Elo ass et awer esou, dass eng Partie Länner aus der Europäescher Unioun jo net Member si vun Europol: Dänemark, Irland a besonnesch och Groussbritannien. Awéiwäit

sinn, wann déi dräi Länner géifen hiren Opt-out zéie bei Europol, déi Accorden, déi mer elo fonnt hunn am Kader vum SWIFT, deene Länner do opposabel?

Besonnesch wat England betrëfft, ass dat jo net ouni Bedeitung, well et jo och zum Deel em d'Fro geet vun enger gewëssem Protektioun vun de Bankgeschäfter. Notamment fir d'Lëtzebuerger Bankeplaz ass jo d'Fro vum Secret bancaire net irrelevant, an do ass d'Fro gestallt, ob England wierklech kann als vollwärtige Partner vun de SWIFT-Accorden ugesi ginn opgrond vun den Texten, déi Der elo ugeholl hutt. Wéi gesot, wëssend dass England en Opt-out huet bei Europol, an da kënt awer eventuell do e Problem entstoen.

Ech soen lech Merci fir d'Äntwert.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Braz. Elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Merci, Här President. Wéi vill Minuten hunn ech? Véier?

► **M. le Président.**- Véier.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Ech sinn dem Här Braz dankbar, dass en déi Fro hei gestallt huet, well déi ganz SWIFT-Diskussioun ass eng, déi an Europa extrem wichteg ass, déi heiansdo vläicht e bëssen héichstiliséiert gëtt, mä déi awer wichteg ass och fir zukünfteg Entwécklungen an engem oppene Raum vu Rechter a Fräiheeten, an och vum zukünftegen Dateschutz, an och de Relatiounen tëschent Europa an Amerika.

Den 30. November ass effektiv e provisoreschen Accord ugeholl ginn, deen déi Zäit, ebe well et den 30. November an net den 1. Dezember war, net dem Lissabon-Vertrag ënnerlouch an dunn effektiv op enger anerer juristescher Basis geholl ginn ass wéi elo. Mir sinn elo a Lissabon, dat heescht et ass eng Majoritéit qualifizéiert, déi am Conseil muss kommen. Virdu war et Unanimitéit. An et ass och d'Europaparlament, wat muss säin Assentiment ginn.

Et war virun allem d'Europaparlament, obwuel et déi Zäit net déi Kompetenzen hat wéi haut, wat op eng ganz Partie vu Mängel higewisen huet am Accord SWIFT, wat den Dateschutz ubelaangt. Mir hunn och an deene ganzen Diskussiounen bis elo ëmmer gesot, éischters, dass souwisou an engem Lissabon-Vertrag ee muss wëssen, dass d'Europaparlament matspillt, an dass een, zweetens, net kann esou maachen, wéi wann d'Europaparlament net géif existéieren. Dat ass emol en Hauptprinzip, an dee wäerte mer nach ëmmer méi an dem Rechtsraum an Europa kréien - dass heiansdo nach d'Regierung mengen, si wieren eleng zustänneg, an d'Europaparlament muss säin Accord ginn -, an d'fir sollt ee mat Zäit mam Europaparlament zesummeschaffen.

D'Kommissioun huet en neien Accord ausgehandelt mat Amerika, huet versicht - esou gutt wéi et gung, ech hätt léiwer gehat besser - mat dem Conseil a mat dem Europaparlament zesummeschaffen. Allerdéngs ass deen neien Accord, deen dann elo während fënnef Joer leeft, wesentlech besser - wat och d'Soucié souwuel vum Europaparlament ubelaangt wéi och déi Lëtzebuerger Souciën - wéi den éischten Accord. Wann Der elo frot, ob ech total honnertprozenteg zefridde sinn, kann ech natierlech soen, dass ech net honnertprozenteg zefridde sinn. Awer och all déi méi kritesch Länner hunn am Conseil zougestëmmt, iwwer eng Procédure écrite, déi elo des Woch e Méindeg ofgelaf ass.

Wat waren déi kritesch Punkten? Den Här Braz huet der e puer gesot. Deen éischten ass emol deen: Et geet hei drëm, fir Terrorismus ze bekämpfen. Mir sinn eis eens ginn iwwert déi Causen, iwwert déi een un d'Donnéeën kënt. Wat allerdéngs de Problem ass, dat ass, dass d'Donnéeën en vrac" awer den Amerikaner iwwergif ginn. Déi „Communication en vrac" bleibt e Problem. Kombiniert mat där Fro, déi den Här Braz och zu Recht opgeworf huet, nämlech déi, wéi laang d'Date kënne gehale ginn, d'Data-Retention-Problematik, ass effektiv fënnef Joer eppes, wou mir léiwer gär manner gehat hätten, wéi déi aner Länner och.

Dat sinn also Punkten, wou mir als Lëtzebuerger gäre méi wäit gaange wieren, wou den Accord net esou wäit gaangen ass, wéi mer gäre gaangen wieren. Mir hunn awer op ganz vill anere Punkte Satisfaktioun kritt, a wesentleche Punkten och, wou d'Europaparlament bis zum Schluss och ëmmer säin Afloss awierkend gemaach huet. Zum Beispill deen, dass eng europäesch Instanz tëschegehalt gëtt. Dass mer hei eng europäesch Solutioun hunn a keng bilateral.

Et ass iwwregens eng Benelux-Positioun, dass mer gesot hunn: Fänkt net un elo en Traité d'entraide bilatérale mat Holland an der Belsch ze maachen! Well et ass net nëmmen d'Belsch, déi betrëfft ass, et sinn och d'Hollänner. A mir waren ëmmer solidaresch mat deenen zwee, fir ze soen: Kommt, mir sichen eng europäesch Solutioun!

Europol ass eng wierklech gutt Solutioun. Éischters, well mer do en europäesch Organ stäerken, quite dass mer dann net esou wäit ginn, dass Europol elo „lissaboniséiert" gëtt, well soss hätten effektiv d'Engländer wahrscheinlech Problemer gehat. Mä dass elo Europol gestärkt gëtt hei, ass eng wesentlech Saach. Éischters gutt fir Europol, zweetens awer och gutt hei, dass eng europäesch Instanz muss kontrolléieren, wat fir eng Donnéeën eriwwer ginn. Dat heescht, et gëtt e Filter, an dee mécht Europol.

Dir hutt d'Fro opgeworf: Wéi ass et mat dem Opt-out vun Irland, England an Dänemark? De SWIFT-Accord ass en Accord, en Traité international. Do muss een dann och kucken, wie matmécht, wien net matmécht, opgrond vun den Traitéen. Do spillt Opt-in, Opt-out effektiv eng Roll. D'Engländer hunn den Opt-in gemaach. D'Iren an d'Dänen hunn den Opt-out gemaach. Dat heescht, deen Traité hei betrëfft net d'Dänen an d'Iren, mä e betrëfft d'Engländer, wat awer wesentlech ass an der internationaler Kollaboratioun.

Dat heescht, doduerch, dass mer eng Solutioun fonnt hu bei Europol, déi Europol net „lissaboniséiert", wéi dat am europäesche Jargon heescht, awer d'Engländer hei den Opt-in gemaach hunn, ass effektiv hei déi Gefor gebannt, déi Dir zu Recht hei gesinn hutt, nämlech dass d'Engländer net géife matmaachen, dass mer da keen uerdentleche Raum hätten. Et ass also ee Punkt, dat Europäesch.

En zweete Punkt war deen...

► **M. le Président.**- Här Minister, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- D'Fro sinn heiansdo méi kuerz gestallt wéi d'Äntwerte laang sinn. Da wäilt ech just soen, ech maachen et da wierklech an zéng Sekonnen.

Also, e grouse Problem vum Dateschutz ass: Kann ee juristesche dergéint virgoen, wann d'Date méssbraucht ginn? Jo! Dat steet am Accord dran. Also, et kann een och an Amerika e Recours aleeën. Dann, wann Amerika et géif un Drëttstate ginn, do ass et esou, dass fir d'Éischt dann déi national Instanz muss d'accord sinn, dass et an Drëttstate geet, oder net. Dat ass also och eppes, wat derbäikomm ass.

An dann, wesentlech, d'Europaparlament sot, dass - an do kommen ech op déi fënnef Joer zréck - de SWIFT-Accord eng Kéier misst couvériert gi vum sougenanntenen „Umbrella-Accord".

De SWIFT-Accord ass vun der Madame Malmström négociéiert ginn, den „Umbrella-Accord", also e groussen Dateschutz-Accord, Europa-Lëtzebuerg (*veuillez lire: Europa-Amerika*), gëtt vun der Justizkommissarin, der Madame Reding, elo och négociéiert. An do ass en Accord, dass deen herno doranner gehéiert. Dat war eng grouss Fuerderung vum Europaparlament.

An als Lescht, Här President, dat ass, dass an deem Accord steet, dass och Europa wëllt en TFPT maachen, also hir eegen Terrorismusbekämpfungsinstitut maachen. Wéi déi ausgesäit, kann ech lech net soen, mä et ass wesentlech, dass mer hei Europa weiderbréngen.

Also, alles an allem kann ech net soen, ech wier honnertprozenteg d'accord, mä mir waren, all Länner, alle 27 unanime, ofgesi

vun Opt-outen - d'Fransousen hu just eng Réserve parlementaire gehat -, dass dat heiten awer e rïsege Progrès wier par rapport zu all deem virduen. Elo ass et natierlech d'Europaparlament, wat muss säin Accord ginn. Ech wäilt awer soen, dass d'Kommissioun sech ganz vill Méi gemaach huet, grad wéi d'Présidence am Europaparlament, ze kucken, dass och deen Accord kéint beim Europaparlament duerchgoen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Biltgen. Elo komme mer zu der Fro N°73 vum Här Marc Angel un den Innenminister iwwert d'Comptabilité commerciale vun de Gemengen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

**- Question N°73 du 29 juin 2010 de M. Marc Angel relative à la possibilité des communes de tenir une comptabilité commerciale, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région**

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wëssen alleguer, dass d'Aufgab vu ville Gemengen, Gas an Elektriesch un hir Biergerinnen a Bierger ze liwweren, sech duerch europäesch Regulatiounen an och duerch d'Liberaliséierung vun de Mäert an deene leschten zéng Joer ganz staark verännert huet. Eist Land huet och duerfir seng Gesetzgebung geännert an adaptéiert. An ech mengen, besonnesch d'Gesetz vum 1. August 2007 war an deem Kontext e ganz wichtige Moment.

Vill Gemengen hunn, oder sinn amgang, sech deenen neie Gegebenheeten op verschiddentleche Aart a Weisen unzepassen. Ech wëll elo all déi Alternativen net opzählen. Mir kennen déi alleguer. Just eng vun deenen Alternativen ass - an déi gëllt besonnesch fir grouss Gemengen -, dass d'Gemenge kënne selwer Gestionnaire vun hiren Engergienetzer bleiwen. Duerfir muss se selbsterständlech eng Comptabilité commerciale kënne maachen an deem Beräich, fir mat deene verschiddene kommerzielle Partner, an och mam ILR, mat deene se a Relatioun sinn, kënnen ze schaffen.

Elo gëtt oft gesot vu Leit - déi dat keng gutt Iddi fannen, dass eng Gemeng hire Réseau soll selwer géieren -, ass eent vun den Haaptargumenter: Majo, mir kréie jo souwisou net erlaabt vum Innenministère, do eng Comptabilité commerciale ze maachen. Ech hunn och matkritt, dass eng Conciliatioun amgang ass tëschent de Gewerkschaften, déi representativ si fir de Gemengesector, bei lech um Ministère, a wou deen dote Punkt och diskutéiert ginn ass an och schon ofgeschloss ginn ass.

Duerfir wollt ech lech elo emol ganz einfach froen, Här Minister: Däerfe Gemengen, wa se am Kader vum Gesetz vum 1. August 2007 decidéieren, hir Réseauen net an eng Gesellschaft ze ginn a se selwer wäilte géieren, däerfe se fir dee Beräich eng Comptabilité commerciale maachen?

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Angel. Elo kritt den Här Innenminister Jean-Marie Haldorf d'Wuert.

► **M. Jean-Marie Haldorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Här Angel seng Fro ass eng Fro, déi ech komme gesinn hat, well meng Leit mer gesot hunn, et wier eng Conciliatioun, an dass déi Fro do opgeworf ginn ass. A wéi ech dunn haut gesinn hunn eng Question urgente, hunn ech geduecht, dat kann nëmmen dat sinn.

Ech kann lech do am Fong geholl an deem Sënn Satisfaktioun ginn, andeem ech Folgendes soen: D'Gemengegesetz gesäit vir am Artikel 169, dass d'Gemenge kënne Comptabilité-commerciale aféieren. D'Gemengegesetz geet souguer esou wäit, dass de Minister misst op Basis vun deem Artikel e Règlement grand-ducal huelen, fir d'Gemengen ze forcéieren, wa se sougenannte Services industriels maachen, fir hir Comptabilité commerciale ze applizéieren.



Dat hunn ech net ageféiert - Autonomie communale -, mä do ass also kloer d'Basis.

Eng Gemeng mécht en normale kameralistische Budget. Mat engem Budget, wou dann d'Gemengeconseillere respektiv d'Bergerinnen an d'Berger gesinn, wat de Programm ass - iwwer e Budget kann ee jo liesen, wann een dee liest, gesäit een -, an duerno gëtt e Kont gemaach. Dat sinn Elementer, déi sinn d'ailleurs an der Spezialkommissioun vun der Réorganisation territoriale, ass dee Prinzip och festgehale ginn, dass och an Zukunft d'Gemenge sollten eng kameralistesch Kontabilitéit maachen. Dat ass also okay.

Nächst hënnert se drun, do dernieft eng kommerziell Kontabilitéit ze maachen. Et si vill Syndikater, déi dat zum Beispill de Moment maachen: Et ass de SIGI, de sogenannte Syndikat iwwer d'Gestion informatique, de SEBES, déi vum Drénkwaasser-Syndikat, oder de SIGRE. Dat si Beispiller vun de Gemengesyndikater, déi eng sogenannte Comptabilité commerciale maachen. Et ass also och méiglech, an deem heite Fall esou eng Comptabilité commerciale ze maachen. An ech mengen, do ass den Här Angel zefridden, wann ech him dat soen.

Ech si mer awer bewusst, dass et relativ schwierig ass, well et een Deel ass vun engem ganze Budget vun der Stad Lëtzebuerg. A si mussen och kucken, wéi se sech mam ILR, mam Institut de Régulation, wéi se sech mat deem dann do en phase setzen, géif ech soen, mä technesch ass et méiglech. Et wäert net esou einfach sinn, mä et ass net ausgeschloss, et ass also kee Problem.

Merci.

**► M. le Président.** - Merci dem Här Innenminister. Mir kommen elo zu der Fro N°74 vum Här Fernand Kartheiser un d'Ministesch fir Chancégläichheet iwwer d'Informationscampagne „Ech si MEGA“. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**- Question N°74 du 28 juin 2010 de M. Fernand Kartheiser relative à la campagne d'information «Ech si MEGA», adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances**

**► M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Här President, mat grousem propagandisteschem Opwand huet de Fraeministère eng Campagne mat dem Numm „Bass du MEGA?“ gestart. Déi Campagne hält fir sech an Usproch, fir Mentalitéiten ze änneren. Heizou sief emol direkt bemierkt, dass et eiser Meenung no net um Stat ass, fir déi Jonk ze erzeien, mä dass dat un eischer Plaz d'Recht an d'Aufgab vun de Familljen ass. Dat gëllt och a besonnesch fir déi komplexer Aufgabe vun de Männer an der Fraen an der Gesellschaft.

Ech wëilt d'Madame Fraeminister also fir d'Éischt froen, wéi vill des Campagne kascht huet, a firwat nëmmen eng Souscription restréinte fir de Site vun dëser Campagne gemaach gouf.

Zweetens wollt ech si froen, firwat an deem Quiz, deen zu dëser Campagne gehéiert, nees de Stereotyp vun de gewalttäte Männer geflegt gëtt. D'Jonge ginn nämlech gefrot, an ech zitieren: „Du héiers, dass an denger Noperschaft e Mann soll seng Fra geschloen hunn. Wat denks de?“ An eng vun de proposéierten Äntwerten ass, Zitat: „Elo kritt deen Typ och eng op d'Noss, an zwar vu mir“, Enn vum Zitat.

Op de sproochlechen Niveau vun där Äntwert brauch een net weider anzegoen. De Fraeministère mengt sécher, dass déi Jonk vun haut sech net kéinte méi ziviliséiert ausdrécken, well bei de Meedercher ass de sproochlechen Niveau och net besser. Hei gëtt just Gewalt géint Jongen als Lösungsvorschlag vun enger Quizfro proposéiert. Datt e Meedche mat dem Numm Cynthia nationale Champion am Kickboxing ginn ass, kann nämlech esou kommentéiert ginn. Zitat: „Cool, da kann hatt de Jongen eng op d'Schnëss haen“, Enn vum Zitat. Mengt d'Madame Fraeminister ieren, dass

d'Gewalt e Modell wier fir d'Verhale vun de Meedercher géintwuer de Jongen?

Déi Internet-Säit „echsimega.lu“ ass ausserdem voll Propaganda zugonschte vun der Gender-Ideologie, zum Beispill an deem Artikel „Däi Geschlecht, ass et biologesch oder ugewinnt?“ Weess d'Madame Fraeminister vun der CSV - där Partei, déi virun der Ära Juncker och emol chrëscht-lech war -, dass d'Gender-Ideologie eng léns-feministesche Doktrin ass, déi vun der Biologie an der Neurologie wëssenschaftlech scho laang widderleech ass, an dass déi léng Ideologie am oppene Widder-sproch zum kathoulesche Glawe steet?

Ech soen lech Merci.

**► M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Madame Ministesch fir Chancégläichheet d'Wuert.

**(Interruptions diverses et hilarité)**

**► Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären...

**(Interruptions diverses et hilarité)**

**► M. le Président.** - Sou, elo lauschtere mer der Madame Ministesch fir Chancégläichheet no, Här Gibéryen.

**► Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances.** - Also, ech muss soen, ech si relativ iwwerrascht. Ech war d'lescht Woch an der Chamberskommissioun, fir en long et en large dee ganze Programm „Ech si MEGA, bass du MEGA?“ virzstellen, an duerfir war ech am Fong geholl e bësse paff, dass den Här Kartheiser mer de Mëtteg awer elo nach duerzou eng Fro gestallt huet.

Ech sinn awer frou, dass hien sech dermat befaasst huet. Mir haten nämlech en Appel gemaach, d'Leit solle sech dee Site ukucke goen, fir dass se wësst, wat mer do mat deene Jonke géife wëllen alles diskutieren. An e schéngt dat jo dann och ganz detailléiert gemaach ze hunn. Dir hutt mer elo esou vill Froe gestallt. Bon, Är Fro ass haut formuléiert: eng Fro zu där neier Campagne. Dir hutt der elo ganz vill gestallt. Ech probéieren elo dat a mengem Kapp e bësschen ze sënneren.

Ech mengen, déi éischt Fro war: „Ass et dem Stat seng Aufgab, fir d'Kanner ze erzeien?“ Also, mir müssen eis alleguer bewusst sinn, dass mer wuel e gesetzlechen an och e reglementäre Kader hunn, dee keng Diskriminatioun tëschent Fraen a Männer zouléist. Dat ass awer an der Realitéit net ëmmer esou de Fall, an duerfir huet de Stat d'Aufgab, derfir ze surgen, dass et Egalitéit gëtt. En huet d'Koordinatiounsaufgab vun all de Ministère, fir Chancégläichheet tëschent de Fraen a Männer ze garantieren.

Ech wëll lech dann och op dëser Plaz, ech mengen, et ass elo fir d'Drëtt oder fir d'Véiert, drop hiweisen, Här Kartheiser, dass et de Ministère ass „Égalité des chances femmes-hommes“, net e Fraeministère, an ech mengen, Dir hutt dat nach iergendwéi net esou richteg matkritt.

Duerfir, et mécht mir eng Freed, fir lech dat dann all Kéiers och erëm ze widderhuelen.

Dann zu der Fro vum Käschtepunkt. Et ass esou, et war eng Soumission restréinte. Bei där Soumission restréinte ass de Choix op d'Firma Comet gefall, déi den Opdrag kritt huet, eng Campagne auszeschaffen. Et ass eng Campagne, déi am Fong geholl sech iwwer fénnef Joer erstreckt, déi am Fong geholl ee richtegt Konzept huet, wat ëmmer erëm erëmkennt.

Deen éischte Volet hu mer elo gemaach. Mir hunn eis op déi Jonk baséiert, well mir der Meenung sinn, dass si déi sinn, déi an Zukunft müssen dee Mentalitéitswissel do matkréien, dee jo bei verschiddene Leit vun eiser Generatioun, an och déi méi al, manifestement nach net stattfonnt huet. Mir sinn der Meenung, dass si déi Richteg sinn.

An esou, wéi d'Saach ausgesäit, schéngt dat jo och gutt unzokommen, well, zënter dass de Site en ligne ass, hu mer méi wéi zéngtausend Visiten op deem Site gehat, wat ech awer considéerabel fannen. Ech mengen, zéngtausend Jonker, déi sech do aklicken, matschwätzen, matchatten, Froe stellen a sech och informéieren, ech fannen dat flott. Et ass en interaktive Site, an

ech mengen, dass mer eis Aufgab do och richteg gemaach hunn.

Fir de Rescht, wat elo d'Fröstellung ubelaangt, do mengen ech, dass déi Leit vu Comet sech hir Gedanke wäerte gemaach hunn, firwat dass se déi doten ausgewielt hunn. Dir hutt déi doten elo erausgezunn. Bon, ech mengen, do kann een driwwer streiden, ob déi gutt oder schlecht sinn. Fir eis ass dat Wichtigst, dass d'Leit sech iwwerhaupt mat dem Thema Chancégläichheet beschäftegen, an ech mengen, dass dat eis ganz sécher domadder gelongen ass. Mir wäerten och an deenen nächsten Deeg a verschiddene Lycées passéieren, fir och mat deene Jonke sur place ze diskutieren an d'Thema Egalitéit do och zu engem flotten Débat ze féieren.

Bon, ech hoffen, dass ech lech elo e bësschen op Är Froe konnt äntwerten. Dir hat e bëssche vill gefrot. Ech wëll lech awer soen, de Käschtepunkt ass 200.000 Euro fir d'est Joer, dovunner 100.000 fir d'Campagne Jeunes. Deen zweeten Deel fänkt elo am Hierscht un, an do geet et em d'Prise de décisions. Dir musst wëssen, dass de Ministère de l'Égalité des chances an der Haaptsaach Sensibilisatioun a Kommunikatioun soll maachen. Mir hunn am Ganzen dofir, fir de Volet Égalité des chances, e Budget vun enger Millioun Euro. Néng Milliounen hu mer fir déi aner Haiser, wou mer konventionéiert hunn, esou dass Der kënn soen, dass dat heiten dann e Fénneftel bis vläicht e Véirel ausmécht vun eise Suen, déi mer zur Verfügung hunn.

Mir sinn der Meenung, dass eis Aufgab d'Sensibilisatioun ass, well d'Thema Egalitéit nach ëmmer net an de Käpp vun de Leit iwwerall ukomm ass.

Ech soen lech Merci.

**► M. le Président.** - Merci der Madame Ministesch. Da kéime mer elo zu der Fro N°75 vum Här Roger Negri un den Nohaltegkeetsminister iwwer de Rapport vum „Fahrgastforum“. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

**- Question N°75 du 29 juin 2010 de M. Roger Negri relative au rapport du «Fahrgastforum» de 2008, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

**► M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Am Kader vun der Kreatioun vum Verkéiersverbond an der Mobilitéitszentral war sengerzäit en drëtte Pilier geschaf ginn, fir den öffentliche Transport méi attraktiv ze maachen, notament den „Fahrgastforum“ mat enger Verriedung vu Clientë vum öffentlichen Transport. Am „Fahrgastforum“ ass eng ganz flott Aarbecht gelescht ginn, wéi een am Rapport vum September 2008 noliese kann.

Sou zum Beispill ass de Problem vun de Verspéidungen am öffentlichen Transport duerchdiskutéiert ginn, wou och festgehale gouf, e Bus- an Zuchleitsystem anzeféieren, wou d'Clienten op den Haltestellen iwwer déi entspreichend Verspéidungen en temps réel, also direkt, iwwer digital Tableaus informéiert ginn, esou wéi dat am Ausland op ville Plazen eng Selbstverständlechkeet ass.

Or, leschte Freideg war an der Wochenzeitung „Vox“ ze liesen, dass de „Fahrgastforum“ keng Suitë soll kréien, an dass enner anerem sämtlech Reklamatioune vun de Benotzer vum öffentlichen Transport konsequent net géife beäntwert ginn.

Ech wollt de Minister froen, ob et net méiglech ass, awer de Client- „Fahrgastforum“ erëm ze aktivéieren? Als Fallbeispill wier et vläicht eng sënnvoll Iddi gewiescht, dat ze maache vum Ofschafe vum Ruffbus vu Capellen. Vlächst wier dann de Minister zu enger anerer Décisioun komm.

Ech soen lech Merci fir Är Äntwert.

**► M. le Président.** - Merci dem Här Negri. D'Wuert huet elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

**► M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Den „Fahrgastforum“ huet am September 2008 stattfonnt an huet zu senger Zäit effektiv eng ganz Rei Leit an eng ganz Rei Mouvements zesummegeruff, fir iwwer déi praktesch, déi dagdeeglech Utilisatioun vum öffentlichen Transport ze schwätzen.

Do sinn eng Rei grousse Diskussiounen gefouert ginn, vill ass gesot ginn an an deene Méint duerno ass och gekuckt ginn, fir all déi Recommendatioune, all déi Diskussiounen zesummenzefaassen an engem Dokument, an haaptsächlech an enger Zort Aarbechtsplang, wou sollt drop geschaff ginn an deenen nächste Joren. Dat ass och gemaach ginn. Deen Aarbechtsplang ass Enn lescht Joers erauskomm an huet ronn 27 Recommendatioune doranner.

Mir hunn op Basis vun deem, wat Dir elo gesot hutt, respektiv op Basis vun deem, wat ech och selwer an de Presseartikel gelies hunn, gekuckt, mat wat fir enge vun deene Recommendatioune mer amgang wieren, wat fir eng schonns emgesat wieren. Vun deene 27 si mer mat ronn 23, sief dat emgesat, sief dat amgang drun ze schaffen, fir se emzesetzen. Bei deene véier anere mussen mer kucken, dass mer och an der nächster Zäit drukommen. Duerfir mengen ech muss een awer hei och bei Recommendatioune, déi heiansdo eng relativ grousse Preparatiounsaarbecht hunn, sech Zäit loossen, fir dat an d'Realitéit emzesetzen. Hei gëtt vill dru geschafft.

Ech ginn lech gär en puer Beispiller, niewent deenen, déi Dir genannt hutt, wou mer amgang sinn drun ze schaffen.

Zum Beispill un engem Buskonzept mat den Horairen, respektiv fir ze kucken, wat fir ee Buskonzept, wou méi Busse müssen agesat ginn, wou mer eventuell keng brauchen, der manner brauchen. Mir hunn an deene leschten zwee Méint - Januar, Februar, März - all Linn zu allen Zäiten analyséiert, wéi vill Leit géife domadder fueren, wéi se benotzt wier, firwat se net benotzt wier an esou weider.

Dat ass eng Analys, wou mer elo festgehale hunn, wou mer dru sinn, wou mer genau wëssen, wat den Ist-Zoustand ass, a wou elo de Verkéiersverbond domadder beoptraagt ass, eng Rei Propositionen ze maachen, wou mer kënnen mam Rhythmus eroeffere respektiv wou mer müssen zousätzlech öffentliche Transport derbäisetzen.

Mir hunn eng Rei Mobilitéitskonzepter a verschiddenen Uertschaften zesumme mat de Gemenge gemaach. Belval ass zum Beispill ofgeschloss. DICI-Gemengen, Nordstad, Flughafen-Gemengen, Uelzechtall si se entweder amgang oder si se an der Programmatioun, fir gemaach ze ginn. All déi Statistiken iwwer d'Beschwerden, déi erakomme beim Verkéiersverbond, déi ginn opgeschafft a ginn och gekuckt, fir statistesch gebraucht ze ginn, fir dass mer wëssen, wou gréisser allgemeng Problemer sinn.

Déi Fro vun den Äntwerten op Bréiwer, déi mer erakréien: Ech muss dat wierklech nokucken. Ech kann lech net soen, wéi vill Bréiwer bei mir d'Servicë beäntwerten a wéi vill ech der och selwer an der Ennerschrëft hunn all Dag, wou mer op eenzel Beschwerden - wou Bussen ze spéit kommen oder den Zuch net richteg an der Verbindung kënn - , wou mer de Leit probéieren déi eenzel Detailer, heiansdo souguer Deeg-Detailer, Minutten-Detailer, nozevollzéien an ze beäntwerten. Datt do deen een oder deen anere vlächst derniewent geet, dass néieren ech iwwerhaupt net, mä ech wëll awer soen, dass vill do-runner geschafft gëtt, fir déi noutwendeg Kloerheet, déi noutwendeg Äntwerten ze ginn.

Bei de Buscouloirë si mer amgang, sämtlech Entréien an d'Stad Lëtzebuerg - siwe Stroossen, zwou Autobunnen - duerchzekucken, Busspuren anzesetzen, heiansdo géint vill Resistenz vun de Leit, well d'Busspuren net ëmmer wellkomm sinn. Dat liest Dir jo och an den Zeitungen, duerfir gesitt Der, wéi vill mer do amgang sinn ze schaffen. Bei de Park and Riden, beim Ausbau vun de Park and Riden ass eng Etüd an Opdrag ginn, mä et sinn awer och, niewent Belval, Beetebuerg, Miersch, Ettelbréck, eng ganz Rei Planificatiounen, wou schonns praktesch dru geschafft gëtt.

Wat d'Rullmaterial ugeet an den Zich, wou sech driwwer beklot ginn ass, ass zum Beispill doropshin neit Rullmaterial och vun der SNCB agesat ginn, nei Lokomotive sinn amgang geliwwert ze ginn a wäerte bis Enn Dezember geliwwert ginn. Bei de SMOTen, also de Systèmes de mobilité





transfrontaliers, si mer amgang. Mat de Fransousen hu mer jo ofgeschloss, dat an d'Realiteit ëmsetzen. Mat der belscher Sait, der däitscher Sait sinn och déi Négociatiounen ugefrot ginn.

Wat d'professionell Chauffeuren ugeet, ass och dat Ganzt un d'Rulle bruecht ginn. Bei den Handicapéierten an deene Problemer, déi mer do hu fir hir Accessibilitéit, ass och en Aarbechtsgrupp, a praktesch Realisatiounen, déi festgehale gi sinn, déi och amgang sinn ëmgesat ze ginn. Ech kann der elo nach weider opzielen, just fir lech ze soen, dass eng ganz Rei vun deene Saachen, déi hei drastinn, amgang sinn an d'Realiteit ëmgesat ze ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Nohaltgekeetsminister Claude Wiseler. Da kéime mer elo zu der Fro N°76 vum Här Claude Meisch un de Finanzminister, déi Kéier iwwert dem fransésche President seng Aussoen nom G20-Sommet. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°76 du 28 juin 2010 de M. Claude Meisch relative à la déclaration du Président de la République Française suite au sommet du G20 à Toronto concernant l'introduction d'une taxe bancaire par la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, adressée à M. le Ministre des Finances**

► **M. Claude Meisch (DP).** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, zënter längerer Zäit geeschtert jo d'Gespenz vun enger Finanztransaktionssteuer duerch den öffentliche Raum - am Ufank dezent vun enger Rei vu Wëssenschaftler, duerno vu Leit, déi politesch vlächten manner eescht ze huele waren -, a mëttlerweil bekennt awer méi oder manner staark eng grouss Majoritéit vun de Leit hei am Land, vun de Politiker hei am Land, an Europa an och doriwwer eraus sech do derzou, zum Prinzip vun enger Finanztransaktionssteuer.

Mir haten eis jo och doriwwer ausgetosch, wéi mer virun enger Rei vu Wochen d'Interpellatioun haten iwwert d'Zukunft vun der Lëtzeburger Finanzplatz, wou meng Fraktioun sech esou ausgedréckt huet, dass mer deem Prinzip net opposéiert wieren, dass mer awer mengen, dass Lëtzebuerg dat kënnt matmaachen, wann et net nëmmen op EU-Niveau agefouert gëtt, mä weltwäit agefouert gëtt, op jidde Fall esou wäit weltwäit, dass déi Haaptfinanzzentre vum Planéit plus ou moins deeslewechte Prinzip géifen akzeptéieren.

De Finanzminister Luc Frieden hat sech deemools ganz ähnlech geäussert. Hien huet souguer gesot, dass a sengen Ae Lëtzebuerg nëmme ka matmaachen, wa London matmécht; dass London nëmme kéint matmaachen, wann New York géif matmaachen.

Mëttlerweil wësse mer, dass dat dote virun e puer Deeg um G20 zu Toronto ee vun den Haaptsubjete war an dass et méi wéi sécher net zu deem weltwäiten Accord wäert kommen, dass nieft den USA och eng ganz Rei vun anere Länner opposéiert waren, fir eng Finanztransaktionssteuer anzeféieren. Sou dass d'Fro sech dann elo stellt, ob d'Europäesch Unioun do eleng e Schratt mécht oder kee Schratt gemaach gëtt.

De fransésche Statspräsident huet éischer gemengt, dass sollt eleng e Schratt gemaach ginn, dass och d'Eurolänner dann, esou wäit et méiglech ass, sollen zesummen esou eng Finanztransaktionssteuer aféieren. An och de Chef vum Eurogroup huet gemengt, dass een dat dote misst maachen, och wann d'USA an och wa London net géife matmaachen.

De Chef vum Eurogroup ass bis op Weidere jo och Member vun der lëtzebuerger Regierung. A wann ech dat héieren a wann ech dat an Erënnerung hunn, wat de Finanzminister hei virun e puer Woche gesot huet, da léisst sech awer do net eng kloer Linn erauslesen, mä de Finanzminister wäert gläich fir Opklärung suergen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Claude Meisch. Elo kritt den Här Finanzminister Luc Frieden d'Wuert.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären Deputéieren, ech menge kënne op Änt-

wert zur Fro vum Här Meisch ze soen, dass déi Diskussiounen ronderëm de G20 eng Klärung an dëser Fro bruecht hunn, an deem Sënn, dass mir als Lëtzeburger Regierung der Meenung waren, an dat bleift eis Meenung, dass een eng Steuer op de Banken nëmme kann zousätzlech aféieren, wann dat iwwerall an Europa de Fall ass.

An d'Fro, ob an der EU27 oder just an der Eurozon, déi ass dohigehend gekläert ginn, dass deen neien englesche Premierminister, den Här Cameron, gesot huet, England géif eng Bankensteier aféieren. Domadder ass de Wee fräigemaach, dass Lëtzebuerg par rapport zu London net géif an enger negativer Konkurrenzsituatioun stoen. England, Frankräich an Däitschland hu virum G20 gemeinsam e Bréif geschriwwen, an deem se gesot hunn, si géifen esou eng Steuer aféieren.

Elo kënnt natierlech déi nächst Etapp. An dat ass an den Ae vun der Lëtzeburger Regierung eng, déi bedeit, dass mer müssen an der Europäescher Unioun doriwwer schwätzen. Et kann net esou sinn, dass do verschidde Länner sinn, wou jiddweree seng eegen Zopp kacht, mä et muss esou sinn, dass mer eng gemeinsam Regelung fannen, och fir dass d'Konkurrenzfähigkeit vun deenen einzelnen niewenteneen existierende Finanzplaz weider kann assuréiert sinn. Duerfir wäert et eis Demande op deem nächsten oder iwwernächsten ECOFIN sinn, dass mer doriwwer diskutéieren.

Nach wie vor schéngt mer net gekläert, a wéi enger Héicht an op wéi engen Avoiren esou eng Steuer soll erhewe ginn, an och net, wou déi Steuer soll higoen. Déi däitsch Positioun schéngt ze sinn, dass ee soll e Bankrettungsfond opbauen. Doriwwer läit iwwereng eng Propositioun vun der Europäescher Kommission um Dësch vun de Finanzministern. Den Här Kommissär Barner huet déi virgestallt.

D'Fransouse schéngen éischer derfir ze plädieren, dass déi Suen an de Statsbudget ginn. Duerfir mengen ech, muss een onopgereegt éischters assurieren, dass all déi grouss Finanzplazen dat maachen. Dat heescht, ganz Europa muss dat maachen. An dat schéngt nom G20 méi kloer ginn ze sinn.

Zweetens muss ee sech fir d'Éischt doriwwer ofginn, wat da soll mat där Steuer geschéien an op wat se soll gerecht ginn. Doriwwer leie keng Prezisiounen vir. An ech fannen, d'Europäesch Kommission muss och dozou elo emol Propositiounen maachen.

An drëtters muss een och nach eng Kéier de Cumul vun all deene Sujete kucken, déi fir de Moment diskutéiert ginn.

Dir hutt och zu Recht, Här Meisch, op d'Finanztransaktionssteuer higewisen. Déi schéngt mer enger anerer Natur ze sinn a muss méi global agefouert ginn wéi eng Bankenabgab. Well eng Finanztransaktionssteuer huet jo mat internationalen Finanztransaktionssteuern, déi grenzüberschreitend sinn, ze doen. An doraus schléisst een, dass déi natierlech och muss vun Amerika agefouert ginn, woubäi ech um Rand vum G20 gelies hunn, dass de President Obama sech och fir esou eng ausgeschwat huet.

Mä alles dat bleift fir de Moment selbstverständlech vag. Et kann nëmmen esou si bei Finanzgeschäften, dass mer europäesch virukommen, an duerfir ass d'Plaz, fir dat ze diskutieren, Europa. Un der Lëtzeburger Haltung ännert sech dorunner näischt. Et gëtt kee Lëtzeburger Elenggang, an et muss een och kucken, wéi dat sech am cumuléierten Effet och mat neie Konditiounen fir d'Eegekapital vun de Banken op d'Bankenaktivitéit auswierkt.

Duerfir soll een dat an deenen nächsten Méint diskutieren, a mir wäerten d'Parlament doriwwer informéiert halen. Kuerzfristeg steet esou eng Bankenabgab an engem Elenggang net op der Dagesuerdung, och net mëttelfristeg. Mä mir sinn zouversichtlech, dass um europäesche Plang esou eng Solutioun um G20 ka fonnt ginn.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Finanzminister. Elo kéime mer zu der Fro N°77 vum Här Fernand Diederich un d'Kulturministesch iwwert d'Fraisé bei der

Aschreiwung am Conservatoire du Nord fir Awunner vun de Gemengen Ettelbréck an Dikrech. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°77 du 29 juin 2010 de M. Fernand Diederich relative aux frais d'inscription aux cours demandés par le Conservatoire du Nord aux élèves non résidents des communes d'Ettelbruck ou de Diekirch, adressée à Mme la Ministre de la Culture**

► **M. Fernand Diederich (LSAP).** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Häre Ministern, an de leschten Deeg sinn an de Gemengeréit d'Organisatiounen vun de Musikschoule virgeluecht an ofgestëmmt ginn, sou zum Beispill bei eis déi vun der UGDAs-Schoul an och vum Conservatoire du Nord.

Wat de Conservatoire du Nord ubelaangt, hu mer an deem Fall en nei forméierte Comité d'accompagnement. An do hu mer iwwert déi verschidde Problemer geschwat, déi sech stellen, besonnesch awer wat d'Augmentatioun vun den Taxen ubelaangt. Esou gesäit de Projet vun den Taxe fir d'Schoujoer 2010/2011 fir ee Schüler, deen e Cours collectif, also Solfège, an e Cours individuel, vum Beispill en Instrument léieren, beleet, eng Tax vun 1.175 Euro vir, dovun 835 Euro als Taxes pour non-résidents, dat heescht fir ronn 40 Gemengen ausserhalb vun Ettelbréck an Dikrech.

Wann ee weess, dass e Schüler aus enger Gemeng ronderëm d'Stad, de Kolleg vun Nidderaanwen zum Beispill hei, nëmmen 170 Euro fir déiselwecht Coursen am Conservatoire Lëtzebuerg bezuelt, besteet eng Differenz vu méi wéi 1.100 Euro pro Schüler pro Joer. Ech wéilt d'Madame Ministesch froen, wéi se dëse Problem gesäit, wéi et mam neie Gesetz iwwert d'Formation musicale, den Enseignement musical steet, a wéi dat Gesetz eventuell déi Ongläichheeten do kann zum Deel behiewen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Diederich. Elo kritt d'Madame Kulturministesch Octavie Modert d'Wuert.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - Merci, Här Präsident. Et ass net déi éischte Kéier, dass déi Fro hei sech stellt, an och net déi éischte Kéier, dass déi Fro hei gestallt gëtt. Ech weess net, ob et Zoufall ass, dass se haut gestallt gëtt. Well ech mengen ze wëssen, dass an nächster Zukunft Réuniounen iwwert déi hei Punkte sinn. Allerdéngs wësse mer jo all, dass och iwwer Gesetz net kann alles gemaach ginn, wat verschidde schwiereg Punkten ugeet:

Den éischte Punkt ass sécherlech deen, deen dem Conservatoire du Nord Schwierigkeete mécht, an dat ass säi Statut vu Conservatoire, deen en 2002 kritt huet an och gewollt huet. Dat mécht natierlech d'Saachen deelweis méi deier, well ee vun deene groussen, grouse Problemer vum Conservatoire du Nord ass d'Loukäschteprogressioun. Intern Organisations- a Funktionskäschte kommen och hei nach ganz spezifesch derbäi.

Et ass och mat Ofstand dee Conservatoire - dat muss een awer och soen - haut, esou wéi d'Gesetz et regelt, ass de Conservatoire du Nord dee Conservatoire, deen am meeschte vun alle Conservatoiren erëm-kritt per Gesetz, sou wéi dat funktionéiert. Doraus kann een och schonn eng gewësse Schwierigkeet erauskristallisieren, fir eng Léisung ze fannen.

Gläichzäiteg, obschonn en am meeschten erëm-kritt huet en trotzdeem déi deiersten an déi héchsten Aschreiwungskäschten am ganze Land. Ech mengen, ee Léisungsschlüssel läit sécherlech, elo an och an Zukunft, an der regionaler Zesummenaarbecht, esou wéi se och op anere Plazen am Land gemaach ginn ass an domadder do d'Problemer konnte geléist ginn. An enger Schoul sinn déiselwecht Problemer domadder herno net méi do gewiescht, well déi Gemenge ronderëmmer gehollef hu bezuelen un den Aschreiwungskäschten. An an den anere Gemenge gëtt et e Modell, deen eigentlech perfekt funktionéiert, well dat Ugebuet, wat an där Musikschoul gemaach gëtt fir déi Gemenge ronderëm, gëtt vun deenen esou honoriéiert, dass se sech, proportionell zu den Aschreiwungszuele vun hiren Awunner, un de Käschten, dat heescht also och un

engem eventuellen Defizit vun därjéiner Schoul, an nach e puer anere Käschte beedelegen.

Mir si jo hei am Beräich vun der Autonomie communale, esou dass déi Froen net kënne vun uewen erof diktiert ginn, mä och deelweis müssen op de Plaz selwer geléist ginn.

Am neie Gesetz wäert - hu mer jo emol ugeduecht gehat - en Ennerscheid gemaach ginn tëschent Enseignement de base an Enseignement de pointe. Do kommen also och verschidde Émmodellierungen, wat och op eenzelne Plaz wäert nei Arrangementer bréngen. Ech muss lech awer soen, dass - vu datt haut schonn de Conservatoire du Nord deen ass, deen am meeschten erëm-kritt per Gesetz - fir déi Schoul also net déiselwecht Saache wäerten änneren, wéi et vlächten an anere Schoule kann de Fall sinn; an dat sinn zu engem Deel och déi, déi selwer méi bäileeën.

Ech denken, dass een all zesumme soll en Appel lancieren un d'Direktioun, fir Diskussiounen ze féieren op regionaler Basis mat de Gemenge ronderëm, wéi se kënne agebonne ginn an op wéi eng Aart a Weis dat gemaach gëtt, fir e Pilgerstaf do ze huelen.

Et gëtt ee Beispill am Land, wou dat relativ rezent och de Fall war. Déi hunn hir Froen an hir Problemer esou geléist kritt. D'Initiativ ass ausgaange vun der Schoul selwer. An deem Fall hei war dat da vum Conservatoire selwer, vun hirem Direkter, deen op anere Gemengen duergaangen ass, fir ze soen: „Kommt, mir kucken, wéi mer dat, wat mir fir lech mat ubidden, och gemeinsam gestalte kënne; oder vlächten e bëssen aneschtters gestalten, wann dee Wonsch eventuell do wier vun de Gemengen, esou wäit wéi dat machbar ass“.

Bref, ech mengen, de Fazit läit hei, esou wéi och an Zukunft mat engem neie Gesetz, ëmmer am Beräich vun der regionaler Zesummenaarbecht. Dat funktionéiert bei all deenen anere Schoulen - egal, wéi ee Statut se hunn - ganz gutt an ass do wierklech d'Léisung gewiescht. Well et war eng, do hate se en ähnleche Problem an hunn en domadder geléist kritt. Do ass d'Initiativ ausgaange vun der Schoul, vun dem Direkter, der Direktioun, fir - wéi gesot - de Pilgerstaf an de Grapp ze huelen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Kulturministesch. Mir kéimen elo zu der leschter Fro fir de Mëtteg, nämlech d'Fro N°78 vum Här Félix Braz un de Verdeedungsminister iwwert d'Panzerofwierrakéiten, déi d'Arméi kaaft huet. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°78 du 29 juin 2010 de M. Félix Braz relative à l'achat de roquettes anti-char par l'armée, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (lire: Ministre de la Défense)**

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här Präsident. Am „Lëtzeburger Land“ vum leschte Freideg an awer och op „wort.lu“ war eng Informatioun, dass Lëtzebuerg eng nei Generatioun vun Antichar-Missilë kaaft huet, déi Saab produzéiert. Ech liesen lech vir, wéi Saab déi Missilë selwer beschreift: Den NLAW, dat ass Next generation Light Anti-tank Weapon, ass den „first ever single soldier missile system that rapidly knocks out any Main Battle Tank with just one shot by striking it from above. The true tank killer for light forces that operate dismounted in all environments including built-up areas.“

Dat heescht, et ass eng Missile, déi geduecht ass - mat hirer Reichweite vun tëschent 20 a 600 m - och an engen urbanen Ëmfeld kënne agesat ze ginn. Déi Missilë fléien an enger ballistescher Kurv, dat heescht, si gräifen den Tank vun uewen un, wou bei den Tanken déi supposéiert schwach Plaz solle sinn. Et handelt sech also - éischer eendeiteg - ëm eng Waff mat offensivem Charakter.

Lëtzebuerg huet sech a senger militäreschen Operatiounen bis elo éischer do-



duerch gekennzeechent, dass mer spezialiséiert Saache gemaach hunn: Waasseropbereedung, den Déminage, wou mer eng reell Plus-value konnte bréngen mat engem relativ héije Grad u Spezialisatioun. Mir hu fir de Rescht ëmmer probéiert - wa mer international mat präsent sinn -, Missiounen ze erfëllen, déi keen offensive Charakter hunn. Dat ass eng Eegenaart, déi d'Lëtzeburger Arméi mat Sécherheet wesentlech manner huet wéi anerer.

Dofir kann et natierlech nëmmen iwwerrassen, wa mer Suen ausgi fir déi doten Zort Waffen. Dofir wär ech och frou, wann de Verteidigungsminister eis kéint soen, wat Sënn an Zweck vun deenen dote Waffe fir d'Lëtzeburger Arméi ass, wéi vill dass mer där bestallt hunn, wat de Gesamtkäschtepunkt ass vun deene Rakéiten a wéi de Minister gedenkt, dass sech den Asaz vun esou Waffensystemer ka kompatibel erweise mat deem, wat d'Lëtzeburger Arméi zënter relativ laange Joren elo ausmécht.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Braz. Elo kritt d'Wuert den Här Verdeedungsminister Jean-Marie Halsdorf.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, deesen Investissement oder des Acquisitiounen sinn eng total Normalitéit, well si beweegen sech am Kader vun den Acquisitiounen vum Fonds d'équipement militaire, deen iwwert d'Gesetz vum 21. Dezember 2007 hei an der Chamber ofgestëmmt ginn ass. Dat ass also d'Base légale.

Wat ass hei geschitt? Nun, d'Zäite vum Kale Krich sinn eriwuer, a mir haten an deem Beräich Materialien: Mir haten dräi Systemer, déi koexistéiert hunn am Beräich vu Waffe géint Panzeren, Antipanzerwaffen. Op där enger Säit hate mer sougenannte Roquettes, LAW, déi heesche Light Anti-tank Weapons; dann hate mer e System antichar lourde, deen heescht TOW, dat heescht Tube-launched, Optically tracked, Wire-guided missiles, a mir hate nach Mortiers - sougenannte Panzerfaust - vun 81 mm.

Dat ass natierlech net méi zäitgeméis an dofir ass dat ofgeschaaft ginn an et huet missen duerch en neie System ersat ginn. Firwat „missen“? Ma well mer jo ee Prinzip hunn, an deen hunn ech lech nach de leschte Méindeg an der Chamberskommission gesot: dass eis Leit, déi an d'Missiounen ginn, mussen beschtméiglech geschützt ginn, déi bescht Materialie ronde-rëm sech an déi bescht Ausbildung.

Dat hei ass dat bescht Material. Contrairement zu deem, wat Der elo gesot hutt, ass dat heite keen Instrument, keng Arme d'appui, mä et ass eng Autodéfense. Dat heescht, mir si jo an deene sougenannte Battlegroups oder Groupements tactiques vun der EU a mir sinn och an de sougenannten NRFen, NATO-Response-Force-Unitéiten. Déi ginn an Asätz, dat kann eng Kéier en Asaz sinn, dat kann eng humanitär Missioun sinn, dat kann awer och e Worst case sinn. Da mussen eis Leit sech kënnen schützen. A wann esou eppes gemaach gëtt, ass dat natierlech ofgeséichert, wa géif geschoss ginn, fir einfach deene Leit déi bescht Moyenen ze ginn an de Worst-casen, fir sech ze verteidegen, a fir am Fong geholl dann d'Liewe vun deene Leit, déi an de Missiounen sinn, ze schützen.

Dofir mengen ech, dass dat heiten total en phase ass mat där Politik hei zu Lëtzebuerg, déi gemaach gëtt, wat eis Arméi betrëfft. Mir sinn hei am Fong geholl souguer zréckgaangen: Virdrun hate mer - ech hunn dat nokucke gelooss - am LAW-System 598 Roquettes, mir hate siwen esou TOW-Posten, also sougenannten Antichar-Systemer, a mir haten immens vill där Mortieren do. Dat ass alles ofgeschaaft ginn a mir hu just nach 63 Stéck am Stock.

Déi 63 Stéck, dat misst bis déi nächst 15 Joer duergoen. Deen Investissement, dee

läit ongeféier bei véier Milliounen mat der Formatioun, mat allem Drum und Dran. Dir gesitt also: Wirtschaftlech gëtt et méi bëlleg, et si manner Käschten. Doduerch, dass kënnen Simulatiounen domat gemaach ginn - dat heescht, et muss net richtig geschoss ginn, et ka simuléiert ginn, fir d'Formatioun ze maachen -, doduerch brauche mer vill manner Material. Dofir hu mer der just 63, wou mer der virdrun 600 haten. Et ass also och nach ëmweltfrëndlech. Sou dass mer, am Fong geholl, wat dee Volet ugeet, op där richteger Schinn sinn, mengen ech.

Et ass eng total Protektioun fir eis Zalnoten. Dofir mengen ech, dass deen Investissement hei eppes ganz Normales ass. Et ass dat Bescht, wat mer hätte kënnen maachen, well mer kënnen eis net erlaben, fir - am Fong geholl - do net mat deenen anere matzezielen. Dat Material gouf d'lescht Joer bestallt, am Laf vum leschte Joer gouf et bestallt. Déi Iwwerleeunge si scho bei mengem Virgänger ugaangen. Et ass also eng Geschicht, déi iwwer e puer Joer gaangen ass, an ech mengen, hei huet d'Arméi dee richteger Schrëtt ënnerholl am Interessé vun deene Leit, déi sech fir hir Arméi engagéieren.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Verdeedungsminister Jean-Marie Halsdorf.

Domadder wiere mer um Enn vun eiser Froestonn. Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 6065 iwwert d'Héichwien A a B zu Belval. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech bis elo schon ageschriwwen: den Här Berger, d'Madame Mutsch, den Här Bausch, den Här Kartheiser an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

## 5. 6065 - Projet de loi relatif aux travaux de mise en valeur des hauts fourneaux A et B de Belval

### Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Marc Spautz (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, viru knapps siwe Joer, de 15. Oktober 2003, stoung mäi fréiere Fraktiounskolleeg, de Fred Sunnen, hei op deser Plaz - ech wëll hien och vun deser Plaz aus ganz häerzlech grëssen - an huet de Rapport gemaach iwwert dat éischt Gesetz iwwert d'Héichwien. Hien huet deemools de franséische Komponist Maurice Ravel, Auteur vum weltberühmte Boléro, zitéiert, deen ufanks vum 20. Jorhonnert d'Ruhrgebit besicht huet an dovunner därmoossen impressionnéiert war, dass e Folgendes geschriwwen huet: „Wie soll ich Ihnen den Eindruck dieser Schlösser aus flüssigem Metall, dieser glühenden Kathedralen, der wunderbaren Sinfonien von Pfiffen, von furchtbaren Hammerschlägen schildern, der uns umhüllt!“

Ech hu mir erlaabt, nach eemol ze zitieren, wat de Fred Sunnen deemools gesot huet, well ech fannen, dass dat ganz gutt erëmgëtt, wat d'Héichwien bei ville vun eis heibannen ausléisen. Déi fréier Produktionsbetreiber fir Stol an Eisen am Süde vu Lëtzebuerg sinn haut historesch Bauwierker, déi ouni Zweifel zu eisem nationale Patrimoine gehéieren. Si erzielen d'Geschicht vun enger gellener Ära vun der Lëtzeburger Ekonomie, an där d'Fundament fir de Räichtum vum Land geluecht gouf. Si erziele vun de Stolaarbechter, déi den Haaptundeel an deser Erfollegsstory hunn. Mä si erzielen awer och d'Geschicht vu méi däischtere Säite vun der Sidéurgie. Och dat si Wieder, déi mäi Kolleeg Fred Sunnen 2003 gesot huet.

Dat Ganzt si Meilesteng an der Lëtzeburger Geschicht, déi mir net vergiessen dürfen. Dofir ass et eis Pflicht a Schëllegkeet, d'Zeie vun deemools, an domat mengen ech d'Héichwien, em déi et jo haut am Projet de loi geet, a Stand ze setzen an ze protegieren.

Ech ka mech, wéi wuel déi meescht heibannen, nach ganz gutt erënneren. Mä och déi Generatiounen, déi no eis kommen, solle Bescheid wëssen iwwert d'Arbecht vum Mineur a vum Schmelzaar-

bechter, déi d'Sozialgeschicht geschriwwen an de Kapp duergehalen hunn, fir dass et eis haut esou gutt geet, wéi et eis hei zu Lëtzebuerg geet.

Léif Kolleginnen a Kolleegen, ier ech de Projet vun haut virstellen, erlaabt mer, kuerz op d'Arbecht an der Chamberskommission vun der nohalteger Entwécklung anzegoen. De Projet ass den 8. September 2009 an der Chamber déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis den 18. Dezember 2009 ofginn. An der Réunion vum 8. Oktober 2009 ënnert der Présidence vum Fernand Boden ass de Projet déi éischte Kéier analyséiert ginn, an ech sinn dee Moment och zum Rapporteur ernannt ginn.

Den 10. Februar dëst Joer ware mir eis och zesumme mat der Kulturkommission an de Ministere de Site op Belval ukucken. E gudde Mount drop hu mir an der Kommission - am Accord mat de concernéierte Ministere Claude Wiseler an Octavie Modert - decidéiert, de Projet opzesplécken an der Restauréierung vun den Héichwien eng absolut Prioritéit ze ginn an den CNCI eréischt an enger zweeter Etapp ze realisieren.

Doropshi goufen Amendementer ausgeschafft, déi d'Kommission de 7. Abrëll ugeholl huet. Keng zwou Wochen drop, genee den 20. Abrëll, hate mir schon den Avis complémentaire vum Statsrot. Well déi héich Kierperschaft keng weider Problemer mat deem neien Text hat, konnte mir schon den 21. Abrëll de Rapport unhuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no dësem e bësse méi prozeduralen Exkurs kommen ech elo awer erëm op dat Wesentlech zréck, nämlech eis zwou Héichwien. Ier ech op den Historique vum Projet de loi aginn, wëll ech nach eemol kuerz en Ausfluch an d'Geschicht vum Site Belval maachen.

De Site vu Belval-Ouest steet wéi keen aneren am Mëttelpunkt vun der neier Orientéierung vun der Lëtzeburger Landesplanungspolitik. Dat war esou 1912 an dat war och esou an där Initiativ vum deemolegen Innenminister Michel Wolter, dem Projet Belval.

An de Joren 1909 bis 1912 ass d'Belvaler Schmelz gebaut ginn. Dat zu enger Zäit, wou d'ARBED sech gegrennt huet a wou Lëtzebuerg sech als sechstgréisste Stolproduzent op Weltniveau festgeluecht hat. Zu deser Zäit stoung op Belval-Ouest eng vun deene modernste Schmelzen op der Welt, déi Modellcharakter hat. Mat net manner wéi sechs Héichwien mat enger Produktionscapacitéit vun 250 Tonne Goss pro Dag huet se op engem Areal vun 200 ha zu Spëtzenzäite virum Krich ronn 2.000 Leit eng Arbecht ginn.

Nom Zweete Weltkrich huet Belval misse moderniséiert ginn. Déi sechs Héichwien si verbreedert ginn an et gouf en neit Walzwierk installéiert. Trotzdeem ass et ufanks de 70er Joren zu massive Produktionsabréch komm. Virum Ausbroch vun der Stolkris hunn um Belval 7.200 Leit eng Beschäftegung fonnt. Qualifizierter an net qualifizierter, d'Schmelz hat Arbecht fir all Mënsch: Budewärter, Produktioun, Handwierker, Meeschteren, Ingenieuren, Ekonomisten, Affekoten, fir all Leit. Esou e Betrib gëtt et haut leider net méi hei zu Lëtzebuerg.

Vill Generatiounen vu Lëtzeburger Awunner a Grenzgänger hunn um Belval hiert Liewe verdéngt an hunn zum Räichtum vu Lëtzebuerg maassgeblech bägedroen.

Och wéinst der Stolkris sinn eng Partie vu weideren Transformatiounen noutwendeg ginn. Ënner anerem sinn déi sechs Héichwien duerch dräi neier ersat ginn, déi méi performant waren. Si ware mat A, B an C bezeechent. Dee gréissten Héichwien, den C, gouf an den 80er Joren a China verkaaft. D'Héichwien A a B si Gott sei Dank erhale ginn a ginn haut eng impressionnant Kuliss of, och wann an Zwëschenzäit e Blanne gesäit, dass den Zahn der Zeit dru knat. Dofir ass et esou wichteg, dass mir och elo zu dësem Moment handelen.

Mat de Joren hunn d'Produktiounssiten am Süde vun eisem Land generell misse moderniséiert ginn. Nodeems mir am Ufank d'Minette am Land geholl hunn, duerno d'Minette aus Brasilien a Schweden koum,

well den Eisegehalt méi grouss war, ass awer op kuerz a laang Weil d'Diskussion lassgaange bei der ARBED: „Musse mir nach mat Héichwestol weiderfueren oder geet et net drëm, fir op Elektroewen ëmzeschalten?“ Well déi gi jo just mat Schrott gefiddert an net méi mat Minette. Obwuel mer dann och wëssen, dass de Stol net méi déiselwecht Qualitéit huet wéi virdrun.

Verschiede Schmelzen an Europa hunn an de 70er Joren hir Diere ganz zougemaach. Zu Lëtzebuerg, wou um Héichpunkt 27.000 Leit an der Stolindustrie an an de connexe Betriber geschafft hunn, sinn d'Arbeitsplazen ouni kalbiddeg Entloosungen, mä am Kader vun der nationaler Solidaritéit, DAC-Noutstandsarbechten, Préretraite an esou weider, vu 27.000 op 15.000 an duerno op haut 6.200 Leit zréckgaangen.

De Site Belval steet fir wichteg Phasen an der Lëtzeburger Sidéurgie: déi Phas vum Éischte Weltkrich, wou eist Land de sechstgréisste Stolproduzent war; déi aner Phase sti fir dee leschten Héichpunkt vun der Ära vun der Stolindustrie an elo fir den Héichpunkt vun där neier Industrie, nämlech vum Uni-Standuert Lëtzebuerg.

Dat, wat elo do um Site ze gesinn ass, geet bis op d'Joer 1912 zréck an illustréiert zum groussen Deel de Modellcharakter vu Belval, well dee ganze Produktionsprozess retracéiert gëtt. Zu Belval stinn haut nach eis zwou lescht Héichwien hei am Grand-Duché, déi aus de Jore '65 respektiv '70 stamen. Den Héichwien A ass 1990 frëschgemaach ginn, huet awer just nach als Reserv gedéngt a war ni méi a Betrib geholl ginn. Den Uewe B ass dee leschten, deen nach hei zu Lëtzebuerg a Betrib war an ass 1997 stéllgeluecht ginn, nodeems vun 1993 un op déi elektresch Filière iwwergeswicht gouf.

No der Entscheidung vum ARBED-Verwaltungsrot, mat den Héichwien opzehalen, hunn 1997 zwou Lëtzeburger Deputéierten, de Jean Spautz an de Marcel Glesener, d'Initiativ geholl, fir eng Motioun fir den Erhalt vun engem Héichwien ze maachen. Déi zwou laangjäreg Deputéierten haten hiert Berufsliewen Enn de 40er respektiv de 50er Joren op Belval ugefaangen. Des Motioun hat déi eestëmmege Zoustimmung vun dësem héijen Haus.

Déi zwou lewe sinn den 18. Juli 2000 vun der Commission Sites et Monuments an den Inventaire supplémentaire vun de Sites et Monuments gesat ginn. Ech erspueren lech elo déi technesch Spezifitéit vun deenen zwou Héichwien. Falls et lech interesséiert, kënt Dir dat awer gären a mengem schrëftleche Rapport oder am Exposé des motifs vum Projet noliesen.

De Projet fir d'Erhale vun den lewe reit sech an de Kontext vun neie Stadquartier op Belval an. De Beräich vun den Héichwien gëtt als öffentlech zougängelech Plaz an d'Cité des Sciences integréiert, an där si souguer den zentralen - wéi géifen eis däitsch Nopere soen - Dreh- an Angelpunkt duerstellen.

De Regierungsprogramm vum leschte Joer huet virgesinn, dass op Belval sollen d'Héichwien valoriséiert ginn a gläichzäiteg den CNCI, de Centre National de la Culture Industrielle, soll geschaf ginn. De Fonds Belval war vum Kulturministère domat beoptraagt ginn, engersäits e Konzept fir d'Erhale vun den Héichwien an anersäits fir d'Exploitatioun an d'Aktivitéit vum CNCI auszeschaffen.

Ech erënneren drun, dass den CNCI an d'Héichwien insgesamt den Objet vun dräi Projete ginn. D'Gesetz vum 17. November 2003 - ech hat et vidru scho genannt - huet et erlaabt, déi néideg Etüden a Virbereedungsarbechten ze realisieren. Insgesamt waren hei ronn 14 Milliounen engagéiert: eng Kéier fir d'Sécherung an d'Stabiliséierung vun den Héichwien, zweetens fir d'Elaboratioun vum Konzept fir d'Konservéierung an d'Valoriséierung an drëtters fir d'Arbechte vum Démontage an d'Restauréierung, fir spéiderhin den Zeenario vun der Konservatioun vun deenen zwou lewe kënnen ze realisieren.

Wéi ech et schon an den Antécédenten ugeschwat hunn, si mir en cours de route awer vum initiale Projet ofgewach. Leider si mir duerch d'Finanz- a Wirtschaftskris gezwonge ginn, esou dass mir de Projet





initial elo an zwee gespléckt hunn. Eng absolut Prioritéit kritt dobäi d'Restauratioun vun den Héichiewen.

Firwat? Ganz einfach: All Expert seet lech, dass d'Héichiewen, wa se bis net méi am Gebrauch sinn, méi séier raschten, wéi ee ka kucken. Mä et muss een net emol Expert sinn, fir dat feststellen. Well jiddwereen, deen eng Kéier an der Rockhal war oder d'Geschäft am neie Plaza besicht huet, gesäit dat, dass den Zahn der Zeit...

#### (Interruption)

...wierklech ëmmer méi séier dodru schafft wéi net virdrun.

Oh, Här Bettel, Dir waart sécher nach net do, mä Dir kënnt eng Kéier gäre kommen.

#### (Interruptions)

D'Madame Mutsch als Buergermeeschter invitéiert eis eng Kéier.

Dass elo d'Héichiewe Prioritéit genéissen, heescht awer net, dass mir den CNCI fale loosse. Op kee Fall! Dee Projet gëtt erëm opgëraaft, soubal déi budgetär Situatioun et zouléist.

Dat ass och den Objet vun enger Motioun, déi ech hei géif presentéieren, déi och mat Ausnahm vun enger Gruppéierung vun all Mënsch heibannen ënnerschriwwen ginn ass.

#### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

*- vu la valeur des hauts-fourneaux A et B de Belval en leur qualité de témoins du passé glorieux de la sidérurgie des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles au Luxembourg;*

*- vu l'urgence de procéder aux travaux de sécurisation et de stabilisation des hauts-fourneaux A et B de Belval;*

*- vu la vocation du Centre National de la Culture Industrielle (CNCI) de valoriser le site des hauts-fourneaux de Belval et de devenir un centre fédérateur à rayonnement national et transfrontalier;*

*- vu l'impact de l'actuelle situation financière et économique sur les finances de l'État luxembourgeois et la nécessité qui en résulte de réaliser des économies de grande envergure;*

*- vu la décision du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, du Ministère de la Culture ainsi que de la Commission du Développement durable et des Infrastructures de scinder le projet de loi N°6065 en deux et de donner une priorité aux travaux de restauration des hauts-fourneaux;*

*invite le Gouvernement à*

*- réaliser dans les meilleurs délais la restauration des hauts-fourneaux;*

*- reporter la réalisation du CNCI sans l'abandonner et de prévoir sa réalisation dès que la situation financière de l'État le permettra;*

*- élaborer et poursuivre un concept pour le CNCI en étroite collaboration avec la Commission de la Culture.*

(s.) Marc Spautz, François Bausch, Eugène Berger, Fernand Boden, André Hoffmann, Lydia Mutsch.

D'Industriekultur ass e wichtege Deel vun eiser Geschicht. De Musée des Mines zu Rëmeleng, de Fond-de-Gras am Kordall kennen e groussen Erfolleg. D'Cockerill zu Esch an de Steckel zu Diddeleng hu Minette-, Stol- an Industriegeschicht mat geschriwwen an d'Groussgasmaschinn zu Déifferdeng, fir nëmmen déi ze nennen, sinn och Projeten, déi op d'Industriekultur vun der Stolindustrie zréckweisen.

Aus finanzielle Grënn ass et de Moment schwéier, déi Monumenter ze erhalen, a mir dierfe se net, wéi am 18. Jorhonnert eis Buerger a Schlässer, einfach verfare loosse an 200 Joer drop vill Suen ausginn, fir se erëm opzerichten. Dofir ass et besser, dass mer, soubal d'finanzuell Situatioun eis dat erëm erlaabt, allegueren déi Projeten och wäerten erhalen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéisst esou vill zu den Héichiewen ze zielen, mä d'Zäit leeft mir fort. Erlaabt mir, dass ech awer nach kuerz op d'Erhale vun den Héichiewen aginn. Fir schlussendlech beim Projet unzekommen, bei deem mir haut sinn, nämlech bei deem vun der Konservatioun, goufen eng ganz Rei Etüde ge-

maach. Et gouf och schonn um Site selwer intervenéiert, well et immens geféierlech war - verschidden Elementer, et sinn dat d'Stabilitétsproblemer vun den Tieren zum Beispill, fir nëmmen déi ze nennen -, an et huet de Risiko bestanen, dass Leit géife blesséiert ginn.

Et ass e kompletten Inventaire gemaach gi vun deene ganzen Infrastrukturen, nottamment wat déi metallenen Droelementer ugeet. Wéi gesot, goufen an dëser Etapp och Sécherungs- a Stabilisatiounsarbeiten ausgefouert. Op all déi Etüden hin huet d'Regierung sech dozou entschloss, den Zeenario vum Monument dans la Cité ze realiséieren, well se deen immense Potenzial vun den Héichiewen um neie Quartier op Belval erkannt hunn.

Wéi genau ginn d'lewen elo erhalen? Déi typesch Elementer vum Héichiewen A an een Deel vun der Möllerei gi konservéiert, fir de Prozess vun der Schmelz ze erklären an ze dokumentéieren. Heifir ginn d'Installatiounen vum Uewen A méi ëmfangräich erhalte wéi déi vum Uewen B. Et ass nämlech esou - ech hat et virdu scho gesot -, dass den Uewen A jo 1987 frëschgemaach gouf, duerno awer ni méi a Betrib war. Sou ass et bestëmmt deen eenzeg Uewen op der Welt, dee vun haut op muer erëm eng Kéier kéint produzéieren an deen ni-mools ënner Feier gesat gi war an deen ni-mools ugestach ginn ass.

Vum Héichiewe B gëtt u sech just d'Silhouette erhalen. D'Baussemuere vun der Möllerei ginn integral erhalen als Charakteristik vum Site, en Deel gëtt als Deel vum Parcours fir d'Visiteure genotzt, deen anere gëtt d'Unibibliothék, déi sougenannt Maison du Livre.

Doduerch, dass en Deel vun deene gemeinsamen Installatiounen vun deenen zwee Héichiewen ofgerappt gëtt, gëtt och nach Plaz fir d'Cité des Sciences, déi dofir ka genotzt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu virdu gesot, et géif Urgence bestoen, ze handelen. Dofir zielen ech lech séier a kuerz déi Aarbechten op, déi elo esou séier wéi méiglech musse realiséiert ginn: d'Behandlung vun den Uewerflächen an d'Restauration vum Héichiewen A gradesou wéi vum Héichiewe B, d'Uppasse vun dese Bauwierker an den urbane Kontext an d'Beliichtung vun den Lewen. Dat Ganzt kascht an enger éischer Phas 26.750.000 Euro. Wann ee weess, dass de Projet initial mam CNCI 38.127.000 Euro kascht hätt, huet ee jo séier gerechent, wéi vill een hei fir de Moment gespuert huet - ech betounen awer „fir de Moment“ -, nämlech 11.377.000 Euro.

Ofschlëssend nach e Wuert zum Avis vum Statsrot. Déi héich Kierperschaft hat keng gréisser Problemer mat deem Projet a se huet och d'Opsplécke vum Projet guttgeheescht. Fir dass et elo esou séier wéi méiglech ka virgoen an d'Aarbechte kënnen ufänken, bieden ech lech all, deem Projet d'Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen lech elo scho Merci fir d'Noleschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Marc Spautz. Als éische Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Bericht. Hien ass souwuel op den Historique agaange wéi och elo zum Schluss nach op eng Rei technesch Detailler. Dat kann ech mer dann zum gudden Deel spueren.

Här President, an Zäiten, wou vu Schwiegekeete vum Statsbudget vill Rieds ass a wou iwwerall vu Spuere beim Stat geschwat gëtt, kann ee sech froen, ob et ubruecht ass, elo Milliounen ze stëmmen, fir zwee Héichiewen ze erhalen, déi net méi funktionéieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Et sinn der, déi direkt op esou eng Argumentatioun dropgespronge sinn, och ënner anerem an der CSV-Fraktioun, wou d'Madame Frank gemengt huet, dat wier net noutwendeg, déi Héichiewen ze erhalen, dat wiere Suen

zur Fënster erausgehät.

#### (Interruption)

Dofir huet si och net de Rapport gestëmmt, dee mer an der Kommissioun ofgestëmmt hunn, a si huet och gesot, si wéilt dat net beim Vote herno an der Chamber maachen, fir de Projet ze stëmmen. Si ass awer haut de Mëtteg net hei. Dofir ass et schued, dass mer net kënnen gesinn, wéi se dann zu deem Projet schlussendlech steet.

#### (Interruptions)

Ech fannen awer, et ass sech et e bëssen einfach gemaach mat esou enger Argumentatioun, och wann een domadder kann an engem ländleche Bezierk bei de Wieler vläicht gutt ukommen. Well et ass eng Attitud hei, wou awer wierklech mat der Scheierpaart gewénkt ginn ass. Ech wéll hei ënnersträichen, dass d'DP-Fraktioun d'Erhalen an d'Restauratioun vun den Héichiewen zu Esch/Belval ënnerstëtzt, och an engem aktuelle schwierige finanzielle Kontext.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Mir ënnerstëtzen dese Projet, well d'Héichiewe sinn déi materiell Zeie vun eiser industrieller Vergaangenheet, där mer e groussen Deel vun eisem Wuelfstand verdanken. D'Héichiewe sinn e ganz staarkt Symbol fir de Süde vun eisem Land, fir d'ganz Land. Mat den Héichiewen identifiziéiere sech haut nach ganz vill Mënschen hei am Land, Generatiounen. Wien huet net iergendeen an der Famill, deen net an der Zäit an de Grouwen oder op der Schmelz geschafft huet? Och mä Grousspapp - vu menger Mamm hirer Säit - huet nach bis an d'60er Joren op der Schmelz geschafft.

D'Héichiewe si ganz einfach en Deel vun eisem Patrimoine national. Et ass en Deel vun eiser Geschicht an - ech géif scho bal soen - en Deel vun eiser Identitéit haut ginn.

Da muss ee sech och froen: Wat wieren d'Alternative gewiescht? Se lues a lues veraschten ze loosse, dass se zesummegefall wieren, oder carrément ofrappen? Ech mengen, domadder wier een op ganz vill Onverständnis gestouss. An dat hätt och e ganze Koup Sue kascht.

Ech mengen, d'Erhale vun den Héichiewe soll awer net nëmmen am Sënn vu Symbolik a Monument geduecht ginn, mä d'Erhale vun den Héichiewen, dat ass och e Potenzial, fir de Site vun de Friche selwer erëm opzewäerten. Well et jo och en Deel ass vum Konzept vun der ganzer Entwécklung op de Frichen, mat der Universitéit. A letztendlech kann dat ënner anerem och eng Attraktioun ginn, eng Touristenattraktioun fir de Süden. Et kann een also och d'Erhale vun den Héichiewen an där Optik gesinn als en Investissement, als en Ufank fir en neit Liewen op de Frichen.

Ech wéll awer trotzdem de e puer e bësselche méi kritesch Bemierkunge maachen zu deem Projet. Zum enge muss ee bedauern, dass d'Securisation vum Site an och dat Ganzt - bis dass dat Ganzt wierklech an d'Rulle komm ass - wierklech laang Zäit gebraucht huet: praktesch 14 Joer, wann ee sech kann op en Artikel haut an enger Dageszeitung référéieren. Wann een also méi fréi do un déi Saach erugaange wier, hätt ee kënnen eng Rei Détérioratiounen évitéieren. Et hätt een also och kënnen am Endeffekt Sue spueren, wann ee méi fréi domadder ugefaangen hätt. Et hätt een och vläicht méi Elementer kënnen erhalen, wéi dat elo de Fall ass.

Doduerch, dass mer elo de Projet splécken, dat heescht, dass op där enger Säit d'Héichiewen erhalte ginn, awer dass den CNCI op méi spéit vertagt ginn ass - wou mir domadder d'accord sinn -, spueren mer elo op där enger Säit Suen. Et bleiwen nach ronn 27 Milliounen, déi mer elo investéieren, wou een och scho muss soen, dass awer schonn 13 Milliounen engagéiert sinn oder scho verschafft si fir déi vergaange Joren.

Do muss ech awer trotzdem froen, firwat dat esou e groussen Invest ass. Zum Beispill am Ausland, do gëtt et Plazen - Uckange oder aner Plazen, fir nëmmen dat ze zitieren -, wou ee mat manner Suen och datselwecht Zil erreecht huet. Dat heescht, et wier eigentlech gutt - a mir wieren och frou als Fraktioun -, wa mer do

och total Transparenz géife kréien iwwert déi bis elo getäteg Dépensen an och déi kommend, dass wierklech do och all Euro, deen ee fir déi Renovatioun vun den Héichiewe virgesäit, an d'Héichiewe fléisst, an dass een och zum Beispill weess, wat mat de Sue geschitt, déi een eventuell duerch Recetten huet.

Well et ass jo och esou, dass awer Elementer ofgedroe sinn, dass do - ech soen emol, de Schrott, d'Verschrottung - verschidden Equipementer jo och nach kënnen verkaaft ginn oder dass een déi ka benotzen: wat dann och eventuell dobäi erauskënnt? Also, mir wiere frou, wann do wierklech eng komplett Transparenz géif entstoen.

Wéi gesot, wéi och déi aner Fraktiounen si mer d'accord, dass mer de Projet splécken: op där enger Säit also d'Héichiewen, op där anerer Säit da méi spéit den CNCI realiséieren, wann de Budget et erlaabt. Ech wéll awer och betounen: Den CNCI, dee gehéiert zu deem ganze Konzept an den CNCI soll wierklech net op den allerleschte Mokuchsdag verträischt ginn. Mir hu jo och dofir als DP déi Motioun, déi - ech mengen - praktesch all Partei hei ënnerstëtzt, ënnerschriwwen.

Awer och do soll ee sech iwwerleeën, wat dann déi bescht Solutioun ass fir den CNCI. Hei - wéi ech de Projet de loi gelies hunn - ginn ech dovunner aus, dass scho praktesch sechs Milliounen awer iergendwéi virgesi sinn an deemem Projet fir den CNCI, well ee ronderëm d'Héichiewen do wéllt scho Suen - wéi soll ech soen - am Hibleck op den CNCI affectéiere respektiv dat schonn dohinner matplangen, dass et praktesch schonn decidéiert ass, fir et op déi dote Plaz ze maachen.

Mä och hei muss een da vläicht do e bësselche méi kloer nach kucken, méi Transparenz ze schafen, ob dat wierklech herno dofir affectéiert gëtt. Well et wier jo awer och e bësselche komesch, wann een da géif hei ufänken, Sue fir een CNCI scho mat ze verplangen, praktesch mat ze verbauen, an herno géif awer nëischt drakommen, well de Schluss vun de Sue fir en CNCI nach net gestëmmt ass. Sou dass een herno eventuell eng Situatioun géif kréie wéi beim Festungsmusée, wou laang Joren dann do eng Carcasse eidel steet respektiv dass do dann och kee Konzept géif virleien.

Et gëtt do och aner Méiglechkeeten, ënner anerem d'Amicale vun den Héichiewen huet jo och schonns verschidde Virschléi gemaach, fir dat eventuell an engem anere Gebai ënnerzëbréngen. An och déi Iddi soll een nach eng Kéier considéieren.

Ech wéilt hei och d'Geleeënheet notzen, fir den Asaz vun der Amicale ervirzestrichen. Si gi mat vill Sachverstand an Engagement um deen Dossier erun. A si konnten och zum Beispill verhéieren, dass eng Rei Equipementer, déi wicteg si fir d'Verständnis vun de Schmelzprozesser, sollte verschrott ginn oder ofgerappt ginn. Bon, ech hoffen, dass och an Zukunft d'Regierung en oppent Ouer huet fir déi Leit, op se ageet a se net, wéi dat alt emol an der Vergaangenheet déi eng oder aner Kéier de Fall war, einfach viru Fait-accomplié setzt; ënner anerem Stéchwuert: den Highway.

Här President, mir stinn och zum Prinzip „le monument dans la cité“ a wënschen eis, dass d'Zäit elo genotzt gëtt, fir sécherzegoen, dass hei e kohärente Site entsteet. An duerfir muss och Verschiddenes gutt iwwerduecht ginn. Et soll een och sécherzegoen, dass de Fonds Belval sech déi méideg Kompetenz gëtt a sech mat Spezialisten ëmgëtt, déi Erfahrung hunn am Beräich vun der Konservatioun vun esou engem Industrie-Patrimoine. An och hei kënnen se jo op de Rot vun der Amicale zréckgräifen.

Bon, mam Vote vun deemem Projet erhalte mer, Här President, e wictegt Symbol vum Grand-Duché aus dem 20. Jorhonnert, eise Wuelfstand. Dat Lëtzebuerg vun haut wier net dat, wat et ass, oni d'Héichiewen am Süden an am Minette. Mir hoffen also, dass dat erhale bleibt an dass doriwier eraus an nächster Zukunft hei e Site vun engem moderne Lëtzebuerg ent-





steet vum 21. Jorhonnert, wou wunnen, liewen, Commerce, Fuerschung zesumme-fléisst, an och d'Kultur hir Plaz huet, an datt domadder d'Frichen och zu engem grouse Publikumsmagnéit, engem Publikum vun all Sorten, gétt am Süde vum Land an am Land insgesamt.

Dat gesot, géif ech och den Accord vu menger Fraktioun zu demem Projet abrén-gen. Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Berger Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydia Mutsch agedroen. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP).**- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt als Éischt dem Rapporteur Merci soe fir säi gudden an ausféierleche Rapport. Doduerch, dass hien am Detail op den Historique vum Projet vun den Héichiewen a vum Centre national de la culture industrielle agangen ass, konnte mer eis bewusst ginn, wéi laang schonn an demem Projet geschaff gëtt a wivill geschitt ass nodeems 1997 - esou laang ass dat schonn hier - dee leschten Héichiewen op Belval ofgeschalt gouf.

D'Reconversion vun enger Friche, wéi et fir de Belval de Fall ass, ass eng enorm Eerausforderung, zemoos wann doraus e Modellprojet fir d'Land soll entstoen. Do ass et logesch an normal, dass een an Etappe virgoe muss an déi verschidde Projeten net all gläichzäiteg ka realisieren. Geneesou wichteg an normal ass et awer, dass ee vun Ufank un e Gesamtkonzept huet, un deem een dann och festhält. Bei dem Projet, iwwert dee mer haut diskutieren, gëtt dat besonnesch gutt dältelech.

Ganz fréi gouf et de Konsens, fir d'Héichiewen ze erhalen, déi zesumme mat engem nationalen Zentrum fir Industriekultur den historesche Charakter vum Site prägen sollen. Eis éischt Suerg war a bleift, dass d'Héichiewen an engem gud-den Zoustand erhalte bleiwen an eventuell Sécherheitsrisiken écartéiert ginn, onofhängeg dovun, wéi wäit mer mam Projet vum nationalen Industriekulturzentrum komm sinn. A genau där Logik hu mer am Oktober 2003 en éischt Gesetz gestëmmt, an an deem Sënn stëmme mer och haut iwwert déi zweet Etapp vum Projet of.

An deene leschte siwe Joer ass vill dor-iwwer diskutiert ginn an heiansdo och zimlech vill dor-iwwer gestridde ginn, a wat fir enger Form d'Héichiewe sollen erhalte bleiwen. D'Meenungen dozou sinn zum Deel wäit auserneegaangen. Dofir war et émsou méi wichteg, fir eng Léisung ze fannen, déi den „juste milieu“ téschent deenen zwou extreme Positiounen trëfft.

Deen een Extrem, deen doranner besteet, fir alles ofzerappen, wier fir eis inakzeptabel gewiescht. D'Stolindustrie ass an esou engem Mooss mat der Entwécklung vun esou Land a mam Liewe vu ganze Generatiounen verbonnen, dass et ondenkbar gewiescht wier, déi wichtegst Zeien aus där Zäit ze zerstieren an der nächster Generatioun näischt méi dovunner ze hanerlooosen an ze vermëttelen.

Deen aneren Extrem, deen doranner besteet, fir alles ze erhalen, war awer genau-sou wéineg akzeptabel. Schon eleng um techesche Plang ass d'Erhale vun engem Héichiewen eng heikel Saach, well esou eng Anlag net fir d'Eiwegkeet gemaach ass. Héichiewen, déi a Betrib sinn, hunn eng begrenzte Liewensdauer a wa se net méi genotzt ginn, verfaale se schnell, wann ee se sech selwer iwwerléisst.

Dat war jo och de Grond, firwat mer 2003 hu misse schnell e Finanzierungs-gesetz fir Stabilisierungsar-bechte stëmme a fir-wat mer och mat deem Projet de loi, deen haut virläit, net méi dierfe waarden. Et war deemno weder machbar nach finanzierbar, fir alles ze erhalen, wat nach 1997 um Site stoung.

Wichtig ass et och an deem Zesammenhang ervirzeträichen, dass mer grad net nom Modell vum kontrollierte Verfall zu Lëtzebuerg wëlle schaffen, wéi dat zum

gréissten Deel an Däitschland de Fall war an nach ëmmer ass. Um Enn bedeit dat jo awer, dass d'Héichiewe géife verfallen a verschwannen. Wat net d'Zil vun der Operatioun ka sinn.

D'Regierung hat ursprénglech dräi verschidden Zeenarien ausgeschafft, wéi d'Héichiewe kënnen erhalte bleiwen. Als beschte Léisung gouf zréckbehalen, dass den Héichiewen A integral an den Héichiewen B als Silhouette géife bestoe bleiwen. Dat war e Komproméss, deen eis haut nach ëmmer ganz räsonnabel schéngt an deen och vum finanzielle Standpunkt aus vertrieubar ass.

Denkmalschutz hin oder hier, d'Fro vun de Käschten ass a bleift e wichtige Faktor, besonnesch an diesen Zäiten, wou mer vun alle Leit Efforté verlaangen, fir erëm aus der Kris erauszekommen. Och fir den Denkmalschutz kann an dierf een d'Suen net mat vollen Hänne ausginn. Émmerhin hu mer schonn 2003 ronn 14 Milliounen Euro fir dese Projet gestëmmt an ausginn a wäerten elo fir déi zweet Etapp iwwer 38 Milliounen fräistellen. Dat sinn awer ganz beachtlech Zommen. Niewebäi bemierkt, halen ech och d'Aussoe vun eenzelne Leit, dass ee fir vill manner Sue quasi alles hätt kënnen astand setzen an erhalen, fir net ganz fundéiert.

Trotzdem hunn d'Regierung an d'Parlament sech zesumme mat ville bedeelegten Acteuren Zäit geholl, fir sech mat den Do-léancé vu verschiddenen Interessengruppen ausenanerzesetzen. An ech begrëssen dobäi ganz besonnesch d'Efforté vun der Regierung, fir sech mat den dynamischen Amis des hauts-fourneaux zesammenzesetzen, deenen hir Erfahrung a Sachkenntnis e wichtige Bäitrag fir dese Projet sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen haut iwwer e Finanzierungs-gesetz, dat et erlabe wäert, d'Héichiewen zu Esch um Site Belval ze erhalen. Ech wëll awer betounen, dass d'Héichiewen an de geplangte Centre national de la culture industrielle ontrennbar matenee verbonne sinn a bleiwe mussen, och wa mer den urspréngleche Projet de loi an zwee gedeelt hunn.

Wa mer dat net esou géife gesinn, da géife mer all deene Recht ginn, déi soen, d'Héichiewe wieren doudeg Zäitzeien, eng eesäiteg museal Konzeptioun wier réck-wäertsgeriicht a géif sech eleng un der Vergaangenheet orientieren. Mir wëllen awer eng innovativ Approche. Mir wëllen, dass d'Héichiewen an den CNCI sech an en neie Quartier kënnen integréieren, deen no vir an an d'Zukunft geriicht ass, mat engem interaktive Konzept, dat sech och u jonk Leit rücht.

Et kéint een natierlech kritisieren, dass d'Konzept vum CNCI net am Detail um Dësch louch. Dat wier awer ganz schued fir déi vill gutt Aarbecht, déi hei gelescht gouf a fir déi mir Leit wéi dem Antoinette Lorang, dem Denis Scuto oder dem Jean Goedert a villen aneren, déi sech an deem Groupe de travail engagéiert hunn, e grouse Merci sollte soen.

D'Iddi ass nämlech déi, dass den Zentrum vun der nationaler Industriekultur net nëmme soll dokumentéieren, wéi et fréier um Site Belval ausgesinn huet a wéi d'Héichiewe funktionéiert hunn. Niewent themateschen a kulturelle Veranstaltungen, déi mam Sujet zesammenhängen, ass virun allem e wichtige interaktive Volet mat virgesinn, wou d'Uni, d'Centre-de-recherchen an Experte vu baussen Aktivitéite proposéieren, bei deenen d'Participante kënnen léieren, experimentéieren an och konzeptuell schaffen.

Domat soll e kloere Lien zu eiser Zäit an zur zukunfeger Entwécklung am Land hiergestallt ginn. Gläichzäiteg erlaabt dat eis, den Innovationsgeescht, deen iwwer Jorzéngten d'Stolindustrie hei am Land geprägt huet a weider prägt, an en neien Zäitalter mat eriwirzeshuelen. Deen Drang an d'Bereitschaft, ëmmer erëm nei Aarbechtmethoden an nei Technologien ze entwéckelen, hunn de Succès an de Rächthum bruecht, vun deem eist ganz Land nach haut profitéiert.

Dës Charakteristik soll och an Zukunft de Site Belval ausmaachen. A genee dat sollen Hand an Hand d'Uni, d'Centre-de-recherchen an och eben den CNCI vermëttelen.

Wéi de Rapporteur et scho virdru gesot

huet, sti mer, wat d'Erhale vun den Héichiewen ugeet, esou zimlech ënner Zäit-drock. Et war deemno an der Kommissioun de Wonsch, esou schnell wéi méiglech d'Finanzéierung vun deene geplangte Moosnamen ze garantéieren. Gläichzäiteg war d'Bedierfnis do, fir sech méi Zäit ze huelen a sech aktiv mam Konzept fir den CNCI ausenanerzesetzen ze kënnen.

Fir béiden Interesse gerecht ze ginn, gouf proposéiert, déi zwee Voleten ze trennen an an zwee separate Projet-de-loien ze behandeln. Et war allerdéngs genau-sou kloer, dass och dee Schrëtt net dierf bedeiten, dass de Projet CNCI a Fro gestallt géif ginn.

An der Kommissioun ware mer eis eens, dass d'Héichiewen an den CNCI zesumme gehéieren, och wann ee sech fir den CNCI e bësse méi Zäit ka loosse wéi fir d'Héichiewen. Meng Fraktioun war domat d'accord, déi zwee Voleten vuneneen ze trennen, wat eis d'Geleeënheet gëtt, fir d'Konzept vum CNCI fäerdeg auszeschaffen an am Detail ze diskutieren. Zweetens ass et méi wéi akzeptabel, wann an Zäite vun der Kris Projeten aus budgetäre Grënn an der Zäit décaléiert ginn. An drëtens hale mer iwwer eng Motioun, déi mer selbstverständlech matdroen, kloer fest, dass den CNCI net vergiess ass.

Här President, d'Héichiewe sinn d'Séil vun deem neie Quartier Belval, an d'Industriekultur muss en zentraalt Element vun der Valoriséierung vun deem Site bleiwen. Wéi et schonn e puermol hei ervirgetrach gouf, sinn d'Héichiewen net nëmme Zeien aus enger Ära, déi op en Enn gaangen ass, mä si sinn och e Symbol vum Innovationsgeescht vun der Recherche a vum Fortschrëtt, déi heiansdo haart erkämpft musse ginn,...

(**Interruption**)

...mä déi zesummen de Wuelstand vun esou Land begrënnen.

Wann et eis géllt, déi Verbindung mat der Hëllef vum CNCI sichtbar ze maachen, dann hunn d'Héichiewen hir Plaz téschent neien Unisgebaier op engem Site, deen, wéi kaum en aneren, déi ënnerschiedlech Liewensberäicher matenee kombinéiert, verbënnt a méi wéi an enger Hissicht zukunftsorientéiert ass. Studéieren, schaffen, wunnen a Fräizäit fanne sech am neie Quartier Belval erëm, an de politesche Wëllen, fir aus der Reconversion vun der Friche Belval e Modellprojet fir d'Land ze maachen, ass weiderhin onverkennbar.

Duerch d'Präsenz vun der Universitéit entsteet an deenen nächste Joren d'Masse critique, déi ee brauch, fir esou e Projet all Dag mat Liewen ze fëllen. D'Regierung hält Wuert, andeem se vill Aspekter vun der Nohaltegkeet berücksichtegt a realiséiert. Dozou gehéiert ënner anerem d'Dezentraliséierung vun Administratiounen oder och den Uschloss vun dem Site un eng modern Gare, fir dass e méiglechst gudden „modal split“ kann erreecht ginn.

Gläichzäiteg gouf no enger optimaler Komplementaritéit téschent privaten Träger an öffentleche Gebaier gesicht. D'Entwécklung vu Belval entsprécht deemno enger kloerer Visioun, wéi mer an Zukunft plangen a liewe wëllen hei zu Lëtzebuerg: eng héich Liewensqualität an en effizienten Émgank mat Ressourcen; kuerz Weeër; den Opbau vun neie soziale Kontakte téschent deenen, déi do wunnen, an deenen, déi do schaffen oder hir Fräizäit do verbréngen.

D'Héichiewen an den CNCI maachen dobäi d'Bréck téschent der Vergaangenheet an der Zukunft. Si erënneren un déi haart kierperlech Aarbecht, déi eis Pappen a Grouspappen an der Stolindustrie gelescht hunn, an un d'Fundament, op deem de Wuelstand vun hire Kanner konnt entstoen. Si erënneren och un den Iwwergang vun enger duerch Landwirtschaft geprägter Gesellschaft an den Zäitalter vun der Schwéierindustrie, an, méi rezent, zu enger wëssensbasierter Gesellschaft, déi Déngschtleeschungen, nei Technologien, Innovatioun a Recherche an de Mëttelepunkt stellt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, global gekuckt, verlaangt de Projet Belval en enorme kollektiven Effort an héich Investitiounen. D'Héichiewe sollen eis virun Aen halen, dass esou Investitiounen, déi Courage, Vertrauen an d'Zukunft

an en oppene Geescht verlaangen, spéider hir Friichte wäerten droen an e Garant vum Wuelstand sinn.

D'LSAP steet geschlossen hannert demem Projet a wäert och d'Motioun ënnerstëtzen, déi dorunner erënnert, dass dese Projet de loi just eng Etapp duerstellt, déi ouni den CNCI net komplett ass.

Domat bréngen ech, Här President, den Accord vu menger Fraktioun zu demem Projet de loi a soen lech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen der Madame Mutsch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déli gréng).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt vun hei aus dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Rapport, deen an hei gemaach huet zu demem Projet. Ech muss soen, ech muss och deenen anere Virriedner hei Merci soen, well déi hunn eigentlech schonn esou vill gesot, datt ee sech nach wierklech hei ka ganz kuerzfaasse bei deem Projet.

Ech mengen, déi ganz Restauratioun vun deenen Héichiewen ass schonn eng ganz Rei Joren an der Diskussioun, si ass kontrovers diskutiert ginn. Et ass eng Biergerinitiativ, déi sech souguer gegrennt huet, déi iwwer Joren hefteg gestriden huet, och mat der Politik gestriden huet, wat een do genau soll maachen.

De Mouvement écologique huet mat där Biergerinitiativ zesummen nach virun e puer Méint en zimlech kritisches Avis erausginn zu der Approche vun der Regierung, wou ee muss soen, datt sécherlech net alles falsch ass, wat an deem Avis do stoung. Mä ech mengen, de Wee, deen awer elo gewielt gëtt, ass dee richtigen, fir effektiv an e puer Etappen eigentlech awer grosso modo op engem gudden Mëttelewee zu deem ze kommen, wat jiddweree wëllt. An dat ass och dat, wat vun all de Virriedner hei beschriwwen ginn ass.

Ech wéilt just nach am Fong eng Remarque hei maachen, an dat schéngt mer dat Wichtigst ze sinn, an duerfir sinn ech och frou, datt mer déi Motioun hei gemeinsam kënnen ofstëmme, nämlech well dat jo dee Volet ass, deen dat Ganzt soll herno mat Inhalt fëllen. An ech wëll do un dat onrühmlech Beispill vum Festungsmusée erënneren, wou mer och en eigentlech a sech gudden a flotte Projet décidéiert haten, deen och realiséiert ginn ass, a wou bis haut awer nach ëmmer näischt dra funktionéiert, well mer vergiess haten, eis méi intensiv mat dem Konzept a mam Inhalt ze beschäftegen.

Duerfir, och wa mer elo deen dote Volet aus finanzielle Grënn am Moment e bëssen zréckgestallt hunn, sinn ech frou, datt an der Motioun drasteet, datt dat awer nëmme kuerzfristeg a Fro soll gestallt ginn, mä datt am Fong déi Instanz, déi fir den Inhalt zoustänneg ass, awer och relativ séier soll an enger zweeter Phas nogereecht ginn, well soss hu mer herno zwar eppes erhalen an och restauréiert, mä mir hunn näischt domadder gemaach. An dat ass dat Schlimmst, wat kéint passéieren. Ech mengen duerfir, dass déi Motioun ganz wichteg ass, déi mer haut bei deem Projet hei stëmme. Dat ass och de Grond, firwat mer déi Motioun hei selbstverständlech gär mat ënnerschriwwen hunn.

Ech géif mer wënschen an hoffen, datt déi kontrovers Diskussioun, déi gefouert ginn ass an deene leschte Joren, och weider gefouert gëtt, och en vue vun eben deem, wat nach soll nokommen. Duerfir fannen ech, dass d'Politik soll en oppent Ouer hu fir all déi méi kritisches Avisen och, déi gemaach gi sinn zum Projet hei. Et muss een net ëmmer mat allem d'accord sinn, wat do beschriwwen gëtt, mä et sinn awer vill a gutt Suggestiounen dran.

Deementspriedend bréngen ech och hei an demem Stadium den Accord vu menger Fraktioun zu demem Projet.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här François Bausch. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.





► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 6065 gouf eis op eng ganz kompetent Manéier vum Här Rapporteur presentéiert, an dofir soe mer him Merci. Allerdéngs ass déi Iddi, fir d'Héichwien A a B zu Belval, esou wéi de Gesetzesprojet et seet, en valeur ze setzen, an eisen Aen e Musterbeispill fir eppes, wat ganz besonnesch an dësen Zäite finanziell einfach net ze verantworten ass.

Loosse mer et daitlech soen: D'ADR huet ganz sécher näischt dergéint, fir eise Patrimoine industriel am Kader vun engem zukünftege Centre national de la culture industrielle - CNCI - ze valoriséieren, ze erklären a fir d'Nowelt verständlech ze maachen. Mä dofir brauch een net Milliounen a Milliounen auszeginn, fir zwee al Héichwien ze restauréieren oder fir déi op d'mannst zum Deel ze erhalen. Dofir geet eng modern museal Struktur mat engem iwwerzeegende Konzept duer, dat awer nach muss ausgeschafft an diskutéiert ginn.

Musse mir dann drun erënneren, dass an eisem direkten Émfeld souwuel zu Völklingen wéi och zu Uckange schonn ähnlech Installatiounen bestinn, déi iwwregens och deier Geld kascht hunn, an datt mir schonn eleng dowéinst net och nach mussen zwee al Héichwien zu Lëtzebuerg erhalen? Wa mir d'Konzept vun der Groussregioun eescht huelen, da brauche mir ganz sécher keen double oder triple emploi an eiser Regioun ze favoriséieren, wa mir keen direkten Notzen dovun hunn.

Well den direkten Notze gesi mir net! Sécher, et gétt dacks vun engem positiven Effet op de regionalen Tourismus geschwat, fir de Projet ze justifiéieren, mä wien op d'Experte lauscht, weess, dass dat net esou ass. Besonnesch zu Lëtzebuerg bidden déi auslännesch „tour operators“ virun allem ganz kompakt Visiten un, déi dacks nëmmen e puer Stonnen d'ärfen daueren. Alles, wat net an der Stad läit, kënn dobäi leider ze kuerz.

An et sinn net déi puer Schoukllassen, déi de Site zu Belval da besiche kommen, déi e finanziellen Impact hunn, well déi komme jo och nach gratis eran. Weinst dem Tourismus brauche mir also sécher keng Héichwien ze erhalen, an déi pedagogesch Missioun ka vum CNCI eleng gutt erfëllt ginn.

Iwwert den esthetesche Wäert vun deenen Héichwien léisst sech streiden. Net jiddweree gesäit eppes - ech zitieren - „Majestatesches“ an zwee raschtege Réier, wéi de Projet de loi vun der Regierung eis et enthusiastesch virschwärmert.

Net jiddweree schwätzt, wéi eis Regierung, vun engem „Monument dans la Cité“ an deem Zesummenhang. Et ass éischer esou, dass déi zwee Héichwien optesch alles erdrécken, wat do ronderëm steet, dass ee ka vun enger „Cité dans le monument“ schwätzen, wéi de Mouvement écologique et mécht, oder nach éischer vun enger „Cité écrasée par un monument“, wann een dann déi zwee lewen iwwerhaupt wëllt als Monument bezeichnen.

D'Gëlle Fra ass e Monument, mä déi huet d'Regierung op Schanghai bruecht, an totaler Mëssuechtung vun de Gefiller vu ville Lëtzeburger an dem Respekt, dee mir eisem wichtigsten nationale Monument schëlleg sinn.

#### (Interruptions)

Déi zwou Schrottpäife vu Belval sinn awer ganz sécher kee Monument! Mir hunn déi der Stolindustrie zum Deel missen ofkafen, zum Deel vläicht och geschenkt kritt, well och emol zu Schanghai keen déi méi wollt. Dat nennt een also e Cadeau empoisonné. Et wier gutt, wann d'Regierung emol hire Sproochgebrauch géif iwwerdenken a kloermaachen, wat si ënner engem Monument versteet, well am Abléck weess si weder, wat si domadder mengt, nach weess si, wat sech am Émgang mat engem richtege Monument passt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet „Schrott in the city“, iwwert dee mir haut sollen ofstëmmen, ass näischt anescht wéi e Milliounegraf. Nom Gesetz vun 2003 hu mir ronn 14 Milliounen bis elo ausgi fir d'Sécurisatioun a fir e sëllegen Etüden, inklusiv fir laang Recherchen, fir eng Faarf ze fannen, fir de Schrott och

esou unzesträichen, dass en och nach soll viru wéi Schrott ausgesinn. Bei der Visite op der Plaz zu Belval ware mir awer gewuer ginn, dass dat bis elo a Wierklechkeet keng 14 Milliounen waren, mä wäit iwwer 20; mat den Honorairé kéinten et der scho 24 gewiescht sinn.

Dee ganze Projet ass finanziell vollkommen oniwwersichtlech. Déi verschiddenst Zuelen zirkuléieren, dorënner och déi, dass de Projet bis elo scho kéint bis zu 39 Milliounen kascht hunn. A mir wëssen nach net, wat fir eng Iwwerraschungen op eis duerkommen, och well d'Implementatioun vun den Héichwien an enger Stad mat ville Fousgänger de Projet fundamental vun deem vu Völklingen ënnerscheet. Mir wëssen och net, wéi eng Auswierkungen nach kënnen fir d'Rockhal entstoen.

Mir wëssen net, wéi stabil déi zwee Héichwien sinn, well dozou nach net genuch Etüde gemaach goufen. Et geet vläicht duer, dass ënner eemol e Camion an eng Stäip vun esou engem „huelen Zant“ - fir eng Expressioun vum Michel Pauly hei opzegräifen - rennt, fir dass mir niwient engem oder méi Mëschelwien och nach de Verloscht vun engem Verméige mussen bekloen.

Op der Plaz gehéiert viles dem Stat net, nach net, oder jiddefalls net ganz. D'Gasréier gehéieren zum Beispill der Agora, déi hirersäits dem Stat nëmmen zu 50% gehéiert. Viles, wat ausserhalb vum Perimeter vun den Héichwien läit, awer zum industrielle Gesamtkomplex gehéiert oder passt, gehéiert dem Stat weder direkt nach indirekt.

Mat Sécherheet ass et net iwwerdriwwen, fir d'Käschte vun deem ganze Projet, wann een dann eemol fäerdeg ass, op op d'mannst 100 Milliounen Euro unzesetzen. De Statsrot kritiséiert net ëmsoss den „Saucissonnage“, dat ass och en Zitat vum Projet, wat eng gesamt finanziell Iwwersicht schwéier mécht. An dat ass jo vläicht och esou gewollt? Als ADR soe mir, de Projet Belval ass alt nees e Fall fir d'Cour des Comptes.

Här President, wem gehéieren dann elo d'Terraine genee, an zu wéi engem Präis goufe si eventuell kaaft? Wouhin ass de Profit vun deem Schrott gaangen, dee bis elo verkaaft gouf? Alles dat si Froen, déi vu verschiddene Säiten opgeworf goufen, an all hu si hir Berechtigung.

Mir kënnen verstoen, dass déi Leit, déi fréier do geschaff hunn, dee Site wëllen erhalen. Emotional ass dat liicht nozevollzéien, an déi Gefiller vun Nostalgie an déi Faszinatioun fir eng héich entwéckelt Technik verdénge Respekt. Geneesou si mir eis och bewosst, dass de Räichtum vum Land zu engem groussen Deel aus der Stolindustrie staamt, an dass d'Erënnerung doru muss erhale bleiwen, versteet sech och vun eleng. Mä mir halen et fir politesch onverantwortlech, fir duerfir e Milliounegraf zu Belval opzeriichten.

Musse mir drun erënneren, dass dës onsozial Regierung gläichzäiteg zu Belval Milliounen onkontrolléiert ausgëtt, an dobäi Steiererhéijunge plängt an d'Mammerent fënnef Joer méi spët ausbezilt? D'Manipulatioun vun der Mammerent duerch d'CSV an d'LSAP bréngt dem Stat am Joer ronn fënnef Milliounen. Zu Belval ginn der awer gläichzäiteg honnert zur Fënnf erausgehäit! Fir déi Suen hätte mer d'Mammerent nach 20 Joer laang vu 60 Joer u kënnen ausbezuelen amplaz, wéi d'Regierung et elo wëllt, vu 65 Joer un.

An hei schwätze mir just vun deene Käschten, déi elo op eis duerkommen. Mir wëssen haut nach net, wéi vill Ennerhaltskäschten a Fonctionnementskäschten an der Zukunft entstinn. Fir déi hätte mer ganz sécher op munnech Steiererhéijunge kënnen verzichten, déi déi Häre Juncker a Frieden elo aféieren.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Wourecht ass: D'CSV kann net mat Suen ëmgoen! Wéi scho beim Festungsmusée gesot, CSV steet fir Chaos a Sue verbëtzen. Chrëschtlech ass si scho laang net méi. Haut freet d'Regierung eis ronn 27 Milliounen zum Bauindex vun 2008, also a Wierklechkeet nach vill méi, déi scho bei all déi Suen derbäikommen, déi schonn op deem Site ausgi goufen. An dat ass, wéi gesot, nach laang net de ganze Projet.

De Statsrot versteet iwwregens och net, wéi d'Regierung wëllt mat de Suen ëmgoen. Et kann een de Leit nëmme ruden, den Avis vum 18. Dezember 2009 vum Statsrot ze liesen. Ech zitieren en Auszuch: «Il aurait été intéressant d'apprendre si les fonds autorisés par la loi précitée ont été intégralement utilisés aux fins susvisées, combien de recettes la vente des éléments démantelés a rapportées, à quelle dépense se chiffre le coût de la réfection de la cheminée du haut-fourneau A qui n'avait pas été prise en compte dans la loi du 17 novembre 2003, mais autorisée par la commission parlementaire de l'exécution budgétaire. Le coût de la réfection de cette cheminée fait-il partie intégrante de l'enveloppe financière à autoriser par la Chambre des Députés en vertu de la loi en projet? L'estimation des coûts faisant l'objet de la partie D des annexes joints à l'exposé des motifs ne permet pas d'y répondre.»

Déi zoustänneg Chamberskommissioun a -kommissiounen hunn och bei hirer Visite zu Belval festgestallt, dass vill Dépensen iwwerhaupt nach net am Projet stinn. Virun allem alles dat, wat och muss restauréiert oder ënnerhale ginn an net op engem Statterrain steet. An et sief och nach bemierkt, dass déi Aarbechten zu Belval och alt nees vill méi deier ware wéi vergläichbar Aarbechten am Ausland. Mä dat ass jo näischt Neies.

Mir proposéieren, elo emol jiddefalls, dass déi Héichwien sollen ewechgerappt ginn, an dass soll beim CNCI éischer e Park amenagéiert ginn. Jo, dat kascht och Geld, mä vill, vill manner wéi de Projet „Schrott in the city“, fir deen d'CSV am Ganze wäert eng 100 Milliounen Euro verbëtzen. An et bréngt e Stéck Liewensqualität bei d'Universitét op Belval.

Här President, et soll een awer net alles schwaarz gesinn, emol net, wann d'CSV 26 Sätz heibannen huet. Well et ass gutt a sënnvoll, dass een Deel vun deene ville Milliounen soll benotzt ginn, fir déi zwee Héichwien och nach nuets ze belichten! Virun deenen nächste Wahlen - also nom Spuerpak vum Hierscht 2010, nom Émfale vun der LSAP an der Indexfro, an no dem zweete Spuerpak, deen 2012 nach soll nokommen - kënnen d'Leit dann och nach owes bewonneren, wat d'CSV an d'LSAP mat hire sëllegen Steiererhéijunge gemaach hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'ADR organiséiert am Juni 2014 Bustouren op Belval. Dir sidd all häerzlech invitéiert!

► **Plusieurs voix.** -Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

#### (Interruptions)

► **Une voix.** - Ech stinn do voll dohanner. Ech sinn deen Eenzegen heibannen, dee gehollef huet, d'Héichwien bauen! Duerfir weess ech och, dass ee se ka roueg ofrappen.

#### (Interruptions)

► **M. le Président.** - Ech géif lech elo bieden, dem Här Hoffmann nozelauschteren, well d'Zäit leeft dem Här Hoffmann soss fort.

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh! Aaahhh!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, an der Logik vun där leschter Interventioun kann een och proposéieren, d'Veianer Schlass ofzerappen an do eng künstlech Schipist anzeriichten. D'Fro, ob all eis Héichwien hu misse stëllgeluecht ginn, déi kann een zwar nach ëmmer stellen, mä et ass ze spët. Se elo awer ofzerappen, dat wier wierklech op eis Industrie an op eis sozial Geschicht nach eng Kéier gespaut!

Ech sinn also duerfir mat deem Gesetzesprojet averstanen, mat e puer Remarquen.

Fir d'Éischt emol, mengen ech, am Sënn vun der Erhaltung, haaptsächlech vun Héichwien A, muss et leien, dass all Elementer, déi wierklech de reale Fonctionnement vun deem Héichwien dokumentéieren, dass déi all erhale bleiwen. Am Moment - duerch déi Avisen, déi schonn hei zitéiert gi sinn - wësse mer net ganz prezis, ob dat wierklech de Fall sollt sinn oder net. An duerfir mengen ech soll nach

eng Kéier mat deenen interesséierten Assoziatiounen a Fachleit zu där doter Fro zesummegeschafft ginn.

Ech hätt et besser fonnt, wa mer och deen Zentrum fir Industriekultur elo realiséiert hätten. Ech sinn awer mat der Verschiebung d'accord, och aus net finanzielle Grënn, haaptsächlech aus zwou Iwwerleeungen eraus: Well et eis erlaabt, zwou wichteg Froen, déi fir mech nach ëmmer am Raum stinn, nach ze behandeln.

Fir d'Éischt d'Fro vum Site - déi ass och hei ugeschwat ginn -, also nach eng Kéier iwwerleeën, och mat interesséierte Leit a Fachleit, ob et wierklech gutt ass, fir deen CNCI oder en Deel dovun an den Héichwien, quasi an d'Géisschal eranzubauen. Ob déi Perspektiv, ob déi dat Monument Héichwien net stéiert.

An anerersäits, mengen ech, sollte mer deen inhaltleche Konzept vun deem CNCI nach eng Kéier iwwerdenken, well ech der Meinung sinn, dass dee ganze sozialgeschichtlechen Aspekt, deen den Här Spautz, den Här Rapporteur - deem ech och fir säi Rapport Merci soen -, deen dee jo hei an der Introduktioun nach eng Kéier duergeluecht huet. An ech mengen, dass dee sozialgeschichtlechen Aspekt onbedéngt een zentraalt Element och an deem Zentrum fir Industriekultur muss sinn.

Zu dem Käschtepunkt vun der Restauratioun stellt sech effektiv d'Fro, wann een et vergläicht mat ähnleche Projeten am Ausland, ob deen an där doter Héicht gerechtfertigt ass. Iwwregens, mengen ech, si mer eis jo alleguere bewosst, dass déi Zomm, déi elo nach Rescht bleift, wa mer de Projet an zwee splécken, mat Sécherheet net duergeet, fir deen CNCI do ze realiséieren, esou wéi e bis elo konzipéiert ass. Dat ännert awer näischt dorun, dass ech selbstverständlech domat d'accord sinn, dass deen Industriezentrum soll esou schnell wéi méiglech realiséiert ginn.

Am Zesummenhang vun de Finanze werft och de Statsrot d'Fro op: Wat ass eigentlich geschitt mat deene Recetten, déi jo eigentlech hu missen erakommen duerch d'Verschrottung vun deenen Elementer, déi net bäibehale gi sinn? Dee Schrott ass jo wahrscheinlech an den Elektroiwien gelannt. Wat ass mat deene Recetten dann do geschitt? Wësse mer dat? Kënnen mer dat gewuer ginn?

Da bleiwen nach eng Rei vu Froen am Zesummenhang mam Aménagement ronderëm den Areal vun den Héichwien. Wat geschitt mat der Gebléshal? Wat geschitt mat deem sougenannten Highway? Firwat geet et esou lues weider mat der Pépinière d'entreprises? Misste mer net och d'Baudicht ronderëm d'Héichwien nach eng Kéier iwwerdenken, fir effektiv dee monumentale Charakter vun den Héichwien ze valoriséieren?

Ech stëmmen de Projet an och d'Motioun. Ech mengen, ech hunn d'Begrënnung hei scho matgeliewert.

► **M. le Président.** - Merci, Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegekeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. E puer Wuert Explikatiounen och vu menger Säit aus. Fir d'Éischt e Merci dem Här Marc Spautz fir säi gudden Rapport, deen de Wee duerch déi ganz Geschicht gemaach huet. E Wee, deen et och derwäert ass, eng Kéier nozevollzéien, nozegeen, nozekucken erëm, well en am Fong geholl och d'Erklärung ass vun deem, wat mer haut stëmmen, a vun deem, wat mer an deem nächste Joer maachen.

Och der Kommissioun villmools Merci fir déi Zesummenaarbecht, déi mer konnten an deene leschte Méint iwwert dese Projet hunn. Notamment während enger Visite, wat schonn en exzeptionelle Phenomeen ass, wou eng Rei Décisionen och konnte gemeinsam geholl ginn.

Ech wëll ufänken, andeem ech e puer Wuert iwwer Belval soen, well ech mengen, dass dee Projet, dee mer haut stëmmen, am Fong en Deel vun engem



Ensemble ass, vun dem Développement vun enger Cité, déi eng vun den Haaptdeveloppementsstrukturen ass, déi mer am Land hunn. Dir wësst, datt am Aménagement du Territoire mer iwwert d'Nordstad, d'Stad Létzebuerg, Belval als Haaptdeveloppementszenter erkannt hunn. An déi Investissementer, déi amgaang sinn, privater an öffentlecher, op Belval ze fléissen, assuréieren och eis Zukunft a sinn en Deel vun eiser Zukunft, déi mer dësem Land wëlle ginn.

Déi privat Investissementer, ob dat elo Logementer sinn, Banken, Geschäfte, déi op Belval fléissen; déi öffentleche Instrumenter, ob dat d'Rockhal, d'Uni ass, déi en Deel vun eiser Zukunft ass; d'Pépinière d'entreprises, wou d'Enterprisë sech solle kënnen entwéckelen; e Lycée, dee mer dohinner bauen; Wunnengen, privater, öffentlecher; ob dat de Stroossebau mat der Liaison Micheville ass, respektiv ob dat d'Voies annexes sinn, déi mer do developéieren, respektiv deen Tunnel, deen ënnerdrenner fiert, ob dat déi nei Gare ass, déi mer zu Belval developéieren, well mer iwwerzeugt sinn, datt den öffentlechen Transport eng primordial Plaz soll hunn an dem Développement vun engem neien Deel vun enger Géigend; ob dat schlussendlech déi Inkorporatioun vum öffentlechen Transport an déi Konzepter vum öffentlechen Transport ass, déi mer do developéieren, oder ob dat schlussendlech d'Erhale vun den Héichwien ass, déi Deel si vun där Zukunft, déi mer hei wëllen entwéckelen, wëll ech just soen, datt hei e Konzept vun engem ganzen Développement vu Belval op d'Bee gesat ginn ass, wat kohärent ass, wat logesch ass, wat Zukunft huet a wat sech mat där Zukunft, déi et huet, och an eis Geschichte aschreift. An dat ass déi wesentlech Explikatioun vun deem, wat mer haut amgaang sinn ze stëmmen.

Dat, wat mer haut maachen, d'Erhale vun deenen Héichwien, passt an dat Konzept eran. Et ass d'Modernitéit, déi sech an d'Geschichte aschreift. An et ass och ee vun de staarken Elementer vun deem Site.

E puer Froen, déi gestallt gi sinn, op déi ech kuerz wëilt agoen. Verschidde Riedner, ech mengen den Här Berger an den Här Hoffmann, hu gefrot, firwat et esou deier gëtt. Den Här Hoffmann huet awer virdu gesot, et wieren nach net genuch Elementer erhale ginn, et misst ee sech iwwerleeën, ob der nach zousätzlech méi erhale ginn. Ech wëll him awer just soen, wa mer dat maachen, gëtt et e wéineg méi deier. Dat heescht, mir hu probéiert, hei een Équilibre ze fannen.

Firwat gëtt et méi deier wéi verschidden Erhalungen am Ausland? Mä well d'Konzept vun deem, wat mer hei maachen, sécherlech en anert ass. Éischters, mir erhale ganz vill vun deem, wat dostoung. Mir erhale ganz vill par rapport zu anere Projeten. An zweetens maache mer hei e Monument dans la Cité. Dat heescht net nëmme Monument, mä dat heescht haaptsächlech a mengen Aen „dans la cité“. Wat heescht „dans la cité“? Mä dat heescht, datt mer et mussen esou maachen, datt s de kanns drop goen, drënner goen, datt s de kanns derlaanscht goen, an dat a Sécherheetskonditiounen, déi déi vun enger normaler Stad sinn. Dat explizéiert, firwat et esou deier ass.

Bei aneren Erhalen, notamment déi vum kontrolléierte Verfall, sinn et einfach just e puer Weeër, déi op sinn, respektiv eng ganz Rei Zonen, déi net esou erhale si wéi mir dat hei maachen, déi dee Moment gespaart si respektiv dem Verfall iwwerlooss ginn. Et ass also e ganz anert Konzept, a mir maachen et an der Stad selwer an et ass Element selwer vun där Stad. Dat erkläert och, firwat een anescht muss drueg wéi vläicht ähnlech Konzepter, déi am Ausland gemaach gi sinn.

Et ass och esou, datt eng Rei vun deenen Elementer, déi am Ufank net derbäi waren - an dat fir op d'Diskussionen anzegoen, déi mer mat deenen engen an deenen aneren haten, déi eis geschriwwen hunn a regelméisseg och besiche komm sinn -, zum Beispill esou Saache wéi den „High-

way“, dat war am Ufank, wa mäi Souvenir gutt ass, guer net geplangt méi ze erhalten, sollt awer, no Diskussionen, zumindest en Deel vun deenen Elementer erhale ginn, op Basis vun Diskussionen, déi mer mat all deene Leit haten, déi sech fir dee Sujet interesséiert hunn.

Ech mengen, datt mer hei probéiert hunn, dat, wat ech zesumme mat der Madame Mutsch den „juste milieu“ nennen, ze treffen, téschent deem, wat verantwortbar ass, finanziell, och am Énnerhalt, deen duerno kënnt, an deem, wat ee wëllt erhalten, fir seng Geschichte och kënnen an deenen nächste Joren ze weisen, dat ass dat, wat ech denken, hoffen, wann et fäerdeg ass, datt mer hei getraff hunn.

Elo baue mer haut en Deel net, well mer am Fong deen Deel vum CNCI erausgeholl hunn. Den Här Hoffmann seet richtig, wa mer duerno wëllen den CNCI realiséieren, esou wéi mer en initialement geplangt hunn, da geet et net duer mat de Suen. Dat ass jo och richtig. Mir hu se erausgeholl. Mir si vun 38 Milliounen op 26 erogaangen. Dat heescht, mat deene 26 Milliounen maache mer elo dat, wat eis erlaabt, déi Héichwien ze erhalten.

Wa mer duerno den CNCI wëllen nobauen, da mussen mer e Gesetzestext notstëmmen, deen eis déi Suen erëm dohinner gëtt. Elo hu mer et net gestëmmt, well d'Konzept nach muss affinéiert ginn, a well et och logesch ass, well ech och als Bauteminister net der Meenung sinn, datt, wann een eppes an zwee, dräi, véier, fënnef, sechs Joer - ech weess jo net, wéini mer elo derzou kommen, wéini d'Finanzen eis dat erlaben erëm ze bauen -, wann een et da baut, da sinn ech och der Meenung, datt mer et da sollte stëmmen, well da kann een d'Analys vun deem, wat de reelle Käschtepunkt ass, zu deem Moment och wesentlech méi no maachen. An dat ass mer scho wichteg.

Ech fannen, datt mer hei eng Kompromëssléisung fonnt hunn, an där finanziell prekärer Situatioun, wou mer haut sinn, téschent deem, wat mer mussen, wa mer déi Héichwien wëllen erhalten, obligatoresch direkt maachen - ansonsten de Verfall komplett wier - an deem, wat mer ewechgelooss hunn a wat mer duerchaus kënnen an enger zweeter Etapp maachen.

Mir maachen natierlech och a sech den Erhalt vun den Héichwien awer esou, datt mer duerno kënnen, wa mer wëllen, den CNCI maachen, derbäisetzen, ouni datt mer dann erëm mussen un Elementer goen, déi mer elo fäerdeg gemaach hätten an déi eis elo eppes kaschten, fir déi erëm duerno ofzeräissen. Mir maachen et also esou, datt mer kënnen weiderfuere mat deem Projet. D'ailleurs äntwert en op déi Motioun, déi vun der Chamber hei erakomm ass an déi genau dat jo a sech proposéiert.

Et sinn och e puer technesch Froen gestallt ginn: wat mam Schrott geschitt ass; mat deene Suen. Deen ass verkaaft ginn; un de Fonds Belval zrückgefloss, an dee Moment och eran an déi Rechnung gefloss vun deene Suen, déi liquidéiert gi sinn op Basis vun deem éischten Text, wat 13,9 Milliounen waren, déi a sech engagéiert waren. Dovunner sinn der 12,6 liquidéiert ginn. Just fir lech déi Zuelen och eng Kéier ze nennen, datt déi kloer sinn.

Ech wëll awer..., vläicht fir och déi Saache kloerzestellen, well ech mengen, datt d'Regierung hei, wéi an deenen anere Bauprojeten, näischt ze verstoppen huet an och näischt verstoppe wëllt. Ech maachen lech hei och d'Proposition, wéi mer dat bei alle Bauprojeten maachen, wou mer all sechs Méint oder regelméisseg an der Comexbu de Suivi financier vun deenen eenzelne Projete maachen - wou mer dru sinn, wat mer ausginn, wéi de Projet virueget, ob en den Timing anhält, ob en d'Suen anhält -, et mat deem hei Projet genau d'selwecht ze maachen an e regelméissege Suivi financier dovunner ze maachen.

Ech hunn zwar näischt iwwert d'Dagesuerdnung vun der Comexbu ze soen, mä ech kann der Presidentin an der Kommission déi Proposition awer maachen. Wann d'Comexbu dat dann unhëlt, da kënne mer do - wann dat sollt eng Suerg sinn - selbstverständlech och deen heite Projet mat deenen aneren zesumme kucken.

► **M. le Président.** - D'Madame Presidentin vun där Kommissioun wëllt eng Fro stellen.

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Ech soen dem Här Minister Merci fir seng Proposition an ech wäert der Kommissioun dat soumettéieren, an déi wäert da bestëmmt dee Virschlag unhuelen, wéi ech se kennen.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Voilà, gutt. Da, mengen ech, kéinte mer domat de Suivi assuréiere vun der finanzieller Revolutioun. Mech berouegt dat am Fong och, wann dat hei schéi propper, transparent an a regelméissegen Ofstänn vu jiddwerengem vun lech - esou, wéi dat och soll - gekuckt gëtt. Dofir ass d'Chamber do, fir d'Regierung ze kontrolléieren. A mir wëllen hir all déi Méiglechkeete ginn.

Dat sollten déi puer Saache sinn, déi ech wollt haut soen. Ech soen lech nach eng Kéier - fir all déi Leit, déi de Projet ënnerstëtzen - villmools Merci fir déi Ënnerstëtzung. Ech mengen, datt mir hei eng gutt Saach maache fir eis Zukunft, andeem mer eise Passé weisen.

Villmools Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6065 ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen, géint 4 Nee-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Jean-Louis Schiltz), MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*M. André Hoffmann.*

*Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

**Motion 1**

Mir kéimen dann och nach zur Ofstëmmung iwwer eng Motioun, déi, wann ech dat richtig gesinn, vun alle Fraktiounen matgedroe gëtt, esou datt mer à main levée iwwert dës Motioun kënnen ofstëmmen.

**Vote sur la motion 1**

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass dergéint?

An Enthalungen hu mer keng.

Domadder wär déi Motioun dann och mat enger ganz grousser Majoritéit ugeholl.

Fir haut de Mëtteg huet d'DP-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert de Mobbing an eiser Gesellschaft ugefrot. D'Riedezäit ass am Artikel 84, Alinea zwee vum Chamberreglement festgehale an gesäit Folgendes vir: D'Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten

zou, deenen anere Fraktiounen jee weils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här André Bauler als Vertrieeder vun der DP-Fraktioun.

## 6. Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur le phénomène de harcèlement moral («mobbing») dans notre société

**Exposé**

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an de leschte Joren hunn d'Fäll vu Mobbing op der Aarbechtsplaz staark zougeholl. Als méiglech Ursachen huet de fréiere Gesondheitsminister, de Carlo Wagner, dee viru Joren eng Publikatioun vun der Mobbing A.s.b.l. ënnerstëtzt huet, ënner anere eng schlecht Aarbechtsorganisatioun, eng onzoulänglech Hierarchie oder prekär Beschäftungsverhältnisse genannt. De Carlo Wagner koum zur Konklusioun, datt Mobbing gravéierend Auswierkungen op déi wirtschaftlech Effizienz an d'Rentabilitéit vun de Betriber huet.

Duerch d'Kris sinn nees méi Mobbingaffer ze verzechnen. A wirtschaftlech méi schwéieren Zäite gëtt mat méi haarde Bandagé geschafft. Besonnesch betraffe Branché sinn de Commerce, de Gesondheits- a Sozialsektor an d'Finanzinstituter.

Mobbing ass glécklecherweis keen Tabuthema méi. D'Affer deelen hir Suergen éischer mat, si manifestéieren sech bei hirer Famill, hire Frënn an anere Vertrauenspersonen. 2009 gouf d'Mobbing A.s.b.l. 2.200 Mol ugeruff an iwwer Fäll vu Mobbing informéiert. 2008 waren et 440 Fäll manner. Pro Joer gi ronn 300 Dossiere vun der Vereenegung behandelt. Datt d'Zuel vun den Telefonsappeller an d'Luucht geet, weist, datt d'Leit informéiert sinn a selwer d'Initiativ ergreifen. 75% vun de Persounen, déi sech un d'A.s.b.l. wenden, si Fraen. Dëse Prozentsaz dirft kaum iwwerraschen, well et grad Frae sinn, déi éischer Hëllef sichen.

Sou wéi et ausgesäit, gëtt am meeschten an der Alterskategorie téschent 40 an 49 Joer gemobbt. D'Zuelen, déi ech elo opgegraff hunn, sinn - sou fäerten ech - alles, mä net representativ. Et handelt sech just ëm d'Spëtzt vum Äisbiereg.

Här President, Mobbing ass séilesch Gewalt am Alldag. Et ass Terror op der Aarbechtsplaz. D'Persoun, déi iwwer eng länger Zäit ugegraff gëtt, deet sech schwéier, ze résistéieren. Si resignéiert a gëtt schliesslech hir Plaz op, ouni datt hir dofir offiziell gekënnegt muss ginn.

E klunge Kaméidi mam Chef oder eng Zurechtweisung vum Patron kënnen sécherlech net als Mobbing gewäert ginn. Wann d'ongerechtfertegt Kritiséieren oder d'Ignoréieren vun der Persoun awer System kréien a sech iwwer eng länger Zäit hinziehen beziungswies sech widerhuelen, eréischt da kann ee vu Mobbing schwätzen.

**(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)**

Mobbing huet vill Facetten an ass beileiwe kee Kavaléiersdelikt. Wëssenschaftlech Analyse weisen, datt Mobbing an zwee Drëtter vun de Fäll vun Virgesetzte vis-à-vis vun engem Mataarbechter ausgeübt gëtt. Et feilt dacks un der néideger Kompetenz, fir mat de Leit, déi een ze féieren huet, ëmzegoen. An deene mannte Fäll ass et e Konflikt téschent Mataarbechter.

Déi heefegst Form ass déi vum Virenthale vun Informatiounen. D'Affer gëtt an e schlecht Licht geréckelt, ignoréiert, permanent mat neien Erausforderunge konfrontéiert an hanner sengem Réck kritiséiert. D'Leit ginn a Konfliktsituatiounen versat a kréie gesot, datt si hir Aarbecht net gutt maachen, obwuel dat net de Fall ass.

Wann d'Affer dem Drock net méi gewuess ass, kënnt et entweder zu psycheschen oder physesche Stéierungen, wéi zum Beispill Angschtgefiller, Schlofproblemer, chroneschem Kappwéi, Häerzrhythmusstéierungen, Burnout oder Panikattacken, déi dacks zu längere Krankschreiwungen, zum sozialen Ofstieg a bis an de Selbstmord féiere kënnen.





Iwwregens: Et gëtt een net als Mobber gebuer, et gëtt een zum Mobber. Et gëtt Patronen, déi gären eppes géife géint d'Mobber ënnerhuelen, mä dacks net wëssen, wéi se mam Problem ëmgoe sollen. Erlaabt mer, an deem Kontext op de Service Prévention et bien-être au travail vun der Stad Lëtzebuerg hinzeweisen, deen an der Bekämpfung vum Mobbing e Präis kritt huet, wat weist, datt et Initiative gëtt, déi mat Erfolleg a preventiv schaffen.

Madame Presidentin, och an eise Schoulen huele Mobbing, Aggressivitéiten a Gewalt zou. Experten, déi ech am Virfeld vu menger Interventioun begéint hunn, preziséieren, datt sech d'Gewalt am schoulesche Beräich éischter psychesch-verbal ausdréckt wéi iwwert de Wee vu Kläppereien.

Et gëtt Jonker, deenen hire perséinleche Profil dozou féiert, datt si geziilt d'Affer vu Mobbing oder Bullying ginn. Et sinn dat Kanner a Jugendlecher, déi wéinst hirem Äusseren, hirem Sprooch, hirem sexueller Orientatioun oder hirem kulturelle beziungsweis sozialen Hannergrond net an dat generell Schema passen.

Déi nei Medien, wéi den Internet, bidden de Mobber eng exzellent Plattform fir hir perfid Aktivitéiten. Facebook kann esou zum Beispill als Plattform genotzt ginn, fir ze mobben. Et gëtt eng Grupp gegrënnt, an där sech lauter Géigner vun enger bestëmmer Persoun zesummeffannen, sief et e Schüler oder en Enseignant. Et gi Fotoe vu Schüler an onpässleche Momenter gemaach, déi dann iwwert den Internet weidergeschéckt ginn.

Eenzel Affer wiere sech iwwert de Wee vu Plainté bei der Police oder andeems si den Affekt aschalten. Dat schreckt of, mä de Phenomeen gëtt doduerch leider net nohalteg bekämpft.

Verbal Aggressiounen ginn net nëmme vu Kanner a Jugendlechen aus. All Partner am schoulesche Kontext huet Méiglechkeeten, fir ze intimidéieren an de Schouklima ze verschlechteren. Jonker, déi doheem vun hiren Elteren aggressiv behandelt ginn oder an engem Ëmfeld opwuessen, dat net reglementéiert ass, bréngen dës Erfahrung mat an d'Schoul a si imitéiere se.

An der Bekämpfung vum schoulesche Mobbing ass et wichteg, datt souwuel d'Enseignanté wéi och d'Schüler adequat ausgebild ginn. Repressiv Interventiounen bréngen am Klassenall, virun allem bei pubertéierende Jonken, nëischt. Wann een der Wëssenschaft gleef, hunn Enseignanten, déi Vertrauen opbauen, manner Problemer mat hire Schüler.

D'Léierpersonal muss déi erfuerdert Hëllefstellung kréien, fir eng Klass esou ze géieren, datt et Mobbingfäll séier détektéiert an alles drusetzt, fir d'Affer ze schützen an d'Auteurs virun hir Verantwortung ze stellen.

Villes hänkt och vun der Schoukkultur of. Den Impakt vum Verhale vun der Direktioun op de Schouklima ass net ze ënnerschätzen. Den Ëmgang vun der Direktioun mat den Enseignanten an de Schüler dréit an engem héije Mooss zur Qualitéit vum Schouklima bäi. E gutt Schouklima, dat op géigesäitegem Respekt a Vertraue baséiert, hëlleft Fäll vu Mobbing ze begrenzen.

Madame Presidentin, an der Gemeng Déiferdeng gëtt et ee Projet, „Bébé+“ genannt, dee jonk Elteren, grad déi, déi aus sozial méi schwéiere Verhältnisse kommen, an der Erziehung vun hire Kanner ënnerstëtzt. Hei geet et drëm, Bedingungen ze schafen, déi et erlaben, ganz fréi schonn erzéieresch Akzenter ze setzen. Am Norde vum Land leeft de Projet „Faustlos“ am Beräich vun der Primärpreventioun, wou Kanner aus dem éischten Zyklus sozial Reflexer geléiert ginn, déi e konstruktiv Schouklima begéinsten sollen. Sou Initiativen hunn Erfolleg, wann et zu engem Suivi an der Grondschoul kënn a wa se an déi alldeegleche Praxis vum Enseignant affléissen. Dobäi sollen d'Kanner léieren, wéi si mat Ängschten an lenger ëmginn, ouni aggressiv ze ginn.

An eenzelne Lycéee lafe speziell Programmer, fir dem Phenomeen vum Mobbing opzehëlfen. Dës Programmer sinn éischter op d'Schüler zougeschnidden. Hei feelt et awer en enger ganzheetlecher Approche.

Madame Presidentin, de Mobbing ass en Thema, dat eis all erausfuerdert an dat eng Rei vu Froen opwerft. Wéi kann een zum Beispill d'Formatioun vum Léierpersonal an deem Beräich weiderentwéckelen? Wéi kann een d'Charte scolaire vun engem Lycée esou opstellen, datt een déi Concerneiert direkt involvéiert?

D'Schüler mussen direkt agebonne ginn a mussen den Inhalt vun der Charte, zumindest déi essenziell Prinzipien vum Zesumeliewe kennen a bereet si matzedoen.

Wéi soll eng national Strategie an der Gewaltpreventioun ausgesinn? Et gëtt Länner, wéi zum Beispill Kanada, déi esou eng Strategie lancéiert hunn. Wéi ass et mat dem Plan d'action, deen de Minister François Biltgen am Februar 2009 ugekënnegt hat? Wéini gëtt dese Plang ëmgesat? Kënn et zu enger Bündelung vun all deene Services, déi sech mat dem Harcèlement moral ofginn, andeems eng zentral Ulafstell fir Mobbinggeschiedegter geschaf gëtt?

Madame Presidentin, Mobbing ass e gesellschaftleche Phenomeen, deen eis all eppes ueget. Gleef et Experten, da wieren et ronn 9.000 Beschäftegter, déi am Duerchschnitt bal fënnf Wochen am Joer krankgeschriwwen sinn. Den LCGB geet dovun aus, datt Krankschreiwunge wéinst Mobbing sech op bal 22.000 Stonne belafen.

Wéi vill Leit sinn duerch Mobbing psychesch krank a musse Medikamenter huelen? Wéi héich ass de Käschtepunkt vum Mobbing souwuel fir d'Patroné wéi fir d'Gesondheetskeess? Wien an der Schoul mobbt a gewäerde gelooss gëtt, bei deem ass d'Wahrscheinlechkeet grouss, dass en dat spéider och op der Aarbecht, an der Famill an am Veräinsliewe mécht. Mobbing dierf dierf kengem vun eis egal sinn. Mobbing dierf nimools higeholl oder gedult ginn.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci dem Här Bauler. Deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech a Virbereedung op desen Débat haut de Mëtteg d'Statistiken, vun deenen den André Bauler der vill zitéiert huet, gelies hunn, du war ech eigentlech e bëssen erféiert. Déi ganz aktiv vun LCGB a vum Syprolux 2001 gegrënnte Mobbing A.s.b.l., déi och ernimmt ginn ass, déi huet am Joer 2009 2.200 telefonesch Appeller kritt. Dat sinn der enorm vill!

Mech huet dat awer erféiert. Iwwer honnert Dossierer, déi sinn intensiv vun der A.s.b.l. suivéiert ginn. Dat ware Leit aus alle syndikalistesche Richtungen. Der Rei no: aus dem Handel, aus dem Gesondheets- an dem Sozialsektor, Finanzen- an Assurancésektor, Servicebetriber, Stat, Gemengen a schliesslech och der Éducation mat nach 5% vun alle Fäll. An déi Zuele sinn - et ass och gesot ginn - net komplett; et gëtt och nach aner Initiativen - Stress A.s.b.l. -, an aner Leit gi bei Gewerkschaften, si gi bei Betribsdelegierten, si gi bei d'ITM, si gi bei sozial Servicer, si gi bei Affekote sech Hëllef sichen. Vill vun de Leit, ganz vill, ginn néierens oder gi laang néierens hin.

Ee Bléck op déi Zuele weist eis am Fong geholl, dass kee Sektor ausgeschloss ass vun der Problematik. De juristesche Kader, dee mer zu Lëtzebuerg hunn - a mir hunn een! -, ass e jonke Kader. Eng juristesche Matière, déi jo net einfach ass. Ausser beim Harcèlement sexuel, wou et ëm een noweisbaart eenzelt Evenement geet, wat duergeet, ass et bei deem aneren Harcèlement moral besonnesch schwier, well et eng dauerhaft etabliert Situation muss sinn a well mer et mat engem subjektiven Emfanne vum Affer ze dinn hunn.

Mir hunn awer reglementéiert den Harcèlement sexuel zënter 2000; den Harcèlement discriminatoire, wou déi Diskriminatiounen, déi verbuede sinn, opgeléicht gi sinn 2006; den Harcèlement obsessionnel oder de Stalking, dee mer hei an der Chamber virun engem Joer am Juni 2009

gestëmmt hunn, an dann den Harcèlement moral, fir dee mer nach kee Gesetz hunn.

Par contre hu sech déi zwou grouss Gewerkschaften LCGB an OGB-L zesumme mat sechs Patronatsorganisatiounen de 25. Juni 2009 eng Konventioun ginn, déi en europäeschen Accord-cadre ëmsetzt. Déi Konventioun ass och am Dezember d'obligation générale ginn. Déi beinhalt, an dat ass ganz interessant ze liesen, eng ganz Rei vu Moosnamen am Beräich vun der Preventioun, der Sensibiliséierung, der interner Prozedur an Opaarbechtung am Betrib, dem Afferschutz, dem Traitement respektiv dem Schutz vun den Zeien, wat jo dacks och Mataarbechter aus engem selwechte Betrib sinn, an déi Konventioun seet um Schluss, dass no fënnf Joer eng Evaluatioun soll geschéien. Dat wier also eréischt 2014. Menger Aschätzung no ass dat e relativ laangen Déali.

Sënnvoll an deem Moment e puer Iwwerleeungen an e puer Froen. Éischters, wa mer iwwer een erniddregt, erniddregend - fir et richteg ze soen - relationnelt Verhalen op der Aarbecht - an ech konzentréiere mech eigentlech haaptsächlech dodrop hei - schwätzen, da wësse mer eigentlech elo schonn, wou déi genannte Risikogruppe sinn. Den Här Bauler huet se och opgezielt: Dat sinn zu zwee Drëttel, neen dräi Véirel, pardon, Fraen. Dee gréisste Prozentsaz - 40% - ass an der Alterstranche 40 bis 49. An déi meeschte Fäll kommen a Betriber bis 100 Leit vir. De Sektour vum Handel ass mat 23% un der Spëtzt, virum Gesondheets- a Finanzsektor.

Dorausser ergëtt sech d'Fro un d'Regierung, un de Minister, ob eng gezielte Sensibiliséierung vun deene betraffene Kategorie vu Salariaien, déi ee jo opgrond vun de Statistiken ausmaache kann, an de betraffenen Aarbechtssektoren net misst ugestriift ginn; eng gezielte Sensibiliséierung, déi vum Stat misst preparéiert, ausgeschafft ginn a mat den Acteuren - Stat, Betriber, Gewerkschaften - ënnerstëtzt ausgefouert ginn.

Zweetens méi eng generell Remarque. Mir liewe jo an enger Zäit, wou, wann een et emol richteg kuckt, d'Mënschen als Kollektiv betruecht, als Gesellschaft betruecht, keng offensichtlech kloer a vun alle Mënsche gedroe moralesch Richtlinie fir hiert Handeln hunn. Jiddweree vun eis huet eng Meenung iwwert dat, wat richteg a wat falsch ass. Awer dës Meenunge sinn ëmmer manner deckungsgläich.

Beim Wonsch no där individueller Gestaltungsfräiheet bei ënnerschiddleche moraleschen a reliésen Aflëss, bei ënnerschiddlechen Originen a Geschichte vun de Leit, déi hei am Land liewen, schéngt mer dee gemeinsamen etheschen Iwwerbau dacks net méi kloer ze sinn. Vläch ass och dat e Grond, firwat ëmmer bei alle Verhalensdefiziter, déi mer an der Gesellschaft ausmaachen, no der Schoul gejaut gëtt, déi als Institutioun sech misst eng gesamtgesellschaftlech eenheetlech Richtliniekompetenz zum Optrag maachen an déi misst vermëttelen.

Vläch ass dat awer och e Grond, firwat d'Mënschen op der Aarbecht méi no sech, no hirem Erfolleg wéi no hire Mataarbechter kucken an op d'Käschte vun desen no vir ginn. Dofir, mengen ech, ass et gutt a wichteg, heibanne wéi och op allen öffentlichen Diskussiounen, an der Schoul, iwwerall, op der Aarbechtsplaz, derfir ze suergen, dass de Mobbing an der Gesellschaft an op der Aarbechtsplaz ëmmer nees thematiséiert a virun allem kloer an daitlech veruerteelt gëtt.

Drëttens schliesslech den...

► **Mme le Président.** - Här Schaaf, Dir misst zum Schluss kommen.

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Ouni legislative Kader, mengen ech, kënn een awer hei net weider. De Marc Spautz huet am Mäerz eng parlamentaresch Ufro gemaach un de Minister, fir de legislative Kader ze froen als Ergänzung zu där Konventioun, a krut doropshin als Äntwert, dass ee minimum ee Joer Konventioun misst hanner sech hunn.

Vu dass mer elo ee Joer hanner eis hunn, meng Fro also un de Minister, ob dat net och elo en Zäitpunkt wier, fir doriwirer nozedenken, an ob gegebenfalls iwwerhaapt Bereetschaft do ass, fir e legislative

Kader mat Sanktiounen do hannendrun ze hänken.

Voilà. Dat wëll ech dann hei ofschléissen, vu dass meng Zäit ofgelaf ass.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci. Ech wëll d'Riedner drun erënneren, dass d'Riedezäit fënnf Minutten ass. A wann ech d'Riedner ënnerbriechen, dann ass et wéinst dem Reglement. Da soll dat awer net als Harcèlement ausgeluecht ginn.

**(Hilarité)**

Als nächste Riedner ass d'Madame Err agebroen.

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Merci, Madame Presidentin. All Mobbing, Dir Dammen an Dir Hären, ass e Konflikt, mä all Konflikt ass net e Mobbing.

Wat ass d'Differenz zwëschent deem engen an deem aneren, a kann een, wann ee vu Mobbing schwätzt, och gläichzäiteg vu Violence rieden, vu Gewalt also, oder eventuell vun Aggressioun? Dat, mengen ech, kéint ee jiddefalls esou gesinn, an ech wäert probéieren, dat hei kloerzemaachen.

Den Ënnerschied zwëschent engem Konflikt an dem Mobbing ass, dass de Mobbing eppes ass, wat dauert an der Zäit, wat sech normalerweis ofspilt zwëschent Leit, ënnert deenen en Autoritéitsgefälle ass an, wéi gesot, wat eng gewëssen Zäit dauert.

Et ass eng Conduite abusive, déi kann duerch e Geste, duerch e Comportement, duerch eng Attitud, duerch systematesch sech ofdréien, wann ee mat engem schwätzt, oder esou, begräifen. Et ass kloer, dass eng Repetitioun dozou féiert, dass déi Leit, déi d'Victime dovun sinn, sech an hirem Dignitéit oder an hirem Integritéit beanträchtegt fillen, an dass doduerjer d'Atmosphär op der Aarbecht verduerwe gëtt, oder souguer d'Aarbechtsklima verduerwe gëtt, an esou dass d'Klima och derzou féiert, dass d'Entwécklung vun der Carrière eigentlech vun deemjéinegen, deen d'Victime ass, beanträchtegt ass.

Villes kann een als Mobbing betruechten, zum Beispill systematesch een duzen, deen dat net wëllt, engem d'Wuert schneiden, een humiliéieren, zum Beispill Verbesserung vun engem Text, deen ee geschriwwen huet, einfach esou an engem öffentliche Raum leie loosse, oder ganz offensichtlech Dokumenter, déi etabliert gi sinn, net gebrauchen, oder se einfach an den Tirang leeën nodeem se gestallt ginn. Et ass also eppes, wat ganz villschichteg ass, an net nëmme an den Akten, mä et ass och villschichteg an deem Ëmfeld, wou Mobbing ka stattfannen.

Et gëtt et net nëmme op der Aarbechtsplaz ënner Salariaien oder zwësche Supérieurs hiérarchiques an Inférieurs hiérarchiques. Et kann och e Salariai säin Direkter mobben, an et kann e Client e Salariai mobben, mat deem en net an engem direkten Aarbechtsverhältnis steet. Esou dass et ganz schwierig ass, gemeinsam Regeln ze fannen, wéi ee kann dergéint virgoen.

Jiddefalls ass et evident, dass d'Preventioun dat Besch ass an dass dat de Moment um juristesche Plang sécher zwar e gudden Ufank ass, mä den Haaptproblem net léist, an den Haaptproblem an deser Matière ass eben ëmmer de Bewäis. D'Bewäisféierung vun deem, wat geschitt ass, a fir eppes kënnen ze qualifizéieren, ass dat, wat d'Saach schwierig mécht, well normalerweis steet engem säi Wuert géint deem anere säint. Wa mer net dat fäerdeg bréngen an deem Domän vum Harcèlement moral, wat mer beim Harcèlement sexuel gemaach hunn, dat heescht en Aménagement oder Partage de la charge de la preuve, da komme mer sécherlech, mat alle gudden Virsätz, déi mer hei hunn, kee Meter weider.

Ech denken dierf och, dass dat eng Nécessitéit ass, Här Aarbechtsminister, fir an deem Sënn eppes ze maachen. Och dann, wa mer wëssen, dass d'Gesetz net ëmmer





Problemer aus der Welt schafft, mä dat, wat mer bis elo hunn, geet jiddefalls net duer.

Wat normalerweis geschitt, wann an engem Betrib gemobbt gëtt, da gëtt probéiert, d'Victime aus dem Verkéier ze zéien, fir d'Schwierigkeiten ze évitéieren. Or, dat ass genau dat, wat beim Mobbing net soll geschéien. Dem Patron seng Obligatioun ass et, fir en Aarbechtsklima ze suergen, wou all Mënsch seng Aarbechtskapacitäten entwéckele kann, an aller Serenitéit. Et geet net, dass d'Victime getraff gëtt, wann en Harcèlement stattfënn.

Duerfir ass et also wichteg, dass d'Patroné wëssen - well et si jo haaptsächlech si, déi betraff sinn am groussen Deel -, wéi se sollen domadder ëmgoen, dass se Informatiounsstellen hunn. Dass se wëssen, dass se fir d'Éischt mussen eng Investigatioun maachen, dass se mussen intervenéieren bei deemjéinegen, deen accuséiert ass, oder dee vun deem gesot gëtt, en hätt harceléiert. An e muss derfir suergen, dat ass seng legal Obligatioun, dass den Harcèlement ophält.

Or muss en dat maachen op de Schëllere vun deem, deen den Harceleur ass, an net op de Schëllere vun deem, deen d'Victime vum Harcèlement ass. An dat ass eben dat, wat an der Praxis ganz oft net geschitt.

Et ass och esou, dass eng Mutatioun beispillsweis vun enger Victime vun engem Harcèlement keng adaptéiert Léisung ass. Och dann, wa se ugeholl ass, well eben dat net deen Acteur ass, op deen der Jurisprudenz no eigentlech muss den Akzent geluecht ginn, wann et festgestallt ass.

Ech wollt kuerz zréckkommen op eng Proposition de loi vum Lucien Lux vun 2002, deen a senger Wierder ganz genau beschriwwen huet, ëm wat et geet beim Harcèlement: Manipulatioun, Déstabilisatioun, Confusioun, Diminutioun vun der Performance. An d'Chifferen, fir déi ech meng Virgänger op dëser Tribün wëll Merci soen, déi mer hei héieren hunn, déi weisen also net nëmme, dass Handlungsbedarf ass fir Victimen, mä dass en ekonomeschen Intérêt am Spill ass, fir hei eppes ze maachen, wat Kapp a Fouss huet. Dat ass bis elo jiddefalls nach net geschitt.

Ech brauch also duerfir elo op d'Saach vum Bewäis net méi zréckzekommen. Och dat war am Lucien Lux senger Proposition richteg gesinn. An och dann, wann de Justizminister geäntwert huet, dass et einfach ass, Gesetzter ze maachen, mä dass et schwéier ass, Resultater ze errechen, dann dispenséiert dat eis an dësem Fall awer net, fir wéinstens a verschiddene punktuellen Saachen eppes ze maachen.

Deeselwechte Punkt, deseselwechte Problem...

► **Mme le Président.**- Madame Err, och lech muss ech bieden, zum Schluss ze kommen. Et deet mer leed. Och lech wëll ech net harceléieren a keen Drock ausüben, mä ech muss d'Reglement uwenen.

► **Mme Lydie Err (LSAP).**- Ech soen dann nach just ee Saz zum Harcèlement an der Schoul. Ech hu vu ganz no haut e Fall erlieft, wou d'Madame Ministesch - déi Betraffen - haut de Moie saiséiert ginn ass, an ech géif se wierklech bieden, derfir ze suergen, dass deen Dossier, deen do komm ass, aus der Welt geschafft gëtt, zur Zefriddenheet net vun deene Victimen, déi de Moment am Fong net méi direkt concernéiert sinn, vu dass d'Schoul ophält, mä vun all deene potenzielle Victimen, déi an deeneselwechte Situatiounen an d'ärselwechter Schoul kënnen weider harceléiert ginn.

Ech mengen, an deenen zwee Fäll, an der Aarbechtswelt an an der Schoul, gëtt et Instrumenter, déi kéinten agesat ginn. Sou huet zum Beispill a Frankräich...

► **Mme le Président.**- Madame Err, wann ech gelift, also et sinn elo sechs Minutte 35.

► **Mme Lydie Err (LSAP).**- Loosst mech just ee Saz fäerdeg maachen. Et gëtt a Frankräich entre-temps op den Tribunal,

wou Affaires de travail an dësem Genre toiséiert ginn, eng Approche médiative gebraucht. An och an der Schoul kéint d'Médiatioun agesat ginn als effektive Moyen um Terrain, fir de Phenomeen aus der Welt ze schafen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme le Président.**- Déi nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Merci, Madame Presidentin. D'Madame Err huet elo eigentlech gewisen, wat ech elo am Fong geholl am Ufank wollt soen, nämlech dat et praktesch onméiglech ass, a fënnf Minutten an da bei relativ wéinegem Interessi iwwer eppes ze schwätzen, wat eigentlech eminent wichteg ass a wat ons alleguerte concernéiert.

Dat Eenzegt, wat mer kënnen soen als gréng Fraktioun, dat ass dem Här Bauler Merci ze soe fir d'Thema, wat ëmmer erëm Sensibilisatioun brauch, hei ervirbruecht ze hunn. Eigentlech hätte mer eis eng aner Form vun Debatt gewünscht, wou mer och herno effektiv Konklusione kéinten zéien a respektiv och e legislative Kader ze schafen.

Dobäi selbstverständlech hätt och en aneren eng Initiativ kënnen ergräifen. Här Schmit, ech ginn lech do ganz Recht; zum Beispill Dir och als zoustännege Minister. Vlächcht kënn dat nach. Mä just fir ze soen, dat effektiv fënnf Minutten wéineg sinn.

Mobbe kann een iwwerall. Et ass scho vu menge Virgänger a Virgängerinne gesot ginn. An allen Domänen. Et kann ee gemobbt gi fir all Ursach. Op all Plaz kann ee gemobbt ginn. Et gëtt different Manéiere fir een ze mobben. Et gëtt och nei Terme wéi Bullying oder Stalking an esou weider, déi erfonden gi sinn an déi op eng gewësse Form vun Harcèlement och zréckzeféiere sinn.

D'Definitioun richteg vum Harcèlement moral ass op der Aarbechtsplaz, op Däitsch zitéiert: „moralische Belästigung am Arbeitsplatz als jede Handlung zu verstehen, die durch das regelmäßige oder systematische Verhalten ein Angriff auf die Würde beziehungsweise die physische oder psychische Integrität eines Menschen darstellt“. An domadder, mengen ech, wär alles gesot.

Här Bauler, d'Stad Lëtzebuerg huet kee Präis kritt fir hire Projet am Mobbing. Si huet e Präis kritt d'lescht Joer fir e Projet par rapport zu engem aneren Thema, den Alkohol op der Aarbechtsplaz. Mä mir wäerte wahrscheinlech och als Stad Lëtzebuerg eng kéier en zweete Präis kréien, nämlech wéinst dem Projet Mobbing, deen d'Stad Lëtzebuerg effektiv ausgeschafft huet. An ech denken, dat dat am Fong geholl e Projet ass, dee vu ville Betriber kéint iwverholl ginn, dee sécherlech vun der Mobbing A.s.b.l. och kéint ënnerstëtzt ginn.

An ech denken, dat et do wichteg ass, déi verschidde Moosnamen, déi Procedur ze ënnersträchen. Fir d'Éischt emol, dat déi Persoun, déi gemobbt gëtt, och eng Plaz weess, wou se kann higoen. Dat se weess, dat dat diskret behandelt gëtt. Dat se weess, dat e Suivi gemaach gëtt. Dat se weess, dat se och kann herno mat dem Agresseur, mat dem Mobber an eng Médiatiounsphas erakommen.

Datt se awer och weess, wann dat net erreecht gëtt, dat do hannendrun awer den Dossier virugeet, an dat do hannendrun och eng Léisung fonnt gëtt; sief et eng Sanktioun, op alle Fall net déi Léisung, déi och scho vu menge Virgänger a Virgängerinnen ënnerstrach ginn ass, déi net déi richteg ass: Schlussendlech, dat déi Persoun, déi gemobbt ginn ass, och nach herno muss d'Fraisen droen, dat se versat gëtt oder dat se op eng aner Plaz muss schaffe goen. Dat soll et net sinn. Dat dierf et net sinn. Fir dat dat net ass, mussen effektiv d'Betriber zesumme mat hiren Delegatiounen a mat hire Personalbüroen déi Saachen op d'Plaz setzen, déi dann och dofir gebraucht ginn, fir déi Victime ze ënnerstëtzen.

En zweete Punkt, deen ech hei ganz kuerz wollt uschneiden, dat ass dee vun der Formation vum Entourage respektiv d'Formation continue; net nëmme vum Patron, selbstverständlech och vum Patron oder

vun de Chef-de-services oder vum Supérieur hiérarchique, mä och vun den Delegatiounen a vun de Gewerkschaften; och vun den Acteuren, déi soss nach betraff sinn, sief et d'Affekoten oder esou. Mobbing, do gëtt alles dragehät. Ech denken, dat et wichteg ass och ze wëssen: Wéi gi mer domadder ëm?

Schlussendlech ganz kuerz, ass de Mobbing e gesellschaftleche Problem. Et ass eng Saach vu Wäertekultur. Virun allem vlächcht och hei zu Lëtzebuerg, wou mer multikulturell liewen. A selbstverständlech, dat ass scho gesot ginn: Et fänkt an der Schoul un. An et ass do, wou muss den Akzent gesat ginn. Et ass och do, wou et Programmer gëtt, souwuel an der Primärschoul wéi herno am Lycée.

Och do gëtt virgezunn, d'Victime ze stäerken, amplaz de Mobbeur direkt ze sanktionéieren oder ze écartéieren. An och do, denken ech, gëtt et nach vill ze maachen. An och do wär et vlächcht wichteg, méi systematesch un déi Saach erunzegoen, well mir bauen an der Schoul d'Gesellschaft vu muer op.

Schlussendlech denken ech, dat et eng Saach vu Respekt ass, Integritéit vun der Persoun, an datt all déi Leit, déi e Virbild sollte sinn, an dat ass nun eemol jiddweren, a virun allem een an der Schoul oder als Responsabelen op der Aarbechtsplaz, sollte mam gudden Beispill virgoen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme le Président.**- Merci, Madame Loschetter. Deen nächsten agedroene Riedner ass den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Madame President. Fir d'Éischt wëll ech och dem Kollege Bauler Merci soe fir déi Initiativ, déi en hei geholl huet, fir eng Debatt zum Thema Mobbing ze maachen. Et ass dëst e ganz wichteg Thema. Et ass en Thema, wat haut gréisstendeels keen Tabuthema méi ass, wat awer nach ganz wäit vun enger Léisung vum Problem ewech ass.

Mobbing ass eppes, wat haut, nodeem et am Fong an d'Diskussioun, an d'öffentlech Diskussioun komm ass, diskutéiert ginn ass, nodeem Initiativen entstane sinn, wou mer feststellen, dat Mobbing am Fong e generelle Problem ass, wat een op der Aarbechtsplaz fënnt, wat een an de Schoulen a bei Jugendlechen an de Famillje fënnt. Et ass also e Problem, wat queesch an eiser Gesellschaft unzetreffen ass. Et ass e generelle Problem.

Dofir kann ech mech och nëmme deenen Iwwerleeungen, déi vu menge Virriedner hei zum Ausdrock komm sinn, uschléissen. Et ass net méiglech, an zwou Minutten, déi mir zoustinn, fir esou e wichtige Thema hei déif gräifend ze behandelen, esou en Thema oder och aner wichtige Themen, wou mer e Chambersreglement hunn, wat enger Partei wéi eiser, déi ëmmerhin 8% vun der Populatioun vertritt, zwou Minutte gëtt, fir zu esou Debatten d'Wuert ze ergräifen.

Wann eng politesch Majoritéit decidéiert, enger politescher Minoritéit nëmme zwou Minutten ze schwätzen ze ginn: Och dat ass e System vu politeschem Mobbing, wann ech enger Partei net d'Méiglechkeet ginn, fir hir Meenung an engem vertriebaren Zäitpunkt kënnen hei ze verrieden.

Haut, mengen ech, huet bal all Virriedner, och déi, déi fënnf Minutten hunn, gesot, en hätt gäre méi Zäit gehat, fir zu dësem Thema ze schwätzen. Et ass am Fong schued, dat e Parlament partiiewergräifend hei deklaréiert, et hätt net genuch Zäit, fir ze schwätzen. An et sinn awer mir selwer, déi eis e Reglement ginn; et si mir selwer an der Presidentekonferenz, déi decidéieren, dat mer nëmme fënnf respektiv zwou Minutte kënnen zu dësem Thema hunn.

Also musse mer eis selwer bei der Nues huelen a selwer de Virwurf maachen, wa mer zu esou engem wichtige Thema eis net méi Zäit ginn, wéi fënnf respektiv zwou Minutten ze schwätzen.

Madame President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, meng Zäit ass schonn iwvergelaf, schonn eng hallef Minutt. Haut hu mer eis selwer gemobbt.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme le Président.**- Deen nächste Riedner ass den Här Hoffmann.

(*Interruptions diverses*)

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Madame Presidentin, dat Thema, wat den Här Bauler opgeworf huet a fir wat een him muss Merci soen, dat ass net iergendeng Niewesaach. Dat beréiert d'Grondrechter vum Individuum an eiser Gesellschaft. „Die Würde des Menschen ist unantastbar“ ass, mengen ech, deen éischte Saz vun der däitscher Verfassung. A bei eis an der Verfassung stinn ähnlech Sätz. An dat, wou riwwer mer hei schwätzen, beréiert d'Dignitéit vum eenzelne Mënsch.

Et ass ganz oft de Fall vu Mëssbrauch vun enger Muechtpositoun, a wéi engen Hierarchien och ëmmer. Dat kënnen Hierarchien a private Betriber sinn oder an öffentlichen Institutiounen. Et ass och ganz oft e Gruppphenomeen, net nëmme bei Jugendlechen, also e Grupp, déi en Eenzelne quasi ausgrenzt, iwwer Mobbing en ënner Drock setzt.

Et muss een och soen a sech bewosst sinn, dass et ganz vill Zivilcourage verlaangt, fir sech ze wieren, an zwar net nëmme bei deem betraffenen Affer selwer, sondern och bei deenen, déi am Ëmfeld vun deem Affer Zeie si vum Mobbing, verlaangt et Zivilcourage - an deenen zwee Fäll. Dat heescht, wa Muechtpositounen am Spill sinn oder wa Gruppphenomeenen am Spill sinn.

Et ass evident, an dat huet den Här Bauler jo scho gesot, dass, wat d'Betriber betrëfft, natierlech an där aktueller Situatioun - wësse mer - den Drock op d'Belegschaft méi grouss gëtt an domadder natierlech och de Phenomeen Mobbing zouhëlt. Ech géif et eigentlech fir noutwendeg fannen, dass mer, ausser deenen Zuelen, déi den Här Bauler eis geliwert huet opgrond vun den Donnéeën vun der A.s.b.l., déi glécklecherweis entre-temps besteet, an där do Fro Recherchen, weider Recherchë solle maachen, wéi dee Phenomeen an eiser Gesellschaft sech entwéckelt.

Ech hu mer och d'Fro gestallt - a vlächcht kann den Aarbechtsminister, deen hei ass, eis dozou och eng Opklärung ginn: Wéi eng Roll spillt, wat Mobbing an de Betriber betrëfft, eis Aarbechtsmedezin? Well, dat misst e jo eigentlech och betreffen, well Mobbing heescht jo dann och ganz oft Krankgi fir déi Leit, déi Affer sinn.

An ech meng schliesslech och, dass mer eigentlech an där dote Fro eng eege Léiglatioun brauchen. Ech mengen och, dass et enorm wichteg ass - dat ass awer och scho gesot ginn -, dass mer an de Schoulen ufänke géint de Mobbing virzegoen. Dat verlaangt Formatioun a Sensibiliséierung vun den Enseignanten an allen Hisiichten, souwuel par rapport zu Schüler oder Schülerinnen, déi Affer vu Mobbing ginn,...

► **Mme le Président.**- Här Hoffmann!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- ... wéi och vlächcht par rapport zur egener Roll als Enseignant. D'Tatsaach, Madame Presidentin, d'Tatsaach, dass net ëmmer liicht ze ënnerscheiden ass tëschent subjektive Gefiller an objektiven Tatsaachen, däréi eis net drun hënneren, de Phenomeen Mobbing seriö unzegoen.

► **Mme le Président.**- Merci. Domat sinn d'Riederbäitrag vun den Deputéierten ofgeschloss. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Aarbechtsminister, wann ech gelift.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Madame Presidentin, ech wëll mech natierlech och dem Merci uschléissen un den Här Bauler, fir deen Débat hei gefrot ze hunn. En effet ass et e wichtige Problem, dee sech ëmmer méi breet an onser Gesellschaft mécht. Natierlech dat, wat mech elo emol am meeschten interesséiert, dat ass de Mobbing oder den Harcèlement moral op der Aarbechtsplaz. Duerno wäert meng Kolleegin Ministesch vun der Educatioun vlächcht iwvert déi aner Fro besonnesch am schoulesche Beräich e puer Wuert soen.

Et ass ganz kloer, dat mer alleguerten als Zil hunn, d'Aarbechtskonditiounen, d'Aarbechtsbedéngungen, d'Aarbechtsëmfeld vun de Leit ze verbesseren. Trotz allem





gesi mer an der leschter Zäit, an deene leschte Joren, datt d'Aarbechtsëmfeld sech ganz oft verschlechtert, datt et gekennzeechent ass duerch Stress oder duerch aner Phenomeenen, wéi notament dem Mobbing. De Mobbing ass ganz oft och d'Ursaach vu Stress. An d'Humaniséierung vun der Aarbechtswelt muss weider e groust Objektiv vun der Sozialpolitik a vun der Aarbechtspolitik bleiwen.

Dofir sinn och eng Rei Länner, déi speziell Gesetzer iwwert de Bien-être au travail - ech zitieren haaptsächlech d'Belsch - adoptéiert hunn, fir eben ze weisen, datt de Bien-être au travail e Recht ass. E Recht, wat och muss protegéiert ginn.

De Mobbing huet - ech mengen, ech kommen net méi op déi Facetten, op déi villschichteg Facetten zrëck, déi hei ganz gutt vun deene verschiddenen Intervenanté beschriwwen gi sinn - op jidde Fall als Konsequenz, datt déi Leit, déi gemobbt ginn, krank ginn. Mir hunn, kee weess genau wéi vill, eng Rei Congé-de-maladiën, déi duerch de Mobbing provozéiert ginn. De Mobbing ass also eng Source vun Absentéismus. De Mobbing kann awer och zu ganz dramatesche Situatioune féieren. Zum Beispill zu Tentatives de suicide.

Ech hat, an den Zoufall huet wierklech dat esou gewollt, gëschter d'Gespréich mat der A.s.b.l. Mobbing. Dat ass also komecherweis gutt esou gefall, an déi hu mer gesot, datt si ganz oft Appelle kréie vu Leit, déi an enger Hoffnungslosigkeit sech u si wenen a soen: „Ech si praktesch um Enn an ech denken drun, mer d'Liewen ze huelen, well ech déi Situatioun op menger Aarbechtsplaz net méi kann erdroen.“

Mir dierfen déi Situatiounen op kee Fall erdroen. Mir dierfen et net zouloossen, datt d'Leit an esou Situatioune gedriwwen ginn a besonnesch, datt se am Endeffekt d'Gefill hunn, datt keen hinne kann hëllefen, datt se eigentlech keng richteg Upak hunn, fir sech ze verteidegen a fir hiert Wuergelien op der Aarbechtsplaz erëm ze rétabléieren.

Déi eenzeg Léisung, déi een eigentlech esou direkt zur Dispositioun stellt, dat ass ze demissionéieren, dat heescht hire Contrat de travail ze brieren an domat virum Näischt ze stoen, well och an deem Kader hir Situatioun net ofgesécher ass, well dat géif natierlech ganz einfach heeschen, datt se zum Beispill net automatesch Recht op Chômage hätten, wa se dat géife maachen. Dat ass also eng Situatioun, déi net akzeptabel ass, a géint déi mer onbedéngt mussen agéieren.

Ech wëll och soen, vu datt mer aner Diskussiounen muer wäerten hunn iwwer Kompetitivitéit: Och hei spillen d'Conditions de travail; d'Aarbechtsbedéngunge sinn och en Deel vun der Kompetitivitéit. D'Betriber, wou gemobbt gëtt; d'Betriber, wou harceléiert gëtt; d'Betriber, wou d'Leit a Stress sinn, dat sinn net déi Betriber, déi am Endeffekt innovéieren, dat sinn net d'Betriber, wou - géif ech soen - d'Kompetitivitéit sech am beschte moosse léisst a realiséiert.

#### (Interruption)

Mir hu momentan keng Législatioun iwwert de Mobbing. Mir hu just eng Mentioun an engem Statut,...

#### (Interruption)

Mir hunn eng Mentioun am Statut vun de Fonctionnaires, wou effektiv vum Harcèlement moral Rieds geet. Mir kréie ganz oft gesot: „Bon, de Mobbing, dat ass eng ganz diffus Situatioun.“ An dofir ass et schwéier, eng kloer Definitioun ze ginn. Et ass natierlech net einfach, mä dat ass awer och de Fall fir aner Vergehen, Preuven ze bréngen, Éléments de preuve - an d'Madame Err huet jo doriwwer geschwat - ze presentéieren.

#### (M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Ech mengen, datt ee sech net däruf op esou Argumenter fixéieren an déi do Argumenter utiliséieren, fir net ze agéieren. Ech muss soen, datt eng Proposition de loi 2002 hei déposiert ginn ass, déi och vum Conseil d'État aviséiert gouf, an ech muss soen - fir déi, déi e bëssen de kritesche Bléck vum Conseil d'État kennen -, positiv aviséiert ginn ass. Souguer ganz positiv aviséiert ginn ass.

Den Här Lux huet an där Proposition de loi eigentlech déi nämlech Démarche suivéiert wéi déi Démarche, déi schonn am Gesetz iwwert den Harcèlement sexuel gewielt ginn ass. Dat heescht, de Partage de la charge de la preuve. An och déi Approche, déi et erméiglecht, emol iwwerhaapt eng richteg Prozedur unzefänken, déi huet de Conseil d'État approuvéiert. Mir hunn also, wat d'Méiglechkeet, fir ze légiféieren ugeet, eng gutt Ausgangsbasis.

Et ass deemools fonnt gi vun der Regierung tëschent 2000 bis 2004, datt et net de Moment wär, fir ze légiféieren, mat dem Argument, och eng Législatioun géif net de Mobbing aus der Welt schafen. Ech mengen, dat ass e bëssen en einfacht Argument, well och de Code pénal iwwert den Homicide huet den Homicide net aus der Welt geschaaft. Trotz allem ass do eng Regel etabléiert ginn. An dofir wär et och ganz wichteg elo, déi Regel festzeschreien an déi Regel an e Gesetz ze bréngen.

Sécher ass säit 2002 déi Konventioun tëschent de Sozialpartner ofgeschloss ginn. Dat ass e Fortschritt. Déi baséiert iwwergens op enger Konventioun, déi op europäeschem Plang 2007 vun de Sozialpartner um europäeschen Niveau ausgehandelt ginn ass. An déi meescht Elementer vun där europäescher Konventioun sinn do an déi Lëtzebuerger Konventioun iwwerhol ginn.

Praktesch als eng vu mengen éischten Amtshandlungen als Ministre du Travail hunn ech déi Konventioun d'obligation générale deklaréiert. Dat ass, mengen ech, e wichteg Element.

Ech hunn och gesot, effektiv an där Äntwert op dem Här Spautz seng Fro, ob mer net un eng legislativ Démarche géifen denken, datt mer där Konventioun sollten eng Chance ginn. An déi Konventioun verdéngt och doudsicher nach eng Chance.

Mä ech kommen awer elo plus ou moins ëmmer méi zum Entschluss, datt éischters déi Konventioun hir Utilitéit behält. Ech mengen, et ass wichteg, a virun ass gesot ginn, mir mussen informéieren, mir mussen sensibiliséieren, mir mussen forméieren. An ech géif soen, mir brauchen och Preventioun. An déi Konventioun misst eigentlech de Sozialpartner dat Element ginn, fir dat ze maachen.

Dobäi kann ech dann och soen, datt déi A.s.b.l. Mobbing dat och mécht, datt se natierlech net iwwerall an all Betriber ka präsent sinn. Den Aarbechtsminister oder den Aarbechtsministère ënnerstëtzt jo déi A.s.b.l. och mat Suen. Mä ech mengen, datt mer elo mussen iwwert d'Sozialpartner, iwwert d'Delegatiounen an de Betriber d'Leit sensibiliséieren, soen, wat Mobbing ass iwwerhaapt, hinnen d'Aen opmaachen an och weisen, wat fir desastréise Konsequenzen esou Aktivitéiten hunn.

Mir mussen awer och d'Leit forméieren, well net all Delegéierten an engem Betrib ka mat esou enger Situatioun ëmgoen. Dat sinn nu ganz komplex psychologiesch Konfliktsituatiounen, an ech sinn d'accord, datt net all Konfliktsituatioun eng Mobbing-situatioun ass. Mä mir mussen preventiv virgoen; dat heescht, mir mussen natierlech och an de Betriber déi responsabel Patronen, d'Employeure sensibiliséieren, datt Mobbing-situatiounen am Endeffekt sech och géint de Betrib riichten.

D'ITM huet menger Meenung no e wichtige Rôle, dee se och exekutéiert am Sënn, datt d'Leit kënnen bei der ITM, a besonnesch bei deem Service psychologique, deen an der ITM besteet, sech renseignéieren an och Hëllef kréien. Mä natierlech

d'Manier, wéi dat géréiert gëtt - et ass vu Médiatioun geschwat ginn -, déi ass néierens honnertprozenteg festgeluecht, och wann d'Konventioun tëschent de Sozialpartner virgesäit, datt ee ka Sanktiounen huelen, déi kënnen souguer bis zu engem Licenciement vum Mobber goen. Mä och dat ass e schwéiere Wee, deen ee muss virun den Tribunal bestoen, d'autant plus, datt et keng kloer definéiert Base légale gëtt.

Dofir proposéieren ech dat heiten: Éischters, op dem Wee, dee virtracéiert ass, weiderzegoen, méi aktiv weiderzegoen, informéieren, forméieren, Preventioun an och e bessere Suivi vun deene Leit, déi Victime vum Mobbing sinn. Iwwert d'Ënnerstëtzung vu Privatinitiative wéi d'A.s.b.l., oder och mat méi, vläicht nach Méiglechkeete bei der ITM mat méi Capacité d'écoute fir d'Leit, déi Victime sinn, bei der ITM. Ech mengen d'ailleurs, datt d'A.s.b.l. op där enger Säit an d'ITM ganz oft enk zuesammeschaffen an datt eng A.s.b.l. och ëmmer eng Adress ass, wou d'Leit et méi einfach hunn dohinzegoen, fir sech ze adresséieren.

Mä ech soen awer och ganz kloer, datt de legislative Wee elo muss beschratt ginn. Ech gehéieren net zu deenen, déi elo soen, mir mussen nach eemol fënnf Joer waarden, oder mir mussen emol deem aneren eng Chance ginn. Fënnf Joer ass eng laang Zäit, och wann et der elo nach véier sinn. Ech mengen, hei si mer gefuerdert.

Mir sinn och net dat éischt Land, wat dee Wee beschreide wäert. D'Belsch huet dat gemaach. D'Belsch huet déi Definitioun d'ailleurs, déi een an der Proposition de loi vum Här Lux erëmfënnt. An déi Démarche, déi jo och schon - nach eemol - vum Conseil d'État approuvéiert ass, schéngt mer déi richteg ze sinn.

Dofir géif ech festhalen, datt ech mat de Sozialpartner en Échange wäert hunn, fir e Projet de loi ze maachen - an ech mengen, dee Projet de loi wäert relativ no bei deem leien, wat d'Proposition de loi Lux ons proposéiert huet -, an duerfir alles maachen, fir datt Mobbing net esou eng Aart obscure Kavaliersdelikt ass, mä datt mer déi Praxis effikass kënnen bekämpfen, an am Sënn vun enger positiver Condition de travail an de Betriber, nach eng Kéier, positiv Conditions de travail an de Betriber, d'ailleurs no dem Prinzip vun der Responsabilité sociale vun de Betriber.

D'UEL huet sech jo elo engagéiert op dee Wee, fir dee Label vu Responsabilité sociale ze kreéieren. An ech mengen, dozou gehéiert och de Kampf géint Mobbing, dozou gehéiert och e méi energiescht Virgoen géint déi Aktivitéit.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit. Elo kritt nach kuerz d'Wuert d'Madame Erziehungsministesch Mady Delvaux-Stehres.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Här President, ech wäert probéiere mech kuerz zefaassen, fir ze soen, dass d'Schoul de Mobbing net eréischt elo entdeckt, mä dass et säit Jore vill Projeten an de Schoule gëtt, déi dann Antimobbing- oder Antigewaltprojeten heeschen - sief dat psychesch oder physisch Gewalt. A wann een dat wëllt positiv dréien, dann nenne mer dat Éducation-à-la-paix-Projeten. Där gëtt et also ganz vill, an déi lescht Joren hunn déi sech multipléiert, déi Projeten, wat also och e Bewäis ass, dass dee Besoin an de Schoulen als méi staark emfonnt gëtt.

Ech ka se elo opzielen. Dat geet un eigentlech mat den UNESCO-Schoulen, dem Olymp um Lampertsberg; „Faustlos“ an der Stad Lëtzebuerg, iwwer Peace-Force-Peer-Médiatioun, wat praktesch an alle Schoule gemaach gëtt zesumme mam SNJ; „Mat Verstand ouni Fauscht“ zu Bascharage; „Ech an déi aner“; „Soziales Lernen“; „LEKO-Bausteine“; „Anti-Gewalt-Training“; Cyberbullying-Coolness-Training - also d'Lëscht ass ganz laang, an ech géif proposéieren, dass mer eng Kéier vläicht an der Chamberskommissioun eis géifen Zäit huelen, fir doriwwer méi am Detail ze kucken.

Mir wär et nach wichteg ze soen, dass mir och ganz vill Formatioun ubidden. An deem Schouljoer hate mer 44 Seminären iwwert deen do Sujet, déi vum SCRIPT organiséiert gi sinn an déi och gutt besicht waren. Mir hunn nach eng ganz Rei Publikatiounen zu deem Sujet, déi de Schoulen zur Verfügung stinn, a mir hu ganz vill Partner, déi mat eis dorobber schaffen.

Säit zwee Joer, oder spéitstens loosse mer soe säit mer d'PIRLS-Etüd kruten, wou jo erauskoum, dass eis Kanner zwar gutt kënnen liesen, mä dass de Schouklima eigentlech als net gutt emfonnt gëtt, hu mer natierlech och verstärkt um Schouklima geschafft. Do waarde mer elo an deenen nächste Wochen op e Resultat vun enger Etüd, déi CESIJE-Uni Lëtzebuerg gemaach huet. Net nëmme, fir feststellen, ob de Klima gutt oder schlecht ass, mä och fir ze identifizéieren: Wat mécht dann eng gutt Praktik aus, fir e gudde Schouklima ze kréien, respektiv wat soll een net maachen an enger Schoul, fir e schlechte Schouklima ze kréien? Mir waarden op déi Resultater.

An dann all d'Schoulen, all Grondschoulen, déi elo amgaange sinn, hir PRSen, déi eng hu se fäerdeg, déi aner sinn amgaange se fäerdeg ze maachen; do ass jo een Objektiv, dee sech ëmmer ëm d'Schouklima muss dréien. Wéi verbesseren ech de Schouklima?

Mir haten och am Abrëll eng Journée de réflexion, wou mer 50 Schoulleit a 50 Partner zesummen haten. Wann ech soen „mir“, dann ass dat, fir prezis ze sinn, de SCRIPT, deen déi Leit zesummegegruff hat. Wou se dann och deen - loosse mer soen - grouse Kader gesat hunn.

Selbstverständlech, an dat wäert jo kee wonneren, komme se zur Konklusioun, dass Preventioun vu Mobbing oder vu Gewalt, dat ass elo keen Zousazprogramm. Et ass net en Nieweprodukt, mä et ass indisponsabel, fir dass an der Schoul d'Atmosphär esou ass, dass ka geléiert ginn.

Zweetens däruf een net unique Evenementer maachen, hei e Projet oder do e Projet, mä dat muss en integraalt Element ginn an der Schoul. An et muss ee kontinuéierlech dru schaffen. Et ass net, dass een eemol e Programm huet, an dee wär fir ëmmer gutt, mä dat muss ëmmer weiterentwickelt ginn.

Mir plange fir den Oktober eng zweet Journée de réflexion, wou mer da géife probéieren, en Dokument erauszeginn, wat e Kader géif setzen, fir eben d'Schoulentwicklung, d'Schouklima ze verbesseren, wat dann all déi Ambitiounen do géif zesumme verbannen.

Mä ech denken, et wär vläicht interessant, an der Kommissioun eng Kéier am Detail méi iwwert déi Froen do ze diskutéieren.

Ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen der Madame Éducatiounsministesch e grouse Merci, datt se sech trotzdem nach esou genau un d'Zäit gehalten huet, och wann hire Kolleg Aarbechtsminister net méi ganz vill iwwreg geloos hat.

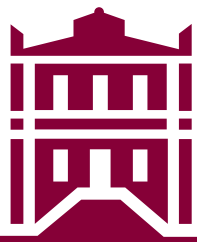
Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënn muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.06 heures)







## Sommaire

1. Dépôt d'une résolution par M. André Bauler
  - M. André Bauler
2. Débat d'orientation sur les propositions gouvernementales de maintien et de développement de la compétitivité et de l'attractivité générale du Luxembourg pour les acteurs économiques présents et pour les futurs investisseurs potentiels
  - Exposé: M. Jean-Louis Schiltz
  - Débat: M. Marc Spautz, M. Claude Meisch, M. Lucien Lux, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann, M. Lucien Thiel, M. Xavier Bettel (dépôt d'une motion), M. François Bausch, M. Jean-Louis Schiltz
  - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
  - Motion 1: M. Gast Gibéryen, M. Jean-Louis Schiltz, M. Xavier Bettel, M. Lucien Thiel
  - Vote sur la motion 1 (rejetée)
3. Résolution de M. André Bauler relative à l'analyse et à la discussion du harcèlement moral au sein de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et de la Commission du Travail et de l'Emploi et invitation aux réunions de commission des partenaires concernés et des experts
  - M. Lucien Lux, M. André Bauler
  - Vote sur la résolution modifiée (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank et Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

**(Début de la séance publique à 14.31 heures)**

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**(Négation)**

Ech géif dann, ier mer zur Orientéierungsdebatt kommen, nach dem Här Bauler d'Wuert ginn, dee wëllt nach eng Resolutioun déposéieren.

### 1. Dépôt d'une résolution par M. André Bauler

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hu gëschter am Kader vun enger Heure d'actualité de Sujet vum Mobbing diskutiert. Am Kader vun enger Heure d'actualité - dat heescht, mir haten net schrecklech vill Zäit, fir do déi Analys déif gräifend ze féieren. Et huet ee gemierkt an den Diskussiounen, datt de Wonsch ausgedréckt ginn ass, fir dat an déi respektiv Kommissiounen weiderzeginn. Dofir wëllt ech eng Resolutioun hei déposéieren, eng Resolutioun, déi zurzäit zwou Ënnerschrëften dréit an déi deenen anere Fraktiounen opsteet.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

**Résolution**

La Chambre des Députés,

- constatant que le problème du harcèlement moral (mobbing, bullying, cyberbullying, stalking) dans notre société touche un nombre croissant de citoyens et que les conséquences économiques et sociales de ce phénomène ne peuvent être ignorées;

- considérant que le harcèlement moral dans le monde du travail génère des coûts considérables et pour les entreprises et pour la Caisse nationale de Santé;

- constatant que le Gouvernement avait annoncé en février 2009 de mettre en œuvre un plan d'action national dans la lutte contre le harcèlement moral;

- considérant que le harcèlement moral dans les écoles fondamentales et dans les lycées se présente sous différentes facettes et suscite

des tensions graves hypothéquant sérieusement le climat scolaire;

décide

- d'analyser et de discuter de manière plus approfondie le sujet du harcèlement moral dans le cadre de réunions de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi que de la Commission du Travail et de l'Emploi;

- d'inviter à ces réunions les partenaires concernés et des experts afin d'indiquer des pistes, voire de formuler des mesures concrètes permettant de lutter plus efficacement contre le problème du harcèlement moral, en particulier dans le monde du travail et en milieu scolaire.

(s.) André Bauler, Eugène Berger.

(La résolution n'ayant porté que deux signatures lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par MM. Claude Adam, André Hoffmann et Fernand Kartheiser.)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bauler. Mir kommen dann elo zur Orientéierungsdebatt iwwert d'Propositionen vun der Regierung fir d'Erhalen an d'Weiderentwécklung vun der Kompetitivitéit an der Attraktivitéit vu Lëtzebuerg fir Investisseuren. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Meisch, Lux, Kox, Henckes, Hoffmann an Thiel. An d'Wuert huet elo den honorabele Vertrieeder Jean-Louis Schiltz vun der CSV-Fraktioun. Här Schiltz, Dir hutt d'Wuert.

### 2. Débat d'orientation sur les propositions gouvernementales de maintien et de développement de la compétitivité et de l'attractivité générale du Luxembourg pour les acteurs économiques présents et pour les futurs investisseurs potentiels

**Exposé**

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Mount Abrëll am Kader vun der Tripartite huet d'Regierung 65 Propositionen op den Dësch geluecht, deenen hiert Zil et ass, fir d'Kompetitivitéit vum Land ze verbesseren. Meng Fraktioun huet gëschter 20 respektiv 21 Propositionen op den Dësch geluecht. Ech kommen op déi selbstverständlech haut hei zréck, an déi

aner zwee Riedner vun der CSV, déi Häre Spautz an Thiel, och.

Mir mengen, datt et wichteg wär, datt vum Hannergrond vun esou enger kruzialer Fro all Fraktioun sech hei géif eng éischte Kéier positionéieren, wuelwëssend, datt déi Kompetitivitéitsdebatt net haut ufänkt, wuelwëssend, datt se net haut ophält.

Wa mir 21 Propositionen gemaach hunn, da sinn déi Propositionen och an engem gewëssene Sënn eng Appréciatioun vun deene Propositionen, déi d'Regierung am Abrëll op den Dësch geluecht huet. Ier ech zu där éischter Serie vun deene Propositionen kommen, erlaabt Der mer de Kader vun där Debatt hei an och de Kader vun der Kompetitivitéitsproblematik kuerz ze tracéieren.

Déi éischt Fro, déi ee sech muss stelle vum Hannergrond vun deem, wat an deene leschte Méint geschitt ass: Firwat waarden? Firwat net d'Saachen elo ëmsetzen? Déi Propositionen, déi 65, ginn op de Mount Abrëll zréck. Eng Rei vun hinne sinn nei. Eng Rei anerer si manner nei. Eng Rei anerer si scho vill, vill méi laang bekannt. An d'Enjeuen, denken ech, sinn och bekannt. Dofir fannen ech et normal, datt spéitstens e bësse méi wéi zwee Méint no deem déi Propositionen op den Dësch geluecht gi sinn an der Tripartite, och d'Chamber sech mat deenen ausenanersetzt. Dofir fanne mir, datt elo dee richtigen Zäitpunkt ass, fir déi Debatt hei ze féieren.

Et ass esou, datt, wann een d'Kompetitivitéitssituatioun vun eisem Land kuckt, et näischt bréngt, fir op Zäit ze spillen, well d'Zäit, déi spillt géint eis. Et ass elo, wou muss eppes geschéien, an net waarden. Dat heescht, fir d'Éischt emol déi Saachen ëmsetzen, déi kloer sinn an op deenen elo scho Konsens besteet. An dat sinn der ganz vill.

Ech sinn am Iwwregen iwwerzeegt dovunner, datt d'Regierung schonn amgaangen ass säit deem Mount Abrëll, dee Plang, déi 65 Propositionen zu engem groussen Deel ëmzesetzen. Ech erwaarde mer dofir haut vun der Regierung, dass se eis Informatiounen gëtt iwwert den Ëmsetzungstand vun deene 65 Propositionen.

Ech erwaarde mer och eppes Zweetes: Vu datt déi Propositionen elo schonn iwwer zwee Méint um Dësch leien, erwaarden ech mer, datt d'Regierung eis en Zäitplang virleet, wat d'Ëmsetzung vun deene Propositionen ubelaangt. Ech géif mer wënschen, datt deen Zäitplang e konkreten Zäitplang wär an net en Zäitplang, dee sech géif drop beschränken ze erklären, datt d'Aarbechten amgaange sinn oder datt een amgaang ass, sech Gedanken iwwer verschidde Sujeten ze maachen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Net waarden, heescht awer och, datt et elo Zäit ass, iwwer eng Rei Propositionen, déi nach net esou wäit gedié sinn, datt se kënnen ëmgesat ginn, ze diskutéieren. Dat ass insbesondere wouer fir déi Propositionen, déi fir deen een oder deen anere vläicht e bësse méi komplizéiert sinn.

**(Hilarité)**

Mä firwat dat alles elo maachen? Firwat dat alles elo maachen, gesäit een, wann een d'Situatioun vun eiser Kompetitivitéit analyséiert. Ech hunn hei de 6. Mee am Kader vum État de la nation am Detail d'Analys vun der CSV-Fraktioun duer geluecht, wat an eisen Aen de Kompetitivitéitsproblem ubelaangt, dee mer hei am Land hunn, wat en zolitte Problem ass.

Dir erënnert lech och, datt e puer Deeg drop de Statec eng Rei Aussoen zur Kompetitivitéit gemaach huet, an déi sinn och an déi nämlechte Richtung gaangen am Iwwrege wéi dat, wat ech hei de 6. Mee am Numm vu menger Fraktioun gesot hunn. De Kolleg Spautz wäert op déi Aspekter herno nach eng Kéier agoen.

An och, wann an Zwëschenzäit deen een oder deen anere Liichtbléck komm ass, dann ännert dat awer näischt un der Grondproblematik; dat ännert näischt um Fait, datt mer e grouse Kompetitivitéitsproblem hunn. A wann een déi Liichtblécker och kuckt, da muss ech soen, an ech schwätzen haut net Englesch, mä Franséisch: Une hirondelle net fait pas le printemps.

Waarden, dat wär e bësse wéi de Patient, dee mat 39 Grad am Bett läit an dee Féiwer huet an deen d'Medikamenter niewent dem Bett stoen huet an dee seet: „Ech huelen déi elo emol net, well muer geet et vläicht besser.“ Wann et em seng eege Gesondheet geet, da kann een dat do maachen. Mä wann et em d'Kompetitivitéit vun engem ganze Land geet, da kann een dat net maachen, da muss een agéieren, an da mussen och Fakte geschäfe ginn,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- ...wat d'Ëmsetzung ubelaangt.

Zweet Observatioun, wat de Kader ubelaangt: Mir deelen déi Ziler, déi vun der Regierung virgi sinn, a mir deelen och d'Zilrichtung vun deene 65 Proposen.

Wann Der déi éischt Säit kuckt vum Pabeier vun der Regierung, da gesitt Der, datt et drëm geet, net d'Kompetitivitéit ze verbessere fir de Pléséier, d'Kompetitivitéit ze verbesseren. Et geet eis als CSV-Fraktioun och net drëm, fir d'Kompetitivitéit ze verbessere fir de Pléséier vun der Kompetitivitéit. Mir si keng Kompetitivitéitsfetschisten a mir gesinn d'Kompetitivitéit och net als e Selbstzweck. D'Kompetitivitéit huet am Dëngscht vum Mënsch ze stoen. Si erlaabt eis, dee Liewensniveau, dee mer hunn, ze halen. Si erlaabt eis, Politiken ze konzipéieren am Sënn vun der sozialer Kohesioun, an déiselwecht Politiken och ëmzesetzen. Dat sinn déi Ziler, déi een an anere Wieder op der Säit 1 vun der Regierung um Pabeier erëmfënnen.

Wat d'Zilrichtung vun deene 65 Propositionen ubelaangt, muss ech och einfach soen, datt déi Zilrichtung an eisen Ae stëmmt. Déi Propositionen allerdéngs wäerten hire ganze Wäert nëmme kréien, wa se och ëmgesat ginn a wa se zügeg ëmgesat ginn.

Dat bréngt mech zu de Propositionen vun der CSV-Fraktioun. Net all déi Propositionen, déi mir gemaach hunn, sinn nei. Et sinn och ganz oft Propositionen, déi sech ganz no un déi eruleeën, déi vun der Regierung virgeluecht sinn. Et sinn der och, déi textuell iwwerholl sinn. Anerer si lücht ofgeännert par rapport zu deene 65. A virun allem ass dat, wat mer virgeluecht hunn, déi 20 Propositionen, keen exhaustive Kompetitivitéitspak. Mir wollten a mir wëlle mat deenen 20 Propositionen e Bäitrag zur Diskussioun leeschten.

Wann Der déi 20 Propositionen kuckt, gesitt Der zum Beispill, datt mer eis net am Detail mat der Industriepolitik beschäftegen. Och dat wär en Débat à part wäert. Wann Der déi 20 Propositionen kuckt, gesäit een och zum Beispill, datt mer net am Detail oder net op alle Punkten am Detail op d'Mëttelstandspolitik aginn. Och dat wär en Débat à part wäert. Eis Propositionen orientéieren sech gréisstendeels un der Kompetitivitéit, wat déi international Ausrichtung ubelaangt.

Eis Propositionen sinn an eisen Ae konkret Propositionen, a virun allem si se an eisen Ae kuerzfristeg ëmsetzbar. Wa mer déi Propositionen, déi 20, innerhalb vun engem Joer ëmgesat kréichen, jo dann ass et eis Iwwerzeugung, datt dat der Kompetitivitéit hei am Land géif en zolitte Schub ginn. An all déi Propositionen sinn innerhalb vun engem Joer ëmzesetzen. Dofir, vu datt mer eis op déi Zäitche vun engem Joer gestallt hunn, ass et och normal, datt dee Pak, dee mer proposéiert hunn, déi 20 Mesuren, datt dat och keen exhaustive Pak ass. Dofir sinn déi Propositionen och absolut komplementär zu deene 65 vun der Regierung. Mä virun allem kéinte mer séier un d'Ëmsetzung goen.





Ech weess, datt schonn eng Rei vun deenen och amgaange sinn, ëmgesat ze ginn. Et geet an eisen Aen elo drëm, fir de fënnefte Gank anzuschalten. Kompetitivitéit ass eng Fro, wou mer net nach kënnen laang waarden. Mir musse se haut an Ugrëff huelen. Ech weess, datt vill Ministere concuërenz sinn, an dofir sëtzen der och haut vill op der Regierungsbänk.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir maachen haut hei 20 Propositionen. Ech maachen der sechs vu menger Säit aus; de Kollege Spautz a senger Eegeschaft als Vizepräsident vun der CSV-Fraktioun mécht der siwen; de Kollege Thiel déi lescht siwen. De Kollege Thiel ass de Moment virgesinn als dee leschte Riedner. Et wär mir léif, wann e kéint direkt nom Kollege Spautz schwätzen. Ech insistéieren awer net dorobber. Ech iwwerloossen lech dat, wéi Der dat wëllt organiséieren. Mä da wärend déi 20 Propositionen am Detail hei presentéiert.

#### (Interruptions et hilarité)

20 oder 21 Propositionen. Dat ass eng Fro, déi eng Rei Leit beschäftegt, an et ass eng Fro, déi mer och selwer provozéiert hunn, well mer nämlech och gesot hunn, mir géifen 20 oder 21 Propositionen maachen. Eigentlech sinn et der haut nëmmen 20. Well déi 21., déi hu mer de 6. Mee gemaach, an dofir brauche mer se haut net nach eng Kéier ze maachen. Déi bleift selbstverständlech bestoen. Déi bleift onverännert bestoen. Déi 21., déi kennt Der, dat ass déi 49. vum Pabeier vun der Regierung.

Ech liesen lech just ee Saz vir: «...revoir le système en place relatif à l'indexation des salaires et notamment la modification du panier de référence...». Dat soen net ech, dat seet d'Regierung, dat seet de Wirtschaftsminister. Meng Fraktioun ass selbstverständlech domadder d'accord.

An eis Position, wat dat do ubelaangt, ass och kloer. Ech hu se de 6. Mee hei am Numm vun der Fraktioun a fënnef, sechs Punkten duergeluecht.

Ech wëll déi fënnef, sechs Punkten hei rappeléieren, andeem ech zitieren, wat ech deemools gesot hunn: „Éischtens, mir wëllen eng Diskussioun iwwert d'Aart a Manéier, wéi den Index an dëse Krisenzäiten ze regelen an ze reguléieren ass. Zweetens, mir hätten am léifsten, wann en Accord dozou bis an den Hierscht géif fonnt ginn; e soll spéitstens bis am Dezember Form unhuelen. Drëttens, dësen Accord sollt Substanz hunn. Véiertens, mir si flexibel, wat d'Modalitéiten ubelaangt: Pétrolspräisser oder Deckelung vum Index. Mir wäerten eis och all aner zilföhrend Propositionen konstruktiv ukucken. Fënneftens: Nächst ze maachen an deenen nächste Méint, ass fir eis keng Optioun,..."

Dat ass dat, wat ech de 6. Mee gesot hunn, dat ass dat, wat an eisen Aen och haut nach géllt. An anere Wieder ausgedréckt: Mir hätte gären eng Léisung, fir deem Index a Krisenzäiten en neit Gesiicht ze ginn. Mir si flexibel, wat d'Modalitéiten ubelaangt. Et ass schonn e bësse méi reng wéi déi, déi heiansdo einfach esou behaapten, d'CSV wär fir de sozialen Index. Dat Ganz, déi Position, déi ech elo virun zwou Minutten hei zitieret hunn, ass e bësse méi subtil, léisst eng Rei Dieren op, ass selbstverständlech och nach ze diskutieren. Mir hunn och gesot, mir géifen all aner Propositionen, déi zilföhrend wärend, eis gäre mat ukucken.

Dat Ganzt ass also e bësse méi subtil. Mä wien interesséiert sech haut scho fir Subtilitéit?

Ausserdeem ass d'Zäitschinn eis wichteg. D'Kris féint elo statt. Si féint haut statt, net muer, net iwwermuer. A well ech vun der Zäitschinn schwätzen, wëll ech och nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, wat ech de 6. Mee zur Zäitschinn gesot hunn, nämlech Folgendes hunn ech de 6. Mee gesot, wat d'Zäitschinn ubelaangt: „Ech wëll lech soen, datt ech net ganz richtig verstinn, firwat mer bis an den Dezember era brauchen, fir en Accord ze fannen. Firwat net schonn am Juli, firwat net schonn am September?“

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- An dann, Här President, eng lescht Remarque zum Index. Wann ee sech d'Diskussioun

vun der Kompetitivitéit hei am Land ukuckt, da mengt een, „Kompetitivitéit ist gleich Index“ an „Index ist gleich Kompetitivitéit“. Sécher, den Index ass e wichtige Facteur an deem Beräich. Mä et ass ee vu villen. Et ass net deen eenzeg.

Deen, dee mengt, mir hätten op eemol kee Kompetitivitéitsproblem méi, wa mer als eenzeg Mesure - ech betounen: als eenzeg Mesure - eppes géifen um Index maachen, deen iert sech. Deen, deen awer mengt, mir kéinten eise Kompetitivitéitsproblem léisen, ouni iergendeppes um Index ze maachen, deen iert sech och. Déi zwee Sätz, déi ech elo gesot hunn, ginn zesammen, deen een ass ouni deen anere kaum eppes wäert, an deen aneren ass ouni deen ee kaum eppes wäert. Esou vill zu där 21. Proposition vum 6. Mee.

Wat déi 20 Propositionen ubelaangt, esou beschäftegt déi éischt sech mam Accueil vun den auslänneschen Entreprene. Mir sinn der Meenung, datt do vill Efforté gemaach gi sinn. Mir sinn der Meenung, datt een dee System nach kéint stärken. Mir hu probéiert, dat auszedäitschen, wat als Guichet unique dobausse bekannt ass. Dovun ausgehend, datt keen alles kann, ass et eis Meenung, do misst ee Coordinateur pro Secteur agesat ginn, datt d'Leit och wéissen, u wie se sech géife wënnen, zum Beispill am Beräich vu Sciences de la vie. Dat soll och no bausse bekannt gemaach ginn. Et gëtt jo Leit, déi sech ëm déi verschidde Secteure këmmen. Et muss een et no bausse bekannt maachen. A fir datt d'Leit da bei déi Spezialiste kënnen orientéiert ginn, bräichte mer och eng Gare de triage, eng sougenannten Anlaufstelle, déi da kéint d'Leit orientéieren a soen, wou se hinzugehen hunn.

Dann hu mer och am Beräich vun dem Accueil vun den Entreprene eng Rei récurrent Problemer, déi ëmmer erëmkommen, wou ech weess, datt d'Regierung an insbesondere de Wirtschaftsminister vill Efforté gemaach hunn. Dat sinn d'Schoulen. Wann nei Leit an d'Schoul kommen, hu se récurrent Problemer, fir hir Kanner an d'Schoulen ze kréien. Dat ass alles, wat mat Verbindungen, Flugverbindungen ze dinn huet. Och do, mengen ech, misst een deene Problematiken, wann Der esou wëllt, e Gesiicht ginn, andeem ee géif een designéieren, dee sech spezifesch och dobausse géif dorëmmer bekëmmen.

Mir hu probéiert iwwert dee System, oder mir mengen iwwert dee System vu Coordinateuren, déi sech géifen ëm déi spezifesch Secteure bekëmmen, vun enger globaler Anlaufstelle, plus vu Leit, déi sech géifen ëm déi spezifesch Problemer këmmen, dat Ganzt no bausse ausgewisen, datt dat eng ausgedäitschte Versioun vun deem Guichet unique kéint sinn. Ech mengen, mir sinn net wäit ewech do vun deem, wat d'Regierung schonn amgang ass ze maachen. Ech mengen allerdéngs, datt een do elo misst e Schrëtt méi wäit goen.

Mir begréissen et och, datt d'Regierung sech als eent vun den Ziler gesat huet, fir d'zentral Funktiounen vun internationalen Entreprene hei zu Lëtzebuerg unzesidelen. Historesch Beispiller sinn SES an RTL. Méi rezenter Vodafone an anerer. Et ass also eng Politik, déi et gëtt, zum Deel. Déi Politik kéinte mer - an do ass jo de Wille vun der Regierung - méi verstärkt maachen, wann ee géif eng Rei vun Obstaclen do eliminéieren. Dat éischt huet mat der Structure d'accueil ze dinn, dovunner hunn ech geschwat.

Dat zweet ass e ganz spezifesch Problem, dat ass déi leideg Konnexiounsfro mat London Heathrow. Ech weess, datt de Wirtschaftsminister do keen Désaccord mat mer huet. Et ass einfach nun emol esou, datt d'Amerikaner iwwer London Heathrow erafléien an Europa. Och wann elo d'Icelandair eng direkt oder quasi direkt Linn no New York gemaach huet, bleift et dann esou, datt vill Amerikaner iwwer Heathrow erafléien. Dofir menge mer, datt een au besoin iwwert de Wee vun engem Service public déi Linn erëm schnellstens misst aféieren.

Da menge mer och, datt ee sollt op de Wee goen, fir deenen, déi hei op Lëtzebuerg kommen an déi massiv Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg schafen, och dat iwwer eng Rei Incitanté méi schmackhaft ze maache respektiv e System en place ze

setzen, fir et méi korrekt auszedrécken, e System en place ze setze vun enger Rei Incitanten, insbesondere fiskaler Natur, fir déi Dirigeanten, déi op Lëtzebuerg kommen an déi 300 oder 200 Aarbechtsplaze schafen.

Ech plädéieren hei net fir e spezielle Regime, mä ech mengen, datt ee soll op de Wee goen, fir zum Beispill, datt een, wat d'Käschten, déi déi Leit hunn, wat d'Schoul vun hire Kanner ubelaangt, oder d'Käschten, déi se hunn doduerjer, datt se sech hei zu Lëtzebuerg niddleoossen, datt een déi méi wäit ofsetzbar géif maachen, wéi se haut ofsetzbar sinn. Dat heescht alles Frais d'obtention.

Ech mengen, do kéint een eng Rei Saache maachen, fir dat méi favorabel ze maache fir déi Dirigeanten, an datt een op deem Wee géif indirekt unerkennen, datt hei zu Lëtzebuerg Aarbechtsplaze géife geschafe ginn. Dat kascht net vill, mä dat géif awer an eisen Aen eppes bréngen. Et kéint ee sech zum Beispill virstellen, datt méi massiv wéi bis elo alles, wat mat Plënnere verbonnen ass, an déi Frais d'obtention mat erageholl gëtt, à condition datt Aarbechtsplaze geschafe ginn an erhale ginn.

Ech soen et nach eng Kéier: Ech plädéieren net fir e spezielle Regime, wou alles op d'Kopp gehäit gëtt. Mä ech mengen, datt een do un zwou, dräi Schrauwe kéint dréien, soll dréien, muss dréien, fir d'Saache besser ze maachen. Et geet drëm, fir déi Fraisen, déi domadder verbonne sinn, datt déi Leit op Lëtzebuerg hei kommen, steierlech méi positiv wéi an der Vergaangenheet ze begleeden.

Déi drëtt Proposition ass déi vun dem Bon usage des consultants an der Promotioun. Dat ass eng Fro, déi och sech net an dräi Minutten ofhandele léisst. Ech probéieren, et awer esou kuerz wéi méiglech ze maachen.

Et ass gutt, wann een de Privatsecteur an d'Promotioun mat abënnt. Et begéint een der awer ëmmer erëm, déi nächst Besseres am Kapp hunn, wéi op Lëtzebuerg ze kommen als Consultanten an déi da soen: „Wat maacht Dir hei?“ Déi komme genau kucken, wat mir maachen, insbesondere wat d'Subventiounen an d'Steieren ubelaangt. Da gi se an Irland, da soe se deenen: „D'Lëtzebuurger maachen dat an dat. Maacht Dir e bëssen d'Saache besser.“ Dann drainéiere se all déi Entreprene, mat deene se a Kontakt sinn, an Irland. Wa se dann an Irland sinn, komme se op Lëtzebuerg erëm, dann erkläre se de Lëtzebuurger: „D'Ire sinn amgaangen, dat an dat ze maachen. Kënnt Dir et net erëm e bësse besser maachen?“ An esou geet dat da weider erof.

Ech mengen, dat ass eppes, wat een net soll maachen. Dofir si mir duerchaus d'accord a fannen et eng gutt Iddi, fir verstärkt op d'Consultanten zréckzegräifen, wéi dat am Pabeier vun der Regierung steet. Mä et soll een ophéieren, datt esou Leit eng Avenue gemaach kréien, déi weider nächst am Kapp hunn, wéi d'Saache sech no ënne bewegen ze loossen an eng Juridictioun géint déi aner auszespillen. Dat bréngt nächst.

Ech weess, datt och do schonn an de leschte Joren, an de leschte Méint dergéint gewierkt ginn ass. Mä ech mengen, et war wäert, dat och eng Kéier vun dëser Plaz aus hei an aller Daitlechheet ze soen.

Mir mengen, véiertens, datt een de Secteur vun den elektronische Kommunikatioun misst pérenniséieren, andeem een den Infrastrukturprogramm, deen de Minister Biltgen ënner senger Fuchtel huet, weiderféiert; och andeem een novatrice Initiative mécht an deem Beräich. All déi Saache sinn amgang. Si mussen och schnell ëmgesat ginn.

An deem Zesammenhang kommen ech och net derlaanscht, fir an Erënnerung ze ruffen, datt, wat déi TVAs-Geschichten ubelaangt am Hibleck op 2015 an duerno, an deem europäeschen Text eng Clause de rendez-vous steet. Wat heescht dat? Dat heescht, datt deen Text, wann en esou géif ëmgesat ginn, wéi en elo dosteet, no 2015 géif zu massive Steueraboussen am TVA-Beräich hei zu Lëtzebuerg féieren.

Et muss ee wëssen, datt an deem Text drasteet, datt 2014 nach eng Kéier gekuckt gëtt, ob déi Dispositionen dem politesche Wëllen zu deem Moment entsprechen an

och ob dat Ganzt machbar ass. Ech zitieren de mémoire. Mir mengen, do misst een den Hiewel uezeten an eng Strategie ausschaffen an och ëmsetzen, fir ze probéieren, dat op d'mannst nach eng Kéier a Fro ze stellen.

An do gëtt et eng Rei Elementer. D'Europäesch Kommissioun huet beispillsweis am Hierscht en Text proposéiert, wou se seet, datt all Konsument muss un all Service am elektronischen Handel Accès hunn a ganz Europa. Dat heescht, jiddwer Konsument, an egal wat fir engem Land vun der Europäescher Unioun e sëtzt, muss kënnen iwwert den Internet kafen an engem aneren europäesche Land. An do ginn da 15, 20 Mesuren opgezielt, wat d'Barrière sinn, déi missten ofgeschafft ginn.

Or, wann et ëm d'Fiskaliteit geet, ëm d'TVA, da féint een nächst méi an deem Pabeier. Et wier an der Logik vun der Saach, well et ass och net am Konsument sengem Intérêt, datt en ëmmer muss en fonction vun deem Land, wou e bezilt, déi TVA muss bezuelen, déi an deem Land gangbar ass, wann een och an der TVA géif déi Prinzipien unwenen, déi d'Kommissioun jo scheinbar an anere Beräicher unwennt, an also weider géif mat deem System fueren, dee bis elo bestanen huet, nämlech, datt d'TVA do akasséiert gëtt, wou d'Entreprise, déi d'Saache verkeeft, hire Siège huet.

Mir mengen also, datt do eng Rei Upake wärend, wourauser ee kéint eng Strategie ofleeden an och a Gesprécher komme mat der Kommissioun an deenen anere Länner, fir datt d'TVA an Zukunft net am Land vum Konsument erhuewe gëtt, am Intérêt vum Konsument an awer och am Intérêt vun deene klengen Entreprene. Well déi Disposition geet décidément géint déi Kleng- a Mëttelbetriber, well déi Kleng- a Mëttelbetriber sinn net à même, 27 TVA-Systemer ze géréieren. Dat als zweet Argument an als zweete Grond.

Fënneft Proposition: Mir mengen, datt een den „Ruling“ am fiskale Beräich net soll weider reglementéieren. Den „Ruling“ ass an eisen Aen, soll an eisen Aen a muss an eisen Aen eng Interpretatioun vum Gesetz si vu Säite vun der Steierverwaltung, déi am Virfeld virgeholl gëtt, ier Problemer do sinn. Mir mengen, dat wär e System, dee géif fonctionnéieren. Mir mengen, dat wär e System, deen ee soll bäibehalen. Et ass gutt, datt am Sënn vun der Sécurité juridique déi eng Fro hunn, vun der Steierverwaltung oder vun de Steierverwaltunge kënnen gesot kréien, was Sache ist. Mir mengen net, datt een dat misst weider reglementéieren par rapport zu deem, wat am Moment hei besteet.

Sechst Proposition a lescht Proposition vu menger Säit aus: Mir sinn der Meenung, datt dee fiskale Regime am Beräich vun der Propriétaire intellectuelle, dee gutt Resultater bruecht huet, deen an der leschter Legislatur vum Wirtschaftsminister agefouert ginn ass, datt dee soll weidergefouert ginn. Datt mer sollen eng Diskussioun féieren driwwer, wéi mer dee System nach kënnen besser maachen. Datt een zum Beispill soll kucken, ob mer dee System net och kéinten op d'Droit-d'auteurs ausdehnen an esou nei Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg usidelen.

Dat ware vun CSV-Säit d'Propositionen 1 bis 6. Mäi Kollege Spautz presentéiert lech elo 7 bis 13.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Schiltz. Als nächste Riedner hunn ech den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

#### Débat

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro vum Kompetitivitéitsniveau vu Lëtzebuerg ass eng ganz komplex, an d'Meenunge ginn an dësem Punkt ganz wäit auserseen. Déi eng soen, mir hunn nach keng Kris. An anerer, déi soen, jo, et ass Kris, awer mir spiere se nach net. Dës Fro ass awer allerdéngs ganz wichteg fir eis Economie, dass mir eis mat dëser déif gräifender Thematik



auserneesetze mussen. Wann nach ëmmer Leit hei am Land mengen, mir wieren net an enger Kris, da soen ech, dass déi laansch d'Realitéit liewen.

**(Interruption)**

D'Kompetitivitéit...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Wou ass den Här Weber?

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Ma, wann Der gären den Här Weber fro, musst Der en herno froen, wann en hei ass.

► **Une voix.**- Neen, muer de Moien!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- D'Kompetitivitéit seet vill iwwert den Zoustand vun engem Land aus, iwwert déi ekonomesch Aktivitéit, d'Kreatioun vun neien Aarbechtsplazen an de Wuelstand vun enger Gesellschaft. Eise Kompetitivitéitsniveau ass trotz der Finanz- a Wirtschaftskris nach héich, wann een e mat deem vu villen aneren europäesche Länner vergläicht.

Dat erkläert sech an éischter Linn duerch dat staarkt Gewiicht, wat de Finanzsecteur an eiser Economie duerstellt. Mir wëssen, dass eis dynamesch Finanzplaz an hir Aktivitéiten eis Economie an de Wirtschaftswuesstum an engem gehéierege Mooss beaflossen, well si droen nämlech bis zu engem Dréttel vun eisem PIB bäi. D'Kris huet deemno nach eng Kéier op frappant Manéier verdäitlecht, wéi staark mir vun der Bankeplaz ofhänken.

Wann een also de Finanzsecteur aus dem Kompetitivitéitsbild eraushält, da gesäit d'Situatioun a Saache Kompetitivitéit guer net méi esou roseg aus. A wann ee sech da virstellt - wat jo bäi Wäitem net auszuschléissen ass -, dass d'Zukunft vun eiser Bankeplaz alles anescht wäert wéi e grouse Boom ginn, da muss een och sech bewosst sinn, dass dat e schlecht Zeechen ass fir d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg.

Dëst alles sinn awer keng nei Feststellungen, well souwuel den Observatoire vun der Kompetitivitéit wéi och de Wirtschaftsminister selwer weisen ëmmer erëm op de Wettbewerbsverfall an een domadder verbundene Verloscht vun der Lëtzebuurger Economie hin. Dëse Verloscht dréit och zum Ofbau vun deenen dréngend gebrauchten Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg bäi.

Zu deemselwechte Constat kommen iwwregens och eng ganz Rétsch vun international renomméierten Institutier respektiv d'OECD oder d'Weltbank, fir nëmmen déi ze nennen. Och wann hir Resultater vu verschiddeenen Acteuren am Land kritiséiert ginn - ech soen och riicht eraus, ech sinn och net mat allem averstanen, wat se schreiwen -, esou ass et awer kloer, dass all déi Rapporten international Bueechung fannen, ob mir dat elo wëllen an ob dat eis gefält oder net, an dass déi Rapporten, well se international zougänglech sinn, och dann op d'Situatioun vu Lëtzebuerg hiweisen. Duerfir ass et och wichteg, dass mir reagieren.

Mir als CSV-Fraktioun deele viles, awer och net alles vum Inhalt vun deenen Analysen a sinn der Meenung, dass mir zum Beispill e Kompetitivitéitsproblem hunn an dass mir méi deier a manner flexibel si wéi verschidde Konkurrenten. Mir sinn heime allerdéngs net eleng mat eiser Meenung. Och d'Regierung gesäit dat esou an huet duerfir am Kader vun der Tripartite déi 65 Moosnamen, Iddien a Piste virgulecht, iwwert déi mir haut schwätzen.

Mir deelen, wéi gesot, d'Grondausrichtung an d'Zilsetzung vun de meeschte Proposen, vun deenen der iwwregens eng ganz Partie deckungsgläich mat dem CSV-Wahlprogramm sinn. Ech denken do zum Beispill un d'Diversifikatioun a Richtung Biomedezin, Ekotechnologien oder verbessert Rahmbedéngungen an Ennerstüzungsméiglechkeete fir d'Kleng- a Mëtzelbetriber.

Här President, d'Attraktivitéit vun engem Land ass enk u seng Kompetitivitéit geknappt a vice versa. Allerdéngs geet de Fait, just eng wettbewerbsfäeg Wirtschaft ze hunn, nach laang net méi duer, fir nei Investisseuren op Lëtzebuerg ze zéien. Au

contraire, mir musse potenziell Investisseuren op Lëtzebuerg lackelen, hinnen eis Virdeeler positiv duerleeren an hinnen dofir virun allem och dat richteg Ëmfeld zur Verfügung stellen; en Ëmfeld, dat eis vun anere Länner ënnerscheet.

Mir mussen e Kader stellen, deen et op anere Plazen an der Welt net gëtt. Et sinn dat déi sougenannte Standuertvirdeeler wéi zum Beispill e kompetitiiv steierlecht Ëmfeld, e betriebsfrëndlech Klima, héich qualifizéiert Personal, eng grouss Liewensqualität, stabil politesch Verhältnissen an eng gesond sozial Kohesioun.

Zur Kompetitivitéit gehéieren ausserdeem och modern an zukunftsorientéiert Infrastrukturen. Duerfir si mir der Meenung, dass an Zukunft Prioritéit op Infrastrukturprojete geluecht misst ginn, déi eng Utilitéit um internationalen Niveau respektiv um Niveau vun der Groussregioun hunn. De Bau vu lokale Monumenter an Zäite vu knappe Keesen ass, sou leed et mer och deet, emol bis op Weideres eriwwer.

Sou muss zum Beispill weiderhin d'Prioritéit op de konsequenten Ausbau vun den IT-Infrastrukture wéi Datenzentren - net méi spéit wéi de leschte Méindeg ass een ageweit ginn -, Glasfaserleitungen oder och d'Infrastrukture vun dem Logistikbereich geluecht ginn. Ech weess, dass de Minister Biltgen, wat d'Datenzentren ubelaangt, amgaang ass drun ze schaffen.

Och d'Telekommunikationsweeër musse méi séier a besonnesch fiabel ginn. Oder fannt Dir et normal, dass mer nach ëmmer kee flächendeckende GSM-Réseau hunn? Well nach ëmmer mer ganz vill Problemer hunn, wa mer mam GSM ënnerwee sinn, ob dat op der Tréierer Autobunn ass, op der Streck Koplescht op Miersch, Autobunn Esch-Lëtzebuerg, op der Héicht vu Leideleng, am Uelzechtall, am Gréngwald. Mir hunn den Usproch, an der IT zum Spätzepeloton ze zielen. Mir bréngen et awer net fäerdeg, dass eis Leitungen och dat halen.

Des Weidere musse fir de Sektour vun de Bio- an den Ekotechnologien souwéi am Beräich vun der Technologie de la Santé ebenfalls géeeent Infrastrukture geschafe ginn. Op dës Beräicher kënn mä Fraktiounskolleeg, de Lucien Thiel, a senger Interventioun nach méi am Detail ze schwätzen.

Mir mussen am grouse Ganzen d'Modernisatioun vun eise wirtschaftlechen an techneschen Infrastrukture weiderdreiwen am Déngscht vun eiser Economie.

Heizou gehéiere sécherlech och d'Qualitéit vun eisen Transportinfrastrukturen, well si droen zur Kompetitivitéit an der wirtschaftlecher souwéi industrieller Entwécklung vun eisem Land bäi. Den Akzent muss hei an eisen Aen op de Schinneverkéier geluecht ginn. Virun allem mussen déi international Verbindunge mat Däitschland a mat der Belsch däitlech verbessert ginn. Wichteg ass fir d'Zukunft, dass vun der däitscher Säit aus onbedéngt déi néideg Moderniséierung schnellstens an d'Weeër geleet ginn, fir dass mer e séieren Accès hunn un dat däitscht ICE-Netz.

Dat ass fir eis eng absolut Prioritéit, an duerfir ass et och gutt, dass sech am März, wou d'Madame Merkel hei war, konnt drop géeneegt ginn, d'Verbindungen no Däitschland opzematzen.

D'Ubannungen u Frankräich sinn a leschter Zäit wesentlech verbessert ginn a fir de Moment ginn nach weider zousätzlech Capacitéite geschaf. Nodeel ass zwar de Moment, dass op der Streck vun Esch Re-tarde stinn, mä duerch d'Entwécklung vun der Beetebuurger Streck misst dat sech jo och verbessern.

Wat d'Ubannung mat der Belsch betrëfft, sou wëlle mer, dass d'Realisierung vum Projet Eurocap-Rail esou séier wéi méiglech an Ugrëff geholl gëtt. Eng séier, der Demande entsprechend an adaptéiert Verbindung...

**(Interruptions)**

Oh, wësst Der, hei si Leit, déi schwätzen hei wéi grouss Düsenjäger, a wa se an der Majoritéit an hirer Gemeng sinn, da sinn et kleng Segelfliger. Also, ech verstinn net, firwat et net méiglech ass, dass Der Leit ausschwatze loosst!

**(Brouhaha)**

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Une voix.**- Dat war awer gutt gesot!

**(Hilarité)**

► **M. le Président.**- Sou, ech géif lech elo bieden, erëm dem Här Spautz opmierksam nozelauschteren.

► **Une voix.**- Dir dierft erëm starten. Dir hutt Starterlaabnis!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Eng séier, der Demande entsprechend an adaptéiert Verbindung zwëschen den dräi europäeschen Hauptstied Bréssel, Lëtzebuerg, Stroossbuerg muss endlech Réalitéit ginn.

**(Interruption)**

Eis Gare an den Oflaf vun den Aarbechten entsprechen och net méi der heiteger Zäit. Viles ass schon nei gemaach ginn, awer dat Ganzt misst méi séier goen. Vill Leit, déi zu Paräis den Zuch huelen an enger restaurierter Gare, déi och scho bal honnert Joer huet, an der Gare de l'Est, ginn do an enger Fotell fort, a wa se hei zu Lëtzebuerg ukommen op der Gare, hu se schon d'Flemm, well da fille se sech net am Häerz vun Europa, mä iergendwou dem Honn hannen, an och do musse mer nei Weeër goen!

► **Une voix.**- Mir paken et un!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dat fanne mir och!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Nieft optimalen effizienten Infrastrukturen, ass besonnesch och d'Energiefro en eminente Kompetitivitéitsfacteur. De Stroumblackout vum 2....

► **M. le Président.**- Ech bieden lech wierklech nozelauschteren!

**(Interruptions diverses)**

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Nieft optimalen an effizienten Infrastrukturen ass besonnesch och d'Energiefro en eminente Kompetitivitéitsfacteur. De Stroumblackout vum 2. September 2004 huet eis kloergemaach, wéi wichteg eng fiabel a sécher Versuergung fir eis Economie ass. Duerfir ass et wichteg, dass mir un de Stroumreseau vun eisen dräi Nopeschlänner ugeboune ginn. Ech betounen, vun deenen dräi.

D'Moderniséierung an den Ausbau vun eisem nationale Stroum- a Gasnetz mussen ausserdeem virgedriwwe ginn. Och net vergiessen dierf een an deem Kontext, dass mir nach ëmmer déi néideg strategesch Uelechreserven, wéi et an Europa gängeg ass, net hei zu Lëtzebuerg ugeluecht hunn, an hei besteet och ouni Zweifel Handlungsbedarf.

Niewent der Versuergungssécherheet brauche mir awer op där anerer Säit och gutt a kompetitiv Präisser fir d'Energie. Mir musse sécherstellen, dass d'Energiekäschten net zu enger ëmmer méi grousser Belaaschtung fir eis Wirtschaft ginn. D'Energiekäschte wäerten an Zukunft méi wéi jee als Standuertvirdeel fir d'Betriber an d'Gewiicht falen. De Präis dierf deemno net eng Brems gi fir eis Wirtschaft. Am Géigendeel, e muss sech zu engem Kompetitivitéitsvirdeel entwéckelen.

D'Chancen, déi eis de Stroum- a Gasmaart bidden, musse mir duerfir zu eise Gonschten ausspillen. Hei stellt sech och d'Fro vun der interner Stroumproduktioun. Wa mir selwer produzieren, brauche mir manner anzekafen. Investitiounen an déi nei Energieproduktiounsanlage ginn duerfir vun eiser Säit och ausdrécklech begréisst. Si sinn noutwendeg, fir de Bedarf vu Lëtzebuerg ze assurieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wa Lëtzebuerg zu Recht am internationalen Ëmfeld nach ëmmer de Ruff vum Land vun de kleng Weeër huet, ass et dach op där anerer Säit esou, dass eis Economie net iwwerall esou dréit, wéi se eigentlech dréie kéint, well mir eng Rei komplizéiert a laangwiereg Prozeduren, déi eis Betriber vill Zäit a Sue kaschten, hunn.

Duerfir ass déi administrativ Vereinfachung e weidere Schlëssel fir d'Kompetitivitéit vun eiser Economie ze optimieren. Et geet hei drëm, dass eis Betriber déi Loft a Fräiheet hu respektiv behalen oder erëm kréien, déi se brauchen, fir um nationalen an um internationale Marché bestoen ze kënnen. Dëst och mat Bléck, wat eist Handwierk a Mëtzelstandsbetriber ugeet, op d'Groussregioun.

Et wier awer elo falsch ze behaupten, an de leschte Jore wier an deem Kontext näischt geschitt. Un der administrativer Simplificatioun gëtt scho säit längerer Zäit intensiivt geschafft. Sou gëtt et zum Beispill den Entfesselungsplang fir Betriber, dee gréisstendeels scho vun der viregter Regierung ënner der Fuchtel vum Fernand Boden ëmgesat gouf. Ausserdeem ass de Comité national pour la simplification administrative en faveur des entreprises gegerent ginn, dee sech just mat dëser Problematik beschäftegt.

D'Prozedur ex ante opstelle vu Fiches d'impact, oder de virtuelle Guichet bei der Regierung, den „guichet.lu“, sinn aner konkret Mesurë vun enger Simplification administrative. Dës éischt Schrëtt mussen duerch weiderer ergänzt ginn.

Dat ze schreiwen u sech eleng geet awer net duer. Wa mir eng substanzuell administrativ Vereinfachung fir d'Betriber hei am Land wëllen errechen, da musse mir och praktesch de Kader duerfir schafen. A wann een iwwert d'Konkurrenzfähigkeit vun eise Betriber, insbesondere awer net nëmme fir d'Kleng- a Mëtzelbetriber, mä fir d'Betriber alleguerter schwätzt, da muss een och de Courage hunn, déi administrativ Prozeduren unzegoen.

Duerfir proposéiere mir als CSV-Fraktioun:

De Prinzip „selon lequel le silence administratif vaut accord“ soll d'Regel ginn, an zwar an deene Beräicher, wou d'Autoritéit eng Décisioun ze huelen huet, déi op Norme baséiert.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dat ass vum Här Grethen a vun der Madame Polfer lancéiert ginn.

► **Plusieurs voix.**- 1992!

**(Brouhaha général)**

► **M. le Président.**- Här Spautz, loosst lech net duerjerebréngen a fuert virun an Ären Ausféierungen!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- E provoziert eis, Här President! Si klauen eis all eis Iddien.

**(Brouhaha général)**

► **M. le Président.**- Wann ech gelift, ech bieden lech, dem Här Spautz nozelauschteren!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Si liesen eis Wahlprogrammer, Här President!

**(Hilarité)**

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Ech fannen et gutt, datt den Här Bettel elo nieft dem Index déi zwee Themen entdeckt huet. Bravo!

**(Brouhaha)**

► **M. le Président.**- Här Spautz, fuert da virun, wann ech gelift!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Et ass selbstverständlech, dass dës Normen dann och den Objet vun enger Publikatioun musse sinn. Mir géife proposéieren, dass d'ITM an deem Kontext géif e Pilotprojet lancéieren, an dass een och der ITM déi Kompetenzen da géif ginn.

Am Dateschutz sinn an der leschter Legislatur an am Beräich vun der Direktiv Services an dëser Legislatur schon éischt Tentativë lancéiert ginn an deem Beräich. Si si vum Statsrot ofgelehnt ginn. Mir si sécher, dass d'Madame Modert, sech un deenen negativen Avisë vum Statsrot positiv inspirierend, eis do kuerzfristeg Léisunge proposéiere wäert. De Wirtschaftsminister hat jo och scho Virschléi gemaach, déi duerno vum Statsrot rejetéiert gi woren.

An deem Kontext wëll ech och nach ernimmen, dass den „silence administratif vaut accord“ net nei ass. Och net nei ass mat der Madame Polfer a mam Här Grethen hirer Proposition de loi, mä dass mer e Gesetz hu vum 18. Juli 1983, wou dat schonn drasteet: «La Commission des Sites et Monuments nationaux et le conseil communal de la commune sur le territoire de laquelle l'immeuble est situé entendus en leurs avis, lesquels doivent être produits dans le délai de trois mois à partir de la notification de la proposition de classement. Passé ce délai, la proposition est censée être agréée.»

Also ass dat net nei, mä da besteet dat schonn zënter 1983.

**(Interruption)**





Mä, Här Bettel, Dir hutt do nach vläicht näischt mat Politik ze di gehat, mä déi Zäit ass och scho Politik gemaach ginn.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- '92!

**(Interruption)**

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Wësst Der, Här Bettel,...

**(Interruption)**

...doduerch, dass Dir eis Politik wëllt schlechtmaachen, gëtt Är Politik net besser, Här Bettel!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Jo, andeem Der eis offuscht!

**(Interruptions)**

'83 wore mer zesummen an der Regierung, Här Spautz, och nach just zur Erënerung!

**(Interruptions diverses)**

► **M. le Président.**- Also, ech géif lech bieten nach eng Kéier, dem Här Spautz nozelauschteren! Herno ka jiddwereen heihinnerkommen a seng Meenung dozou soen. Och den Här Bettel.

**(Brouhaha)**

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Nieft dem „silence qui vaut accord“ wier et an eisen Aen nach eng gutt Iddi, fir op de Wee ze goen, fir a ville Beräicher d'Autorisatioun duerch einfach Notificatioun ze ersetzen. Dat bréngt natierlech mat sech, dass, wou ex ante nëmme notifizéiert gëtt, ex post méi staark kontrolléiert gëtt iwwert de Wee vu Stéchprouwen, mä och wou de Verdacht besteet, dass d'Gesetz net respek-téiert gëtt.

Et misst een zum Beispill kucken, a wat fir enge Beräicher vum Bau dee Prinzip ka verstärkt ugewannt ginn. A Beräicher vun Dateschutz, do gëtt et et schonn, dass een dat ka maachen.

Drëttens, e weidere Prinzip ass dee vun der Ëmsetzung vun den Direktiven. Leider war et an der Vergaangenheet esou, dass mir an der Ëmsetzung dacks méi dichteg wollte si wéi Brëssel a mir hunn nach weider zousätzlech Dispositiounen an déi verschidde Gesetze ageschriwwen, ouni ze kucken, wat fir e wirtschaftlechen Effet dës Normen op eis Betriber an hir Beschäftegte hunn.

► **Une voix.**- Elo gesitt Der et an!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Dës zousätzlech Bestëmmunge goung ganz dacks oder weinstens zum gréissten Deel op d'Käschte vun de PMEen.

► **La même voix.**- Voilà!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Dës Mesuren hunn och keng weider nei Aarbechtsplaze mat sech bruecht.

Mir sollen ophalen, d'Ham an der Mëllech ze kachen, a konstruktiv dorun eruegen.

► **La même voix.**- Dat muss ee fäerdeg bréngen!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Mir sinn eis bewusst, dass d'Simplification administrative en Instrument ass, dat net vun haut op muer ëmgesat ka ginn. Et erfuerdert e Mentalitéitswiesel an eise Verwaltungen, an de Ministère, déi méi vernetzt mussen zesummeschaffen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zu mengem leschte Punkt, an dat concernéiert de Mëtzelstand. En handelt iwwert d'Gesetz vum Nidderloosungsrecht, dem Droit d'établissement.

Dës Gesetz ass vu grondleeender Bedeutung fir d'Handwierk an de Commerce. Et definéiert zum engen déi ënnerschiddlech Handwerksberuffer an et leet op där anerer Säit d'Zouloosungsbestëmmungen zu deene verschiddene Beruffer fest.

Déi lescht grouss Reform vun dësem Gesetz läit mëttlerweil sechs Joer zrëck, a mir sinn als CSV-Fraktioun der Meenung, dass et Zäit gëtt, den Droit d'établissement der internationaler Entwécklung unzepassen an dass d'Zouloosungsbestëmmungen zu Beruffer am Handel an am Handwierk flexibiliséiert a vereinfacht musse ginn.

Mir begreissen duerfir de Prinzip vun där geplangter Reform vum Nidderloosungsrecht, wéi se vun der Regierung viru kuerzem beschloss gouf.

Och wann an Zukunft weiderhin eng staatlech Genehmegung noutwendeg ass, fir e Betriber am Handel, Handwierk an an der Industrie opzemaachen, sou gëtt den Zougank zu dëse Beruffer awer staark vereinfacht. Am Handwierk soll zum Beispill déi historesch Relatioun zwëschen Meeschterkaart an Nidderloosungsrecht opgehuewe ginn. En Handwerker soll kënne mat enger Meeschterkaart verschidden Aktivitéiten ausüben an e muss der net zwou, dräi oder véier hunn, fir kënne déi Aktivitéit ze maachen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Och den Accès fir d'Aktivitéiten am Handel gëtt ugepasst. D'Qualifikationsufuerderunge ginn adaptéiert. Ausserdeem kann e Kandidat fir eng Betriebsgrënnung am Handel an Zukunft och seng professionell Erfahrung geltend maachen.

Ouni wëlle weider op d'Detailer vun dëser Reform anzegoen, sou stëmmt awer d'Richtung vum Gesetzestext. Fir eis ass et wichteg, dass keng zousätzlech Normen oder Kritären agefouert ginn, déi den Zougank zu engem Beruff am Handel, am Handwierk an an der Industrie erschweieren.

Zil vun der Reform muss ganz kloer sinn, d'Prozedur méi einfach a méi séier ze maachen. Duerfir ass et positiv, dass, wéi schonn virdu gesot, d'Autorisation tacite en cas de silence vun Administratiounen mat dësem Gesetz agefouert gëtt. Et ginn dofir och prezis Délaie fixéiert, bis wéini d'Prozedur muss ofgeschloss sinn. No dësen Délaie gëllt d'Demande d'autorisation als genehmegt. Doriwwer nodenke sollt een och, ob een hei net kann a verschidde Beräicher e bësse méi mat deem Punkt vun der Notificatioun fonctionnéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss wollt ech nach eng Kéier betounen, dass mir op där enger Säit derfir suerge mussen, dass eis Ekonomie net mat Saache belaauscht gëtt, fir déi d'Betriber net do sinn. Op där anerer Säit muss mir der Wirtschaft e Kader schafen, deen attraktiv ass fir déi Betriber, déi schonn zu Lëtzebuerg sinn, an de Standuert Lëtzebuerg nach méi attraktiv maache fir déi, vun deenen et an eisen Ae wichteg ass, dass se sech hei am Land nidderloossen, vergréisseren an nach zousätzlech nei Aarbechtsplaze schafen.

Nëmme kompetitiv Betriber schafen nämlech dës nei Aarbechtsplazen, a soumat hu mer eng Chance, fir eis Kanner an eis Kandskanner a fir eise sozialen Niveau an eis Sozialpolitik, wéi se de Moment am Land leeft, och weider kënne ze finanzéieren.

Duerfir hei am Résumé d'Propose 7 bis 13 vun der CSV-Fraktioun:

7. Bei den Infrastrukture soll den Akzent op Lëtzebuerg national an och op d'Groussregioun gesat ginn.

8. Dass d'Ubannung un Däitschland an un d'Belsch un der Schinn Prioritéit huet.

9. Dass mer an der Energie kompetitiv Präisser behalen an dass mer och d'Offer vun de Präisser, dat heescht selwer produzéieren, am Elektresche solle förderen.

10. Dass de Prinzip „silence vaut accord“ muss Realitéit ginn.

11. D'Aféierung vun der Notificatioun am-plaz vun der Autorisatioun.

12. Dass mer eng aner Prozedur maache bei der Ëmsetzung vun den Direktiven.

13. Dass mer et och fäerdeg bréngen, den Zougank fir d'Beruffer am Handel, am Handwierk an an der Industrie méi einfach ze maachen.

Nëmme dann bréngt mer et och fäerdeg, déi Erausforderungen, déi virun eis leien, eiser Jugend eng Chance ze ginn. Eis Jugend, eis Kanner a Kandskanner, wat eist gréisste Gutt ass, fir dass déi och nach eng Kéier hei a Lëtzebuerg déi Aarbecht fanen, déi se brauchen, an dass Lëtzebuerg och liewenswäert bleift fir hei ze wunnen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn dovunner aus, dass dës Debatt kee Selbstzweck ass, grad wéi d'Kompetitivitéit kee Selbstzweck ass, well et geet drëms, dass mer gesond Betriber am Land hunn. Betriber, déi Aarbechtsplazen zur Verfügung stellen, neier schafen, bestehender kënne ofsécheren. Aarbechtsplazen, déi de Mënschen am Land en Akommes ginn, vun deem se kënne liewen, vun deem se kënne hiren individuelle Wuelstand garantéiert wëssen, wou se hir Liewensdreem kënne dermadder erfëllen.

Et geet drëms, wa mer kompetitiv sinn, fir de globale Wuelstand vum Land ze assureieren, ënnert deem ech emol déi sozial Ofsécherung géif oplëschen, ënnert déi ech géif oplëschen all déi Zukunftsinvestitiounen, déi musse gemaach ginn, fir dass et zu Lëtzebuerg sech och nach muer gutt liewen, gutt schaffe léisst. Déi Zukunftsinvestitiounen ganz besonnesch a Beräicher, wou mer net nëmme an de Steen investéieren, mä an de Mënsch investéieren, an d'Wëssen investéieren, a Bildung an a Fuerschung investéieren.

Jo, ouni Kompetitivitéit wäert d'Zukunftsgestaltung hei am Land e gutt Stéck méi schwierig ginn. Laang Zäit ass, wann et ëm d'Kompetitivitéit gaangen ass, dann an der Regel et esou arrangéiert ginn, dass mer et iwwert de Lëtzebuurger Modell geregelt hunn, dass, wann e Problem war, d'Regierung, also d'Politik, an op där anerer Säit d'Sozialpartner, d'Gewerkschaften an d'Patronat zesummekomm sinn, fir eng gemeinsam Analys ze maachen a gemeinsam déi beschtméiglech Léisungen op den Dësch ze leeën, déi dann duerno vun der Politik iwwerholl goufen, fir ëmgesat ze ginn.

Dat war op jidde Fall esou gutt, wann et ëm Krisensituatiounen gaangen ass, wann et ëm aussergewéinlech Situatiounen gaangen ass. A mir sinn an enger Krisensituatioun, mir sinn an enger aussergewéinlecher Situatioun, mä trotzdem huet ee festgestallt virun enger Rei vu Wochen, dass dës Kéier de Lëtzebuurger Modell gescheitert ass.

An do dréit d'Regierung eng grouss Responsabilitéit drun, well d'Regierung net à mème war, virun der Tripartite mat klaren a konkrete Dispositiounen opzewarten. Well d'Regierung probéiert huet, sech an der Tripartite hannert de Sozialpartner ze verstoppen. A well d'Regierung offensichtlech net preparéiert war, net preparéiert an déi Verhandlung gaangen ass.

Dat soen net ech, dat seet net meng Fraktioun, mir waren net derbäi. Dat soen all déi Leit, déi derbäi waren; vläicht mat Ausnahme vun der Regierung. Mä wann ee mat de Sozialpartner schwätzt, wann ee mat Gewerkschaften diskutéiert, wann ee mam Patronat schwätzt, dann ass dat dee gréisste Reproche op jidde Fall, dee vun där Säit der Regierung gemaach gëtt.

Mir hu schonn 2004 eng Kéier, deemools nach mat DP-Bedelegung, an der Regierung festgehalten, dass eng Tripartite sech soll intensiv ëm Froen vun der Kompetitivitéit ënnerhalen a Léisungen sichen. Déi Tripartite ass net méi 2004 zesummekomm. 2005 war vläicht, bei engem Joer, wou Enn des Joers Gemengewahlen och waren, net de Moment, fir vläicht intensiv doriwwer ze diskutéieren. Sou dass d'Tripartite 2006 eigentlech déi Tripartite war, déi gebuer ginn ass als Kompetitivitéitstripartite, awer geendegt huet finalement als Tripartite fir de Statsbudget ze sanéieren.

An et war dann och dat quasi den Hauptpunkt vun deenen Diskussiounen do. A vill aner Punkten, wou et ëm Kompetitivitéit gaangen ass, wou et ëm strukturell Reformen gaangen ass, si leie bliwwen respektiv, wann dann emol Reformen ugepaakt goufen, wéi de Statut unique, da muss ee sech froen: Wat hëlleft dat haut an dëser Situatioun? Wat huet dat finalement der Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie wierklech weidergeholl? An aner Mesuren, déi geholl goufen, wéi zum Beispill d'Modulatioun vum Index, dann 2009, matzen an enger Krisensituatioun, ausgelaf sinn.

Mir haten och hei am Land eng Kris virun der Kris. Wann ee gekuckt huet, wéi de Chômage an deene Jore virun an d'Luucht gaangen ass, wann ee gekuckt

huet, wat fir ee knappen Équiliber mer an de soziale Keesen haten, trotz engem enorm héije Wirtschaftswuesstum, wann een héieren huet, a wat fir engem Mooss mer dach Avantagen, déi Lëtzebuerg ëmmer op ekonomeschem Plang ausgezechent hunn an d'Differenz gemaach hu par rapport zu anerem, notament méi grouse Länner, déi vläicht nach vill aneschtens kéinten ubidden, mä do wou mer wierklech gutt waren, déi kuerz Weeër, déi schnell Reaktiounen, déi Avantagen hate mer verluer. An do huet zanterdem d'Regierung och hir Hausaufgaben net gemaach.

Ech wëll nach eng Kéier drun erënnere, dass meng Partei och 2006 sech net verstoppt huet an där doter Diskussioun, wou et ëm Kompetitivitéit gaangen ass, wou et ëm Chômage gaangen ass, wou et ëm de Statsbudget gaangen ass a mer op 33 prezise Dispositiounen déi Diskussioun wollten animéieren. 33 Dispositiounen, a wann ech mech richteg erënnere, huet de Statsminister op dëser Plaz hei der 19 op jidde Fall emol als gutt emfonnt an iwwerholl. Mä leider sinn der ganz vill vun deenen 33 net ëmgesat bis ewell, a ganz vill vun deenen 19, wou de Statsminister eigentlech Sympathie gewisen hat derfir, och nach ëmmer net. Si sinn awer duerfir ëmsou aktueller wéi jee.

Et gëtt vill där Pabeieren do, net nëmme vun der Demokratescher Partei. Et gëtt vill Pabeieren, wou sech mer der Kompetitivitéit ausenanergesat ginn ass. Ech erënnere un de Rapport vun der Krisekommissioun, dee mer just virun deene leschte Chamberwahlen hei presentéiert hunn an diskutéiert hunn, 21 konkret Dispositiounen. De Rapporteur, de Lucien Thiel, erënnert sech sécherlech.

Deemools huet dat sech scho gelies wéi e Katalog vu Versäumnissen vun der Regierung, wéi alles dat, wat net gemaach ginn ass, wat awer hatt misse gemaach ginn, fir fit ze sinn um internationale Plang. A Punkten, déi mer haut erëmfannen an deene 65 Dispositiounen vum Här Krecké, déi mer an deenen 20, 21 Dispositiounen vun der CSV erëmfannen, déi stoungen och do-dran.

Uni a Fuerschung solle mer besser notzen a verbannen. Mir mussen d'Datenautobunnen upassen. Mir mussen d'Prozedur kieren. De Guichet unique war do ze fanen, besser Promotioun fir Lëtzebuerg a vill aner Punkten.

Mä där Pabeiere sinn et och scho laang Jore virdu ginn. Am Joer 2004, virun den deemolege Chamberwahlen, huet de jëtzege Wirtschaftsminister, deen et déi Zäit nach net war, en „Sofortprogramm für unsere Wirtschaft“ opgeluecht. An och do hu mer gelies vum Guichet unique a vum Guichet virtuel. Autorisatiounen, fir Commerce ze maachen, sollte vereinfacht a verkierzt ginn. Dat war de Mëtten hei schonn Thema. Schnell Autorisatiounen sollte garantéiert ginn. Direktive sollten nëmme eent zu eent ëmgesat ginn. Och dat hunn ech an deenen zwee méi neie Pabeieren nach eng Kéier misse liesen. Terrainen sollten zur Verfügung gestallt gi fir Kleng- a Mëttelentreprisen. Autorisations de travail sollte méi schnell a méi breet kënne ausgestallt ginn.

Dat alles stoung 2004 an engem Sofortprogramm vum jëtzege Wirtschaftsminister. Nun, zënter sechs Joer schéngt net alles do ëmgesat ze sinn. Déi Definitiv vum Wuert „sofort“, déi misste mer also nach eng Kéier am Detail nokucken.

Mir haten en Entfesselungsprogramm vum Fernand Boden mat, mengem ech, 76 Dispositiounen, wou ausser Ukënnung jo och net ganz vill geschitt schéngt ze sinn.

**(Interruption)**

Firwat soss, Här Boden, hätte misse véier CSV-Ministere virun zwou Woche sech zesummendinn...

**(Interruptions)**

...fënnf CSV-Ministere sech virun zwou Wochen zesummendinn, fir dann den Entfesselungsprogramm nach eng Kéier nei opzeleeën?





**(Interruption)**

Falls dann do schon alles enner Ärer Regie geschitt sollt gewiescht sinn, ech mengen, da muss Der lech mat Äre fënnel Kollegen a Parteifrënn do emol eng Kéier méi intensiv beschäftegen, well déi hunn d'Ëmsetzung am Detail sécherlech och net fonnt. Wéi jo gëschter, wéi mer do bausse bei den Handwierker stoungen, der do och ganz vill nach ëmmer gefrot hunn: Wéi ass et dann elo wierklech mat deene méi einfachen a méi schnelle Prozeduren?

► **M. Fernand Boden (CSV).**- Dat si Piste virun der Kris hei. Et ass hei de Plan de conjoncture, fir d'Kris ze bekämpfen, zitiiert ginn. Do stinn déi Saachen alleguerten dran. Et si Gesetzesprojeten déposiert ginn, wou déi Texter do drastinn.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Jo, jo.

► **M. Fernand Boden (CSV).**- Dat muss nach ëmgesat ginn elo dann.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Jo. Da schéngt et awer nach net ukomm ze sinn.

► **Une voix.**- Dach, et ass ukomm.

**(Interruptions diverses)**

Just bei lech net!

► **M. Claude Meisch (DP).**- En aneren Dossier, deen net ukomm ass...

**(Brouhaha général)**

► **M. le Président.**- Ech bieden lech elo, dem Här Meisch nozelauschten! Jiddweree kann herno nach d'Wuert kréien.

► **M. Claude Meisch (DP).**- En aneren Dossier, wou mer nach net ukomm sinn, dat ass dee vum Plan sectoriel vun de Zones d'activités. Am Wahlkampf virun engem gudden Joer gouf gesot, deen ass elo op der Schinn. Mä en ass op der Schinn stoe bliwwen. En ass kee Meter weidergerullt. Op jidde Fall, d'Prozedur vum sektorielle Plang vun de Zones d'activités ass nach ëmmer net ukomm an et gëtt haut nach keen Terrain méi doduerjer.

Et ass gesot ginn, mir mussen nei Nischen dévloppéieren. Zënter Jore soe mer dat. De Wirtschaftsminister huet en neien Term derbäigesat: Mir mussen Kompetenznischen dévloppéieren. Jo. Wou si se? Wou fanne mer se? Wat huet dat bruecht?

An dann elo ebe 65 Punkte vum Jeannot Krecké respektiv vun der Regierung 20, 21 Punkte vun der CSV iwwer Kompetitivitéit, wou ech muss soen, dass villes net prezis ass. Mä dat ass wahrscheinlech esou, well den Här Schiltz, dee wollt d'ganz Strategie net verroden a senge Propositionen.

**(Hilarité et interruption)**

Eng Proposition, déi ass mer awer do besonnesch...

**(Interruption)**

► **M. le Président.**- Erlaabt Der, Här Meisch, dass den Här Schiltz lech eng Fro stellt?

► **M. Claude Meisch (DP).**- Ech hunn dem Här Schiltz haut schon eppes ausgeschloen, dofir muss ech em dat do awer elo...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här Meisch, ech hu mech virdu jo gepackt, gëllt. Waart Dir am Ufank net heibannen? Well, ech hunn nämlech am Ufank gesot - dat war eng Fro -, dass d'Kompetitivitéitsdebatt haut net géif unhalen an net géif ophéieren..., net géif ufänken an net géif ophalen.

► **Une voix.**- Aaahhh!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Duerfir, fir all déi Saachen do ze soen an alles an Erënnerung ze ruffen, dat hunn ech an engem Saz gemaach. Dofir braucht Dir zéng Minuten!

An da wollt ech lech soen zur Strategie, Dir hutt mech jo do interpelléiert: Effektiv bleiwen ech derbäi, dass, wann een eng Strategie huet, ee se net an allen Elementer duerleet. Ech si frou, dass Der do lernfäeg gi sidd entre-temps. Merci.

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Här Präsident, wou war d'Fro?

**(Interruptions)**

► **M. le Président.**- Also, ech géif lech elo wierklech bieden, dem Här Meisch nozelauschten! Déi, déi wierklech eng Fro ze stellen hunn, solle se stellen. Déi aner kënnen nach alleguerten eng Kéier nom Här Meisch untrieden. Här Meisch, fuert elo wann ech gelift virun!

**(Interruption)**

► **M. Claude Meisch (DP).**- Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss den Här Schiltz do a Schutz huelen. En huet mer eng Fro gestallt: „Waart Dir am Ufank net heibannen?“

Ech ka ganz prezis dorobber äntwerten, an et si genuch Kollegen, déi kënnen et bezeien: Dach, ech souz heibannen an ech hunn lech nogelauschtert.

**(Interruptions)**

Pabeieren a Propose gëtt et also zënter Jore méi wéi genuch. Ëmmer erëm déiselwecht Punkte fanne mer dorobber erëm, mä näischt oder weéne ass geschitt. An haut féiere mer eng Diskussioun iwwer d'65 Punkte vum Här Krecké, an deene sech ganz vill Punkten erëmfannen, Propositionen, Pisten erëmfannen, déi mer och schonn an anere Kompilatioune virdrun opgefall sinn.

D'Demokratesch Partei ka mat deenen alermeeschten, ech géif bal soe mat alle 65 Punkte vum Jeannot Krecké d'accord sinn. Mir soe just: Da maacht endlech eppes! Haalt op, just doriwwer ze schwätzen! An do gëllt just ee Slogan, dee mer sollen ëmsetzen, et ass e sportlechen: „Just do it.“

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).**- D'Fro muss erlaabt awer och sinn: Kann des Regierung dat, wat se sech schonn x-mol virgeholl huet, ka se et ëmsetzen? Eng Regierung, déi eng Tripartite an de Sand gesat huet, eng Regierung, déi sech net eens ass, déi während der Tripartite mat grouse partipoliteschen Differenzen operéiert huet an d'Land an Otem gehalen huet a sécherlech och d'Sozialpartner an der Tripartite an Otem gehalen huet.

Et ass do jo net nëmmen em den Index gaangen. Et ass net dat deen eenzege Punkt, wou d'Regierungspartner sech net eens sinn, neen. D'Analys vun der Situation gëtt anescht gemaach op där enger wéi op där anerer Säit. Den Zäitplang schéngt en aneren ze sinn, fir CSV wéi fir LSAP. D'Approche schéngt eng aner ze sinn, fir Rout wéi fir Schwaarz.

Wann een da gesäit, dass zënter Méint a Wochen iwwer e Programm vu 65 Punkte vum Wirtschaftsminister Jeannot Krecké geschwat gëtt an een Dag virun deser Debatt dann d'CSV mat aneren 21 Punkten d'Diskussioun weider wëllt animéieren, dat ass dee beschte Bewäis, Dir Dammen an Dir Hären, dass des Regierung kee gemeinsame Projet méi huet, wann et em d'Wirtschaftsentwécklung vun eisem Land geet.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).**- Wie soll deser Regierung dann eigentlech och nach traue a Vertraue schenken, dass dat, wat se am Laf vun deene leschte sechs Joer net ëmgesat huet, net ugepaakt huet, wat se oft annoncéiert hat, dass se dat da grad elo am Laf vun deenen nächste Joren - deen Délai, deen den Här Schiltz hei gesat huet -, dass se dat am Laf vun deenen nächste Jore ka maachen?

Mä kommt, mir huelen emol un, d'Intention war do, d'bonne Volontéit war do bei CSV a bei LSAP a se wëlte wierklech eppes maachen, fir d'Kompetitivitéit hei am Land ze stäerken. Da gëtt et eppes ze maachen, an dat als Alleréischt, nämlech déi Steuerbomm, déi d'Regierung dem Parlament hei proposéiert huet no der Tripartite, fir déi ze entschärfen.

277 Milliounen Euro méi Steiere pro Joer, esou wäit et bis ewell iwwerhaupt chifféiert ass, duerch eng Eropsetzung vun der Solidaritéitssteuer, duerch de Spätzesteiersaz, deen eropgeet, duerch d'Pendlerpauschal, déi halbéiert gëtt, duerch eng Krisesteier, déi agefouert gëtt, duerch eng Finanztransaktionssteuer, déi dann awer nach net vum Dësch ass, duerch e bëllegen Akt, deen ausgehalecht gëtt, duerch eng Steuer op gewësse Finanzstrukturen, déi nei agefouert gëtt.

Do derbäi kommen dann nach d'Cotisationserhéijungen, un deenen de Gesondheitsminister amgaangen ass ze bastelen, fir den Defizit an der nationaler Gesondheitskeess kënnen ze couvréieren. Da wësse mer och nach, dass duerch d'Reform an der Assurance accident eng Rei vu Secteuren - d'Banken an aner Servicere - sécherlech wäerte méi schlecht Bedéngunge virfannen. An dat, wat vläicht...

**(Brouhaha)**

An dat, wat vläicht als Käschtenerspuernis hätt kënnen fir aner Secteuren - wéi fir d'Handwerk, wéi fir d'Industrie - gëllen, gëtt da gläich den 1. Januar duerch de Mindestloun erëm ausgeglach. Et ass dat en Ugrëff op d'Kafkraaft vun de Leit hei am Land, an et ass eng däitlech Verschlechterung vu sämtleche steierleche Rahmbedéngunge fir Betriber. An dobäi war, an et ass nach net en déckt Joer hier, et ass nach kee Joer hier, des Regierung ugetrueden, fir d'Steierlaascht fir d'Betriber hei am Land erofzesetzen. An ech mengen, deemools war eis och scho bewosst, dass mer eng Kris hätten.

D'Majoritéit denkt also, et war méiglech, op där enger Säit d'Kompetitivitéit ze verbesseren an d'Steiere fir Betriber a Privatpersonnen eropzesetzen.

Esou eng Majoritéit ass an eisen Aen, Dir Dammen an Dir Hären, net méi eescht ze huelen. Wann d'Regierung also wierklech eppes wëllt maachen, fir d'Kompetitivitéit ze verbesseren, dann zitt wann ech gelift Är Virschléi fir Steiererhéijungen zrëck!

A wann d'Regierung da wierklech eppes gewëllt ass ze maachen, fir d'Kompetitivitéit ze verbesseren, jo, da mengen ech, da muss mer och eng Solutioun fanne fir d'Problemer, wat d'Loukäschtchen ubelaangt. E Plus vu 7% bei de Loukäschtchen, déi gesetzlech verursaacht sinn, dat an annerhallwem Joer, plus nach dat, wat derbäikënn iwwer Kollektivvertrag an de Glissement-de-carrière, dee jo och net ze évitéieren ass: Dat schwächt eng ganz Rei vu staarke Branchen. An dat mécht eng ganz Rei vu schwache Branchë ganz einfach futti.

Dobäi wëll ech soen, dass et net eis Opfaassung ass als Demokratesch Partei, dass mer déi international Ausenanersetzung a Kompetitivitéit ganz besonnesch op de Loukäschtchen misse sichen. Dat kënnen mer net. Well mer leie wäit vun deenen ewech, wéi se a Louthréng sinn, mer leien nach vill méi wäit vun deenen ewech, wéi se an Tschechien sinn, an nach eng Kéier vill méi wäit vun deenen ewech, wéi se a China an Indien sinn.

**(Interruption)**

Mä, wa mer awer net...

**(Interruption)**

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Bei Lothringen stëmmt et net, Här Meisch. Wann Der d'Loukäschtchen richteg berechent.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Dir hutt bestëmmt Är eege Rechemethod, Här Hoffmann.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Et gëtt keng dräi verschidde Rechemethoden. Et gëtt nëmmen eng.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Duerfir, wann ech zu Lasavage iwwer d'Grenz hanne ginn a kommen zu Zouenen eraus, duerfir gesäit et do esou aus, wéi et ausgesäit, Här Hoffmann.

Lëtzebuerg muss awer, wa mer net...

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Wéi gesäit et dann do aus?

► **M. Claude Meisch (DP).**- Ech kann lech et eng Kéier weisen, Här Lux.

**(Interruption)**

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- ... op Lëtzebuerg kommen.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Wa mer net wëllen d'Kompetitivitéit herno mussen um Niveau vun de Léin ausdroen, jo, da muss mer awer och probéieren, an allen aneren Domänen einfach besser ze sinn. Da muss mer méi innovativ si wéi anerer; da muss mer méi schnell si wéi anerer; da muss mer hei eng besser Qualitéit kënnen garantéieren wéi anerer; da muss mer mat besserem Personal kënnen schaffen; da brauche mer e bessert an en avantagéist

steuerlecht Ëmfeld, da brauche mer e soziale Fridden, dee sécherlech och e groussen Avantage fir international Investisseuren duerstellt; da brauche mer zolidd Sozialversicherungen, an déi mer kënnen Vertrauen hunn, dass och an Zukunft dat nach ze bezuelen ass, wat versprach ass; da brauche mer déi intelligentst Gesetzgebungen.

Et kann een awer trotz all deem doten an deenen Iwwerleeungen do kengem Betrib zoomudden, a schwierigen Zäiten einfach 7% Lounsteigerung mussen ze akzeptéieren. Déi Betriber, déi domadder müssen eens ginn, hunn zwou Méiglechkeeten: Wa se Margen hunn, déi se kënnen erofsetzen, riskéieren déi erofgesat ze ginn. Domadder ass vläicht an éischer Hisiicht nach net vill geschitt. Mir mussen awer wëssen, dass doduerjer och Lëtzebuerg net méi interessant gëtt fir international Investisseuren.

Oder déi aner Méiglechkeet ass, dass ganz einfach probéiert gëtt, d'Produktivitéit eropzesetzen duerch Personalkürzungen. An dann ass d'Reaktioun an d'Resultat vun esou enger Politik, dass ass méi Chômage, an dass dat och eng Realitéit ass, erlieue mer hei zu Lëtzebuerg zënter enger ganzer Rei vu Joren.

Am DP-Wahlprogramm hu mer eis ganz kloer fir d'Erhale vum Index als Sozialinstrument ausgeschwat. Mir sinn awer och d'accord, dass een a schwierige Situatiounen, dann, wann d'Interessi vun de Betriber, virun allem d'Interessi vun den Aarbechtsplazen et verlaangen, iwwer eng Modulatioun vum Index ka schwätzen. Mir hunn et 2006 gemaach a ware mat deem, wat deemools vun der Tripartite proposéiert gouf, jo och d'accord, a mir hu gehollef hei am Haus et ëmzesetzen.

An esou enger Situatioun si mer elo am Joer 2010. Eng Tripartite, déi gescheitert ass, heescht gläichzäiteg och, dass d'Politik hir Verantwortung muss iwwerhuelen. D'Demokratesch Partei huet während der Tripartite gesot, dass mer bereet sinn, iwwer den Index ze schwätzen. An no der gescheiterter Tripartite sti mer och ganz kloer zu där Proposition, déi mer geschlechter annoncéiert hunn, nämlech fir d'Indextranche vun 2011 ausfallen ze loossen an duerno op den nohaltegen Index iwwerzegoen. Dat heescht, fir de Pétrol, fir d'Energiepräisser am Wuerekerf manner staark kënnen ze gewiichten.

Firwat déi dote Solutioun? Ma mir denken, dass d'Aféierung vun deem sougenannte sozialen Index, dass heescht, wou den Index plafonnéiert ass bei zweemol dem Mindestloun, dass dat enger Rei vu Branchen, déi awer déi gréisste Schwierigkeeten, wat d'Kompetitivitéit ubelaangt, hunn, net onbedéngt hëlleft - wéi dem Handwerk, wéi der Industrie.

Mir denken och, dass den nohaltegen Index, dass heescht, dass d'Indextranche net méi d'Präissteigerung vun der Energie integral mat rembourséiert, dass dat och en Ureiz schaaft, fir Energie ze spueren, an op där anerer Säit awer och d'Betriber entlaascht, well se net duebel belaauscht ginn, op där enger Säit eng Kéier duerch d'Energiekäschtchen an op där anerer Säit dann nach eng Kéier duerch déi héich energiekäschteninduzéiert Lounaugmentatiounen.

D'Tranche vun 2011 wëlte mer also aussetzen. Dat war manner Belaaschtung wéi dat, wat momentan vun de Betriber erwaart gëtt. Et war nach ëmmer eng Belaaschtung, mä se war méi verträglech. A mer mengen och, dass dat sozial war. Sozial virun allem doduerjer, well geplangt ass, de Mindestloun op den 1. Januar 2011 unzehiewen. Dat heescht, dass bei deenen ënneschte Loukategorien, déi um Mindestloun leien an direkt doriwwer, awer eng Augmentatioun, déi e gudden Deel vum Kafkraaftverloscht géif kompenséieren, geplangt ass.

Domadder war och den Indexsystem net grondsätzlech a Fro gestallt. E war just un déi heiteg Gegebenheeten, wat Gegebenheete sinn op där enger Säit vun enger Krisensituatioun an op där anerer Säit vun der Energiefial, un déi Gegebenheete war e besser ugepasst. Déi Propos ass absolut och kompatibel mat deem, wat mer 2006 gesot hunn, wat mer 2006 gemaach hunn an och wat mer 2009 an eisem Wahlprogramm proposéiert hunn.





Index a Steiere si wichteg, Dir Dammen an Dir Hären, mä d'Kompetitivitéit ass méi wéi Index a wéi d'Besteuerung. Et geet do och a virun allem ëm Formatioun. D'Formatioun an der Schoul an d'Formatioun an de Betriber, wou Der wësst, datt mer eis Suerge maache mat enger Grondschoulreform, déi mer net matgedroen hunn, wou mer skeptesch waren a wou mer nach méi skeptesch ginn, wa mer gesinn, wéi se ëmgesat gëtt an de Schoule quesch uechtert d'Land.

D'Kompetitivitéit kann een doduerer stäipen, andeems ee Fuerschung bedreift an awer och esou bedreift a mat den Acteure bedreift, datt dat, wat erfuerscht ginn ass, datt dat, wat entwéckelt ginn ass, datt dat, wat entdeckt ginn ass, dann och kann zu Lëtzebuerg an de Betriber ëmgesat ginn.

D'Kompetitivitéit ass och Innovatioun fördern, Innovatioun iwwerhaapt akzeptéieren, well an engem verstëbstenen Ëmfeld, wou alles Neies Angscht mécht, een och net innovativ wäert sinn a keng Loscht wäert hunn, eppes Neies och als Betrib an als Investisseur ze riskéieren.

Kompetitiv gëtt een, wann een attraktiv ass fir Talenter, fir Leit, déi Kompetenzen hunn, déi Talenter hunn, weltwäit och heihinner ze féieren, déi hei zu Lëtzebuerg e Kader fannen, wou se mat hiren Talenter kënnen dat Beschdt dorauer maachen.

Kompetitiv ass een, wann ee modern Infrastrukturen huet a permanent weiderentwéckelt, virun allem, wann et ëm d'Netzer geet, ëm d'Verbindungen, sief se aus Goudron, aus der Schinn oder aus der Glasfaser. Kompetitiv heescht och, erreicherbar ze sinn, well soss kann ee keen Handel dreiwien; et kann ee keen iwwerzeege goe vu sech selwer. Dat heescht, déi Propositionen, déi och de Mëtteg hei gemaach gi sinn, fir d'Zuchverbindungen, fir d'Flugverbindungen ze stäerken an auszeweiden, sinn déi richteg Iwwerleeungen.

Kompetitiv ass een, wann ee verstänneg Energiepräisser huet an engem Land op engem Standuert. Mir wëssen awer och, datt dat an Zukunft ëmmer méi wäert och mat där Aart a Weis zesammenhängen, wéi Energie produzéiert gëtt, a virun allem do mat der Aart a Weis, wéi mer et fäerdeg bréngen, fir esou mann CO<sub>2</sub> fräizeetze bei der Energieproduktioun. Well all Pond CO<sub>2</sub> wäert säi Präis an Zukunft hunn.

Kompetitiv ass een, wann een et fäerdeg bréngt, Terrainen zu vernünftige Konditionen zur Verfügung ze stellen, wat eng besonnesch grouss Erausforderung ass an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg, wou mer all Meter carré nëmmen eng Kéier kënnen op eng Aart a Weis notzen.

Kompetitiv ass een, wann een à même ass, sech dem Tempo vun der Zäit unzepassen. An datt mer an enger méi schnellieweger Zäit liewen, misst jiddwerengem heibanne kloer sinn. Duerfir muss mer och d'Politik, d'Verwaltungen op deen doten Tempo upassen.

Kompetitiv ass een, wann een net probéiert, et méi komplizéiert ze maachen, wéi et da wierklech muss sinn. Kompetitiv ass een, wann een interministériel kann zesummeschaffen.

Fir kompetitiv ze sinn, menge mer och, et misst een d'Gouvernance adaptéieren. Wann ee gesäit, datt mer haut net nëmmen ee Wirtschaftsminister, mä der eigentlech fënneg hunn, déi sech ëm eenzel Domänen all Kéiers vun der lëtzebuergercher Economie këmmen, da muss een och dat eng Kéier a Fro stellen an der ganzer Saach eng nei Struktur ginn.

Mir mussen och vläicht, fir kompetitiv ze ginn, iwwert d'Selbstverständnis vun der öffentlecher Hand eng Kéier nodenken a kucken, wat d'öffentlech Hand selwer wëllt maachen. Wat iwwerléisst se dem Privatsektor, a wou sinn déi Schnëttstellen, wou d'öffentlech Hand an de Privaten eppes kënnen zesummemaachen? Stéchwuert PPP.

Kompetitiv ass een awer och, wann et an engem Land gutt an attraktiv ass, fir ze liewen, well kee wëllt an engem Land wunnen, wou en nëmmen ass, fir Geld ze maachen, a kee kennt heihinner, just fir Geld ze maachen a fir Aarbechtsplazen ze schafen, an de Rescht ronderëm - seng Privatsituatioun, seng Liewensqualitéit, d'perséinlech Situatioun vu senger Famill a seng Kanner - wäeren egal.

A kompetitiv ass een als Land, wann een e positiven Image huet, wann een dynamesch wierkt, wann een oppen ass fir Innovatiounen, wann ee reaktiv ass an dat ëmmer erëm ënner Bewäis stellt. Mä leider huet eis Regierung am Laf vun deene leschte Méint en anert Bild ofginn, wéi en dynamesch, wéi en innovatiivt a wéi e reaktiivt.

D'CSV an d'LSAP waren, si sinn zerstridden a wichtige Froe vun der Politik, vun der Wirtschaftspolitik. Si sinn onfäeg, sech an eenzelnen Dossieren ze bewegen. Si hu sech verhaakt a verkäilt. D'Politik gëtt esou op d'Käschte vun der Kompetitivitéit gemaach.

An ech géif deene 55 Propose vum Jeannot Krecké, vum Wirtschaftsminister, nach eng derbäisetzen.

► **Plusieurs voix.** - 65!

► **M. Claude Meisch (DP).** - An ech géif deene 65 Propose vum Jeannot Krecké nach eng derbäisetzen, nämlech eng 66., nämlech déi d'Konditioun ass, fir datt mer déi éischt 65 erfüllt kréien: Mir brauchen eng handlungsfäeg Regierung!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, et ass scho gutt, dass mer eis de Mëtteg hei an deem Débat bis elo driwwer eens ginn, dass den Asaz fir eng besser Kompetitivitéit, den Asaz fir eng gutt Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg, dem Wirtschaftsstanduert, mä dem Standuert Lëtzebuerg tout court, dass dat eng permanent Aufgab ass, dass dat eng permanent Aufgab an deene leschte Joren ëmmer war an dass dat och an deenen nächste Joren - Kris oder net Kris - fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, e fragilt Land, wat keng eegen, net vill eege Ressourcen huet, wat keen eegene groussen Ofsazmaart huet, en Défi ass, deen eis praktesch Dag fir Dag a Woch fir Woch a Mount fir Mount muss interpelléieren.

Mir wëllen hei zrëckkucken op déi lescht 20, 25 Joer Wirtschaftspolitik, déi dozou gefouert hunn, dass den Emploi intérieur an deem Land vun 1985 bis 2009 vun 160.000 op 354.000 an d'Luucht gaangen ass. Ech mengen, dat ass d'Resultat vun enger „success story“, zu där sozialisteschen Wirtschaftsministere während 20 vun deene 25 Joer ganz aktiv mat bäigedroen hunn.

Mir wëssen also, wéi den Défi horizontal, net nëmmen eleng op makro- oder mikroekonomesch Donnéeën ze kucken, mä an enger horizontaler Vue, wéi deen ausgesäit. An et kéint een eng ganz Rei vu Beispiller nennen, wou mer derfir gesuergt hunn, wéi den Entrepreneuren an deene leschte Jore gehollef ginn ass, fir vis-à-vis vun eise Konkurrente sech kënnen ze behaapten.

Ech erënneren drun, dass bei zum Beispill der Fleegeversécherung mer derfir gesuergt hunn, dass dat net bezuelt ginn ass an deem Dreiersystem, dee mer an der Sécurité sociale kennen, mä dass dat éischer fiskaliséiert ginn ass. Ech erënneren drun, dass mer beim Kannergeld déi Cotisatioun, déi et do gouf, ofgeschafft hunn. Ech erënneren u vill Steiererliichterungsprogramme, déi vun deene successive Regierung gemaach gi sinn.

Ech erënneren en niddreg TVA-Sätz an u spezial Tauxen a villes aneschtens méi, fir ze weisen, dass mer op deem Gebitt do an deene leschte Joren u sech ganz erfollegräich waren, an dass mer sollen ophalen - dat ass deen éischen Appel, deen ech deser Chamber de Mëtteg wëll maachen -, dass mer sollen ophalen, eis méi schlechtzerieden, méi schlecht duerstellen dobaussen. Dat ass schon an der Psychologie, wou de Jacques Delors eng Kéier gesot huet, d'Économie, dat ass 50% Statistik a 50% Psychologie.

Mir sinn amgaangen hei an deem Land op deene 50% Psychologie ganz staark ze sennegen, well mer net ophalen, eis Dag fir Dag no baussen an no banne méi schlecht dohinnerstellen, wéi mer a Wierklechkeit sinn. Eis Trëmp och no

bausse kloer an däitlech ze positionéieren, ech mengen, dass dat eng vun den Aufgaben misst si vun der Regierung a vun eis alleguer an der Politik an deenen nächste Wochen a Méint, fir derfir ze suergen.

Et ass och de Mëtteg hei scho geschwat gi vu Ranking. Wéi sti mer dann als Lëtzebuerg an deenen eenzelne Rankinge vun der Kompetitivitéit? A wa mer eng Orientierungsdebat maachen, dann hätt ech mer de Mëtteg méi erwaart, amplaz hei mat Opziele vun enger ganzer Rei vu Propositionen, déi bei deene 65 vum Här Krecké scho laang drastinn, an u sech zum gréissten Deel oppen Dieren, ech géif bal soen, oppe Scheierpaarten eralafen, well vill vun deene Saachen, an d'Riedner hunn et hei selwer gesot, deen do Minister ass schon amgaangen dorunner ze schaffen, an deen do Minister ass amgaangen dorunner ze schaffen. Mir wëssen, dass do ganz vill Défië sinn, un deene ganz konkret Dag fir Dag geschafft gëtt. An ech mengen, dass et net néideg ass, eis Zäit eleng dofir ze huelen, fir eis dat alles nach eng Kéier hei opzezielen.

Ech wëll also schwätze vun de Ranking, fir emol d'Analys ze verfeinere, déi ee kéint maachen, wéi Lëtzebuerg a Wierklechkeit dobaussen am Moment dosteet. Ech hu mer déi lescht Deeg eng Rei vun deene Resultater vu Ranking aus deene leschten dräi, véier Wochen emol ugekuckt.

De World Economic Forum huet eng Analys gemaach vun der Lissabon-Review vun deene 27 Länner. Lëtzebuerg stoung 2008 op der 7. Plaz a steet 2010 an deem neie Ranking op der 5. Plaz. Déi Studie weist, dass Lëtzebuerg an der Ëmsetzung vun där Strategie, déi jo dofir do ass, d'Kompetitivitéit hierzustellen, Aarbechtsplazen ze schafen, fir Croissance ze suergen, dass Lëtzebuerg ganz gutt Fortschreitter op deem Gebitt gemaach huet a seng Wettbewerbsfäegkeet verbessert huet.

Den International Institute for Management Development huet eng Analys gemaach iwwert d'Kompetitivitéit vu 57 Länner a kënnert zur Konklusioun, am Joer 2009 steet Lëtzebuerg op der 12. Plaz, am Joer 2010 steet Lëtzebuerg vu 57 Länner op der 11. Plaz, an innerhalb vun der Europäescher Unioun vun de 27 Länner op der zweetbeschter Plaz. An alle Beräicher vun der Performance économique, vun der Efficacité des pouvoirs publics, dem Environnement des affaires, der Qualité des infrastructures kritt Lëtzebuerg ganz gutt Nouten ausgestallt.

An ech huelen en drëtten Ranking, dee viru kuerzem erauskomm ass, dee vun renommiertem Zentrum fir europäesch Wirtschaftsfuerschung zu Mannheim, dee Standuertattraktivitéit ganz prezis a fënneg Domänen analyséiert huet, do stoung Lëtzebuerg 2008 op der 5. Plaz vu 17 europäesche Länner an den USA, a steet 2010 verbessert op der 4. Plaz, well och do sech Parametere an den Ae vun dem Institut verbessert hunn.

Ech wëll eng Bemierkung maachen un d'Adress vum Kolleg Marc Spautz, deen ech kennen, kann hunn als e ganz aktive Gewerkschaftler, deem d'Suerg vun de Rechter vun de Salarieën am Droit du travail an esou viru ganz uewe läit. An ech wëll him soen, dass, wann ee ganz genau an d'Analys geet an deene Ranking, firwat mer dann heiansdo net op der éischer Plaz stinn, jo, op der véierter oder op der fënnefter, an et kuckt een, wat fir eng Punkten déi sinn, déi eis no ënnen zéien, net wäit no ënnen, mä awer no ënnen, dann ass et virun allem, dass all déi Institute do der Meenung sinn, dass mer en Aarbechtsrecht hunn, wat net flexibel genuch ass. Dass et méi einfach misst sinn zu Lëtzebuerg, Leit kënnen ze entloossen, dass een op all deene Punkten do also eng vill méi grouss Flexibiliséierung muss maachen.

Et muss een also feinfühleg genuch emol analyséieren an deene Ranking, wat se gären hätten. An ech soe fir eis als LSAP, dass dat fir eis kee Schwaachpunkt vun eise Land ass, mä dass mer dat fir e staarke Punkt vun eiser Attraktivitéit fannen, well mer horizontal der Meenung sinn, dass zur Attraktivitéit och d'sozial Kohesioun eng ganz grouss Bedeutung huet an dass mer houfreg sinn, en Aarbechtsrecht, e Sozial-

recht ze hunn, wat wierklech d'Wüerd vun de Leit respektéiert, an dass dat fir eis en Tromp ass vun eiser Economie a vun eise Gesellschaftsmodell, wéi mer e kennen.

Mir mengen also, dass et op der Basis vun deene Ranking do keng Ursaach gëtt, a Katastrophismus ze maachen. An ech mengen och, dass dat, wéi ech virdu gesot hunn, net onbedéngt bäidréit zur Mobiliséierung vun de Leit dobaussen, fir d'Ärmelen eropzekrempelen a wierklech deen Défi do mateneen - net nëmmen mir als Politiker oder d'Acteuren am soziale Beräich, mä jiddwieren dobaussen -, deen Défi do mat unzepaken.

Ech hunn am „Monde“ de 16. Juni gelies, nach eng Kéier de Jacques Delors, dee gesot huet: «Il faut se garder de tout catastrophisme si l'on veut que les opinions se mobilisent.» Et ass genau dat, wat mir mengen. Et soll een ophalen ze maachen, wéi wa mer op der Titanic wieren, well dat definitiv och op der Basis vun deenen Zuelen, déi mer kennen, net de Fall ass.

Ech kucken dann eng Kéier op déi puer Donnéeën vun deene leschte Wochen, just fir se opzezielen an déi lescht Zuele vun eiser wirtschaftlecher a finanzieller Entwécklung eng Kéier unzekucken, fir ze kucken, ob mir eis do besser behaapten an der Kris wéi anerer, oder ob mer wierklech amgaang sinn hei zu Lëtzebuerg d'Baach eranzegoen an zu extraordinäre Mesurë musse gräifen.

D'Einnahme vum Stat, Enn Mee 2010: plus 6% géintwuer 2009, bal schon erëm um Niveau vum Rekordjoer 2008. D'Kollektivitéitssteuer: plus 16%, déi kommunal Gewerbesteier: plus 13%, a virun allem d'TVA - a mir wëssen an der Finanzkommissioun, dass mer an deene leschte Méint, wann d'TVA zrëckgaangen ass, ëmmer gesot kritt hunn, dat ass eng Steier, déi ganz no beim Konsument ass, déi also ganz gutt erëmgëtt, wat sech um Terrain ofspilt -, wa mer elo kucken, dass d'TVA als Konjunkturindikator plus 11,7% opweist, da gesäit een, dass et do - a mir wëssen, dass munches ze relativéieren ass -, mä da weist dat - an ech mengen, doriwwer soll ee sech freeën, doriwwer soll ee sech net opreegen, doriwwer soll ee sech freeën -, dass déi Entwécklung do dach awer besser ass, wéi mer et gefaart hunn.

Da muss een och kucken, dass déi revidéiert, ewell vill manner dramatesch Defizitprognose vum Sttec, déi mer virun e puer Deeg kritt hunn, den Defizit vun 0,7% 2009 anstatt 1,1%; 2,1% tabléierten Defizit 2010 amplaz 3,9%; an ech mengen och fir 2011 1,7% anstatt 5% ouni Mesuren, respektiv 3% mat de Mesuren, déi mer am Spuerpaquet zesummen décidéiert hunn. Ech erënneren un déi besser Wuesstumsprognosen, déi de Sttec fir 2010 gesäit: 3% anstatt 2%.

Ech kucken op déi nach ëmmer vill ze vill grouss Aarbechtslosenzuelen, déi mer hunn. Mä dach awer soll ee sech driwwer freeën, dass déi Aarbechtsmaartdate vun deene leschte Méint drop higewisen hunn, dass et dach awer besser gaangen ass, wéi mer dat alleguer gefaart hunn, och mir selwer an eiser Fraktioun, an der Partei viru Wochen nach gefaart hunn.

Ech erënneren drun, dass Lëtzebuerg - och déi Statistik ass et awer vläicht derwäert eng Kéier ze kucken - 2009, an engem Krisejoer, dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun war, wat eng positiv Entwécklung vu sengem Schafe vun Aarbechtsplazen hat: 0,9%. Just Däitschland, mengen ech, hat 0%, also eng Stagnatioun. All déi aner Länner waren an där Entwécklung do réckleefeg.

Ech kéint drop verweisen, op d'Industrieproduktioun...

► **M. le Président.** - Här Lux, erlaabt Der, datt den Här Finanzminister Luc Frieden lech eng Fro stellt?

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Sécher, jo, gären.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här President, ech wollt den Här Lux froen, ob en an der Presentatioun vun



deene Chifferen - ob et déi vum Statec sinn oder vun der Zentralbank oder vun der Finanzinspektioun - awer net och fénn, datt een net nëmmen de Leit ka soen, datt - an doriwwer freeë mer eis all, datt méi Suen erakomm sinn -, mä datt an all deene Presentatiounen mat ënnerschiddlechen Hypotheesen a Rechemodeller den Defizit vum Zentralstat héich bleift, an datt een net nëmme kann hei soen - an dat ass eng Fro un Iech -, et si méi Steieren erakomm, mä datt ech lech froen, ob Der net och fannt, an enger objektiver Presentatioun, datt een de Leit am Land muss soen, datt och beim Statec en Defizit vun 1,5 Milliarden Euro beim Zentralstat besteet? Dat heescht, datt mer annerhalfe Milliard Euro pro Joer méi ausgi beim Stat, wéi déi, déi mer erakréien.

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- Här Finanzminister, wann Der lech ongeféier zwou Minutte gedéllégt hätt, dann hätt ech gesot, dass dat doten déi positiv Säite sinn, an dass mer der Meenung sinn, dass et och eng Rei negativer gétt. Wann Der mer also zwou Minutten Zäit gitt, da fueren ech a menger Ried weider, well ech mengen...

#### (Interruptions)

Ech si vun enger Rou, déi... Ech mengen, dass, fir awer eng Kéier drop zréckzekommen, well Der mer déi Geleeënheet gitt, fir iwwert déi Zuelen do e Wuert ze schwätzen, wollt ech nach soen - an de positiven Zuelen -, dass een d'Industrieproduktioun eng Kéier emol soll kucken, dass een d'Resultater vun der Finanzplaz sech emol soll uckucken, dass een an aner Secteuren, an der Aviatioun soll kucken, fir e Gradmesser ze kréien, wéi d'Lëtzebuurger Economie am Moment dosteet a wat fir eng Orientéierung mer deem kënne ginn.

Ech wëll bei den Zuele soen, well Der déi dräi opgezielt hutt - engersäits de Statec, anerersäits d'Banque centrale, an dann anerersäits och d'Inspection générale des Finances, déi dräi, déi lech mat Zuele beliwweren -, mir hu kee Problem domadder, dass déi dräi zu ënnerschiddlechen Analyse kënne kommen. Et sinn ënnerschiddlech Methoden, ënnerschiddlech Bléckwénkel heiansdo, déi gekuckt ginn, kee Problem.

De Problem allerdéngs, dee sech awer stellt - an ech hunn et am Januar schon eng Kéier gesot -, dat Éischt, wat des Regierung muss fäerdeg bréngen, virun den Tripartite-Verhandlungen, ass d'Lufthoheit iwwert d'Zuelen ze gewinnen. Ech muss éierlech soen, um Enn vun der Tripartite-Diskussioun muss et natierlech all deenen Acteuren, déi an der Tripartite derbäi waren, an och eis alleguerten dach awer komesch virkommen, dass déi Zuele vum Statec - an dat si jo schlussendlech déi, déi mer am Pacte de stabilité am Januar op Bréissel geschéckt hunn, an op der Basis vun deene mer Tripartite-Verhandlungen a Spuerpaquete gemaach hunn -, dass dann zum Beispill eng Zuel revidéiert gétt vun 2010 vun 3,9% Defizit op 2,1. Dat muss eis awer interpelléieren.

An et muss awer erlaabt sinn, sech eng Rei vu Froen ze stellen, wéi dann déi Acteuren - a mir wëssen, dass ee vun de Malaisen an der Tripartite, Här Finanzminister, d'Angscht ass vun de Gewerkschaften, e Remake ze erliewe vun 2006 -, an et muss dach awer deenen e bësse virkommen, wéi wa se dee Film do schon eng Kéier gesinn hätten, wa se 2010 erëm eng Kéier op eemol vum Statec, deemselwechten, deen eis am Januar beliwwert huet, am Juni esou Zuele kréien, vläicht am September nach revidéiert Zuelen, vläicht nach an eng méi génschteg Richtung. Dat géif eis erfreen, hoffentlech eis alleguerten heibannen erfreen, wann dat de Fall wier.

An ech wollt nach soen...

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances**.- Dat ass awer an all de Länner esou, well dat sinn Estimatiounen, déi all dräi Méint adaptéiert ginn en fonction vun der internationaler Wirtschaftsentwécklung. Do ass also näischt zu Lëtzebuerg Spezifesch par rapport zu anere Länner.

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- Ech mengen, mir maachen eng Orientéierungsdebatt

iwwert d'Kompetitivitéit an d'Situatioun, am Moment, vun der Lëtzebuurger Economie a vun der Lëtzebuurger Situatioun vun den öffentlechen Finanzen, an ech stelle fest, dass mer hei besser Zuelen, besser Parametere, an de Rankinge besser Resultater maachen. Ech mengen, dass et awer noutwendeg ass, an esou enger Orientéierungsdebatt d'Analys dovunner ze maachen, d'Analys vun deenen eenzelne Moosnamen. Do sinn ech mam Här Gibéryen emol eng Kéier d'accord, dat kënnt ee mam Här Bodry an der Economieskommissioun an deenen nächste Woche maachen.

Ech wollt da soen, Här Finanzminister, léif Kolleginnen a Kollegen, dass dat also eng ganz Rei vun Trëmp sinn, dass dat eng ganz Rei vu Chancé sinn, déi d'Land huet. Et ass och dat, wat den Här Meisch gesot huet, deen Image, dee mer no bause ginn, ob mer mat den Äermelen eropgekrepelt, ob mer mat geschwollener Broscht versichen an déi Kris do erunzegoen, oder ob mer eis ducken, ob mer de Leit Angscht maachen, wat an hirem Konsumverhalten natierlech och deementsprechend Répercussiounen huet.

Eise Plädoyer ass also déi zwou Säiten ze kucken. Eis Trëmp, eis Chancen - ech hunn der eng Rei vun deenen elo opgezielt - an op där anerer Säit awer och drop hinzeweisen, dass et eng Rei vu Risquen, dass et eng Rei vu Geforen an deem Land gétt. An deen Éischten - an ech huelen do als Zeien ee vun eisen erfolgräichsten Entrepreneuren, déi mer am Moment kennen, den Här Gérard Lopez, dee gesot huet, dass et...

#### (Interruptions)

Ech weess net, wat dee mam Fussballsterain ze dinn huet, dee gudder Mann.

Ech wëll just soen, dass dee ganz erfolgräich ass an dass deen der Meenung war, dass dat Éischt, wat mer ze maachen hätten, dat wier den „esprit bagarreur“ erëmzefannen. Den „esprit bagarreur“, en Esprit ze schafen an esou viru vun Innovation, aus deem Kokon, aus där Bulle erauszekommen, an där mer dra sinn. An ech mengen, dass et also wichtig ass, vläicht un éischer Stell, an ech stelle fest, dass mer eis heibannen doriwwer, mengen ech, schéngen eens ze sinn, iwwer eng ganz Rei vu Punkten an deene 65 Propositionen, oder an deenen 20 respektiv 21 Propositionen vun der CSV-Fraktioun, eis eens driwwer sinn, deen Esprit do erëmzegewannen.

Mir hunn en zweete Problem, dat ass dee vun der Inflation. Mir stelle fest, dass mer an enger Moyenne vun engem hallwe bis engem Prozent iwwert der Moyenne vun eisen Nopeschlänner leien. Zwar nëmmen, dat hunn ech de Moie gekuckt, nëmmen 0,2% iwwert der Moyenne vun der Eurozon leien, mä par rapport zu eisen Nopere geet dat heiansdo dann iwwer en hallwe Prozent eraus. An ech mengen, dat mécht op Dauer eis Produkter méi deier an et schued evidentereis och eiser Kompetitivitéit.

Et ass evident, dass um Niveau vun der Finanzplaz - a mir haten d'Geleeënheet, bei der Interpellatioun vum Claude Meisch, op eng ganz Rei vun deenen Défien am Finanzsecteur hinzeweisen - déi Vulnérabilitéit, déi mer do hunn, deen Drock, deen eis vun alle Säiten, europäesch an international, gemaach gétt, ass et evident, an natierlech och déi monolithesch Situatioun, déi mer an de Recette vum eistem Stat hunn, wann ee weess, wéi vill Prozent vun de Recetten eleng aus deem Secteur kommen.

A schlussendlech ass fir eist Land wouer, wat fir vill aner Länner wouer ass, dass Delokalisierungen, dass Betriebsschléissungen, déi drop hiféiere fir ze delokalisieren a Länner, déi méi bëlleg schaffen, dass dat natierlech an anere Länner, besonnesch am Industrieberäich, e grouse Problem ass.

Ech wëll och soen, Här Finanzminister, fir dat och kloerzemaachen, an där Gratwanderung, déi mer ze maachen hunn - a mir hunn eng ganz Rei vu gudder Virschléi elo héieren aus dem Beräich vun de Propositionen vun der CSV -, mä dass eng Gratwanderung ass um Niveau vun eistem Defizit. An ech hat d'Geleeënheet viru e puer Deeg ze soen, och mat neien Zuelen, neie

Parametere vum Statec ännert dat näischt drun, dass mer de Spuerpaquet, esou wéi mer en decidéiert hunn, muss maachen. Well eleng op den Defizit ze kucke vun 2,1% an der öffentlecher Hand, heescht nach ëmmer, dass mer beim Zentralstat - dat, wat mir hei am Budget ze decidéieren hunn - nach méi e groussen Defizit behalen.

Mä dass dat eng ganz schmuel Gratwanderung ass téschent, op där enger Säit, dem Assainnement vun eisen öffentlechen Finanzen an, op där anerer Säit, an deem wichtige Beräich vun den Infrastrukturen Investitiounen ze maachen, déi wichteg si fir eis Attraktivitéit, mä déi natierlech och ganz vill Geld wäerte kaschten.

Wann ee vun enger Streck schwätzt vu Lëtzebuerg op Beetebuerg am Eisenbahnberäich, da schwätzt ee vun ongeféier 500 bis 600 Milliounen Euro, déi duerfir noutwendeg sinn. Wann een iwwert déi Streck schwätzt op de Findel an de Kierchberg, besonnesch d'Ubannung vum Findel, déi fir d'Attraktivitéit vun eistem Standuert extrem wichteg wier, och wat de Cargoberäich zum Beispill ubelaangt, da schwätzt een och hei vun Investitiounen, déi an déi 700, 800 Milliounen ginn. An et weess een also, dass dat eng ganz schmuel Gratwanderung wäert sinn.

Da gétt et de Problem, an och dee soll ee ganz prezis kucken, de Problem vun de Lounkäschten. De Problem vun de Lounkäschten, dee sécherlech een ass. An et muss ee fir d'Éischt froen: Menge mer, dass mer um Niveau vun de Lounkäschten, zum Beispill am Industrieberäich, mat Länner wéi Indien oder wéi China an esou viru, dass mer do kënne konkurréieren? Evidenterweis net! Mir net, awer och all déi aner net, och d'Fransosen net, och net déi Däitsch, och net d'Amerikaner sinn an der Lag, dat ze maachen.

Souguer innerhalb vun der Europäescher Unioun, wëll ech nëmme soen, dass, wann ech eng Stonn Aarbechtskäschten zu Lëtzebuerg kucken, da läit déi am Moment bei 33 Euro ongeféier, an Tschechien bei zéng! Mir wëssen also och do, dass et schon innerhalb vun der Europäescher Unioun selwer extrem schwéier ass, fir um Niveau vun den Aarbechtskäschte kënne mat deene Länner ze konkurréieren.

Ech wëll awer, Här Schiltz, eppes soen: Bei der Definitioun vun der Kompetitivitéit ass et dach awer wichteg ze soen, dass d'Lounkäschten een Element sinn, mä dass et, et de loin, net dat wichtegst Element ass, well soss misst ee mir erklären, firwat dass an alle Rankingen, déi gemaach ginn, international an europäesche Rankingen, Länner wéi d'Schwäiz, Länner wéi Norwegen, Länner wéi vill anerer un der Spëtzt vun der Kompetitivitéit leien, an trotzdem Länner sinn, déi héich Lounkäschten hunn. Mir wëssen dat. Mä, well um Niveau...

#### (Interruption)

Neen, ech wollt lech just konzentréieren op dat Argument...

► **M. le Président**.- Erlaabt Der, Här Lux, datt den Här Schiltz lech eng Fro stellt?

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV)**.- Ech hunn net verstanen, firwat den Här Lux mech elo interpelléiert huet. Ech hunn net vun de Lounniewekäschte geschwat. Mä vu datt e mech drop interpelléiert, soen ech him awer, datt ech der Meenung sinn, datt niddreg Lounniewekäschten e Kompetitivitéitsfacteur och hei zu Lëtzebuerg sinn. An ech si frou, datt en a senger Ried och seet, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hei zu Lëtzebuerg hunn, well duerfir muss mer déi 65 Mesurë jo huelen, oder déi 20.

► **M. le Président**.- Här Schiltz, ech géif lech zwar bieden, och d'nächste Kéier eng Fro ze stellen. Mir kënnen elo net andauernd hei déi perséinlech Dialoge féieren, well soss komme mer net viru. Här Lux, fuert viru!

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- Ech wëll also soen, dass an de Rankinge vun der Kompetitivitéit, an der Spëtzt, an den Top Ten eng ganz Rei vu Länner sinn, déi héich Lounkäschten hunn, fir ze soen, dass d'Lounkäschten een Element vun der Kompetitivitéit sinn, mä dass en Entrepreneur, deen heihinner wëllt investéieren, ganz vill aner Saache kuckt.

An ech soen lech dann nach eng Kéier, dass dee Gérard Lopez, deen ech virun zitéiert hunn, an engem Forum vum „Lëtzebuurger Wort“ gesot huet, viru e puer Wochen, dass den Index e Problem wier, deen nëmmen zu Lëtzebuerg géif diskutéiert ginn, am Ausland géif kee Mënsch dat interesséieren, fir ze weisen, dass déi Entrepreneuren do an der Analys, déi se maachen, op ganz vill aner Punkte kucken.

Da wëll ech och den Här Yves Mersch nach eng Kéier zitieren. Den Här Yves Mersch, deen huet gesot, eis Situatioun wier esou - an engem Interview, och am „Lëtzebuurger Wort“, viru e puer Deeg -, dass mir eng Situatioun vu Kompetitivitéit hätten, ech zitieren: „Wo sollen da noch Arbeitsplätze geschaffen werden?“ Ech wëll dem Här Yves Mersch soen - an d'Zuele stamen aus der IGSS, aus der Sécurité sociale -, ech hu scho gesot, 2009 ware mer dat eenzegt Land, wat Aarbechtsplaz geschaffen huet an der Kris, dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun, an an deene leschte Méint, Januar, Februar, Mäerz an esou viru, leie mer schon iwwer engem Prozent Zounahm vun der Schafung vun Aarbechtsplazen!

Et ass also net wouer, et ass also net richtig ze behaupten, dass eis Situatioun déi wier, dass hei keng Aarbechtsplaz méi geschaf ginn. Et ass de Géigendeel wouer. Och an deene leschte Méint, och an deene leschte Wochen ass hei zu Lëtzebuerg eng positiv Entwécklung gemaach ginn.

Ech wëll och eng Bemierkung maachen zu dem Tableau de bord, deen den Observatoire erausginn huet, fir ze weisen, dass mir esou vill u Kompetitivitéit zu Lëtzebuerg verluer hätten. An ech mengen, dat weist och e bëssen, wéi extrem volatil d'Situatioun zu Lëtzebuerg ass. Ech géif lech proposéieren, déi Grafik an dem Bilan vum Observatoire eng Kéier nozekucken iwwert d'Produktivitéit, well déi zitt eis nämlech ganz wäit no hannen.

Da gesäit een, dass d'Produktivitéit an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg extrem staark schwankend ass, opgrond vu konjunkturellen Entwécklungen, well dat geet an enger kuerzer Zäit vun der zweeter op déi 25. Plaz an erëm zréck an erëm erop an esou viru. Dat ass en Zickzackkurs, deen, mengen ech, drop hiweist, dass een dat extrem muss relativéieren, fir eng fine analyse ze maache vun deem, wat d'Situatioun ass.

Eis interesséiert och manner... Ech weess, dass an der Tripartite - ass eis rapportéiert ginn - eng grouss Diskussioun war, ob mer dann elo déi nominal Lounstéckkäschte sollen huelen, oder ob mer déi real... Déi eng, d'Patronat war der Meenung, déi eng ze huelen als Analys, an d'Gewerkschaften sinn der Meenung... Ech mengen, dass dat eis net weiderbréngt, well de Statec seet selwer a senger Analys dovunner, dass déi zwou Betruechtungsarten a -weisen hir Betruechtung hunn, an dass dee Glawenskrich do eis net weiderféiert. Ech mengen, dat ass also eng Suerg.

Ech wëll eng Proposition och maachen un d'Adress vun der Regierung, well ech mengen, dass dat och eng Analys ass, oder eng Konklusioun ass vun dem Scheitern vun der Tripartite. Ech mengen, dass et gutt wier, wann een an deenen nächste Wochen, no der grousser Vakanz, huelen ech un, an enger neier Tripartite-Ronn d'Diskussiounen ufänkt, esou wéi de Premierminister... Mir stinn do voll hannert dem Timing, deen de Premier hei viru engem Mount gesot huet, fir bis Enn des Joers déi Diskussiounen do ze féieren. Et ass en Timing, deen eis ganz gutt schéngt ze sinn an deen eis ganz realistesch schéngt ze sinn. An ech mengen, mir sollten deen och anhalen.

Ech mengen, dass et noutwendeg ass, ech mengen, dass de Wirtschaftsminister dat net aneschters gesäit, dass mer sollen ophalen, nëmmen eleng eng national Betruechtungsart a -weis an eng national Diskussioun ze féieren iwwer national Parametere, mä dass et noutwendeg ass, sech a véier, fënnef, sechs - ech weess et net - Secteuren eng méi genau, detailléiert Analys an d'Secteuren eran ze maachen, well dat eis drop hiweist, dass d'Analys ganz verschiddearten ass, demno a wat fir enge Secteuren ee sech befénnt, an dass och d'Konklusiounen, déi ee kann zéien, an d'Moosnamen, déi ee kann hue-





len, och deemtsprechend ganz wichteg sinn.

An deene wichtege Facteuren, niewent Aarbechtskäschen an niewent Produktivitéit, mengen ech kënn en drop hiweisen, dass dat steierlecht Ëmfeld zu Lëtzebuerg extrem gënschteg ass.

Ech weess net, ob déi Zuel richteg ass, déi seet - déi ëmmer erëm widderholl gëtt -, dass 80% vun de Lëtzebuergger Entreprisë keng Steiere méi bezuelen. Et ass jiddedfalls dat, wat ëmmer gesot gëtt. Ech weess net, ob dat richteg ass. Wann et richteg ass, da weist dat drop hin, dass mer op där enger Säit mat allen Ofschreiwungs- a Réckstellungenméiglechkeeten, Bonifikatiounen, Abattemente an esou virun zwar en offizielle Steiersaz hu vum IRC, dem ICC, mat Hiewesaz vun de Gemengen, vu knapp 30%, mä dass déi reell, déi reell effektiv Gewënnbesteuerung héchstwahrscheinlech bei tëschent 15% an 18% a Wierklechkeet wäert leien, wat ganz gënschteg ass.

Ech wëll och e Wuert soen - well de Sozialminister och de Mëtteg heibannen ass -, fir ze soen, dass et an der Kompetitivitéit, an der Orientéierung, déi mer wëlle ginn, och extrem wichteg ass, drop hinzewiesen, dass een net eleng iwwer Lounkäschen, mä virun allem och iwwer Lounniewekäsche muss schwätzen. Och déi sinn zu Lëtzebuerg extrem gënschteg a virun allem - ech wëll dat nach eng Kéier heibanne soen, well et och ëmmer erëm vergiess gëtt - och extrem stabil. Well ech mengen, et muss ee bal ëm 20 Joer zrëckgoen,...

### (Interruption)

...souguer zum Deel méi wäit muss een zrëckgoen, fir ze gesinn, dass de Krankekeesebeitrag an de Pensiounsbeitrag stabil bliwwen sinn.

Wat, mengen ech, och e wichtegt Element ass vun der Planungssécherheet, déi d'Entreprises an deene leschten 20, 30 Joer hei zu Lëtzebuerg op deem Gebitt haten, a wat och en Element ass, wat ganz wichteg ass niewent deem vun den Infrastrukturen, niewent qualifiziertem a méisproochegem Personal, wat mer zu Lëtzebuerg hunn, niewent eiser Fuerschungslandschaft, déi mer an deene leschte Joren développéiert hunn, der Uni, de CRPen, der privater Fuerschung an esou weider.

Virun allem - a loosse mer dat awer och soen - ass ee vun de Standuervirdeeler vun eisem Land, op dee mer ganz gutt sollen oppassen, dass mer eng politesch a sozial Stabilitéit hunn, e soziale Fridden hunn, deen extrem wichteg ass. Wann ee sech emol ukuckt, wéi d'Zuel vun de Streikdeeg a Frankräich oder a Spuenien an a villen anere Länner ass, an et kuckt een dat zu Lëtzebuerg, wou um Enn vum Joer bal ëmmer eng Null hannendru steet, well mer et fäerdeg bruecht hunn, an engem Modell vu Sozialdialog an den Entreprises an och ausserhalb vun den Entreprises derfir ze suergen.

Och do gehéiert den Index dozou an der Diskussioun. Ech kommen herno nach eng Kéier drop zrëck, dass dat e wichtege Facteur ass. A loosse mer net vergiessen, dass an enger moderner, uerdentlecher, nohaltiger Definitioun vu Kompetitivitéit och Elementer vu Bien-être, och Elementer vun Ëmwelt- a Liewensqualitéit, Elementer vu Kultur- a Fräizäitangebot an esou virun eng ganz grouss Roll solle spillen.

Zu de Virschléi, déi de Wirtschaftsminister gemaach huet - déi 65 -, kann ech dat soen, wat bal all Riedner bis elo hei gesot huet: dass mir als Fraktioun de groussen Deel vun deene Propositionen kënnen deelen an dass et esou an der parlamentarescher Demokratie ass, dass d'Regierung Propositionen mécht, déi se herno, wann et en Accord gëtt, akleet - wann et noutwendeg ass - a Gesetzer a Reglementer oder a Verfügungen, déi se selwer kann huelen, an dass mer déi dann diskutéieren. Ech mengen, dass dofir de Condensé, deen eis d'CSV geliwwert huet, sënnavoll ass, fir dat nach eng Kéier ze ramasséieren op 20 oder 21 Propositionen, mä ech mengen, dass de Gros vun deene Chantieren do der sinn, déi mer kënnen deelen.

Mir bleiwen - an ech soen dat hei - a fënnel Chantieren: fënnel Chantieren, déi fir eis elementar sinn an deenen nächste Wochen a Méint. Mir bleiwen der Meenung,

wa mer eng Hitparade géifen opstelle vun deene wichtegste Chantieren, dass dann dee vun de schwéierfällige Prozeduren an der Bürokratie an der Noutwendegkeet, den Esprit bagarreur erëmzefannen, dass mer deen op alle Fall op déi éischt Plaz géife setzen.

Ech wëll dräi Punkten nennen, déi eis do wichteg sinn: Deen ee Punkt ass deen - an et si scho Propositionen gemaach ginn, déi ginn zrëck op den 12. März 2009, dat ass also schon e Strapp hier, wou se gemaach gi sinn -, deen éischten ass dee vum Kommodogesetz. Virun engem laange Joer schon ass eng Proposition gemaach ginn. Den Här Boden ka sech dorun erënneren, do hu mer nach...

### (Interruption)

Gelift?

► **Une voix.** - Den Här Meisch.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Den Här Meisch net. Mä ech wëll lech awer eppes soen, Här Boden. Ech wëll lech awer eppes soen...

### (Interruption)

Ech hunn deemools fir déi Propositionen, déi mer gemaach hunn - fir am Kommodo eng Vereinfachung ze maachen, fir d'Klassen ze änneren, fir also méi schnell virunzuekommen -, ech hunn de Kapp deemools nach an enger anerer Roll dohinnegehalen, fir déi Propositionen ze maachen. Alldéngs ass et elo iwwer e Joer hier, an déi Propositionen sinn nach ëmmer „Lettre morte“ bliwwen.

► **Une voix.** - Jo, voilà!

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Ech wëll also hei soen, dass déi Propositionen um Niveau vum Kommodogesetz, déi deemools gemaach gi sinn an, Dir kënn lech gutt drun erënneren, déi an der Ëmweltkommissioun och eng Kéier diskutéiert gi sinn - den Här Gira ka sech erënneren, hie war mat villem net d'accord.

### (Interruptions)

Hie war mat villem net d'accord, wat deemools gesot ginn ass.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Ech reege mech net méi op.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Ech wëll just soen, Här Gira, dass déi Propositionen vun deemools iergendwou leien. Si leie gutt do, mä et wär noutwendeg, dass mer déi Propositionen géife schnell eraushuelen, fir ze kucken, wéi mer um Niveau vum Kommodo - an do waren eng ganz Rei vu sënnavolle Propositionen dran...

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Si leien an enger Postkutsch.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Mir hunn och dofir am Gesetz e sougenannte Comité d'accompagnement vum Kommodo, wou d'Patronat an d'Gewerkschaften an d'ONGe mat dra sinn, an den Här Krecké an ech selwer haten déi zesummegegruff gehat Ufank 2009. Ech wëll och soen, dass de Comité d'accompagnement säithier och net méi getagt huet, wat noutwendeg wär, fir derfir ze suergen, dass mer um Niveau vum Kommodo eng Rei vun Décisiounen géifen huelen, déi iwwregens och d'Gemenge géife staark interesséieren, well se och do géifen hëllef, virunzuekommen.

Ech wëll zweetens soen - an dat ass vun eenzelne Riedner heibanne gesot ginn...

### (Interruption)

Dat ass vun eenzelne Riedner heibanne gesot ginn, ech wëll soen - an ech ginn net an den Detail, ech hat viru kuerzem eng Bemierkung gemaach, déi dem Här Kaes, dem President vun der Kommissioun vum Intérieur, net gefall huet -, ech wëll soen, et ass awer keen Zweifel...

### (Interruptions)

► **Une voix.** - Da sot et! Wat hat Der gesot?

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Et ass keen Zweifel drun, dass mer an der Ëmsetzung - ech soen et elo esou fein, wéi ech et kann -, ech wëll soen, dass mer eis säit 2004 an der Ëmsetzung vun engem Reform vum Gesetz iwwert den Aménagement communal äusserst schwéierdinn.

► **Une voix.** - Dat ass richteg.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Dat ass déi am mannste kritesch Formule, déi ech fannen, fir kloerzemaachen, dass mer elo schonn...

### (Interruption)

...dass mer elo scho säit 2004, wou mer déi grouss Reform gemaach hunn, déi sollt zum Zweck hunn,...

► **Une voix.** - Déi Dir net gestëmmt hutt.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - ...déi mir net gestëmmt hunn, déi sollt zum Zweck hunn, Här Bodry - Här Bodry, lauschtert, dat interesséiert lech! -, déi sollt zum Zweck hunn 2004...

### (Interruptions diverses)

► **Une voix.** - ...mam Här Bodry, mam Här Frieden!

► **Une autre voix.** - Et géif eis interesséieren, Här Lux: Wat huet den Här Kaes da geäntwert?

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Et soll ee bei deem Wieder do drénken!

### (Hilarité)

► **Une voix.** - Waasser!

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Dat huet den Här Di Bartolomeo eis gesot, an dofir halen ech mech och drun.

► **Une voix.** - Lauschtert deem net ze vill no!

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Ech wëll soen, dass mer 2004 eng grouss Reform gemaach hunn, déi zum Zil hat - sollt hunn -, fir d'Prozedur méi einfach ze maachen a méi schnell an esou virun, an dass d'Resultat vun der Reform vun 2004 just de Géigendeel ass.

Ech hu gëschter gelies an der Zeitung vum Handwierk, der Fédération des Artisans, wou - ech mengen, den Här Dondelinger, wann ech et elo gutt an Erënnerung hunn - den Här Norry Dondelinger am „d'handwierk“ schreift, dass se eng Analys gemaach hunn, déi zur Konklusioun kënn, dass mer am Aménagement communal, dee mer elo haut hunn, dass mer do sechs Joer géife brauchen, fir eng Ëmsetzung ze maachen am Beräich vum Wunnen, also vum Wunnengsbau.

Ech stelle fest, dass mer also eng Revisioun scho gemaach hunn, mir sinn amgaangen, déi zweet Revisioun ze maachen. Ech kréie vun de Membere vu menger Obédience, aus där Kommissioun, gesot, dass dat ganz schwéierfällig iwwert d'Bühn géif goen. Ech hoffen, dass mer also do déi néideg Kohärenz...

### (Interruption)

...an deen néidegen Drift kréien, fir dass mer dat och ganz schnell kënnen ëmsetzen.

Ech wëll en drëtten Punkt soen, dat ass dee vum Aménagement du Territoire an dee vun de Plan-sectoriellen. Den Här Meisch huet gefrot: „Wou ass de Plan sectoriel vun de Zones d'activités drun?“ Ech wëll soen, dass anscheinend - mengen Informatiounen no - d'SUP, déi berühmt-berüchtigt SUP, iwwert déi véier Plan-sectorielle fäerdeg, esou gutt wéi fäerdeg wär.

Dass et elo drëm geet - an ech mengen, och do kann een net vill Zäit verléieren, a mir hunn op engem präzise Punkt, un dee mer eis kënnen erënneren, ganz vill Zäit verluer -, dass et noutwendeg ass, dass mer elo besonnesch an deene Projeten - Dir kënn lech dorun erënneren - mat Astérisque, an all deene Stroosseprojete mat Astérisque, déi anscheinend duerch d'SUP och bestätegt ginn an hirer Ëmweltonverträglechkeet, dass een do ganz schnell politesch Décisiounen muss huelen, fir déi véier Plan-sectoriellen do an ee Bild ze kréien, an ee Mosaik ze kréien, ier een dann endlech an d'Prozedur ka goen. Dat ass also noutwendeg ze maachen.

An ech wëll soen, dass d'„Lëtzebuergger Wort“ - dat dierf ee jo heiansdo als Zeien huelen - de 26. Mee 2010 geschriwwen huet, dass dat ganz Element vun der Landesplanung a vun der Ëmsetzung vun de Plans sectoriels „stiefmütterlich“ géif behandelt ginn. Ech wëll also soen, dass et noutwendeg ass, och hei deen néidegen Drift dranzekréien an d'Ëmsetzung vun de Plans sectoriels.

Et rächt sech elo, dass mer eppes net scho viru fënnel Joer gemaach hunn, nämlech dat, wat mer elo am Artikel 22 vun deem

elo deponéierte Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire hunn, nämlech déi sougenannte Wertschöpfungsabgab, dass mer déi net virun decidéiert hunn, ier mer an déi ganz Prozedur vun de Plan-sectoriellen eragaange sinn. Den Här Krecké hat nach eng Kéier proposéiert, fir dat an engem Schnellverfahren ze decidéieren - et ass leider net geschitt -, fir derfir ze suergen, dass mer dat Instrument hunn, ier mer an déi offiziell Prozedur vun de véier Plan-sectorielle ginn, well dat extrem wichteg wäert sinn.

Dat ass also deen éischte Chantier, deen eis schéngt un der éischter, un der alleréischter Plaz ze stoen, wann et drëm geet, fir déi Attraktivitéit, déi schnell Weeër, déi einfach Weeër, déi schnell Décisiounen hei zu Lëtzebuerg ze kréien.

Ech gi méi schnell iwwert deen zweete Punkt ewech, well en ass vun deene meeschte Riedner hei gesot ginn: d'Verbesserung vun den Infrastrukturen, déi noutwendeg ass, mat all deem, wat dat um Niveau vun Investitiounen an alle Beräicher heescht.

Et ass richteg, dat, wat gesot ginn ass, dat vun dem drëtten Chantier vun der wirtschaftlecher Diversifikatioun. Mä och do: Ech hunn en Interview gelies vun de Virstandsmitglieder aus der Commerzbank hei zu Lëtzebuerg, den Häre Reitmeyer a Müller, déi gesot hunn: „Luxemburgs Potenzial als Bankstandort ist so gut, um auch in Zukunft attraktiv für Bankgeschäfte zu sein. Ich bin nicht der Meinung, ...“ seet den Här Reitmeyer, „...dass Luxemburgs Zukunft allein mit dem Bankgeheimnis steht und fällt.“ Ech mengen, dat ass eng Analys, déi mer deelen heibannen, dass mer do Trëmp hunn, déi - mengen ech - wesentlech sinn an eis och an der nächster Zukunft eppes bréngen.

Ech wëll nach ee leschte Ranking nennen, deen ech an deene leschten Deeg gekuckt hunn: de Ranking, deen d'Londoner City selwer gemaach huet, den „Global Financial Centres Index“ vun der Londoner City. Dat sinn 62 Finanzstanduerter, déi do analyséiert gi sinn, 62! Lëtzebuerg stoung 2007, Här Meisch - fir dat, wat mer an der Interpellatioun alles diskutéiert hu virun e puer Wochen -, Lëtzebuerg stoung an deem Ranking do 2007 op der 26. Plaz vun 62 a steet an deem neie Ranking Enn 2009 op der 14. Plaz vun 62 vun der Londoner City analyséierte Finanzstanduerter. Also, mengen ech, och net e Bewäis dofir, dass mer hei net Trëmp hätten, déi mer kéinten notzen.

De véierte Chantier: oui Zweifel dee vun der Éducatioun, vun der Formatioun. Ech ginn iwwert deen ewech. Ech mengen, dass hei dat meescht vun de Leit heibanne gesot ginn ass an dass mer och, a wichtege Punkte jiddedfalls, e Konsens op deem Gebitt hunn. Och, wann den Här Meisch nach eng Kéier d'Ëmsetzung vun der Reform vun der École fondamentale kritiséiert huet. Mir mengen, dass dat eng Zäit brauch, mä dass mer do - dat ass déi Analys, déi mer gemaach hunn, déi mer iwwregens och op den Terrain maache ware bei Gemengen, mat Enseignanten zesummen, déi eis dat weist -, dass mer do op deem richteg Wee sinn.

Ech wëll e fënneften a leschte Punkt soen: dee vun der Inflatoun, der Inflatounsbekämpfung an och dem Index. Et wäert lech net wonneren, wann ech lech am Ufank soen: D'LSAP steet ganz kloer zum Erhale vum System vun der automatescher Upassung vu Léin, Gehälter a Pensiounen un d'Entwécklung vun der Inflatoun. Dat hunn an engem Sondage vun der ILReS, dee mer viru kuerzem gesinn hunn, 81% vun eiser Bevölkerung och esou gesinn. Ech mengen, dass et do e grouse Konsens gëtt.

Ech hu virun engem vun de positive Säite gesot, déi vun dem soziale Fridden, dee mer hei am Land hunn, an ech nennen lech e puer Zuelen, wéi vill dass an der Belsch: 74 Streikdeeg, an anere Länner: 102 Streikdeeg, an esou virun, verluer gaange sinn. Et ass dat zu Lëtzebuerg ee vun de wesentlechen Trëmp fir Investoren, ze wëssen, dass een hei an engem Land



ass, wou versicht gëtt, am Dialog, am permanenten Dialog - an och, wann et heiansdo schwierig ass, a mir erliewen eng schwierig Period - awer ëmmer erëm versicht gëtt, fir d'Dréit tëschent deenen eenzelnen Acteuren zesummenzékriegen.

Den Index huet eis bis haut an der Kompetitivitéit net beeinträchtigt. Ech hunn d'Zuelen am Ufank genannt, wat déi lescht Joren ubelaangt, och den Tableau de bord compétitivitéit genannt, wou ee ganz kloer gesäit, dass fir déi indexrelevant Indikatoren: Wirtschafts- a Beschäftigungscroissance, Inflation, Termes de l'échange, Taux de change effectif, do beleed mer weiderhin am europäesche Verglach déi éischt Plaz. Dat sinn déi, déi fir den Index och relevant sinn.

An ech mengen, dat gesi mer esou, ech hu virdu gesot: och den Index, d'Inflation selwer mat 0,2% iwwert dem Duerchschnitt vum der Eurozon. Ech hunn och nogekuckt, dass fir déi lescht siwen Indextranchen, déi mer erlieft hunn, no dräi Indextranchen dovun an engem Zäitraum duerno d'Präisser gestiege sinn, mä a véier Tranché vum deene leschte siwen d'Präisser souguer erofgaange sinn, an de Statec zur Konklusion kënn, dass den Index tëschent 0,1 an 0,3% an der hausgemaachener Inflation ausmécht. Also ganz wéineg ausmécht, wat - mengen ech - wichtig ass.

Et muss ee gesinn, dass ouni Indextranchen - an ech mengen, dat ass wesentlech fir vill vun eis heibannen -, dat ass wesentlech, dass ouni Index d'Louentwécklung 2009 réckleefeg gewiescht wär. Mir haten eng Louentwécklung vun 1,7%. Et ass also ganz kloer, dass, wa mer hei mat der Aart géifen drüegen, et evident ass, dass mer an eng negativ Louentwécklung géife goen, mat alle Répercussionen, déi dat och fir d'Croissance hei zu Lëtzebuerg hätt, mä wat dat och um Niveau vun de soziale Spannungen, déi an de Kollektivvertragsverhandlungen an d'Betriber géifen erakommen, wat fir eng Konklusionen dass dat hätt.

Et ass also, mengen ech, wichtig, dass mer déi sektoriell Analys maachen. Mir mussen méi no un d'Entwécklung vun der Kafkraaftanalys vun eenzelnen Akommesgruppe goen: Wéi huet sech d'Kafkraaft vun eenzelnen niddregen, mëttleren an héijere Bezéier vun Akommen entwéckelt? Ech mengen, dass et wichtig ass - an ech hunn dat virdu gesot -, dass d'Kafkraaft dann net nëmme vum Bruttoloun ofhänkt, mä och vun der fiskaler Landschaft, déi mer hunn, vun de Sozialtransferten an esou virun.

Fir d'LSAP, dat wëll ech ganz däitlech soen - par rapport zu deenen, déi do eng aner Analys maachen, mä dat ass eis Analys, a mir loosse eis an där Analys och vu kengem aschüchteren -, dass et an eiser Analys keen akuten Handlungsbedarf beim Indexsystem gëtt!

De Punkt 49 an de 65 Propositione vum Här Krecké schwätzt hei ganz däitlech vu Moosnamen „en cas de dérapage de l'inflation“. Dat ass net de Fall. De Statec seet am Moment, dass déi nächst Indextranche viraussichtlech Ufank 2012, also ongeféier an 18 Méint, géif erfalen. Zum Erfall awer, an och dat wëll ech als drëtter Punkt fir eis Partei hei ganz däitlech soen a fir eis Fraktion, dass et ganz kloer ass fir eis, wann deen Dérapage antrëtt, dass et kloer ass, dass Lëtzebuerg sech an engem Terme vun zwielef Méint keng zwou oder dräi Indextranchen duerch den Dérapage, deen iergendwou, zum Beispill bei de Pétrolspräisser, feststellen ass, kann erlaben.

Dofir hu mer zwou Aufgaben ze maachen. Dat steet iwwerengs och esou an där Resolution vum deem Kongress, dee mer viru kuerzem dorivwer haten, genau esou an net anescht, dass mer bereet sinn an deem drëtter Punkt, dann driwwer ze diskutieren, wat mer am Zesummespill vun där Aufgab, déi de Wirtschaftsminister elo ze maachen huet - nämlech derfir ze sorgen, fir d'Parametere ze kucken, opgrond vun deene mer eis Kompetitivitéit, Verbesserung oder Verschlechterung, feststellen -, a wa rout Signaler ugin, wat mer

dann och op deem Niveau vum dem Index wëlle maachen. Mä dat fënn net nëmme da statt, wa mer an eng Verböserung, an eng drastescher Verschlechterung sinn, zum Beispill um Niveau vum der Inflation, an dat ass am Moment - all Analys weist dat - net de Fall.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Si si sech net eens!

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech wëilt zum Schluss soen, dass - fir eis Fraktion - mer besser sinn, wéi mer eis déi lescht Wochen a Méint selwer dobaussen an no banne maachen, dass mer eis awer net als Land op eise Lorbeeren, op där „success story“ vun deene leschte Joren, bal Jorzéngten, kënnen ausrouen, mä dass den Esprit bagarreur een ass, dee mer all Dag, all Woch, all Mount mussen hunn, fir d'Attraktivitéit vun eisem Standuert ze verbessern.

Ech mengen, dass mer also mat roueger awer decidierter Hand an déi 65 Propositione solle goen, no deem Timing, deen de Premier beim État de la nation hei kloergemaach huet, nämlech am Hierscht de Sozialdialog nach eng Kéier sichen a kucken, wéi dat Zesummespill vun de Parametere an deem, wat mer zum Beispill um Niveau vum Index kënn maachen, wéi mer dat bis Enn des Joers hikriegen.

Dat entsprécht, mengen ech, och deem, wat mer als Motioun hei zesummen an der Koalition virun e puer Wochen am État de la nation decidéiert hunn. Fir déi Aufgab do ass d'LSAP-Fraktion prett, déi Diskussionen ze féieren.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Lux. Als nächste Riedner ass den Här Henri Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Här President, Dir Dammen an Hären, wann een de Mëtteg d'Debatt nogelauschert huet, steet effektiv eist Land viru groussen Erausforderungen. Schonns laang schleefe mer hei an deem Land déi néideg Reformen ëmmer nees virun ons hier. Mir doen eis besonnesch schweier, wann et em strukturell Reforme geet. Am Endeffekt maache mer oft näischt. Et passéiert just nach grad de Contraire.

**(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)**

Wa mir haut hei iwwert d'Kompetitivitéit vum Lëtzebuerg Land diskutieren, ass et sécherlech net vu Muttwëll, mä et gräift fir déi gréng bäi Wäitem net wäit genuch. D'Kompetitivitéit fir déi gréng ass méi wéi just en Zuelespill iwwert d'Léin, d'Zëssatz oder och nach Steieren a Budget. Et huet besonnesch och mat allgemengem Ëmfeld ze dinn. Dobäi si vill Facettë betraff, wéi d'Schoul, d'Ausbildung, d'Kannerbetreuung, d'Mobilitéit, eng besser Landesplanung an och nach d'Ëmwelt an d'Natur, fir nëmme déi ze ernimmen.

Éier ech mech awer méi am Fong mat der Problematik wéilt beschäftegen, wëll ech awer och e puer Wieder iwwert d'Form vun deem Débat hei verléieren. Dëst ass alles schéin a gutt, en Débat iwwer e 65-Punkte-Programm ze lancieren an och dobäi wëllen eng Orientéierungsdebatt ze maachen. Komesch a penibel gëtt et awer, wann deen anere Koalitionspartner den Dag viru senger Orientéierungsdebatt eng Pressekonferenz ofhält...

**(Interruptions)**

...an nach eng Kéier déi Punkte virstellt, déi en haut nach eng Kéier am selwechte Wuertlaut wéi gëschter an der Pressekonferenz hei virdreit.

Do kann ee wierklech soen, da brauche mer esou Orientéierungsdebatten net ofzehalen. Da kënn mer eis alleguerten zréckzéien op Pressekonferenzen, wou dann déi eng oder déi aner Iwwerleeungen eriwuerbruecht ginn. Et wär och net méi néideg, dass den Här Thiel herno och nach eng Kéier heihinner kënn. Mir brauche jo just d'Press vum haut de Mëtteg ze liese respektiv vum haut de Moien an der Zeitung, do steet u sech alles schonn dran.

Et wär dem Land sécherlech besser gedéngt, wann d'Regierung hir Orientéierung ginn hätt respektiv am Virfeld vun deenen Diskussionen hei de Mëtten an eng entsprechender Kommission déi

eng oder déi aner Punkten opgeworf gi wäeren an och ausgiebig presentéiert, fir endlech ze wëssen, a wéi eng Richtung et dann elo geet. Respektiv och ze weisen, déi an déi Punkte wëlle mer dann och effektiv ëmsetzen, an dëst an eng Zäittrum, déi och fir jiddwereen novollzéibar ass, insbesondere dat, wat dobausse kënn.

Säit Jore waarde mer, oder säit engem Joer, säit der Regierungsbildung waarde mer op eng konzertéiert Aktioun vun dëser Regierung, fir dëst Land endlech op d'21. Jorhonnert prett ze maachen. Dëst Land brauch richtungsweisend an nohalteg Entscheedungen, statt deels eng Opzielung vun ale Kamellen!

Fir an der Terminologie vun eisem Premier ze bleiwen, kréie mer haut deemno Piste vun eise Regierungsparteie presentéiert. Pisten, déi alles anescht wéi op „de séchere Wee“ féieren. Vun: „Mir paken et un“ ass och keng Spur! Hei geet et monter weider mat deemselwechte Konkurrenzdenken de Regierungsparteien, statt e gemeinsamen, kohärenten a koordinéierte Moosnamekatalog ze presentéieren. Dat, wat hei jiddefalls vu menge Virriedner vun der CSV an der LSAP schonns lassgetréppelt gouf, schwätzt net direkt fir eng op Regierungsebene koordinéiert Politik am Beräich vun der Kompetitivitéit.

Wou, wann net hei, misst eng Propos vun der Regierung um Dësch leien? Mir als Gréng hu kee Problem, eis deene Froen ze stellen. Mir stelle jiddefalls fest, dass d'Regierung nach ëmmer am selwechte Chaos wëllt weiderfuere. Dëst kann an där net d'Antwort vun der Regierung sinn. Dës Regierung ass fir déi gréng um Enn!

Ech huele mer Waasser, et ass e bësse waarm.

**(Interruptions)**

Ech soll vill drénken.

**(Interruptions diverses)**

Dat sollt Der elo emol verdauen.

**(Interruption)**

Mir hunn et nach ëmmer iwwerlieft, Här Clement.

**(Interruption)**

Bis elo si mer nach ëmmer do, Här Clement. Dat diskutiere mer dann zu Réimech am Gemengerot.

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Dir sidd jo och nach ëmmer hei!

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Jo, et ass jo kee Problem. Do sot Der jo och dat.

**(Interruption)**

An do soll dann eng Regierung kloer Signaler no bausse verrieden!

Wirtschaftspolitik ass och Vertrauenspolitik, ass Psychologie, an net nëmme en Zuelespill a Verschibe vu Responsabilitäten op den „Sankt-Nimmerleins-Tag“!

Wa 500 Patronë vu klengen a mëttelstännege Betriber op d'Strooss ginn, misst dat Signal genuch sinn, dass eppes muss geschéien. Et geet deemno net duer, 65 an och nach 20 oder 21 Punkten, wéi virdu gesot ginn ass, opzezielen. Weder déi 65 Punkte vum Här Krecké nach déi 20 vum der CSV si revolutionär. Mä et sinn zum gréissten Deel al Forderungen, déi elo just nach eng Kéier zesummegehallt goufen.

Här President, Dir Dammen an Hären, vläicht ass et awer net schlecht, emol nach e Bléck zréckzeweieren. Wéi koum et, dass mir haut an där Situatioun stinn? Wien dréit d'Responsabilitéit vun dëser Entwécklung? Oder si mer einfach dem internationalen Ëmfeld ausgelievert? Ass et just op d'Finanz- an d'Wirtschaftskris zréckzeféieren? Woubäi mir jo och nach net derfir responsabel sollte sinn.

Fir déi gréng ass et kloer, dass net nëmme dës Regierung Responsabilitéit dréit. D'Verse geet net nëmme op dës, mä op déi lescht fënnf Regierungen zréck. Säit den 90er Joren hunn déi sukzessiv Regierungen sech selwer, an domadder eis alleguerten, an d'Täsch gelunn. Markant Beispill fir dës Entwécklung war d'Ëmstellung vun der classescher Stolindustrie op Basis vu Kuel op d'Elektrostolproduktioun.

Net, dass Der mech elo hei falsch verstitt:

Déi Ëmstellung war deemools eng richtig Décisioun an huet derzou bäigedroen, dass d'Stolindustrie weiderhin e fest Standbeen vun der Lëtzebuerg Industrieolitik bliwwen ass. Och wa bis haut no an no déi eng oder aner Produktiounslinn an domat och Aarbechtsplazen ofgebaut goufen an och leider nach ëmmer ginn.

Leider gouf sech awer net mat der kollateraler Entwécklung vun dëser Ëmstellung ausenanergesat an d'Veichen an déi richteg Richtung gestallt. Hei ass besonnesch de Kyoto-Accord ze ernimmen, dee wuel richtungsweisend war, mä leider net seriö analyséiert ginn ass.

Duerch d'Ëmstellung vun der Industrie - d'Stolindustrie - gouf beim Kyoto-Accord eng Reduktioun vun 28% agaangen. U sech e Weltrekord. Net, dass déi 28% deemools falsch waren, mä et gouf näischt ënnerholt, fir d'Politiken entsprechend ëmzebauen an entsprechend och d'Entwécklung vum Lëtzebuerg Land ze steieren.

1995 hunn déi gréng dëst schonns op eng Pressekonferenz bemängelt. Duerch déi staark CO<sub>2</sub>-Reduktioun duerch d'Ëmstellung vun der Stolproduktioun huet sech eng weider Feelentwécklung ageschlach. Säit '97 huet sech nämlech parallel derzou och den Tanktourismus explosionsaart entwéckelt, ouni dass sech mat de Konsequenzen vun dëser Entwécklung ausenanergesat gouf. Sou dass mir haut eent vun de Länner op der Welt sinn, déi déi gréissten Uelechofhängegkeet opweisen. An dëst net nëmme mat Auswirkungen op den Index, mä och op d'Mobilitéit, op de Landverbrauch a besonnesch och op eis Statsfinanzen.

Dës Entwécklung vum bëllege Sprit huet och d'Sich no Alternativen zu dëser Ofhängegkeet staark beaflosst, sou dass Lëtzebuerg haut innerhalb der Europäescher Unioen dat Land mat deem niddregsten Taux un erneierbaren Energien ass. E Beräich, wou besonnesch eist Handwierk an eis mëttelstännege Betriber aktiv kënn ginn an domat eng Plus-value fir eist ganz Land kënn schafen.

Leider verkannt an och erëm verpasst! Et hätt ee schonns laang missen d'Veichen anescht stellen an, ähnlech wéi d'Regierung an Norwegen et mécht, e richtigen Apel fir den Dusch zréckstellen. Säit Laangem verlaange mer e graduellen Ausstiegszenario aus deem Tanktourismus, mä mir hu grad de Contraire vun deem gemaach. Statt zréckzestellen, hu mir mat der Schépp ausgedeelet an hei a Lëtzebuerg eng Casinomentalitéit ausgeléist. Dës Casinomentalitéit ass besonnesch um Wunnengsmarché ze spieren, wou haut den Terrain 50% vum Gesamtpräis vun engem Eefamilljenhaus ausmécht. Statt hei mat Zäiten d'Brems anzegeheien, hu mer nach monter duerch eis Steierpolitik dës Entwécklung zousätzlech erëm ugeheizt.

Mir hunn 2001 eng oniwuerluechte staark Steierreduktioun duerchgefouert. Mir hu riets a lénks Cadeauen ausgedeelet. Mir hunn eis weder ëm eng aner Mobilitéit nach ëm eng koordinéiert Landesplanung gekëmmert. Mir hunn eis Schoul net wëlle mat Zäiten un déi Erausforderungen upassen, sou dass den Taux un onqualifizéierte Jugendlécher nach ëmmer ganz héich ass. Mir hunn eis en eegene Wuusstsein vu 4% jährléich verschriwwen, dat mathematesch net kann opgoen. Mir gi säit den 90er Jore bis hannert Saarbrécken, Nanzen, Namur an Tréier Aarbechtskräfte rekrutéieren, fir se haut an Zäite vun der Kris als „Geldsauger“ ze verdamen.

Dat ass alles och Kompetitivitéit. Dat ass awer aus eiser Siicht eng falsch Kompetitivitéit. Eng, déi an déi falsch Richtung gaangen ass an nach ëmmer geet. Mir liewe säit Laangem iwwer eise Verhältnisser. Dëst léisst sech nach am androcksvollsten iwwer eisen ekologesche Foussofdruck duerstellen.

Fir eisem Liewenswandel ze begnügen, bräichte mir net nëmme eng Welt, mä mir bräichten der am Ganze scho fënnf. Och erëm e Weltrekord, en traurege Weltrekord. Dat ass keng „success story“, wéi den Här Lux dat virdu betitelt huet. Dat ass fir sech ze schummeren, well dës Entwécklung net iwwerdrobar ass op d'Welt an iwwer sämtlech Länner vun dëser Äerd. Een, deen dës Entwécklung als richtig an





och als weider esou wëllt gesinn, lieft entweder net op dësem Planéit oder et ass him total egal, wat nach fir eis Kanner a Kandskanner iwwreg bleift.

Verzicht ze priedegen hei an dësem Land war nach ëmmer en Tabu an huet och net an eis schéin, ëmmer méi individuell Egoismuswelt gepasst. Et kann een u sech kengem et verdenken, wann eis Gesellschaft méttlerweil resistent vis-à-vis vun Ännerunge ginn ass. Sait 25 Joer gëtt vun de sukzessive Regierungen kontinuierlech ausgedeelt, ouni längerfristeg Ofsécherungen opgestallt ze hunn. Haut bedreiw mer a sämtliche Sparten, Secteuren a Beruffer e Leiden auf sehr hohem Niveau.

Här President, Dir Dammen an Hären, och fir déi gréng ass d'Kompetitivitéit e wichteg Instrument, fir eng Entwécklung vun engem Land a senger Gesellschaft ze beschreiw, awer bäi Wäitem net déi eenzeg Kritären.

Kompetitivitéit ass och kee Selbstzweck. Et stellt sech fir déi gréng fir d'Éischt emol d'Fro, wéi mer iwwerhaupt d'Kompetitivitéit definéieren, ier ee sech schonn nei Weeër an Instrumenter gëtt. D'Gesamtkonzept muss och definéiert kënne ginn. Eleng duerch d'Lounentwécklung, Zënspolitik a fiskalesch Instrumenter oder och nach vereinfacht Reglementatiounen gëtt eis Kompetitivitéit längerfristeg net gestärkt a gräift och ze kuerz. Dëst héiert sech nach ëmmer no alen neoliberalen Konzepter ouni Gesamtkonzept un. Dëst si grad déi Konzepter, déi eis jo awer an d'Kris gefouert hunn an also net kënne ausschliesslech d'Rezepter sinn, fir aus der Kris erauszekommen.

Kompetitivitéit ass nämlech total destruktiv, wann et nëmme drëms geet, aner Mënschen, Gruppen, Organisatiounen, awer och natierlech Ressourcen zu sengem eegene Virdeel, engem meeschtens kuerzfristeg Virdeel iwwregens, aus dem Wee ze raumen.

Dobäi gëtt et dach awer och eng kooperativ Kompetitivitéit, bei där et drëms geet, gemeinsam ze iwwerliewen, zesumme seng Liewenssituatioun ze erhalen an ze verbesseren, woubäi fir eis als Gréng dës gesamt Gemeinsamkeet sech och op de Mënsch aus anere Länner a Kontinenter a selbstverständlech op eis natierlech Ressourcen a global Liewensbedéngunge bezieht.

Dës Kompetitivitéit heescht, eng konstruktiv Kompetitivitéit opbauen, heescht d'Fäegkeet vun enger Entitéit, engem Grupp, enger Gemeinschaft, sech op zukünfteg Evolutiounen ze preparéieren a sech u Changementer unzepassen duerch nei an innovativ Strategien, zum Notzen net nëmme vun de Membere vum Grupp, vun engem Member vum Grupp, mä och, fir anere Leit hir Bedierfnisse ze erfüllen.

An dësem Sënn hunn déi gréng och op hirem Kongress virun zwou Wochen eng ganz Rei vu Virschléi presentéiert, ënnert dem Motto „E gréng Modell fir d'Zukunft“. Eis Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg op eng konstruktiv Aart a Weis ze erhalen an eis Gemeinschaft un déi nei Situatioun unzepassen, déi duerch eng Serie vu globale Krisen entstanen ass, net nëmme Finanz- a Wirtschaftskris, mä och global Ongerechtegkeet a Verdeelungskämpf an Energieknappheet a Klimaverännerung.

Kompetitivitéit ass fir déi gréng net eleng de Präis, mä niewent dem Präis ass et och d'Innovatioun, d'Qualitéit an och den Dé-lai, déi ausschlaggebend sinn. Fir kompetitiv ze sinn, muss deemno och d'Émfeld stëmmen an och d'Liewensqualität entsprechend ugepasst ginn. Dofir gehéiert fir déi gréng och Loftqualität a Waasserqualität derbäi. Do gehéieren och déi néideg Kannerbetriebsstrukture wéi och e gudd Bildungssystem an en ausgeglaachte Kulturgebuet derbäi.

Dëst si Beräicher, déi besonnesch fir innovativ Hightech-Secteur vum 21. Jorhonnert extrem wichteg sinn. Wa mir gären hätten, dass gutt ausgebildete Fuerscher a Kaderen aus esou Secteuren op Lëtzebuerg kommen, da muss mer och dat néideg Émfeld derfir schafen.

Här President, Dir Dammen an Hären, weder bei de Proposen...

► **Mme le Président.** - Ech wëll lech just drop opmierksam maachen, dass d'Prési-

dence am Ufank vun Ärer Ried scho chan-géiert huet. Ech wollt lech net ënnerbriechen.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Entschëllegt, Madame Presidentin. Da widderhuelen ech nach eng Kéier: Madame Presidentin, Dir Dammen an Hären, weder bei der Propos vun der LSAP nach bei der CSV geet Rieds iwwert d'Uelechofhängegkeet. Gewosst ass jo awer, dass grad déi héich Uelechpräisser zu där neier Indextranche gefouert hunn. Et brauch ee just d'Konjunkturnote vum Statec ze kucken. D'Inflation ass gréisstendeels op d'Präisshausse vum Pétról zréckzeféieren; genau 0,5 Punkten.

Aus grénger Siicht wäerten am 21. Jorhonnert d'Émweltstandarden eng enorm wichteg Roll spillen, wann et ëm d'Kompetitivitéit vun engem Standuert geet. E Land, wat weiderhin total vu fossilen Energien ofhängeg ass an dat deemno extrem ufällig ass par rapport zu héijen Energiepräisser a Strofen duerch ënnerloosend Klimapolitik, wäert zolidd Kompetitivitéitsnodeeler kréien.

Déi innovativ Secteure vun den Émwelttechnologie wäerte sech och kaum an engem Land niddersloossen, wat lamentabel Émweltstandarden huet. Och d'Fuerschung wäert kaum an esou engem Land kënne ugesidelt ginn. Dofir wäerten d'Émweltstandarden am 21. Jorhonnert zu ganz haarde Standuertfacture ginn.

Hei si mer als Lëtzebuerger Land net terribel gutt opgestallt. Wa mer also déi automatesch Lounupassungen an de Präisindex positiv wëlle léisen, da geet dat nëmme, wa mir eis d'Fro iwwert den Ausstieg aus der Uelechfal stellen. Héich, spronghaft Inflation, ausgeléist duerch Energiepräisser, an domat permanent verbonne Lounausgläich, féiert eis Wirtschaft ganz schnell a Problemer.

Op där anerer Säit riskéiere mer, duerch héich kuerzfristeg Präissteigerungen ouni Lounausgläich an ouni Schutz fir déi sozial Schwaach e Sozialofstieg a verstärkten Aarmut. Dofir kann aus Siicht vun deene Gréngen d'Neutraliséierung vun den Uelech- a Gaspräisser am Index-Wuerekuerf nëmme a Verbindung mat soziale Begleetmoosnamen, enger staatlecher Förderpolitik fir méi Energieeffizienz wéi zum Beispill am Beräich vu Wunnen a Bauen, enger nohalteger Mobilitéitspolitik wéi de massiven Ausbau vum öffentlechen Transport an enger couragéierter Strategie bei der Ennerstetzung vun erneierbaren Energien erreicht ginn.

Eng weider ganz wichteg Viraussetzung ass, endlech eng ekologesch Steuerreform unzegoen, déi soll déi néideg Ureizer schaffen, fir de wirtschaftlechen a soziale Strukturwandel zu enger nohalteger Entwécklung ze begleeden. Eng Steuerreform, déi iwwer en Ökobonusausgläich souwuel deene sozial Schwaachen entgéintkënt wéi fir d'Finanzéierung vum Strukturwandel bäidréit.

vläicht nach e leschte Saz zum Index. déi gréng sinn och der Meenung, dass Genossmittel och net am Index-Wuerekuerf sollen dragehéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, säit Jore schwätze mer schonn vun der ominöser Réforme administrative. Si ass souguer zur Chefsaach deklariert ginn. Dofir e puer Iwwerleeungen och zu deem Thema.

D'Finanz- an d'Wirtschaftskris huet daitlech opgewisen, dass de Stat als Regulator vun der Wirtschaft an als Wächter vun der sozialer Gerechtegkeet onersetzlech ass. Ouni déi staatlech Rettungsaktiounen, ouni déi staatlech Hëllef fir d'Chômeuren oder d'Kuerzaarbechter wär eis Gesellschaft ausenanergefall. Mir brauchen also weiderhin e staarken an effiziente Stat. Mir brauchen awer méi Effizienz a méi Déngscht um Client, och beim Stat. Mir brauchen dofir schnell an effizient Verwaltungenweeër.

Mir hu ganz gutt Beamten an eiser Verwaltung, se sollen och dofir gutt bezuelt ginn. Mir sinn awer der Meenung, dass an der momentaner Situatioun mir keng prozentual Lounerhéijung fir déi nächste Jore sollten duerchféieren an éischer méi eng qualitativ Offer bei den öffentlechen Lounverhandlungen an de Vierdergrond gestallt sollt ginn, wéi zum Beispill d'Weiderbildung, d'Job-Tickets, fir zum Beispill

mam öffentlechen Transport oder - firwat net - och mam Vélo kënnen op seng Schaff ze fueren.

Top-Prioritéit fir déi administrativ Reform bleift awer d'Verbesserung an d'Veereinfachung vun de staatleche Prozeduren. Net méi, mä dofir besser reguléieren. Mir brauchen also besonnesch och e positivt Émfeld, wat den neien Erausforderunge vum 21. Jorhonnert gerecht gëtt.

Kompetitivitéit heescht och e modernen a flexibelen öffentlechen Transport. Kompetitivitéit heescht och eng solidaresch Gesellschaft mat ugepassten a séchere Renten- a Gesondheetskeesen, ouni eise Kanner a Kandskanner hir Zukunft ze hypothekéieren.

Kompetitivitéit heescht och eng Bildungs- a Beschäftigungsoffensiv, déi all de Kanner eng Chance an eisem Bildungssystem erméiglecht. Mir müssen d'Chancé vun de Kanner mat Migratiounshannerground verbesseren. Mir muss besonnesch d'Orientatioun besser maachen, fir dass déi Kanner och eng sécher Plaz an eng sécher Zukunft an eisem Land fannen.

Dëst a villes méi si Proposen, déi mir an eisem Pabeier „Gréng Modell fir d'Zukunft“ proposéiert hunn, an deem mir e Gesamtbild ofginn, an net nëmme just e Sammel-surium vun erschreckende Platitudé mat neoliberalen - nach ëmmer neoliberalen - Iwwerzeegungen, wéi dat gëschter an och nach haut vun eisen CSV-Kolleegen hei presentéiert gouf.

### (Interruption)

Madame Presidentin, Dir Dammen an Hären, Lëtzebuerg muss sech besser opstellen. Opstellen heescht awer fir déi gréng, net nëmme duerch d'Weltgeschicht ze reesen an iergendwellech Betriber ze motivéieren, hei op Lëtzebuerg ze kommen. Hei gëllt et besonnesch, déi Betriber an Déngschtleeschungen ze motivéieren, déi an e Gesamtbild vun enger nohalteger Entwécklung passen.

„Green-tech“-Industrien an „green-tech“-Déngschtleeschungen als neien innovative Wirtschaftssektor, un deem senger Entwécklung Lëtzebuerg nohalteg kann deelhuele. An Europa si méttlerweil an deene Secteure méi Leit beschäftigt wéi an der Automobilindustrie. Mir dierfen dofir dësen Uschloss net verpassen. Et heescht awer virun allem, déi Betriber heeheim fir d'Zukunft besser opstellen; grous a kleng Betriber. Dëst gëllt och fir d'Industriebetriber hei am Land.

Fir de Strukturwandel hei am Land ze vollzéien, brauche mer awer virun allem déi kleng- a méttelstänneg Betriber. Et si si, déi haut schonn méi wéi 120.000, 130.000 Aarbechtsplaze géieren. Et sinn och net déi Betriber, déi délocaliséieren wëllen, well si hei an der Gesellschaft staark verankert sinn. Eis Betriber si prett, fir do kënne matzemaachen. Mir müssen hinnen awer déi néideg zoulässg Rahmbedéngunge schafen, dass si sech och do kënne gären investéieren.

Ech huelen zum Beispill de Beräich vum Bauen a Wunnen. Mir müssen e Qualitätssprong, virun allem an energiespue-rendem Bauen a Wunnen, errechen. Vill, ëmmer nach vill ze vill Energie gëtt nach ëmmer an de Gebaier verpufft, statt mat dem Asaz vun erneierbaren Energie regerecht Energieproduktionsunitéiten ze schafen.

D'Politike vun de leschte Jore waren awer alles aneschters wéi dénglech. En Hickhack vun de Förderinstrumenter, e Verschleefe vun de Subventionshëllef fir d'Clienten; fir nëmme déi ze nennen. Et felt einfach d'Opbrochstemmung an d'Chance, déi dese Secteur fir eist Land och kann duerstellen.

Och dëst koom gëschter bei der Manif vun der Fédération des Artisans zum Ausdruck. Aus eegener Erfahrung weess ech och, dass et eben net eleng de Präis oder d'Käschte sinn, déi e Betrib méi kompetitiv maachen. Et ass besonnesch och d'Innovatioun an d'Upassung un neien Entwécklung respktiv d'Loscht op Neies, wat méi bréngt wéi d'Reiden op de leschte Sou. Do muss d'Politik awer mat den néidegen Hëllefstellung begleedend matwierken, statt op alen ausgetrappelte Pied weiderzetram-pelen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an

Hären, déi gréng si prett, fir matzehliefen eist Land nohalteg opzestellen, fir déi grous Erausforderunge vum 21. Jorhonnert ze meeschteren. Mir sinn awer net bereet, nëmme kuerzfristeg Ännerungen ze akzeptéieren, ouni eng Abettung an e Gesamtkonzept ze hunn. Do wëlle mir an do maache mir net mat.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci, Här Kox. Deen nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Madame Presidentin. Iwwert déi national Kompetitivitéit ze diskutéieren, heescht diskutéieren iwwert d'Capaciteit vun onsem Land, fir all Joer e méi grousse Wirtschaftskuch ze baken an net e méi klengen. Wann de Wirtschaftskuch nämlech méi kleng gëtt, ginn natierlech och d'Stécker vum Kuch, déi mer un d'Bierger kënne verdeelen, méi kleng.

Esou eng wichteg Debatt wéi haut hätt verlaangt, dass mer an der Chamber an der zoustänneger Kommissioun am Virfeld dovunner mam Wirtschaftsminister all déi Propositionen, déi hie gemaach huet, hätte kënnen diskutéieren. Dat geschitt dës Kéier net am Virfeld, mä muer de Moien. Ech mengen, dass ass net seriö an dat beweist, wéi heiansdo vun der Majoritéit an der Chamber d'Debatte virbereet ginn.

D'Regierung, genauer gesot de Wirtschaftsminister huet am Abréll dëst Joer e Pabeier virgeluecht mat 65 Propositionen. Déi 65 Propositionen sinn eng Zesummefaassung vu Fuerderungen a Wënsch, déi zu engem groussem Deel schonn zënter Jore gefuerdert ginn. Bref, et ass d'Sënneregister vun der CSV/LSAP-Regierung vun de leschte sechs Joer, wou alles dat, wat d'CSV an d'LSAP verschweest, net gemaach hunn, wou Dé-laien erausgeholl gi sinn a sech ënnerenauer zerstridde ginn ass. Dat soll elo realiséiert ginn.

Mä ech fäerten, dass sech och an Zukunft net vill wäert änneren an datt et laang dauert bis eppes geschitt, well d'Regierung sech op ville Punkten net eens ass. Wann hei vum Esprit bagarreur vum Spriecher vun der LSAP geschwat gëtt, dann hat ech dat an der Éischt esou verstanen, dass dat den Esprit bagarreur wär, fir ze gewannen, fir sech no vir duerchzusetzen. Mä ech mengen, an den Ae vun der LSAP an och vun der CSV schéngt den Esprit bagarreur éischer ze sinn, fir ee géint deen anere sech ze bagarréieren, sech ze zerschloen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - De Wirtschaftsminister bedauert, dass d'Attitud vum Émweltminister an déi vum Innenminister respktiv vun hiren Administratiounen verschidde sinn, dass net mate-naner geschafft gëtt. Dat wor virun de Wahlen de Fall. An et gesäit een, dass och dat derzou gefouert huet, dass eng etlech Reformen, déi hätte misse gemaach ginn, net gemaach gi sinn. Dat eenzegt Resultat ass, dass elo den Émweltminister net méi e Kolleeg vun der LSAP ass, mä datt elo e Schwaarzen Émweltminister ass. Dat ass, wann een net an Équipé kann zesummeschaffen.

D'Regierungsverwaltungen ënnert der CSV-LSAP sinn ze vergläiche mat der franséischer Nationaléquipe am Fussball, déi bei der ablacklecher Fussballweltmeeschterschaft am éischten Tour eliminéiert gouf, well d'Spiller net eens woren, well et keng Équipe wor. Dës Équipe huet am Fussball gradesou eng lamentabel Bilanz opzeweisen, wéi mutatis mutandis d'CSV/LSAP-Regierung a Matière vu Kompetitivitéit vun eiser Economie.

Just a schwierigen Zäite misst onst Land eng Regierung hunn, déi capabel ass, Décisiounen ze huelen, déi capabel ass, ze handelen, fir dat duerchzusetzen, wat se decidéiert huet. Bref, mir brauchen eng Regierung, déi capabel ass, ze regéieren. A just dat, nämlech regéieren, bréngt dës Regierung net méi fäerdeg.



Ech sinn net deen Eenzege, deen dat seet. Och de President vun der Lëtzebuerger Zentralbank huet kierzlech an engem Interview gesot - ech zitieren esou den Titel vun der Zeitung -: „Es wäre sinnvoll, wenn die Regierung auch regiert“. Mä dovun si mer wäit ewech, wann een de Spriecher vun LSAP an CSV nogelasscht huet. Notamment an der Indexfro; mä net nuren do.

De Wirtschaftsminister mécht 65 Propositionen. An enger Pressekonferenz iwwerhëlt d'CSV der 20 dovun, oder weinstens diskutéiert iwwert déi. Iwwer Verschiedener: iwwerhaupt kee Wuert. Dofir wär et besser gewiescht, mir hätten eng Diskussioun an der zoustänneger Chamberskommissioun am Virfeld gehat, an net duerno, no der politescher Debat. Mä och dat war héchstwahrscheinlech net gewollt, well soss d'Meenungsverschiedenheeten tëschent CSV an LSAP nach méi grouss gi wäeren.

Beispill Index: An der LSAP gëtt et zwou Meenungen; an der CSV gëtt et der och zwou. An anscheinend, wann een elo de Communiqué vum Här Glesener - mengen ech, heescht en - liest, gëtt et och nach eng drëtt Meenung an der CSV, wat soll mam Index geschéien. An dofir wär ech nawell frou, wann hei déi eenzel Meenungen eng Kéier kéinten an d'Debatt erakommen an een dat kéint schéin diskutieren.

#### (Interruption)

Et geet dach drëm, dass een hei Kloertext schwätzt, dass ee weess, wourëm et geet.

An der Indexfro bleift d'ADR bei hirer Meenung, dass d'Indexierung vu Loun a Gehälter muss bäibehale ginn. D'ADR ass awer d'accord mat der Proposition, fir Alkohol an Tubak aus dem Wuerekerf erauszehuelen. Wann den Indexsystem bäibehale gëtt, dann heescht dat awer och, dass bei de Kollektivvertragsverhandlungen d'Gewerkschaften hir Responsabilitéit ze droen hunn, fir d'Betriben an d'öffentlech Hand net futti ze maachen.

De Bankesektor huet ons dat do richtig virgemaach. Dofir huet och d'ADR an deem Kontext do hiren Accord ginn zu der Iddi vun enger Nullronn an dëser Legislatur, wat d'Fonction publique ugeet.

Wann een d'Indextranche kuckt, dann ass et natierlech och kloer, dass et do Meenungsverschiedenheete gëtt. Wann ech hei den Här Thiel héieren, dee schwätzt sech éischer fir einfach d'Ofschaffung a géint d'Tripartitesronnen aus. Den Här Weber, den LCGB-Nationalpresident an CSV-Deputierten, ass do enger total géigen-deeleger Meenung. Bref, esou gi mir hei an déi ganz Debat eran. Dat wierkt an niveau vun enger Regierung, déi soll Décisiounen huelen, enger Majoritéit, déi soll Décisiounen huelen, wierklech zimlech lächerlech an et ass net ze akzeptieren.

All Patron weess, wat hien déi nächst Indextranche am Juli dëst Joer wäert kaschten. Mä de Statec huet awer och annonciert, dass déi nächst Indextranche eréischt 2012 erfält; dat heescht a méi wéi 18 Méint. Wann Alkohol an Tubak aus dem Wuerekerf kommen, wäert den Dé-lai nach méi grouss ginn.

Den Index ass sonner Zweifel e Käschtepunkt, dee speziell de lounintensive Betriben, där mer hei am Land nach e puer hunn, Schwierigkeete ka bréngen. Mä et ass net deen eenzege Käschtepunkt fir e Betrib. Zousätzlech Steieren, Cotisations, administrativ Schwierigkeeten a laangwiereg Prozeduren si sonner Zweifel och Faiten, déi e Betrib kënnen a finanziell an ekonomesch Schwierigkeete bréngen. Et muss een dofir all Mesuren, déi elo am Kader vun de Spuermoossen zur Diskussioun stinn, analysieren. An, wann een den Index bäibehält, dann dierfen aner Mesurë vläicht net geholl ginn.

Esou si mir als ADR prinzipiell der Meenung, dass d'Steierherhijungen net derzou dänge sollen, fir dass d'Regierung bei de private Leit mat där enger Hand dat hëlt, wat se hinnen iwwert den Index ginn huet. Spuere beim Stat huet och an onsen Aen

absolut Prioritéit virun Taxen a Cotisationsherhijungen, déi d'Kompetitivitéit vun onse Betriben, an domat Aarbechtsplazen, a Gefor bréngen. Dofir si mir der Meenung, dass bei Baueren- a Wénzerbetriben an anere méi lounintensive Betriben d'Regierung misst Moosname proposieren, fir d'Indexkäschten opzefänken.

Mir sinn och der Meenung, dass d'Regierung muss Efforten an Initiativen ergräifen, fir dass d'Präisser hei am Land net iwwer all Moosse steigen. Esou si bedauerlecherweis bei de Prix administrés, an anere Wieder bei den öffentlechen Tariffer, Erhéijunge vun 3,2% am Joer 2008 ze verzeche gewiescht. Am Joer 2009 gouf et eng Erhéijung, an an den éischte véier Méint vun dësem Joer goungen déi öffentlech Tariffer ëm dräi Prozent an d'Luucht; dat eleng a véier Méint. Hei ass Handlungsbedarf, hei huet d'Regierung, hei hunn d'Gemengen eng Verantwortung!

Wat d'Mazoutspräisser ugeet, déi eng import Roll am Wuerekerf spillen, esou si mir der Meenung, dass, wann d'Pétrolspräisser nees sollten an d'Luucht goen oder wann den Euro sollt weider falen, dann déi Lëtzebuerger Accisé vun zéng Euro pro dausend Liter sollte fale gelooss ginn; an datselwech beim Heizungsgas, wou fir d'Kategorie A, déi speziell Familljen- a Klengbetriben betrëfft, och kéint nogeduecht ginn an deem Fall do, fir déi Accisen ofzeschaffen.

Vu dass een unhuele kann, dass an der Eurozon d'Präisser vun de Wueren net dérapieren wäerten, muss mir just oppassen, dass ons hausgemaachte Präisser op de Wueren an Dénsgschlechtsungen net dérapieren.

Wat déi 65 Punkten ugeet, déi d'Regierung hei diskutiert huet, esou sinn dat Saachen, déi vun der ADR, mä och vun anere Parteien, zënter laange Jore gefuerdert ginn. Mä nach wëll ech op e puer Punkten agoen, wéi zum Beispill de Plan sectoriel «Zones d'activités», wou et drëm geet, fir Industriezonen ze schafen.

Mir hunn elo eng - an den Här Wirtschaftsminister ka mech do korrigeren, wann ech do eppes falsch soen - 1.458 Hektar un Industriezonen, u Zones d'activités. Mir brauchen der nach eng 330 Hektar. An do gëtt da vun der Regierung zënter sechs Joer drop geschafft, fir esou e Plan sectoriel ze schafen.

D'Resultat ass, dass Betriben, déi sech wellen ausweiten, dass Betriben, déi wellen heihinnerkommen, dass Betriben, déi noutgedronge mussen investieren a méi Plaz brauchen, dat net kënnen, dass se sech da mussen délocalisieren an dass eng etlech Betriben, déi hei sinn, och vläicht aus deem Grund do, wéi notament bei Villeroy & Boch, fortgaange sinn, well se hei net konnten en neien Terrain d'activité fannen.

#### (Interruption)

An dat wëll ech just nure soen, dat huet ee vun den Direktere gesot; ob dat elo stëmmt, oder net. Mä ech wëll just nuren drop hiweisen.

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.* - Also, dat do ass awer den Hummer! Wann et ee Beispill gëtt, wat een net kann nennen, dann ass et Villeroy & Boch.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR). - Da kann een dat doten esou duerchéien, mä et ass kloer, dass een op dësem Gebitt awer och menger Meenung no net nuren op de Plan d'action soll waarden, mä dass een och sollt iwwert de Wee vu Plans d'occupation des sols deklarieren, wou een eng Zone d'activité wëllt maachen. Domadder huet een de Spekulantentum ënnerbonnen an et kann een direkt aktiv ginn a weisen, dass eppes geschitt.

Dann ass och d'Gemeng gefuerdert. Dat schéngt mer de richtige Wee ze sinn. Déi Dunkelkammer, an där d'Regierung bis elo hei op dësem Gebitt schafft, schéngt mer net dat Richtegt ze sinn, well mir mussen prioritär kucken, dass mer déi Betriben, déi hei am Land sinn, heibehalen, dass mer hinnen d'Méiglechkeete ginn an dass mer hinnen net iwwer verschidde Prétexter d'Méiglechkeet schafen, fir sech dann ze délocalisieren. Ob dat deen eenzege Punkt ass oder ob et der nach anerer gëtt, mä et ass kloer, dass dat eng vun de Problematiken ass.

Zweetens, d'Promotioun vu Lëtzebuerg am Ausland. Ech mengen, Här Wirtschaftsminister, dat ass eng Tache, vun där mer ons alleguere wënschen, dass d'Regierung dat weider ausbaut. Mä ech muss awer och soen, dass et besser wär, wann d'Regierung all hir Capacitéite vun alle Ministère géif zesumme bündelen, fir dass mer do déi Wirtschaftsständ, déi mer am Ausland opmaachen, besser maachen, wéi dat bis elo de Fall ass.

Mir stinn do als aarmt Kand vis-à-vis vun anere Stänn vun anere Länner. Bien entendu si mer e klengt Land. Mä nach ass et a verschidde Fäll ganz, ganz batter, wann een déi Vergläicher do ka stellen. An ech hoffen, dass de Wirtschaftsminister seng Kolleegen an der Regierung kann iwwerzeegen, fir do nei Weeër ze goen.

Dann ass ee Punkt, iwwert deen zënter Laangem hei vill diskutiert gëtt, a wat e Musterbeispill ass, wéi eng CSV/LSAP-Regierung vu villem schwätzt an näischt mécht. Dat ass déi administrativ Reform, mat där se erlaabt, fir dass d'Betriben méi séier kënnen schaffen. A wann ee méi séier schafft an administrativ net gehemmt gëtt, ginn och d'Käschten, notament am Wunnensbau, zréck.

D'Chambre des Métiers huet an hirer Zeitung en Artikel geschriwwen ënnert dem Titel „Laang Pied am Land vun de kuerze Weeër“. An ech liesen aus dem éischte Saz nure vir: „An de leschte Jore sinn am Land vun de kuerze Weeër ebe grad des Weeër ëmmer méi laang ginn. Et kann ee soen, dass verschidde Prozeduren engem Parcours du combattant gläichkommen.“ Dat ass d'Resultat vun der Regierungspolitik vun de leschte Joren. Dat muss sech änneren.

Wann een dann héiert, wéi hei gestriden an debattiert gëtt tëschent CSV an LSAP, da weess een, wann do kee Mentalitéitswiessel kënnt, dass sech dann op jidde Fall op dësem Gebitt net vill wäert änneren. Da wäerte PAPen nach ëmmer sechs Joer daueren a souguer heiansdo nach méi, bis se duerch sinn, well verschidde Ministère a verschidde Administratiounen ënnerenaner streiden an do näischt viruget.

Ech héiere jo och de Wirtschaftsminister, deen dat oft hei op der Chambertribün bedauert, dass ee Kolleg oder deen aneren oder eng Administratioun no där anerer net virumécht, an da verschidde Dénge. Do gehiert deen Esprit d'équipe hin. Déi Kollaboratioun ënnert den Administratiounen muss een duerchsetzen. A wann dann de Statsminister erkläert, dat wär Chéfsaach, da muss ech just nure soen, dass d'Chéfsaach op jidde Fall besser gehat hätt, dass de Statsminister sech net drëm gekëmmert hätt. Da wär et vläicht eppes ginn.

#### (Interruption)

Deen anere Punkt, op deen ee muss agoen a wou ech mam Wirtschaftsminister ganz d'accord sinn, dat ass fir op de Wee ze goen vun enger Centrale d'achat oder engem Groupement d'achat, wann dat eent net anescht geet. Mä och do schéngt mer, dass den Här Wiseler, de Minister vun den Travaux publics, vum Développement durable, dass deen enger anerer Meenung ass.

Ech wollt awer hei dem Wirtschaftsminister soen, dass e richtig läit. Well wann ee wëllt méi effikass schaffen, da muss mer déi laangwiereg Prozeduren, déi lertümer, déi mer an de Marché-publicen hunn, korrigeren. An et gesäit ee jo och, dass a Frankräich an an anere Länner, wou et Centrale-d'achat gëtt, deen Ablack de Stat vill méi bëlle kann akafen, méi effizient ka kafen, an dat net nëmmen de Stat, mä d'Gemengen.

Mir begrëssen, dass eng Reform soll kommen, wat d'Faillite an d'Gestion contrôlée ugeet, mä och do, mengen ech, wär et noutwendeg, dass mer op professionell Affekoten, déi gutt rémunéiert ginn, zréckgräifen an net op dee System, dee mer elo hunn.

Wat d'Recherche ugeet, do ass et jo kloer, dass fir Enn 2013 d'Hëllef an d'Subsidien, déi mer bis elo virgeholl hunn, wäerten ewechfalen. D'Regierung proposiert hei, fir dann nuren op d'Subsidië vun deem Minimis, dat heescht bis 200.000 Euro zréckzegräifen. Mä ech mengen, och

do sollt ee sech inspirieren vun deem, wat an anere Länner leeft, wéi notament a Frankräich, déi spezifesch Steierreduktiounen hu fir d'Chercheuren, wou déi nuren d'Halschent vun der normaler Steuer bezuelen, a wou se ganz kompetitiv sinn am internationale Vergläich.

Ech géif duerfir wierklech d'Regierung bidden, sech vläicht do emol ze inspirieren an ze kucken, ob déi eng oder déi aner Donnée net kéint do iwwerholl ginn. Well um Gebitt vun de Steieren, do hu mer nach Latitude, fir de Betriben ze hëlfe, och wann d'Recherche aboutéiert an et kommen Droiten eran, dass een deen Ablack kann dovunner steierlech begünstegt ginn.

Da steet hei eng Fuerderung, mat där ech e bësse méi skeptesch sinn. Et ass déi, fir Entrepreneuren aus der Groussregioun zu Lëtzebuerg ze implantieren. Am Prinzip schéngt dat ganz flott. Ech hunn och näischt géint de Prinzip. Mä mir wëssen awer och schon, dass elo schon eng etlech Betriben aus der Groussregioun hir Salariaéien, déi méi wéi dräi Kanner hunn, hei op Lëtzebuerg fiktiv transferieren, well se hei vu ganz staarke sozialen Avantagé profitieren par rapport zu Frankräich. An ech mengen, dofir muss een awer och kucken, dass, wann een esou eppes promouviert, dat awer net zu engem Détournement vun deem gëtt, wat mer en fait ekonomesch wëlle schafen.

Da gëtt et nach ee Punkt, dass ass Fiskalitéit, den Artikel 9 vum Steiergesetz. Do sollen anscheinend Avantagé geschafeginn. Ech géif just soen, an ech wäert dat och an enger Question parlementaire un de Finanzminister kloerstellen, dass dat doten awer net méi sollte geheim Décisiounen vun der Regierung sinn, déi niergendwou publizéiert ginn. Do muss den Artikel 9 vum Steiergesetz och kloer soen, dass, wann zum Beispill, wéi dat bis '94 de Fall wor, Steierdirekteren an aner Leit hei am Land steierlech Avantagen hunn, da soll dat och public gemaach ginn.

Wat d'Aarbechtsplazen ugeet, esou muss ee festhalen, dass de Statec eppes festhält, wat awer inquiétant ass. A sengem leschten Avis seet en, dass den Emploi frontalier méi séier steigt wéi den Emploi national. Dat heescht, dass et fir Frontaliere méi lücht ass, eng Aarbechtsplaz hei ze fannen, wéi fir déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg am Chômage sinn. Dat ass d'Resultat vun enger schlechter Schoulpolitik vun der Regierung, well ons jonk Leit an och déi aner net méi kompetitiv sinn, an d'Resultat gesäit een ënnert deenen Emständ do.

#### (Interruption)

Dofir mengen ech, dass et wichteg wär, dass hei endlech d'Regierung agéiert, dass se déi richtig Décisiounen hëlt. Do, wou et an déi richtig Richtung geet, wäerte mir als ADR se ënnerstëtzen; wann et an déi falsch Richtung geet, wäerte mer net domat d'accord sinn.

Vu dass ech net méi wéi 20 Minuten Zäit hunn, fir zu esou wichtige Problemer ze schwätzen, wëll ech elo ophieren.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci, Här Henckes. Den nächsten Orateur ass den Här Hoffmann.

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk). - Madame Presidentin: «Il existe des mots qui, à un certain moment, font la loi. À tort ou à raison. C'est le cas, aujourd'hui, de „compétitivité“. L'idéologie et les pratiques bâties à partir de ce mot et autour de lui ont des effets dévastateurs.» - schreift oder seet an enger Konferenz de Riccardo Petrella, deen engagéierte Proff vun der Universitéit vu Louvain, engagiert haupsächlech an de Froen, déi mat der Mondialisierung zesammenhängen.

Dévastateur, firwat? Wann déi ekonomesch Kompetitioun ausgedroe gëtt op de Léin, op den Aarbechtsplazen, op dem Aarbechtsrecht, da kann dat nème féieren zu enger Spiral no ënnen, déi sozial inakzeptabel ass, déi zu enger Verdéiwung vun de sozialen Ongläichheete muss féieren, zu engem Cercle vicieux, deen och gesamtwirtschaftlech kee Sënn mécht, well den Ofbau vun der Kafkraaft iwwert déi do Zort vu Kompetitioun de Réckgang vun der Nofro bedeit.



Dat gëllt och grad fir Kleng- a Mëttelbetriber. Mat enger Kompetitioun op d'Käschte vun de Léin riskéiere se, sech selwer an d'Fleesch ze schneiden, well se op d'Nofro, a villfach op déi inländesch Nofro, also op d'Akomesse vun de Leit ugewise sinn.

An d'Fro vum Index stellt sech och an deem do Kontext. Dir kennt eis Meenung dozou, ech ginn also am Moment net nach eng Kéier dorop an.

Wann déi ekonomesch Kompetitioun ausgedroe gëtt op de Steieren, also op der Konkurrenz tëschent de Steiersystemer, da muss dat féieren zu enger Ennerhiechung vun der sozialer Funktioun vun de Steieren an zu manner Steiergerechtheet.

#### (M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

An och dat ass gesamtwirtschaftlech alles anescht wéi e Cercle vertueux. Well manner Recetté fir d'öffentlech Hand heescht jo dann och manner öffentlech Investitiounen an Infrastrukturen, a Bildung, a sozial Servicer, wat alles net gutt ass, weder fir wirtschaftlech Entwécklung nach fir sozial Gerechtheet.

Ech sinn also net averstane mat Moosnamen, déi ënnert dem Titel vun der Stärkung vun der Kompetitivitéit op d'Käschte gi vu sozialer a fiskalescher Gerechtheet. Wann awer d'Kompetitioun ausgedroe gëtt op der Qualitéit vun de Produkter a vun de Servicer am privaten an am öffentleche Secteur, op Kreativitéit an Innovatioun, da kann dat eng Spiral no uewe ginn. Also wierklech e Cercle vertueux, deen zu enger allgemenger Verbesserung vu Produiten an Déngschtleeschunge ka féieren.

Ech sot „kann“, well net alles, wat nei ass, ass och gutt. An ech menge wierklech, dass an déi ganz Diskussioun ëm d'Kompetitivitéit onbedéngt ee Schwéierpunkt gehéiert, deen awer vill ze vill wéineg ënerstrach ginn ass, dee vill ze vill wéineg thematiséiert ginn ass, an dat ass ganz einfach d'Fro, wéi wäit dat, wat mer produzéieren, mat wat mer kompetitiv sinn oder wëlle sinn, wéi wäit dass dat wierklech enger sozialer Utilitéit entsprécht, wéi wäit dass et verdréiglech ass mat Kritäre vun der Nohaltegkeet, vum Schutz vun der Ëmwelt an esou weider an esou fort.

An deem Débat hu mir nach, mengen ech, e gewaltegen Nohuelbedarf. Dat gëllt iwwerengs och fir déi prinzipiell Fro vum Wuesstum, déi och hei am Débat praktesch net ugeschnidde ginn ass. Ech gesinn awer net an, wéi mer iwwer Kompetitivitéit zu Lëtzebuerg kënnen diskutéieren, wa mer net déi prinzipiell Fro vu quantitativem, qualitativem Wuesstum hei zu Lëtzebuerg stellen.

Ech si mat enger ganzer Rei vu Propositionen, och vun deene 65 Propositionen vum Wirtschaftsminister d'accord, déi a Richtung Fuerschung, Innovatioun, Diversifizierung ginn, och wat d'Veinfachung vun de Prozeduren betrëfft, awer och hei mat där Aschränkung, selbstverständlech, dass sozial an ekologesche Standarde op déi Aart a Weis, also duerch eng falsch Vereinfachung vun de Prozeduren net därefen ausgehelecht, mä mussen opgewäert ginn.

Ech hunn zu der Fro vun der Kompetitivitéit vun der Lëtzebuergescher Economie an der Diskussioun iwwert d'Lag vun der Nation eng Rei vun Donnéeën hei ënnerbreet, wat d'Veerdeelung vu Léin a Benefisser betrëfft zu Lëtzebuerg am Verglach mam Ausland; wat den Undeel vun de Benefisser betrëfft, déi wierklech an Investitiounen ginn, wou mer par rapport zum Ausland ganz niddreg leien; wat d'Prélèvementen op de Betriber ugeet, wou mer och no internationale Statistike ganz déif leien. D'Reaktioun vun der Regierung war à peu près déi vum Tournesol am Hergé sengem Tintin.

Zum Schluss beim Liese vun de 65 Mesuren, op déi ech a menger Zäit selbstverständlech net kann agoen, war awer eng, wou ech wierklech net wousst, ob ech soll laachen oder kräischen. Am Punkt 8 geet et ëm Immigratioun. An do steet tatsächlech dee winnerschene Saz, wat Immigranten betrëfft, en „Encadrement personnalisé devra être offert et une approche positive adoptée“.

Wann Der elo gemengt hätt, do géif et ëm de portugiseschen Aarbechter goen, deen op Lëtzebuerg kéim, oder dem Asylbewerber aus dem Irak, da leit Der falsch. Well do geet et ëm eng sougenannte Procédure VIP, also „very important person“, gemengt ass hei VRP, also „very rich person“, „fast track“ - also schnell ophuelen, schnell encadréieren, fir op déi Aart a Weis Superreicher dozou ze kréien, hiert Verméigen hei op Lëtzebuerg ze bréngen.

Also, wann ech gelift, sträicht an deene 65 Punkten net nëmmen dee berühmte Punkt 49, sondern sträicht och - wann ech gelift - an deem Punkt 8 iwwer Immigratioun deen do Abschnitt, well deen eegent sech nach héchstens fir e gudde Karikaturist.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Här Lucien Thiel.

► **M. Lucien Thiel (CSV).** - Merci, Här President. Ech mengen, no deene laangen Debatte vun haut de Mëtteg wier allhand ze soen.

#### (Brouhaha)

Mä, ech mengen, dat iwwerloossen ech gär, dee Pléséier iwwerloossen ech gär dem Regierungsverrieder. Ech hunn eng Missioun, a meng zwee Kolleegen hunn dat jo annonciéiert. Mir hunn 20 Punkten an de Vierdergrond gestallt, an Dir hutt der 14 dovun héieren. Ech maachen dann elo déi reschtlech, déi nach bleiwen, siwen, fir d'Rei vollzemaachen.

Datt d'Konkurrenz d'Geschäft beliebt, ass eng bekannten ekonomesch Wourecht. Si gëtt dann och méi oder manner vu jiddwerengem akzeptéiert, och wann d'Konkurrenz engem heiansdo op de Sou geet an ee léiwel eleng den Hunn op senger Mëscht wier.

D'Maartwirtschaft huet sech entre-temps, wann och mat sëllegen Nuancen natierlech, als universal Spillregel duerchgesat, an hiert Fëllelement ass nun eemol de Prinzip vun der Konkurrenz. Och, wann et deem engen oder aneren net a säin ideologescht Weltbild passt, ass de Mensch nun eemol esou gestréckt, dass kee gär dee Leschten an och nëmme manner gutt ass wéi deen aneren. Dofir leet hie sech da mat méi oder manner Éiergäiz an d'Geschier, mam But, wa méiglech ëmmer d'Nues vir ze hunn. An et geet natierlech nëmmen esou wäit, wéi déi kierperlech a geeschteg Fäegkeeten et erlaben.

Sollten déi, aus wéi engem Grond och ëmmer, emol net duergoen, fir an där Kompetitioun matzhalen, dann ass et der Gesellschaft hir Pflicht a Schëllegkeet, sech solidaresch ze weisen an des Nodeeler esou gutt wéi méiglech fir déi Betreffen auszebigelen.

Wat elo fir deen Einzelne gëllt, gëllt och a wuel a verstärktem Mooss fir d'Wirtschaftsacturen, ugefaange bei de Firmen iwwert d'Länner bis bei d'Kontinenter. Konkurrenzkampf ass de Motto vun der Wirtschaft. Allerdéngs nëmmen, soulaang en ënner Kontroll gehale gëtt an net an eng Verdrängungskompetitioun ausaart, oder, nach vill méi schlëmm - leider war dat jo am Laf vun der Geschicht méi dacks de Fall -, a regelrecht Kricher.

Elo gëlle mir als Land eleng scho vun eiser Gréisst hier net zur Weltliga a kënnen eis net mat deene Grouse miessen. Mä dat heescht nach laang net, dass mir vu vieren disqualifizéiert wieren. D'Kompetitivitéit vun enger Wirtschaft hänkt net nëmme vu quantitative Kritären of. Si ass och eng Fro vu Qualitéit, vum Choix vun deene richtigen Nischen a vum professionelle Kënn vum hiren Acteuren. Déi Dugenden, esou woen ech ze behaupten, hu mir Lëtzebuerg an der Vergaangenheet ëmmer erëm gewisen, net nëmme mir, mä och eis Virgänger, soss wiere mir wuel net do, wou mer haut sinn.

Här President, meng Kolleegen an trotzdeem Frënn, Jean-Louis Schiltz a Marc Spautz, hunn lech schonn eng Rëtsch vun deene Punkte presentéiert, déi d'CSV sech op d'Lee geschriwwen huet, fir eis Kompetitivitéit erëm op Touren ze bréngen, déi jo erwisenermoossen amgaang ass e bëssen ze lappen - ob mir dat wëlle wouerhunnen oder net. Ech perséinlech verlosse mech op dat, wat eis Spezialiste vum Observatoire de la compétitivité soen. Ech kann

net soen, ob et richtig oder net ass. Ech hunn ebe Vertrauen an d'Experten.

Et ass zwar en Zoufall, dass mir an eistem Katalog, deem vun der CSV, op déiselwecht Zuel vu Recommendationen komm sinn, wéi virun eppes méi wéi engem Joer déi Spezialkommissioun, déi eis Chamber an d'Liewe geruff hat, fir sech mat der Kris an hire Konsequenze fir eist Land auserneezen. Mä e puer vun deene Recommendationen vun deemools, plus einzelner vun deenen, déi sengerzäit leider op der Streck bliwwen waren, well net jiddwereen domat d'accord war, fannt Dir haut an eistem Katalog erëm.

Ech wäert mech elo op dräi Volete limitéieren, déi sech an deene leschte siwe Punkte vun deem Katalog erëmfinden an déi sech ëm d'Recherche, d'Finanzplaz an d'Promotioun vun eistem Land a senger Economie dréien.

Kolleeginnen a Kolleegen, deser Deeg huet den neie President vun dem Nationale Fuerschungsfonds dat schéint Bild vun der Minette gebraucht, déi mir hautdésdags an eise Käpp mat erëmdroen, nodeem dass eis natierlech Réistoffer an och gewësse Standuertvirdeeler, déi mir aus eistem Status als souveräne Stat eis gebastelt haten, lues a lues verschwonne sinn. Wat mir nach vun der Minette an eistem Buedem hunn, rentéiert sech net méi, fir verschafft ze ginn. An d'Zäit, wou mir no eisen eegene Spillregeln op den internationale Finanzmäert mathale konnten, ass och eriwuer, säitdeem mir zu enger Wirtschaftsunion gehéieren, an där sech déiselwecht Bestëmmungen a Regele fir jiddwereen applizéieren.

Laang hu mir gemengt, mir bräichten eis keng eegen Uni ze leeschten, well mir keng eege Fuerschung néideg hätten. Hätt et net vereenzelt Privatinitiative ginn, déi zur Kreatioun vu Fuerschungszentren wéi dem Henri-Tudor an dem Gabriel-Lippmann gefouert hunn, an hätte mir net op eemol eis Héichschoulambitiounen entdeckt, da stéinge mir haut mat zimlech eidelenn Hänn do. Gott sei Dank hu mir an der Tëschenzäit eng Uni, déi sech gutt entwéckelt; hu mir eng hallef Dose spezialiséiert Zentren, an deenen äifreg Recherche gemaach gëtt, an hu mir eng Regierung, déi weess, wat d'Fuerschung och a grad a méi kriddelechen Zäite wéi deser hir wäert muss sinn.

Elo ass awer de Fuerschungsberäich zwar net wëll, mä awer dach e bëssen désordonnéiert gewuess, wat nawell gär zu Streeverloschter an zu Iwwerschneidunge féiert. Dofir menge mir, et misst een nach e bëssen un dese Schrauwe vun eiser Zukunftsvirbereedung dréien, a mir suggéieren dofir an eistem Katalog, dass engersäits déi enzel Zilberäicher vun eiser Fuerschung - europäescht Recht, Finanztechnik, IT-Sécherheet, Material- an Ëmwelttechnologie, Medezin, Biobank an esou weider - nach méi genee ëmraas a wa méiglech nach ëm potenziell Créneauen ergänzt ginn, well et weess ee jo ni.

Da proposéiere mer, dass fir eng besser Koordinatioun tëschent deenen einzelne Fuerschungszentren an hire Programmer gesuergt gëtt an och fir eng maximal Nutzung vu méigleche Synergien. Deser Aufgab hält sech de Comité supérieur de la recherche et de l'innovation bestëmmt gären un, dee jo virun zwee Joer an d'Liewe geruff gouf, fir de Kritike vun der OCDE un eistem Innovationsarsenal Rechnung ze droen.

A schliesslech plädéiere mer derfir, dass versicht gëtt, all déi Fuerschungsaktivitéite méiglechst mat eiser Economie a mat där hiren Ambitiounen ofzestëmme, ouni allerdéngs - dat sief och gesot -, dass mir dofir gläich der Recherche fondamentale, wéi se nun emol zu enger richteger Universitét gehéiert, den Hals ëmdréie missten.

Mir stinn eigentlech eréischt um Ufank vun enger Fuerschungskultur, un där nach vill ze schaffen bleift, bis dass si hir voll Vitesse erreicht a sech hire Rendement rechent. Mä den Ufank ass gemaach, d'Instrumenter sinn do an d'Innovationsiddië feelen och net. Wourop waarde mer dann nach?

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ee vun de Clienté vun eise Chercheuren ass d'Finanzplaz. An déi ass a bleift, dat brauch ech lech net ze soen, ob mir et

wëllen oder net, einstweilen eis Mëllechkou a muss entsprechend versuergt ginn.

Si gëtt zwar gär vum Ausland als Gott weess wat verdäiwelt an attackéiert, mä si ass gutt opgestallt an an hirem Fong zolidd a wäert dofir och esou Stierm, wéi am Moment dee ronderëm d'Bankgeheimnis, iwwerstoen, ouni an d'Getten ze goen. Schliesslech huet eise Finanzzentrum an deene véier Jorzéngten, wou et hie gëtt, quasi och scho véier verschidde Liewen duerchgemaach an ass mat jiddwerengem vun deene Liewen nach e Stéck méi staark ginn.

Eis Finanzplaz muss et och des Kéier fäerdeg bréngen, sech erëm nei ze erfannen, an déi Ascht, déi um Ofstierwe sinn, duerch nei Ausschëss ze ersetzen. Si ass jo schonn amgaang, sech en Numm an neie Créneauen ze maachen, wéi an der Mikrofinanz oder an der Philanthropie, déi zwar keng Milliarde wäerte bewegen, déi hir awer dofir zu engem neien Image dobaussen an der Welt verhëllef wäerten.

A si ass amgaang, sech no neie Mäert ëmzekucken, well hir deen alen europäeschen Anzuchsberäich lues ze enk gëtt. Am Ablack schafft si sech an d'islamesch Finanz eran a leeft sech fir nei Aktivitéite waarm, déi sech wuel ronderëm hir traditionell Beräicher, nämlech ëm d'Vermögensverwaltung, d'Fongeschäft an d'Assurancen dréien, déi awer der Plaz hire Spektrum an domat och hir potenziell Klientell méi breet maache wäerten.

Eng vun de Stärkte vun eistem Finanzsecteur ass seng dacks bewise Reaktivitéit an Upassungsfäegkeet. Déiselwecht Wiselegkeet, mat där mir sengerzäit de Champion vum Fongeschäft gi sinn, muss och an Zukunft derfir suergen, dass mir d'Nues an einzelnen Nische vir hunn, wéi zum Beispill bei den Alternativfongen, fir déi eng nei Direktiv am Hierscht usteet, an iwwerhaupt bei all deenen Neierungen, déi elo op d'Finanzmäert zoukommen, wann d'Politik sech bis eng Kéier eens driwwer ginn ass, wéi een déi Mäert méi transparent a méi krisefest maache kann. Do kënne mir eis Trompkaart ausspillen an eis als Pionéier - haut nennt een dat „first mover“ - d'Geschäft ënnert den Nol räissen.

Deen neien Haut Comité de la place financière, dee bekanntlech de sougenannte Codeplaf als Thinktank ofgeléist huet, ass hei gefuerdert, a mat him och déi eenzel Organisationsen, déi sech ëm eise wichtigste Wirtschaftssektoren këmmen. Si mussen et erëm eng Kéier fäerdeg bréngen, eis natierlech Nodeeler - als Klengstat mengen ech - a Virdeeler ëmzemenzen an eis Stärkten no baussen ze kéieren, ugefaange bei der Kompetenz an der Expérience vun eisen Opérateuren iwwer eise Standuert matzen am europäesche Maart, deem gréisste vun der Welt, bis zum Qualitätslabel, deen eis Finanzsicht liwwert.

Kolleeginnen a Kolleegen, mäin drëtten a leschte Volet huet entre autres och mat der Finanzplaz ze dinn, well et handelt sech ëm d'Promotioun vun eistem Land a senge wirtschaftlechen Aktivitéiten dobaussen an der Welt. An deem Beräich ass grad an der leschter Zäit esou munches geschitt, wat ëmsou méi erfreesch ass, wou mer bis dohinne éischeren an ordre dispersé virgaange sinn an heiansdo scho bal e llicht verschlofenen Androck gemaach hunn.

Bis virun net allze laanger Zäit hu sech eis Promotiounsefforté méi oder wéineger dorop beschränkt, nei Industrien op Lëtzebuerg ze bréngen, wat allerdéngs ëmmer méi schwéier fir eise Board of Economic Development ginn ass, wat näischt mat dem BED selwer, mam Board of Economic Development, mä mat der allgemenger Desindustrialiséierung vun eise Breetegraden ze dinn huet. Entre-temps hu mir eng Agence kritt, déi Luxembourg for Finance heescht an déi probéiert, déi Geldgeschäfter op Lëtzebuerg ze zéien, déi an eis Nische passen.

Kuerz duerno ass Luxembourg for Business entstanen, eng Entitéit vum Wirtschaftsministerium, déi d'Roll vum BED iwwerholl huet. A schliesslech ass entre-temps och



nach eng dréit Promotiounsinitiativ derbäikomm, déi sech Luxembourg fir ITC nennt an där hir Missioun ëmmer méi wichteg gëtt, well grad dee Secteur, dee Secteur vun den Datenautobunnen a vum „eCommerce“, en ongeheieren Entwécklungspotenzial fir eist klengt Land mat sech bréngt.

Och wann dës Agencen, genau wéi all déi aner Arichtungen, déi bestehend, déi fir spezifesche Secteuren dobausse werben, jiddwereng fir sech hiren Domän ze verkaufen hunn, sollt dat eis awer net drun hënneren, déi Promotiounsaktiounen méiglechst koordinéiert a gebëndelt unzagoen.

Et dierf een net vergiessen, datt et grad bei engem klengen Land wéi eisem an éischter Linn op de Gesamtandrock ukënnt. Am moderne Sproochgebrauch nennt een dat dann „Branding“, an dee gëtt ëmmer méi wichteg an eiser iwwermediatisierter Welt, wou d'Perceptioun, och vun engem Land, sech duerch eng huerteg an éischter iwwerflächlech Betruechtung mécht, sech dofir awer zimlech nohalteg an de Käpp vun de Leit festsetzt.

Eis Promotiounsprofië verdénge voll Ënnerstützung vun alle Säiten an hirer Missioun. Dat geschitt och an der Regel, an dat bis op den ieweschten Niveau erop, wou sech d'Regierung a souguer den Haff aspene loosse, wat seng Wierkung dann och net verfeelt. Och Vereenzelter vun eisen diplomatesche Vertrieeder am Ausland gesinn an der Wirtschaftspromotioun eng duerchaus nobel Beschäftegung a pake gär eng Hand mat un, wann et heescht, eise Wirtschaftsacteurs de Wee bis bei hiert Zilpublikum am Ausland fräizemaachen an hir „Road showen“ ze organiséieren.

Ech mengen, dat soll elo zur fester Regel, an zwar fir all eis Ambassadé ginn. Well et geet nun emol net duer, eppes Guddes, eppes Innovatives an eppes Kompetitives ze produzéieren, et muss een et och nach verkaufen. Haut weess all klengt Kand, datt dat nëmme geet, wann een och déi richteg Reklamm mécht.

Här President, domat wier dann de Katalog komplett, mat deem d'CSV-Fraktioun hir Kontributioun zur Debatt iwwert d'Kompetitivitéit bäisteiere wollt. Déi Kontributioun ass an éischter Linn als Ergänzung respektiv als Präzisioun zum 65-Punkte-Programm vun der Regierung a vun hirem Wirtschaftsminister geduecht. Mä si huet awer och d'Ambitioun, e bësse Bewegung an dat politescht Spill ze bréngen, dat mat deem Platte vun der Tripartite leider aus dem Trëtt geroden ass, a mat deem mir elo riskéiere wäertvoll Zäit ze verléieren.

Mir dierfen nämlech net vergiessen, datt et e gewëssene Rhythmus am politesche Kalender gëtt, an datt am Summer schon de Budget an domat de Fahrplang fir dat anert Joer virbereet gëtt. Dat heescht am Kloertext, datt mir an deemem Haus der Regierung eis Recommendationen nach virun der Vakanz hu misse mat op de Wee ginn. Dat schéngt mer och haut de Fall gewiescht ze sinn, wat ëmsou méi erfrellech ass, well mir ganz einfach dem Land dat schëlleg sinn. Ech mengen, besonnesch op deemem Dag, wou - et ass virdu schon ugeschwat ginn - déi eelsten Entreprise am Land definitiv hir Dieren zoumécht.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Lucien Thiel. Als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem Här Clement an dem Här Spautz soen, dass ech berouegt sinn, dass d'CSV elo manner Zäit brauch, fir deenen aneren hir Iddien ze klauen, wéi dat elo bei eisem Wunnegeld ass mat Ärer Reform vum Boursessystem, wéi Der elo gebraucht hutt, fir erauszefannen eis Propositionen iwwert de Silence de l'administration, Här Spautz.

Well dës Proposition de loi ass déposéiert ginn den 18. Dezember 1992, dat si bal 18 Joer! Ech si frou, dass Är Partei entdeckt huet, dass dës Proposition de loi, déi och vum Chamberspräsident selbstverständlech weidergeleet ginn ass un de Conseil d'État, dass Der am Fong duerch Är Propositionen hei sot, dass d'DP Recht huet, an dass Der selbstverständlech dann och wäert eis Proposition de loi - déi lech jo esou, mä Mot à mot entgéintkënn - dann och wäert stëmmen.

(**Interruptions**)

Ech weess, Här President, dass den Här Schiltz scho bereie wäert, dass en haut dës Debatt gefrot huet, an dass se zu dräi sech opgedeelt hunn. Deen ee seet dat eent, deen anere seet dat anert, an deen Drëtter probéiert ze erklären, wat déi zwee aner gemengt hunn.

► **M. le Président.** - Här Bettel, den Här Schiltz stellt lech gär eng Fro.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Kee Problem.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Här Bettel, ech wollt lech froen, wat fir eng Ministère Projeten op den Instanzeweeg geschéckt hunn, déi och vum Conseil d'État aviséiert gi sinn, wou den „silence vaut accord“ drasteet?

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Hei ass den Text, deen ënnerschriwwen ass vum Här Laurent Mosar, vum 7. Abrëll 2010, op enger Proposition de loi vum Här Grethen vum '92.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Wat fir eng Ministeren hunn Texter op den Instanzeweeg geschéckt, wou den „silence vaut accord“ drasteet? Ech soen lech et, dat war nämlech en LSAP-Minister, dee Kreck heescht, an dat war en CSV-Minister, deen huet Schiltz geheescht. Also huet lech net déi Paternitéit, déi Der nëmmen deelweis...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Wéini war dat, Här Schiltz? Ech wosst net, dass den Här Schiltz... Här President, ech si ganz iwwerrascht, dass den Här Schiltz schonn...

(**Interruptions**)

► **M. le Président.** - Wann ech gelift!

(**Interruptions**)

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Den Här Schiltz dreemt schonn, dass hien 1994 hei an der Chamber gewiescht wier. Ech mengen...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Dir lauschtert net no!

► **M. le Président.** - Also, ech hätt elo gär, datt mer e bëssen Uerdnung an déi Diskussion kréien. Den Här Schiltz huet elo eng Fro gestallt.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ma ech äntwerten, Här President.

► **M. le Président.** - An den Här Bettel äntwert elo dorobber.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Dir lauschtert net no!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Mä hie soll dann op d'mannst nolauschten. Ech kann emol net äntwerten. Dir hutt eng Fro gestallt, Här Schiltz, mä dann, wann Dir déi Proposition de loi déposéiert hutt, kann ech jo nëmme feststellen, dass dat misst normalerweis 1992 gewiescht sinn, oder d'Geschichtsbicher hunn eng Regierung verpasst, wou den Här Schiltz virun '92 schonn an enger Regierung gewiescht wier. Mä 1992...

(**Interruptions**)

► **M. le Président.** - Neen, wann ech gelift, mir kënnen awer elo net... Elo nach eng Fro, Här Schiltz, dann äntwert den Här Bettel an da fiert den Här Bettel mat sengen Ausféierunge virun, soss komme mer net vun der Plaz.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Ech wëll just soen, datt d'Fro war, wat fir eng Ministeren Texter op den Instanzeweeg geschéckt hunn, déi vum Conseil d'État aviséiert gi sinn. Dat war eng aner Fro wéi déi, op déi den Här Bettel geäntwert huet.

An dat Zweet, wat ech den Här Bettel wollt froen: Aus wat fir engem Joer ass dat Gesetz, wou dee Silence schonn Effet-juridique produzéiert, wat den Här Spautz lech virun zitéiert huet? Wat fir ee Joer?

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech si ganz frou...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - 1983!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech muss jo elo op d'Fro och äntwerten. Also e puer Saachen. Déi éischt Saach ass dat, wat den Här Spautz zitéiert huet, si mer ganz frou iwwer Sites et Monuments. Wann dat fir den Här Schiltz duergeet, fir d'ganz Regierung a fir all Administratioun, da muss een dat zur Kenntnis huelen. Ech hat geduecht, dat géif sech elo op eng Administratioun limitéieren. Ech wosst net, dass d'Interpretatioun jurisprudentielle a législative vum Här Schiltz - jo awer als Jurist - esou wier. Also dat dote geet jo just duer fir eng Administratioun. Bon, mir huelen dann Akt, dass dat fir d'CSV fir all Administratioun zielt. Fir eis net!

Eng zweet Saach ass, Här President, ech wëll just soen, dass d'Paternitéit vun enger Proposition législative, vun enger Action législative, ob dat eng Proposition de loi oder e Projet de loi ass, een och muss d'Paternitéit unerkennen. Wann ech hei gesinn: 1992! Oder ech hunn e Problem - 1992 -, dass den Här Grethen net an eiser Partei war, wéi en dat déposéiert huet.

Et steet awer hei, et wier vum Här Grethen, dat heescht, dass en Demokrat, e Member vun der Demokratescher Partei d'Proposition de loi 1992 déposéiert huet, déi ganz genau seet: „ayant pour objet le silence de l'administration“. Et geet hei just ëm d'Paternitéit vun Iddien. Wann d'CSV keng Iddien huet a bei eis se wëllt huelen: Dat ass kee Problem, mä da gitt et just zou!

Här President, ech muss haut erauskommen, wann ech déi verschidde Leit hei gehéiert hunn. Ech hat virun e puer Méint eng Kéier gesot, dass e Gruef téschent deenen zwou Majoritéitsparteie wier, an ech hat en Uhu-Stick matbruecht. Ech misst haut en Eemer mathuelen! Dat, wat den Här Lux an den Här Schiltz bewisen hunn: Wéi soll en normale Bierger dobausse verstoen, wéi d'Situatioun hei an eisem Land ass?

Op der rietser Säit kritt Der erkläert, dass alles dramatesch ass, dass et schlëmm ass, dass muss gespuert ginn, dass muss opgepasst ginn, dass muss dës Mesure an dës Mesure duerchgeholl ginn. An op deem lénke Fligel héiert Der: Déi lescht Zuelen, déi mer kritt hunn, déi si ganz an der Rei, et geet biergop, et geet alles vill besser, et soll een am Fong net mam roude Stréch elo an Zukunft schaffen.

Wéi soll de Bierger dobausse wëssen, wat ee wëllt? Déi si gewinnt, dass normalerweis d'Majoritéitsparteie eppes soen, an dann d'Oppositivparteie eppes soen. Mä hei weess een net méi, wie wat zu där aktueller Finanzsituatioun an ekonomescher Situatioun vun eisem Land seet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Et ass eng komesch Situatioun fir en Oppositionspolitiker, Här President, muss ech lech soen. Si maachen ënner sech eis Aarbecht!

► **Une voix.** - Dat ass eng Concurrence déloyale vis-à-vis vun deenen aneren Oppositionsparteie.

(**Hilarité**)

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Dat ass och ganz richteg.

Här President, wann Der gëscht Owend d'Chance hat, d'Televisioun ze kucken, dann hutt Der jo den Här Lucien Thiel kënnen héieren. Den Här Thiel sot, ech zitieren en: „Ech mengen, mir sollen eis séier eens ginn an net nach eng nei Tripartite maachen. Mir hätte gären, datt eppes geschitt, datt elo eppes geschitt. Mir mengen, datt den Hierscht ze spéit ass, datt elo scho missten déi éischt Jalone gesat ginn. Kommt, mir maache virun! Kommt, mir verléieren net nach déi ganz Vakanz! Am Summer gëtt elo de Budget gemaach. Mir kënnen net méi esou laang waarden.“ Dat war den Här Thiel, deen dat gëscht Owend gesot huet.

An haut liesen ech och mat Satisfaktioun - dee Message, deen d'CSV do eriwuerbruecht huet -, dass d'Fédération des Artisten seet: Enfin, nieft der Demokratescher Partei ass och nach eng aner Partei, d'CSV, déi bereet ass, d'Artisanen ze ënnerstëtzen! An ech hu mer geduecht, elo wäert

dann haut den Här Schiltz ufänken, andeem e seet: Mir haten 20 Punkten, mä et sinn der jo 21, an dee vum Index ass fir eis och eng wichteg Fro. Do hunn ech geduecht, elo wäert doudsécher och eng Motioun kommen oder en Text oder iergendeppes vun der CSV.

Well dat net de Fall ass, Här President, hunn ech eng preparéiert, wou ech och insistéieren, dass mer nees iwwert den Index virum 15. Juli eng Presentatioun vun der Regierung kréien. Ech ka mer jo virstellen, dass den Här Thiel an den Här Schiltz - déi dës Woch jo esou insistéieren, andeem se soen, den Index wier esou wichteg - déi heiten nach mat kënnen ënnerschreiwen. Duerfir hunn ech nëmmen zwou Ënnerschrëften, Här Thiel...

(**Interruption**)

Ah, hutt Der et haut schonn net méi gesot? Wéi soll de Bierger dobaussen eppes verstoen, Här President? Haut soe se, den Index wier net méi esou wichteg, elo soll ee waarden. Dës Woch war et dat, wat esou wichteg war.

(**Interruption**)

Bon, Här Thiel, da si vill Leit, déi wibbelen hei am Land, wa se lech net verstinn.

(**Interruptions**)

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Här Bettel, Dir sot systematesch aner Saachen, wéi dat, wat d'Leit soen.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Dir sot systematesch, wann Der d'Leit zitéiert, falsch Saachen!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech hunn hei de Verbatim vun der Télee, an ech zitieren och nach selwer den Här Schiltz. Well ech wëll jo awer zitieren, wat Dir selwer gesot hutt. Dir hutt gesot: Firwat bis an den Dezember waarden? Je cite votre citation, déi Dir hei virun zwou Stonne gemaach hutt.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Majo.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Wann Dir emol net méi wësst, wat Dir virun zwou Stonnen hei gesot hutt, duerfir kann ech net! Also, Här Schiltz, wann Dir sot, mir sollen net waarden a mir sollen direkt agéieren, wann den Här Thiel dobausse seet, d'Situatioun ass dramatesch, mir kënnen net waarden, et geet ëm d'Zukunft vun eisem Land, et geet ëm Aarbechtsplazen, dann hu mer extra, Här President, hei zwou Ënnerschrëften nëmmen drop, well mer der Iwwerzeugung sinn, dass, wann den Här Schiltz an den Här Thiel hire Prinzipien trei sinn a sech selbstverständlech net wëllen...

(**Interruptions**)

...op de Kënn späizen...

(**Interruptions**)

...den Här Thiel...

Op jiddwer Fall, Här President, duerfir hu mer nëmmen zwou Ënnerschrëften. Wann déi zwee Protagonisten, déi jo déi ganz Woch erkläert hunn - an haut och nach vun der Fédération des Artisten Luef kréien, fir dass se se ënnerstëtzen a bereet sinn, direkt ze agéieren -, da si mer iwwerzeegt, dass se haut och mat wäerten dës Motioun ënnerschreiwen. A mir soe schonn am Virus Merci!

Wann dat net de Fall wier, da musse se, éischters, dobaussen erklären, firwat se dat net kënnen ënnerschreiwen - well gëscht war et jo nach ganz dréngend, dann ass et haut net méi esou dréngend -, firwat se net kënnen ënnerschreiwen, an dann, duerno, firwat se se net kënnen stëmmen.

**Motion 1**

*La Chambre des Députés,*

*- considérant que la compétitivité de l'économie luxembourgeoise est à la fois le garant d'emplois stables, un instrument important pour maintenir voire augmenter le niveau de vie de la population ainsi qu'une condition nécessaire pour assurer des recettes budgétaires suffisantes et pérennes;*

*- notant que le système de l'indexation automatique des traitements et salaires respectivement l'évolution du coût salarial ont une très grande influence sur la compétitivité de l'économie;*





- relevant que depuis des années l'économie luxembourgeoise est en perte de vitesse par rapport à ses concurrents directs;

- souscrivant aux objectifs énoncés dans les «propositions d'ordre général du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pour l'amélioration de la compétitivité nationale, en vue du Comité de Coordination Tripartite» «[d']assurer, maintenir, développer et commercialiser la compétitivité et l'attractivité générale du Luxembourg pour les acteurs économiques présents et les nouveaux investisseurs potentiels (étrangers ou locaux)...»;

- relevant que le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a proposé dans le document précité de «revoir le système en place relatif à l'indexation automatique des salaires et notamment la modification du panier de référence. En cas de dérapage de l'inflation, il y a lieu de mettre en place un système de décalage temporel en matière d'application des tranches indiciaires»;

- notant que le Président du Groupe parlementaire CSV a repris à son compte lors de la présentation des «20 ou 21 propositions destinées à améliorer la compétitivité de notre économie» la proposition du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur;

- considérant que l'évolution des prix pétroliers a un impact majeur voire déterminant sur l'échelle mobile des salaires;

invite le Gouvernement

- à présenter avant le 15 juillet 2010 une telle réforme assurant à l'économie luxembourgeoise une compétitivité durable au niveau de l'évolution du coût salarial et respectant les préceptes d'une politique de développement durable et alternative à la dépendance pétrolière.

(s.) Xavier Bettel, François Bausch, Fernand Etgen, Henri Kox, Claude Meisch.

Mä do sinn ech net méi aus dem Staune komm, Här President, wéi ech virun e puer Minutten eng Pressemitteilung vum engem „LCGB-Nationalpräsident und“ - et muss ee sech d'Fro stellen - „noch CSV-Abgeordneter“ Robert Weber gelies hunn. Ech zitieren, Här President, den Här Weber, dee seet: „Eine Indexmodulation...“, Här President...

**(Interruptions)**

► **M. le Président.** - Ech bieden lech, elo dem Här Bettel nozelauschten!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Neen, ech zitieren ganz genau an ech géif dem Här Schiltz roden, gudd opzepassen, net dass e mer duerno seet, ech hätt falsch zitéiert. „Eine Indexmodulation ist die mit Abstand kontroverseste aller möglichen Maßnahmen und somit wäre es sicherlich angebracht, ohne lange Verzögerung die übrigen 64 Punkte umzusetzen. Diese hätten darüber hinaus seit mehreren Jahren schon realisiert sein müssen...“ - Här Krecké, dat ass eng schlecht Zensur fir lech - „...denn grundlegend Neues enthält dieses Programm nicht. Auch sind die 64 Punkte in der Tripartite von niemandem grundsätzlich abgelehnt worden.“

Dat heescht, an e schreift och ganz am Ufank, hie géif sech distanzieren vum deem, perséinlech géif hie sech distanzieren vum deem, wat den Här Thiel gesot huet.

Här President, wéi soll dobaussen een nach verstoen, wat déi gréisst Partei hei an dëser Chamber wëllt? Dat ass eng Saach. Mä wéi soll de Bierger dobausse verstoen, wat déi zwou Majoritéitsparteien hei an dësem Haus wëllen? Deen ee seet dat eent, deen anere seet dat anert. Intern an enger - an dann nach - dat ass bei deenen zwou Majoritéitsparteien! Mä dann nach an enger Vollekspartei! Oder ass dat de Begrëff fir lech vum enger Vollekspartei, dass jiddwereen eng aner Meenung huet?

Dass den Här Weber eppes seet, den Här Thiel eppes seet, den Här Schiltz eppes seet, ech froe mech, wien elo nach vum deenen nächsten Orateuren... Dir hutt der jo nach genuch, da schéckt déi, a jiddweree seet doudsicher nach eppes aneschters, fir dass Der kënnt sécher sinn, dass jiddwereen am Land duerno guer näischt méi verstanen huet, wat d'Positioun vum där gréisster Partei hei an dësem Land ass.

Wat brauche mer, Här President, an dësem Land? Brauche mer eng CSV/LSAP-Koalitioun vum „abwarten a kucken“? „Abwar-

ten a kucken“, an ech zitieren och haut en Artikel vum „Lëtzeburger Wort“, dat mir manner nosteet wéi normalerweis anere Leit heibannen, an dee seet: „jetzt handeln oder weiter abwarten“. A si soen, an d'Konklusioun gefält mer esou gudd, Här President: „Die Oppositionspartei ist nun einen Schritt weiter als die Koalition.“

Wat brauche mer, Här President, an dësem Land? Brauche mer eng Koalitioun vum „abwarten a kucken“, wéi ech elo just gesot hunn, oder brauche mer eng Majoritéit, déi bereet ass, ze weisen, dass se Courage huet, dass se bereet ass, eng Politik ze maachen ouni Steierbomm, fir dass d'Land endlech hei aus de rouden Zuele kënnt!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Elo hunn ech hei nach den Här Bausch, dee sech agedroen huet. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten an Januar als Gréng eng Pressekonferenz gemaach, wou mer en éischte Pabeier virgestallt haten - deemools ass et em d'Steiere gaangen -, an do hate mer eis Marschroute als Fraktioun festgeluecht: wéi mer wéilte virgoe par rapport zu där ganzer Diskussioun iwver Kris, Kompetitivitéit, Statsfinanzen.

Deemools op där Pressekonferenz, do huet e Journalist mech gefrot: „Jo, dat ass jo alles schéin a gudd, Dir gitt lech elo fénnef Méint Zäit an am Juni wëllt Der Äre Pabeier op den Dësch leeën an da Positioun bekennen. Mä bis dohinner ass jo scho längstens alles decidéiert: D'Tripartite tagt am Mäerz, d'Regierung dann am Abrëll, da kënnt Enn Abrëll den État de la nation. Do wäert de Premierminister am Numm vum der Regierung an der Majoritéit de ganze Moosnamepaquet virleeën. Da kommt Dir jo mat engem Zuch hannendrun.“

Ech hunn deemools geäntwert. Ech hu gesot, ech géif mech nawell gären iwwerrasche loossen, mä mäi Gefill géif mer soen, dat mer kaum wäerten do hannendrunlafen, well ech der fester Iwwerzeugung wär - angesichts der komplexer a schwieriger Problematik an och déi Majoritéit hei kennd -, dat mir bis Enn Abrëll, ufanks Mee kaum e Moosnamepaquet um Dësch leien hätten.

Ech muss lech awer soen, dat ech - vu datt ech en optimistesche denkende Mënsch sinn an awer nach gehofft hunn, dat mer an dësem Land nach handlungsfäeg wäeren - awer geduecht hunn, dat sech mindestens eng Rei Skizzen oder en Zeenario géif ofzeichnen, dee vun dëser Majoritéit géif gedroe ginn.

Abee, ech sollt eppes Besseres beléiert ginn: Net nëmmen ass d'Tripartite geplatzt a mir hunn en État de la nation missen erliewen, wou mer eigentlech - par rapport zum Koalitiounsofkomme - net schrecklech vill Neies gewuer gi sinn, wou mer just gesot kritt hunn, een Deel géif an den Hierscht vertagt ginn. Mä virun allem - wéi mer jo wëssen - ass et zu schwéiere Kontroversen innerhalb vun de Majoritéitsparteie komm zu all deenen Themen.

Mä ech muss awer soen, duerno hunn ech mer erwaart, dat déi Zäit géif genotzt ginn, dat déi Kontroversen iergendwou géife berengegt ginn - loosse mer et emol esou nennen -, dat mer awer elo bis haut géifen eng eenheetlech, kohärent Positioun vum der Regierung virgeluecht kréien.

Ech wëll och direkt hei betounen, dat ech kee Problem domadder hunn, dat et Kontroverse gëtt tëschen zwou Parteien, an och net, dat et Kontroversen an enger Partei gëtt. Absolut guer net! Mä et ass awer am Liewen - och am politesche Liewen - nun eemol esou: Kontroversen diskutéiert een aus, mä iergendwann eng Kéier muss een zu enger Décisioun kommen, sougutt tëschen zwou Parteie wéi och an enger Partei.

Ech stellen awer fest, dat mer am Moment amgaange sinn, an deem Land hei zollid am Krees ze dréien, an datt weder tëschen deenen zwou Parteien nach a mindestens enger vun deenen zwou Parteien d'Kontrovers zu enger Décisioun

kënnt. Dat, wat mer erlieft hunn an deene leschten Deeg, ass e frappant Beispill dovunner. Ech kann nëmme staunen.

Ech hunn iwwregens och kee Problem domadder, wann eng Partei hei eng Pressekonferenz mécht, oder eng Fraktioun. Dat stéiert mech iwverhaupt net. Wat mech just stéiert dorunner, dat ass, dat d'LSAP eng Pressekonferenz mécht - déi lescht Woch, ech mengen, e Freideg war et -, wou ech da Messagen an déi eng Richtung kréien, an d'CSV eng mécht gëschter, wou ech erëm Messagen an eng aner Richtung héiere respektiv wou ech dann och nach en Televisiounsoptrett muss no-lauschteren, wou dann nach méi wäitgehend aner Positiounen kommen.

Et ass eigentlech dat, wat de Grondproblem ass. Et ass och dat, wat eigentlech de Malaise ausmécht a wou ech och fannen, dat mer no baussen e Schued uriichten un de politeschen Institutiounen, dee gewalteng ass. An der Öffentlechkeet leit déi ganz politesch Klass dorënner, well mer zwou Majoritéitsparteien hunn, déi total incapabel gi sinn, fir nach een eenzege eenheetleche Message hei ofzeginn.

De Problem ass jo awer deen, dat mer wëssen, dat d'Leit natierlech a priori... - dofir si se jo wile gaangen de Juni d'lescht Joer an dofir hu se jo och där hei Majoritéit hir Majoritéit ginn, déi en plus nach eng immens écrasant Majoritéit ass -, dat natierlech den Erwaardungsdruck am gréissten ass par rapport zu där Majoritéit a sech dofir do am meeschten, wéi een esou schéin op Lëtzeburgergesch seet, „Neel mat Käpp“ erwaart ginn. A jee méi deen Zeenario an dee Spektakel do weidergeet, desto méi leiden d'politesch Klass insgesamt an d'politesch Institutiounen dorënner.

Wann ech da gesinn, wat sech dann nach haut am Laf vum Dag effektiv ofspillt! Wann ech an enger Partei grondsätzlech verschidde Meenungen hunn - wat duerchweegs ka virkommen -, dann diskutieren ech déi aus. Mä mindestens erwaarden ech mer awer, dat - wann eng Pressekonferenz stattfënnt vun där gréisster Majoritéitspartei hei am Land - dat, wat do op där Pressekonferenz presentéiert gëtt, ofgeschwat ass oder mindestens diskutéiert ginn ass an der eegener Partei. Mä dat schéngt jo och emol net de Fall ze sinn.

Well dem Här Weber säi Communiqué, deen en haut erausginn huet - woufir ech em fir säi Courage wëll félicitieren, well ech géif mer a senger Plaz och net op der Nues an um Kapp ronderëmdanze loosse, wéi dat jo mat Sécherheet hei vun deenen dräi Äishellegen, déi gëschter d'Pressekonferenz gemaach hunn, geschitt ass...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Wësend, datt och nach ee vun deenen dräi Äishellegen aus dem Här Weber senger Vergaangenheet kënnt a sech an der Vergaangenheet fir ganz aner Saachen agesat huet, kann een dat duerchweegs no-vollziehen - wéi gesot -, wann dann esou ee Pressecommuniqué kënnt.

Oder den Här Schiltz kënnt - huet e mer virdru gesot - a wëllt nach eng Kéier Stellung bezéien zu deem, wat mir gesot hunn. Ech wär awer elo méi interesséiert, dat e géif hei Positioun bezéie kommen zu deem, wat a senger eegener Partei lass ass: ob dee Pabeier vun 21 Punkten integral mat senger Fraktioun ofgeschwat ass...

**(Interruption)**

...an ob dat, Här Schiltz, wierklech d'Meenung vun Ärer Fraktioun ass, integral, jo oder neen. Stinn déi 26 Deputéierten do hannendrun, jo oder neen? Et schéngt jo emol net de Fall ze sinn.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Dir kritt dorop eng Äntwert, Här Bausch.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Een huet sech schon distanzéiert.

Ech mengen, Här President, dat ass net gudd, wat hei geschitt. Ech menge wierklech, d'CSV huet net 26 Sätz kritt, fir mam Rescht vum Land ze spillen! Ech mengen, d'CSV huet 26 Sätz kritt, fir effektiv..., well se och e Wahlkampf gemaach hunn an der voller Logik vum séchere Wee, dat se sé-

cher a kloer an evident Positiounen hätten an déi mat hirem Regierungspartner géifen diskutieren an och iergendwann eng Kéier kloer Positiounen géifen eenheetlech heihinnerbréngen. Dat Gespills do muss en Enn kréien! Mir brauchen endlech Décisiounen!

Ech wär dofir och frou, dat esou eng Debatt wéi déi heiten, déi en plus nach - an dat fannen ech eigentlech den absolute Combel vum der Frechheet par rapport zum Parlament - vun der CSV selwer ugefrot gëtt mat Hannergedanken nëmmen, well erëm eng Kéier Pingpong gespilt gëtt mat der sozialistescher Fraktioun, well se rose waren, well déi eng Rei Positiounen geholl hunn, déi hinnen net grad gepasst hunn... An dann heihinnerkommen an eis eigentlech ausser alen opgewiermte Kamellen näischt hei ze presentieren hunn! An dann och nach wa méiglech Lektiounen ausdeele géint déi aner Parteien! Dat ass en Aarmutszeugnis éischer Klass. Dofir krut Der keng 26 Sätz vun de Wielerinnen a Wieler!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch. Den Här Schiltz huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Ech weess net, ob den Här Bausch oder den Här Bettel seng Berouegungspëll hei vergiess huet, mä et huet op jidde Fall ee se vergiess an en hätt besser, se ze huelen!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här Schiltz, wann Der erlaabt, wann et em d'Suerg em d'Land geet, da kann ee sech emol schon opreegen!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Neen, Här Bausch, an ech soen lech awer och elo eppes anescht hei, ech soen lech elo emol eppes anescht hei, Här Bausch.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Jo?

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Et ass net hei un deene Gréngen, fir der CSV ze erklären, wéini se Pressekonferenzen ze maachen huet.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Dat wollt ech och net...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Et ass och net um Här Kox hei, ze soen, den Här Thiel hätt besser, e géif net méi hei op d'Tribün goen. Mir decidieren hei...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Dat huet den Här Kox net gesot.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Här Kox, Dir hutt gesot, den Här Thiel bräicht eigentlech net méi eropzekommen, well e seet eis jo dach dat nämlecht wéi gëschter.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Wou e Recht hat, wou e Recht hat...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Mir waarden, bis de Verbatim kënnt. Et ass net un lech hei, fir ze soen, wie wéini vun der CSV ze schwätzen huet. Ech kennen lech net...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Mir wiere frou, wann Dir méi oft géift eppes soen, mä zum Inhalt an net zu...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Ech kennen lech net esou, mä ech fannen, dat dat eng komesch Ausleeung ass vun elementare Regeln hei an deem Parlament. Den Här Kox huet textuell gesot virdrun..., andeem e kritiséiert huet, dat mir eng Pressekonferenz haten, wat säi gudd Recht ass, mä nach eng Kéier: Mir maache Pressekonferenzen, wa mir mengen, mir misste se maachen.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Ma selbstverständlech...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Hie kann dat kritisieren. Dat kann en och maachen. Mä wat en net ka maachen, dat ass soen, dat ass ee vun der CSV, dee bräicht eigentlech net méi eropzekommen. Dat decidieren mir hei!

**(Brouhaha)**

An och fir ze soen, an deene Propositionen wär iwverhaupt näischt Neies dran. Ech mengen, dat mer ad largum déi Proposi-





tionen hei detailléiert hunn, datt mer déi Propositionen esou ausgewiicht hunn, datt se innerhalb vun engem Joer kënnen ëmgesat ginn. Ech mengen, dat war e seriöse Bäitrag zur Diskussioun. Ech hu vun lech keng Propositionen héieren. Et ass einfach, wann ee selwer keng Propositionen huet, fir ze soen, déi aner hätte keng, an domadder ze iwwertünchen, datt ee selwer keng Propositionen huet.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- En huet wierklech net nogelauschert.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Dir hätt besser gehat, Dir hätt dem Här Kox nogelauschert, amplaz dat...

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Ech wëll soen hei, datt mer amgaange sinn, vum Hannergrond vun enger seriöser Problematik...

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Dat géif een awer net soen.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- ...an eng Debatt ze verfallen, déi vun eis an engem rouegen Toun ugefaange ginn ass, déi an engem rouegen Toun weidergefuert ginn ass. Ouni iergendwellech Polemik hu mer hei Propositionen gemaach. Mir hätten eis erwaart, datt déi aner Leit géifen zu deene Propositionen Stellung huelen, datt se och géife Propositionen maachen. Dat ass zu engem ganz groussen Deel net geschitt. Ausser - ech ginn lech Recht, Madame Loschetter -, datt den Här Kox dat rappeliert huet, wat Der virun e puer Wochen och presentéiert hutt. An deem Sënn sinn do eng Rei Ziilrichtungen ginn. Mä et sinn awer keng Propositionen hei gemaach ginn, déi nei Ausrichtungen géife ginn, contrairement zu eise Propositionen.

Ech wëll éierlech soen, datt, wa mer hei selwer ufänken, alles esou ze vereinfachen, datt mer just nach mat jo a mat neen diskutieren - datt hei een deen anere freet, aus der Loft gegräff, e misst op Froe mat Ultimatum a mat jo oder mat neen äntwerten -, datt Commentairen hei gemaach ginn iwwert Deputéierten, déi a Kommissionen verschidde Saache solle gesot hunn an déi sech net uerdentlech beholl hätten. Ech fannen dat eigentlech en Aarmutszeugnis fir dat Parlament hei.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Wie war dat?

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Ech wëll just soen, datt mir hei probéiert hunn, eng Debatt ze maachen iwwer 65 Propositionen vu Regierungssäit, iwwer 20 Propositionen vun eiser Säit, an datt déi Debatt eigentlech net zum Droe komm ass, well kee mat op de Wee gaangen ass, iwwert déi Propositionen ze diskutieren, mä all Mënsch iwwer aner Saachen hei diskutiert huet, insbesondere hei den Index.

(*Interruptions*)

Ech hunn dat bedauert. Ech hunn dat just bedauert!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Mir müssen och ëmmer hei soen, wat d'CSV gären hätt.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Ech hunn et just bedauert.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Elo grad hutt Der deenen aneren hei virgeworf, Dir géift eleng decidieren.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Ech hunn dat just bedauert, Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat Recht hunn déi aner och.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Bedauern ass eppes anescht, wéi engem virzeschreiwem,...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Oh, bedauern? Jo, jo.

(*Hilarité*)

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- ...wat een ze soen huet.

Ech stelle fest, fir zum Fong vun der Debatt ze kommen, datt hei kee gesot huet, mir brächten déi Propositionen vun der Regierung net ëmzesetzen. Et ass och

keen, dee gesot huet: „Jo, loosse mer déi 65 oder déi 49 emol ee Moment ewech“, Här Meisch. Et ass keen, dee gesot huet, mir brächten déi Propositionen hei net ëmzesetzen. Eigentlech heescht dat jo, datt d'ganzt Parlament trotz aller Polemik, op d'mannst wat der 64 ubelaangt - fir mer dann net hei elo erëm müssen en Zwëscheruff iwwert den Index gefalen ze loosse -, datt dat ganzt Parlament a Richtung vun deene 64 Propositionen zitt respektiv...

(*Interruption*)

...an deenen 20, 21 Propositionen.

Et huet och kee gesot, déi 20, 21 Propositionen vun der CSV wäere schlecht. Déi eng hu gesot, si wäeren deckungsgläich mat deene vum Minister. Mir mengen, dat wär net de Fall. Déi aner hu gesot, et wäeren al Kamellen. Mir mengen net, dat wär de Fall. Mä wat mer awer dovunner och festhalen, dat ass, datt och kee gesot huet, et wäere schlecht Proposen an datt mer déi och net sollen ëmsetzen.

Dat heescht, ech stellen also fest hei, datt mer, wat de Fong ubelaangt, e gemeinsame Constat maachen, datt mer déi Propositionen, déi um Dësch leien, solle séier ëmsetzen. Ech mengen, datt nieft aller Polemik, déi haut hei an där Debatt net ze verkenne wor, dat awer e Constat ass, deen derwäert ass, gemaach ze ginn.

An et ass jo och eigentlech normal, datt mer dat esou gesinn, datt déi Propositionen sollen ëmgesat ginn, well mer jo de Constat maachen, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hei am Land hunn. Well wa mer kee Kompetitivitéitsproblem hei am Land hätten, da brächte mer déi Mesuren net ze maachen. Also maache mer de Constat, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hunn.

(*Interruption*)

Well soss brächte mer näischt ze maachen.

(*Interruptions*)

Duerfir wëll ech nach eng Kéier de Wirtschaftsminister zitieren, deen et op eng exzellent Manéier resuméiert huet: «Je constate que tous les économistes, qui se penchent sur la situation du Luxembourg, sont d'accord pour dire qu'il y a un problème de compétitivité.» An e schwätzt och nach vun enger Compétitivité qui se...

► **M. le Président**.- Här Schiltz, erlaabt Der, datt d'Madame Brasseur lech eng Fro stellt?

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Jo.

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- Ech mengen, et geet jo drëm, dass mer hei all zesumme feststellen, wéi d'Situation ass. An Dir als Majoritéitsdeputéierten ënnersträcht elo och nach, wat de Wirtschaftsminister gesot huet. Wann ech awer dem Här Lux elo grad nogelauschert hunn, hu mer kee Kompetitivitéitsproblem.

Ech wëll just wëssen, wéi Dir dat gesitt. À moins dass ech dat da ganz falsch verstannen hunn, mä ech sinn awer net dat Eenzegt. Wat ass dann d'Differenz tëschent Ärer Appréciation, dat heescht déi vun der CSV, par rapport zu där vum Spriecher vun der LSAP, wat d'Kompetitivitéit ubelaangt?

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Madame Brasseur, mir soen hei alleguerten, datt déi 65 Propositionen sollen ëmgesat ginn. Dat heescht, mir maachen alleguerten de Constat, datt et e Kompetitivitéitsproblem gëtt. Den Här Lux huet dat ergänzt, andeem e gesot huet: „Och wa mer e Problem hunn a wa mer also müssen déi 65 Mesuren ëmsetzen, da sinn awer eng Rei Saachen, déi gutt sinn.“

An dat ass jo awer net a Contradiction mam Fait, datt mer müssen agéieren, fir méi kompetitiv ze ginn, datt mer e Problem hunn, fir ze soen, datt mer an anere Beräicher och gutt sinn. Et ass jo net alles schlecht an deem Land hei. Dat eent an dat anert ass also net kontradiktöresch.

Ech gesinn och net, wéi ech dat um Ufank vu menger Ried och gesot hunn, datt déi Kompetitivitéitsdebatt jo net haut ugeet an net haut ophéiert, datt se scho laang amgaangen ass an datt se nach laang weidergeet, datt dann de Wirtschaftsminister seet, datt all déi, déi op dat Land hei kucken, soen, datt mer e Kompetitivitéitspro-

blem hätten an e seriösen hätten, an et seet och all Mënsch dat heibannen, dann hu mer jo e Constat, op dee mer kënnen opbauen.

Elo kënnt Dir nach 100 Stonne laang probéieren, hei e Käil tëschent d'Koalitionsparteien ze...

► **Une voix**.- Dat maache mir net.

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- Deen ass do!

► **Une voix**.- De Spléck ass esou wäit op.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Do braucht Der keng Hëllef vun eis.

(*Hilarité*)

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Do kënnt Dir nach honnert Mol probéieren, e Käil tëschent d'Koalitionsparteien ze dreiwien. Fakt ass, datt, wat op d'mannst 64 vu 65 vun deene Propositionen ubelaangt, e grouse Konsens besteet, an och 20 vun deenen 21 Propositionen. An dat soll een ervirhiewen, well ech hu virdu gesot, datt déi Debatt sech net op den Index limitéiert.

Haalt op, ausenannerzedreiwien, wat net ausenannerzedreiwien ass! Ech weess, datt dat lech géif gefalen, mä domadder kommt Der net wäit.

Mir hunn e Kompetitivitéitsproblem, wat net heescht, datt alles schlecht ass. An d'ganzt Parlament gesäit, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hunn. Also steet dem Agéieren näischt am Wee. D'Marschroute ass och an deem Sënn kloer.

Déi eenzeg Fro, wou d'Gemüter sech...

► **M. le Président**.- Den Här Hoffmann stellt lech gär eng Fro, Här Schiltz.

► **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*).- Här Schiltz, wëllt Der just zur Kenntnis huelen, dass ech aus deem Konsensus an aus där Unanimitéit do däitlech wëll ausbriechen.

(*Hilarité*)

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Här Hoffmann...

► **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*).- Wann ech méi Zäit gehat hätt, da wär ech och op méi Detailler vun deene 65 Mesuren agaangen. Zum Beispill op dat Kapitel vun der Fiskaliteit, wou eng Rei vu Sätz oder Suggestiounen stinn, mat deenen ech och net averstane sinn. Huelt do wann ech gelift zur Kenntnis, dass ech zu där Unanimitéit net zielen!

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Här Hoffmann, ech wollt lech, wat dat ubelaangt, datt ech lech domat an een Dëppe gehäit hu mat aneren, meng allerplattsten Excusen hei presentieren. Ech setze mech ëmmer gär mat lech ausenanner. An et deet mer schrecklech leed, wann ech hei vu Konsens geschwat hunn a vergiesst hunn - wéi konnt ech? -, datt Dir aus deem Konsens géift ausscheren.

► **Plusieurs voix**.- An den Här Weber!

► **Une voix**.- Dir hutt eis och net gefrot.

► **Une autre voix**.- Vergiesst deen net!

► **M. Xavier Bettel** (DP).- An den Här Weber, vergiesst deen net!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- A wa mer jiddweree géifen nennen, deen net mat lech averstane ass?

(*Hilarité générale*)

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Da géifen der heibannen net méi vill iwwreg bleiwien!

(*Hilarité*)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dir waart nach ni esou eleng wéi haut!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Jo.

(*Hilarité*)

Et ass heiansdo ellen, wann een esou eleng dosteet.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ma neen, Här President, hie kann dann dupdupdup...

(*Hilarité*)

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Dir hutt virdrun...

(*Interruptions et hilarité*)

Ech stellen da fest, datt den Här Gibéryen och net d'accord ass, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hunn.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dir vergiesst just den Här Bausch.

(*Hilarité*)

Ech hat net gemengt, datt e chrëschtliche Mënsch esou...

(*Brouhaha*)

► **M. le Président**.- Hei, wann ech gelift, Här Gibéryen!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ma, neen! Dat do geet dach net, Här President. Hie kann dach hei net einfach eppes behaupten, wat kee Mënsch gesot huet.

► **Une voix**.- Aaahhh!

► **Une autre voix**.- An Dir werft deenen anere Leit dat vir, Här Schiltz!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Strächt wann ech gelift deen „C“ bei lech am Numm!

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Da sot et nach eng Kéier.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- De Monni gëtt lech Recht.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Sot mer et nach eng Kéier!

► **M. le Président**.- Elo geet et duer hei! Wann ech gelift!

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Här Gibéryen, sot mer et nach eng Kéier! Sot mer et nach eng Kéier, wann ech gelift!

► **M. le Président**.- Neen! Här Schiltz, fuert wann ech gelift elo viru mat Ärer Interventioun!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dir kënnt dach hei net einfach, wann alles roueg ass am Sall, soen: Ma déi sinn all mat mir averstane. Dir sidd permanent amgaangen hei, deenen aneren eppes ze ënnerstellen. Sot Är Meenung! D'Leit wäere frou am Land, wa se Är Meenung géife wëssen,...

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Här Gibéryen...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- ...an interpretéiert net deenen anere Leit hir Meenung. Sot emol Är Meenung! Ma et ass dach wouer!

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Här Gibéryen, dat Eenzegt, wat ech gesot hunn,...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ma Dir hutt ganz Saache gesot!

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- ...wou ech de Constat gemaach hunn,...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Hätt Der nëmmen eppes gesot!

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- ...ass, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hei hunn. An deen huet den Här Hencken virdrun och gemaach am Numm vun Ärer Fraktioun. Ass dat richtig oder net?

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ma dee war bestëmmt net mat Ärem identesch! Zum Deel. Ma da kënnt Der net heihinnerkommen a soen: Jiddwereen ass averstane.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Mir hunn awer e Constat gemaach, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hunn an datt mer müssen agéieren. Datt Dir aner Mesurë proposéiert, datt mag jo sinn.

(*Interruptions*)

► **Une voix**.- Den Här Kox huet eis Haltung duergestallt.

► **M. le Président**.- Hei, esou kënne mer awer net fueren!

(*Brouhaha général*)

Neen, wann ech gelift!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ech wollt hei dem Här Schiltz eng Fro stellen.

► **M. le Président**.- Här Gibéryen, Dir kritt duerno d'Wuert.

(*Brouhaha général*)

► **Une voix**.- Loosst hien dem Här Schiltz eng Fro stellen!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ech wollt lech just eng Fro stellen.

► **M. le Président**.- Da stellt Är Fro, Här Gibéryen!





► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech wollt den Här Schiltz froen, ob mir haut de Mëtteg hei an der Chamber debattieren iwwert d'Propositione vum der Regierung oder iwwert d'Propositione vum der CSV. Um Ordre du jour stinn d'Propositione vum der Regierung. An Dir interpretéiert hei, wéi wann och d'Chamber mat Äre Propositionen averstane wier. Déi stoungen haut net zur Debatt.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Ech hunn dat net gesot. Ech hu gesot, eis Propositione wäeren...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dir mengt eis, déi se eis ofgeholl hunn.

**(Hilarité)**

► **M. le Président.**- Also, neen. Ech mengen, mir kënnen net esou virufueren. Elo schwätzt hei den Här Schiltz. Jiddweren huet nach Zäit, fir herno eng Kéier kënnen d'Wuert ze froen, an da kann en nach eng Kéier par rapport zum Här Schiltz äntwerten. Elo schwätzt ganz eleng den Här Schiltz.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Mir hunn eng Debatt haut gefouert, Här Gibéryen, iwwert déi 65 Propositione vum der Regierung. Et ass déi Debatt, déi mer ugefrot hunn.

An ech soen lech och op engem rouegen Toun, datt ech virdu gesot hunn, datt déi 20, 21 Propositione vum der CSV en Diskussionsbeitrag sinn,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo!

► **Jean-Louis Schiltz (CSV).**- ...déi mer mat an déi Diskussioun sollen eranhuelen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- D'accord.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Ech hunn och gesot, datt hei praktesch all Fraktioun och géif soen, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hätten. Méi net. An ech wollt lech och net méi an de Mond leeën an net manner. An ech hunn lech och net méi an de Mond geluecht.

Dee Punkt, Här President, wou den Här Bausch mech drop interpelléiert huet, a wou dann d'Gemidder sech nach méi erhëtze wéi op deem hei, dat ass déi Fro vum Index. Et huet een heiansdo d'Impressioun, wéi wa mer eng Kompetitivitéitsdiskussioun hätten, déi sech géif op d'Indexfro limitéieren.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Hunn ech dat gesot?

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Hunn ech gesot, Dir hätt dat gesot?

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Dir schwätzt vum Här Bausch an da leet Der mer eppes an de Mond, wat ech net gesot hunn.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Jo, jo!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ma dach! Här Schiltz, Dir fonctionnéiert systematesch esou!

**(Interruption)**

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Dat huet jo kee Wäert. Här President, ech hu gesot... Neen. Här Bausch, lauschtert mer elo no!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Den Här Schiltz, dee fonctionnéiert systematesch mat Ennerstellungen. Systematesch.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Neen. Ech hu gesot, Här Bausch, Dir hutt...

► **Une voix.**- Verbatim!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Ech hu gesot, Dir hätt mech interpelléiert op der Fro vum Index. Hunn ech gesot.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Neen, dat hutt Der net gesot. Elo hutt Der awer eppes anescht gesot.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Punkt. An duerno hunn ech gesot,...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Elo kléngt et scho besser.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- ...et huet een heiansdo d'Impressioun hei, wéi wann den Index deen eenzege Problem wär, dee mer am Kompetitivitéitsberäich hätten.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Wat een a menger Interventioun net erausheiert, well dat hunn ech net gesot.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Ech hunn net gesot, datt Dir dat gesot hätt. Wann och gesot gëtt, datt d'CSV...

**(Interruption)**

...zum Beispill fir de sozialen Index wär - Punkt! -, dann ass dat och eng karikatural Vereinfachung vun där Positioun, déi ech hei virdu resuméiert hunn.

**(Interruptions)**

► **M. le Président.**- Neen, Här Bausch, loosst awer elo wann ech gelift den Här Schiltz ausschwätzen!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Kann ech em dann eng Fro stellen?

► **M. le Président.**- Jo.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Loosst mech mä Gedanken nach fäerdeg maachen.

► **M. le Président.**- Da loosst den Här Schiltz elo säi Gedanke fäerdeg maachen. Duerno stellt Der Är Fro.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Mir si leider an der Welt vun der Vereinfachung. Ech si leider net an der Welt vun der Vereinfachung ukomm, Här Bausch.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Neen.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Den Här Meisch huet zum Beispill gëschter eppes zum Index gesot, an ech hat gemengt, verstanen ze hunn - mä den Här Meisch seet mer, ob dat richtig ass -, wéi wa verschidde Pressecommentairen an déi Richtung gaange wäeren, wéi wann den Här Meisch wéilt déi Indextranche, déi elo grad erfall ass, a Fro stellen. Wat ech mer net ka virstellen, datt den Här Meisch dat gesot huet, mä ech hunn et esou verstanen.

► **M. le Président.**- Jo. Hei, wann ech gelift, Här Schiltz, fir d'Éischt kritt elo den Här Bausch d'Wuert, deen lech wollt eng Fro stellen, an duerno wéllt och nach den Här Meisch lech eng stellen. Här Bausch, wann ech gelift.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, ech wéisst awer wierklech gär, duerfir war ech jo... Dat war eigentlech den Objet.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Mir kommen dozou, Här Bausch.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Mä, Här President, da stellen ech lech d'Fro nach eng Kéier prezis, ob Der och där Meinung sidd. Den Här Weber schreift a senger Pressematdeelung: „Als LCGB-Präsident und CSV-Abgeordneter stehe ich zum Zeitplan von Staatsminister Jean-Claude Juncker und sehe zum aktuellen Zeitpunkt keinen Anlass, eine erneute Index-Diskussion zu entfachen.“

Wat ass dann...? En zitëiert jo hei de Statsminister.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Ech äntwerten lech dorobber, Här Bausch.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Maja. Duerfir wéisst ech gär: Ass dat och elo Är Positioun? Well hei hutt Der haut de Mëtteg eppes aneschters gesot. Wat ass der CSV hir Positioun?

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Ech äntwerten lech dorop.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Dat wéisst ech gär.

► **M. le Président.**- Vläch dem Här Meisch seng Fro och nach direkt, an dann äntwert den Här Schiltz dorop.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Jo, ech gesi mech hei am Zeenario, datt ech eng Fro gestallt kritt hunn, wat d'DP gëschter genee...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Selbstverständlech.

► **M. Claude Meisch (DP).**- ...gesot huet. Selbstverständlech hu mer net gemengt, datt déi Indextranche, déi elo den 1. Juli erfällt, soll ausfale gelooss ginn, well déi ass quasi erfall, well se zum Deel schon ausbezuelt ass.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Et ass awer deelweis doraus zitëiert ginn.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Dat mag sinn. Mir hunn awer e Pressecommuniqué verdeelt a verschéckt, an dee war ganz

kloer. Do steet ganz genau dran - an ech mengen, dat hätt Der och op Plaze kënnen esou noliesen -, datt et déi nächst Indextranche ass. Also, net déi vum 1. Juli, mä déi, déi duerno soll erfalen, wahrscheinlech dann déi vum 2011.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Très bien.

**(Interruptions)**

Ech wollt dat just an deem Sënn kloerstellen, datt Der eppes gesot hutt, wat deelweis anescht rapportéiert ginn ass, fir dat och aus der Welt ze schafen. Well mir sinn eis nämlech am Fong eens. An ech wollt dat eigentlech feststellen, datt déi Indextranche hei jo aus evidente rechtstaatleche Grënn net kann a Fro gestallt ginn, well se jo erfall ass. Dat wollt ech am Fong geholl just kloerstellen.

Här Bausch, Dir hutt mech gefrot, wat eis Positioun zum Index ass. Ech hu virdu he um Véirel vir dräi eis Positioun rappéléiert, wéi ech se de 6. Mee duergeluecht hunn. Ech wéll och soen, datt, wat d'Indexfro an aner Froen ubelaangt, tëschent de Kolleeg Thiel a mech selwer kee Löschat geet an datt de Kolleeg Thiel, dee Vizepräsident vun der CSV-Fraktioun ass, och keen Desperado ass, deen hei mam Beil géif virgoen.

► **Une voix.**- Wou ass en?

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Well déi Positioun, déi mir de 6. Mee als CSV-Fraktioun arrétéiert hunn an déi ech de 6. Mee hei virgedroen hunn, ass déi, déi vu 26 Memberen an der CSV-Fraktioun gedroe gëtt. A wann de Kolleeg Thiel seet: „Et muss elo eppes geschéien“, dann hunn ech a senger Ausso dat Wuert „éischt Jalonen“ héieren.

Eis Positioun haut zum Index, soen ech an aller Rou an an allem Calme, ass déi nämlech wéi de 6. Mee: Éischtens, mir hätte gären eng Diskussioun iwwert d'Manéier, wéi den Index a Krisenzäiten ze regelen ass; zweetens, mir hätten am léifsten, wann en Accord dozou bis an den Hierscht géif fonnt ginn - e soll spéitstens bis am Dezember Form unhuelen -; drëtens, den Accord soll Substanz hunn; a véiertens, mir si flexibel, wat d'Modalitéiten ubelaangt, d'Pétrospräisser oder d'Deckelung vum Index. Mir wäerten eis och all Zil fir d'Propositione konstruktiv ukucken.

Dat heescht, mir hunn also gesot, datt mer gären hätten, datt mer Regelunge fanne fir den Index a Krisenzäiten. Dat ass dat Éischt. Mir hu gesot, datt mer am léifsten en Accord bis an den Hierscht hätten, wann net en Accord bis an den Dezember. Mir hunn drëtens gesot, datt deen Accord soll Substanz hunn. A véiertens hu mer gesot, mir wäere flexibel, wat d'Modalitéiten ubelaangt.

An ech hunn a rhetorescher Form e bësse méi wäit a menger Ried gesot, wat déi ganz Diskussioun ubelaangt, iwwer Statsfinanzen, iwwer Kompetitivitéit an all déi aner Aspekter, datt ech mech géif froen, firwat mer géife bis an den Hierscht oder an de September waarden, bis mer iwwerhaupt ufänken iwwert d'Saachen ze diskutéieren respektiv déi Saachen, déi kloer sinn, ëmzesetzen.

Also heescht dat do, datt, wann de Kolleeg Thiel gëschter eppes zum Index gesot huet a vun „éischte Jalonen“ geschwat huet, dat exakt genau dat heescht, wat d'CSV-Fraktioun an ech an hirem Numm de 6. Mee gesot hunn, am Numm vu 26 Deputéierten.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dat heescht, Dir ënnerschreift eis Motioun?

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Punkt. Mir hu gesot, mir géifen eis och seriö mat allen anere Propositionen ausenanersetzen. Wann an Ärer Motioun, déi jo un d'Regierung gericht ass, an d'Regierung soll fir d'Éischt dozou Stellung huelen, esou eng Proposition drasteet - ech hu se nach net gesinn, ech gi se awer elo direkt kucken -, da kënnst déi och mat an d'Diskussioun eran.

Ech sinn op jidde Fall der Meinung, datt mer, och wat den Index ubelaangt, solle probéieren, roueg ze diskutéieren an net hei andauernd een deem anere Saachen un de Kapp ze geheien. Kee seet - keen! -, datt an Zukunft d'Sozialpartner sollen

außen vor bleiwen. Kee seet, datt et iergendeen ass, deen den Exklusivusproch op d'Wourecht huet. Kee seet, datt all déi aner näischt géife vum de Saache verstoen. Op jidde Fall net vun eiser Säit aus.

Ech wéll drun erënneren, wann ech vun der Tripartite schwätzen, datt et och an der Vergaangenheet Zeenarië gi sinn, wou no der Tripartite d'Chamber huet missen hir Responsabilitéit huelen, well d'Tripartite net zu engem Resultat komm ass. Et ass also an deem institutionelle Gefüge, dat mer hunn, näischt aneschters.

Mir mengen, datt mer misste virukommen an der Diskussioun. Mir mengen also, datt soll ugefaangen ginn, ëmgesat ze ginn. Duerfir hu mer déi Debatt och hei gefrot. Mir mengen, datt der Ëmsetzung vun deene Propositionen, wat hir Zilrichtung ubelaangt, net vill am Wee steet; op d'mannst wat déi essenziell ubelaangt. Mir mengen awer, datt d'Politik sech net elo kéint an d'Summervakanz verabschieden an zwee Méint laang guer näischt maachen.

Ech mengen, datt och déi Ëmsetzung, déi elo an Ugrëff geholl gëtt, Zäit brauch - se soll muer an Ugrëff geholl ginn; se ass net muer fäerdeg -, datt déi Diskussiounen, déi am Hierscht sinn, och musse preparéiert ginn. Mir wäerten dat op jidde Fall iwwert de Summer maachen a prett sinn, eis Responsabilitéiten am Hierscht ze huelen. Hoffentlech dann an engem manner hëtzege Kader.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Elo kritt nach de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké d'Wuert.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi 65 Punkten, déi d'Regierung lech haut am Fong geholl gefrot huet kënnen ze debattéieren, déi sinn esou ëm de Februar entstanen an hunn Agang fonnt an déi Diskussioun vum der Tripartite. Mir koumen do net zu Konklusiounen. Dat heescht awer net, dass déi Punkten net derwäert sinn, fir ëmgesat ze ginn.

Déi Punkte sollen u sech iwwer all Streide-reien ewech d'Situatioun vum Lëtzeburger Land, wat seng wirtschaftlech Opstellung ubelaangt, verbessern. Si sollen eis einfach besser dohinnerstellen. Si sollen eis nei Méiglechkeeten opmaachen.

Ech weess, dass dat hei net alles Wonnermëttel sinn. Ech wéll awer och soen, dass ech awer wierklech déi Kritik vu mer weisen, dat wäeren alles al Kamellen. Ech a mech net erënneren, an iergendengem Pabeier gelies ze hunn, wéi een extern Consultant asetzt, wéi een de Capital risque organiséiert an Zesumhang mat Incubateuren, wéi een d'Immigratioun mat der Problematik „Headquarter“ verbënnt, wéi een déi Indicateuren...

Iwwregens, säit '85 gëtt et déi Indicateuren. Ech ka mech net erënneren, dass iergendeen an e Programm geschriwwen hätt, e wéilt déi Indicateuren änneren. Et ass awer e Gesetz, wat kéint applicabel ginn. Ech ka mech net erënneren, dass een dat geschriwwen hätt. Et ass awer elo an deene Pabeieren hei.

Ech ka mech net erënneren, dass vun enger Imposition minimale iergendwou Rieds gaange wier. Ech ka mech net erënneren, dass vu spezifescher Ausrichtung vu Zones d'activités a vun Infrastrukture Rieds gaange wier. Ech ka mech net erënneren, et ass ëmmer iwwer PPP geschwat ginn, mä iwwert déi praktesch Ëmsetzung a Problemer, déi doranner bestinn, ass net geschwat ginn. Wou ass dann eng Kéier iwwert de Problem vun der Garantie locale geschwat ginn?

Ech ka mech net erënneren, dass mer iwwer eng „foreign trade firm“ geschwat hunn. An ech ka mech scho guer net erënneren, dass mer Intelligence économique ugeschwat hunn. Ech kéint esou weiderfueren.

Hei sinn also vill Saachen dran, déi wäit ewech si vun ale Kamellen. Hei si vill Saa-



chen dran, wou ee schon héieren huet, mä haaptsächlech huet et de Mérite, éischens, en Updating ze maache vun deene Problemer, déi mer hunn, an d'Solutiounen op den Dësch ze leeën. Et ass en Updating, well eenzel Situatiounen geännert hunn.

A virun allem kann ech lech dénge mat Datumen a mat Délaien, wann Der wëllt. Dat ass also och de Bewäis, dass mer wëlles hunn, dat do ëmzesetzen.

Ech mengen, am Virspann hutt Der, ausser dem léiwe Saz, deen ech vir drageschriwwen hunn: „Gentlemen, we have run out of money. Now we have to think“... Ech mengen, ob mer „run out of money“ hunn oder net hunn, d'Situatioun ass einfach esou dobaussen, dass mir an enger Period liewen, wou sech villes verännert, wou mir strukturell Faiblesen hunn, déi net onbedéngt op Feeler zréckzeféiere sinn. Et ass kee Feeler, dass mir keng Resource-naturellen hunn. Et ass kee Feeler, dass mir en Territoire hunn, dee relativ kleng ass.

Mir hunn eng Rei strukturell Faiblesen, op déi mer vläicht besser an aner Äntwerten hautdësdags musse ginn, fir där Intensificatioun vun deem, wat dobaussen an der Welt geschitt, Rechnung ze droen. Ech hunn och kloer ënnerstrach, dass dat hei eppes ass, wa mer dat net maachen, le réveil pourrait être douloureux. An duerfir si mer verpflichtet, dat hei ëmzesetzen. Et geet net méi duer, dass mer dat just hei beschwätzen.

Ech hunn och geschriwwen: „Faire face à ses défis, ne peut cependant pas se résumer à la seule diminution des coûts.“ D'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vun engem Land ass e bësse méi just eng Fro vu Käschten. Dat geet wäit doriwwer eraus. Dat geet iwwer d'Reaktivitéit, d'Innovatioun, d'Produktivitéit; iwwer ähnlech Begreffer.

Elo ass et esou, dass mer - ech gestinn dat gären an - an der Tripartite zum Deel schwierig Diskussiounen haten, ob mer wierklech e Problem hätten an de Statsfinanzen, e Problem hätten an eisen Niveaux de compétitivitéit oder net. Et muss een einfach soen: Et ass jo léif a gutt, wann een déi Diskussioun féiert, mä et muss een eppes feststellen: All, mä wierklech all auslänneschen Institutioun-Expert, deen op Lëtzebuerg kuckt, seet: Dir hutt e Problem.

En zielt se op. Et sinn net ëmmer déiselwecht, mä c'est l'évidence même, ob mir et wëllen akzeptéieren oder net. Et si jo awer net nëmme lauter Idiolen, déi déi Rapporte maachen. Et kann ee mat enger ganz Rei Saachen net d'accord sinn, mä et sinn awer net nëmme Idiolen. An duerfir hunn ech gesot, an ech bleiwe bei menger Meenung: Mir hunn e Problem vu Kompetitivitéit.

Den Niveau dovunner kann een diskutéieren. En ass a mengen Aen net dramatesch. Mä et gëtt Zäit, dass mer reagéieren! An et huet kee Wäert, dass mer eis éternellement heimat ausenaner diskutéieren, wat den Niveau dann elo ass, wou mer hannelndra sinn.

Mir hunn hei eng Kéier decidéiert an deem Land hei, dass déi vill Indicateuren, wou de Lucien Lux der e puer opgezielt huet, an anerer hei zitéiert hunn, dass déi vläicht net ëmmer d'Situatioun vun esou engem klengen Land reflektéieren, well soss géif et net esou ënnerschiddlech ausfallen. Heiansdo si mer déi Zweet an heiansdo si mer déi 25. Heiansdo ännert dat vun engem Coup zum aneren. Dat huet vill dermat ze dinn, dass mer eben e klengt Land sinn, a mat e puer Spezifitéiten, déi anerer net hunn.

Do ware mer hei - dat kënnt net vu mir, dat war 2004 - zur Konklusioun komm, mir missten eis selwer am Fong geholl e puer Indicateure ginn, déi e bësse méi op eist Land zougesschnidde ginn. Et war och am Kader vun der Lissabon-Strategie, wou vu 14 Indicateure Rieds gaangen ass, wou mer gesot hunn: Dat do ass awer nu wier-

lech net seriö, domat kënne mir näischt ufänken an eisem Land.

Du si mer higaangen a mir hunn deen Observatoire de la compétitivitéit gegrennt, mir hunn deen ausstafféiert mat Leit, déi eng exzellente Aarbecht maachen, a mir hunn eis synthetesch Indicateure ginn. Dat heescht, Dir hutt elo, opgedeelte op eng ganz Rei Kategorien, d'Méiglechkeet, ze verfollegen - et sinn all Kéiers tëschent sechs, siwen, aacht Indicateure pro Kategorie -, wéi Lëtzebuerg sech entwéckelt.

Do kann ee streiden iwwer deen een oder deen anereren, ob en aussagekräfter genuch ass oder net, mä zumindest sinn et Indicateuren, déi engem och zouloossen, dass ee kann e Verglach maachen. An hannelndrun, hu mer gesot, géife mer gär gesinn an engem Gesamtindicateur, engem synthetesch, wéi mer dostinn. An elo kann een d'Aen zoumaachen.

Ech kann lech kuerz soen, am Joer 2008, wou mer déi lescht Indikatiounen hunn, ware mir an de Performances macroéconomiques an där Kategorie déi Éischt. Déi nächst gutt Situatioun, déi mer kann hunn - dat sinn eis Indicateuren, dat hei, net iergendengem anere seng -, dat war de Cadre institutionnel réglementaire, dass mer eng anstänneg Gouvernance hunn. Do si mer déi Sechst am Kader vun der Europäescher Unioun.

Mir sinn awer, wat d'Productivitéit/coûts ubelaangt, déi 24. Mir sinn an der Educatioun an an der Formatioun déi 24. Mir sinn an der Économie de la connaissance déi Zéngt. Dat heescht, et ass eng grouss Variétéit vu Saachen, déi 2008 festgestallt gi sinn.

Ech stellen déi Saachen do net einfach a Fro. Ech stelle fest an ech kucken. Am Indicateur synthétique stelle meng Leit fest, dass mer eis esou tëschent där 7. an där 13. Plaz an deene leschten aacht Joer ongeféiert situéiert hunn. Dat heescht, dat ass net brillant, et ass awer och net dramatesch. A bis op Weideres, mengen ech, solle mer dat Instrument net zerrieden, wat mer eis selwer an deem dote Fall ginn hunn.

Ech hu gesot, dass mer sollen oppassen, dass mer eenzel Saachen net verméschen. Heiansdo schwätze mer vum Niveau, dee mer erreicht hunn, an heiansdo schwätze mer vun der Progressioun. Wann een en industrielle Recul huet vun 30% an engem Joer an et huet een dann eng Verbesserung vu 5%, da jäizt deen een: „Et ass jo tipptopp, et ass 5% besser“, an deen anere seet lech: „Jo, et ass 5% besser vun eppes, wat ganz déif ass, a mir sinn nach wäit ewech vun där Situatioun, wou mer eng Kéier 2007 an 2008 waren.“

Duerfir gëtt ganz oft laanschtenaner geschwat, mengen ech, well mer Saache matenaner vergläichen, déi net matenaner vergläichbar sinn. Mir hunn an eenzelne Secteuren niddreg Niveauen a si frou, dass mer elo eng Progressioun errechen.

D'Fro ass och, ob mer eis mat eis selwer vergläichen oder mat eisen Noperen. Ech mengen, heiansdo muss ee sech och mat sech selwer vergläichen, wéi ee weidergeet vis-à-vis vun deem Joer virdrun. An et dierf een net vergiessen, sech heiansdo mat sengen Noperen ze vergläichen, virun allem déi Noperen, déi direkt an eiser Gégend sinn.

Mä och wann ech elo iwwer dat Ganzt eweckkucken, gëtt et jo awer säit 2004 eng Donne, déi seet: „Mir hunn eng Ausdehnung gemaach an der Europäescher Unioun, eng politesch Décisioun. Dee Marché intérieur, deen ass vill méi grouss ginn. A mir kruten do op ee Coup zwielef Länner, déi eng aner Käschtestruktur hu wéi mir an domat Saache kënnen ubidden, déi mir net méi kënnen ubidden, wou mer och net kënnen konkurrenzéieren an och net wëlle konkurrenzéieren, well et einfach net méiglech ass, dat esou erofzeschrauwen, wou déi Länner sinn.“

Duerfir musse mer eis anescht orientéieren. Mir musse kucken, wéi mer eis anescht opstellen. Et ass och e Fait, dass mer elo an deene leschten zwee Joer, obscho mer säit Jore probéieren, an Asien och Fouss ze faassen, an deene Länner wäitass méi leeft wéi mëttlerweile an der Europäescher Unioun, souguer wéi an Amerika.

Et ass also evident, dass mir no anere Länner net nëmme wéinst Investissement - ech kommen och nach eng Kéier drop zréck -, mä och wéinst eisem ganze Marché, wéinst eisem Handel musse kucken, wat do geschitt. Meng Suerg ass déi, wann ech d'Effete kucken, déi dat Ganzt huet: Ech fäerten, dass mer net méi den Niveau de création d'emplois kréien, dee mer ee Moment kann hunn. Wann Der bedenkt, dass mir 5% netto gemaach hunn. Ech fäerten, dass mer deen net kréien, a mir musse dorop reagéieren.

Dat heescht, mir musse kucken, wéi mer eis där Situatioun géigeniwwerstellen. Ech gleewen einfach net, dass mir an deenen nächste Jore 5% maachen. Och wa mer am Moment licht iwwer null louchen, da war dat - dierf een net vergiessen - zréckzeféieren op d'Création d'emplois an der Fonction publique an an hirem Ëmfeld. Do si se geschafte ginn. Dat kann een nokontrolléieren, dat sinn déi Chifferen, déi all Mount am Comité de conjuncture gekuckt ginn.

Meng zweet Suerg ass déi vun de Recettes fiscales. Mir hu gelieft vu Recette-fiscalen aus engem Secteur. Dee Secteur ass ënner Drock. Dat wësse mer, do brauche mer net an den Detail ze goen. Duerfir ass et normal, dass ee sech anescht probéiert opzeustellen.

Dir fannt net ganz vill iwwer de Finanzsecteur a menge Pabeieren. Dee Pabeier ass relativ horizontal, relativ allgemeng, an et ass evident, dass et sektoriell Froe gëtt, déi hei net kënnen ugeschwat ginn. Dem Finanzsecteur seng Problemer, déi de Lucien Thiel zum Deel ugeschwat huet, sinn anescht wéi déi vum Handwierk, wou d'Françoise Hetto anescht muss reagéieren, an nach anescht wéi de Commerce hei an der Groussregioun.

Duerfir ass dat hei nëmme e Bild mat horizontalen Mesuren, wat weist, dass eng grouss Envergure vu Mesuren noutwendeg ass. Mä déi muss flankéiert gi vun all deene sektorielle Mesuren, déi noutwendeg sinn op deenen eenzelne Plazen, well, souguer wa mer dat hei alles ëmsetzen, soen ech lech, da si mer nach net eraus.

Dat Ganzt ass och eng Kombinatioun vu Mesuren, déi u sech véier Saachen a menger Opfaassung solle maachen: éischens, fir deene bestehenden Entrepreneuren hei zu Lëtzebuerg de Goût un der Entreprise ze loosse, hinnen d'Liewen esou interessant an esou einfach wéi méiglech ze maachen, well mir sinn net bekannt, dass mir elo e besonnesch gutt développéierten Esprit d'entreprise hunn. Mir musse also oppassen, deen hu mer net. Dat ass eng Evidenz, a mir musse zumindest kucken, dass mer dat awer erëm hierstellen, dass erëm méi Lëtzebuurger gewëllt sinn, och selwer Lëtzebuurger, déi hei wunnen, Leit, déi hei wunnen, eppes ze schafen.

Ech kommen elo aus Israel. Dat ass e Land ënner Pressioun. Ech kommen aus Beirut, dat ass e Land ënner Pressioun. Et ass onwahrscheinlech, deen Ënnerscheid an der Atmosphär. Déi Leit, déi liewen ënnert Drock, déi liewen a Schwieregkeeten. Mä wat déi eng Imaginatioun hunn an e Wëllen hunn, pour créer quelque chose! Do kënnen mer eis wierklech e Beispill huelen, an do brauche mer net ze lamentéieren, et wënscht jo kee sech eng Situatioun wéi zu Beirut an an Israel erbäi. Mä ech muss lech soen, do ass en Esprit d'entreprise, deen ech soss néierens an der Welt an deem Mooss bis elo gesinn hunn. A mir musse also kucken, eise Leit - éischens - och d'Méiglechkeeten ze loosse, dass se och Spaass drun hunn erëm, indépendant ze sinn; Spaass drun hunn, eng Entreprise ze grënnen.

Mir musse, zweetens, an hei ass ganz oft geschwat gi quasi wéi wa mir nëmme an eise Kompetitivitéitsfroen op den Invest kucken. Den Invest ass wichteg, Leit unzezeien, nei Leit unzezeien, nei Aktivitéiten unzezeien, mä ce n'est pas uniquement ça! Wa mir gär hätten, dass eis Entrepreneuren hei Succès hunn, musse mer se elo esou wäit kréien, och déi Kleng- a Mëttelentrepreneuren, dass se iwwer d'Grenzen eraus, déi eng an der Groussregioun, déi aner nëmme am europäesche Marché, mä anerer och am asiatesche Marché an an anere Schwellelänner, a Russland, a Brasilien an iwwerall, dass se do op d'Marché

ginn. A mir musse se begleeden. Och dat ass en Deel vun de Mesuren, déi mer musse maachen.

Déi Betriber, déi wuessen doduerch, dass se enzwousch anescht eppes verkafen, wa se hei an eise Géigenden nëmme méi e Wuesstum hunn, deen herno vläicht een, zwee Prozent ass. An dat geet net duer. Et muss een also dohi goen, wou Wuesstumsmaert sinn.

An dat Lescht schlussendlech: Mir musse hinnen d'Méiglechkeet loosse, souguer, et gëtt ebe Länner, do verkeeft een näischt, wann een net och e Fouss dobannen huet. Dat heescht, dass een eng Joint Venture huet oder selwer eng Anlag do huet oder e Büro do huet, soss verkaaft Der näischt do. Et ass ganz einfach. Just dohinner ze exportéieren, geet ganz oft net an deene Länner. An Dir braucht nëmme ze kucken, wéi déi eenzelne Firmen, kleng oder grouss, sech opstellen. An och do musse mer hëllef, dass se zumindest Partner fannen, dass se eng Joint Venture kënnen maachen doduerch, dass se Saachen hei ofsécheren iwwer déi do Aart a Weis.

Et sinn der, déi gewitzelt hunn iwwer dee Sofort-Programm, deen ech eng Kéier dohinnergeluecht hunn. Ech gesti gären an, dass ech, wéi ech bis an der Regierung war, dat Wuert „sotofort“ e bëssen anescht gesinn hunn.

#### (Brouhaha)

Net well ech keng Loscht hat, mä ech hu gemierkt, eis Mille molen awer relativ lues. Ech kann lech souguer soen, ech selwer sinn en charge beim Statec fir d'Centrale des bilans. Indirekt sinn ech dat jo. '97 hat ech déi Propos gemaach. Ech weess net, ob ech se nach erliwen, während ech Minister sinn. Si verspreche mer se all am Ament, an et sinn nach ëmmer dauernd Problemer, déi mat anere Ministeren, aneren Administratiounen optauchen. Mä ech stelle fest, et ass eng Propos vu '97, an do war et... Am Fong a mengem Rapport stoung: Kommt, mir setzen dat elo ëm! Elo si mer 13 Joer duerno, déi reell Implementatioun huet net stattfonnt. Dat ass...

#### (Interruption)

Neen, leet Äre Kapp a Rou, et sinn och Saachen, déi méi einfach ze maache sinn. Mä just fir ze soen, et ass en extreemt Beispill dat do. Et ass en extreemt Beispill! Ech bedauern dat och.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Mir hunn deen doten Text an eise Pabeier souguer iwwerholl, Här Krecké, gesitt Der.

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Ah, bon, Dir wäert also och nach eng Kéier...

#### (Interruption)

► **Une voix**.- Mir waren eng Kéier doranner bliederen.

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Also, gitt Der mir Plein pouvoir, fir et ze maachen?

► **Une voix**.- Dir sidd Minister!

#### (Interruption)

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Neen, domat ass een net Plein pouvoir. Ech mengen, Dir musst eng Kéier Minister sinn, fir ze gesinn, wéi vill dass een ze soen huet.

#### (Hilarité générale)

Sou einfach geet dat do net. Mä ech gestinn lech awer gären an, dass...

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Dir blockéiert lech!

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.-...dass Der déi Virstellung hutt. Mä kommt, mir bleiwen erëm seriö.

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Dir blockéiert lech, Här Minister.

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Här Bettel, kommt, schwätzt seriö, also ech mengen, d'Gespills geet duer.

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Et ass seriö. Mir ënnerstëtzen lech gären.

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Mä ech hu festgestallt un deem Beispill do, wéi schwierig et ass, esou eppes ëmzesetzen. Mä à l'encontre vun deem, wat Dir awer





hei erzielt hutt, Einzelner, wëll ech lech soen, mir hunn an der Regierung leschte Freideg déi 65 Punkte Punkt fir Punkt duerchgeholl, an hannendru steet en Datum, an hannendru steet, wien et muss maachen. An hannendru steet, wie mat wem muss kollaboréieren.

**(Interruption)**

Jo, dat ass en Dokument, ech hunn et awer hei, wann Der wëllt bliedieren, kënnt Der kucken.

► **Une voix.**- Kënnt Der eis eng Kéier eng Kopie dovun maachen?

**(Interruption)**

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Bon, muer de Moie schwätze mer an der Kommissioun net doriwwer. Muer de Moie schwätze mer iwwer ganz aner Saachen. Wat Der do erzielt hutt, dat ass iwwerhaupt net à l'ordre du jour, wann ech gelift, et ass iwwerhaupt net à l'ordre du jour.

Mir schwätzen iwwer déi legislativ Aarbecht, déi en cours ass, a wou eng Rei politesch Froen opgetaucht sinn, an doriwwer schwätze mer muer an der Ekonomikkommissioun. Mir si jo nach net esou blöd, an engem Débat wéi haut, dass mer ufänken erëm eng Kéier iwwer déi 65 Punkten ze schwätzen, fir nach eng Kéier datselwecht ze maache wéi dat, wat mer elo haut gemaach hunn.

► **Une voix.**- Et steet um Ordre du jour!

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Et steet um Ordre du jour!

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Mir hunn an där Debatt hei gemierkt - ech mengen, Einzelner hu probéiert, Konklusiounen ze zéien -, dass mer net esou vill grondleeënd Énnerscheeder gesinn, mä enfin dass mer... D'Vertrauen ass net datselwecht op deenen eenzelne Bänken, ob dat do esou emgesat gëtt oder net.

Ech soen lech just, et ass mäi feste Wëllen, an - ech ginn och dovun aus - dee vun der Regierung, dat do ze maachen. An zwar relativ schnell. Ech huelen e puer Beispiller elo eraus.

Mir hunn e ganz Kapitel iwwer d'Prise en charge des entreprises. Et ass den Nummer eent. Well ech der Meenung sinn, no esou vill Joren an deem Amt, dass dat e Punkt ass, dee mer mussen anescht ugoen. Bis elo meeschtendeels komme se bei eis, wann en Invest aus dem Ausland kënnt oder wann een e Problem huet. Mir mussen kucken, virdrun, wou deem säi Problem kann entstoen, wann en en och net selwer gesäit, well en eventuell eng Reprise muss organiséieren vum engem aneren, well en op enger Plaz ass, wou en à terme wahrscheinlich net ka bleiwen.

Meeschtendeels bleiwen déi Leit esou laang a kommen da bei mech - dat ass aus Erfahrung, wou ech dat gemierkt hunn -, wa se fest iwwerzeegt sinn: Muer wëll ech eppes anescht hunn. An esou schnell geet dat normalerweis net. Dat heescht, esou eppes muss ee plangen, an ech hunn och net an der Economie esou vill Leit, dass ech déi kann esou an all Entreprisë schécken.

Duerfir huet mer virgeschwieft, et gëtt eng ganz Rei Leit, déi méttlerweil eng gutt Aarbecht an där Economie geleescht hunn an - ech mengen - an eiser Wirtschaft, déi sech zréckgezunn hunn an déi awer nach wëllen eppes Klenges schaffen. An ech wollt déi Leit beoptragen, an déi eenzel Firmen ze goen, fir mir emol e Feedback ze ginn, wou Problemer muer kënnen entstoen, net haut. Meeschtendeels kréien ech et nëmme mat, wann de Problem schonn do ass. Wéi kéint een eventuell en Déménagement an eng aner Zone d'activités organiséieren? Wéi kann een den Départ en retraite vum Chef d'entreprise eventuell offiedereren?

Ech hat gëschter nach esou eng Firma do, wou ech mech och wierklech froen: Wat geschitt, wann dee Mann muer e Schlag kritt? Da froen ech mech, wat do fir 90 Leit geschitt. Deen hat ech viru mer sätzen, an deen huet 80 Joer. Ech hoffen, dass en nach eng Zäitchen duerhält.

Mä mir hunn eng ganz Rei esou Fäll,...

**(Hilarité)**

Majo, mir hunn eng ganz Rei esou Fäll, et ass net fir doriwwer ze laachen, wou een awer d'Reprise vun der Entreprise muss iergendwéi organiséieren. An deen, deen et net selwer mécht, do hu mir menger Meenung no awer d'Flicht, och ze froen, ob mer em net kënne behëlleflech sinn, fir eventuell e Partner ze fannen.

Bon, et ass just ee Punkt. Elo kann awer kee mer soen, dat do ass eng al Kamell. Dat ass eng aner Aart a Weis, fir un de Problem erunzegoen, an ech ka mech net erënneren, dass ech dat bis elo gesinn hunn. Sécherlech dat do, dat gëtt direkt emgesat. Dat gëtt elo... Ech hunn elo schonn d'Nimm, déi dat do kënne maachen, an ech hu wëlles, dat do am September emzesetzen.

En cours ass dee Package, dee mer elo all Kéiers maachen, an duerfir, an déi eenzel Secteuren, do ass gefrot ginn, ech weess net, ech mengen, et war vun de Kollege vun der CSV: eng Ulafstell. Jo, d'Ulafstell ass bei mir, an do kënnt dat eran, an déi kréien en Numm. All Firma, déi bei eis erakënnt an e Problem huet, ob se vun hei ass oder eng auslännesch, kritt den Numm vun engem Beamten, a si brauch nëmme mat deem ze schwätzen an deen organiséiert ronderëm de Rescht.

Sou leeft dat. Wann et ICT ass, deele mer eis et, de Biltgens Fränz an ech; wann et d'Finanze sinn, mécht de Luc Frieden dat. Mir organiséieren dat esou. Bei mir huet jiddwereen, wann en erausgeet, en Numm mat engem Telefon, wou ee weess, dee weess Bescheid, an ech schwätze just mat deem, an dee probéiert mat deenen aneren eens ze ginn.

De Guichet d'entreprises. Jo, mir schwätze scho laang driwwer, mä dee gëtt et jo méttlerweil awer op zwou Plazen. Ech mengen och, dass deen an der Chambre de Commerce, deen ech besser kennen, wann ech dee ka jugéieren, eng exzellent Aarbecht mécht. Mir huet eppes gefeelt doranner. Et ass awer hei guer net diskutéiert ginn. Et muss ee jo ausgoen vun der Situatioun, déi mer hunn. Mir feelt eppes: Bei enger Diskussioun, déi mer mam viregten Émweltminister och schonn haten, déi Geschicht, wéini en Dossier komplett ass. Dat dauert mir einfach ze laang bis festgestallt gëtt, dass den Dossier komplett ass oder net.

Ech hunn ëmmer gefrot: Kënne mer dann net vun deenen zwou Haaptadministratiounen, nämlech déi, déi am Commodo d'Autoritéit hunn, vun all Administratioun een doséieren hunn - net een, dee seet, et ass oder et ass net - mä een, dee seet, hei, du muss dat do an dat do alles maachen, anstatt dass mer dat alles per Courier nach maachen, anstatt dass dat alles Zäit hält. Mir hunn heiansdo Entreprises, déi soen: Mir kommen, mä mir fänke gär an zwee Méint un. Da soen ech alt näischt, well ech denke mer mäint derbäi.

Do sinn auslännesch Investisseuren, déi sinn interesséiert - ech hunn elo erëm esou e Fall -, mä déi hu Virstellungen, wéi dat hei zu Lëtzebuerg geet, well se jo an all eise Publikatiounen gesinn, mir hu kuerz Weeër. Mä mir mussen déi effektiv iwwer dee Wee erëm hierstellen, dat heescht, dass erëm schnell reagéiert gëtt. An duerfir, jiddweree seet dat, mä mir mussen also ufänken...

Fir mech ass et wichteg, dass elo emol an deem Guichet unique och Leit sätzen, déi e Jugement kënnen ofginn, ob den Dossier komplett ass oder net, oder direkt zu him soen: Géi hei déi Dier niewendrun an da ges de der dat an dat nach sichen an da kënn de zréck. Dat si kleng Schrëtt - ech weess dat -, mä dat si konkret Schrëtt. Dat ass net e Gegalavers. Esou muss et menger Meenung no funktionéieren.

Mir wëllen dat Instrument, wat fir mech mat dat interessantst ass am Encadrement vun de Betriber, nämlech Luxinnovatioun, mussen mir hire Fonctionnement an hir Aart a Weis iwwerdenken. Selbstkritesch wëll ech dat mat Kollege maachen, déi dorunner schaffen. Ech wëll dat maachen, well ech mengen, dass mer do verbesserungsfäeg sinn. Do hu mer en Apparat, deen ass absolut interessant, dichteg Leit, mä mir mussen dat vläicht anescht ugoen.

Ech huelen déi Fro vun den Aides financières temporaires. Ech hunn dat drageschriwwen, well ech mengen, dass mer

mussen nach eng Zäitche weiderfuere domadder. Ech weess awer net, wéi laang dass d'Kommissioun dat do nach mat sech maache léisst, a mir mussen deen Dag preparéieren, wou mer keng regional Hëllef méi kënne ginn. Deen Dag, dee kënnt geschwënn. 2013 kann dat schonn de Fall sinn. Ech weess net, ob mir dat hei schonn esou oft diskutéiert hunn, wéi dann d'Hëllef, d'Investitiounspolitik an Zukunft soll gestalt ginn.

Mir hunn ee grouse Problem: Mir wëllen alleguerte Startups, mir wëllen héichwäerteg Produkter a Servicer hunn, mir wëllen ITC, mir wëlle Gesondheetstechnologien, mä déi brauchen alleguerten, éischtens, Infrastrukturen, an zwar fäerdeg. Deene sot Dir net, hei ass d'Traufel an hei hues de e bësse Béton an da baus de der eppes. Ech ginn der wuel en Terrain, mä da baus de der eppes. Dat geet alles net méi. Dat geet net! Mä dat hu mir nach net.

Mir mussen fäerdeg Laboen hunn. Déi Infrastrukturen, déi kann de Stat net ëmmer bauen, déi muss d'Privatinitiativ bauen. Da kënnt d'Fro vun der Garantie locative. Wien iwwerhëlt de Risiko dovunner? Da kënnt d'Fro - et geet jo net duer, dass do een eng Iddi huet an dass deen och nach eng Plaz kritt an esou engem Incubateur oder an esou enger Infrastruktur -, da muss jo de Finanzement fir dat do assuréiert ginn. An dat ass jo héich geféierlech, gewéinlech Initiativen, well een net weess, ob se réüsséieren.

Am Ausland hu se esou Startups, et ginn der zwou vun zéng eppes. An déi zéng, déi si schonn ausgewielt vun honnert, déi sech gemellt hunn. Dat heescht, dat ass u sech eppes, wou mir driwwer schwätzen, mä mir hunn zu Lëtzebuerg keng Leit, déi Risikokapital wierklech zur Verfügung stellen, déi deen dote Risiko huelen. Wann ech dat also net fannen, da muss ech kucken am Ausland der ze fannen, déi bereet sinn, do matzemaachen. Dat féint een op Plazen, mä gleeft mer et, déi stinn awer net an der Schlaang, fir eis Risikokapital ze liwweren. An et hânt awer dorunner. Dat muss ganz anescht organiséiert sinn.

Mir hu jo ganz aner Forme vu Firme méttlerweil, déi sech etabléieren. Déi si ganz kleng, déi hunn eng Iddi, mä déi hunn och keng Ahnung, wéi een eng Entreprise féiert. Déi kann een net einfach esou gewäerde loosser. Déi brauchen en Encadrement. Ech probéieren elo en éischt Beispill esou am Z.A.R.E., wat d'Laboe wäert ubelaangen, fir alles, wat d'Gesondheetstechnologien ubelaangt. Ech probéieren en anert Beispill an der Polverfabréck, wou mer och eng Infrastruktur bauen. Dat ass eng privat Geschicht, mä wou mer en Encadrement - Risikokapital a Management - probéieren mat deene Leit, déi déi Zon do hunn, ze maachen.

Dat sinn alles Saachen, mengen ech, wou mir net ëmmer schnell nokomm si bei der Entwécklung - an ech muss soen, dat léiert een, ech op alle Fall hunn dat geléiert am Ausland -, an do mussen mer elo eppes anescht bidden. Et geet net méi duer, dass mir soen: Mir si gutt.

Iwwerregens, eng Promotioun ass ëmmer nëmmer esou gutt, wéi se nach en accord ass mat der Realitéit. Dann ass et eng Promotioun. Mir mussen oppasse bei deem, wat mer erzielen. An ech weess, vu wat ech schwätzen, well ech léien oft... am Ausland, jo. Mä ech muss iergendwéi ophalen domadder, well iergendwa fällt et de Leit op, wa se heihinnerkommen, dass dat net ëmmer der Realitéit entsprécht, wéi mir eist Land duerstellen. An dann ass et keng Promotioun méi, dann ass et Propaganda. A Propaganda ass eppes, dat gëtt liicht entlarvt. Duerfir si mer op dënnem Äis an där doter Geschicht.

Dann huet d'Fro vun der Immigration dem Änder Hoffmann net gefall, wat ech verstinn. Mä do geet et em Leit, déi also Aarbechtsplaze schafen, déi heihinnerkommen a soen, ech schafen Aarbechtsplazen. Do geet et em Leit. Du bass selwer net konsequent mat der. Du sees, mir hätte gären, oder Dir hätt gäre méi Recherche, méi Innovatioun an esou weider. Ech soen lech, mir hunn déi net am Moment. Hei zu Lëtzebuerg produzéieren mir net déi Chercheuren, déi mir brauchen. Mir produzéieren net déi Leit, déi deen Innovatiounsgescht hunn, dee mir brauchen. Also

muss mer Leit vun enzwousch anescht huelen.

Wann Der deem awer sot: Jo, da komm emol heihinner an da kucke mer emol - wéi dat elo beispillsweis an där leschter Zäit geschitt ass -, du dierfs kommen, mä du dierfs beispillsweis deng Fra net matbréngen, deng Frëndin scho guer net, an deng Kanner och net. Mä wann dat dann e Monoparental ass? A wann deen dann awer eng Fra huet, déi vun him ofhängeg ass? Dat ass keng Aart a Weis, fir mat de Leit emzegoen an ze soen: Komm heihinner, hëllef eis eppes opbauen, mä du léiss awer fir de Rescht emol deng Famill doheem a kucks, dass de hei eens gëss. Esou geet dat net!

Duerfir probéieren mer, wann der esou Leit wëllt ulackelen, muss een anescht drun erugeen. Duerfir ass déi ganz Immigrationsdémarche ze iwwerdenken. An Dir hutt jo eng ganz Rei Saache gesinn, déi mer wëllen änneren. Déi sinn en cours. Do sinn Einzelner scho realiséiert. Wat d'Indépendanten ubelaangt, ass scho realiséiert.

Bon, d'Procédure administrative, ech wëll net ze vill dorop agoen, mä et sinn awer emol...

**(Interruption)**

Wéini hu mir da vun „Scoping“ hei geschwat? Kann ech mech net erënneren. Ech war awer laang an där Chamber. „Scoping“ ass en Term, deen hei an der Chamber kee Begrëff ass. „Scoping“ ass, wann eng Firma eppes wëllt maachen, en Invest wëllt maachen, da kommen all Administratiounen ronderëm den Dësch, an da seet jiddwereen, wat fir eng Etüden e gär hätt. Zu Lëtzebuerg huet et agerass, dass emol Administratiounen net komm sinn. An da sinn déi Etüde gemaach ginn, dat huet dann zwee Joer gedauert, a wann déi fäerdeg waren, da koum déi Administratioun, déi net an déi Réunioun komm ass, huet gesot, jo, ech hunn awer nach e Problem hei, laut Gesetz kann ech dat an dat froen.

Dat muss ophéieren! Si mussen an déi Réunioun kommen - egal wien et dann ass -, a wa se net do sinn, kënne se net méi d'Urecht hunn, nach zousätzlech Etüden all Kéiers derbäi ze froen. Si sollen dat vun Ufank un op den Dësch leeën. Doriwwer hu mir awer nach net geschwat. Hei an deem Pabeier si vill esou konkret Beispiller, wou een awer elo net ka soen, et ass eng al Kamell, den „Scoping“, well ech ka mech net erënneren, dass mer hei doriwwer geschwat hunn.

An der Qualification professionnelle hunn ech am Februar dat hei gefrot, dat ass richtig. Méttlerweil huet d'Françoise Hetto e Projet eragereecht. Ech mengen, Dir hutt jo och selwer gefrot, dass mer keng Barrière méi an de Beruffer sollen hunn. Ech mengen, et ass un der Chamber, läit an der Chamber schonn - ass et déposiert? -läit do. Et ass un der Chamber, elo dat Gesetz ze kucken. Ech wier frou, wann Der et schnell géift huelen, well et ass Bestanddeel vun der Directive „Services“, an d'Directive „Services“ hätt missen den 1. Januar emgesat sinn.

Et ass Bestanddeel. Mir hu jo e Kaderegesetz, an dann e puer sektoriell Gesetze, déi mer mussen emsetzen. An do geet et drëms, ze kucken, wat dann elo wierklech d'Substanz ass. Do musst Dir och Är Responsabilitéit als Parlamentarier huelen a soen, dat do maache mer, dat do maache mer net.

D'Fro vun den Indicateuren, ech hunn déi virdru schonn eng Kéier gestallt. D'Approche vun der Regierung ass elo déi: Déi Indicateuren - '84 ass d'Gesetz vu '77 emgeännert ginn; '85 sinn déi Indicateure komm - sinn net méi zäitgeméiss. Et ass kengem opgefall, mä si sinn awer net méi zäitgeméiss. Mir hu gesot, an der Regierungserklärung, déi mussen mer iwwerucken.

Bon, mir mussen dat elo e bësse méi schnell maachen. Firwat? Mir mussen kucken, wat fir eng mer huelen, mir mussen kucken: Wat ass disponibel? Si mussen zumindest trimestriell disponibel sinn, wa méiglech mensuel, an si mussen vergläich-



bar si mam Ausland, soss huet et kee Sënn. Well et ass jo och e Verglach mam Ausland, dee mer maachen, net nëmme vis-à-vis vun eis selwer, mä och vis-à-vis vum Ausland.

Duerfir, dat do ass och en préparation, ginn ech dovun aus, dass mer dat do am Hierscht elo stoen hunn. An dat soll jo dann och de Stand vun - wéi soll ech soen - vun de Problemer eng Kéier duerstellen, an zwar mat Indicateuren, wou mer eis dann hoffentlech eens ginn, an dann och gegebenenfalls Mesuren, déi da misste kommen, virgesinn, entweder dass et eng Tripartite gëtt oder dass scho Mesuren ageschriwwen ginn. Dat muss een alles elo preparéieren.

Da kënn dee ganze Volet fiscal. Do kann een awer net soen, dat hei wäer lauter al Kamellen. De Luc Frieden huet zesumme mat mir elo e ganze Projet opgestallt. Hie wäert deen a kuerzer Zäit virstellen. Achs-éiert wär dat op e puer Saachen, haaptsächlech - well mer jo wëlle logesch mat eis selwer sinn - an der Propriété intellectuelle: net nëmme Recherche prônéieren, mä Propriété intellectuelle vläicht e bëssen ausdehnen.

Mir musse kucken, eenzelnen Dépensen - haaptsächlech mat Leit, déi nëmme kuerzfristeg op Lëtzebuerg kommen - Rechnung ze droen. Mir hu festgestallt - dat steet a mengem Pabeier -, dass d'Modernisatioun vum Park vun de Maschinen eent vun deenen eenzegem Instrumenter ass, wou mer de konkreten Invest kënnen ënnerstëtzen.

Regionalhëllef kënnen mir jo nach just op véier Plaze maachen, méi net, an et ass nach net vill. Dat ass de sougenannten 152bis, dee gëtt elo verbessert. Et ass dat eenzeg Instrument, wat mer hunn, fir engem Investisseur entgéintzekommen. Déi aner Länner hu jo aner Instrumenter, well se am Encadrement communautaire als strukturell méi schwach ageschätzt ginn an doduerch anescht kënnen virgoen.

Mir wäerten en neien Amortissement bei Investissementer an d'Efficacité énergétique dran hunn. Dat heescht, mir wäerten eng Verbesserung bréngen vun där Amortissementstechnik, déi mer bis elo haten. Wéini hu mer da vun Imposition minimale geschwat, wa mer vun ale Kamelle schwätzen? Dat ass e Wuert, dat hunn ech hei nach ni héieren. Mä déi gëtt elo agefouert: Eng Imposition minimale ass eng Géigefinanzéierung fir eng Rei Mesuren, déi och en Déchet fiscal duerstellen.

D'Fiscalité communale vun '92 ass - menger Meenung no - ze iwwerkucken. Ech sinn der Meenung, dass mer mëttlerweil an eng Situatioun komm sinn, wou déi Gemengen, déi wierklech bereet sinn, Aktivitéitszonen ze hunn, domat eng Rei Onannehmlechkeeten hunn, net méi genuch Interessen hunn, dat op sech ze huelen, well se vill ze vill kréien aus dem Gesamtpaket, mat deem se u sech näischt ze dinn hunn, nämlech deem, deen iwwert de Secteur financier geet.

Et gëtt 13, 14 Gemengen, déi kréie méi aus hiren Aktivitéitszonen eraus wéi dat, wat se iwwert de Paquet général kréien. All déi aner Gemengen, déi kréie vill méi aus deem Gesamtpaket, wou se keng Influence drop hunn an och kee Misär hunn. Si hu jo och kee Misär doduerch, dass se Banken hunn. Dat geet meeschtendeels dann esou wäit, dass ee Schwierigkeeten huet, nach Gemengen ze fannen, déi Aktivitéitszonen huelen.

Elo hunn ech virdrun..., dee Plan sectoriel ass jo diskutéiert ginn. Dee Plan sectoriel gesäit iwwregens - well eenzel Leit dat och erwähnt hunn - och eng Rei spezifesch Infrastrukture vir, notament beispillsweis Stockagecapacités an esou Ähnlech. Et ass also méi, wéi just eng Opzechnung an e puer Pläng vun Aktivitéitszonen. Dat gëtt och eng Philosophie hier. Ech hunn eng Kéier - mengen ech - schonn an der Kommissioun doriwwer geschwat: Firwat kënnen mer dee net op den Instanzwee ginn? Also, ech géif e léiwer muer ginn, well mir si fäerdeg.

Mä mir hunn dat Gesetz, wat am Aménagement du Territoire ee Passus ass, dee mir proposéiert hunn doran: Dee musse mer esou schnell wéi méiglech duerch d'Chamber hunn. Ech hat probéiert, en erauszerrappen aus dem Gesetz, fir e méi schnell ze kréien. Wa mer dat net kréien, dann huet et kee Wäert, dass mer en op den Instanzwee ginn.

Wa mir dee Plan sectoriel op den Instanzwee ginn, dann ass do, wou haut Stébs ass, muer Gold. Dat muss een awer iergendwa verhënneren. Mir kënnen awer net higoen an derfir suergen, dass d'Leit sech wierklech domm an dämlech verdéngt just doduerch, dass mir e Stréch anescht gezunn hunn. Duerfir musse mer eis d'Instrument ginn. Also, wéi gesot, et steet am Gesetz; ech weess net méi, wat fir en Artikel et ass. Mä dat muss elo ëmgesat ginn! An ech hätt dat gären esou schnell wéi méiglech, soss kënnen mir mat kengem Plang erauskommen. Dat ass do, wou mer elo hänken.

► **M. le Président.** - Här Wirtschaftsminister, den Här Henckes stellt lech gär eng Fro.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här Wirtschaftsminister, ech verstinn d'Problematik ronderëm d'Plans sectoriels. Mä et gëtt awer och d'Moyenen, wéi mer dat an der Mamer Gemeng gemaach hunn, datt een d'Industriezon iwwert de Moyene vum Plan d'occupation du sol...

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - A wouhier dann! Dir kënn..., wann déi net lech den Terrain..., den Terrain gehéiert lech jo net.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Ech hu gefrot, ob dat doten net eng Méiglechkeet wier.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ma neen, de Plan d'occupation du sol erlaabt lech dach net, Terrain ze kafen, deen Ären net ass.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Dach.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ma wouhier dann!

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Dat kënn Der iwwer eng Expropriatioun maachen.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Bei eis ass virgesinn, dass eng Expropriatioun iwwer en anere Wee wéi dat do ass, an duerfir soen ech lech: Et féiert kee Wee derlaanscht, dass mer deen Antispekulationspassus...

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Do leit Der falsch, Här Minister.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Bon, da si mer leider eben anerer Meenung. Ech sinn awer der Meenung, mir sollen dat hei elo ëmsetzen.

Et ass och eng staark Pressioun, en Drock, haaptsächlech am Süde vum Land, mä och op anere Plazen, dee seet, dass d'Handwierk am Moment Problemer huet, Zones d'activités ze fannen. Ech mengen, ech hat ugekënnegt, dass mer mam Françoise Hetto zesummen definéiert hunn: 86 Hektar, 86 Hektar an nationalen Zone gi reklasséiert. Dat ass de Punkt 31. Dat gëtt ëmgesat, dat gëtt net diskutéiert elo.

Ech mengen, hei sinn Zeie vun de Moien, déi wëssen, dass mer de Moie mat deem éischte Syndikat Récksprooch geholl hunn, wou 24 Hektar elo relativ kuerzfristeg kënnen ëmgesat ginn. Déi eng emol méi schwéier, déi aner méi liicht. Et sinn dräi verschidden Arealer, wou mer elo mat de Syndikater geschwat hunn, fir dat do esou ze gestalten.

Dat wäerte mer op anere Plazen och maachen. Et sinn am Moment 86 Hektar, déi mer esou virgesinn hunn. Ech hunn déi Parcs d'activités spécifiquement dédiés. Do hunn ech lech gesot, wat fir eng ech amgaange sinn, ze probéieren ëmzesetzen. Dat ass Contern, dat ass d'WSA, bei déi, déi ech scho virdu genannt hunn.

An dat ass Betzder, d'Datencenteren. Zesumme mam François Biltgen si mer amgaangen, dat ganz Netz vun den Datencenteren auszubauen. Mir hunn dee vu Keel ageweit, elo wäert geschwënn dee vum Rouscht fäerdeg ginn an zu Betzder entsteet deen nächsten. Mir hunn e riseg Netz mëttlerweil vun Datencenteren. Ech hunn ëmmer geduecht, mir kréien der ze vill. Mä mir hunn dauernd Demande, an ech hunn déi nächst op der Lee an ech hoffen, dass mer do och vläicht Succès hunn. Dat géif da schonn erëm ee ginn.

Ech hu vun „public private partnership“ geschwat: Haaptsächlech d'Sécurité d'approvisionnement mécht mer e bësse Suergen - dat soen ech lech - an der Energie, wat d'Pétrolsprodukter ubelaangt. Jee no deem, wat geschitt zu Bartreng, dat heescht, wa mer eis do zréckzéien, dann hu mir keng zéng Deeg méi Capacitéit. An dat ass fir geschwënn. Mir mussen also do virgoen, d'Pläng leie vir. Ech ka leider net erausgoen domat, wéi gesot, well de Problem deen ass, dass dat Terraine sinn, déi dann op eemol eng aner Affectatioun kréien an doduerch och aner Präisser. Mä mir kréien en immense Stau do a mir kréien eng ganz Rei Problemer.

D'Fiabilitéit vun den Infrastrukturen, haaptsächlech an der Energie, plus de Präis dovun - egal wat een dovunner hält, soen ech lech -, de Präis ass entscheidend, en ass entscheidend mëttlerweil a ganz villen Aktivitéiten. De Präis vun der Elektrizitéit muss ee kënnen mat steieren. Duerfir bleiwe mer och do, wou mer sinn an deene Firmen. Duerfir bleibt de Stat och aktiv widerhin, esou, wéi en et ass. Soss ass dat net méiglech.

Dat ass déi eenzeg Léisung an et ass déi bescht Décisioun, déi ech menger Meenung no an deene fënnf Joer konnt huelen. Do hunn ech en Instrument, wou ech nach zumindest e bëssen Afloss kann hunn, wat geschitt, a wou een och nach kann Investpolitik maachen, wann ee wierklech immens interessant Betriber huet, déi sech wellen hei zu Lëtzebuerg niddersloossen.

Bon, ech ginn net op déi vill Saachen an, déi ech éischer soft nennen, mä déi awer eng riseg Bedeitung hunn. Dat sinn d'Konnexiounen, d'Logementer, d'Schoulen an esou weider. Ech mengen, dat ass och scho vun der CSV gemaach ginn. Ech brauch net op d'Biomedezin anzegoen. Ech mengen, wat mer do an der leschter Zäit gemaach hunn a wat mer och elo erëm probéiert hunn, éischters mam Katar: Qatar Foundation ass eng vun deene wibbelegsten Institutiounen, déi ech elo weltwäit kennen. D'Qatar Foundation, déi huet Geld, déi huet Iddien, déi huet sech Leit kaaft an déi ass och bereet, mat eis ze schaffen.

Datselwech gëllt mat Israel: Déi si bereet, mat eis ze schaffen. Firwat? Ma si mussen op den europäesche Marché, si kënnen net méi op hirem Territoire wuessen. Duerfir si mer amgaangen, do Saache wierklech ze entwéckelen. Ech ginn net an Detailer, well ech mengen, ech hunn des Öfteren hei driwwer geschwat.

Dat Nächst, wat mer maachen, dat ass an der Energie. Déi Maison du futur, déi ass fäerdeg geplangt. Déi ass net iergendwéi en Hirngespinn, si ass fäerdeg geplangt: do, wou se hikënn, wien et mécht, wien d'Responsabilitéit mécht, wat doranner ze geschéien huet an och d'Ëmsetzung vun deem Ganzen, nämlech, net nëmme en Haus ze bauen du Futur, wou nei Technologien, déi zu Lëtzebuerg méiglech sinn, dra gewise ginn, mä déi sollen ëmgesat gi beispillsweis zu Diddeleng, an deem neien Areal, an deem alen Deel vun der ARBED um Enn vun Diddeleng.

Ökotechnologien, clean Technologien. Also, et ass jo net, wéi wa mir géife schlofen. Mir sinn dauernd amgaangen, déi Gespräicher ze féieren. Ech kommen aus Israel. Ech fänken net un, ëmmer grouss doriwwer ze schwätzen. Mä ech sinn um Punkt, do Accordé mat Better Place ze kréien. Better Place ass wahrscheinlech am Moment déi am wäitsten a beschten etabliert Firma fir elektresch Autoen, déi mat anere Länner, déi hei ronderëm eis sinn, amgaangen ass, Accorden ofzeschleissen, mat där ech och elo probéieren, dat do ze maachen.

Mir dat selwer entwéckelen? Forget it! Dat gi Standarden, wou Dir speziell Installatiounen muss hunn, déi iwwer ganz Frankräich, iwwer ganz Holland, iwwert d'ganz Belsch, iwwer eist ganz Land musse goen. Dat packe mir net eleng, dat kënnen mer nëmme an Zesummenarbecht maachen.

An do hu mir Gespräicher, an ech hu wierklech dat gutt Gefill, dass et warscheinlech déi beschten Technologie ass, déi mer am Moment kënnen huelen, déi sech warscheinlech hei duerchsetzt, déi, déi mat Renault am Moment schafft, a muer - déi Annonce kënn an engem Mount - mat enger däitscher Firma, déi, déi mat Regierunge schonn den Detail vun de Mesuren, d'Incitativen duerchgeschwat huet. Esou wäit gediege sinn déi Gespräicher, a wou mir och bedeelegt sinn, wéi gesot.

Duerfir och déi ganz Ausrichtung vun den Datencenteren, déi gëtt elo nach just mat Energies renouvelables gemaach. Wou mir mengen, dat wär gutt, mä net nëmme, well et Exigenz och ass vun deenen, déi kommen. Et ass keen, dee kënn méi an en Datencenter an dee seet: „Dir hutt dat do aus iergendenger Quell hier. Ech weisst gär, wou et hierkënn.“ An den „greening“ vun den Datencenteren ass ee vun deene wichtege Facteuren. Mä deen ass amgaangen implementéiert ze ginn. Kayl funktionéiert esou. Dat Nächst wäert Beetebuerg sinn, wou mer e Projet hunn, dee war au départ net, fir dee ganz esou auszerichten.

Datselwech gëllt bei ITC. Ech mengen, mir hunn eise ganzen ambitiöse Programm fir all Konnexiounen virgesinn, mä awer och, wéi mer ITC hei zu Lëtzebuerg entweder als Instrument oder als Secteur, egal wéi een et wëllt gesinn, weiderentwéckelen. Wéi mer aus e puer Nischen och eppes Extraes maachen. Beispillsweis d'Sécurité, eise Beispill LuxTrust, eise Beispill Cassis. Dat si Beispiller, déi kann ee weisen am Ausland. Dat si Beispiller, déi eis en Touch ginn, dee speziell ass. Et geet jo net duer, mir si fir ITC. Wien op der Welt ass net derfir? Mä et muss een eppes Extraes de Leit bidden, soss leeft dat net.

Zur...

► **M. le Président.** - Här Minister, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Bon, da soen ech nach e Wuert zur Promotioun. An der Promotioun, mengen ech, hu mer awer an deene leschte Joren e riseg Fortschritt gemaach. Mir hunn awer wierklech éischters e Branding dostoen. Ech hätt zwar am léifsten, mir hätten nëmme een. Mir hunn der am Fong geholl zwee, well ech mam François Biltgen ofgemaach hunn, ech hunn em eng Propos ze maachen. Ech hunn de Moien dat gesinn. Ech bréngen der dat e Freideg mat. Hien ass bereet, wann hie sech och erëmfënnt, mat ICT bei „Luxembourg for Business“ matzemaachen. Dat gëtt flott. Mir mussen zesummeschaffen.

Ech hu mam Finanzsecteur jo och e Branding entwéckelt, dass, wa mer zesummen oprieden, mer net vun „Luxembourg for Business“ an net vun „Luxembourg for Finance“ eleng schwätzen, mä „Discover Luxembourg“ mat extrae Logo. An ech mengen, dass mer do riseg Duerstellungen elo verännert hunn. An dass mer och eis Ausrichtung guer net méi op de... BED gëtt et am Fong geholl an där Form net méi. De Board of economic development gëtt et an där Form net méi. An dat kënn Der och kucke goen op den Internet vun „Luxembourg for Business“, do gesitt Der, do gëtt et en Deel Trade an do gëtt et en Deel Investment. An esou hu mer wëlles virzegoen.

Ech mengen, dass mer do viles geännert hunn, an d'Meenungen iwwer eis Filmer ginn ausenaner. D'Meenungen iwwer eis Filmer ginn ausenaner. Ech kann lech just soen, et ass e super Succès. Déi Filmer, déi mer do gemaach hunn, sinn e super Succès iwwerall, wou mer se weisen. Et gëtt wierklech kloer, dat do ass awer emol eppes anescht wéi dat, wat ee sech normalerweis dovunner erwaart.



E Wuert nach zu de Foiren. Ech fannen, dass d'Foiren total ënnerschätzt ginn an hirer Ausrichtung. Déi Seminären, déi mer heiansdo op eisen Déplacements maachen an esou weider, dat ass gutt fir eng Kéier vu Lëtzebuerg schwätzen ze dinn, mä dat bréngt de Firmen net ganz vill direkt. Awer ee mat op eng Foire huelen, deen do Clientë kenne léiert, deen och Partner ka kenne léieren, deen en Emplacement huet, wou e sech kann duerstellen, dee mir mussen ënnerstëtzen: Et ass evident, dat ass net ze ënnerschätzen. Do maache mer e risegen Effort.

Wat hu mer déi lescht Zäit gemaach? Mir hunn e Büro an Israel opgemaach. Mir maachen elo een zu Abu Dhabi op. Zu Taiwan hu mer een opgemaach. Dee vu Korea wäerte mer e bëssen zréckstutzen. Ech hunn d'Gefill, dass een net méi zu New Delhi dierf bleiwen. Mir mussen op Mumbai goen. Och op Bangalore. Mir mussen enzwousch anescht goen, wou eis Ambassade ass.

Dat Zesummespill mat den Ambassaden ass vill besser ginn, ass nach net optimal, mä ass vill besser ginn. Mir hunn Ambassaden, déi sinn..., besser kann ech mer se net virstellen, et ass am Moment déi vu Moskau. Ech kenne keng besser Ambassade wéi déi vu Moskau am Moment. Dat ass super. Mä et hänkt un de Leit. Leider hänkt et un de Leit. Wann déi Leit fortginn, dann ass d'Substanz och fort, an dat ass eis Schwächt am Moment. „Knowledge management“, dat heescht, dass dat do bleift, wann dee fortgeet. Dat ass ee vun de grouse Problemer.

An duerfir, mir hunn Ambassaden, déi gutt funktionéieren; mir hunn anerer, wou ee sech seet, do kann d'Ambassade funktionéieren, da gesi mer nach op enger anerer Platz, da si mer op zwou Plazen zur gläicher Zäit.

Ech mengen, ech ginn net op déi lescht Saachen an. Mir hunn ee Problem nach, dat ass, d'Firmen hunn e bëssen Angscht, an dat ass evident, kleng Firmen, fir Marchéen dobaussen ze maachen. Dat heescht, Kontrakter ofzeschléissen, fir op Marchéen ze goen, fir eppes ze verkafen. Mir wollten eng Firma dozwëschen grënnen. Ech ka mech och net erënneren, dass mer jee eng Kéier dovunner geschwat hunn. Vlächicht hu mer eng Kéier dovu geschwat, well dat do ass e Modell, deen hunn ech kopéiert aus der Union soviétique, Änder.

► **Une voix.**- Ech hunn dat gelies.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Jo, jo, jo, ech gi meng Quellen un. Ech hunn et do kopéiert.

(**Interruption**)

Et waren och e puer gutt Saachen do. Lee däi Kapp a Rou!

Neen, dozwëschen eng Firma ze maachen, déi d'Kompetenz huet an hëlleft an als Zwëscheglied u sech fungéiert mat Betreiber, déi einfach op Terrain ginn, wou se awer nu wierklech net doheem sinn.

Bon, an dann iwwert d'Intelligence économique soen ech näischt.

Nach ee Wuert, e lescht Wuert.

► **M. le Président.**- Här Minister, Dir hutt elo schon... ech hunn lech sechs Minuten accordéiert. Ech mengen, dat ass scho ganz generéis. Dir misst wierklech awer elo zum Schluss kommen.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Da soen ech lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci, Här...

(**Hilarité**)

Merci, Här Minister.

**Motion 1**

Mir kéimen dann elo nach zur Diskussioun respektiv zur Ofstëmmung fir d'Éischt iwwer eng Motioun, déi den Här Bettel erabuecht huet.

Wie wëllt nach dozou Stellung huelen? Den Här Gibéryen huet d'Wuert gefrot.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Qui ne dit mot consent, ass jo deen neie Prinzip vun der CSV...

(**Interruptions**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Ech wëll vun eiser Säit aus soen, datt mer déi Motioun hei net wäerte stëmmen. Ech mengen, d'Kollege vun der DP haten eng ähnlech oder déiselwecht eragi bei der Lag vun der Natioun, a mir hu se deemools net gestëmmt. Et ass logesch, datt mer se duerfir haut och net stëmmen.

Et ass awer, mengen ech, eng ganz normal Saach, datt eng Partei aus der Opposition an déi och eng Meenung an där doter Fro ganz kloer hei zum Ausdrock bruecht huet, déi Motioun wëllt zur Ofstëmmung bréngen, virun allem fir och ze wëssen, wéi d'Meenung vun de Regierungsparteien an deem dote Punkt ass.

Mir hunn de Mëtteg hei ganz verschidde Meenungen héiere vun de Regierungsparteien, tëschen der LSAP an der CSV, a virun allem dann och erëm an der CSV verschidde Meenungen, esou datt et dann awer wichteg wär, fir gewuer ze ginn, wat d'Meenung vun de Majoritéitsparteie vun der Regierung an där doter Fro ass.

Den Här Krecké huet elo grad hei, mengen ech awer, eng ganz wichteg an och interessant Ausso gemaach, wéi e gesot huet, datt d'Regierung d'lescht Woch am Regierungsrot all déi Punkten eenzel duerkutüiert hätt, déi 65, an hanner all Punkt e Responsabele vun der Regierung, en Numm gesot huet, wie responsabel wär, fir dat ze diskutéieren, an en Datum, bis wéini datt dat misst exekutüiert ginn.

(**Interruption**)

Dat hat Der virdrun zwar net esou gesot. Dir hat gesot, an...

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Jo, do wou d'Chamber an de Conseil d'État mat an d'Prozedur erakommen, weess ech net, wéi schnell dass et geet. Et deet mer leed. Bei der legislativer Aarbecht kann ech dat net maachen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech wëll just soen, datt Dir en Datum hei virdu gesot hutt, an en Datum hat Der gesot. An ech ginn dovun aus, datt dat en Datum ass, bis wéini datt dee Responsabelen aus der Regierung seng Aufgab an deem Dossier muss gemaach hunn. Sou hunn ech et verstanen.

Bon, an dunn zu engem Abléck, Här President, wéi e gefrot ginn ass, ob d'Chamber dann dat kéint kréien, wat jo awer e wichtegt Dokument wär, huet e sech esou gedreit a gesot: „Ma, ech hunn dat bei mer. Ech kann lech dat...“ An do hutt Der et erëm zréckgeluecht, an do hutt Der opgehale mat schwätzen.

Ech wär frou gewiescht, wann Der de Saz fäerdeg geschwat hätt an Dir hätt gesot: „Ech kann lech dat och ginn.“ An Dir hätt dat dem President ginn, fir datt jiddweren dann och an der Chamber hei wéisst, wien an der Regierung fir d'Exekutioun vun deene 65 Punkten zoustänneg wär an och bis wéini datt déi zoustänneg Persoun dat gemaach hätt.

Dann hätte mer och vlächicht eng Äntwert op déi Motioun, déi d'Kollege vun der DP haut de Mëtteg hei gestallt hunn, kritt.

► **Une voix.**- Mä, déi kritt Der!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ma, da sot eis se! Da bräicht ee vlächicht net déi Motioun hei virzeleeën, well d'Regierung eis seet: An der Fro vum Punkt 49, bis deen an deen Datum huet d'Regierung eng kloer Positioun, wat se an där Fro do wëllt maachen.

Wann Der dat hei sot, da kënnt Der eis och soen, wat d'Regierung festgehalten huet...

► **M. le Président.**- Här Gibéryen, och Är Zäit ass amgaangen ofzelafen. Ech géif lech bieden, zum Schluss ze kommen.

(**Brouhaha général**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, ech muss ëmmer erëm frëndlecherweis drop reagéieren: Dir mengt selbsterständlech meng Riedezäit.

► **M. le Président.**- Bien entendu. Hat Dir eppes aneschters gemengt, Här Gibéryen?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Also, bei der CSV ass een ni esou sécher, wat se mengt, wa se eppes seet.

(**Hilarité générale**)

Nëmme den Här Krecké wëllt eis eng Äntwert ginn, Här President.

(**Interruption**)

► **M. le Président.**- Här Gibéryen, Dir...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Den Här Krecké hat gefrot.

► **M. le Président.**- Här Krecké, da gitt Dir dem Här Gibéryen eng schnell Äntwert.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Dat Éischt ass, mir sinn amgaangen, déi Indicateuren auszuschaffen. An et ass festgehal ginn, dass ech dat do am fréien Hierscht virleeë muss. Doropshi ginn déi Mesuren, déi dann eventuell den Index betreffen, festgehalten. Duerfir, et ass mat Sécherheet net de 15. Juli, well ech kréien d'Indicateuren, déi jo eréischt musse soen, ob mer an der Situatioun sinn, jo oder neen, eréischt Ufank Hierscht, éischter sinn ech do net fäerdeg.

An déi Mesuren, déi den Index betreffen, huet de Premier jo annoncéiert, ganz kloer, dass déi fir den Hierscht wäeren, wann et dann noutwendeg wär.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Bon, ech mengen, dat ass zwar net vill méi kloer: „wann et dann noutwendeg wär“. Also hannendrun, de Kolleg Lucien Lux huet de Mëtte jo keng Noutwendegkeet kënnen feststellen, sou datt mer da kënnen dervun ausgoen, datt dann, wann d'Sozialiste sech duerksetzen, och näischt geschitt.

Här President, et geet jo och hei am Fong schon net méi em den Index. Dat ass mäi leschte Saz, deen ech da wëll soen. Hei geet et am Fong nach just tëschen de Regierungsparteien drëm, wie säi Gesiicht an där Fro behält. An ech wëll vlächicht hei eppes soen, fir datt dat och am Analyteschen aktéiert gëtt, well dat de Mëtten net esou eriwwerkomm ass.

Wéi de Kolleg Bausch virdrun der CSV hei de Spigel virgehale huet mat hire verschidde Meenungen, déi se an där doter Fro hunn, dunn hunn d'Kollege vun der Sozialistescher Partei sech op där anerer Säit de Bauch ugehale vu Laachen.

(**Hilarité**)

Déi hu wierklech d'CSV an där doter Fro ausgelacht. An dunn huet den Här Schiltz en Zwëscheruff eriwwer gemaach. An et geet mer drëms, fir datt deen hei festgehalten gëtt. En huet nämlech gesot: Passt op, wer zuletzt lacht, lacht am besten.

An dat ass am Fong dat, wou et hei drëms geet tëschen deenen zwou Regierungsparteien: Wie soll hei d'Gesicht behalen? Wie soll hei fir d'Lescht laachen? Hei geet et em soss glat a guer näischt. An duerfir huet d'CSV och gären haut déi Debatt hei gehat. Mä ech mengen, Här President, se huet haut awer den zweete Präis kritt.

► **M. le Président.**- Den Här Schiltz huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

► **Plusieurs voix.**- Oh neen!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här President, ganz kuerz och zur Motioun an zu deene Punkten do. Den Här Gibéryen huet am Kader vun der Motioun dat Dokument vun der Regierung, wou d'Datumen drastinn, gefrot. Une fois n'est pas coutume. Ech si mam Här Gibéryen eens, well ech hu jo och um Ufank vun der Debatt hei gefrot, datt mer en Zäitplang géife kréien.

Wat d'Motioun ubelaangt, wëll ech drun erënneren, datt de 6. oder 7. Mee hei...

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- De 7.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- ...de 7. Mee d'Regierung e globalen Optrag kritt huet, fir all déi Saachen ëmzesetzen. Mir brauchen deen Optrag also net nach eng Kéier ze erdeelen.

Mir haten haut eng Debatt iwwert d'Kompetitivitéit. Ech wollt ofschléissend dat hei soen: Mir hunn e Kompetitivitéitsproblem, et ass also net, fir ze laachen. Mir laachen

eréischt, wann de Kompetitivitéitsproblem geléist ass, a mir laachen da mat eise sozialistesche Kollegen zesummen.

► **Une voix.**- Oh là là!

► **M. le Président.**- Den Här Bettel huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, ech hu probéiert ze verstoen, wat den Här Schiltz elo wollt erklären, firwat se dann dës Motioun net kéinte stëmmen. Ech muss lech just soen, Här President, dass ech iwwerrascht sinn, wann ee gëschter matgedeelt kritt huet, dass de Budget jo an der grousser Vakanz preparéiert gëtt, vun deem leschte Budgetsrapporteur, dee jo selwer weess, vu wat e schwätzt, dass ee keng Zäit soll verléieren, dass een net soll bis den Hierscht waarden, dass guer keng Zäit ze verléiere wär am Intérêt vun eiser Economie.

Hei si konkret Proposen. Ech géif just erwaarden, dass, wat ee gëschter gesot huet, wat ee virgëschter gesot huet, wat een déi lescht sechs Méint gesot huet, och dann hei respektéiert, an net nëmme virun der Dier, wa Manifestanten an d'Press do sinn, sech an déi éischt Rei stellt, mä dann och hei de Courage huet, fir politesch dat ëmzesetzen, wat een dobausse jäizt.

► **M. le Président.**- Elo kritt nach den Här Thiel d'Wuert.

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Här Bettel, wann ech de Minister richteg verstanen hunn, huet e gesot, si géife muer ufänken drun ze schaffen. Dat ass dat, wat mir gefrot hunn.

► **Une voix.**- Si sinn amgaang.

► **Une autre voix.**- Maja, also.

► **M. le Président.**- Gutt, ech mengen, domadder wär alles zur Motioun gesot. Mir kommen elo zur Ofstëmmung.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- De 7. Mee, Här Thiel!

**Vote sur la motion 1**

► **M. le Président.**- D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 44 Neestëmmen, géint 15 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. François Bausch) et Mme Viviane Loschetter.*

*Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Félix Eischen), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Raymond Weydert), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);*

*MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);*

*MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;*

*M. André Hoffmann.*

Da kéime mer nach zu enger Resolutioun, déi vum Här André Bauler abuecht ginn ass.





### 3. Résolution de M. André Bauler relative à l'analyse et à la discussion du harcèlement moral au sein de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et de la Commission du Travail et de l'Emploi et invitation aux réunions de commission des partenaires concernés et des experts

Wëllt nach een zu där Resolutioun d'Wuert ergräifen?

Den Här Lucien Lux, wann ech gelift.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Här President, ech hu mam Auteur vun der Resolutioun e Wuert geschwat. Ech mengen, mir sinn an der Situatioun, dass déi zwee Ministeren, déi vun där Fro concernéiert sinn, souwuel den Aarbechtsminister wéi d'Unterrechtsministesch, net hei sinn. Dat ass dat Eent.

Ech weess och net, ob et vum Präzedenzfall hier gutt ass, dass mer eis fir esou Objeten, fir eis an enger Kommissioun mat engem Sujet ze befaassen, mussen an der Plénière mat enger Resolutioun ofginn an déi hei diskutéieren. Ech géif mengen, et wär méi einfach, wann ech dem Här Bauler hei géif soen, entweder, dass d'Fraktioun vun der DP nach e Bréif un d'Kommissioun schreift, fir dat ze maachen.

Mä ech huelen den Engagement als President vun der zoustänneger Kommissioun, dass mer de Minister invitéieren, an d'Kommissioun ze kommen, fir iwwert de Sujet ze schwätzen, och ze kucken, wéi mer dat mat der Unterrechtskommissioun, déi jo och nach ugeschwat ass, vläicht an enger Réunion jointe eng Kéier kënne maachen, eis och déi eng Kéier déi Proposition de loi, déi jo doläit, iwwert déi gëschter geschwat ginn ass, huelen.

An ech mengen, dass mer déi Aarbecht maachen, ouni dass mer dat iwwert de Wee vun enger Resolutioun musse maachen, besonnesch well déi zwee Ministeren net hei sinn. Ech géif also mengen, mir kéinten déi als sans objet unhuelen, mä awer déi Saach maachen, déi hei gefrot ginn ass.

► **M. le Président.**- Gutt. Den Auteur vun der Resolutioun, wann ech gelift.

► **M. André Bauler (DP).**- Ech begréissen, datt den Här Lux deen heite Sujet an deene respektive Kommissiounen wëllt diskutéiere loossen. Et ass zwar hei d'Chamber, déi géif decidéieren, sech domadder ze befaassen.

Ech gesinn och elo net richteg an, firwat mer net sollen driwwer ofstëmmen, dat ëmsou méi, well den Här Fayot, President vun der Schoulkommissioun, awer prinzipiell doranner kee Problem gesinn hat, wéi en an engem Gespréich mat mer gesot

huet, à condition, dass mer bei enner „décide“ - dee leschten Tiret - „d'inviter à ces réunions“ an esou viru kéinten ewechloossen. Insofern kéint ee se awer zur Ofstëmmung bréngen.

► **Une voix.**- Da maache mer dat esou.

► **M. André Bauler (DP).**- Et muss net sinn.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Da stëmme mer of.

► **M. le Président.**- Also, hei gëtt eng Ofstëmmung verlaangt.

#### Vote sur la résolution

Da geet d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Resolutioun ass ofgelehnt mat 39 Nee-Stëmmen, géint 18 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam) et Jean Huss (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser; M. André Hoffmann.

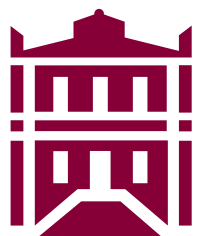
Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Félix Eischen), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Marcel Oberweis), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hautpert, Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Jean-Paul Schaaf), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer).

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 19.19 heures)**



## SÉANCE 39

JEUDI, 1<sup>ER</sup> JUILLET 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Anne Brasseur, Doyen

## Sommaire

- Dépôt d'un projet de loi
  - M. Luc Frieden, Ministre des Finances
- 6142 - Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro
  - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel
  - Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Alex Bodry, M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann
  - M. Luc Frieden, Ministre des Finances
  - M. André Hoffmann (parole après ministre)
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6062 - Projet de loi transposant, pour les professions de médecin, de médecin-dentiste, de médecin-vétérinaire, de pharmacien et de certaines autres professions de santé, les dispositions de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la directive 2006/100/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant 1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire; 2. la loi du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien; 3. la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

4. la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé

- Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol
  - Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Carlo Wagner, M. Jean Huss (dépôt d'une motion), M. Jean Colombero
  - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
  - Motion 1: M. Jean Huss, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé
  - Vote sur la motion 1 (rejetée)
4. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la prévention sous le point de vue des causes environnementales du cancer et sur la lutte au niveau international pour une meilleure réglementation concernant les produits chimiques
- Exposé: M. Jean Huss (dépôt d'une motion)
  - Débat: M. Marcel Oberweis, M. Eugène Berger, Mme Lydie Err, M. Jean Colombero
  - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé
  - Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

**(Début de la séance publique à 14.32 heures)**

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**(Assentiment)**

Den Här Finanzminister Luc Frieden.

### 1. Dépôt d'un projet de loi

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Här President, duerch de groussherzoglichen Arrêté vum 30. Juni sinn ech autori-

siert ginn, an der Chamber de Projet de loi iwwert de Compte général vum Joer 2009 ze déposieren. Dir wësst, datt mer d'Finanzjoer ëmmer eréischt e puer Méint no deem richtege Joer kënnen ofschléissen.

De Compte général vum Joer 2009 schléisst of mat engem Defizit vu 785,5 Milliounen Euro. Dee Chiffer ass ze vergläiche mat dem Sold, deen d'Leit allgemeng nennen de Sold Maastricht fir d'Joer 2009. Dee läit bei der Administration centrale e bësse méi héich. Also beim Budget selwer - dat, wat d'Chamber gestëmmt huet - hu mer en Defizit vu 785 Milliounen, a bei der Administration centrale, wou also och nach eng Rei Établissement-publicen derbäikommen, komme mer dann op en Defizit vun enger Milliard an 22,4 Milliounen Euro.

Merci.

6153 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2009

► **M. le Président.**- Ech ginn dem Finanzminister Akt vum Dépôt.

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer de Mëtteg de Projet de loi 6142 iwwert den Octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht.

Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Brasseur, den Här Bodry, den Här Henckes an den Här Hoffmann.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

### 2. 6142 - Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

► **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.**- Merci, Här President. Kollegeinnen a Kollegen, Dir Häre Ministeren, och wann et am Moment esou ausgesäit, wéi wann d'Weltwirtschaft dat Uergst vun der Kris hanner sech hätt, mat där mir eis säit zwee Joer erëmpleen, si mir alleguer, wéi mir do sinn, nach laang net aus dem Schneider. Datt d'Geschäfte erëm lues unzéien an d'Commanden a mat hinnen natierlech och d'Beschäftegung sech erëm erhëlt, än-





nert rose wéineg drun, datt mir dee Coup nach net verdaut hunn an datt déi Grouss vun dëser Welt sech méi wéi jee oneens doriwwer sinn, wéi een am beschten aus deem Kriselach erauskënnt.

D'G8- an d'G20-Sommeten, déi dee leschte Weekend zu Toronto stattfonnt hunn, an d'Aussoe vun eise Sommitéiten - vun esou Sommitéite wéi dem Nobelpräisträger Paul Krugman e Méindeg hei zu Lëtzebuerg - hunn, wann dat nach néideg gewiescht sollt sinn, gewisen, wéi déif deen atlantesche Gruef ass, deen Europa vun Amerika trennt.

Ob elo déi Recht hunn, déi, wéi eis amerikanesch Frënn, weiderhin op dem Keynes sengem „deficit spending mat entsprecherender Statsverschuldung bestinn, oder déi europäesch Lokomotive wéi Däitschland, England oder Frankräich, déi elo e radikale Spuerkurs fueren, dat wäerte wuel eréischt déi spéider Generatiounen bëuer-teele kënnen.

Eis interesséiert am Moment virun allem d'Situatioun an Europa, an datt et do nawell licht drënner an driwwer geet, huet héchstens indirekt mat der grousser Kris ze dinn. Déi Turbulenzen, duerch déi haut eis Gemeinschaftswährung - den Euro - geet, hu virun allem eppes mam allgemengen Zoustand vun der Unioen ze dinn, mat hire strukturellen Onzoulang-lechkeeten, de Meenungsverschiddenheeten tëschent den eenzelnen Hauptacteuren, déi sech net esou richteg eens doriwwer sinn, wéi deene Schwächten am beschten opzehëllefen ass.

Eemol ofgesinn dovun, datt sech d'Hauptgewicht vun der Weltwirtschaft ëmmer méi no Osten an den asiatische Raum verlagert, wat jo och mat dofir e Grond ass, datt eise Floribus um Bréckelen ass, hu sech mat der Kris eenzel Réss um Haus Europa gewisen, déi eppes domat ze dinn hunn, datt mir an der europäescher Konstruktioen iergendwou ënnerwee hänke bliwwen sinn. Mir hu wuel e gemeinsame Maart - dee gréissten um Globus -; mir hu gemeinsam Ariichtung vun allen Zorten an ëmmer méi gemeinsam Regeln op alle méigleche Gebidder. Mä mir sinn nach ëmmer e Patchwork aus entre-temps 27 Länner, déi alleguer mengen, si missten hir Egegenarten esou vill wéi méiglech bäibehalen.

Mir hunn aus politesche Grënn en eenheetleche Maart gezammert, deen awer guer net esou eenheetlech si kann, wann ee bedenkt, datt zum Beispill dat am beschte gestiwelt, ekonomesch am beschte gestiwelt Land - Dir kennt et alleguer - e Pro-Kapp-Akommens huet, dat 28 Mol méi héich, méi grouss ass wéi dat vum schwachste Member, nämlech Bulgarien.

16 a geschwé 17 vun deene 27 Staten hunn eng gemeinsam Währung, déi virun zéng Joer agefouert ginn ass, well ee gemengt huet, et kéint een domat d'Memberlänner méi séier op deeselwechten ekonomeschen Niveau bréngen, an net well d'europäesch Länner schon esou wäit gewiescht wäeren an esou wäit integréiert gewiescht wäeren, datt een deem Ganze mat engem Euro hätt kënnen d'Kroun opsetzen.

Déi schwach Integratioun an dee feelden ekonomesche Gläichschritt erweise sech haut als déi gréisste Schwächt vun der Eurozon a si schold dorunner, datt eisen Euro an d'Labrante geroden ass. Am Ufank huet et nach geheescht, dat wier eleng de Griichen hir Schold, déi sech mat falschen Donnéeën an d'Eurozon eragefuddelt hätten an déi eben net déi néideg Disziplin opbréngen géifen, fir déiselwecht Wirtschaftsleeschtung ronnzekréie wéi déi aner Europäer.

An der Tëschenzäit awer wësse mir, datt d'Griichen net eleng an deem Fall sinn, och wa se bis elo déi Eenzeg sinn, deene vun deenen anere Länner, och vun eis, mat Kreditter ënnert d'Äerm huet misse gegraff ginn. Och aner EU-Länner wéi Spuenien, deem seng Bonitéit elo dëser Deeg anscheinend vu Moody's ëm een oder souguer zwee Kräck erfogestuuft gëtt, oder wéi Portugaall oder Irland a souguer Länner wéi Italien a Frankräich sinn entre-temps esou wäit an d'Verschuldung gerutscht, datt d'Finanzmäert un deene Länner hirer Solvabilitéit Zweifelle kritt hunn, an déi dofir nëmme méi Geld mat

entsprechend gehéichten Zënstaue gepufft kréien.

A mat deenen eropgeschraufte Tauxe fänkt dann den Däiwelskrees un, den Däiwelskrees tëschent enger ëmmer méi héijer Scholdelaascht an enger ëmmer méi dramatescher Statsverschuldung, déi da kee méi Meeschter gëtt.

Esou enger quokeleger Situatioun ass nuren iwver zwee Weeër bäizekommen. Kuerzfristeg mussen déi Länner vun deenen anere finanziell gestäipt ginn, fir datt dat Schlëmmst verhënnert gëtt. An op laang Siicht muss versicht ginn, där gemeinsamer Währungszon méi ekonomeschen Zesummenhalt ze ginn, fir domat och déi gemeinsam Währung méi zolid ze maachen.

Iwwer esou e wirtschaftlechen „streamlining ginn allerdéngs d'Meenungen auserneen. Déi eng wëllen um aktuellen Ënnerbau vun Euro festhalen, deen, wéi Der wësst, aus enger vun der Politik onofhängeger Europäescher Zentralbank besteet, déi nëmme fir eppes ze suergen huet, nämlech fir d'Geldstabilitéit, egal wat soss geschitt. Dat ass de Modell vun der Däitscher Bundesbank ëmmer gewiescht, dee sengerzäit tel fir déi Europäesch Zentralbank iwverholl ginn ass. Mä esou ee Modell kann nuren optimal funktionéieren an engem integrierte Wirtschaftsräum.

Dofir gëtt et dann aner Stëmmen, déi mengen, deen néidegen ekonomeschen a monetären Zesummenhalt wier nëmme mat Hëllef vun der Politik ze errechen, an déi dofir, wéi zum Beispill de französische President, fir d'formell Asetzung vun enger Wirtschaftsregierung plädieren. Domat hu mir dann zwou Schoulen, déi sech am Ablack konfrontéieren an déi nawell fir alerhand Zodi am Ablack am europäesche Stot suergen.

Wat eis haut awer interesséiert, ass net de Sträit iwver déi Wirtschaftsregierung, de Sträit tëschent eisen Noperen, de Sträit tëschent der Madame Merkel an dem Här Sarkozy, mä sinn déi kuerzfristeg Moosnamen, fir den Euro ze stäipen an domat ënner Ëmstänn souguer fir en ze retten.

No villem Hin an Hier hu sech d'Finanzministeren an och d'Stats- a Regierungschefe viru sechs Wochen doriwwer geeneegt, wéi dee Präbbeli ausgesi soll, deen iwver d'Eurozon gespaant muss ginn, fir datt den Euro bei der nächster Reeschauer am Dréchene bleift a fir ze verhënnere, datt d'Finanzmäert den Euro an de Keller spekuléieren, wat natierlech eis Importer a besonnesch deen an Dollar ofgerechente Pétrolspräis an d'Luucht dreift.

Déi Léisung, déi fonnt gouf, besteet aus zwee Dealer. Engersäits gesäit si eng Ënnerstützung a Form vu Kreditter fir déi Länner vir, déi a Schwulitéite gerode sinn. An anerersäits baut si op eng Zort vu Fong, dee Bierg steet, wann e Kredit vun engem Land muss opgeholl ginn. Deen éischte Volet gesäit e Plaffong vu 60 Milliarden Euro vir, mat deenen d'EU-Kommissioun egal wéi engem Land, also och Neteuro-länner, am Noutfall ënnert d'Äerm gräife kann.

An der Praxis heescht dat, datt d'Bréisseler Kommissioun mat deem europäesche Budget als Garant Sue léine kann, déi si dann un dat jeeweileg Land weiderrecht - natierlech zu deem niddregen Taux, zu deem si gepufft kritt, an net zu deem héijen Taux, deen d'Land selwer oprond vu sengem schlechte Rating berappe misst.

Déi Hëllef, déi vu monche Puriste kritiséiert ginn ass, well jo eigentlech jiddwer Land eleng fir seng Scholden opkomme muss - dat heescht am Maastricht-Fachjargon „no bail-out“-Prinzip -, ass awer kee Verstouss géint dee Maastricht-Traité, well et ass ausdrécklech virgesinn, datt esou eng Hëllef net nuren am Fall vun Naturkatastrophe méiglech ass, mä och bei aussergewöhnlechen Evenementer, fir déi dat Land net kann.

Well dese Volet iwver de gemeinsamen EU-Budget ofgewéckelt gëtt, brauchen déi eenzel Länner heifir net extra ze léigfieren. Dat am Contraire zum zweete Volet, deen dann och den Objet vun deem Gesetzesprojekt ass, iwver dee mer haut ze befannen hunn. An deem zweete Volet geet et nämlech ëm eng Statsgarantie, déi déi eenzel Länner iwverhuele mussen,

wann eng Rettungsoperatioun usteet, dës Kéier allerdéngs eng Rettungsaktioun net fir d'Land u sech, mä fir déi gemeinsam Währung, fir den Euro.

Dofir geet dese Volet och nuren d'Länner vun der Eurozon eppes un. Allerdéngs ass et deenen anere Länner net verbueden, hir Solidaritéit ze beweisen a sech un där Garantie ze bedeelegen. An do hu sech jo och schonn entre-temps d'Schweden an d'Dänen interesséiert gewisen.

Bei dësem zweete Volet ass de Plaffong op 440 Milliarden Euro festgesat ginn. Rechent een derbäi déi 60 Milliarde vum éischte Volet an déi 250 Milliarden, fir déi sech den Internationale Währungsfong verbierge wëllt, da kënt een op en Total vu 750 Milliarden Euro.

Well d'Bedelegung un där Garantie nom Schlëssel vun der Kapitalverdeelung bei der Europäescher Zentralbank, allerdéngs héichgerechent op nuren d'Euro-länner, festgeluecht ginn ass, heescht dat fir Lëtzebuerg, datt mir am schlëmmste Fall fir 0,25% - soss wäeren et 0,17% - vun deene 440 Milliarde geruedstoe mussen. Dat heescht, a Realitéit misste mer fir 1,15 Milliarden Euro geruedstoen.

Dat ass eng batter Pëll, mä déi gëtt eis, éischstens, nuren dann zerwéiert, wa wierklech - wéi déi Däitsch soen - „alle Stricke reißen“, dat heescht, wann eent oder méi Euro-länner a ganz uerg Finanzschwierigkeete gerode sollten. An dann och nach nëmme bis zu deem genannte Plaffong. D'Pëll gëtt eis verséist doduerch, datt déi Garantieoperatiounen iwver eng Firma hei zu Lëtzebuerg ofgewéckelt gi wäerten - oder sollten, soll ee besser soen.

De 17. Mee huet den Eurogroup ënnert der Presidentschaft vun eisem Premier décidéiert, e sougenannten „special purpose vehicle“ - ech entschëllege mech fir déi komesch Lëtzebuurger Ausdréck, mä d'Finanzwelt ass nun eben op Englesch gestréckt - an d'Liewen ze ruffen, wat d'Rechtsform vun enger Lëtzebuurger Sociéité anonyme huet an - erëm eng Kéier Englesch - „European Financial Stability Facility“ heescht.

Datt dee Vehikel elo bei eis stationéiert ass - säin Direkter huet iwvergens haut seng Aarbecht um Kierchberg ugetratt -, huet wuel manner mat där am Fusiounstraité vun 1965 verankerter Finanzmissioun vu Lëtzebuerg ze dinn, déi souwiesou net bei der Aplanzung vun der Europäescher Zentralbank respektéiert gouf - dat d'äerf een net vergiessen -, mä et huet méi mat der Präsenz vun der Europäescher Investitiounsbank bei eis ze dinn, op där hir technesch Assistenz dee Garantievehikel zréckgräife wäert.

Dës Beräicherung vun eisem Lëtzebuurger Prestige als internationale Finanzstanduert vun der EU ass natierlech och e Grond, fir dësem Gesetz seng Zoustëmmung ze ginn, wann och net deen eenzegen a scho guer net dee wichtegsten. Schliesslech geet et hei ëm net méi an net manner wéi d'Iwwerliewe vum Euro, dee scho vun Einzelnen dobaussen, net ouni Hannergedanken, doutgesot gouf.

D'Finanz- a Budgetkommissioun, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, empfiehlt dësem Haus dann och de Vote vun deem Gesetz, fir dat ech op d'mannst d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun bäisteiere kann.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Thiel. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, ech géif dann och gläich uganks vu menger Interventioun den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn. Ech géif gären zwou Bemierkunge maachen, eng zu der Form an eng zum Fong.

Déi zu der Form. Virun engem Mount ass dese Projet déposéiert ginn, an haut stëmme mer driwwer of. Doriwwer kënnen mer ons nëmme freeën, dass mer et fäerdeg bréngen, wann Urgence ass, ganz séier ze handelen. Dat géllt souwuel fir

d'Chamber wéi fir de Conseil d'État wéi natierlech och fir d'Regierung, dass mer dat fäerdeg bréngen. Allerdéngs, wann een de Projet de loi kuckt, da gesäit een, den Exposé des motifs, deen ass méi wéi sommaire. An de Conseil d'État bemierkt dat jo och an engem Saz a sengem Avis.

Ech froe mech awer allerdéngs, Här President, ob d'Regierung net gutt berode wier, och an aner Projeten net esou exhaustiv Exposé des motifs ze schreiwen. Firwat? Mir hunn et hei mat enger Matière ze dinn, déi jo awer wierklech duerch all déi Décisiounen, déi um europäesche Plang geholl si ginn, bekannt ass. An et wier am Fong am Exposé des motifs nëmme drëm gaang, fir dat, wat um europäeschen Niveau décidéiert ginn ass, ze paraphrasieren. Dann hätte mer wuel méi en déckert Dokument gehat, wou ech drun zweifelen, ob jiddwereen dat gelies hätt, an et hätt bestëmmt näischt zum Projet de loi bäigedroen.

Dofir mussen mer ons all d'Fro stellen, an d'Regierung virop, wa se Projets de loi mécht, ob esou exhaustiv Exposé des motifs mussen derbäileien, wann een awer aner Sources d'information kann hunn.

Op jidde Fall kënnen mer ons freeën, dass et an dësem Fall esou séier gaang wor. An et huet missen esou séier goen. Dozou nach eng Remarque. Ech géif mer wënschen, dass mer dat dann och géife bei anere Projete fäerdeg bréngen. Dat zu der Form.

Elo zum Fong. De Rapporteur, deen ass ausgiebeg drop agaang. De Fong werft awer eng Partie Froen op. Mir müssen hei en Instrument schafen, well et zu enormen Dérapagen a verschiddene Memberlänner, an net nëmme a Griichenland, komm ass.

An do kann ee sech d'Fro stellen: Firwat koum et iwverhaupt zu deenen Dérapagen? Et gouf d'Kritäre vu Maastricht, déi hu virgeschriwwen, dass een nëmme 3% Budgetdefizit d'äerft hunn a 60% maximal Statsschold. Dat ass dunn duerno opgeweecht ginn op Drock vu Frankräich an Däitschland. Mä et huet sech nawell keen dru gehalen. Wann ech verschidde Statsscholden vun 2006 kucken, esou huet Frankräich dunn eng Statsschold gehat vu 77,6% par rapport zum PIB, Griichenland 113% a Belgien 102%. Da kann ee sech froen: Firwat hu mer Kritären, wa sech net dru gehale gëtt?

A meng Fro un den Här Minister ass déi: Wa mer elo en Instrument kreieren, wat ech am Fong e Solidaritéitsinstrument nennen - e Solidaritéitsinstrument, wat mer awer brauche fir ons selwer; et ass net nëmme, fir deem Schwaachen ze hëllefen, mä wa mer deem net hëllefen, da gi mir mat erfogezunn -, mä wellech Moyenë mer dann elo hunn, fir effektiv ze kontrolléieren, dass et net méi zu Dérapagë kennt. Well trotz alle Kritären ass sech net dru gehale ginn. Si si verwässert ginn an, wat nach méi schlëmm ass, et ass gefuddelt ginn.

Ech weess, dass op europäeschem Plang driwwer diskutéiert ginn ass, wat dann d'Sanktiounen kéinte sinn. Or, fir Sanktiounen ze ergräife vis-à-vis vun deene Länner, déi sech net un d'Kritären halen, misst een den Traité änneren. Ech weess och, dass een déi Këscht am Moment net soll opmaachen, well da kritt ee se guer net méi zou an da wier de Schued fir Europa nach méi grouss.

Mä d'Fro, mengen ech, muss awer gestallt ginn: Wat kënnen mer elo an dësem Moment maachen, a wellech Instrumenter gëtt et, fir dass et net méi zu esou Dérapagë kennt kommen?

Dann hätt ech nach eng generell Fro. An den Här Thiel huet elo grad a sengem Exposé ugefaangen, andeem en op den Nobelpräisträger, den Här Krugman, hi-gewisen huet, deen de leschte Méindeg hei war. Den Här Krugman, dee fénnit jo, dass d'Approche vun den Europäer an der Wirtschafts- a Finanzpolitik eng ganz falsch ass. An deen ass der Meenung, mir solle Schold maachen.

Or, dat kann een als Amerikaner vläicht,



wann een d'Planche à billets drécke léisst. Mä dat, wat ech an der Economie matkrut, ech hunn op jidde Fall geléiert, dass dat dat Falschst ass, wat ee ka maachen. Or, hie kënnt heihinner, e seet: Wat Dir maacht, ass falsch, souwisou ass den Euro falsch. An ech wëll lech och nach soen, et sinn och nach Länner, déi wäerten aus dem Euro erausklammen.

Wéi ech dat am Interview héieren hunn, war ech schockéiert. Wéi ech en a senger Konferenz héieren hunn, hunn ech mer awer och méi wéi eng Fro gestallt, ëmsou méi déi Presentatioun, déi e gemaach huet, do hu seng Grafiken 2005 opgehale. An ech weess net, wéi ee wëssenschaftlech ka Schlëss zéien aus Grafiken, wou een op 1928 zréckgeet, fir dann haut eppes ze beweisen, an 2005 ophält. Esou dass vun der Methodologie hier, wann ech ganz bescheide mer dat kann erlabe vis-à-vis vun engem Nobelpreisträger, ech awer méi wéi eng Fro hunn. Mä et huet awer vläicht ze di mat deem, wat den Här Thiel gesot huet, et ass einfach eng aner Kultur, déi sech hei weist, an dass et e grouse Gruef gëtt tëschent Amerika an Europa.

Wouer ass awer, dass mir ons selwer mussen hëllefen. Dofir ass dëst Instrument e wichteg Instrument, wou mer ons effektiv kënne freeën, dass eng Société de droit luxembourgeois hei zu Lëtzebuerg gegrënnt gëtt. Mä ob dat duergeet? Ech weess net, ob de Minister dorop kann eng Äntwert ginn, dass et mat dësem Instrument gedoe wier. Ech gleewen net. Mä dat hei, dat ass wéinstens eppes, wou mer ons kënnen drun upaken. An dofir sinn ech frou, dass dat elo hei zur Ofstëmmung kënnt. A wéi ech am Ufank gesot hunn, wäert d'DP hir Zoustëmmung zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Brasseur. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, nom Rapport vun Här Thiel wëll ech, als drëtter Riedner, net méi am Detail agoen op den Inhalt vun deem heite Gesetzesprojet. Ech mengen, wichtig ass et awer ervirzehiewen, dass deen heite Schrëtt vun der Regierung gemaach gëtt, eigentlech opgrond vun Dispositiounen vum Artikel 99 vun eiser Verfassung, dee jo virschreift, dass all gréisser finanziellen Engagement, deen de Stat ageet, muss duerch e Spezialgesetz vun der Chamber guttgeheescht ginn. Well eigentlech flësse momentan keng Suen, et ass eigentlech just e Wuert, wat ee gëtt, dass een am Eeschtfall bereet ass anzestoen. An trotzdem ass et kloer - wéi dat iwwereng an deene meeschten, wann net an alle Parlamenten de Fall ass -, dass d'Regierung wéinst der Envergure vun deem Engagement deen heite Schrëtt mécht.

Mir hunn de Seuil op 40 Milliounen Euro eropgesat. Dat heescht, zënter elo 2009 ass et jo esou, dass, wann eng Statsgarantie iwwer 40 Milliounen Euro kënnt, dann u sech e Spezialgesetz muss déi Garantie guttheeschen. D'Regierung kann dat also net eleng decidéieren. Et géif och net duergoen, wann eng Ligne budgétaire am Budget dat géif virgesinn. Mä et ass richtig, dass dat och esou ass. Ech mengen, et war och richtig, dass mer déi Seuilen allerdéngs och no uewen eropgesat hunn, well dat gëtt awer d'Méiglechkeet, sech op déi wierklech wichteg Engagementer vum Stat an Dépensé vum Stat ze konzentréieren, wat d'Spezialgesetz ugeet.

Ech wëll och ervirsträchen, dass zum Beispill bei deenen Hëllef fir Griichenland, déi jo virdrun decidéiert gi sinn, deen dote Wee net beschratt ginn ass. Dat ass, soen ech ganz éierlech, fir mech e bëssen e Grenzfall, well jo awer och do en Engagement geholl ginn ass, deen eigentlech iwwer 40 Milliounen Euroerausgeet. Ech wëll net weider doranner wulle goen. Wichtig ass awer - an dat huet ee gesinn, och déi lescht Wochen -, dass de Finanzminister ganz oft bei eis an d'Finanz-

kommissioun komm ass, fir se ze informéieren iwwert de Stand vun den Diskussiounen.

An et schéngt mir och immens wichtig ze sinn, dass an där och internationaler Entwécklung, déi mer an de Beräicher Wirtschaft a Finanzen hunn, en enk Zesummespill tëschent der Regierung an der Chamber stattfënnt. Dass do also informéiert gëtt, dass do och vun der Regierung konsultéiert gëtt, wann déi wichteg Décisiounen op internationalem Plang, och besonnesch um Niveau vun der Europäescher Unioun, vun der Regierung am Numm vu Lëtzebuerg geholl ginn.

Dat gëtt nach méi wichtig, wann elo, vläicht schon ab nächst Joer, déi nei europäesch Regele solle gëllen, wat d'Gouvernance économique ugeet, wou och soll d'Orientation budgétaire am Virfeld bewäert ginn op europäeschem Plang. Och do ass et da wichtig, dass déi national Parlamenten, scho méi fréi wéi dat haut eigentlech an der Budetsprozedur de Fall dass, direkt vun de Regierungen implizéiert ginn an dee ganze Budgets- a Finanzprozess. Mä dat wäerte nach Diskussiounen sinn, déi mer an deenen nächste Méint och hei am Parlament ze féiere kréien.

Haaptgrond natierlech, firwat dësen Text hei kënnt, dat si politesch Grënn. Well dat hei ass schon e staarke politesch Geste, dee gesat gëtt vun den Eurolänner an e puer aneren, déi also hiren Accord ginn, fir sech an Héicht vun honnerte Milliarden Euro ze engagieren, geruedzestoen an deenen nächste Joren, wann et sollt zu Noutsituatiounen bei eenzelne Memberlänner vun der Eurozon kommen.

Lëtzebuerg ass dobäi den drëttklengste Contributor. Mä ëmmerhin! Dat sinn 1,15 Milliarden Euro, déi als iewesch Grenz an dat Gesetz hei erageschriwwen ginn, déi den Engagement vu Lëtzebuerg ausmaachen. Dat entsprécht ongeféier 3% vun eisem nationale PIB. A wann een de gesamte Budget vun Lëtzeburger Stat kuckt, dee bei ronn néng Milliarden läit, da maachen dat 13% aus vun eisem Statsbudget. Et ass also schon net eng dagdeeglech Operation, déi sech hei ofzeechent. Hoffe mer zumindest! An et ass hei also schon e ganz staark Signal gemaach ginn, wou och Lëtzebuerg dann och seng Kontributioun zu där Solidaritéit um Niveau vun der Eurozon hei hält.

Och wa bis elo natierlech deen Engagement éischer e politesch Charakter huet, e symbolesch Charakter huet - dee jo och seng Effeten net total schéngt verfeelt ze hunn, wann een d'Entwécklung vun deene leschte Woche kuckt -, schéngt do eng gewisse Berouegung awer agestratt ze sinn. An ech denken, dass déi Initiativ, déi hei op europäeschem Plang geholl ginn ass, fir dat Rettungsinstrument hei ze schnüren, dass dat och mat derzou bäigedroen huet, e bësse Rou op déi ganz Devisemäert an e bësse Stabilitéit an d'Eurozon eranzebréngen, och wa mer wëssen, dass dat Ganzt äusserst fragil ass a vun haut op muer och erëm eng Kéier kann aus de Gleise geroden.

Ausgaben zitt dat Ganzt eréischt mat sech, wann eigentlech d'Garantie ugefrot gëtt, dat heescht, wann, éischters, géint gëtt, a wann dann u sech dat Land net à même wier, eigentlech kënnen zréckbezuelen. Et ass just an deem Fall, wou déi Garantie am Endeffekt géif spillen.

Wat wichtig ass ervirsträchen, dat ass, dass déi Décisioun, engem Land ze hëllefen, awer och mat Géigeleeschtunge verbonden ass. Et ass also net esou, dass hei géif en Automatismus spillen, dass hei géif e Blankoscheck praktesch ausgestellt ginn, wann e Land bis a Schwierigkeeten ass, dass dann automatesch géif dee ganzen Hëllefsmechanismus hei lassgetrëppelt ginn.

Mä do si Géigeleeschtungen ze bréngen vun deem, dee gehollef kritt. Dat gëllt haapt-sächlech fir e ganze Pak vu Moosnamen, déi déi Länner mussen huelen, fir hir Finanzproblemer mëttelfristeg ze léisen. Do gëtt en „Memorandum of understanding“ da vu Fall zu Fall ausgeschafft, dee muss och den Accord vum Euroconseil kréien, soss kann déi Operation do net stattfannen.

Do derniewent ass et jo och esou, dass och déi Garantie an deem Sënn net gratis ass.

Do gëtt e Prêt opgeholl an dee Prêt muss mat Zësen zréckbezuelen ginn. An déi Zësen leien iwwert deem Zënsfouss, deen normalerweis gültig wier, esou dass also do fir déi eenzel Länner am Endeffekt och keng zousätzlech Belaaschtung op jiddwer Fall op se duerkënnt, wann deen Hëllefsmechanismus zum Benefiss vun engem anere Land sollt spillen.

Als LSAP si mer der Iwwerzeugung, dass déi Solidaritéit do an aussergewöhnleche Situatiounen muss spillen. Hei handelt et sech net nëmme ëm eng Hëllef fir en Euroland, wat a Schwierigkeeten ass. Hei handelt et sech net nëmme ëm eng Hëllef fir d'Stabilitéit an der Eurozon ze halen, fir e ganze System eigentlech net a Schwierigkeeten ze bréngen. Mä hei handelt et sech och zum Deel ëm eng Hëllef fir déi eege Wirtschaft, fir déi eege Banke vläicht. Well, wann e Land wierklech a Schwierigkeeten ass an net méi à même wier, fir seng Scholden zréckbezuelen, dann huet dat och Répercussiounen, déi natierlech iwwert dat Land selwer erausginn an déi praktesch a sämtleche Länner vun Europa wäerten och zu Répercussiounen féieren, well do och Engagementer vun deene Länner par rapport zu där Wirtschaft do bestinn.

Och Lëtzeburger Banken, dat wësse mer, waren a si betraff gewiescht vun der Situation a Griichenland. An anescht ass et och net, wann aner Länner géifen a Schwierigkeeten kommen. Et also kee selbstlosen, altruistesch Geste, deen hei gemaach gëtt. Et ass e Geste vu Solidaritéit, mä et hëllef ee sech eigentlech och e bësse selwer, wann een deen Hëllefsmechanismus do au bénéfice vun aneren Eurozönlänner spille léisst.

Eng Suerg, déi ee muss hunn an där ganzer Diskussioun, wéi se momentan leeft, och an deene leschte Wochen um Niveau vun der Europäescher Unioun, dat ass déi, dass een dach awer den Androck huet, dass mer an engem Zerstückelungsprozess vun der Europäescher Unioun dra sinn. Déi grouss Länner géint déi kleng. Frankräich an Däitschland op där enger Säit, all déi aner Länner niewendrun. D'Eurolänner an d'EU-Staten, déi net an der Europäescher Unioun sinn. An elo an der Eurozon déi Länner, déi eng zolidd Wirtschafts- a Finanzsituatioun hunn, an déi Länner, déi a Schwierigkeeten sinn.

Dat Bild, wat ee vun der Europäescher Unioun kritt iwwert déi Diskussiounen vun deene leschte Méint, ass ëmmer méi net e Bild vun enger Kohesioun, vun enger kohärenter Europäescher Unioun, mä vun éischer verschiddene Kreesser vu Länner, déi net ëmmer an déiselwecht Richtung zéien.

Dat ass, mengen ech, awer eng Entwécklung, déi op laang Dauer engem kann dach Suerg maachen, zumools och wann ee gesäit - dat hei ass e Beispill dovunner -, dass ëmmer méi eigentlech op déi intergouvernementale Schinn gefuer gëtt an dass eigentlech déi communautaire Aktiounen ufänken u Stellwäert ze verléieren, besonnesch wann et drëm geet, méi schnell ze reagieren op eng spezifesch kriddelech Situatioun, déi entsteet.

Wichtig, mengen ech, ass och ze wëssen, fir déi Leit, déi fäerten, dass ee sech géif hei an eng Aventure eraloossen, dass all déi Entscheedungen am Eenzelfall, wa sollten Demandé kommen, gëtt dat jo vu Fall zu Fall gepréift, déi mussen am Verwaltungsrout vun där Gesellschaft, wou all Land e Member huet, eestëmme geholl ginn. Et ass also de Prinzip vun der Eestëmmegeet, deen hei gëllt. Et sief dann, e puer Länner froen, fir aus där Solidaritéit erausgeholl ze ginn, da muss dat natierlech och vun deenen aneren akzeptéiert ginn.

Wichtig bleift, dass déi ganz Operationen do nëmme kënne gräifen an zu engem Succès féieren, wann et zu enger enker Zesummearbecht kënnt vun deenen eenzelne Staaten, déi mat implizéiert sinn, mat der EU-Kommissioun, mat der Europäescher Zentralbank a mat dem Weltwährungsfond. Dat sinn all déi Acteuren, déi hei musse praktesch un engem Strang zéien, soss kënnen all déi Operationen do net zu engem richtige Succès féieren.

Wichtig ass et och nach eng Kéier ze betounen, dass déi Griichenland-Léisung

weider à part behandelt gëtt. Déi kënnt net an deen heite System eran. Déi bleift also op där Schinn, wéi se virun e puer Méint dropgesat ginn ass.

Als LSAP-Fraktioun wäerte mer deen heiten Text stëmmen. Mir sinn awer och der Meenung, dass, obwuel hei eng iewesch Grenz elo an deen Text stoe kënnt, 1,15 Milliarden Euro, dat awer d'Regierung net entbënt, fir d'Chamber mat Zäiten ze informéieren, wa sech elo wierklech e Fall stellt, wou misst engem Land gehollef ginn.

Juristes misst dat vläicht net de Fall sinn, mä politesch, mengen ech, ass et wesentlech, dass mer dee Meenungsaustausch do hunn, dass mer déi Consultatioun vu Regierung a Parlament hunn, ier dann am Eenzelfall esou eng Décisioun geholl gëtt, fir engem Land vläicht iwwert zousätzlech Finanzmittelen ze hëllefen. Dat schéngt mer, mengen ech, politesch eng Selbstverständlechkeet ze sinn.

Interessant ass och nach ze betounen, dass dës Garantie net bei der Maastrichter Berechnung vum Statsdefizit wäert spillen. Also, déi Garantie hei ass neutral, wat u sech d'Finanzsituatioun vum Lëtzeburger Stat wéi och deenen anere Staaten ugeet, déi hei matmaachen. Zu engem budgetären Impact kënnt et, wéi gesot, nëmme, wann en Appel un déi Garantie sollt gemaach ginn.

Als Konklusioun géif ech also hei soen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass een dës Aktioun net däréif isoléiert gesinn. Si schreift sech an an eng Strategie, déi op europäeschem Plang opgebaut ginn ass, déi weider soll münden an nei Regeln, wat déi sougenannten ökonomesch Governance vun der Europäescher Unioun ugeet, mat, wéi gesot, enger méi déiwer Prägung op europäeschem Plang vun de Budgeten vun den eenzelne Memberstaaten, wat sécherlech och bedeit e méi staarken Afloss vun Europa op déi national Wirtschafts- a Finanzpolitiken.

Et gi gutt Grënn, fir dës Politik weiderzeféieren. Ech hat vergiess ze soen, dass déi Politik net och oni Risiken ass. Loosse mer et positiv gesinn an hoffen, dass dat, wat schlussendlech bei deenen neie Regele wäert erauskommen, eis an Europa an hei zu Lëtzebuerg och e Stéck wäert weiderbréngen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Alex Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

(**Interruption**)

Da kënnt fir d'Éischt nach den Här Bausch.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech mengen, mir mussen dee Projet hei am Kontext sécherlech diskutéieren vun der allgemenger Kris, wou ech vläicht fir d'Éischt wëll e puer Virbemierunge maachen iwwert d'Wirtschafts- a Finanzkris an dat, wat eis als Resultat dovunner beschäftegt, nämlech déi Aarbechtsmaart- a Sozialkris, wou ech e bëssen iwwerrascht sinn iwwert deen allgemeng, fir meng Begrëffer, vill ze vill iwwerschwänglech positiven Tenor, dee mer an deene leschte Woche konnten héieren, wou e bëssen d'Impressioun verschafft gëtt, wéi wann déi Kris um Enn wär, wéi wann d'Relance elo erëm eng gudder Wee wär, an eigentlech mer eis net méi allze vill Suerg misste maachen.

Ech maachen dat hei net, well ech wëll Spillverdiener sinn, oder well ech mer net selwer géif wënschen, dass dat esou wär, mä well ech einfach virdu wëll warnen, dass an der Realitéit et wahrscheinlech net esou einfach wäert ausgesinn.

Mir hunn eng Relance, den Här Thiel huet et zu Recht hei schon ugeschnitten an engem klengen Wuert, déi baséiert am Moment an der Europäescher Unioun ausschliesslech op dem Opschwung, dee mer a China, an Indien an a Brasilien hunn, dat heescht op dem Export. Mir hunn innereuropäesch gesinn, oder loosse mer et emol esou ëmderien, wa mer de Moment missten nach funktionnéiere wéi virun 30 oder 40 Joer, wou mer déi Exportmäert China, Brasilien an Indien net hätten, da wäere mer mat Sécherheet innerhalb vun





der Europäescher Unioun nach ëmmer voll an der Rezessioun dran.

Mir sinn donc net iwwert de Bierg. Et kann een och duerfir net behaupten, datt dat, wat mer de Moment glécklecherweis gesinn, datt mer aus der Rezessioun erauskomm sinn an erëm liicht positiv Prozenter schreiwten, wat de Wuesstum ubelaangt, datt dat op ganz festem Fong besteet, well et muss een och gesinn, datt an deene Länner wéi China, Indien oder Brasilien net alles transparent ass, wéi de Wuesstum do organiséiert gëtt, ganz ufällig och ka si fir eis zréckzegeheien. Mä virun allem wësend, datt, wann et do zréckgeet, mir dann als Éischt déi wäerte sinn, déi d'Konsequenze wäerten ze droen hunn, well um eegenen europäesche Bannemaart an um nordamerikanesche Marché mer nach wäit dervun ewech si vun engem stabelen ekonomesche Wuesstum, op deen ee kéint opbauen an op deem ee kéint soen, datt mer iwwert de Bierg sinn.

Et gëtt och eng Rei aner Facteuren, déi mer nach ëmmer net geléist hunn, Frostellungen, déi mer net geléist hunn. D'Energiefro ass eng dovunner, ganz sécher, déi wäert eis vill Problemer schafen. Mä et sinn awer och nach d'Froer vun engem neie Regelwierk, vun enger neier Finanzarchitektur, déi mer net geléist hunn. Ech sinn amgang - an Amerika gëtt e genannt den Dr. Doom -, dem Nouriel Roubini säi lescht Buch ze liesen. Ech géif dat nëmme jiddwerengem recommandéieren. Do gëtt nämlech relativ gutt beschriwwen, wéi et iwwerhaupt zu deem Desaster do komm ass. An ech wëll awer hei drun erënneren, d'Madame Brasseur huet virdru gesot, den Här Krugman hätt seng Theorië baséiert, loosse mer soen, op Statistiken an Tabellen, déi bis 2005 nëmme ginn.

Éischtens, den Här Roubini war deen eenzegen, oder mat deen eenzegen Ekonomist, deen déi Finanzkris an am Verlaf jo laang virdru virausgesot huet an och nach haut relativ däitlech beschreift, firwat datt mer nach ëmmer a verschiddene Risikoe sinn. Wann een dat do liest, déi Beschreibung do liest, da weess een, datt, soulaang wéi mer déi Hausaufgaben do, fir dat neit Regelwierk fir eis Finanzwelt ze schafen, soulaang mer dat net hunn, soulaang liewe mer och nach ëmmer am nämlechte Risiko, well soulaang hu mer och net déi néideg Konsequenze gezunn aus der Finanzkris, aus där mer elo just erduerchgaange sinn.

Ech muss och soen, wa gesot gëtt hei - an et kann een dem Keynes jo viles ënnerstellen -, wa gesot gëtt hei, de Keynes war einfach en Ekonomist gewiescht, dee gesot hätt, also nëmme op Schold gesat hätt, dann ass dat awer sécherlech iwwerspëtz, well de gudde Keynes huet och net nëmme gesot, et géif einfach drëms goen, an enger Krisensituatioun méiglechst vill Schold ze maachen an da wäeren d'Problemer geléist. Esou einfach war et jo net.

Wat richtig ass, an ech mengen, dat ass eppes, wat mer sougutt an Europa wéi och an Amerika mussen iwwerleeën, datt et kee Sënn mécht, sech futti ze spueren, well verschidden öffentlech Ausgaben haut extrem wichteg sinn. Mä d'Froer, déi ee sech just stellt, wat fir eng öffentlech Ausgaben datt dat sinn.

A wa mer d'Beispill huele vun dem Fall vu Griichenland, firwat ass Griichenland an dat Scholdelach gefall: Mir kënnen jo do soen, dat war, well Griichenland schrecklech vill gemaach huet, schrecklech vill öffentlech Investitiounsausgabe getäteg huet, fir d'Land weiderzebréngen, zum Beispill an Infrastrukturen, an nei Technologien an esou weider an esou fort. Dat heescht, net an de Konsum, mä an Investissementer, déi fir d'Zukunft geduecht sinn, déi och erëm duerno Wuesstum schafen an och erëm Aarbechtsplaz schafen.

Just dat ass awer net geschitt. Griichenland huet ganz vill Scholde gemaach, fir ganz banal, wat an der Politik nawell gär virkënt, onhaltbar Versprieche ze maachen, an huet déi och duerno ëmgesat. Wann a Griichenland an der öffentlecher Fonctioun d'Beamten e 14. an e 15. Mount haten, dann huet dat jo net baséiert op enger reeller ekonomescher Situatioun, déi et dann erlaabt hätt a Griichenland. An da war dat sécherlech

och keen Investissement an d'Zukunft. Mä dat ware reng elektoral Cadeauen, déi do gemaach gi sinn. An et ass och dat, wat ee muss iwwerleeën, wann een iwwer Schold diskutéiert an iwwer Spueren diskutéiert.

Ech mengen, datt et, an dat gëtt och am Moment vu verschiddenen Ekonomiste ganz gutt beschriwwen, de Moment sécherlech drëms geet, ze spueren, net nëmme fir Schold ofzebauen, mä och ze spueren, fir Sputt ze behalen, fir kënnen ze investéieren, an zwar ze investéieren an déi Beräicher, déi mer brauchen, fir en neie Wuesstum ze kréien, nei Aarbechtsplaz ze kréien, nohaltege Wuesstum ze kréien, d'Energiefro zum Beispill ze léisen.

Alles dat huet en Zesammenhang. An dat ass och de Wee, deen ee muss goen. Dat heescht, Scholden an investéieren hänken enk uneneen zesammen. Ganz vill Länner, déi a ganz ville Scholden haut sinn, déi hunn awer déi Scholden net kritt, well se vill investéiert hunn, mä well se vill Sue verdeelt hunn an der Öffentlechkeet. An dat ass ee vun de grouse Problemer, mat deene mer konfrontéiert sinn a wou mer och e Mentalitéitswandel muss kréien.

Ech mengen awer och, datt een net derlaanscht kënt, fir iwwert d'Maastrichter Kritären ze schwätzen. déi gréng haten eng ganz kritesch Positioun deemools bei der Opstellung vun de Maastrichter Kritären, well mer gesot hunn, déi dräi Kritären do, nämlech nëmme den Defizit, d'gesamt öffentlech Schold an d'Inflatioun ze kucken, dat geet einfach net duer, aus verschiddene Grënn. Et geet net duer, well et ze kuerz gräift pro Land. Mä et geet virun allem net duer, well et ze vill eng grouse Disparitéit gëtt tëschent deenen eenzelne Länner vun der Europäescher Unioun.

A wann ee sech nëmme baséiert op déi dräi Kritären, dat ass net laang haltbar. Dat ass esou laang haltbar, wéi et ekonomesch gutt leeft a wéi mer net ze vill Schwierigkeete kréien. A wa mer eng Kéier an d'Situatioun kommen, datt mer an eng wirtschaftlech Rezessioun kommen oder a wirtschaftlech méi moer Zäiten, da gëtt et Schwierigkeeten. An duerfir si mir och der Meenung, datt een d'Maastrichter Kritäre muss reforméieren an datt ee méi eng breet makroekonomesch Vue muss do erabréngen, zum Beispill den Aspekt och vun der privater Verschëldung misst mat drabréngen.

Mir wëssen, datt an Amerika, wann ech dat als Beispill huelen, déi ganz Problematik, déi sech an Amerika zougespëtz huet, jo net nëmme war duerch öffentlech Verschëldung, mä och virun allem duerch d'Privatverschëldung.

Duerfir ass et och wichteg, wann een an Europa diskutéiert iwwer an Zukunft eng stabil Währung, datt een net nëmme, wéi gesot, déi dräi Kritären do kuckt, mä och méi breet makroekonomesch kuckt, an dann esou Aspekter wéi d'Privatverschëldung mat drakuckt.

Et muss een awer och Sozialfroer méi bëuechten. Et muss een d'Froer vum Chômage mat abauen an déi Diskussioun. Och dat sinn Elementer, déi eng Roll spillen herno, wann et ëm d'Entwécklung geet vun enger Währung an deenen nächste Joren.

De Projet als solches, ech mengen, en ass vum Rapporteur an och elo vum Här Bodyr an Detail gutt erkläert ginn. Duerfir brauch ech dozou net vill ze soen. Mir wäerten de Projet och stëmmen. Mir mengen awer allerdéngs, datt en och eng Rei Gefore beinhalt, an déi gréisste Gefor gesinn ech doranner eigentlech, datt e bëssen eng gewëssen Illusioun hei draläit.

Wa vum Prabbeli geschwat gëtt a vu Schutz, da gëtt een och no baussen e Message, wou ee seet, et ass alles tiptopp, mir kënnen eigentlech esou weiderfuere. Mir hunn elo de Prabbeli, dee wäert eis protegéieren. Or, mir wësse ganz genau, datt dee Prabbeli eigentlech nëmme eng absolut Noutléisung ass an der aktueller Situatioun, datt en iwwerhaupt net ka fonctionnéieren. Scho guer net zum Beispill, wann ee grëssert europäesch Land wéi Frankräich oder Däitschland an d'Situatioun kéim, datt se dervu misste profitéieren. Mä och net, wa méi Länner gläichzäiteg, iwwerhaupt och méi klenger gläichzäiteg dervu misste profitéieren.

Et sinn nëmme wierklech eemoleg Situatiounen, déi kënnen heimadder protegéiert ginn. Loosse mer emol esou soen. Mä et ass sécherlech net dee Mechanismus, dee mer kënnen asetzen, fir an Zukunft an Europa derfir ze suergen, datt da méi Stabilitéit awer garantéiert bleift, well mer da kënnen dee Prabbeli do opspanen.

Et ass eng Drëps eigentlech op e waarme Steen an enger Noutsituatioun. An als dat sollte mer et och gesinn. Mä mir kommen an der aktueller Situatioun, mengen ech, net derlaanscht, awer dat ze maachen. Fir datt mer méi laangfristeg Stabilitéit kréien, muss mer iwwert d'wirtschaftlech Governance an Europa schwätzen. Mir mussen iwwer Sozialstandarden an Europa schwätzen, mir mussen iwwer méi eng eenheetlech Sozialstandarden an Europa schwätzen.

Dat heescht, mir mussen kucken, datt dat, wat eigentlech verpasst ginn ass Ufank den 90er Joren, nogeholl gëtt. Ech mengen, datt dat extrem wichteg ass. Déi Diskussioun, déi ass eréischt am Ufank. Mä mir mengen, datt dat eng Zentralkonferéierung muss ginn um Niveau vun der Europäescher Unioun an deenen nächste Joren, wa mer wëllen ons opstelle fir d'Zukunft an esou Problemer wéi dat doten évitéieren. Fir de Rescht wäerte mir dese Projet stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här François Bausch. Elo kritt d'Wuert den Här Jacques-Yves Henckes.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Zur Form begrësse mer, datt mer, wa mer Garantie sollen ausstellen an eng Gesellschaft solle grënnen, deen Ablack de Wee vum Gesetz sichen. An datt, wa mer awer mussen effektiv Sue bezuelen, mer do leider de Wee vum Gesetz net gesicht hunn, ech hoffen, datt do vläicht an der Zukunft eng Ännerung bei der Attitud vun der Regierung kënt.

Dem Rapporteur, dem Här Lucien Thiel, wëll ech Merci soen, datt en de Projet de loi ganz däitlech hei exposéiert huet. An notament, datt mer elo awer mat ganz grouse Montanten, 500 Milliarden, déi d'Europäesch Unioun an d'Eurozon ausgëtt, an d'Halschent, wat vum Fonds monétaire international kënt, wann et sollt zu enger Situatioun kommen.

Et gesäit ee ganz kloer, datt déi ganz Operatioun, déi mer elo duerchhuelen, éischer an d'Psychologie erageet, no der „Méthode Coué“: Wann een et oft seet, da gleeft een et op eng Kéier. Dat ass, datt den Euro soll méi stabil ginn. Dat ass, mengen ech, de Message, dee soll no baussen erausgoen. An ech hoffen, datt en iwwert déi nächst Joren och nach wäert unzéien.

Nach muss ee soen, datt d'Base légale, op där geschafft ginn ass um europäesche Plang, do geet Rieds vun Naturkatastroph. Dat schéngt mer net de Fall ze sinn. An dat Zweet, datt speziell Evenementer sinn, fir déi d'Land näischt kann. Do schéngt mer eng Fro ze sinn, déi een awer misst diskutéieren. Dat heescht: Wien décidéiert, ob d'Land fir déi Schold, wou ee misst opkommen, derfir kann oder net derfir kann? Dat gëtt héchstwahrscheinlech nach eng flott Debatt, wann et jee eng Kéier sollt dozou kommen.

Déi aner Saach, déi ee muss ervirsträichen, dat ass, datt Rieds geet vun enger Gouvernance économique européenne. Wat heescht dat konkret?

No deenen éischten Undeitungen, déi mer bis elo héieren hunn, geet et haaptsächlech elo dorëmmer, fir budgetär eventuell Iwwerwaachungen ze maachen a Kontrollen ze maachen iwwert den Eurostat. An datt et doriwier geet, fir eventuell Subsidien, déi um europäesche Plang engem Land kéinte gi ginn, fir déi ze sträichen. Mä ech froe mech, ob et net weider virgesinn ass, an dofir wier ech frou, wann den Här Finanzminister ons do vläicht géif e puer weider Informatiounen ginn iwwert dat, wat hien ënner Gouvernance économique européenne versteet an iwwert d'Méiglechkeeten, déi iwwerhaupt op deem Niveau do sinn.

Dat gesot, mengen ech, datt mer hei e Gesetz hunn, wat derzou bäidroen soll, fir méi Stabilitéit um Euro ze kréien. Dat ass am Intérêt vu jiddwerengem. Ech hoffe just nu-

ren, datt, wa mer dësem Gesetz zoustëmmen, mer domadder net eng Kaz am Sak kafen. Dat gesot, wollt ech awer den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, ech sinn natierlech net dergéint, dass mer eis en Instrument schafen um europäesche Plang, fir eenzelne Staten ze hëllefen, wa se an, ech soen emol vereinfacht, budgetär Schwierigkeete kommen, hannert deenen dann awer an der Regel d'Finanzmäert stiechen. Dat wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen!

Ech stellen allerdéngs och fest, dass et laang gedauert huet an der Europäescher Unioun, bis esou eppes wéi eng Solidaritéit, esou eng punktuell Solidaritéit iwwerhaupt opkomm ass. Dat huet den Här Thiel och nach eng Kéier zu Recht hei duergestallt.

Ech stellen och fest, dass déi finanziell Hëllef eigentlech den Traitéen no nëmme méiglech war duerch eng - ech géif awer gär soen - äusserst large Interpretatioun vun engem Paragraph, wou vun exzeptionelle Konditiounen Rieds geet. Wann een esou generéis déi Traitéen, déi mer hunn, och um soziale Plang géif interpretéieren, da wäere mer an deem Beräich, mengen ech, och e gutt Stéck méi no bei sozialer Gerechtegkeet an Europa.

Et muss een allerdéngs och gesinn - an dat ass och de Grond, firwat dass ech mech bei deem Vote enthalen -, dass déi Hëllef verbonne si mat äusserst rigorosen, restriktive budgetäre Konditiounen, déi virun allem déi Aschnëtter bei dem Sozialstat bedeiten. Domadder gëtt net nëmme déi sozial Gerechtegkeet a Fro gestallt, mä och d'Nofro um europäesche Bannemaart geschwächt, an dat ass fir mech awer eng wesentlech Fro vun der Entwécklung vun der Europäescher Unioun.

Domadder gëtt och - wann d'Nofro méi kleng gëtt - d'Konkurrenz ëm déi Nofro verschäerft an et besteet d'Gefor, dass esou eng Austeritéitspolitik riskéiert, ganz Europa an eng laang Rezessioun ze dreiven. Dofir sinn ech och mam Här Bausch d'accord, wann e seet: „Mir sinn nach laang net aus der Kris eraus.“

Eng laang Rezessioun verbonne mat enger Verschäerfung vun de sozialen Ongläichheeten: Mir brauchen also an der Europäescher Unioun méi eng équilibréiert Entwécklung. Mir brauche méi e staarkt Gewicht um Bannemaart, dat heescht also, op der Nofro. Mir brauchen - soen ech och - eng Koordination vun der Wirtschaft- an der Finanzpolitik. Mä et dërf awer net esou sinn, wéi et am Moment ausgesäit, dass déi sougenannten ekonomesch Gouvernance sech drop beschränkt, Budgetsrigueur duerchezéien.

Ech géif awer mengen, esou eng ekonomesch Koordination, déi misst onbedéngt verbonne si mat enger Koordination vun der europäescher Sozialpolitik. Ech géif souguer mengen, d'europäesch Sozialpolitik misst Prioritéit hunn, wann een dee Sproch, dee jo ëmmer erëm widerholl gëtt, eescht hëlt, dass d'Wirtschaft am Déngscht vun der Gesellschaft soll stoen an net ëmgedréit.

Wéi gesot, ech enthalte mech opgrond vun deene Considéeratiounen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, haut schreibe mer e Kapitel vum europäeschen Eenegungswierk. A mir hunn d'Fro ze beäntweren: Si mer der Meenung, datt et derwäert ass, d'europäesch Stabilitéit an och d'Stabilitéit vum Euro ze verteidegen, oder net? D'Antwort heibannen - an dat freet mech - ass, datt ech feststellen, datt sämtlech Riedner am



Fong deem europäeschen Eeneigungsprozess am Numm vun hire Fraktiounen och haut hei zougestëmmt hunn.

Well d'Fro, déi mer eis ëmmer erëm musse stellen, och an dësen Zäiten, déi vun Onsécherheet geprägt sinn, an an engem Dossier wéi dësem, dee schwierig ass - well wann et e Kapitel vun der europäescher Geschicht ass, dann ass et net dat schéinst, mä et ass e wichteg -, dat ass d'Fro ëmmer erëm, wat dat Europa eis bréngt, a gudder wéi a schlechten Zäiten. Europa huet eisem Land de Fridde bruecht, Stabilitéit an och d'Méiglechkeet, Problemer, déi sech stellen, ze diskutéieren an net mat den Instrumenter vun der Vergaangenheet, nämlech mat dem Krich, ze léisen.

Europa huet eis Sécherheet bruecht, Sécherheet an all hiren Dimensionen. Dofir mengen ech, dat déi fréi Zirkulatioun vun de Mënschen, vum Kapital, vun de Gidder, vun deene mer alleguete profitéieren, an och déi besser Zesummenaarbecht, sief dat vun der Police, sief dat vun der Justiz, mä och vun aneren Institutionen, dozou gefouert hunn, dat mer haut besser lieue wéi fréier.

Drëttens huet eis dat europäescht Eeneigungswierk Wuelstand bruecht. Wuelstand, well mer konnten iwwert d'Grenzen eraus Stol, Medien, Finanzdëngschtleeschungen exportéieren. Den Euro, dee mer 1999 agefouert hunn, war am Fong eng logesch Konsequenz an e wichteg Stéck Europa no vir. Deen Euro huet eis enorm vill Avantage bruecht. En huet et fäerdeg bruecht, dat mer haut kënnen Handel aus Lëtzebuerg eran an eraus bedriewen, ouni datt mer grouse Wiesselcoursschwankunge vun de Währungen, déi ronderëm eis sinn, ausgesat sinn.

Wat hätte mer an der Kris drenner gelidde, wa verschidde Länner an Europa ofgewäert hätten a sech iwwert d'Währungen nei Wettbewerbsvirdeeler geschaf hätten! Wat wär dat zu engem Chaos an Europa ginn, a wat fir eng Avantage hu mir, e Land, an deem 80% vum Commerce mat aneren Eurostate gemaach gëtt, dat mer ëmmer an där nämlecher Währung kënnen eisen Handel bedriewen! Dofir ass et och esou noutwendeg, dat, wann et an der Eurozon Schwierigkeete gëtt, mer eis rappeléieren, ëm wat et am Fong geet.

Et geet hei net drëm, fir engem Land, wat a Schwierigkeeten ass, seng Scholden ze iwwerhuelen. Et geet net drëm, engem Land, wat vum Pad vun enger gesonder Budgetpolitik ofkomm ass, en A zouedrücken an ze soen: „Et ass net esou schlëmm.“ Mä et geet drëm, dat Gemeinsam, wat mer opgebaut hunn - an déi, déi virun eis waren, zënter dem Zweete Weltkrich -, ze verteidigen, well et geet en fait ëm d'Stabilitéit an Europa.

Mä natierlech ass dee Wee dohinner net einfach. Den Euro huet och net, wéi dat ëmmer erëm behaupt gëtt, alles méi deier gemaach. Sécherlech kann emol déi eng oder aner Augmentation cachée duerch d'Ëmwandlung an den Euro komm sinn. Mä grundsätzlech wäeren, och wa mer de Lëtzebuergersch Frang behalen hätten, eng ganz Rei Produkter méi deier gi wéi just déi allgemeng Präisevaluatioun. Den Euro huet eis enorm Avantage bruecht an datt et deen een oder deen aneren Ausrutscher gouf, dat soll net iwwert d'Gesamtbild ewechtäuschen.

D'Fro, déi sech also gestallt huet an deene vergaangene Wochen ënnert de Finanzministere vun der Europäescher Unioun a virun allem vun der Eurozon, war: Kënnen mir et zouloossen, dat mer dat Eeneigungswierk an deen Euro mat senger politesch an wirtschaftlechen Avantage a Fro stellen? Oder ansécht och nach: Wat wäeren d'Alternativen, wa mer eent vun den Euroländer a Faillite goe loossen oder an enorm Schwierigkeete kippe loossen?

All déi Alternativen hätten en enorme Präis fir Europa an och fir eist Land gehat. Wa mer zougelos hätten, dat e Land net méi kënn senger Obligatiounen nokommen, dann ass dat net nëmme e Problem fir dat Land selwer. Dann ass dat e Problem

fir déi ganz Eurozon, well natierlech d'Entreprisen aus der Eurozon - a virun allem och d'Banken aus der Eurozon - deene Länner Sue geléint hätten. Mir hätten also eng nei Finanzkris provoziert, déi och eis ganz deier ze stoe komm wär.

Dofir, mengen ech, war et richtig, fir engem Land wéi Griichenland duerch bilateral Préten ze hëllefen. Ech ënnersträchen: Et si Préten, dat si Suen, déi musse zrëckbezuelt ginn, déi u Konditiounen gebonne sinn. Gradesou richtig war et, dat mer gesot hunn: „Wann nach ähnlech Situatiounen kéimen, da musse mer en Instrument hunn, wou mer kënnen schnell an onkompliziert, mä ënner strikte Konditiounen intervenéieren.“

Dofir hu mer dee Mechanismus opgebaut, deen de Mëtteg hei vum Rapporteur, dem honorabelen Här Thiel - deem ech Merci soe fir seng Kontributioun zu dëser parlamentarescher Aarbecht -, erkläert gouf, dee beschriwwen huet, wat mer hei maachen.

Et geet hei ëm een Deel vun eisem Instrument, fir d'Stabilitéit vun der Eurozon bäizebehalen. 440 Milliarden Euro, dat ass eng Staang Geld. Mä dat huet de Marché gewisen, dat et kee Sënn mécht, engem Land ze soen: „Dir kritt guer keng Sue méi geléint.“ Wann e Land an déi Situatioun kënnt, wou et a) net méi geléint kritt, oder b) nëmme nach geléint kritt zu engem enorm héijen Taux, wou also de Marché e Land kéint an de Ruin driewen, da stinn déi aner Länner vun der Eurozon an engem Gedanke vu Solidaritéit do, fir ze soen: „Okay, mir hëllefen dir, mir bauen eng Bréck zu dir, mir léinen dir Suen, en attendant dat s de deng Situatioun erëm an d'Rei kriss.“ An déi Suen, déi geléint ginn, déi ginn natierlech u ganz strikt Konditiounen gebonnen.

Dofir muss ech och soen, dat ech frou sinn, dat et déi Konditiounen gëtt. An dat soen ech och grad deem, dee sech hei als Eenzegen an der Chamber wëllt zu dësem Projet enthalen. Wa mer nämlech géifen d'Suen einfach esou ginn a mer géife soen: „Dir kënnt déi Budgetpolitik viruféieren, déi Der gemaach hutt, déi zu enormer Schold an Defizit an enger Rei Länner gefouert huet“, da wär et mir baang fir déi Suen, well dat géif quasi heeschen, dat ee sécher wär, dat een déi Suen, déi ee misst léinen, net géif zrëckkréien.

Dofir war et déi eestëmmeg Meenung vun alle 16 Finanzministere vun der Eurozon: Mir si bereet, Solidaritéit ze weisen. Mir si bereet, zäitweilig Geld ze léinen, mä mir verlaangen, dat een dann eng Rei Konditiounen erfëllt. Zu deene Konditiounen gehéiert, dat ee muss seng Budgetpolitik erëm an Uerdnung bréngen. Dat heescht, dat ee muss zrëckgoen op de Wee vun de Kritäre vum Stabilitéits- a Wuesstumspakt.

Natierlech werft dat eng ganz Rei Froen op. Firwat ass et iwwerhaupt esou wäit komm? Ech mengen, dat de Stabilitéitspakt, deen eng Rei Kritäre virgesäit - déi ee natierlech ëmmer kann diskutéieren -, dat déi och nach haut richtig sinn. Ech hätt mer se souguer kënnen méi streng virstellen. Well 3% Defizit, deemno vu wou ee kënn oder wéi eng grouss Schold een huet, ass eppes aneschters wéi een, deen 3% Defizit huet an niddreg Schold. Mä ëmmerhin, déi Kritäre bestinn an déi Kritäre si richtig an déi Kritären, mengen ech, géifen och net a Fro gestallt ginn.

Wat natierlech a Fro gestallt muss ginn, dat ass: Wat fir eng Instrumenter hu mer um Wee dohinner? Wann een ennerwee amgaangen ass ausserzutschen, wann ee mierkt, dat e mam Auto amgaangen ass, de Gruet erofzerennen, dat een e virdru gestoppt kritt, well dat an eisem allgemengen Intérêt ass. An do ass d'Fro richtig gestallt, ënner anerem och hei an der Interventioun vun der Madame Brasseur: Wat kann ee maachen, fir Dérapagen ze évitéieren?

Ech mengen, mir musse kucken, dat mer e System fannen, wou mer méi strikt am Virfeld all Land vun der Eurozon iwwerkucken, fir erauszefannen, Joer fir Joer, a wéi eng Richtung et geet. Wa mer feststellen, dat e Land amgaangen ass, sech op Niveauen ze bewegen, déi kloer net ze redresséieren si kuerzfristeg, da muss et da scho kënnen Sanktiounen ginn, fir datt dat Land seng Politik ännert.

Wat sinn déi Sanktiounen? Ech mengen, dat dat musse Sanktiounen sinn an enger éischer Phas, déi am Rahme vum aktuellen Traité méiglech sinn. Dat kann zum Beispill sinn, dat ee verschidde Gelder aus EU-Fongen net méi ka kréien. Do hunn d'Kommissioun an de Conseil verschidden Handhaben, wou se dat kenne maachen.

Aner Sanktiounen, déi méi wäit ginn, déi an der Diskussioun sinn, wéi zum Beispill engem d'Stëmmrecht ewechzehuelen, ginn net mat de bestehenden Traitéen. Mä ech mengen, dat éischtens emol eng öffentlech Duerstellung vun der falscher Politik, déi e Land mécht, kann eng Influenz hunn, an datt zweetens eng Rei Moosnamen, wéi zum Beispill keng EU-Gelder méi aus verschiddene Fongen, dat dat och kann dozou bäidroen, dat et dann zu méi Disziplin kënnt.

Zugläch muss een dat, wat allgemeng „Gouvernance économique“ genannt gëtt, verstärken, woubäi ech deen Term net ganz hëllefriich fannen, well en am Fong honnertausend - oder loosse mer soe 15, 16 - verschidden Interpretatiounen an Europa huet.

Europa an d'Eurozon sinn a bleiwen, op d'mannst an der viraussehbare Zukunft, souverän ënnerschiddlech Staten, déi awer eng gemeinsam Währung hunn an hir Souveränitéit bei der Währung zesummeleeën. Also muss een op deen anere kucken. Domadder gëtt en net seng Souveränitéit op, mä et ass eng logesch Konsequenz, wann een eng gemeinsam Währung huet! Dofir gëtt et jo och gemeinsam Parametere, fir de Budget opzestellen. Mir musse eise Budget esou maachen, dat och déi aner sech kënnen op eis zolidd Budgetpolitik verloossen.

Gouvernance économique heescht dofir an eisen Aen, dat mer musse kucken, dat jiddweree sech un de Grondprinzipie vun enger gesonder Budgetpolitik a vun enger zolitter Wirtschaftspolitik, déi op Wuesstum opgebaut ass, orientéiert. Dofir musse mer zugläch, an Zukunft, am éische Semester an allen Eurostaten - eiser Meenung no - net nëmme soen: A wéi eng Richtung geet eis Budgetpolitik; mä och: A wéi eng Richtung geet eis Wirtschaftspolitik? Wéi setze mir zum Beispill d'Strategie 2020 ëm? Maache mir eng Wirtschaftspolitik, déi en ligne ass mat deem, wat déi Länner ronderëm eis maachen? Wéi koordinéiere mer déi Wirtschaftspolitik?

Dat heescht net, dat all eenzel Moosnam an all de Länner muss d'selwecht ginn. Mä mir musse verschidden Evolutive matenee vergläichen, wéi d'Konkurrenzfähigkeit vun Europa als e Ganz an och hir Basis, déi se fir d'Währungsunioun stellen, géintenee stellen. Dat ass eng schwierig Debatt. Doranner hu mer am Fong keng richtig Erfahrung, well mir schwätzen zwar driwwer, mä mir hunn eis bis haut net richtig déi Instrumenter ginn, wat mer maachen, wann ee sech duerno net un déi Politik hält. Mir musse also méi léieren, matenee ze schwätzen, net fir Souveränitéit ofzeginn, mä fir d'Souveränitéit gemeinsam besser ze exercéieren.

Déi Gesellschaft, déi mer haut hei grënnen, ass am Fong en Instrument, wat - ech mengen - nëmme eng limitéiert Zäit wäert bestoen, fir datt mer kënnen dobaussen de Mäert soen: „Mir stinn hannert dem Euro a mir stinn hannert de Länner vun der Eurozon. Keent vun deene Länner wäert an der Situatioun sinn, wou et enges Daags a Faillite geet.“ Wa mer dat soen, stabiliséiere mer den Euro. Mir gi sécher, dat den Euro och an Zukunft eng Währung ass, déi eng Weltwährung ass, an där Europa an aner Partner an der Welt kënnen hir Handelstransaktiounen bezuelen.

Dat ass och wichteg, fir datt den Euro eng Währung bleift, déi och als Reservwährung an der Welt gebraucht gëtt an domadder ëmmer méi zu engem krediblen Instrument vun der europäescher Politik gëtt. Wat et eis och enges Daags wäert erlaben, fir ëmmer méi Produkter och ausserhalb vun der Eurozon am Euro ze bezuelen.

Dat Instrument ass bis haut net ugefrot ginn. Déi Gesellschaft ass, wéi gesot, gegrënnt ginn. De Lëtzebuergersche Stat huet se gegrënnt, well mer frou sinn, dat se ënner

Lëtzebuergersche Recht gegrënnt ginn ass. Et ass eng Unerkennung fir de Wirtschaftsstandort a fir d'Lëtzebuergersche Rechtsuordnung. Déi Gesellschaft, déi gëtt géiert vun engem ganz klengen Team, deen elo ugefaangen huet mat Schaffen. Déi Gesellschaft kritt eng technesch Assistance vun der Europäescher Investitiounsbank, déi och hire Sätz hei zu Lëtzebuerg huet. Mä ech preziséieren nach eng Kéier: Bis haut huet keen eenzeg Land gefrot, fir Sue geléint ze kréie vun där Gesellschaft.

Déi Garantie, déi mer där Gesellschaft ginn, déi ass gerecht proportionell zu deem Deel, dee mer am Kapital vun der Europäescher Zentralbank hunn, opgerechent op déi 16 Memberstate vun der Eurozon. Ech mengen, dat et gutt ass, dat Europa elo esou en Instrument huet. Et kann een hoffen, dat dat Instrument vläicht net brauch a Kraaft ze trieden. Mä déi, déi mengen, dat den Euro just der Vergaangenheet ugehéiert huet, déi hu sech an Europa géiert.

Ech si frou feststellen, dat hei am Parlament sämtlech Fraktiounen deem Wäert vum Euro, dee wäit iwwert dat Instrument Zahlungsmittel geet, och hei de Mëtteg hir Zoustëmmung wëlle ginn. Well Europa - an den Euro ass en Deel dovun - ass a bleibt e Garant fir de Fridde, fir Sécherheet, fir sozial Sécherheet a fir stabil Konditiounen op eisem Kontinent, vun deene grad ee klengt Land wéi eist enorm an der Vergaangenheet profitéiert huet an och an Zukunft wäert profitéieren.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Finanzminister Luc Frieden. Den Här Hoffmann freet nach eng Kéier d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Ech wëll vläicht awer nach eng Kéier kloerstellen, wat ech net gesot hunn a wéi ech dat gemengt hunn, wat ech gesot hunn an där kuerzer Zäit, déi mer zur Verfügung stoung.

Net gesot hunn ech, ech wär der Meenung, d'State kéinte sech sënnvollerweis ouni Limite verschellen. Net gesot hunn ech och, wann een esou Hëllef mat esou Instrumenter virgesäit, da sollt dat mat kengerlee Konditiounen verbonne sinn. Hunn ech och net gesot! Ech hu just versicht, an där kuerzer Zäit unzedeiten, dass d'Fro sech awer muss stellen, wéi déi Konditiounen équilibréiert si par rapport zu der Fro - déi fir mech eng vun deene wichtigsten ass - vun der sozialer Gerechtheet.

Fir dat ze illustréieren...

Här President, ech weess net méi, „Parole après ministre“, wéi vill Minutten dass dat sinn...

Wann ech dat därer illustréieren, just um Beispill vläicht vu Griichenland, wat jo elo haut net am Zentrum vun deem stoung, wat mer ze diskutéieren hunn, mä wou een awer weess, dass iwwer Griichenland déi seltsamst Virstellung verbreet gi sinn an der Welt an domadder quasi esou eng antigriichesche Stëmmung opkomm ass.

A Griichenland läit, hunn ech gelies, den Duerchschnittsloun bei 800 Euro de Mount. Dovun ze schwätzen, dass d'Griiche géifen iwwer hir Verhältnisser liewen, dat ass also Quatsch. Op där anerer Säit ass a Griichenland grad den Ennerscheid tëschent deene méi aarme Leit an deene méi grouse Leit riseg grouss an iwwerduerchschnittlech par rapport zu der Europäescher Unioun.

Eleng am Joer 2010 - hunn ech och gelies - hunn déi Superräich dann aus Griichenland 20 Milliarden, 20 Milliarden Euro an d'Ausland geschaf, an d'Steieroasen, méiglecherweis e gudden Deel a spekulativ Geschäfte, déi sech da géint Griichenland respektiv géint den Euro richten.

Wann ech also soen, et sollt een oppassen op d'Konditiounen, dann hätt ech zum Beispill gesot: Majo, wann ech gelift, eng Konditioun, wéi ass et mat Are Steieren a Griichenland? Wéi ass et mat der Verdeeung vum Räichtum? Wéi ass et mat de sozialen Ongläichheeten?

Or, wat gesi mer am Moment? A Griichenland féiert d'Regierung drakonesch, äusserst drakonesch Moosnamen duerch, déi zum gréissten Deel op d'Käschte vun där Bevëlkerung ginn, vun där ech elo ge-



schwatt hunn. Vun där, déi fir Loun a Gehalt schafft, a wou den Duerchschnittsloun 800 Euro, an iwwregens d'Duerchschnittsrent - well vun där ass jo och scho vill geschwat ginn - a Griichenland 600 Euro bedréit.

Ech mengen, meng Zäit ass wahrscheinlech schonn ofgelaf. Just och nach eent. Ech fannen,...

► **M. le Président.** - Här Hoffmann, Dir misst awer elo wierklech zum Schluss kommen. Ech hunn et elo gutt mat lech mengt. Dir kënn awer elo net nach hei eng zweet Ried halen.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - ...dass wierklech en opfalenden Déséquilibre besteet par rapport zu där Ausrichtung op budgetär Rigueur op där enger Säit, d'sozial Verdeelung a Reguléierung vun de Finanzmäert op där anerer Säit.

► **M. le Président.** - Sou, domadder ass awer elo d'Diskussioun definitiv ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

**(Interruption)**

Mir wäerten dat redresséieren, Här Boden.

De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6142 ass ugehall mat 58 Jo-Stëmmen an 1 Enthaltung. Ech mengen, déi Enthaltung ass virdrun in extenso begrént ginn.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval (par M. Félix Eischen), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Mill Majerus), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diéderich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. André Bauler), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Paul Helming (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);*

*MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.*

*S'est abstenu: M. André Hoffmann.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et also esou decidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6062, d'Ëmsetzung vun enger Direktiv an de medezinesche Beruff. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Wagner, den Här Huss an den Här Colombara. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

**3. 6062 - Projet de loi transposant, pour les professions de médecin, de médecin-dentiste, de médecin-vétérinaire, de pharmacien et de certaines autres professions de santé, les dispositions de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du**

**Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la directive 2006/100/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant 1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire; 2. la loi du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien; 3. la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé; 4. la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé**

**Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale**

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - Merci fir d'Wuert, Här President. Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 6062, dee mer haut diskutéieren an hoffentlech dann herno och stëmmen, setzt gläich zwou EU-Direktiven an nationaalt Recht ëm. Zum engen ass dat d'Direktiv 2005/36 iwwert d'Qualifications professionnelles, wat de Beräich vun de Gesondheetsberuffer ugeet, zum aneren ass et d'Direktiv 2006/100, déi verschidden aner Direktiven am Beräich vun der Circulation des personnes ëmännert nom EU-Bäitritt vu Rumänien a Bulgarien.

De Projet de loi gouf vum Santésminister den 30. Juli d'lescht Joer, also 2009 schonn, déposéiert. Den Objet vun deem Projet de loi ass, wéi gesot, d'Ëmsetzung an nationaalt Recht vun EU-Direktiven, wat d'Unerkennung vun den Diplomer an der Ausbildung vun de Gesondheetsberuffer ugeet. Ënner anere geet et ëm de Beruff vum Dokter, Zännokter, dem Veterinär, dem Apdikter, dem Infirmier an der Hiewamm. Dës Beruffer, déi sinn nämlech net vum Gesetz vum 19. Juni 2009 betraff, dat d'Direktiv vun 2005 an nationaalt Recht ëmgesat huet iwwert de Régime général vun der Unerkennung vun den Titres de formation an de Beruffsqualifikatiounen.

Iwwregens hätt déi Direktiv, déi mer haut stëmmen, schonn misse bis den 20. Oktober 2007 ëmgesat sinn. Duerfir huet d'EU-Kommissioun am Oktober d'lescht Joer eis e Bréif, eng Mise en demeure adresséiert, fir eis eben drun ze erënneren, se esou séier wéi méiglech ëmzesetzen.

Am Kader vun deem Projet de loi gëtt awer net nëmme déi Direktiv behandelt, mä et gëtt dorivwer eraus vun der Geleeënheet profitéiert, fir verschidden aner Ännerungen un de Gesetz, vun de virdrun vu mir opgezielte Beruffer, ze maachen.

Mä kommt, mir fänke vir un, bei der Direktiv. Et soll séchergestallt ginn, datt déi Diplomer aus engem Drëttland, déi schonn an engem EU-Memberland unerkannt sinn, mat EU-Diplomer och gläichgestallt ginn, wann déi betraffe Persoun eng Expérience professionnelle vu minimum dräi Joer huet, an deem Land, dat hiren Diplom unerkannt huet. D'Dispositiounen iwwert d'libre prestation de services gi vun elo un op déi Beruffer ausgedehnt, déi ech virdrun opgezielt hunn. Duerfir sinn nëmme minimal Ännerungen am Gesetz vun 1983 néideg.

Den initiale Projet de loi hat virgesinn, datt d'Generalisten am Kader vun engem Régime de sécurité sociale missten exercéieren. De Statsrot huet dunn awer eng Opposition formelle ausgeschwat, well dës Fuerderung net an der Direktiv virgesi war, an et an hiren Aen eng Diskriminatioun par rapport zu de Spezialisten duergestallt hätt. D'Santéskommissioun huet dës Avis gedeelt an huet dunn decidéiert, dës Restriktioun och ersatzlos ze sträichen.

De Statsrot huet eis och drop opmierksam gemaach, datt d'Transpositioun vun der Direktiv an Zukunft géif Exceptionen zum obligatoresche Conventionnement zouloossen. An deem Kontext musse substanzuell Ännerungen am Règlement grand-ducal vum 25. November 1983 gemaach ginn.

Och am Gesetz vum 26. Mäerz '92 iwwert den Exercice an d'Revalorisation vu verschiddene Gesondheetsberuffer musse Ännerunge gemaach ginn, an zwar maache mer dat am Kader vum Projet de loi och haut. An och am Gesetz vun 1991 iwwert d'Apdikter maache mer eng Rei Ännerungen, dat alles am Sënn ebe vun der libre prestation de services.

Fir all déi aner Gesondheetsberuffer, déi net vun enger automatischer Unerkennung profitéieren, preziséiert d'Direktiv d'Modalitéiten, ënnert deenen d'Memberlänner - also och eist Land - d'Kontroll vun der Qualifikatioun kënnen virhuelen, ier een de Beruff kann ausüben. Duerfir gëtt dat dann och an dese Projet de loi ageschriwwen, fir datt d'Qualitéit ebe garantéiert bleift. A wann ech soe Qualitéit, dann heescht dat och d'Sécherheet vun de Patienten, an dat si mer alleguerten.

En drëtten Punkt sinn d'Modalitéiten vun der Ausübung vum Beruff an dann och d'Sproochekenntnisser. D'Direktiv iwwerhëlt eng Jurisprudenz vun Europäesche Geriichtshaff, déi d'Proportionalitéit verlaangt, wat esou vill heescht, wéi datt d'Sproochentester, ouni datt se ganz verbuede sinn, trotzdem net d'äerfe systematesch duergefouert ginn. D'Sproochekenntnisser sinn och net Deel vun der Prozedur fir d'Unerkennung vun der Qualifikatioun, mä ënnert der Reserv vun der Proportionalitéit ass et awer eng Exigenz fir den Accès zum Beruff.

Am initialen Text vum Projet de loi war virgesinn, datt de Kandidat, an ech zitieren «doit avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de la profession, soit en allemand, soit en français, et comprendre la langue luxembourgeoise ou acquérir les connaissances lui permettant de la comprendre. Les modalités de compréhension de la langue luxembourgeoise peuvent être précisées par règlement grand-ducal.»

De Statsrot huet a sengem Avis vum 18. Dezember 2009 d'Fro opgeworf, ob déi verlaangte Sproochekenntnisser fir de Beruff vum Dokter duerginn. En plus schreift de Conseil d'État, datt déi Formulatioun „modalités de compréhension ze flou ass, fir datt de Grand-Duc e Règlement kennt huelen am Kader vum Artikel 32 vun der Verfassung, also „aux fins, dans les conditions et suivant les modalités spécifiées par la loi.“

No Diskussiounen an der Santéskommissioun hu mer eis op den Text vum Statsrot konnten eenegen, dee virgesäit, datt een déi dräi administrativ Sprooch vum Land muss verstoen. Wat d'Evaluatioun vun deene Sproochekenntnisser ubelaangt, proposéiert eis Kommissioun, an ech zitieren erëm eng Kéier «qu'en cas de doute, une vérification des connaissances linguistiques du candidat peut être faite à la demande du Ministre de la Santé». An zwar soll dese Contrôle vum Collège médical gemaach ginn, wat d'Beruffer vum Dokter, Zännokter an Apdikter ubelaangt, respektiv vum President vum Collège vétérinaire, wat d'Déierendokteren ubelaangt.

Ee véierte Punkt ass d'Assimilatioun vu Persounen aus Drëttlänner. Bei dësen Drëttlänner ginn zwou Kategorië gläichgestallt, wat d'Qualifikatioun ubelaangt. Déi éischt Kategorie sinn déi Persounen aus Drëttlänner, déi Famill si mat engem EU-Bierger. Dës hunn dann déiselwech Rechter wéi en EU-Bierger, deen an engem anere Land wunnt wéi dat, vun deem en d'Nationalitéit huet. Déi zweet Kategorie sinn déi Persounen, déi de Statut vum sougenannten „résident de longue durée hunn.“

Wéi schonn gesot, huet de Projet de loi 6062 net als eenzegen Objet d'Ëmsetzung vun zwou Direktiven, mä och eng Rei vun aneren Upassungen an Ëmännerungen a Gesetz aus dem Beräich vun de Gesondheetsberuffer. Sou Ännerunge betreffen zum engen d'Gesetz vun '83 iwwert den Exercice vun de Beruffer vum Dokter, Zännokter a Veterinär.

Wat d'Behandlung vum Patient ubelaangt, gëtt eng nei Dispositioun an d'Gesetz gesat, déi néideg ginn ass duerch d'Gesetz vun der Euthanasie. Dat heescht, datt elo d'Nécessitéit drastoe kënn, datt den Dokter muss d'Iwwerliewensqualitéit vum Patient sécherstellen, mä awer och säi Recht, an Dignitéit ze stierwen. Wat den Titre de fonction vum Dokter ubelaangt, esou ass et ab elo um Collège médical, fir de Gebrauch vun dësen Titelen ze autoriséieren, déi vun enger auslännescher Autoritéit oder universitärer Institutioun stamen.

Ee wichtege Volet am Projet de loi ass awer och de Service de remplacement. Dese Service, dee gouf bis elo iwwer eng Konventioun geregelt, déi de Stat mat der national repräsentativer Organisatioun vun den Dokterer ënnerschiwwen huet. Am Gesetz vun 1977 stoung schonns kloer dran, datt all Dokter am Prinzip obligéiert ass, fir bei deem Service de garde matzemaachen. D'Gesetz vun '83 huet virgesinn, datt e groussherzoglecht Règlement d'Modalitéiten vun der Organisatioun vun eben deem Service géif regelen. Allerdéngs gëtt et dese Règlement grand-ducal bis haut net.

Am initiale Projet de loi war virgesinn, fir weiderhin de Service de remplacement iwwer Konventioun ze regelen, a wa keen Accord géif fonnt ginn, datt dann e Règlement grand-ducal d'Modalitéiten géif determinéieren. De Statsrot huet awer och hei eng Opposition formelle ausgeschwat, an doropshin huet d'Kommissioun en Amendement ugehall, wat virgesäit, datt d'Modalitéiten vum Service de remplacement vun elo u via Règlement grand-ducal geregelt ginn. De Projet de loi gesäit dann och e legale Kader vir fir d'Indemnitioun vun den Dokterer, déi um Service deelhuelen.

D'Spezialiste mussen an deem Spidol vun der Garde deelhuelen, mat deem se schaffen. De Projet de loi gesäit awer och vir, datt, wann e Manque vun Dokterer do ass, e groussherzoglecht Règlement kann d'Modalitéiten virgesinn, fir datt och déi Dokterer matmaachen, déi net mat engem Spidol zesummeschaffen.

Bei den Zännokterer, do bleift alles wéi bis elo. D'Iddi vum Collège médical, fir de Service de remplacement op d'Zännokterer auszudehnen, ass also net zréckbehale ginn.

Da komme mer zur Suspensioun vum Droit d'exercer, wann en Dokter sech selwer oder d'Patienten a Gefor bréngt. Den Text gesäit elo eng Procédure d'urgence vir, wou de Santésminister mat Effet immédiat kann agräifen, falls e Weiderféiere vun der Aarbecht géif e Risiko fir d'Patienten duerstellen. Et ginn dann och nei Konditiounen festgeluecht fir d'Persounen, déi no enger laanger Paus erëm wellen hire Gesondheetsberuff ausüben.

D'Gesetz vum 31. Juli 1991 iwwert d'Auto-riisation d'exercer vum Apdikteschberuff an dat vum 26. Mäerz '92 iwwer aner Gesondheetsberuffer ginn ergänzt, an zwar ginn e Regëster an en elektronischen Annuaire agefouert am Santésministère. All dës Donnéeën, déi ginn dann och public gemaach.

Eng weider Neierung ass, datt de Prinzip festgehale gëtt, datt all Dokter, Déierendokter an Zännokter muss eng Assurance ofschléissen, fir hir Aarbecht ze couvréieren. An zu gudder Lescht ginn och penal Sanktiounen virgesinn, falls een de Beruff illegal ausübt, een dozou incitéiert dat ze maachen, oder wann een d'Konditiounen net anhält, déi elo virgesi sinn, falls een no enger längerer Paus erëm wellt exercéieren.

Mir änneren dann och nach d'Gesetz vum 26. Mäerz '92, wat a sengem Artikel 19, Paragraph 1 bis elo virgesäit, de Conseil supérieur ze chargéieren, e Code de déontologie auszeschaffen, dee vum Santésminister ze approuvéieren ass. Vu datt dës awer net konform zu eiser Verfassung ass, gëtt proposéiert, datt dese Code iwwer Règlement grand-ducal opgestallt gëtt, sur avis vum Conseil supérieur.



Dann erkenne mer elo och nach offiziell de Beruff vum Podolog un. E gétt dann op d'Lescht vun de Gesondheetsberuffer bäi-geschriwwen.

Zu gudder Lescht ännere mer dann och nach eppes am Gesetz vun 1995 iwwert d'Infirmiërschoul ëm. An zwar ginn d'Missioune vun der Kommissioun ausge-dehnt, déi chargéiert ass, d'Recon-naissance vun den auslänneschen Diplo-mer ze kontrolléieren. Se sollen elo och verifizéieren, ier een ufänkt mat schaffen, ob een déi néideg Qualifikatioun fir de Beruff huet.

Ech hunn lech jo am Laf vu menger Inter-ventioun schonns d'Oppositionen formelles vum Statsrot opgezielt. Ausserdem sinn natierlech nach eng Rei méi techesch Observatiounen vum Statsrot gemaach ginn, wou ech elo awer driwwer wech-gaange sinn, well ech soss meng Zäit, déi ech zur Verfügung hu fir dese Rapport, wierklech gesprengt hätt. Et ass awer na-tierlech alles nozeliesen, sief et an deem Rapport vum Statsrot, dem Commentaire des articles, mä natierlech och an de Rap-porte vun der Santéskommissioun, déi sech an hire Sëtzunge vum 29. Oktober d'lescht Joer, an de 4. Februar, de 25. Mäerz souwéi de 15. an den 22. Abrëll dëst Joer intensivst mat deemem Projet de loi beschäftegt huet.

An der leschter Réunioun, do hu mer och eng Rei Amendementer ugeholl, déi mer un de Statsrot weiderginn hunn. Dëst war den 30. Abrëll. Den 22. Juni hu mer, nom Avis complémentaire vum Statsrot vum 8. Juni, mä schrëftleche Rapport ugeholl, vu datt ech den 22. Oktober d'lescht Joer schonn zur Rapportrice vun deemem Projet de loi genannt gi war.

Nach eng wichteg Remarque zum Statsrot sengem Avis muss ech awer opwerfen, an zwar ass festgehale ginn, datt och de Punkt 2 vum Artikel 2 vum Projet de loi, wou eng Base légale sollt festgehale ginn, fir d'Attributioun vu Finanzhëllef u ver-schidden Dokterer, déi nach a Formatioun sinn, net konform zur Verfassung ass, dat heescht ze flou.

Voilà, ech hunn elo probéiert, lech eis Aar-bechten, déi mer am Kader vun deemem Projet de loi gemaach hunn - an et waren der net weineg! -, méi nozebréngen. Ech weess, datt déi, déi no mer schwätzen, sécherlech nach méi intensiv op dat eent oder anert Detail an op dat eent oder anert Element och wäerten agoen. Dat mécht mir et natierlech méi einfach.

Ech kann duerfir schléissen, an ech ginn dann den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu deemem Projet, net awer ouni de Membere vun der Santéskommissioun en décke Merci ze soen, natierlech och dem Sekretär vun der Kommissioun an de Mataarbechter an der sozialistescher Frak-tioun fir hir Hëllef bei deemem sécherlech ganz wichtegem Projet de loi.

An ech soen lech natierlech alleguete Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Rapportrice. Als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, der Madame Dall'Agnol fir d'Éischt emol villmools Merci fir hiren ausfëerleche schrëftlechen a mëndleche Rapport zu dem Gesetz, iwwert dat mer ëmmerhi sechsmol an der Gesondheetskommissioun diskutéiert haten.

Dëst Gesetz ass op där enger Säit eng Ëm-setzung vun enger Direktiv, déi en plus dréngend war, well den Délai den 2. Okto-ber 2007 ofgelaf war, a mer schonn eng Mise en demeure krute vun der Kommissioun. Mä des Direktiv ass awer och fir onst Land net neutral, an dat wäert ech haut am éischten Deel vu menger Inter-ventioun wëllen duerstellen.

Op där anerer Säit huet onse Gesondheets-minister eng Rei aner Punkten an d'Gesetz

gestach, déi fir déi eenzel Beruffer, déi se betreffen, och net ganz neutral sinn, an déi meescht, wann och net all, vun dese Mesurë betreffen d'Dokteren. Déi aner Beruffer - d'Madame Dall'Agnol hat se opge-zielt - sinn déi vum Apdikter, vum Vete-rinär, an déi sougenannten aner Gesond-heetsberuffer.

Wéi et zur Direktiv komm ass, huet d'Rap-portrice schonn erkläert. Nom Bäitritt vu Rumänien a Bulgarien war et néideg d'Le-gislatioun ze änneren, well déi hei Beruffer net ënnert déi aner Direktiv iwwer géige-säiteg Unerkennung vun Ausbildungs-titeln a Berufsqualifikatiounen falen an duerfir och net ënner onst Gesetz vum 19. Juni 2009. D'Medeziner waren iwwerengs, do wëll ech drun erënneren, deen éischte Beruff, fir deen an Europa eng libre circula-tion bestanen huet.

Elo geet et awer net nëmme drëm, fir déi rumänesch an déi bulgaresch Titelen un-zëerkennen. Dee Punkt, deen zu vill méi Diskussiounen gefouert huet, war deen, dass an Zukunft och Titelen aus Drëtt-länner unerkannt ginn, an zwar auto-matesch, wann déi Kandidaten en Titel hunn, dee vun engem anere Memberstat unerkannt ass, wou si awer misste während dräi Joer geschafft hunn.

Onst Land a seng Sozialversécherunge wäerten also an Zukunft net nëmme fir déi Dokteren aus de 27 Memberlänner op-stoen, mä och fir eng net bestëmbar Zuel vun auslänneschen Dokteren, déi ier-gendwéi dräi Joer an engem anere Land schaffen, do awer vläicht da keng beruff-lech Zukunft hunn a sech dann an deem Land néierloossen, deem allereenzegen an Europa, wou ee just en Diplom brauch an da quasi automatesch fir all Krankekesen d'äerf schaffen. Dem allereenzege Land also, dat keng Méiglechkeet huet, seng medezinesch Demographie ze regelen.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat beonrouegt net nëmme vun engem reng doktesch Point de vue, mä och wann een un ons Keesen denkt. Den Här Gesondheets-minister ass sech däers och bewosst, an ursprénglech sollt an d'Gesetz stoe kom-men, dass nëmme deen eng Auto-risatioun géif kréien, deen dräi Joer fir eng auslännesch Sécurité sociale schafft huet. Dat wier awer nëmme fir d'Gene-raliste gewiescht, an dat war och eng vun den Ursachen, dass de Statsrot dat ofge-lehnt huet, haaptsächlech awer, well et géif eng supplementär Konditioun zur Di-rektiv duerstellen an doduerch kengem Recours géif kënnen standhalen.

Et ass och duerchaus denkbar, dass Doku-teren, déi mer dréngend bräichten an déi héich spezialiséiert sinn, zwar scho méi oder weiniger laang schaffen, mä awer net fir e Sécurité-sociale-s-System. Dat be-trëfft natierlech awer haaptsächlech Spe-zialisten. Mä där brauche mer och, wa mer onse System wëlle fit maache fir Europa a fir d'Zukunft.

Besonnesch interessant ass awer och an onsen Aen an deem Kontext eng Bemier-kung vum Statsrot. Déi Bemierkung steet och am Rapport vun der Kommissioun, an zwar dass ee sech jo kéint virstellen, dass et an Zukunft och wäert Ausnahmen zum Conventiounement obligatoire géif ginn. An dat ass awer eng Bemierkung, déi en hellhéiereg mécht.

Et wär also interessant, vun lech, Här Mi-nister, ze héieren, wéi een des Bemierkung kéint ausleeën, respektiv wéi Dir se ausleet - à bon entendeur salut!

Deen zweete Punkt, deen ons passion-éiert huet an der Kommissioun, ass na-tierlech dee vun de Sproochkenntnisser - d'Rapportrice hat schonn drop ugeschwat -, déi en Dokter muss hunn, fir an onsem Land ze schaffen. Dese Punkt ass och re-levant fir aner Beruffer, mä awer vläicht net gradesou wichteg wéi bei den Dokteren. Et schéngt ons alleguete kloer, dass jiddwer Patient d'Recht misst hunn, ver-stanen ze ginn, wann e sech op Lëtzebuer-gesch, also an onser Sprooch, awer hei un en Dokter adresséiert. Et gétt Finessen an der Anamnese, déi ee muss verstoen, an dat ass oft eben net mat „my taylor is rich“ geden.

Do ware mer ons awer an der Vergaangen-heet schonn e puermol eng bluddege Nues huelen, well mer Lëtzebueresch als Kon-ditioun wollte stellen, fir an deemem Land

kënnen ze schaffen, well mer jo, wéi Der all wësst, offiziell dräi Sproochen hunn. An déi eenzeg Barrière, déi mer bis elo haten, fir eben dass ee muss Lëtzebueresch kënnen, fir zougelooss ze ginn, ass déi, dass en Dokter da strofbar ass, wann en e Feeler an der Behandlung mécht, well en de Patient net richtig verstanen huet.

Dese Fall ass an der Praxis selten, well Gott sei Dank ginn där Behandlungsfeeler net esou oft gemaach. Mä et ass wierklech pe-nibel, haaptsächlech fir déi eeler Genera-tioun, vun deene vill der duerch de Krich net esou vill Friemsproocher kënnen wéi mir an déi nächst Generatiounen, säin Zou-stand an enger Friemsprooch ze beschrei-ven, an dat ass awer haut heiansdo de Fall. Zwar ka jo jiddweree sech säin Dokter aussichen, mä an der Urgence ass een op deen ugewisen, dee grad Déngscht huet. Op där anerer Säit wësse mer awer och al-leguerte vu vill Demandë vu Patienten, déi léiwer wëllen an d'Ausland goen, fir sech behandelen ze loosse. Also schéngt déi Sproochbarrière och net fir jiddwereen en Obstacel ze sinn.

No laangen Diskussiounen also an e puer Aller-Retoure mam Statsrot ass déi Formu-latioun hei festgehale ginn, déi e bëssen e Spagat duerstellt an déi eng Chance huet, engem Recours standzehalen.

D'Sproochkenntnis ass net Viraussetzung fir d'Unerkennung vum Diplom - dat géif net goen -, mä nëmme fir d'Autorisation d'exercer. An hei ginn dann awer elo ver-schidde Viraussetzungen gestallt. Et muss een deemno Sproochkenntnisser a senger Disziplin am Däitschen oder am Franséi-schen hunn an déi dräi administrativ Sproocher vu Lëtzebuerg verstoe kënnen. Am Zweifelsfall kann de Gesondheets-minister de Kandidat duerch de Collège médical teste loosse an, wann hien d'Viraussetzung net erfüllt, him en Délai setzen, fir sech déi Connaissancë kënnen unzëeegenen.

Verschidde Membere vun der Kommissioun ass dëst net wäit genuch gaangen. An et muss ee sech och d'Fro stellen, ob dem Collège médical do net ze vill zou-gemutt gétt. Wann des „Épreuve - tès-chent Guillemets - méi oft soll duerchge-fouert ginn, wéi steet et da mat der Standardiséierung vun deenen Tester a wéi objektivierbar ass se?

Dat wäert wuel d'Zukunft oder - wie weess - vläicht och d'Gerichter entscheiden. D'CSV-Fraktioun huet an der Kommissioun majoritär desen Text ugeholl, well mer der Meinung sinn, dass en, op jidde Fall wat d'Modalitéiten ubelaangt, e Fortschritt duerstellt, wat d'Konditiounen betrëfft, fir hei kënnen ze schaffen. Et muss een elo ofwaarden, wat fir Quantitéite vun Testen de Collège médical wäert ze maachen hunn, besonnesch well hie jo - wéi d'Ma-dame Dall'Agnol sot - och aner Beruffs-kategorië muss testen.

Här President, vun deene Punkten, déi iwwert d'Ëmsetzung vun der Direktiv erausginn, also Ännerungen am Ausübe vum Beruff duerstellen, huet d'Madame Dall'Agnol schonn e puer Saachen opge-zielt. Ech wëll just punktuell der dräi oder véier uräissen.

Et ass an deemem Gesetz festgehale, dass jiddwer Dokter muss an engem Gardesys-tem matmaachen. Dat war bis elo esou net de Fall. En fait stoung an der Konven-tioun tèschent der repräsentativster Dokteschorganisatioun an de Keesen, dass all Dokter misst Déngschter maache bis zum Alter vu 55 Joer. Am 83er Gesetz iwwert den Exercice ass festgehale, dass sollt e Règlement grand-ducal dozou ge-holl ginn, deen et awer bis elo nach net ginn ass. Dese Prinzip gétt elo Gesetz. Mir haten och iwwert dese Punkt eng laang Diskussioun, an et misst jiddwerengem kloer sinn, dass an der Duerchféierung vun deene Gardë fir déi ënnerschiddlech Spe-zialitéite ganz grouss Differenze bestinn, an dass et net Garden a Gardë gétt. Wann ech elo géif an den Detail goen, dann hätt ech fir eng Stonn.

Et sief awer just gesot, dass et bis elo de Beruff war, dee sech organiséiert huet, fir déi Garden ze maachen: déi meescht Spe-zialisten am Spidol an d'Generalisten do-baussen, an - wéi déi Meescht vun lech wëssen - säit zwee Joer an de Maisons médicales. Wann een eemol vun där méi

östlecher Diskussioun iwwert d'Maison-médicalen a vu verschiddenen Enkpäss a verschidde Spezialitéiten an de Spideeler ofgesäit, esou funktionéiert dat haut net esou schlecht. D'Maisons médicales sinn - an dat kann den Här Minister sécher be-stätegen - eng regelrecht «success story».

De Conseil d'État huet fonnt, dass et awer mat enger Konventioun net gedoen ass, besonnesch och wou eng Indemnitéit fir déi Doktere virgesinn ass, déi sech do d'Nuecht ëm d'Ouere schloen an hir Praxis deen Dag drop zou hunn, mä dass eben dofir ee Règlement grand-ducal misst ge-holl ginn. Well dese System, deen een an engem Spidol nach kéint eventuell par voie hiérarchique regelen - an och do wäert op d'mannst an de private Spideeler eng Diskussioun ze féiere sinn, mä do-baussen hu mer et mat engem fräie Beruff ze dinn -, kann nëmme da funktionéie-ren, wann en a Kollaboratioun mat der Professioun ausgeschafft gétt.

Et wäert also zu engem Règlement grand-ducal kommen, deen de Kader stellt fir déi Organisatioun, an déi méi prezis Modali-téite wäerten iwwer Konventioun mat den Dokterer misse geregelt ginn.

Ze bemerken ass och, dass d'Zänn-dokteren, während och si müssen Déng-schter maachen, net geregelt si par Règle-ment grand-ducal, an dass dofir awer déi Spezialisten, déi net an de Spideeler schaf-fen - dat bescht Beispill sinn hei déi meescht Kannerdokteren -, zwar sollen un enger Garde deelhueen. Wéi dat awer soll genee goen, ass nach zimlech flou. Och do sinn also nach verschidde Punkten ze klären.

Den zweete Punkt, deen ech wollt ernim-men, dat ass dee vun der Suspension vum Droit d'exercer, deen och an deemem Gesetz verankert ass. De Gesondheetsminister kritt elo d'Recht - an dat ass och richtig esou, menge mir -, dann anzegräifen, wann en Dokter oder en aneren Profes-sionnel de la santé a sengem Exercice eng Gefor fir sech, mä awer haaptsächlech fir anerer duerstellt.

Dat war an der Vergaangenheet och an onsem Land e puermol de Fall. Ech erën-neren nëmme an déi Dokteren an déi Leit, déi deemools an d'Affär ëm de Mel-likshaff implizéiert waren. Do ass et ëm Scharlatanismus gaangen. Mä et ass awer och an e puer Fäll ëm de Gesond-heetszoustand vun deenen eenzelne Leit gaangen, déi vläicht net méi an der Lag waren, sech selwer kritesch an an hirer Ausübung vum Beruff kritesch anze-schätzen, fir dass et engem selwer opfällt, dass een net soll viruschaffen.

Déi Prozeduren, déi an deemem Punkt exis-téiert hunn, waren net effektiv a vill ze vill laangwierig. Duerfir ass an deemem Gesetz och eng Procédure d'urgence virgesinn. Eng Suspensioun kann ordonnéiert ginn op Expertise, an dat innerhalb vun zwee Méint. An et ass ze hoffen, dass an Zukunft ons Patienten hei am Land virun esou Fäll wäerten effektiv protegéiert sinn.

Et gétt och e Register vun alle Gesond-heetsberuffer agefouert. Och dëst eng Dé-cisioun, déi fir Patiente méi Kloerheet wäert bréngen. Jiddweree kann dese Re-gister konsultéieren, ier en dann den Dok-ter konsultéiert.

Ee weidere wichteg Punkt an deemem Ge-setz ass deen, dass et d'Recht vum Patient op Selbstbestëmmung an op Palliativmede-zin sanktionéiert, dat wuel scho fir d'Spidolsdoktere bannend war, net awer am ambulante Beräich. Déi Mesure soll all Patiente garantéieren, dass si och elo do-baussen d'Recht hunn, an deemem Punkt matzeschwätzen, an dass hir Décisiounen respektéiert ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Des Bestëmmung ass an der Praxis am ambu-lante Beräich vläicht nach méi wichteg wéi an de Spideeler, well et de Patiente wäert erlaben, an hirem vertraute Krees ze bleiwe bei hire Familjen, wa si wëllen doheem bleiwen. Keen Dokter, keng Infirmière ka si da géint hire Wëllen an d'Spidol schécken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif nach kuerz wëllen ee Punkt uschwätzen, deen ursprénglech an deemem Gesetz stoung, an zwar am Artikel 20,





deen ass awer iwwer Amendement vun der Kommissioun erauskomm, an dat war dee vun den Dokteschassociatiounen. Et war virgesinn, dass all Dokteren, déi sech wéilten zesummendoen, fir ze schaffen, missen hire Kollaboratiounsprojet dem Collège médical virstellen, deen dee misst approvieren. Dat ass et bis elo scho ginn. Et war awer fakultativ. An déi allermeeschten Associatiounen hunn ouni Kontrakt geschafft. Ech soen lech och, firwat.

Stellt lech vir, Dir maacht mat Ärer Fra oder mat Ärem Mann eng Praxis op, an da géift Der nach e Contrat d'association maachen, zousätzlech zu Ärem Contrat de mariage. Dëst Beispill, fir ze weisen, dass et d'Kollaboratioun an onsem Beruff op verschiddenen Niveaue gëtt an dass, wann een esou e Kontrakt mécht, deen eng gewësse Rechtssécherheet misst hunn. Dat versti sécher heibanne besonnesch gutt d'Kollegen aus der Affekotbranche, déi rezent e Gesetz iwwer hire Beruff kruten, an deem och d'Associatioun geregelt goufen.

Verschidde Fräiberuffler hätten et gäre gesinn, dass ee Gesetz iwwer d'Associatioun bei alle fräie Beruffen, dat gültig wär, fir all hir Beruffen ze regelen, sollt geholl ginn, mä dat war awer net méiglech. D'Diskussioun ass beim Affekotegesetz gefouert ginn. Et gëllt, bei den Doktere Froe vun där eventuell gedeelter Responsabilitéit, vun der Faturatioun mat de Patienten an de Keesen a vun der Continuité des soins fir d'Patienten ze verankeren. Ganz ofgesi vun där Fro, wat fir eng Personnalité juridique esou eng Associatioun hätt. Mat esou engem Kontrakt kritt Der net emol en Téléphone bei der Post.

Dës Froe leien onser Meenung no net an de Kompetenze vun Collège médical, well et gëllt villméi elo esou séier wéi méiglech ee Gesetz ze schreiwen, wat den Dokteren erlaabt, an och deenen anere Gesondheitsberuffer, selbstverständlech - d'Kinée sinn ugeschwat ginn -, sech an enger Société civile libérale zesammenzedeoen, well nëmmen esou e Kader kann dem Patient och déi néideg Sécherheet bréngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës puer Remarquë wollt d'CSV-Fraktioun zousätzlech zu der Madame Dall'Agnol hirem Rapport maachen. Mir mengen, dass dëst Gesetz an e puer Punkte méi Transparenz a méi Präzisioun an eng Rei Exercicë vu Gesondheitsberuffer bréngt. Wéi aus mengen Ausféierungen erausgeet, sinn déi meescht, déi brisantst am Domän vun der Medezin ugesiedelt.

Et bleiwen eng Rei Froen op, sou dass mer nach e bësselchen Aarbecht an deem Domän hunn, déi muss op de Leescht geholl ginn. An ech mengen, verschidden Entwécklung muss een och am A behalen. Duerfir géife mir et ganz flott fannen, wa mir no 18 Méint kéinten e Bilan iwwer d'Gesetz zéien.

Ech géif lech wëllen heimadder och den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn a soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Mergen. Als nächste Riedner ass den Här Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Rapportrice, d'Madame Claudia Dall'Agnol, ass scho ganz ausféierlech op dësen dach, géif ech soen, relativ technesche Projet agangen. Dat erlaabt mir, fir net nach eng Kéier datselwecht ze widerhuelen. Ech wëll hir op alle Fall villmools Merci soe fir hiren exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Ech wéilt dofir just op e puer Punkte vun deemem Projet agoen. Ier ech dat awer maachen, wëll ech trotzdeem mäi Bedauern zum Ausdrock bréngen, dass et esou laang gedauert huet, bis dass dee Projet konnt hei an der Chamber diskutéiert ginn. Sou, wéi et d'éinescht scho gesot ginn ass, berout deen Text hei op Direktive vun 2005 an 2006; sou, wéi et och scho gesot ginn ass, hate mer hei zu Lëtzebuerg souguer eng Mise en demeure kritt. Mir sinn also als Demokratesch Partei der Meenung, dass deen heite Projet schonn hätt kënne vill, vill méi fréi hei an der Chamber diskutéiert ginn.

Här President, scho bei der leschter Diskussioun iwwer d'Zouloossungsrecht vun de medezinesche Beruffer hei zu Lëtzebuerg - dat war de 4. Juli 1995 - stoung haaptsächlech d'Problematik vun de Sproochen och deemools am Kär vun den Diskussiounen. Et war selbstverständlech haaptsächlech och d'Debatt deemools iwwer d'Sproochkenntnisser, wéi eng Sproochkenntnisser déi auslännesch Dokteren, déi sech wéilten hei zu Lëtzebuerg etabléieren, missten hunn.

Deemools, entgéint zu haut, géif ech soen, wa déi zoustänneg Chamberskommissioun der Iwwerzeegung, dass en fait d'Connaissance vun Lëtzebuergesche praktesch e Préalabel misst sinn, fir sech dierfen hei zu Lëtzebuerg ze etabléieren an och kënnen ze exerzieren.

Deemools war et awer esou, dass dunn de Conseil d'État sech deem formellement opposéiert huet. E war der Meenung, dat géif dem Droit communautaire widderstoussen. Et ass deemools e Kompromiss fonnt ginn, deen doranner bestanen huet, dass Sproochkenntnisser eng ethesch an och deontologesch Obligatioun vun den Doktere wäeren, wat de Moment och géif hir disziplinaresch, penal an och zivil Responsabilitéit engagéieren.

Dee Prinzip vun deemools, dee vun Conseil d'État virgeschloe gi war, war an eisen Aen, an den Ae vun der Demokratescher Partei net zefridde stellend. Dat schéngt an der Zwëschenzäit, wéi gesot, och de Statsrot agesinn ze hunn.

Wéi ass et soss ze erklären, dass de Statsrot dës Kéier a puncto Sproochkenntnisser vill méi exigent ass, wéi dat am initialen Text de Fall war? Ech wëll net nach eng Kéier op d'Detailer zrëckkommen, d'Madame Claudia Dall'Agnol huet dat ganz explizit gemaach.

Här President, de Problem vun de Sproochen oder d'Sproochverständnis hei zu Lëtzebuerg soll ee grad am medezinesche Beräich nëmmen net ënnerschätzen. Jiddweree vun eis heibanne kennt Leit, déi sech beklot hunn, well se net eens gi sinn, haaptsächlech am Spidol an esou virun, well se net wossten, mat deenen Dokter, wou se behandelt hunn, mat deene kënnen ze kommunizéieren. Dat ass also e ganz reellen, gravé Problem, net nëmmen an de Spideeler, mengen ech, och géif soen, och an den Altersheimen, an de Gériatrien an esou virun.

De Problem beschränkt sech net nëmmen op d'Dokteren, mä ech géif soen op d'Gesamtheit vun medezinesche Personal an den Arichtungen; ech denke beispillsweis un d'Infirmiären an och un d'Flegepersonal.

Sécherlech ass et op där enger Säit richtig, dass, wann en Dokter kee Lëtzeburger gesch kann, d'Clienten, déi verstinn net gutt Franséisch oder esou virun, oder net gutt Däitsch, da féiert dat forcément zu Problemer an der Kommunikatioun.

Ech muss awer och soen, dass dee Sproochenaspekt awer net soll zu eesäitegen Diskussiounen féieren, well et kann en zweeschneidegt Schwert sinn. Wéi reagiere mer beispillsweis, wann an engem ganz, ganz spezialiséierte Beräich hei zu Lëtzebuerg en dréngende Bedarf ass, fir en Dokter ze fannen, sech awer nëmmen Doktere mellen oder en Dokter mell, deen déi dräi Sproochen net genuch kennt? Soe mer dee Moment: „Jo, neen, lauschtert, Dir kennt d'Sproochen net.“

Da komme mer also dem medezinesche Besoin net no. Och dat kann zu Enkpäss féieren.

Dat heescht an anere Wierder, déi Problematik ass net ganz einfach ze tranchéieren. Och wa fir eis Patiente selbstverständlech d'Kommunikatioun am Mëttelpunkt ëmmer muss stoen, esou solle mer trotz allem awer dorauer net eng Glawensfro maachen.

(**Mme Anne Brasseur prend la présidence.**)

Zousätzlech ass et jo och esou, dass déi Problematik vun de Sproochen net ëmmer déiselwecht ass. Ech sinn der fester Iwwerzeegung, dass beispillsweis déi verbal Kommunikatioun vill, vill méi wichteg ass beim Kontakt tëschent dem Patient mat sengem Generalist, wéi dat beispillsweis bei Operatiounen ënner Vollnarkos de Fall

wäert sinn. Ech hunn dëst Beispill ganz bewosst geholl, well déi Diskussioun, déi kann ee selbstverständlech ad absurdum féieren, wat mer awer sollen évitéieren.

Här President, ech wollt awer och nach op en zweete Problem...

► **Mme le Président.** - Här Wagner, ech wollt lech drop opmierksam maachen, dass e Changement an der Présidence ass.

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Madame Presidentin, Dir rassuréiert mech, dass mäi Réck esou elo assuréiert ass.

(**Hilarité et interruption**)

Här President...

(**Hilarité**)

Madame Presidentin, deen zweete Problem, wou ech awer hei nach wollt uschneiden, ass e Problem, dee sech allgemeng a ville Länner stellt, mä deen och Lëtzebuerg ouni Zweifel net verschont huet. Ech schwätze vun der sougenannter Pléthore médicale. Als klengt Land mat offene Grenzen ass et selbstverständlech, dass mir vun deem Problem net konnte verschont bleiwen.

De Moment hu mer hei zu Lëtzebuerg, wa meng Renseignement richteg sinn, am Ganzen 1.185 Dokteren, dorënner 304 Generalisten, 602 Spezialisten an 279 Zänndokteren; dat heescht, mir hunn hei e Schnëtt vun 2,36 Dokteren op 1.000 Awunner. Domadder si mer selbstverständlech och wäit ewech vu belschen oder italiensesche Verhältnissen. An der Belsch beispillsweis läit deen Taux bei 4,39 Dokteren op 100 Awunner. An an Italien, wou, wat déi meeschte Leit net wëssen, mer e puer dausend Dokteren am Chômage hunn, do läit den Taux souguer bei 6,14%.

Mir sollen also eis Aen net verschléisse virun deem dote Problem. An et gëtt zousätzlech och zu Lëtzebuerg, och dat soll een net verkennen, verschidden Dokter, haaptsächlech jonk Dokter, wou doudsécher net zu de Groussverdénge zielen, Dokter, wou Schwieregkeeten hunn, ganz am Ufank vun hirer Carrière haaptsächlech, well se konfrontéiert sinn op där enger Säit mat awer dach trotzdeem héije Frais-d'établissements, a well se op där anerer Säit d'Méiglechkeeten och net haten, eng Clientèle opzebauen.

Dee Phenomeen also vun der Pléthore médicale stellt sech ouni Zweifel och hei zu Lëtzebuerg an ass am Laf vun de Joren och ëmmer méi grouss ginn duerch den ëmmer méi massiven Etablissement vun auslänneschen Dokteren.

De Moment ass jo d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg esou, dass ee ka soen, dass mer éischter net genuch Generalisten hunn, mä dass mer awer op där anerer Säit ganz vill Spezialiste kréien, an net genuch Generalisten. Dat wëllt soen, dass et ganz schlecht ass fir déi medezinesch Grundversuergung. Op alle Fall ass dat hei keng gesond Evolutioun.

Leider ass et awer esou, dass et net onendlech vill Méiglechkeete gëtt, fir deem Phenomeen vun der sougenannter Ärzteschwemm entgéintwierken ze kënnen. Eng wéi och ëmmer gaarten national Léisung géif vläicht eppes bréngen, mä mir géifen awer do ouni Zweifel riskéieren, fir géint den europäesche Prinzip vun der Liberté de service ze verstoussen.

D'Pléthore médicale huet awer trotzdeem hire Präis. Loosse mer och dat net vergiessen. Rezent, oder viru Jore war et, virun e puer Joer ass an der Belsch eng Etüd gemaach ginn, wou erauskomm ass, dass all zousätzlechen Dokter op honnert Awunner déi belsch Sécurité sociale géif 2.250 Euro kaschten. Fir Lëtzebuerg leie mengen Informatiounen no leider déi Chifferen net vir.

Mir mussen awer op alle Fall an dëser Saach handeln, well, esou wéi d'Madame Mergen et schonn d'éinescht ugeschnidde huet, soss gëtt et op eemol e grouse politesche Sujet, an dee politesche Sujet kann optauchen, wa beispillsweis d'Gesondheetskeess géif soen, dass et fir d'Zukunft net méi automatesch wär, dass all Dokter, wou hei zu Lëtzebuerg etabléiert wär an exerziere géif, dass deen och automatesch an der Konventioun mat der Krankekeess, mat der Gesondheetskeess - pardon! - virgesi wär.

Mir mussen also ganz gutt oppassen, well dat doten, dat géif onweigerlech zu deem System vun der Zweeklassesmedezin féieren, e System, vun deem ech mengen dierfen ze soen, dass heibannen op alle Fall keen e wëllt.

Madame Presidentin - et huet jo net changéiert, neen?

► **Mme le Président.** - Neen!

(**Hilarité**)

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Dat si Gedanken an Iwwerleeungen, wou ech frou wär, wa se kéinten an der zoustänneger Chamberskommissioun, dat heescht an der Kommission de la Santé emol eng Kéier intensiv diskutéiert ginn. Och wär ech ganz besonnesch gespaant, wa mer dem zoustänneger Minister, wa mer géife seng Vuë kréien, an och dee Moment seng Propositionen, wéi mer kéinten zesumme fueren. Dat wär ouni Zweifel eng ganz nätzlech Diskussioun. Dobäi wär ech awer och frou, wann dee Moment déi betraffe Beruffsorganisatiounen och kéinten Hiert zu deem Phenomeen soen.

Här President, Madame Presidentin, ier ech zum Schluss kommen, nach vläicht zwou just punktuell Remarquen zu deem Gesetzesprojet. Déi éischt ass déi: Am Punkt 20 vum Gesetz, do geet et ëm d'Infektiionskrankheeten, déi mussen deklaréiert ginn. Hei kéint een ouni Zweifel den Doktere ganz vill entgéintkommen, wa se kéinten déi dote Fall op elektronischem Wee mellen an dee Moment an eng sougenannt Datebank eraginn. Dat géif zousätzlech och den Dokter erlaben, oder dozou féieren, dass den einzelnen Dokter e besseren Iwwerbléck iwwer esou Fall hätt.

En zweete Punkt a leschte Punkt, dat ass den Artikel 34 vun deemem Text, wou drasteet, dass hei zu Lëtzebuerg all Medeziner, all Dokter muss eng Assurance ofschléissen. Mä et wär vläicht ganz sennvoll, wann déi Assurance, wann all Dokter obligéiert wär, an engem gewëssene Rhythmus eng Kopie vu senger Assurance beispillsweis beim Collège médical eranzeginn, oder - wat d'Veidokteren ubelaangt - am Collège vétérinaire. Ähnlech wéi dat beispillsweis och am Contrôle technique vun den Autoen ass, wou een och muss eng Assurance kënne virweisen, fir den Auto nees konform erkläert ze kréien. Dat op alle Fall géif eis erméiglechen, fir sécher ze sinn, dass hei zu Lëtzebuerg all Dokter där Obligatioun géif nokommen.

Dat gesot, Madame Presidentin, awer ginn ech selbstverständlech den Accord vun der Demokratescher Partei zu deemem Projet de loi.

Merci.

► **Mme le Président.** - Merci, Här Wagner. Deen nächsten agedroenen Orateur ass den Här Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - Merci, Madame Presidentin. Nodeem hei d'Madame Dall'Agnol op eng absolut sachlech an ausféierlech Aart a Weis déi verschidde Facettë vun deemem Projet de loi duergestallt huet, souwuel dat, wat an deenen europäeschen Direktiven drasteet, wéi och dat, wat elo u punktuellen Adaptatiounen un eiser Gesetzgebung par rapport zu deene verschiddene Beruffer vun Dokter, Zänn-dokter, Veterinär-dokter, Apdikter an esou virun, gemaach ginn ass.

An nodeem och déi zweet Rapportrice, d'Madame Stein, vun deemem Projet dat nach eng Kéier widerholl huet a souguer méi ausféierlech an d'Detailer gaangen ass. An nodeem och de Carlo Wagner, mäi Kolleg Carlo Wagner, fréiere Gesondheitsminister, nach eng Kéier méi spezifesch op e puer Aspekter dovunner agangen ass, notament nach de Sproochenaspekt, virun allem deen, deen - mengen ech - eng interessant Dimension huet, wëllt ech hei mech nëmme kuerz dozou äusseren.

Fir d'Éischt, well ech am Prinzip keng gréisser Dissensiounen hu mat deem, wat am Projet de loi drasteet, a mat deem, wat



och hei vu menge Virriedner gesot ginn ass. A well ech och keng Loscht hunn, alles dat ze widderhuelen, wat hei scho gesot ginn ass, a well ech souwisou och nach hannenno muss op en aneren Aspekt vun eiser Gesondheetspolitik méi an den Detail agoen. Ech wéilt vläicht just e puer punktuell Bemierkunge maachen, déi mer wichteg erschéngen.

Zum engen zum Sproochenaspekt, wou den Här Wagner scho gesot huet, wou mer eis an der Kommissioun no engem längeren Hin an Hier awer op eng Aart Kompromissformel géenegt hunn, déi och fir eis absolut akzeptabel ass, well et effektiv du pour et du contre gétt. Den Här Wagner huet virun allem geschwat vun de Verständnisschwieregkeeten, déi kéinten optrieden tëschent de Patienten an dem Dokter, wann deen net iwwert déi néideg Sproochkenntnisser géif verfügen.

Ech géif an deem Sënn souguer nach eppes anescht derbäifügen. Et gétt Etüden, déi noweisen, datt e gutt Verhältnis vum Patient zu sengem Dokter oder vum Dokter zu sengem Patient, well dat baséiert jo och op relativ gudden Sproochkenntnisser - et ass jo emol eng Voraussetzung dovun -, datt, wann esou e gutt Verhältnis besteet tëschent Dokter a Patient, am Fong den Dokter selwer nëmmen duerch dee Kontakt mam Patient dee beschte Placebo ka si fir d'Heelungschancé vun deem Patient, mat deem en ëmgeet. Dofir spillt natierlech d'Sproochkenntnisser schonn eng gewësse Roll.

Op där anerer Säit hu mer natierlech awer och dee Fait, deen hei och vum Här Wagner richtegerweis ervirgehewe ginn ass, datt déi Sproochkenntnisser awer keng absolut Barrière dierfe si par rapport zum Zougank op eise Marché vun den Dokteren, déi aus dem Ausland heihinnerkommen an déi eventuell net direkt, mindestens an enger éischer Phas net direkt, iwwert déi néideg Sproochkenntnisser verfügen. Si solle wierklech awer dann d'Chance kréien, sech lues a lues esou Sproochkenntnisser unzëeegenen.

Da wéll ech just nach agoen op een Aspekt, dee mir uewe läit an deem Gesetz, dat ass deen, datt ech dat Gesetz hei e wéineg och kucken aus der Siicht vum Patient. Net aus der Siicht vun de Professions de santé, vun den Dokteren an esou virun, mä aus der Vue vum Patient. An do ass ee vun de wesentlechen Aspekter deen, datt de Patient erwaart vu sengem Dokter, datt en iwwert déi noutwendeg medezinesch Kenntnisser verfügt, an zweetens, datt e sech um Courant hält iwwert d'Evolution vun deenen neisten Erkenntnisser um medezinesche Gebitt.

Dofir ass et esou, datt dat, wat elo am Gesetz steet, schonn e gewëssene Fortschritt ass. Dat heescht, datt de Minister kann agräifen, wann elo en Dokter, wéi d'Madame Stein dat esou schéin hei gesot huet, eng Gefor géif gi fir de Patient oder fir sech selwer, datt en da ka suspendéiert ginn. Dat fanne mer ganz gutt.

Positiv och, datt, wann een eng länger Zäit net méi praktizéiert huet, een da muss eng gewëssen Adaptatioun vun der Formatioun maache mat Stagen derbäi, och dat fanne mer ganz sécherlech positiv. Mir mengen awer, datt dat net duergeet. An eisen Aen ass et kloer, datt et esou misst sinn, grad am Beruff vum Dokter, dee mat Kranken ëmgeet, wou et also ëm Gesondheet geet, wou et heiansdo ëm Liewen an ëm Doud ka goen, datt et grad do misst an eisen Aen esou sinn, datt all Dokter sech misst no senger universitärer Ausbildung enger Formation continue obligatoire ënnerwerfen. Dat kann an eisen Aen net aneschters sinn.

Och an anere Professione gétt vu Formation continue geschwat, wou eng Formation continue als obligatoire géllt. Dat ass dann awer grad wichteg am Beruff vum Dokter, well et jo do wierklech dann ëm Froe vu Verbesserung oder Verschlechterung vun der Gesondheet geet, vu Krankheeten, déi zum Doud kënnen féieren, zu vill Leed an esou virun. Do kann et net sinn, datt do Dokteren do sinn, déi refuséieren, eng seriö Formation continue ze maachen.

D'Situatioun ass jo elo hei zu Lëtzebuerg, datt et positiv Elementer an deem Sënn gétt iwwer verschidde Sociétés scientifiques médicales engersäits, anerersäits iwwert d'Alformec, déi esou Formatiouncoursen ubitt. Mä dat si keng obligatores Coursen. Dat si Coursen, déi ugebuede ginn, déi vun engem gréisseren Deel - wou een ni genau weess, wéi vill Prozent - vun den Doktere suivéiert ginn.

Ech hunn awer mat Doktere geschwat, déi déi Coursé maachen, déi soen, leider wieren et ëmmer déiselwecht, déi net géifen dohinnerkommen an déi déi Formation continue net géife matmaachen, sou datt déi am Fong stoe bleiwen op engem Niveau vu Formatioun, deen heiansdo zéng, 15 Joer al ass an heiansdo souguer méi.

De Problem ass awer grad an der Medezin, datt mer konfrontéiert si mat enger Disziplin, wou medezinesch Wëssen an deene verschiddene Beräicher vun Diagnostic, vun Therapie an esou viru sech praktesch all siwen, aacht, néng Joer komplett erneiert. Dat heescht, en Dokter, dee virun 20 Joer op der Uni war a keng Formation continue gemaach huet, deen ass ganz einfach haut net méi up to date, fir op eng seriö Aart a Weis e Patient kënnen ze behandelen.

Duerfir also déi Fuerderung, déi mir hunn, fir Formation continue ze maachen. Woubäi mer awer wëlle spezifizéieren, datt mer ënner Formation continue net dat verstinn, wat een esou heiansdo emol a Presseberichter, a kritesche Presseberichter liest, wou dann Dokteren anscheinend Formations continues gemaach hunn op Kuba oder op de Bermudas oder sou beim Swimmingpool, op d'Käschten net vun der Gesondheetskeess, mä finanzéiert vu pharmazeuteschen Entrepreneuren, wou et genügend...

#### (Interruption)

Gelifit?

► **Une voix.** - Segelturn!

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - ...Beispiller gétt, datt dat awer anscheinend d'Formation continue vun esou munche Medeziner schéngt ze sinn.

Ech wéll dat net verallgemengeren, also wierklech net verallgemengeren. Mä et héiert een awer munch esou Saachen iwwer sougenannte Formations continues. Dat, mengen ech, ass net mat Formation continue gemengt; ech wollt et hei just erwähnen.

Mir mengen, datt et eng seriö Formation continue misst gi fir all Dokteren. A fir esou eng Formation continue ze garantéieren, Här Gesondheitsminister, si mer der Meinung...

...si mer der Meinung, Här Gesondheitsminister...

#### (Interruptions)

► **Mme le Président.** - Här Minister!

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - ...si mer der Meinung, Här Gesondheitsminister...

► **Mme le Président.** - Ee Moment! Ech géif wann ech gelifit den Här Minister bidden, dem Orateur nozelauschten! Merci, Här Minister.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Wann ech vu léiwen Deputéierten ofgelenkt ginn...

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - ...bleiwen ech awer der Meinung, Här Gesondheitsminister, datt et d'Aufgab vun engem Gesondheitsminister ass, fir e seriö Konzept vun enger Formation médicale continue obligatoire fir Prestateurs de soins ze entwéckelen an Diskussiounen doriwwer ze entaméiere mat de Représentants officiels vun deene Professions médicales a Professions de santé concernées, a souguer, datt et och d'Aufgab vum Gesondheitsminister ass, mat deenen zesummen um logistesche Plang an eventuell um finanzielle Plang eng Mise en place vun esou Formations continues obligatoires an d'Wee ze leeden.

Mir gi souguer méi wäit als Gréng. Mir gi souguer méi wäit an enger Motioun, déi ech hei dann déposéieren, gi mer esou wäit fir ze soen, datt misst dru geduecht ginn, Dokteren, déi dat net bereet wären ze maachen, datt déi misste kënnen sanktionéiert ginn.

#### Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que les connaissances scientifiques en matière médicale évoluent de manière de plus en plus rapide;*

- *considérant que cette évolution ultrarapide se fait à tous les niveaux: mesures préventives, détection précoce, diagnostic, thérapeutique et réhabilitation;*

- *considérant que les patients malades sont en droit de revendiquer une prise en charge moderne et adaptée au progrès médical de la part des prestations de soins médicaux;*

- *regrettant cependant que tel n'est pas toujours le cas même si en moyenne les soins médicaux s'effectuent à un niveau plus qu'honorable;*

- *saluant les efforts de formation médicale continue entrepris par certaines sociétés scientifiques médicales ainsi que par l'Alformec - Association luxembourgeoise pour la formation médicale continue;*

- *regrettant cependant le fait qu'un certain nombre de prestataires de soins semblent ne pas se montrer concernés par la nécessité d'une formation continue en sciences médicales;*

- *rendant attentif à la nécessité d'une formation continue véritable, indépendante et critique par rapport aux offres multiformes «d'information médicale» proposées par certaines firmes pharmaceutiques;*

invite le Gouvernement

- *à élaborer un concept de formation médicale continue obligatoire pour tous les prestataires de soins médicaux;*

- *à entamer des discussions avec les représentants officiels des professions médicales et des professions de santé en vue des modalités et programmes de ces formations continues;*

- *à encourager sur le plan logistique et financier la mise en place de telles formations continues obligatoires;*

- *à sanctionner les prestataires de soins médicaux refusant de se soumettre à de telles formations continues.*

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Henri Kox.

Dat ass eng Motioun, déi ech hei déposéieren, Madame Presidentin, a wou ech dann hoffen, datt mer bei Geleeënheet eng Kéier doriwwer kéinten diskutéieren, ob dat elo och an der Kommissioun ass - den Här Wagner huet jo aner Propose gemaach, wat ee misst an der Kommissioun vun der Santé diskutéieren -, mä hei ass op jidde Fall eppes, wat mer elo emol wollten an d'Debatt geheien, well mer dat als wichteg emfannen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci, Här Huss. Deen nächste Riedner ass den Här Colombero.

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Merci, Madame Presidentin. Fir d'Éischt e schéine Merci un d'Madame Claudia Dall'Agnol fir dese schrëftlechen a mündleche Bericht. Hei ass vill gesot ginn, an ech mengen, et kann ee mat villes d'accord sinn, awer ech hunn iergendwéi meng Retizenzen. Firwat? Well et an der Praxis ganz aneschters ausgesäit, wéi dat hei duergestallt gétt.

Fir de Moment hu mer eng Medezin, déi ëmmer méi an dat Maschinell erageet. Mir iwwerloosen de Maschinnen, sief et Scanneren, PET-Scanneren, Ultraschall oder wéi och ëmmer, mir iwwerloosen de Maschinnen de Privileg fir d'Diagnos ze maachen.

An dat fannen ech net ganz gutt. Mir wëlle jo gär eng Revalorisatioun vum Generalist, vum Hausdokter. An ech mengen, op déi Voie misste mer hischaffen, fir déi dann ze stäerken.

Wat ass dann déi optimal Solutioun? Dat ass eng exzellent Relatioun tëschent dem Dokter engersäits an dem Patient déi aner Säit.

Den Här Huss huet hei geschwat, den Dokter wär dat bescht Placebo. Et ass net wouer, den Dokter ass dat bescht Medikament. Et gétt keen anert Medikament wéi den Dokter. Firwat? Well den Dokter selwer kann de Patient dohinner leeden,

wou e muss geleet ginn, dat heescht zur Gesondheet.

An deen Dokter, dee sech ongeféier bei där éischte Kéier, wou en de Patient gesäit, 45 Minutten Zäit gétt, dee muss amstand sinn, fir a 95% vun de Fäll ze soen, déi Persoun huet déi an déi Diagnos. An déi Diagnos muss ënnermauert gi mat enger eenzeger Analys, an da muss dat stoen. Okay, et gétt Fäll, wou en dat net ka maachen, dat sinn déi fënnf aner Prozent, mä op jidde Fall, no 45 Minutte muss den Dokter capabel sinn, fir ze soen, déi an déi Krankheet huet de Patient.

Et deet mer leed, een, deen dat besser kann, dat ass e Genie. Ech sinn dat net. Mä op jidde Fall, ech si geléiert ginn, fir dem Patient nozelauschten. An do ass déi éischt Konditioun, dat ass eben d'Kommunikatioun mam Patient. Dir hutt lech scho vläicht gefrot: Wat ass méi schwéier, wien huet déi schwéierst Tâche? Ass dat de Veterinär, deen d'Déier muss behandelen? Ass dat de Pédier, deen den Nourrisson muss behandelen? Oder ass dat den Dokter, deen en Erwuessene muss behandelen? Wien huet déi schwéierst Tâche?

A priori mengt een, de Veterinär hätt déi schwéierst Tâche oder de Pédier mam Nourrisson. Et ass net wouer. Wann ee méi déif an d'Substanz erageet, da gesäit een, dass déi schwéierst Tâche effektiv de Generalist oder de Spezialist huet, deen en Erwuessene muss behandelen. A firwat? Ma well deen Erwuessenen huet eng bestëmmte Psychologie, eng ganz komplex Psychologie. An ech erënneren, wann een de Mo wéi huet, da kann ee vläicht de Mo wéi hunn, well een ze vill schlecht giess huet oder wann ee gefëmmt huet. Mä et kann een och de Mo wéi hunn, wann ee gemobbt ginn ass, op der Aarbecht zum Beispill.

Et ass eng Saach vu Psychologie. An et ass ganz wichteg, fir déi Psychologie kënnen ze iwwermëttelen. An déi Psychologie, fir déi ze iwwermëttelen, do muss een eng Kommunikatioun hunn an et muss een déi Konversatioun beherrschen.

Ech hunn an der leschter Zäit verschidde Patienter verluer. An ee Fall, dee läit mer ganz uewen. Et ass eng Patientin, déi am Krich opgewuess ass. Si ass an eng Klinik ageliwwert ginn, well se Häerzproblemer hat. Den Dokter huet seng Aarbecht ganz gutt gemaach, deen ass herno an d'Vakanz gaangen, zwee, dräi Deeg an d'Vakanz gaangen, do ass en ersat ginn.

Den Ersatzdokter, deen d'Sprooch net beherrscht huet, d'Infirmiären an deem Spidol hunn och net Lëtzebuergesch geschwat. Dunn huet d'Madame iergend eppes signaliséiert am Beräich vum Bauch. Den Dokter huet - wat e verstanen huet, weess ech net -, mä op jidde Fall huet en eng Gastroskopie gemaach. Déi Patientin huet sech gewiert, a wéi et fäerdeg war, ass déi Patientin un der Gastroskopie gestuerwen. Firwat? Well se ënner Antikoagulantie war. Dat heescht, si hat Blutgerinnungsmëttelen.

Et hätt net misse sinn. Et ass passéiert. Mä do gesitt Der, awéifern dass dat wichteg ass, wann ee Patient ka schwätzen a soen, wat en emfënt.

Wéi gesot, Kommunikatioun ass dat Allerswichtigst. Et ass ganz schwéier, wann eng Persoun déi aner Persoun net versteet.

Schwéier ass et och, wann en Interpret, een Dolmetscher derzwëscht ass. Mir hu ganz vill portugiesesch Leit hei, déi kënnen wierklech net Lëtzebuergesch schwätzen, och net Franséisch. Da bréngt se en Dolmetscher mat. Elo stellt lech vir, de portugiesische Patient seet sengem Dolmetscher, wat en huet. Den Dolmetscher seet dem Dokter, wat de Patient mengt ze hunn. Den Dokter stellt dem Dolmetscher Froen zréck, an dat soll de Patient da beäntwerten. Elo stellt lech emol vir, wann do intim Froe gestallt ginn, awéifern ass dee Patient bereet, fir sengem Dolmetscher ze soen, wat en a senger intimer Sphär fillt.

Ech mengen, en ass guer net bereet, fir eppes ze soen, an duerfir ass et ganz wichteg, fir nach eng Kéier drop ze insistéieren, dass d'Kommunikatioun enorm wichteg ass.

An ech kommen op ganz reng Detailer, op d'Finesse vun der Sprooch. Ech hunn awer ee Symptom, Péng. Ech muss kënnen eng





Péng beschriewen. Eng Péng, déi ka stiechend sinn, pickeg. Eng Péng, déi ka pulsatil sinn, dat heescht klappend. Eng Péng, déi kann ee Krampf duerstellen, eng verkrampfte Péng. Eng Péng, déi ka räisend sinn. Eng Péng, déi kann einfach stomp sinn, erdréckend sinn. Dat sinn u sech schonns fënnf verschidden Aarte vu Péngen, déi kënnen accompagnéiert si mat Symptomer, lwwelzegheet, Bass oder och aner Saachen.

Op jidde Fall, all Symptom huet seng Finesse, an dee Patient muss kënnen dem Dokter iwwermëttelen, oder den Dokter muss de Patient froen, wéi dee Symptom dann do wierklech ausgesäit. Firwat? Well op Basis vun dëser Ausso muss den Dokter kënnen soen: Dat ass d'Diagnos, déi ech stelle muss. An dofir brauch ech déi paradiagnostesch Method uwenen, fir zu 100% - oder esou gutt wéi et geet - d'Krankheet feststellen ze kënnen.

Ech mengen, dat ass dat Allerwichtigst. An do kann ech mer net virstellen, wann do een Dokter vun engem bulgareschen oder rumäneschen, vun engem EU-Land heihinnerkënn, dass deen, obschonn dee vläicht 300, 400 Wieder Lëtzebuergesch kann, dass deen allegueren déi Finessé vun der Sprooch do beherrscht. An duerfir géif ech mengen, et wär enorm wichtig, dass mer do oppassen, well anerefalls verpasse mer d'Diagnos.

Mir verpassen net eleng d'Diagnos, mir setze vläicht de Patient a Gefor. Et ka sinn, dass den Dokter seet, okay, ech schreiwen eng Pëll op, an iwwermuer ass et eriwwer. Mä et kann och sinn, dass dee Moment d'Krankheet weidergeet.

Mir verpassen d'Diagnos, an d'Krankekeess oder d'Gesondheetskeess muss dann herno derfir opkommen, well d'Diagnos net zur rechter Zäit gesat ginn ass. Duerfir si mer am Prinzip net d'accord mat dësem Projet a mir wäerten dann dergéint stëmmen.

En zweete Punkt, dat sinn déi pharmakologesch Kenntnissier vun den Dokter. Dir kënnt lech jo virstellen, dass d'Dokteren, déi a Rumänien, a Bulgarien oder an iergendengem anere Land praktizéieren, dass déi Medikamenter hunn, déi hei am Land ee ganz aneren Numm hunn. Dat mécht och näischt. Dat kann ech och léieren. Mä déi chemesch Molekülen, déi do associéiert sinn, déi kritt een net méi eent op eent hei an eisem Land ëmgesat. An duerfir muss den Dokter Kenntnissier an der Pharmakologie hunn. Well ee Medikament mat zwou Molekülen a Rumänien, déi müssen hei ëmgesat ginn. An déi Moleküle sinn net an engem eenzege Medikament dran, mä an aner Formen. An duerfir géif ech soen, déi pharmakologesch Kenntnissier vum Dokter, déi sinn net ze ënnerschätzen.

Dat Eenzegt, wat mer praktesch an der Schoul geléiert hunn, dat sinn einfach d'Basisinformatiounen vun de Molekülen. En Dokter kennt vläicht 20 bis 25 Molekülen. Déi kennt e ganz gutt. Mä wéi d'Associatiounen vun de verschiddene Molekülen ausgesinn, dat steet op engem anere Blat. An ech mengen, all Dokter, dee sech hei am Land etabléiere wëll, soll kommen. Et ass wéi den Här Huss gesot huet, e muss eng Formation continue maachen an e soll déi verschiddene Associatiounen vun de Molekülen hei am Land kennen.

Dat gesot, Madame Presidentin, wëll ech da soen, dass mer de Projet hei mam beschte Wëllen net kënnen ënnerstëtzen a mir wäerten eisen Accord net ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci, Här Colombara. Domat ass d'Riednerlëscht épuiséiert an dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Gesondheetsminister, wann ech gelift.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech wëll mech fir d'Éischt de Mercien un d'Rapporteurice, d'Madame Claudia Dall'Agnol - an net Dell'Agnol -, uschlëssen, well se zesumme mat der gesamter Kommissioun eng exzellent Aarbecht geleescht huet an och e ganz komplette Rapport mat deene verschiddenen Nuancen zum Projet konnt virleeën. Ech wollt och

der Kommissioun Merci soe fir déi gutt an effikass Aarbecht, déi et eis erlaabt huet, schnell, zwar mat enger Rei vu Sëtzungen, duerch de Projet ze kommen, wat och ganz wichtig war.

Well et richtig ass, wat de Carlo Wagner gesot huet, dass et laang, ze laang gedauert huet, bis dass dëse Projet an d'Chamber komm ass. Do gétt et eng Rei vun Explikatiounen, mä dat muss awer keen interesséieren. Dat dauert vill ze vill laang. An ech mengen, do muss an Zukunft méi effikass geschafft ginn, fir dass mer net de Risiko lafen, dass mer eng Kéier richtig geklaakt gi vun der Kommissioun. Do hunn d'Zäite geännert, an do muss ee sech drun upassen, well dat ka richtig deier ginn.

Et ass richtig gesot ginn, dass et sech hei ëm eng Transpositioun vun enger Direktiv - mä net „la directive et rien que la directive“ - handelt, mä mer dervu profitéiert hunn, fir eng Rei zousätzlech Froen ze regléieren oder zumindest ze thematiséieren, fir an Zukunft drop zrëckzekommen.

Ech wëll dat ganz kloer hei soen: Mat deenen heite punktuellen Ännerungen um Dokteschgesetz an un deene Professionnen, déi nach drunhänken, ass d'Diskussioun net ofgeschloss. Mir wäerten déi Législatioun missen op de Leescht huelen an eng Rei vun Adaptatiounen maachen, sief dat fir nei Formen vun Zesummenaarbecht ze regelen, sief dat fir d'Diskussioun ze féieren, wéi mer eng Planifikatioun an deen dote Beräich erakréien - dat ass hei an den Diskussiounen opgewise ginn -, sief dat, dass mer un den Dokteschberuff eng Rei vu Konditiounen knäppen, well ech fanen, dass et haut net méi ubruucht ass, fir liewenslaang en Droit d'exercice ze kréien, deen net konditionéiert ass; an da sinn ech bei deene Propositionen, wou et ëm d'Formation continue geet.

Ech si wéi jiddwereen heibannen a wéi déi meescht Dokter der Meenung, dass et net ka sinn, dass en Dokter net regelméisseg eng Formation continue suivéiert. Dat gehéiert zum Beruff. Een, deen dat net mécht, ass entweder ee Genie, déi si ganz selten an deem dote Beräich, oder e verpasst Wesentleches. An do geet et net nëmmen ëm seng Intéréten, well e schafft mat Menschen, an do geet et ëm d'Intérète vun deene Menschen. Do därefer mer also net no dem Intérêt vun de Minoritéite kucken, mä hei muss mer nom Intérêt vum Patient kucken.

Mir kréien déi doten Diskussioun selbstverständlech och am Rahme vun deem Gesetz, wat mer deemnächst wäerte presentéieren iwwert d'Droits et devoirs vum Patient. Och do gétt dat thematiséiert.

Ech wëll dem Här Huss fir eng Kéier seng Hoffnung huelen, dass ech eng Motioun einfach esou géif unhuelen. Well en eigentlech dat iwwerhëlt, wat am Regierungsprogramm festgehalten ass. Well d'Regierung sech verpflichtet huet, fir d'Formation continue ze reglementéieren.

Wat de Fong ugeet, sinn ech mat senger Motioun d'accord, sinn och bereet, an déi dote Richtung ze œuvréieren. Mä wat d'Formulatioun ugeet, hunn ech meng Problemer. A wann den Deputéierte se an där doter Form bäibehält, da muss ech soen, si ass superfétatoire, well se dat fuerdert, wou mer amgang sinn drun ze schaffen. Wat et awer net manner richtig mécht. Mä et muss een net Saachen, wou ee souwisou wëllt drugoen, nach dozou opfuere, sech dozou opfuere loosse.

Et ass ganz richtig, dass eng vun den Haaptdiskussiounen ronderëm d'Sproochekenntnissier gelaf ass. Ech gehéieren zu deenen, déi d'Sproochekenntnissier, d'Sproochefro net als Bagatelle dohistellen. D'heerem eng Kéier ass et wichtig, dass Patient an Dokter sech verstinn, vice versa. An, dass een also muss d'Voraussetzung schafen, dass dat Versteesdemech, dass dat Versteesdemech vum Patient séchergestallt ass. Mir butéieren do op eng Rei vun europäesche Bestëmmungen.

Trotzdem mengen ech, dass mer hei dee Sputt, dee mer hunn, konnten esou wäit wéi méiglech nutzen, an dass et elo op d'praktesch Handhabung vun deenen Dispositionen ukënn, déi mer hei festgehalten hunn. Wou mer soen, dass et

wichtig ass, dass Kenntnissier an deenen dräi Sproochen ausräichen. An dass mer, wann et noutwendeg ass, oder wa mer Suspiciounen hunn, dass dat net de Fall ass, en Test maachen, dass mer de Kandidat - an där gétt et der an der Zwëschenzäit vill - op Häerz an Niere kënnen prüwen.

An da géif ech gär dat Geriicht gesinn, wann et evident ass, dass den Dokter de Konditiounen net entsprécht, fir sech kënnen mam Patient ze verstännege, géif ech gär dat Gericht gesinn, dat eis veruerteelt, well mer de Rechter vum Patient vis-à-vis vun enger Selbstverständlechkeet, déi den Dokter eigentlech misst respektéieren, de Virrang ginn.

Mir si jiddefalls bereet, dat dote pragmatesch ze applizéieren. Zesumme mam Collège médical, dee keng einfach Aufgab huet, mä wou mer gesinn hunn an der Vergaangenheet, dass mer riskéieren, iwwerrullt ze gi vu Kandidature vun Dokter aus Nopeschlänner, wou d'Konditiounen net esou gutt sinn, fir d'Medezin ze explizéieren, fir d'Fins de mois ze arrondéieren.

Ech nennen déi, mat deene mer an der Zwëschenzäit konfrontéiert sinn, d'Cityhopperen: Dat sinn déi, déi eng Haaptpraxis an engem Nopeschland hunn an hir Fins de mois versichen operéieren do duerch, dass se och nach eng Praxis hei zu Lëtzebuerg opmaachen, sech awer laanscht d'Obligation de garde, laanscht d'Obligation de continuité des soins drécken. Ech mengen, dass mer eis do dergéint muss wieren an zesumme mat der Profession eng Diskussioun ophuelen, eis awer och déi noutwendeg juristesche Argumenter apaken, fir net bei där éischter Geleeënheet definitiv bueden ze goen an eis da méi wéi ze doen, wéi mer dat eigentlech verdéngen.

Ech sinn och definitiv der Meenung, dass mer an Zukunft op eng Programmation médicale mussen setzen. Mir hunn am Moment e Réseau vu Generalisten, deen nach wäitgehendst intakt ass, mä et muss een och kucken, wéi den Alter evoluéiert, an et muss ee kucken, wat ënnerwee ass. Et muss een, wann een déi Médecine de base wëllt promouvéieren als ee vun den Hauptpiliere vun eiser medezinescher Grundversuergung, och bereet sinn, Incitatiounen ze schafen, fir deen dote Beruff méi attraktiv ze maachen.

Ech wäert och Propositionen maachen, fir de Beruff vum Hausdokter - dat gefält mer vill besser wéi de Begrëff Generalist - als Spécialité à part entière unzëerkennen. Well een, dee sech an allem gutt auskennt, dat ass net nëmmen een, dee vun allem e bëssen huet, mä dat ass een, deen de Gesamtiwwerbléck, dat globalt Gefill nach huet. An ech mengen, dat ass e Spezialist wéi déi aner.

Ech hunn domat d'Fro vun de Cityhopperen ugeschwat. Ech wollt eng aner wichtige Fro nach uschwätzen: Dat ass déi vum Service de remplacement, deen elo eng Base légale kritt doduerch, dass mer déi Konditiounen, déi mer ausgehandelt hu mat dem repräsentative Verband vun den Dokter, elo iwwer Règlement grand-ducal actéieren. Dat ass eng gutt Saach. Mir hunn elo den Exercice en groupe nach net reglementéiert, mä wa mer d'Dokteschgesetz op de Leescht huelen, muss mer dat maachen.

Frou sinn ech driwwer, dass mer endlech en Instrument kréien, fir wa mer manifest geféierlech oder gesondheetsgefährdend Praktike begéien, dass mer direkt kënnen reagéieren. Et ass geckeg, dass ee bis elo, wann ee manifest geféierlech Praktiken - an déi si selten, mä si existéieren - begéint huet, fir d'Éischt huet missen een Expert, en zweeten Expert an dann en drëtten Expert nominéieren, fir dann no enger laanger Prozedur kënnen ze reagéieren.

Hei an Zukunft: Wann eppes manifest ass - an ech sinn do ganz gär bereet, mat der Dokterschaft, mam Collège médical a mat jiddweringem, dee wëllt matdiskutéieren, ze diskutéieren, fir eng wäitgehendst Unité de vue ze kréien -, dann ass et noutwendeg, dass een direkt reagéiert an dass ee geféierlech Leit - där sinn et der net vill - direkt aus dem Verkéier zitt an dann eréischt déi komplizéiert Prozeduren hëlt.

Well hei geet et ëm Menschen an et geet ëm Mënscheliewen!

Ech wollt just ganz kuerz nach op e puer Interventiounen oder e puer Froen agoen, ënner anerem déi vun der Madame Mergen iwwert déi Undeitung, dass ee kéint de Conventiounement a Fro stellen. Conventiounement oder net Conventiounement, dat deelt d'Welten hei zu Lëtzebuerg. Ech mengen, dass et kloer am Regierungsprogramm festgehalten ass, dass een um Prinzip vum Conventiounement festhält. Dat heescht, dat ass eng vun deene Konditiounen, déi eis eng éischtklassesch Medezin fir jiddweree garantéieren.

Mä derniewent kann ee sech awer d'Fro stellen, ob ee jiddweree muss an dee System eralossen an ob et net och Leit gétt, déi een dobausse ka loossen, ouni dass déi sech dann eng gëllen Nues kënnen verdéngen. Well et sinn der, déi wäere frou, wa se dobausse wäeren, well se da mengen, si kéime besser ewech. De Gros allerdéngs - an dofir kommen der jo esou vill op Lëtzebuerg - mengen, dass de Conventiounement hinne ganz gutt Konditiounen gétt. An déi, déi gutt Konditiounen am Conventiounement sichen, géifen dobausse bleiwen, wa se och aus dem Conventiounement géifen eraus bleiwen.

Et ass awer e Seeldanzakt, an do därefer een net oniwwerluecht bougéieren. Et muss een also kucken - mat deenen noutwendeg rechtlichen Argumenter am Réck -, wéi een do ka versichen ze verhënnern, dass Leit, déi zu Lëtzebuerg net gebraucht ginn an déi souguer kontraproduktiv si fir d'Gesondheetswiesen, well se sech laanscht elementar Flichten drécken, wéi een déi kann dobaussen halen.

Doriwwer eraus, mengen ech, ass de Gros gesot. Ech wollt nach eng Kéier drop hiweisen, dass heimat eis Aarbecht an deem heite Beräich net ofgeschloss ass, dass an deenen nächste Méint eng weider Diskussioun op eis zou wäert kommen, wa mer d'Assurance maladie wäerte reforméieren. Do ginn och eng Rei vu wichtige Froen a Saachen Zesummenaarbecht mat deene verschiddenen Acteuren am Gesondheetswiese gestallt.

An dann d'Diskussioun iwwert d'Patientenrechtsgesetz, dat och an deenen nächste Woche respektiv Méint wäert sprochräif sinn. An deem Sënn soen ech lech en härezeleche Merci a wënsche mer, dass dat Gesetz hei mat enger gréisstméiglecher Majoritéit gestëmmt gétt.

Merci.

► **Mme le Président.** - Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kéimen dann elo zum Vote vum Projet de loi 6062. Den Text steet am Document parlementaire 6062<sup>4</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Vote fänkt un. Dann de Vote par procuration.

Domat ass de Vote ofgeschloss. Resultat: De Projet de loi 6062 ass mat 57 Votante gestëmmt ginn, 53 derfir a 4 non, keng Abstentioun.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Félix Eischen), Nancy Arendt (par M. Raymond Weydert), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Norbert Hauptert), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger*



Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. André Bauler), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss et Henri Kox;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Mir kéimen dann zum nächsten...

#### (Interruptions)

Ah, mir hunn nach d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel. Ass d'Chamber domat d'accord?

#### (Assentiment)

Da kéime mer nach zu der Motioun vum Här Huss.

#### Motion 1

Den Här Minister hat scho virdu Stellung geholl. Dee wollt an der Kommissioun driwwer diskutéieren. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Huss** (déi gréng).- Jo, ech mengen, bei där Motioun hei geet et mir iwwerhaupt net ëm d'Prioritéiten, ob d'Regierung dat wollt maachen oder net wollt maachen. Ech si frou, wann d'Regierung dat souwisou wëllt maachen. Ech wier och frou, wa mer d'Motioun trotzdeem kéinten an d'Kommissioun mat eranhuelen a se do en suspens halen. Et weess ee jo ni, ob dat herno effektiv sech dann esou ergëtt oder net ergëtt. Da wier se awer nach ëmmer do, an da kéint een dann nach nodréiglech an der Kommissioun doriwwer diskutéieren. Ech gesinn dat als e Supplément. Als e Supplément gesinn ech dat un, fir dann ze soen, wann et drop ukënnt, ass dat e Supplément, eventuell als Begleitung zu deem, wat d'Regierung eventuell wëllt maachen.

► **Mme le Président**.- Wie freet dozou d'Wuert?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Madame President, also ech géif mengen, dass een net systematesch all Motioun sollt an d'Kommissioun iwwermëttelen. An deem heite Fall huet d'Regierung sech engagéiert, dass mer zesumme mat der Chamber net nëmme diskutéieren, mir wäerten handelen. Ech géif proposéieren, dass mer d'Motioun an där doter Form oflehen.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme le Président**.- Domat gëtt de Vote gefrot. Frot Der den elektronische Vote?

► **M. Jean Huss** (déi gréng).- Jo.

► **Mme le Président**.- Oder duerch Handophiewen?

► **M. Jean Huss** (déi gréng).- Neen, elektronesch.

► **Mme le Président**.- Den elektronische Vote. D'Motioun vum Här Huss gëtt zum Vote gestallt.

#### Vote sur la motion 1

Wien derfir ass, stëmmt mat Jo. D'Votes par procuracion sinn och all gemaach.

Domat ass de Vote ofgeschloss. Et si 57 Voten ofginn: 19 Jo, 38 Neen. Domat ass d'Motioun vum Här Huss ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 18 voix pour et 39 voix contre.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. André Bauler), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss et Henri Kox;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrigh-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Norbert Hauptert), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Mir kéimen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour, an zwar d'Heure d'actualité, déi vun deene Gréng gefrot ginn ass iwwert d'Preventioun vun den Ëmweltursaache beim Kriibs. Den Här Huss huet d'Wuert. Et sinn nach ageschriwwen als Riedner: den Här Oberweis, den Här Berger, d'Madame Err an den Här Colombara. Den Här Huss huet dann elo d'Wuert als Vertrieeder vun deene Gréngen, déi déi Debatt ugefrot hunn.

#### 4. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la prévention sous le point de vue des causes environnementales du cancer et sur la lutte au niveau international pour une meilleure réglementation concernant les produits chimiques

##### Exposé

► **M. Jean Huss** (déi gréng).- Jo, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo net déi éischte Kéier, dass mer hei an dëser Chamber iwwert d'Problematik vum Kriibs an och vu Kriibspreventioun an deem Kontext schwätzen.

##### (M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Et ass net onbedéngt en agréabele Sujet, well vill Leit esou Froe léiwer verdrängen. Mä et bleift awer, dass de Kriibs leider ee vun deene gréisste Problemer an der Gesondheetspolitik vun allen Industriestate bleift. Et gëtt all Joer eng relativ héich Zuel vun neie Fäll, oft Broschkriibs, Daarmkriibs, Longekriibs, Prostatakriibs, Hirntumoren, Leukämie bei Kanner, an dat weiderhin op engem vill ze vill héijen Niveau.

Beim Kannerkriibs zum Beispill soen offiziell d'Statistiken aus Europa, dass et zu enger Augmentatioun vun ee bis zwee Prozent pro Joer souguer bei de Kanner kënn. Jiddwereen hei am Sall, deen hei sëtzt, huet mat grousser Wahrscheinlechkeet a senger Famill oder a sengem Bekanntekrees scho Bekanntschaft gemaach mat betroffene Leit, déi Kriibs hunn oder haten.

Obscho bei enger Partie Kriibsaarten haut eng Iddi verbessert Heelungs- an Iwwerliewenschancé bestinn, wéi dat fréier de Fall war, ass dat awer leider generell net de Fall. Am Allgemengen ass dat leider net de Fall. Leider ass et bei villen neie Fäll vu Kriibs, déi optauchen, nach ëmmer esou, dass et zu engem héije Prozentsaz un Doudesfäll oder vu schlechten Iwwerliewenschancé kënn.

Ech wëll statistesch just zwee Beispiller erausgräife vun eistem direkten Nopeschland Frankräich. Lescht Chifferen do si folgend: D'lescht Joer, am Joer 2009, sinn 203.100 nei Fäll vu Kriibs a Frankräich bei de Männer opgetaucht, 154.600 nei Fäll bei de Fraen, an d'Estimatiounen vun der Mortalitéit duerch dee Kriibs war bei de Männer 84.700 a bei de Fraen 62.100. Fir d'USA, engem méi grouse Land, engem méi grouse Stat, waren et am Joer 2009 ronn 1,5 Milliounen nei Fäll, dovunner 562.000 elo schonn dout.

Ech mengen, de Minister vun der Gesondheet, dee kéint vläicht, wann en d'Donnee bei sech huet, och e puer ähnlech Chifferen iwwer Lëtzebuerg soen, wéi do d'Verhältnisser hei zu Lëtzebuerg sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt leider nach ëmmer vill ze vill Kriibs, ze vill Leed a weiderhin och en héije Käschtepunkt fir d'Krankekeesen, deen domadder verbonnen ass. An duerfir muss mer alles drusetzen, fir de Gros vun de Kriibsfäll kënnen ze verhënneren, kënnen ze prevenéieren. D'Reaktioun vu jiddwer eenzelnem Betreffenen ass no der Diagnos Kriibs meeschens: „Firwat? Firwat grad ech? Firwat huet dat mir misse passéieren?“

Dës Fro nom Firwat ass eigentlech jo d'Fro, wéi dat alles hätt kënn verhënnert ginn. Et ass d'Fro no den Ursaachen do dervun, firwat dat ee Kriibs kritt huet. Während vun de Medeziner, vun den Onkologen dës Fro meeschens guer net gestallt gëtt, well et dann drëm geet, fir an deem Noutfall ze kucken, wat een therapeutesch, wann iwwerhaupt, géint dee spezifische Kriibs vun deem Patient kann ënnerhuelen, muss sech awer fir d'Gesondheetspolitik, fir d'Santé publique allerdéngs d'Fro vun den Ursaache stellen. Net nëmme, fir vill perséinlech Leed, zumindest deelweis, kënnen ze verhënneren, mä och, fir de Käschtepunkt vun eiser liicht kranker Gesondheetskeess nach am Grëff ze behalen.

Well Kriibstherapien am Allgemengen net grad bëlleg sinn, a well grad och déi nei Kriibsmedikamenter, déi an der rezenter Vergaangenheet vun de Pharmakonzernen op den europäesche Marché bruecht goufen, skandaléis deier sinn, an dat bei enger Wierksamkeet, déi absolut minimal oder souguer zweifelhaft ass, well ganz oft dobäi d'Iwwerliewenszäit mat e puer Wochen oder zwee, dräi Méint héchstens absolut minimal ass, bei oft gläichzäiteg ganz schwéieren Niewewierkungen.

Also, Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen a Saache Kriibs eng seriö Politik vu Preventioun; mir brauchen nach vill méi a méi eng global Preventioun, wéi dat haut de Fall ass.

Elo kënn Der mer jo soen, mir maachen dach scho vill Preventioun vu Säite vum Ministère aus, vu Säiten och vun der Fondation nationale contre le cancer. Dat stëmmt sécherlech och. An ech wëll dat hei ganz daitlech erklären, dass mer zum Beispill deen hartnäckige Kampf vun der Fondation nationale contre le cancer a Saachen Zigarettkonsum, Alkohol an esou virun absolut ënnerstëtzen. Ech wëll hei och nach eng Kéier betounen, dass wéinst dem Tabagisme passif mir als Gréng zum Beispill e Fëmmverbuet a Bistoen, an Diskothéiken an och méi héich Präisser fir d'Zigaretten absolut géife begrëssen.

Dat gesot, muss mer awer, an dat ass den eigentlechen Objet vun dëser Heure d'actualité, hei och eng Partie vu kritesche Remarquë maachen a Saache Kriibspreventioun, a vun dohier och eng Partie politesch Ännerungs- a Verbesserungsverschléi maachen. Dofir hunn ech och eng Motioun gemaach, op déi mer hannenno wäerten zrëckkommen.

Wouranner besteet eis Kritik un der bishereger Kriibspreventiounspolitik? Si besteet doranner, Dir Dammen an Dir Hären, dass bis elo dat absolut Schwéiergewicht vun där Preventiounspolitik ausgeriicht blouf un Informatioun an Opklärung iwwer individuell ongesond Verhalensweisen, Comportementer vu jiddwer Eenzelnem. Ongesond Verhalensweise wéi dann eben zum Beispill d'Fëmmen, wéi ze vill Alkohol, net genuch Bewegung, Obésitéit an ongesond Ernährung.

Dat bleift sécherlech alles och wichteg a richtig, mä derbäi gëtt awer dee wahrscheinlech wichtigste Preventiounsfacteur vergiess; et kann ee souguer soen, dass dee Facteur bis elo sträflech négligéiert an deelweis souguer verharmlust ginn ass. Nämlech de Facteur vun där globaler Pollutioun, där mer alleguerde stänneg ausgesat sinn, där Pollution à faible ou très faible dose chemescher Natur oder physikalischer Natur, dat heescht Strahlen als Verursaacher, Cofacturen oder Promoteure vu Kriibs.

Nach a rezente Publikatiounen viru ronn sechs Méint oder engem Joer, zum Beispill vun der Fondation nationale contre le can-

cer, gëtt dësen Ëmweltfacteur an hire Publikatiounen nach mat héchstens zwee, dräi Prozent Undeel un der Entstehung vu Kriibs total verharmlust. An dat op der Grondlag vun zweifelhaften epidemiologeschen Etüden, déi gemaach gi waren 1981 vum Sir Richard Doll. De Sir Richard Doll, dat war deemools de Guru vun der Kriibsepideologie. Dat war wéi gesot 1981, wou deen déi Etüd publizéiert huet, an datselwecht ass och nach gemaach ginn an den 90er Jore vun Epidemiologen, déi sech op ähnlech Methoden an Zuele wéi de Sir Richard Doll a senger Etüd vun '81 beruff haten.

Fir nëmme ze illustréieren, wéi et zu esou Zuele ka kommen, wéi esou Zuele kënnen total verfälscht ginn, wéilt ech hei kuerz soen, dass deen éierewäerte Kriibsepideemiolog vun 1981, deen déi Zuelen do vun zwee, dräi Prozent Ëmweltursaachen an d'Welt bruecht huet, dass dee Sir Richard Doll noweisbar - noweisbar! - finanzéiert war vun dräi grouse chemesche Firmen: vun ICI, vun Dow Chemical an, vun 1981 u mat 1.000 Dollar den Dag, vu Monsanto, an zwar fir Chemikalien, geféierlech Chemikalien a Schuedstoffer wéi zum Beispill Vinylchlorid, PCBen, Dioxinen als Verursaacher vu Kriibs ze verharmlousen oder souguer total ze niéieren.

Déi epidemiologesche Fuerschungsergebnater vun esou korrupte Wëssenschaftler hu leider déi ganz 80er an 90er Joren an eigentlech bal bis haut d'Grondlag vun der Theorie duergestallt, dass Ëmweltrisike bei Kriibs nëmme eng absolut minim Roll géife spillen. An et gouf elo dofir endlech Zäit, dass et domadder Schluss ass an dass et zu engem Ëmdenken an dësem Sënn kënn.

Niewent Fëmmen an e puer manner beidenden individuelle Comportementsaspekter ass eis polluëiert Ëmwelt sécherlech den Haaptrisikofacteur bei der Entstehung a Verbreedung vu Kriibs. Dat sot schonn e bekannte franséschen Onkolog a Kriibsfuerscher, de Professeur Dominique Belpomme, a sengem Buch mam Titel „Ces maladies créées par l'homme“ am Joer 2004, an elo nei an engem wëssenschaftleche Review-Artikel an der medezinescher Zäitschrëft „Carcinogenesis“ vum Oktober 2009.

Dat sot och schonn iwwregens d'Weltgesundheitsorganisatioun 2006 an engem Rapport ënnert dem Titel „Preventing disease through healthy environments“. 24% vun alle Krankheete wäeren - laut WHO - ëmweltbedéngt. A pro Joer kéinten am Fall vu Kriibs ronn 1,4 Milliounen Kriibsdoudeger verhënnert ginn, prevenéiert ginn, wann eng seriö Ëmweltpreventioun géif gemaach ginn.

Mä dat wichtegst an och komplettsten Dokument iwwert déi Haaptursaach an iwwert dës Haaptëmweltursaache vu Kriibs ass sécherlech en neit Dokument, wat ech lech hei weise vun 240 Säite vum sougenannten „President's Cancer Panel“ aus den USA, wat am Abrëll 2010, also viru zwee Méint an den USA un den amerikanesche President Obama geriicht ginn ass.

An deem Dokument gëtt Kloertext geschwat iwwert déi zahlräich Ëmweltfacturen an eistem Ëmfeld, déi all zu Kriibs kënn féieren an déi laut dësem brisante Rapport verhënnert a prevenéiert misste ginn. Dee Bericht weist um Schluss och eng Partie Pisten a Preventivmesuren op, déi mir als Gréng an eiser Motioun hannenno praktisch wuertgläich konnten iwwerhuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Rapport un den amerikanesche President, dee brécht mat där bishereger Logik vun der Preventiounspolitik a Saache Kriibs. Niewent Tubak an Alkohol gëtt an deem Rapport als Haaptrisikofacteur fir Kriibs an aner Krankheete ganz kloer eis Expositioun zu Chemikalien, zu Pestiziden, zu Fungiziden, zu Herbiziden, zu Bioziden, zu Schwéiermetaller, zu Flammschutzmittel, zu Weichmacher an esou viru duergestallt - eis Belaaschtung mat deene Chemikalien oder och mat Strahlung. Et geet nämlech och iwwer Elektromog an deem Rapport Rieds.

Dës Rapport no Auditoune vun deene 45 beschten US-Kriibsfuerscher an ënnert der Responsabilitéit vun amerikaneschen National Cancer Institute, vum National Institutes of Health an dem US-Department of





Health and Human Services mam Titel „Reducing Environmental Cancer Risk seet gläich am Ufank, datt den „Panel vun deene Kriibsfuerscher huet misse feststellen, datt bis haut op eng sträflech Aart a Weis - op eng sträflech Aart a Weis! - all déi Ëmweltrisike beim Kriibs total verno-léissegt gi sinn. Si schwätze vum 80.000 Chemikalien um amerikanesche Marché a vun honnerten oder dausenden, déi noweisbar kéinte Kriibs induzéieren. An deem Rapport gëtt op vill Risiken higewisen, net nëmme fir en Erwuessenen, mä scho fir de Fötus am Mammaebauch, dee scho kribberregende Substanzen ausgesat ass.

► **M. le Président.**- Här Huss, Dir misst awer elo esou lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Jean Huss (déi gréng).**- Ech sinn och um Schluss ukomm. An de Rapport plädéiert also ganz kloer derfir, net nëmme déi Ëmweltursaachen endlech unzërkennen, mä och dann eppes politesch ze änneren an der Preventioun. Nämlech hinzugeen a Richtung vun enger méi grénger Chemie a vu Produiten, déi méi biodégradabel a méi gesond sinn, an hin a Richtung vun enger Nahrungsketten, déi dann net méi esou belascht ass, hin zu engem Paradigmewissel an der Medizin a Richtung vun der Santé environnementale a vun der Ëmweltmedizin.

Déi Saachen hu mer alleguerten an eiser Motioun och erwähnt. Mir mengen, datt et wichteg wier, déi bishereg Preventiounspolitik ze ergänzen duerch de Volet ëmweltmedezinesch Preventioun. A mir hoffen, datt mer an déi Richtung kënnen goen, net nëmme hei zu Lëtzebuerg, mä insgesamt, well mer soss nach an den nächste Jore ganz vill vun neie Fäll vu Kriibs wäerten erliwien.

Hei ass déi Motioun, Här President.

#### Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant que les maladies du cancer constituent un fléau extrêmement grave pour les personnes concernées ainsi que pour les systèmes de santé;

- regrettant que les nouveaux cas détectés restent à un niveau trop élevé malgré des efforts de prévention et de détection précoce et malgré certains progrès en matière de prise en charge;

- constatant les prix absolument exorbitants de certains médicaments nouveaux à efficacité très douteuse;

- constatant le coût très élevé de la prise en charge des maladies du cancer pour les caisses de la santé;

- prenant en considération qu'une prévention efficace incluant tous les facteurs déclenchant le cancer doit être mise en place ou renforcée afin d'éviter un grand nombre de drames personnels et des coûts élevés pour les systèmes de santé publique;

- considérant que les causes environnementales d'un très grand nombre de cancers n'ont pas été prises en compte à leur juste mesure jusqu'ici dans les campagnes internationales de prévention du cancer;

- considérant pourtant que des études scientifiques récentes de haut niveau analysant les causes sous-jacentes de cette épidémie de cancers concluent à une part très importante de facteurs de pollution chimique ou physique dans la genèse de beaucoup de cancers;

invite le Gouvernement

- à prendre en considération les analyses et conclusions de ces études;

- à intensifier ses efforts de prévention en la matière en n'insistant pas uniquement sur les facteurs de style de vie ou de comportement individuel - tabagisme, alcool, nutrition, obésité -, mais à prendre en compte aussi et surtout les causes environnementales et psychosociales dans la genèse des cancers;

- à œuvrer dans ce sens en faveur de réglementations nationales et européennes plus strictes et plus précautionneuses face aux risques sanitaires des substances cancérigènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, des substances appelées «perturbateurs endocriniens» ainsi que face aux risques sanitaires de sources physiques des rayonnements divers;

- à œuvrer au niveau européen en faveur de productions et de produits plus biodégradables et plus sains, et donc pour une «chimie verte»;

- à intégrer dans la formation et dans la formation continue des médecins des éléments préventifs de santé environnementale;

- à lancer des campagnes d'information visant la prévention des risques chimiques ou physiques au lieu de travail et dans l'habitat («indoor air quality»);

- à prendre des mesures préventives spécifiques vis-à-vis du cancer de l'enfant.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Henri Kox.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Huss. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

#### (Interruption et brouhaha)

#### Débat

► **M. Marcel Oberweis (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, vill Produkter aus dem aldeegleche Liewen, déi eis ëmginn, enthalte chemesch Substanzen, déi schiedlech an och gëfteg Auswierkungen op eise Kierper an op d'Ëmwelt hunn. Dës Substanzen kënnen a bestëmmte Fäll, et ass grad erwähnt ginn, Kriibserkrankungen erviruffen. Ech wëll drop hiweisen, an der Rumm vun dem Gesetzesprojet iwwer REACH hu mer dat hei och relativ gutt diskutéiert.

D'Europäesch Kommissioun huet dofir eng Agence zu Helsinki gegrënnt, wou déi eenzel chemesch Substanzen, déi en Impakt op de Mënsch an d'Ëmwelt kënnen hunn, ënnersicht ginn, sou dass si ënner Ëmstänn net op de Maart komme kënnen.

An der hei zitierter Studië gëtt drop higewisen, dass duerch schiedlech chemesch Produkter et och zu Kriibserkrankunge kënn. An doriwwer eraus och duerch Ëmweltaflëss. Dat ass net nei.

Hei zwee kleng Beispiller aus der Geschicht vun de Wëssenschaftler. Éischtens, d'Fuerscherin d'Madame Marie Curie ass am Joer 1934 un de Suitë vun de chemesche radioaktive Stoffe, deene si hiert Liewe laang ausgesat war, gestuerwen.

An zweetens, de Lëtzebuerger Fuerscher Henri Tudor ass un de Suitë vun enger Bläivergiftung am Zesummenhang mat senger Fuerschung am Bläiakкумуляtor am Joer 1928 gestuerwen.

Déi bekannte Kriibsaarte ginn op - wéi festgehalte ginn ass - natierlech an technesch Ursaachen zrëckgefouert. Wat déi natierlech Saachen ubelaangt, wëll ech hei nëmme een zitieren, deen eis am aldeegleche Liewe begéint: Dat ass de Radon, e chemesch Element. Hie stellt fir ons hei am Land e groussen Undeel vun der natierlecher Belaaschtung duer, an de Radon trëtt virun allem an alen Haiser a schlecht duerchlëften Haiser op. Wann de Radon an eise Longen zerfällt, dann trëtt Alphastrahlung op, an dat rufft Longekriibs ervir. Mir verbessern dat hautdësdays duerch eng besser Ofdichtung an eng performant Belëftung.

Duerch déi technesch Entwécklungen, déi de Mënsch an deene leschte Jorzéngte massiv gemaach huet, kënn et och zu Kriibserkrankungen. Den honorabelen Här Huss ass dorop agaangen. Ech brauch et net hei ze widderhuelen. D'Konzentratioun vun de schiedleche chemesche Substanzen an de Wunnraim ass eng Ursaach dovunner. Wie weess net iwwer d'Ausdonstunge vun Holzschutzmittelen, vun dem Formaldehyd, vun de Faarwen a Lacken, de Buedembeleg a Klieffstoffe? Souguer an de Baumaterialie stelle mer fest, dass do gëfteg Substanzen ausgeschéckt ginn a mir doranner liewen.

#### (Interruption)

Dat hutt Dir elo gesot gehat. Maja, dann huele mer dat zur Kenntnis.

Ech ginn e Punkt weider. D'Dioxinen an d'Furanen, déi bei der Verbrennung optrieden, mussen aus der Ëmwelt erausgehale ginn. Dofir ass zum Beispill eng permanent Kontroll bei der Sidor-Verbrennungsanlag zu Leideng virgesinn. D'Dioxinen a Furane sinn an der Natur schlecht ofbaubar; si fannen awer, wa se erauskommen, de Wee iwwer

d'Liewensressourcen an d'Planzen an d'Déieren an an d'Mënschen. Den Asbest, dee jorelaang an eise Gebaier als e Brandschutzmittel agesat ginn ass, gëtt haut erëm erausgeholl an eliminéiert. Och hie gëtt als Ursaach vum Kriibs ugesinn.

Dann ee Punkt, dee mer haut ëmmer méi an d'Diskussioun kréien, sinn d'Particules fines - de Feinstaub -, déi duerch d'Verbrennungsprozesser ënner anerem am Dieselmotor ervirgeruff ginn. Well déi Particule-finen awer nëmme eng Längt hu vu 500 bis 2.000 Nanometer, stelle se eng ganz grouss Gefor beim Ootmen duer. Besonnesch héich ass d'Konzentratioun an de Stied a laanscht staark befuere Stroossen. Do ass dann d'Loft fir déi Awunner relativ staark belascht.

Eng weider Kriibsurasach sinn déi ionisierend Strahlen, mat deene mir haut permanent belascht sinn. Déi elektromagnetesch Strahlung - mir bezeeche se ganz allgemeng als Elektromog - beaflosst d'Mënschen duerch d'Uwendung an de sëllegen Apparater, déi eist Liewen haut jo esou einfach sollte maachen. Déi niederfrequente Strahlung, wéi se bei den Héichspannungsleitungen erausgeet, stellt awer mat hire 50 Hertz eng manner grouss Gefor duer no den Expert-Aussoen. Mä d'Héichfrequenzfelder, ënner anerem e Mobiltelefon, eis Handyen a Mikrowell, dat sinn der vun enger ganz anerer Dimension. Den Aussoen no vun der Weltgesundheitsorganisatioun - WHO - ass et awer momentan net méiglech, e Kausalzusammenhang opzebauen tëschent hiren Ursaachen an den erfollegte Kriibsfäll. Do leien nach vill Etüde virun ons. Déi Etüd, déi den Här Huss virgestallt huet, ass eng an enger ganzer Rei, déi nach wäerte kommen.

Mä maache mer eis awer keng Illusiounen! Duerch de permanente Gebrauch vun onsen Handyen, notament bei de Kanner ënner zwielef Joer, wäert et awer net ausgeschloss sinn, dass mer an der Zukunft mat méi Kriibsfäll wäerte belascht ginn.

Et ass kloer, d'Kriibserkrankung berout net nëmme op enger Ursaach, mä op engem Zesummespill vu villen an oft ënnerschiddleche Facteuren. Bei villen Tumore läit eng Mëschung aus Liewensstil an der Genetik vir. D'Doktere schwätzen hei vu sougenannte multifaktoriellen Ursaachen.

Maache mer eis awer näischt vir! D'Ëmweltbelaaschtung, där mir ausgesat sinn, déi eng direkt Konsequenz vun onsem deegleche Liewen ass - mir missten also e bësse vill ëmänneren, wa mer dat missten eraushuelen -, ass eng wichteg Ursaach. Et ass deemno wichteg, duerch Gesetzer a Reglementer den Afloss vun de chemesche Substanzen ze reduzéieren. Op null ze reduzéieren, packe mer net méi. D'CSV-Fraktioun ënnerstëtzt dofir all déi néideg Messuren, déi an deem Zesummenhang fir d'Verbesserung vun eiser Liewensqualität duerch eng erhéichte Preventioun geholl mussen ginn.

► **M. le Président.**- Här Oberweis, Dir misst och lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Marcel Oberweis (CSV).**- Ma dofir soen ech Merci, Här President, fir d'No-lauschteren.

#### (Hilarité)

A Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Oberweis. Als nächste Riedner ass den Här Berger agedroen.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëilt dem honorabele Muck Huss Merci soe fir seng Initiativ. An ech wëll och direkt soen, hien ass jo e groussen Expert an där Matière. Hien huet dat och relativ ausféierlech duergestallt. Et ass net einfach, fir dann nach herno no esou engem kompetente Riedner hei eppes zousätzlech anzubringen. Och de Marcel Oberweis, ee vun deenen anere Virriedner, ass ganz caléiert an deene Saachen, an dofir ass et dann net esou einfach, fir nach nei Elementer anzubringen.

Mir wëssen awer, datt ëmmer méi Etüden aus de leschte Joren drop hiweisen, datt et eng Rei Zesummenhäng gëtt tëschent Kriibserkrankungen a verschidde Ëm-

weltaflëss. Dat ass vläicht net direkt e Paradigmewissel, mä trotzdem gëtt den Akzent ëmmer méi op déi Ëmweltaflëss geluecht, wat vläicht fréier net esou de Fall war. Den Här Huss huet dat och scho gesot, datt fréier ee praktesch systematesch dovunner ausgaangen ass, datt am Fong geholl d'Ursaach vun der Kriibserkrankung beim Mënsch selwer géif leien. Zum Beispill, datt e géif ze vill fëmmen, datt e géif schlecht iessen, oder datt dat och eventuell genetesch veranlagt wier.

D'Ëmweltaflëss sinn an der Fuerschung, an der Kriibsfuerschung och doduerjer an der Vergaangenheet e bëssleche verno-léissegt ginn, wat och bewierkt huet, datt dann d'Informatioun an d'Preventioun an deem Beräich och net esou wäit entwéckelt gi sinn, souwuel um internationalen Niveau wéi awer och an den eenzelnen Aktiounen, preventiven Aktiounen och um nationalen Niveau.

Bon, sécherlech ass et och esou, datt Queeschverbindunge bestinn tëschent op där enger Säit deenen endogenen Ursaachen, fir et emol esou ze nennen, an den Aflëss vun der Ëmwelt, wou also d'Aflëss vun der Ëmwelt kënnen eng Prédispositioun, déi ee vläicht huet als Mënsch, nach verstärken. Dobäi muss een natierlech och Ënnerscheeder maachen tëschent deenen Ursaachen, Ëmweltaflëss, déi - kéint ee soen - natierlecher Ursaach sinn.

E Beispill: Wann een ze laang an der Sonn ass an do da massiv UV-Strahlen ausgesat ass, dat kann dann Hautkriibs bewirken. Et gëtt awer och aner Ëmweltfacteuren, an ech mengen, et si méi déi, déi haut viséiert sinn, Ëmweltfacteuren, zum Beispill Produiten, déi mir als Mënsch produzéieren, chemesch Produiten an ähnlecher.

Bon, et ass elo also dann noutwendeg, datt mer mussen kucken, méi den Akzent bei der Preventioun vu Kriibserkrankungen op déi Ëmweltaflëss ze leeën, souwuel bei der Informatioun vun de Bierger, awer och bei eisen Aktiounen an der Politik. Et ass jo och op dat, wou den Här Huss haut higewisen huet, wat ech och nëmme kann ënnerstëtzen.

Do gëtt et zwee Beräicher. Op där enger Säit d'Ëmweltpolitik, déi concernéiert ass, well si jo - wéi soll ech dat formuléieren? - iergendwéi an deem Domän zoustänneg ass, wou dann oft déi Saache verursaacht ginn, an awer och op där anerer Säit d'Gesondheetspolitik.

Et muss ee soen, wat d'Ëmweltpolitik ubelaangt, datt an de vergaangene Joren awer eng Rei Efforten, Initiativen an déi Richtung vu Preventioun gemaach gi sinn. Éierlechkeetshalber muss een awer och soen, datt dat ganz oft vu Bréssel komm ass, datt dat duerch Direktiven op europäeschem Plang war, ob dat elo eng Direktiv REACH war, ob dat d'Direktive sinn am Beräich vu Bioziden, ob dat Direktive waren am Beräich vu Reduktiounen vu schiedleche Gaser, CO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>en, Dioxinen an esou weidere.

Ech sinn awer och mam Här Huss d'accord, datt ee muss kucken, datt een do nach weider Effortë mécht, datt een do wierklech soll de Principe de précaution spille loossen, an datt et also och noutwendeg ass, wann esou Dossieren zu Bréssel diskutéiert ginn, datt eis zoustänneg Ministeren, déi do d'Lëtzebuerger Positioun verrieden, och wierklech ëmmer bei deene sinn, déi déi strengst Norme sollen ustriewen.

Ech sinn och d'accord mam Här Huss, wann e monéiert, datt um Niveau hei vu Lëtzebuerg de Gesondheitsdepartement, de Gesondheitsminister och weider gefuerdert ass, fir hei nach méi proaktiv ze schaffen. An der Preventioun muss mer do virukommen. De Gesondheitsminister ass also och hei gefuerdert.

Et ware verschidde Sujeten, déi ugeschwat gi sinn. Zum Beispill den Tubak, d'Ernährung, mä awer och aner Elementer. Wa mer hei an der Chamber sinn, kommen ech net derlaanscht, fir awer vun eisem Teppech ze schwätzen. An ech hoffen och do, datt de Gesondheitsminister den Deputéierten tatkräfteg kann zur Hand goen.





E lescht Wuert zu där Motioun, déi mer nach net virleien hunn, mä déi wäerte mer presentéiert kréien. Ech kéint mer virstellen, an Dir kënnt lech och virstellen, opgrond vun deem, wat ech elo gesot hunn - d'Madame Brasseur seet mer, datt se elo ausgedeelt ginn ass -, mä ech kéint mer awer virstellen, well mer och wëssen, wéi den Här Muss, den Här Huss - pardon! - engagéiert ass an deem Dossier, an och wann Der mir elo nogelasschert hutt, da kéint ech mer virstellen, datt mer déi Motioun och kéinten ënnerstëtzen.

Dat gesot, soen ech och Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Och ganz besonnesch, datt en d'Zäit ganz genau respektéiert huet. An elo kritt d'Wuert d'Madame Lydie Err.

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech mengem Virriedner uschléissen, fir ze soen, dass, wann een den Här Huss hei héieren huet, da géif een am Fong mengen, et wier alles gesot, an et genéiert ee sech bal, nach eng Kéier dat eent oder dat anert hei erëmzuehuelen. Dofir fänken ech un, wou een normalerweis ophält, mat senger Motioun, déi menger Meenung no alles erëmhält, wat wichteg ass a fënnf verschiddene Punkten. An ech perséinlech wier bereet, déi ze ënnerschreien, och wann et net méi néideg ass, well d'Ënnerschrëfte schonn drop sinn. Dat souwäit zum Inhalt.

Ech schwätzen hei als bekennende Laien a Gesondheetssaachen, mä als interesséierten oder als engagéierte Gesondheetssamateur, dee fläisseg alles liest, wat mat Gesondheet ze dinn huet, a besonnesch alles, wat vun Antikriibspäpst geschriwwen gëtt. Ech muss awer agestoen, dass a mengem Onwëssen et heiansdo schwéier ass, mäi Wee duerch den Irgarten vu verschiddene Gesondheetskriibspäpst erëmzefannen.

Dofir denken ech, dass et net vill Wäert huet, hei elo op Therapien anzegoen, mä deem Aspekt, deem haut zur Diskussioun steet, deem ass a mengen Ae gefillsméisseg jiddefalls erginn, dat heescht, den Zesammenhang tëschent Kriibs an Ëmwelt. An déi Dossier, déi ech probéiert hu mer unzeliesen, ob dat elo amerikanesch oder -wéi nennt een et? - WHO- oder europäesch Etüde sinn, ass et ganz kloer, dass e groussen Undeel vun de Kriibsdoudecher erwisenermoosse sollen duerch Ëmweltfacture sinn.

D'Prozenter changéieren tëschent 25 an 30%, an, wann ee weess, dass an deenen Expertisen een ëmmer och muss kucken, wien d'Expertise bestallt huet, da sinn déi Chifferen u sech mat Virsicht ze genéis-sen.

Wichtig schéngt et mir, dass et net méi méiglech ass, ze contestéieren, dass d'Ëmwelt an alles, wat domadder ze dinn huet, ob dat elo Tubak ass, ob dat d'Sonn ass oder aner Strahlungen oder all déi chemesch Substanzen, déi de Muck opgezielt huet an déi ech hei net nach eng Kéier wëll opzielen, ass et am Fong net méi esou wichteg ze wëssen: Wéi ass de Prozentsaz oder wou ass den Haaptaccent ze setzen? Wichtig ass et, dass mer probéieren, preventiv eppes dergéint ze maachen.

An dofir, Här Minister, wier ech lech och dankbar, wann Der déi Motioun, déi hei virläit, géift unhuelen. Well déi weist de gudde Wëllen. Déi hält un, wat d'Experten op der ganzer Welt, op verschiddene Kontinente gären zouginn. An dass mer eppes musse maachen, wësse mer. Also pake mer et un!

Ech mengen, dass ee kann als Laien och Laienargumenter bréngen. Mech perséinlech huet et iwwerzeegt, wann ee mer seet, dass an Asien déi Kriibsfäll, déi an Europa haaptsächlech heefeg sinn, dat heescht Broscht, Cölon, Prostate, dass et déi an Asien eigentlech net an där Proportion gëtt, mä dass d'Leit, déi aus Asien an Europa plënnere, no der éischter oder zweeter Generatioun déi nämlecht Symptomer hu wéi d'Europäer. Ech mengen, dass dat eent vun den Argumenter ass, wat beweist, dass et net nëmmer un d'Gene gebonnen ass, ganz minimal jiddefalls, mä dass d'Ëmwelt an de Liewensstil, dee mat der Ëmwelt geet, ouni Zweifel mateneen an en Zesammenhang ze bréngen sinn.

Ech fannen et och interessant als Motivatioun, fir ze erklären, dass Etüden, déi gemaach gi sinn, notament a Skandinavien, an Dänemark, wou se e ganz gudde Registre génétique hunn, wou probéiert ginn ass, bei Adoptivkanner feststellen, ob déi Adoptivkanner déi Krankheeten oder Kriibsen entwéckelen, entweder vun hire biologeschen Elteren oder eventuell d'Gesondheetssituatioun vun hiren Adoptivelteren. Ganz kloer ass bei där preziser Etüd och erauskomm, dass et de Liewensstil ass. Dat heescht also, dass d'Krankheitsbiller vun den Adoptivelteren déi sinn, déi bei den Adoptivkanner kommen. All dat beweist, dass et...

#### (Interruption)

Ganz kloer! Dat heescht, dass et net un d'Gene gebonnen ass, mä un de Liewensstil, un den Environnement. An ech mengen, dass dat eigentlech och net méi contestéiert gëtt. Dass d'Proportion vun deenen ëmweltgebundene Kriibser net feststellen ass, ass u sech kee Problem. Mir wëssen, dass et eng Envergure ass, déi net méi ka contestéiert ginn. Et ass och hautdësdays, mengen ech, keen - ech hu jiddefalls keng rezent Etüd fonnt -, deen de Contraire géif behaapten. Sou dass ech denken, dass mer gutt géifen drun doen, déi Motioun do unzuehuelen, an dat ze maachen, wat muss gemaach ginn, wa mer net wëlle weiderfuere, eis Leit stierwen ze loosse u Kriibser, déi mer hätte kënnen évitéieren.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Err. An elo kritt nach den Här Jean Colombero d'Wuert.

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Merci, Här President. An zwou Minutten. Merci, Här Huss. Also fir mech ass d'Preventioun, déi normal Preventioun, déi ass fir mech feelgeschloen. Well Dir hutt jo scho gesinn, dass, wann Der Zigarette kafe gitt, do steet: „Fumer nuit à la santé.“ An trotzdem ginn d'Leit dann hire Pak Zigarette kafen. Ech mengen, dat ass u sech net dee richtege Wee, dee mer mussen aschloen.

Wichtig ass fir mech, dass deen Dokter, deen de Patient begleet, wann e krank ass, Kenntniser huet, an e muss eng ëmwelt-politesch Ausbildung hunn, fir dass en direkt ka reagéieren, direkt kann déi richtig Analyse maachen, fir dass de Patient direkt ka behandelt ginn. Ech mengen, dat ass deen éischte Message, deen ech hei wëll iwwermëttelen. Dat ass deen allerwichtigsten. Well e Patient u sech, dee kann nëmmer eppes änneren dee Moment, wou e krank ass, an net am Virfeld. An duerfir ass fir mech dat Wichtigst, wann en Dokter eng ëmwelt-politesch Ausbildung huet, wou en dann dee Moment de Patient kann orientéieren.

Wichtig ass et fir mech awer och, wann et Preventioun soll ginn, da soll déi vun der Politik gestart gi vun uewen. Mä duerfir muss mer eis e Kader ginn. An ech hu scho virun enger Rei vu Jore gesot, mir missten eng Assurance prévention an d'Welt ruffen an déi misst komplementar sinn zur Assurance maladie.

OUNI d'Cotisatiounen ze héijen an deem Sënn, dass mer, wa mer elo eng Cotisatioun vu 5,40 fir d'Assurance maladie hunn, misste mer dohinner goen, eng Assurance prévention an d'Liewen ze ruffen, déi zum Beispill mat 0,25 dotéiert wier. Déi 0,25, déi mer an der Preventioun hunn, déi géife mer da bei der Assurance maladie ewechhuelen. Domat géife mer d'Programmer finanzéieren, an dann dat Joer drop kucken, wéi dann d'Auswierkung do ass. Wann et da muss sinn, géife mer dann nach eng Kéier 0,25 fir d'Preventioun derbäisetzen an 0,25 vun der Assurance maladie ewechhuelen. Dat heescht, mir géifen eis en Instrument ginn, fir eng Balance ze fannen tëschent Maladie a Preventioun, ouni d'Cotisatiounen weider ze belasschten.

Dat gesot, Här President, ech si mat der Motioun vum Här Huss d'accord.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Colombero. Elo kritt d'Wuert de Gesondheetssminister Mars Di Bartolomeo. Här Minister, Dir hutt eng Véirelstonn.

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

#### (Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, ech wëll direkt soen, dass ech dann haut dovu wäert profitéieren, fir mäin Zäitkonto erëm definitiv op null ze stellen. Ech sinn dem President nach dräi Minutten an e puer Sekonne schëlleg. An ech géif dann haut dovu profitéieren, fir dass ech erëm bei null stinn.

Ech si ganz frou iwwert déi Diskussioun, déi mer de Mëtteg an enger ganz nuancierter a konstruktiver Approche féieren an déi drop erausleeft, dass mer beim Kriibs definitiv a Richtung Ursachebekämpfung an net a Richtung Symptombekämpfung ginn. An enger ganzer Rei vu Beräicher ass dat scho bal a Fleisch a Blut iwwergaangen. Bal, soen ech, nach net ganz; an anere Beräicher gëtt et nach Nohuelbedarf.

Den Här Huss zitëiert de Rapport vum President's Cancer Panel. E kéint och eng Rei vu Viraarbechte vum Europäesche Parlament zitëieren, déi alleguer zu darselwechter Konklusioun kommen: Dass d'Zuel vun de Kriibse leider nach ëmmer steigt, och souguer berengegt vun der Liewenserwaardung, an dass virun allem, an dat ass méi grave, d'Zuel vun de Kriibse bei klengen Kanner weider steigt. Dat interpel-

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





léiert, an dat féiert eis dozou, dass mer iw-  
werall do, wou mer et kënnen, op d'Ur-  
saache mussen awierken.

Mir kennen der eng ganz Rei a mir wier-  
ken an der Zwëschenzäit op eng Rei vun  
Ursachen an. Mä mir däerfen eis Efforten  
net reng focaliséieren op dat, wat elo  
wierklech gebetsmühlentaarteg ëmmer an  
ëmmer widderholl gëtt: gesond Er-  
nährung, Bewegung, déi notoresch ge-  
sundheitsschiedlech Gidder entweder op  
der Säit loossen oder anerer ganz räsonna-  
bel benotzen.

Doriwwer eraus mussen mer, mengen ech,  
méi staark eis focaliséieren op d'Ëmwelta-  
flëss, déi incontestabel sinn. Do, wou se  
bis elo am stärksten nogewise gi sinn, dat  
ass am Beräich vun der Aarbecht. Do gëtt  
et exzellente Etüden, an do si mer och esou  
wäit, dass mer eng Rei vu Berufskrankhee-  
ten, eng Rei vu Risikofactoren unerken-  
nen, déi kënnen zu enger Rei vu Kriibse  
féieren. Dat ass net méi contestéiert. Ähn-  
lech ass et bei der Pollutioun vun den In-  
nenraim, wou mer an deene leschte Jore  
ganz grouss Erkenntnisser kritt hunn a wou  
mer eis zum Deel och d'Moyenë ginn  
hunn, fir kënnen dorop ze reagéieren.

Ech hu virdu gesot, dass eigentlech de  
Wëssensstand am beschten ass bei der  
Santé au travail, well mer do net nëmme  
d'Risiken definéiert hunn, mä och kënnen  
d'Konsequenzen haut net erschöpfend,  
mä wäitgehend constatéieren. An der  
Zwëschenzäit gëtt et 16 professionell Can-  
ceren, déi vun der Assurance accident am  
Joer 2008 unerkannt gi sinn. Dat wëllt net  
heeschen, dass dat se alleguer sinn, mä  
d'Assurance accident huet an deem Joer  
16 Kriibsen unerkannt, wou se gesot hunn,  
do ass eng ganz grouss Présomptioun,  
dass dat opgrond vun der Aarbecht zréck-  
zeféieren ass. Do waren zwielf Longe-  
kriibsen derbäi, dräi Kriibse bei de Sinusen  
an an der Nuesgéigend. Sou dass een dat  
doten also sécher net däerf erofspillen. Do  
gëtt et seriö Risiken.

Mir hunn och an der Santé au travail pro-  
béiert, fir déi Postes à risques och mat  
deem dote Bléckwénkel ze definéieren, an  
do konnt an der Zwëschenzäit eng breet  
gestreeten Etüd iwwert d'Postes à risques  
an der Zesummenaarbecht mat ganz ville  
Betriber gemaach ginn.

Do, wou mer ganz grouss Fortschreter  
konnte maachen, dat ass bei der Détec-  
tioun vu Risikostoffen a Gebäier. Do ass de  
Bilan och net ze bagatelliséieren, well  
mer iwwe eng Rei vu Jore constatéiert  
hunn, dass an der Regel pro Joer a 40%  
vun de Fäll Belaaschtunge festgestallt gi  
sinn, déi kënnen zu enger Gesondheits-  
gefährdung féieren.

Et ass och net esou, dass mer an deene  
leschte Jore keng Effortë gemaach hunn,  
fir d'Risiko vun enger Expositioun an der  
Ëmwelt fir d'Gesondheet ze begéinen. An  
do wëll ech ënnersträichen, dass et hei net  
nëmme ëm de Kriibse geet, mä dass eng  
ganz Rei vun anere Krankheeten ëmwelt-  
bedéngt kënnen entstoen.

Do hu mer drop reagéiert. Ech wëll lech  
just à titre indicatif eng Rei vu Mooss-  
namen opzielen, déi awer zu enger Risiko-  
minderung féieren: zum Beispill d'Iwwer-  
waachung an d'Reduktioun vun den Nitra-  
ten am Dréckwaasser; zum Beispill d'Ge-  
setz géint den Tabak, wou mer wäerten  
deemnächst driwwer diskutéieren, wéi mer  
de Schutz vun deenen, déi net wëlle  
matfëmmen, verbessern; dann de Ver-  
buet vun der Benotzung vu manifest can-  
cérigène Stoffen, d'Léiglatioun an d'Sur-  
veillance vun de Postes à risques; den Dé-  
veloppement vu Servicer, d'Ëmweltmede-  
zin, d'Servicer am LNS, d'Divisioun vun  
der Santé au travail respektiv déi aar-  
bechtsmedezinesch Servicer; eng Rei vu  
Servicer ronderëm d'Aarbecht, ënner ane-  
rem d'ITM; d'Sensibiliséierung géint déi  
potenziell Risiko vu Strahlen iwwe GSM  
oder Héichspannungsleitungen; Informa-  
tioun, Virbereedung, Sensibiliséierung fir  
d'Risiken, déi beim Bau, wann een dat net  
sënnge mécht, kënnen entstoen; dann  
déi Surveillance vun de Kleng-Stëbs-  
Partikelen iwwert den Environnement;  
Campagnen iwwe, an dat ass jo och en  
Ëmweltafloss, d'Genéissen oder den Abus  
vun der Sonn, déi zoustänneg ass fir eng  
ganz Rei vun Hautkriibsen; d'Schafung vun  
einem Service de sécurité alimentaire.

Da si mer amgang, déi Zesammen-  
aarbecht um europäesche Plang net  
nëmme ze begleeten, mä ze beaflossen  
an ze incitéieren. An ech wëll do nach eng  
Kéier dem Här Huss an och eise Leit, déi  
aktiv matschaffen, e ganz häerzleche Merci  
soen. Lëtzebuerg ass an där doter Themat-  
ik ganz kloer op der Kaart. Déi Leit, déi  
bereet sinn, mat doriwwer ze diskutéieren,  
huelen déi Lëtzebuurger Aarbechte ganz  
eescht. An dofir soen ech och en häerz-  
leche Merci. Et ass net fir näischt, wou mer  
2005 ënner eiser Présidence eng vill  
béuechte Konferenz organiséiert hu mat  
Publikatiounen. An deem Geescht sinn  
Nofolgekonferenzen zu Parma an elo och  
vun de belsche Kollegen, déi wäerte ge-  
maach ginn.

Ech si ganz domat d'accord, dass een an  
der Gesondheet an an der Gesondheitsfi-  
nanzéierung besser huet, fir virzesuergen,  
amplaz herno mat der Strenz a mat de  
Suen hannendrun ze lafen, wou een ei-  
gentlech vill méi bëlleg hätt besser Resul-  
tater kënnen errechen, an dozou gefouert  
hätt, dass d'Gesondheet net kapott gi wär.

Ech well awer och zum Schluss drop insi-  
téieren, dass déi heiten Thematik net eng  
reng Thematik Gesondheet ass. Selbstver-  
ständlech ass d'Approche am Intérêt vun  
der Gesondheet. Mä d'Thematik muss  
pluridisziplinär, multidisziplinär ugepaakt  
ginn, nom Motto: „D'Gesondheet am  
Zentrum vun alle Politiken“. Do gëllt et,  
den Environnement an aner Wirtschafts-  
aktivitéite mat anzebannen, fir effikass  
kënnen ze schaffen.

Da mengen ech, ass et och wichteg, dass  
een déi doten Thematik mat abezitt, wann  
een industriell Anlagen oder Neibaute mat  
Ëmweltafloss genehmegt. Et ass leider  
esou, dass a ganz ville Genehmigungs-  
prozeduren d'Santé net mat agebonnen  
ass an, wann d'Kand bis am Pëtz läit, no  
der Santé geruff gëtt, fir dass d'Santé dat  
alles erëm an d'Rei bréngt. Dofir wär et  
ganz gutt, wa mer a Genehmigungspro-  
zeduren d'Gesondheitsselementer an och  
d'Gesondheitsautoritéite géife mat aban-  
nen.

Ech wëllt als Konklusioen soen, dass mer  
eng ganz Rei vun Efforten...

### (Interruption)

► **M. le Président.**- Dir leit nach ganz  
gutt, Här Minister.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de  
la Santé.**- Ech leien exzellente. Ech hunn  
nach..., ech leien exzellente. Dofir wëll ech  
ënnersträichen, dass et gutt ass, dass mer  
aus deene gudden Etüden, déi an der  
Zwëschenzäit virleien, déi richteg Konklus-  
siounen zéien, dass mer um nationale  
Plang weider aktiv bleiwen, eis Aktivitéit  
intensifiéieren an um europäesche Plang  
zu deene Lokomotive gehéieren, déi aus  
deem Thema hei eng Prioritéit maachen.

Dofir wäert et lech net iwweerraschen, dass  
ech d'Motioun vum Här Huss mat enger  
ganz klenger Modifikatioun... - wou mer  
proposéieren, dass mer et net sollen enta-  
méieren, mä solle persévéréieren an deen  
Efforten, déi mer maachen, a wou ech  
mengen, dass och den Auteur domat d'ac-  
cord ass - dass ech lech géif bieden, déi  
Motioun unzehuelen.

Villmools Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här  
Gesondheitsminister, dee bal véier Mi-  
nutte guttgeschriwwe kritt. En ass an  
engem liichte Plus.

### Vote sur la motion 1

A mir sinn och an engem Plus, fir kënnen  
ze stëmmen. Mir sinn nämlech genau zu  
31, sou datt mer nach kënnen déi Motioun  
à main levée ofstëmmen.

Wien ass mat der Motioun vum Här Huss  
d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn.

Da géif ech lech Merci soen.

Mir sinn domadder och schonn um Enn  
vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst  
Sitzung si fir de 6., 7. an 8. Juli virgesinn.  
Den Ordre du jour gëtt lech schréfflech  
zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehewen.

**(Fin de la séance publique à 17.45  
heures)**

## Sommaire des séances publiques N<sup>os</sup> 37, 38 et 39

Communications	page 511
Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés	page 511
Ordre du jour	pages 511-512
Heure de questions au Gouvernement	
- Question N°69 du 29 juin 2010 de M. Marcel Oberweis relative au projet de plans d'action de lutte contre le bruit, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	page 512
- Question N°70 du 28 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à la réintégration d'élèves ayant abandonné leur formation professionnelle dans le système scolaire, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle	page 512
- Question N°71 du 29 juin 2010 de M. Ben Fayot relative aux suites réservées à la déclaration du Gouvernement du 5 mai 2010, et plus particulièrement sur les affirmations concernant la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	pages 512-513
- Question N°72 du 29 juin 2010 de M. Félix Braz relative à l'accord SWIFT entre les États-Unis et l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de la Justice	page 513
- Question N°73 du 29 juin 2010 de M. Marc Angel relative à la possibilité des communes de tenir une comptabilité commerciale, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région	pages 513-514
- Question N°74 du 28 juin 2010 de M. Fernand Kartheiser relative à la campagne d'information «Ech si MEGA», adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances	page 514
- Question N°75 du 29 juin 2010 de M. Roger Negri relative au rapport du «Fahrgastforum» de 2008, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	pages 514-515
- Question N°76 du 28 juin 2010 de M. Claude Meisch relative à la déclaration du Président de la République Française suite au sommet du G20 à Toronto concernant l'introduction d'une taxe bancaire par la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, adressée à M. le Ministre des Finances	page 515
- Question N°77 du 29 juin 2010 de M. Fernand Diederich relative aux frais d'inscription aux cours demandés par le Conservatoire du Nord aux élèves non résidents des communes d'Ettelbruck ou de Diekirch, adressée à Mme la Ministre de la Culture	page 515
- Question N°78 du 29 juin 2010 de M. Félix Braz relative à l'achat de roquettes anti-char par l'armée, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (lire: Ministre de la Défense)	pages 515-516
6065 - Projet de loi relatif aux travaux de mise en valeur des hauts fourneaux A et B de Belval	pages 516-520
Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur le phénomène de harcèlement moral («mobbing») dans notre société	pages 520-523
Dépôt d'une résolution par M. André Bauler	page 524
Débat d'orientation sur les propositions gouvernementales de maintien et de développement de la compétitivité et de l'attractivité générale du Luxembourg pour les acteurs économiques présents et pour les futurs investisseurs potentiels	pages 524-543
Résolution de M. André Bauler relative à l'analyse et à la discussion du harcèlement moral au sein de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et de la Commission du Travail et de l'Emploi et invitation aux réunions de commission des partenaires concernés et des experts	page 544
Dépôt d'un projet de loi	page 544
6142 - Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro	pages 544-549
6062 - Projet de loi transposant, pour les professions de médecin, de médecin-dentiste, de médecin-vétérinaire, de pharmacien et de certaines autres professions de santé, les dispositions de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la directive 2006/100/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant 1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire; 2. la loi du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien; 3. la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé; 4. la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé	pages 549-554
Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la prévention sous le point de vue des causes environnementales du cancer et sur la lutte au niveau international pour une meilleure réglementation concernant les produits chimiques	pages 554-557

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal,  
Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg





## Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0538	André Hoffmann	Recettes supplémentaires par la fiscalité
0559	Fernand Kartheiser	Crypte funéraire de la Comtesse Ermesinde
0578	André Bauler	Centres de développement et d'attraction régionaux
0591	André Bauler	Musée national de la technique
0608	François Bausch	Construction d'une piste cyclable dans le cadre du projet du nouveau viaduc ferroviaire de Pulvermühl
0632	Camille Gira et Jean Huss	Logements pour curés
0637	Roger Negri	Contamination à la dioxine de maïs labellisé «bio»
0643	Claude Meisch	Construction des lycées de Clervaux, Differdange et Mondorf-les-Bains
0644	Félix Braz	Congé linguistique introduit par la loi du 19 février 2009
0645	Gilles Roth	Loi du 31 mars 2010 portant approbation de plusieurs conventions fiscales
0646	Marie-Josée Frank	Implications de la loi du 23 octobre 2008 relative à la nationalité luxembourgeoise sur la composition des commissions consultatives communales pour étrangers
0651	André Bauler	Soutien aux chômeurs disposés à créer leur propre entreprise
0653	Jean Colombera	Téléasanté
0655	Fernand Kartheiser	Indemnité de chômage
0659	Martine Mergen	Prescriptions médicales transmises par «voie de télécommunication»
0660	Eugène Berger	Stade de football et centre commercial à Livange - Site
0661	Eugène Berger	Stade de football et centre commercial à Livange - Études
0662	Fernand Kartheiser	Examen des lois budgétaires nationales par la Commission européenne
0666	Marc Spautz	Organisation scolaire
0667	Ben Fayot	Taux de réussite des étudiants luxembourgeois
0669	Claude Haagen	Abattoir d'Ettelbruck
0670	André Hoffmann	Déductibilité fiscale des frais d'ordinateur personnel pour les enseignants
0671	Marc Spautz	Hausse du prix de l'électricité
0672	Jean Colombera	Sécurité routière
0673	Jean Colombera	Réanimation cardio-pulmonaire
0676	André Bauler	Musée d'histoire de la ville de Diekirch
0677	Marc Spautz	Certificat de scolarité
0679	Fernand Etgen	Centre de tri pour la distribution du courrier postal à Wiltz
0680	Carlo Wagner	Pont frontalier de Grevenmacher
0681	André Bauler	Plateforme d'accueil pour les investisseurs étrangers
0683	Roger Negri	Suppression du «Ruffbus»
0685	Henri Kox	Construction d'une ligne haute tension par la société SOTEL - PAG
0686	Henri Kox	Construction d'une ligne haute tension par la société SOTEL - CREOS
0687	Carlo Wagner	Réforme de la nomenclature dentaire
0688	Lucien Lux	Tunnel de Howald
0689	André Bauler	Origine des produits offerts dans la restauration scolaire
0690	Fernand Kartheiser	Cimetière pour animaux domestiques
0692	Ben Fayot	Future affectation d'un immeuble au boulevard de la Pétrusse appartenant à l'État
0693	André Bauler	Congé-jeunesse
0694	Fernand Kartheiser	«Plan de réussite scolaire»
0695	Marc Spautz	Centre commercial à Esch/Lallange
0697	Jean Colombera	Programmes agroenvironnementaux
0699	Marcel Oberweis	Prix enregistrés des appartements au 1 <sup>er</sup> trimestre 2010
0710	André Bauler et Fernand Etgen	Formation professionnelle
0712	André Bauler	Programme d'étude des classes de 4 <sup>e</sup> ES

### Question 0538 (25.3.2010) de M. André Hoffmann (déi Lénk) concernant les recettes supplémentaires par la fiscalité:

Monsieur le Premier Ministre a récemment déclaré que, pour atteindre l'équilibre budgétaire de l'État, il faudrait fixer l'impôt de solidarité à 13%, et Monsieur le Ministre des Finances a précisé,

d'autre part, qu'un relèvement de 1% du taux marginal maximal de l'impôt sur le revenu engendrerait une recette supplémentaire de 39 millions d'euros. Je suppose que ces calculs précis se sont basés sur les revenus actuels.

Monsieur le Ministre pourra-t-il répondre avec la même précision aux questions suivantes:

1. Quelle serait la recette supplémentaire avec un taux marginal maximal de 48% (aujourd'hui avec 38% inférieur à celui de nos pays voisins)?

2. Quelle serait la recette supplémentaire avec un taux marginal maximal de 56%, qui était jadis en vigueur?

3. Monsieur le Ministre peut-il confirmer les données de l'étude «Paying Taxes 2010» publiée par la Banque mondiale et PricewaterhouseCoopers, indiquant que le taux réel d'imposition des entreprises au Luxembourg («Total Tax Rate» - contributions sociales incluses) est de loin le plus bas de l'Union européenne et l'un des plus bas du monde?

4. Si oui, peut-on conclure qu'un relèvement du taux de l'impôt sur le revenu des collectivités à 25% (+ 4%) serait encore largement compatible avec la «compétitivité» fiscale de nos entreprises?

5. Quelle serait la recette supplémentaire engendrée par un tel relèvement?

**Réponse (2.6.2010) de M. Luc Frieden, Ministre des Finances:**

Une augmentation des impôts, telle que suggérée dans la question parlementaire, conduirait théoriquement à une recette supplémentaire. Toutefois, le Gouvernement estime que ces calculs sont très théoriques, alors qu'une augmentation si massive des impôts conduirait à une délocalisation des activités économiques, notamment du secteur financier, avec une perte considérable d'emplois et, par conséquent, de recettes fiscales.

**Complément de réponse (9.7.2010) de M. Luc Frieden, Ministre des Finances:**

En complément à ma réponse à la question parlementaire de Monsieur le Député Hoffmann, et conformément au souhait de ce dernier, j'aimerais apporter les précisions suivantes supplémentaires:

1. Une augmentation du taux d'imposition marginal maximal de 1% conduit à une recette supplémentaire d'environ 40 millions d'euros.

Par conséquent, on peut, théoriquement, estimer qu'une augmentation du taux maximal à 48% conduirait à une recette supplémentaire de 400 millions. À notre avis, il s'agit néanmoins d'un calcul tout à fait théorique. En effet, on ne peut extrapoler des recettes supplémentaires par un simple calcul arithmétique, parce qu'une telle estimation ne prend pas en compte les effets économiques négatifs induits par une telle augmentation importante des impôts.

Au-delà d'un certain niveau d'imposition, il est en effet à craindre que bon nombre d'emplois dans des secteurs économiques orientés vers le marché européen et international (notamment le secteur financier) ne soient délocalisés dans d'autres pays, de sorte qu'une augmentation des impôts conduirait à moins de recettes fiscales pour l'État.

2. Une augmentation des impôts avec un taux marginal maximal de 56% conduirait, en théorie, à une recette supplémentaire de près de 700 millions d'euros. Or, à notre avis, il n'en est rien. En effet, il serait très difficile de maintenir ou d'attirer vers le Luxembourg des emplois. Il faut en effet rappeler qu'au cours des dernières années, le taux d'imposition sur le revenu des personnes physiques a diminué en Europe, de sorte qu'on ne peut comparer la situation actuelle avec celle en vigueur à l'époque au Luxembourg.

Selon les données d'Eurostat, le taux d'imposition maximal moyen pour les personnes physiques dans l'Union européenne était en 2010 de 37,5% (42,4% dans la seule zone euro). Le Luxembourg doit donc, s'il veut encourager la création d'emplois, tenir compte de l'environnement fiscal international.

3. Il est difficile de comparer des taux d'imposition réels d'entreprises in abstracto, alors que ces taux varient généralement en fonction des secteurs économiques. Les possibilités légales de déductions fiscales rendent très difficiles toute comparaison. Je ne puis donc partager les conclusions de l'étude citée, ne disposant pas des hypothèses de base prises en compte.

4. Je ne pense pas qu'un relèvement de l'impôt sur les collectivités de 4% serait compatible avec notre politique consistant à attirer au Luxembourg et à y maintenir des entreprises créatrices d'emploi. Selon la dernière publication d'Eurostat de 2010, le taux maximal moyen sur le revenu des sociétés dans l'Union européenne est de 23,2% (25,7% dans la zone euro). Tant pour les personnes physiques que pour les sociétés, le Gouvernement souhaite garder un niveau en matière de fiscalité qui encourage le travail et la création d'emplois.

5. En théorie, une telle augmentation de 4% conduirait à une recette supplémentaire de près de 300 millions. Toutefois, plus encore que pour les personnes physiques, j'estime que l'État subirait une perte de recettes fiscales, alors qu'il est fort à parier que les entreprises ne choisiraient pas de développer leurs activités.

### Question 0559 (7.4.2010) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la crypte funéraire de la Comtesse Ermesinde:

De 1997 à 2000, le site archéologique de Clairefontaine a été restauré par les autorités belges avec le soutien financier du Grand-Duché. Maintenant, dix ans après cette restauration, la crypte funéraire de la Comtesse Ermesinde se trouve de nouveau dans un mauvais état, principalement en raison de l'humidité du caveau.

- Madame la Ministre est-elle consciente de ce problème et quelles sont les mesures qu'elle entend prendre pour remédier à cette situation, en concertation avec les autorités belges?

**Réponse (13.7.2010) de Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture:**

L'honorable Député s'enquiert sur l'état de la crypte funéraire de la Comtesse Ermesinde située dans l'ancienne abbaye cistercienne de Clairefontaine, sur la commune d'Arlon en Belgique.

De 1997-2000, l'État luxembourgeois y a contribué, par son Service des Sites et Monuments nationaux et à titre exceptionnel, à des travaux de réhabilitation, notamment au niveau de la restauration de la chapelle qui abrite le tombeau de la Comtesse Ermesinde.

Comme tous les monastères cisterciens, l'ancienne abbaye de Clairefontaine est située dans une vallée riche en eau, par exemple la Durbach et la source St-Bernard. Une telle situation présente sans doute des avantages, elle entraîne cependant aussi des inconvénients. Tel est le cas de l'humidité qui remonte régulièrement dans les ouvrages en maçonnerie par l'effet de la capillarité.





La crypte où se situe le tombeau souffre manifestement de ce phénomène qui provoque la dissolution de la peinture et éventuellement de l'enduit sous-jacent. Une telle dégradation est tout à fait normale et inévitable au bout de dix ans.

Le monument appartient au doyenné d'Arlon et est géré par l'a.s.b.l. «Amis de l'Abbaye noble de Clairefontaine». Les membres de l'association s'occupent du site à titre purement bénévole et y investissent d'innombrables heures de travail non rémunéré. Ils sont parfaitement conscients du problème de la crypte et envisagent d'y remédier au cours de cette année. Le Service des Sites et Monuments nationaux se tient à leur disposition pour toute aide notamment du point de vue logistique, si cette aide est souhaitée et demandée.

**Question 0578** (12.4.2010) de **M. André Bauler (DP)** concernant les **centres de développement et d'attraction régionaux**:

Le programme directeur d'aménagement du territoire de 2003 se propose de promouvoir, d'une part, les centres de développement et d'attraction d'ordre supérieur et moyen (Luxembourg-ville, Esch-sur-Alzette et Nordstad). Sous le leitmotiv de la déconcentration concentrée, il mise, d'autre part, sur le développement de centres régionaux dans les trois districts du pays.

Dans cet ordre d'idées, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur la stratégie qu'il entend mettre en œuvre à moyen terme pour renforcer le rôle des localités appelées à assumer la fonction d'un centre régional sur les plans administratif, économique et social?

- Monsieur le Ministre peut-il préciser quels sont les projets étatiques prioritaires destinés à fortifier tout particulièrement les centres régionaux situés dans le district de Diekirch (Clervaux, Rédange, Wiltz et Vianden) et dans quel laps de temps ils pourront se concrétiser?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Gouvernement est disposé à mettre un accent particulier sur la décentralisation administrative? Dans l'affirmative, quels sont les services publics qui pourraient faire l'objet d'une pareille décentralisation et quelles sont les localités qui en pourraient bénéficier?

**Réponse** (8.7.2010) de **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**:

L'honorable Député constate que le programme directeur d'aménagement du territoire de 2003 se propose de promouvoir, d'une part, les centres de développement et d'attraction d'ordre supérieur et moyen. Sous le leitmotiv de la déconcentration concentrée, il mise, d'autre part, sur le développement de centres régionaux dans les trois districts du pays. Dans ce contexte, l'honorable Député souhaite poser quelques questions.

En premier lieu, il y a lieu de constater que le programme gouvernemental précise dans son chapitre relatif à l'aménagement du territoire que «la politique

d'aménagement du territoire est une politique à long terme qui doit se situer largement dans la continuité».

C'est ainsi que le Gouvernement continuera la mise en œuvre de l'IVL et du programme directeur du territoire de 2003 qui précise notamment les objectifs prioritaires et mesures à développer pour «promouvoir le polycentrisme et la déconcentration concentrée» (objectif politique V dans le champ d'action - développement urbain et rural). La stratégie du Gouvernement en la matière s'articule par rapport aux mesures formulées par le programme directeur de 2003 et qui sont définies comme suit:

- maintenir un équipement satisfaisant dans les régions périphériques,

- promouvoir le système des centres de développement et d'attraction par le lancement d'une politique active de décentralisation,

- orienter la répartition de la population résidente, actuelle et future, en fonction du système des centres de développement et d'attraction.

Pour illustrer la mise en œuvre continue de cette approche, on peut citer - parmi d'autres exemples - la décentralisation des nouveaux lycées réalisés dans le cadre du plan sectoriel «lycées», l'adaptation des subsides attribués dans le cadre du pacte logement en fonction de la centralité des communes, la délocalisation de l'Université du Luxembourg sur le site de Belval ou bien encore l'ensemble des initiatives lancées dans le cadre de la convention «Nordstad» avec, notamment, le projet de loi portant création de communautés urbaines.

Il va de soi que les quatre plans sectoriels primaires en élaboration (transports, logement, zones d'activités économiques et paysage), à savoir les principaux instruments de mise en œuvre du programme directeur et de l'IVL, seront orientés de manière à concrétiser davantage l'objectif du polycentrisme et de la déconcentration concentrée, par exemple lorsqu'il s'agit de définir des priorités au niveau des infrastructures à développer.

En ce qui concerne en deuxième lieu les projets étatiques prioritaires destinés à fortifier les centres régionaux situés dans le district de Diekirch, il importe de rappeler tout d'abord que la stratégie développée par le programme directeur en matière de déconcentration concentrée ne se limite pas seulement à la réalisation de projets étatiques, mais demande également - dans le respect de l'autonomie communale - une stratégie appropriée de la part de la commune concernée et, si possible, en concertation avec les communes limitrophes dépendantes du centre régional.

En ce qui concerne les projets étatiques prioritaires destinés à fortifier les centres régionaux dans le district de Diekirch, il convient de mentionner les projets suivants:

Diekirch, Ettelbruck, Clervaux: transversale de Clervaux (projet routier majeur), N27A (B7) rond-point Fridhaff - échangeur Erpeldange, accès zone d'activités Fridhaff, nouveau lycée technique agricole à Gilsdorf, Nordstad-lycée à Ettelbruck, infrastructures prioritaires pour le LT Ettelbruck et le Nordstadlycée, Lycée technique pour professions de santé Ettelbruck, infrastructures spor-

tives à Diekirch, Administration de la Nature et des Forêts à Diekirch, fusion des communes, projets du plan sectoriel «zones d'activités économiques».

Rédange: suivi concernant l'évolution du premier lycée réalisé dans le cadre de la mise en œuvre du plan sectoriel «lycées», projets du plan sectoriel «zones d'activités économiques».

Wiltz: soutien étatique en ce qui concerne la revalorisation des friches de Wiltz, adhésion de Wiltz au Parc naturel de la Haute-Sûre; finalisation du projet du CIPA Wiltz.

Vianden: projets du plan sectoriel «zones d'activités économiques».

En ce qui concerne en dernier lieu la décentralisation administrative, il s'agit d'un élément de la stratégie développée par le programme directeur qui est à discuter à chaque fois que la réorganisation d'une administration étatique s'impose. Ainsi, le Gouvernement a précisé dans son programme gouvernemental qu'il «(...) s'efforcera, dans ce contexte, de mettre en place une politique de déconcentration des services publics». Les localités qui pourraient en bénéficier sont prioritairement celles définies comme centres de développement et d'attraction par le programme directeur, tout en tenant compte des besoins fonctionnels spécifiques des services publics concernés. Ainsi, l'Administration de la Nature et des Forêts sera décentralisée dans la Nordstad, en l'occurrence à Diekirch.

**Question 0591** (16.4.2010) de **M. André Bauler (DP)** concernant le **Musée national de la technique**:

Je viens d'apprendre que la commission muséale de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers collecte depuis des années des véhicules anciens ainsi que du matériel historique afin de les conserver au profit des générations futures. À l'heure qu'il est, les véhicules, équipements et outils spécifiques assemblés par ladite commission sont stockés dans deux halls et devront être restaurés. À noter également que la commission travaille en collaboration étroite avec l'Administration des Postes & Télécommunications, la Police grand-ducale, l'Administration des Douanes & Accises ainsi que l'association «Train 1900» en vue de la création ultérieure d'un «Musée national de la technique».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Madame la Ministre de la Culture est-elle au courant du projet en question et peut-elle fournir des précisions sur une éventuelle coopération de son Ministère avec la commission muséale de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle me dire si ses services sont en train d'élaborer un concept muséal et si le Gouvernement s'est penché sur la question du site d'un pareil musée?

- Si tel est le cas, le Gouvernement a-t-il déjà procédé à l'estimation des coûts d'un tel projet? Quel en est le montant approximatif?

- En ces temps difficiles, quelles sont les priorités du Gouvernement sur le plan des infrastructures culturelles? La création d'un «Musée national de la tech-

nique» figure-t-elle parmi ces priorités?

**Réponse** (14.7.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région**:

En 2009, le Ministère de l'Intérieur a demandé aux experts allemands René König et Thomas Ebersbach d'élaborer un concept pour un futur musée des services de secours. Par la suite, l'idée initiale de créer un musée pour les besoins des services de secours a été élargie afin d'associer à ce projet la Police grand-ducale, l'Administration des Douanes et Accises, ainsi que l'Entreprise des Postes et Télécommunications. Une première étude a été remise au Ministère de l'Intérieur fin mars 2010. Cette première partie analyse les collections existantes des services publics concernés, étudie les attractions touristiques comparables dans nos pays voisins et notamment dans la Grande Région et propose un concept pour une «Maison des services publics» au Luxembourg. Les experts ont également comme mission de rechercher des sites potentiels pour un tel projet.

Il est prévu de discuter maintenant les conclusions des experts avec les acteurs concernés pour voir si le concept proposé répond à leurs besoins et attentes. En cas d'accord sur les propositions faites par les experts, il est prévu de peaufiner le concept général élaboré et de déterminer le coût d'un tel projet dans le cadre d'une deuxième étude.

Le Gouvernement se prononcera sur l'opportunité de la réalisation d'un tel projet, ainsi que sur la question du site pour un tel musée, lorsque l'étude finalisée sera disponible.

**Question 0608** (23.4.2010) de **M. François Bausch (déi gréng)** concernant la **construction d'une piste cyclable dans le cadre du projet du nouveau viaduc ferroviaire de Pulvermühl**:

En relation avec l'amélioration de l'infrastructure ferroviaire, il est prévu de construire un nouveau viaduc parallèle au viaduc existant de Pulvermühl (cf. plan directeur sectoriel «Transports»).

Actuellement les travaux de préparation sont en cours. Ce viaduc constitue la seule liaison directe et à géométrie plane entre le plateau du Fetschenhof-Cents et l'agglomération du Verlorenkost-Bonnevoie, deux quartiers de la ville de Luxembourg séparés par la vallée de l'Alzette.

Profiter de cette infrastructure pour améliorer également le réseau des pistes cyclables de la ville de Luxembourg serait une opportunité à ne pas rater. En effet, en ajoutant une piste cyclable sur ce viaduc, une liaison à géométrie plane pourrait faciliter les trajets entre les quartiers en question et formerait ensemble avec les autres infrastructures pour bicyclettes projetées (pont Cents-Kirchberg) un réseau cohérent.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer qu'il est également prévu de construire une piste cyclable dans le cadre du nouveau viaduc projeté?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me donner des renseignements supplémentaires en relation avec ce projet?

- Dans la négative, pour quelles raisons cette opportunité n'a pas été saisie?

**Réponse** (8.7.2010) de **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**:

Par sa question, l'honorable Député souhaite avoir des informations sur le nouveau viaduc à construire qui est parallèle au viaduc existant de Pulvermühl se prêtant, à son avis, particulièrement bien à inclure une piste cyclable afin de faciliter les trajets à vélo entre les quartiers de Cents et de Bonnevoie.

Tout d'abord, il échet de préciser que les travaux de construction du nouveau viaduc ferroviaire en question sont adjugés et le pont est actuellement en construction.

Pour réaliser maintenant une piste cyclable sur ce pont, il faudrait l'élargir de quelque trois mètres, ce qui aurait comme conséquence d'arrêter les travaux en cours avec toutes les conséquences financières et de délai que cela comporterait.

À noter d'ailleurs que la construction d'une piste cyclable n'était pas prévue lors de l'organisation du concours d'architecte en 2002.

Se poserait en outre une question de la sécurité des cyclistes en relation avec le problème de raccordement de la piste des deux côtés en cohabitation avec le trafic ferroviaire. En effet, alors que du côté du boulevard d'Avranches, le pont sera raccordé à la tranchée couverte qui mène à la Gare centrale, le pont est suivi du côté du Cents d'un perré d'une longueur de 500 mètres menant vers une tranchée ouverte se trouvant à une hauteur de 28 mètres. Ces raccordements devraient ainsi être également élargis en conséquence sur une longueur importante, ce qui augmenterait les coûts de façon considérable.

Enfin, il échet de préciser que l'itinéraire sollicité par l'honorable Député ne fait pas partie du réseau national des pistes cyclables. En effet, la loi du 6 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables prévoit la construction de telles liaisons, mais seulement par les communes, ceci d'autant plus qu'il s'agit dans le présent cas d'une liaison entre deux quartiers de la ville de Luxembourg.

**Question 0632** (7.5.2010) de **MM. Camille Gira et Jean Huss (déi gréng)** concernant les **logements pour curés**:

Le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises stipule dans son chapitre IV «charges des communes relatives au culte», que chaque commune doit fournir gratuitement au curé ou desservant un presbytère, un logement ou bien à défaut de presbytère et de logement, verser une indemnité pécuniaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:





- Combien de communes mettent encore à disposition un presbytère ou un logement? Combien payent une indemnité de logement aux curés?

- Quelle est la valeur locative de ces bâtiments, respectivement des sommes allouées aux curés pour se loger?

- Messieurs les Ministres jugent-ils opportun de maintenir ce privilège, sachant que les salaires des ministres du culte sont pris en charge par l'État?

- Considérant que le décret en question comporte toute une série de dispositions caduques, ne serait-il pas opportun de procéder à une réforme approfondie de ce texte?

**Réponse commune (7.7.2010)** de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région* et de **M. François Biltgen**, *Ministre des Cultes*:

Quant aux deux premiers points de la question parlementaire le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région ne dispose pas d'éléments statistiques permettant de répondre. Il y a lieu, le cas échéant, de requérir les éléments de réponse auprès des communes concernées alors que celles-ci gèrent leur patrimoine immobilier selon le principe de l'autonomie communale. La tutelle administrative n'intervient qu'en cas de changement d'affectation ou d'aliénation des biens en question.

En réponse à la question s'il serait opportun de procéder à une réforme approfondie du décret en question, il convient de souligner que l'application pratique du décret doit être posée dans le contexte concordataire voire constitutionnel.

**Question 0637 (11.5.2010)** de **M. Roger Negri (LSAP)** concernant la **contamination à la dioxine de maïs labellisé «bio»**:

En Allemagne, la contamination à la dioxine de maïs labellisé «bio» provenant d'Ukraine et destiné à l'alimentation d'animaux prend une ampleur de plus en plus grande. Selon les médias allemands, des fermes d'élevage de poules dans neuf États fédéraux auraient été fournies de ce maïs contaminé. Des tests auraient révélé des traces de dioxine dans des œufs bio, ce qui a conduit les autorités allemandes à interdire à plusieurs fermes l'écoulement de leurs produits sur le marché.

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ces faits? Est-ce que des fermes luxembourgeoises sont susceptibles d'avoir acheté du maïs contaminé?

- Est-ce que des tests ont été réalisés pour vérifier si le maïs importé, respectivement les œufs bio vendus au Luxembourg sont contaminés? Dans l'affirmative, quel est le résultat de ces tests?

**Réponse commune (9.7.2010)** de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé* et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

L'affaire du maïs contaminé par des dioxines a été découverte dans le cadre d'un programme

de contrôle applicable à tous les États membres et défini dans la directive 96/23/CEE du Conseil du 29 avril 1996 relative aux mesures de contrôle à mettre en œuvre à l'égard de certaines substances et de leurs résidus dans les animaux vivants et leurs produits. Ce programme prévoit la recherche de plusieurs centaines de substances chez les animaux producteurs de denrées alimentaires. Dès qu'un résultat est positif pour une substance donnée, l'État membre concerné recherche l'origine de la contamination et, grâce au système de traçabilité en amont et en aval prévu par le règlement (CE) 178/2002, mène des investigations afin de découvrir éventuellement d'autres établissements impliqués directement ou indirectement. Par ailleurs, en cas de découverte d'une anomalie, celle-ci, ainsi que tous les résultats des investigations y afférents, sont notifiés immédiatement à la Commission européenne via le système d'alerte rapide. Au cas où des établissements situés dans d'autres États membres sont concernés, ces États membres en reçoivent automatiquement la notification via le système d'alerte rapide.

Au stade actuel des investigations le Luxembourg n'a pas encore reçu de notification comme quoi une entreprise luxembourgeoise serait impliquée dans cette affaire. Dès que les médias allemands ont révélé le problème, le Luxembourg a suivi les investigations dans le système d'alerte rapide et il s'avère que le maïs en provenance d'Ukraine a été distribué à plusieurs entreprises aux Pays-Bas et à une entreprise en Belgique, qui par la suite ont fait la distribution de la production. De cette façon les lots d'aliments contaminés ont fait leur apparition en Allemagne. Pour l'instant aucune exploitation agricole ou entreprise d'aliments pour animaux au Luxembourg ne semble impliquée dans cette affaire.

Concernant les analyses, il faut savoir que les effets de la dioxine apparaissent avec un certain décalage dans le temps. Lors de l'absorption avec des aliments pour animaux, elles s'accumulent au niveau des tissus graisseux où elles sont détectées (œufs et viande). C'est pourquoi dans ce cas-ci, étant donné que l'origine de la contamination se situe au niveau de farines animales, un contrôle renforcé des aliments pour animaux pour les dioxines a été mis en place. Seulement après un certain temps les dioxines peuvent faire leur apparition dans les aliments d'origine animale suite aux effets cumulatifs dans les tissus adipeux.

En ce qui concerne les œufs, le programme de routine élaboré suivant la directive 96/23/CEE précitée restera inchangé. Lors de résultats positifs, il est évident que les produits susceptibles d'être concernés seront retirés du marché et que le retracement aura lieu.

**Question 0643 (11.5.2010)** de **M. Claude Meisch (DP)** concernant la **construction des lycées de Clervaux, Differdange et Mondorf-les-Bains**:

Dans le cadre de son discours sur l'état de la nation, Monsieur le Premier Ministre avait annoncé que la construction des lycées prévus à Clervaux, Differdange et Mondorf-les-Bains serait retardée et avait motivé cette décision par des raisons de financement.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer si cette décision du Gouvernement tient compte des prévisions, retenues pour chacune des trois régions concernées dans le plan sectoriel «lycées», concernant l'évolution du nombre d'élèves susceptibles de fréquenter dans les prochaines années un établissement scolaire de l'enseignement secondaire?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me dire dans quel stade se trouvent actuellement les planifications pour les trois lycées susmentionnés et pour quand leur ouverture est prévue?

**Réponse commune (2.7.2010)** de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député Claude Meisch souhaite avoir des informations sur les projets des trois lycées prévus respectivement à Clervaux, à Differdange et à Mondorf-les-Bains, dont la réalisation sera reportée pour des motifs d'ordre budgétaire.

En effet, la construction prévue de trois nouveaux lycées à Clervaux, Differdange et Mondorf-les-Bains répond effectivement à des besoins en espace scolaire supplémentaires constatés dans les régions afférentes et correspond à la phase 2 dans l'ordre des priorités fixé à l'époque par le règlement grand-ducal du 25 novembre 2005 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «lycées». À noter dans ce contexte que la phase 1 n'est pas encore terminée: alors que le lycée à Rédange a ouvert ses portes il y a deux ans, l'ouverture du lycée Belval est fixée pour la rentrée 2011. Enfin, les travaux du lycée Junglinster viennent juste de commencer. Il semble cependant indiqué de terminer tout d'abord la première phase avant d'en entamer la deuxième.

À noter que la transformation respectivement l'agrandissement d'infrastructures existantes ainsi que la mise en service prochaine de nouveaux lycées permettront d'absorber, dans un premier temps, le nombre croissant d'élèves de l'enseignement secondaire.

En ce qui concerne la planification des trois lycées en question, l'on précise tout d'abord qu'au sujet du Lycée funiculaire à Differdange, le comité d'acquisition a été chargé des procédures nécessaires en vue de l'appropriation des terrains et une réunion avec la commune de Differdange a eu lieu en date du 22 septembre 2009.

Concernant les planifications pour le «Lycée Mondorf», le programme des besoins fait actuellement l'objet d'une étude préliminaire. Dans ce contexte, le terrain projeté pour l'implantation de ce lycée est en cours d'analyse auprès de l'office national du remboursement, alors que le comité d'acquisition a été chargé du dossier fin 2009.

Enfin, pour le Lycée à Clervaux, les études avant-projet sommaire sont en cours. Comme les terrains appartenant à l'État se situent dans une zone inondable à

risque moyen, des études hydrauliques ont été lancées sur demande de l'Administration de la Gestion de l'Eau. Le début de la démolition du hall de CTI Systems est prévu pour fin juin 2010 et va se prolonger jusqu'en décembre 2010.

À toutes fins utiles, je me permets de rappeler la situation des liquidations qui témoignent des efforts consentis dans le domaine des infrastructures scolaires.

1995 :	20.305.769,47
1996 :	33.501.392,49
2000 :	47.778.485,82
2001 :	43.447.345,75
2002 :	47.682.331,20
2003 :	65.359.614,54
2004 :	66.290.072,18
2005 :	73.900.602,52
2006 :	65.878.579,81
2007 :	72.547.101,43
2008 :	111.820.494,79
2009 :	71.455.889,59

En ce qui concerne la planification budgétaire pour les années à venir, l'on estime que les investissements dans le domaine scolaire se présentent, dans le cadre du programme pluriannuel d'investissements revu par le Conseil de Gouvernement, à plus de 100 millions pour 2012 et pouvant aller jusqu'à 150 millions en 2013 et 2014.

**Question 0644 (11.5.2010)** de **M. Félix Braz (déi gréng)** concernant le **congé linguistique introduit par la loi du 19 février 2009**:

La loi du 19 février 2009 relative au congé linguistique introduit un congé spécial supplémentaire destiné à permettre aux salariés et aux indépendants d'apprendre le luxembourgeois. La durée totale du congé linguistique est limitée à 200 heures pour la totalité de la carrière professionnelle de l'intéressé. Les demandes pour l'obtention d'un tel congé sont à introduire auprès du Ministère du Travail et de l'Emploi et doivent être avisées par l'employeur.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles mesures ont été entreprises par le Ministère pour faire connaître ce nouveau droit auprès des intéressés?

- Combien de demandes le Ministère a-t-il reçues depuis l'entrée en vigueur de ladite loi? Combien d'entre elles ont été retenues?

- Est-ce que le Ministère tient des statistiques pour évaluer l'efficacité de la mesure: réussite des cours, évolution de la carrière professionnelle...?

- D'après les demandes reçues, peut-on identifier un besoin accru d'apprentissage du luxembourgeois selon les secteurs d'activités différents (PME, secteur financier, indépendants...)?

**Réponse (22.6.2010)** de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 17 février 2009 portant introduction du congé linguistique, une conférence de presse avait été organisée afin de porter à la connaissance du public les nouvelles dispositions.

De même, de brèves notes explicatives ont été publiées sur le site

Internet du Ministère du Travail et de l'Emploi ensemble avec les formulaires pour les demandes du congé et les demandes de remboursement. Tous ces documents sont disponibles en français et en allemand.

Enfin, le sujet du congé linguistique est régulièrement traité dans le cadre des séances d'information concernant le chômage partiel organisées par le secrétariat du Comité de Conjoncture.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi en février 2009, quelque 480 demandes ont été introduites dont 99% ont pu être retenues suite à la réception, pour quelques-unes, de renseignements supplémentaires demandés par les services compétents du Ministère.

Actuellement il est prévu d'établir des statistiques devant renseigner sur l'utilisation de ce congé et la situation de ses bénéficiaires. Ces données seront disponibles au cours des mois d'été; c'est à dire un an et demi après l'entrée en vigueur de la loi.

Concernant la réussite des cours, elle ne constitue pas nécessairement une condition d'obtention du congé linguistique mais tant le remboursement des salaires correspondant aux heures de cours que le droit à l'obtention de la deuxième tranche du congé linguistique sont liés, sinon à la participation d'un examen, du moins à une présence certifiée d'au moins 75% aux cours en question.

D'après les demandes reçues l'on peut identifier une prédominance du secteur des soins ce qui permet effectivement de conclure à un besoin accru d'apprentissage du luxembourgeois dans ce secteur.

**Question 0645 (11.5.2010)** de **M. Gilles Roth (CSV)** concernant la **loi du 31 mars 2010 portant approbation de plusieurs conventions fiscales**:

Dans le contexte de la loi du 31 mars 2010 portant approbation de plusieurs conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande, j'aurais souhaité savoir de Monsieur le Ministre des Finances:

- Si les autres parties signataires des conventions sub-mentionnées ont également approuvé respectivement ratifié lesdites conventions?

- En cas de réponse affirmative, desquelles s'agit-il?

- Au cas où les autres parties signataires n'auraient pas toutes approuvé ou ratifié les conventions en question, qu'en est-il des travaux d'avancement des opérations d'approbation respectivement de ratification des conventions dans les différents pays?

- Est-ce qu'il n'y a pas lieu de mettre en place un mécanisme de listing des pays ayant d'ores et déjà approuvé ou ratifié respectivement étant sur le point d'approuver ou de ratifier ces conventions?

**Réponse (16.7.2010)** de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

À ce jour, l'on note l'entrée en vigueur des conventions suivantes que le Luxembourg a approuvées dans le cadre de la loi du 31 mars 2010 portant approbation de plusieurs conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande:





1. Danemark (9 avril 2010)
2. Espagne (16 juillet 2010)
3. Finlande (12 avril 2010)
4. Norvège (9 avril 2010)
5. Qatar (9 avril 2010)
6. Autriche (1<sup>er</sup> septembre 2010)
7. Arménie (9 avril 2010)
8. Norvège (9 avril 2010)
9. Royaume-Uni (15 avril 2010)
10. Monaco (3 mai 2010)

L'état des ratifications par les autres parties signataires est régulièrement vérifié et mis à jour sur le site de l'Administration des Contributions directes.

**Question 0646** (12.5.2010) de **Mme Marie-Josée Frank** (CSV) concernant les **implications de la loi du 23 octobre 2008 relative à la nationalité luxembourgeoise sur la composition des commissions consultatives communales pour étrangers:**

L'article 28 de la loi sur la nationalité luxembourgeoise prévoit que «...toute personne possédant, outre la nationalité luxembourgeoise, une ou plusieurs autres nationalités, est considérée par les autorités du Grand-Duché de Luxembourg comme exclusivement Luxembourgeoise». Ce cadre légal n'est pas sans produire des effets sur la situation des membres des commissions consultatives communales pour étrangers qui ont acquis, au cours de leur mandat, la nationalité luxembourgeoise tout en gardant leur nationalité d'origine.

Il est rappelé à cet égard que conformément à l'article 3 du règlement grand-ducal du 5 août 1989 fixant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales pour étrangers, ces commissions sont composées de manière paritaire d'autant de membres de nationalité luxembourgeoise que de membres de nationalité étrangère.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région ainsi que de Monsieur le Ministre de la Justice:

- si les membres des commissions consultatives communales pour étrangers qui ont acquis la double nationalité peuvent continuer à siéger en leur qualité d'étrangers au sein desdites commissions ou s'ils sont à considérer comme luxembourgeois et doivent, dès lors, en application du principe de la composition paritaire, être remplacés par d'autres personnes n'ayant pas la nationalité luxembourgeoise.

**Réponse commune** (2.7.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice* et de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Par sa demande en obtention de la nationalité luxembourgeoise une personne marque sa volonté d'être considérée par l'État du Grand-Duché comme l'un de ses ressortissants avec tous les droits et devoirs qui y sont rattachés.

À partir du moment où l'État luxembourgeois accorde sa nationalité à une personne - nonobstant le fait que celle-ci peut garder sa nationalité d'ori-

gine - il doit considérer cette personne comme luxembourgeoise dans toutes ses relations avec l'autorité publique. L'administration publique, qu'elle soit étatique ou communale, n'a dès lors plus à se soucier de cette autre nationalité dont le maintien dépend également de la reconnaissance de la double nationalité par l'autre État.

De ce fait, une personne qui acquiert la nationalité luxembourgeoise est à considérer comme luxembourgeoise par les autorités luxembourgeoises dans toute situation administrative avec les droits et devoirs qui y sont rattachés, la réglementation sur la composition de commissions consultatives communales n'y faisant pas exception.

Lesdites commissions, instituées par l'article 26 de la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers et régies par le règlement grand-ducal du 5 août 1989 fixant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales pour étrangers, fonctionnent selon un mode de représentation paritaire (article 3).

Leur fonction est définie à l'article 2 du prédit règlement: «La commission est chargée des intérêts des résidents de nationalité étrangère sur le plan communal. Elle a notamment pour mission d'assurer la participation des étrangers à la vie de la commune, de proposer aux autorités communales des solutions adéquates aux problèmes spécifiques des étrangers et de leurs familles du fait de leur insertion dans la population locale, de favoriser la compréhension mutuelle entre Luxembourgeois et étrangers et de faciliter les relations administratives entre les étrangers et les services de l'administration communale.»

Il est partant dans l'esprit du texte d'assurer une représentation égale entre personnes possédant la nationalité luxembourgeoise et celles qui ne la possèdent pas. Faire occuper un poste réservé à des ressortissants étrangers par une personne ayant accédé à la nationalité luxembourgeoise en invoquant sa double nationalité ne serait donc guère compatible avec les principes précités.

Après avoir été abordé par plusieurs communes qui ont eu, les unes, la situation de l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise et par conséquent de la démission du membre étranger et, les autres, le souci de la représentativité proportionnelle des résidents dans la commission consultative d'intégration, soit en fonction d'un nombre important d'étrangers ou au contraire, d'un faible pourcentage d'étrangers, le Gouvernement envisage la possibilité de renoncer à la parité par le biais de l'insertion dans l'avant-projet de règlement grand-ducal d'une disposition qui pourrait être de la teneur suivante:

«Chaque commission comprend des membres luxembourgeois et des membres étrangers.»

Ceci laisserait aux autorités communales le soin d'adapter la composition de leur commission à leurs besoins.

Le principe de la composition paritaire étant ainsi aboli, tout membre étranger ayant acquis la double nationalité pourrait ainsi continuer à siéger au sein de la commission en sa qualité de Luxembourgeois.

**Question 0651** (14.5.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **soutien aux chômeurs disposés à créer leur propre entreprise:**

En date du 12 mai courant, Monsieur le Ministre a annoncé dans la presse quotidienne qu'il aimerait garantir un meilleur soutien aux chômeurs disposés à créer leur propre entreprise.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quelles sont les catégories de chômeurs qui sont particulièrement visés par cette initiative?

- Par quelles mesures le soutien aux chômeurs concernés s'est-il concrétisé jusqu'à présent? Combien de chômeurs en ont bénéficié au cours des dernières années? Quelles sont les améliorations prévues par le ministère compétent?

- Monsieur le Ministre se propose-t-il d'offrir des formations spécifiques aux chômeurs favorables à la création de leur propre entreprise?

**Réponse** (22.6.2010) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

L'initiative visée n'est pas sensée s'appliquer à une ou plusieurs catégories particulières de chômeurs mais à tous les demandeurs d'emploi indemnisés désirant créer leur propre entreprise et présentant un projet précis et réalisable pour ce faire.

En fait, la modification envisagée ne viendra pas changer le champ d'application de l'aide en question mais uniquement les modalités de paiement alors que jusqu'à présent les bénéficiaires ont droit au montant capitalisé des indemnités de chômage restant dues pour les six prochains mois.

Pendant les dernières années le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés a évolué de la manière suivante:

Nombre de chômeurs ayant bénéficié de l'aide à la création d'entreprise au cours des dernières années.

	bénéficiaires	dépenses
2009	25	249.596,52 €
2008	16	132.903,53 €
2007	39	300.469,77 €
2006	19	158.020,30 €
2005	19	147.658,92 €
2004	15	125.929,74 €
2003	28	238.733,85 €
2002	8	63.880,00 €
2001	9	61.562,49 €

En application des dispositions existantes les bénéficiaires ont droit au montant capitalisé des indemnités de chômage restant dues pour les six prochains mois.

Pour améliorer le système de l'aide à la création d'entreprise et en vue de garantir un minimum de revenu aux créateurs d'entreprise pendant les premiers mois de leur activité, il est prévu de proposer de ne plus procéder par voie de paiement unique mais de continuer à payer des indemnités de chômage mensuelles après la création de l'entreprise et jusqu'à épuisement des droits.

Cette mesure pourrait être combinée avec l'attribution de micro-crédits dont les modalités restent à définir.

Dans ce contexte, il reste à déterminer comment la création d'entreprise par les demandeurs d'emploi pourrait être utilement accompagnée afin de procurer une assistance professionnelle à ces nouveaux entrepreneurs.

**Question 0653** (18.5.2010) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant la **télésanté:**

In der Antwort auf die parlamentarische Frage N°0433 „relative à la télésanté“ (cf. *compte rendu N°10/2009-2010*) bezieht sich der Minister auf eine Untersuchung und Bewertung durch kanadische Stellen sowie auf spezifische Veröffentlichungen in der Fachliteratur, um zu erklären, dass Studien betreffend chronisch-obstruktive Bronchopathien eine höhere Sterblichkeit bei dieser Versorgungsform nachwiesen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Was sind die Literaturreferenzen dieser kanadischen Studien?

2) Gibt es ein „Observatoire“ zur Frage der Telegesundheit?

3) Wenn ja, wo ist diese Struktur angesiedelt?

4) Werden öffentlich zugängliche Berichte zur Frage der erwiesenen Tauglichkeit von Telegesundheit für den ambulanten Bereich des Gesundheitswesens durch das Ministerium veröffentlicht?

5) Wer ist wissenschaftlicher Ansprechpartner des Gesundheitsministeriums im Bereich der Telegesundheit? Gibt es mittlerweile Spezialisten zu diesem Themenbereich?

6) Für den Fall, dass Telemonitoring international als Versorgungsform anerkannt wird, wird dann das Luxemburger Gesundheitswesen ebenfalls konkrete Schritte einleiten, um das Modell Telegesundheit auch in Luxemburg einzuführen? Welche Hürden bleiben noch zu überwinden?

**Réponse** (30.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

Die von mir in der Antwort auf die parlamentarische Anfrage N°0433 des Herrn Abgeordneten erwähnte kanadische Studie (systematic review and meta-analysis) wurde im Jahr 2009 von der „Canadian Agency for Drugs and Technologies“ (CADTH) verfasst.

Es gibt in Luxemburg kein „Observatoire“, das sich mit der Thematik der Telegesundheit beschäftigt.

Dem Gesundheitsministerium liegt kein Bericht vor betreffend die erwiesene Tauglichkeit der Telegesundheit im ambulanten Bereich. Demzufolge wurde ein solcher Bericht auch nicht vom Gesundheitsministerium veröffentlicht.

Meine Dienststellen informieren sich im Bereich der Telegesundheit wie auch in jeglichen anderen Gesundheitsthemen sowohl in der wissenschaftlichen Literatur als auch bei öffentlichen Gremien, die in anderen Ländern im erwähnten Bereich tätig sind.

International wird das Modell „Telemonitoring“ zurzeit nicht als Versorgungsform anerkannt. Das Gesundheitsministerium verfolgt diese Entwicklung jedoch mit großem Interesse und würde, sollte es zu einer dementsprechenden Anerkennung kommen, die Voraussetzungen zur Einführung dieses Modells in das Lu-

xemburger Gesundheitswesen zu gegebenem Zeitpunkt genauestens untersuchen.

**Question 0655** (18.5.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**indemnité de chômage:**

Actuellement, cette indemnité est, en règle générale, fixée à 80% du salaire brut antérieur des trois derniers mois, sauf si le chômeur est bénéficiaire d'une modération d'impôt pour charge d'enfant(s). Dans ce cas, l'indemnité représente 85% du salaire brut antérieur.

Il s'agit de comprendre comment ces dispositions sont interprétées dans des cas de séparation ou de divorce et, en particulier, si le critère de différenciation est lié à l'exercice du droit de garde pour le ou les enfant(s). Dans ce cas, la personne gardienne obtiendrait 85% de l'indemnité, alors que l'autre parent, débiteur de pensions alimentaires et de ce chef contributeur à l'entretien et à l'éducation des enfants communs, n'en obtiendrait que 80%. Or, il ne peut y avoir de doute que celui qui paie des pensions alimentaires pour des enfants à ces enfants «à charge».

Au Grand-Duché, la garde des enfants est quasi automatiquement confiée à leur mère en cas de séparation ou de divorce des parents. Le père n'obtient généralement qu'un droit de visite et d'hébergement et se trouve condamné au paiement de pensions alimentaires. Dès lors cette pratique, outre son caractère systématiquement discriminatoire par essence, peut résulter en une discrimination matérielle additionnelle en faveur du sexe féminin en matière d'indemnités payées pour raison de chômage.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail:

1. Quels sont les critères appliqués pour déterminer la hauteur de l'indemnité de chômage? Est-ce que les instances compétentes se réfèrent au droit de garde?

2. Au moment où la Chambre des Députés envisage d'introduire une autorité parentale conjointe et où le Gouvernement réfléchit à une réforme de la législation applicable en matière de chômage, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il convient d'éliminer toute inégalité de traitement entre parents divorcés ou séparés au titre de l'indemnité de chômage?

**Réponse** (30.6.2010) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Selon l'article L.521-14 du Code du Travail, le taux d'indemnisation est porté à 85% pour le chômeur bénéficiaire d'une modération d'impôt au titre de l'article 123 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu en raison de la charge d'un enfant au moins.

Depuis l'année d'imposition 2008, ces modérations d'impôt sont bonifiées d'office sous forme de boni pour enfant selon les dispositions de la loi du 21 décembre 2007 concernant le boni pour enfant.



Cette modification a eu pour conséquence la réduction des classes d'impôt aux seules classes 1, 1a et 2 et la disparition, sur les fiches de retenue d'impôt, de l'indication du nombre d'enfants faisant partie du ménage fiscal du contribuable.

De ce fait, le service des prestations de chômage complet a dû se baser sur le seul indicateur prouvant la charge familiale, en l'occurrence le versement de l'allocation familiale et du boni pour enfant.

Les chômeurs indemnisés rangeant dans les classes d'impôt 1 et 1a ne se voient donc accorder le taux de 85% que s'ils sont tributaires de ces prestations familiales.

Le service des prestations de chômage de l'ADEM ne se réfère pas au droit de garde ni au paiement d'une pension alimentaire pour accorder le taux de 85%, mais se base sur la seule décision prise par la Caisse nationale des Prestations familiales de verser l'allocation familiale et le boni pour enfant.

Afin d'éliminer une éventuelle inégalité de traitement à l'encontre des parents divorcés ou séparés, il pourrait être envisagé d'appliquer le taux majoré de 85% tant au parent contribuable des prestations familiales qu'à celui contribuant à l'entretien et à l'éducation des enfants communs par le paiement de pensions alimentaires.

Quant à l'autorité parentale conjointe, il s'imposera certainement, au moment de l'introduction effective de celle-ci, de réfléchir à l'instauration d'un système d'indemnisation de chômage équitable pour toutes les personnes concernées.

#### **Question 0659** (19.5.2010) de **Mme Martine Mergen** (CSV) concernant les **prescriptions médicales transmises par «voie de télécommunication»**:

Le règlement grand-ducal du 21 janvier 1998 portant sur l'exercice de la profession d'infirmier arrête que des prescriptions médicales peuvent être transmises par «voie de télécommunication». Or, dans les hôpitaux et maisons de gériatrie il est pratique courante d'ordonner des médicaments par téléphone, surtout la nuit, les ordonnances étant signées a posteriori.

- Afin de pouvoir répondre à une insécurité croissante du personnel de soins, qui se pose à juste raison des questions de responsabilité sur ces délivrances, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelles sont exactement les voies de télécommunication qui donnent une sécurité juridique aux acteurs concernés.

**Réponse** (1.7.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Le règlement grand-ducal du 21 janvier 1998 portant sur l'exercice de la profession d'infirmier prévoit à titre exceptionnel qu'une prescription médicale peut être adaptée par ordre médical à distance.

Hormis le cas d'urgence, à savoir lorsqu'il existe un danger immédiat pour la vie du patient, la

prescription modifiée par ordre médical à distance devient exécutable dès réception de la confirmation écrite, qui peut être transmise notamment par voie de télécommunication.

Cette voie prévoit ainsi le système de télécopie alors qu'en l'espèce il s'agit d'une télécommunication fournissant un document écrit. La formulation retenue au règlement grand-ducal précité permet par ailleurs le moyen de transmission par message électronique d'une prescription médicale écrite. Ce message électronique peut comporter la prescription signée sous forme scannée (signature électronique simple) ou sous forme de signature électronique qualifiée; ceci au sens de la directive 1999/93/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 1999 sur un cadre communautaire pour les signatures électroniques, transposée en droit luxembourgeois par la loi du 14 août 2000 sur le commerce électronique.

Dans le cadre du programme eSanté, l'État met d'ailleurs gratuitement à disposition du corps médical luxembourgeois la carte Luxtrust qui remplit les conditions d'une signature électronique qualifiée. Contrairement à la signature électronique simple, la signature électronique qualifiée a l'avantage de bénéficier d'une présomption de fiabilité qui rend possible l'apposition électronique de la signature.

#### **Question 0660** (19.5.2010) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant le **stade de football et le centre commercial à Livange - le site**:

Dans le cadre d'une réunion jointe de la Commission des Classes moyennes et de la Commission du Développement durable concernant le projet d'un stade de football et d'un centre commercial à Livange, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a informé les membres des dites commissions qu'une dizaine de sites avaient été examinés en vue d'une réalisation du projet susmentionné, avant que le site de Livange n'ait été retenu.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre des Sports:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur l'ensemble des sites qui avaient été pris en considération pour la réalisation d'un nouveau stade de football?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur la prise de décision et les arguments ayant amené le Gouvernement à retenir le site de Livange comme site unique pour le projet susmentionné?

- Plus précisément, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si une étude comparative des sites examinés a été faite?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres pourraient-ils mettre à la disposition de la Chambre des Députés l'étude en question?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons? Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'une telle analyse serait indispensable afin de garantir la pleine transparence dans ce dossier?

- Dans la négative, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur les critères qui les ont amenés à retenir le site de Livange?

**Réponse commune** (9.7.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

Par sa question, l'honorable Député souhaite avoir des informations sur les sites qui ont été pris en considération pour la réalisation d'un nouveau stade de football.

Tout d'abord, l'on précise que l'analyse des douze sites différents qui ont été pris en considération ne se limitait pas à l'implantation d'un nouveau stade de football, mais considérait, ab initio, l'idée de la construction d'un nouveau stade ensemble avec des surfaces commerciales d'une certaine envergure susceptibles de rentabiliser les frais de réalisation du stade en question.

Les sites analysés ont été les suivants:

Stade Josy Barthel (site actuel plus terrains avoisinants appartenant à la ville de Luxembourg), Midfield (entre Grossfeld et la zone d'activités économiques du Howald), Porte de Hollerich (site près des terrains envisagés pour le transfert de la Luxexpo), Hamm (op de Minnen), Kirchberg (à proximité de la CLT), Dommeldange (friche sidérurgique), Schuttrange-Niederanven (près de la zone d'activités économiques), Haebicht entre Mamer et Capellen (site à l'époque projeté pour la grande décharge), Mondercange (près du centre de formation de football), Obercorn (site du stade actuel), Lentille Terres-Rouges à Esch-Belval et Livange (site finalement retenu).

Les critères d'analyse ont été les suivants:

Superficie des terrains, disponibilité pour une construction endéans les trois ans, nécessité de reclassement par rapport à une zone verte, valeur/coût des terrains, centralité, accès routier, desserte actuelle et potentielle par les transports en commun, compatibilité avec les avant-projets de plans sectoriels primaires, potentiel commercial du site.

En fonction de ces critères, une analyse comparative a été effectuée.

Il en découle que le site finalement retenu est le seul compatible avec la plupart des critères précités, à l'exception de celui relatif à la centralité du site qui est, en l'occurrence, faible en termes de centralité urbaine. Il convient, en effet, de remarquer que la nécessité de reclassement par rapport à la zone verte pèse uniquement si elle est en conflit avec d'autres dispositions réglementaires ou légales existantes, car, dans le cas contraire, elle indique uniquement une éventuelle lourdeur procédurale supplémentaire.

#### **Question 0661** (19.5.2010) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant le **stade de football et centre commercial à Livange - les études**:

Dans le cadre d'une réunion jointe de la Commission des Classes moyennes et de la Commission du Développement durable concernant le projet d'un nouveau stade de football et d'un centre commercial à Livange, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a informé les membres des dites commissions que le Gouvernement avait retenu le site de

Livange comme site unique pour la réalisation du projet susmentionné.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me détailler les études qui doivent être faites avant qu'une autorisation de construire ne peut être délivrée pour un projet aussi important que celui envisagé à Livange?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur l'état d'avancement de ce projet au niveau de la procédure d'autorisation?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils mettre à la disposition de la Chambre des Députés les résultats des études déjà réalisées?

- Dans la négative, Messieurs les Ministres ne jugent-ils pas précipité de promouvoir le site de Livange comme unique site de construction pour un nouveau stade de football?

**Réponse commune** (9.7.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

Par sa question, l'honorable Député souhaite avoir des informations sur les études qui doivent être réalisées avant qu'une autorisation de construire ne puisse être délivrée en l'occurrence pour le projet du nouveau stade de football et d'un centre commercial à Livange.

En effet, un premier volet d'études à réaliser avant de solliciter une autorisation de construire concerne en particulier l'aménagement communal et le développement urbain avec les études et procédures «PAG et PAP» à effectuer dans le cadre de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Un deuxième volet concerne l'autorisation particulière d'établissement commercial dans la cadre de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales. Un troisième volet concerne l'eau conformément à la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Inutile de préciser que ces domaines ne relèvent ni des attributions du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, ni du département des Sports.

Seul le volet environnemental régi, d'un côté, par la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et, de l'autre côté, par la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, concerne le Ministère du Développement durable et des Infrastructures. À ce sujet, l'on précise qu'une notice d'impact environnemental est en cours de finalisation.

À préciser cependant que dans le cadre de l'élaboration du master-plan du projet d'ensemble, qui constitue toutefois un document plus informel sans base réglementaire et qui sera présenté sous peu, beaucoup d'aspects, qui seront repris et détaillés dans les études à mener en fonction des différentes lois précitées, ont déjà été analysés et étudiés mais avec un degré de détails moins important que celui sollicité par les lois précitées.

#### **Question 0662** (20.5.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**examen des lois budgétaires nationales par la Commission européenne**:

Au cours des derniers jours, il semble que les Ministres des Finances de la zone euro ont accepté que la Commission européenne puisse revoir et commenter les projets de loi budgétaire des gouvernements des pays membres encore avant que ceux-ci ne déposent ces projets devant leur parlement national.

À cet égard, il y a lieu de rappeler tout d'abord qu'il n'appartient pas à des institutions européennes de s'immiscer dans les procédures budgétaires nationales qui sont de la compétence exclusive des Parlements des États membres. Il n'appartient pas non plus à des institutions européennes de continuer à saper les droits souverains des États membres peu de temps après l'adoption difficile du Traité de Lisbonne.

Sur le plan pratique, les délais envisagés, à savoir un examen des projets budgétaires par la Commission européenne au printemps, créent des problèmes inutiles aux administrations chargées d'élaborer les propositions budgétaires et mènent ainsi à des prévisions incertaines.

Il est à noter en outre que les différents États membres suivent des procédures très divergentes en matière d'élaboration du budget, d'autonomie des ministères ou administrations en matière financière, de spécificité ou de précision dans les sections ou lignes budgétaires, de méthode de planification des dépenses selon leur nature ou leur objectif ou encore en matière de nomenclature. Même les spécialistes nationaux éprouvent souvent quelques difficultés à identifier clairement l'objet de certaines lignes budgétaires. Il se pose donc la question si les institutions européennes ne réclameront pas prochainement une harmonisation des budgets afin d'assurer leur lisibilité sur une base comparative.

Il y a également lieu de constater que la Commission européenne recevra dans la réalité plus de moyens d'influence dans la procédure budgétaire que la Chambre des Députés. Celle-ci reçoit souvent un projet de loi budgétaire qui est adopté par la majorité sans examen détaillé ni discussion préalable dans les commissions parlementaires.

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Quelle est la base légale sur laquelle a été décidé un examen des lois budgétaires nationales par la Commission européenne?

2. Comment sera agencée dorénavant la procédure budgétaire nationale au Luxembourg?

3. Quelle sera l'étendue des commentaires que la Commission européenne sera autorisée à faire au sujet des projets de loi budgétaires?

4. Est-ce que le Gouvernement renforcera dorénavant les droits de la Chambre des Députés dans la procédure budgétaire en prévoyant par exemple que chaque Ministre devra présenter et défendre en personne son budget devant la Commission parlementaire compétente?

5. Est-ce que la Commission européenne revendique une harmonisation de la présentation des budgets nationaux?





6. Quelle est la procédure envisagée par les gouvernements pour le traitement des commentaires de la Commission? Est-ce qu'ils seront publics? Est-ce que ceux-ci seront présentés directement aux parlements ou est-ce qu'ils mèneront le cas échéant à des modifications du projet de loi budgétaire avant le dépôt de celui-ci?

**Réponse** (11.6.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

La Commission européenne et le Conseil surveillent les politiques budgétaires des États membres de l'Union européenne conformément aux dispositions des articles 121 et 126 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), ainsi que le Protocole n°12 sur la procédure concernant les déficits excessifs. L'article 121 dispose notamment que les États membres considèrent leurs politiques économiques comme une question d'intérêt commun et les coordonnent au sein du Conseil. L'article 126 dispose que les États membres évitent les déficits excessifs.

Dans le cadre de l'évaluation budgétaire exercée par la Commission et le Conseil, les États membres sont invités à présenter un programme de stabilité (ou un programme de convergence pour les États membres dont la monnaie n'est pas l'euro) à la Commission européenne. Le programme de stabilité présente les objectifs budgétaires des États membres, ainsi que les orientations stratégiques de la politique budgétaire à court et moyen terme.

Le code de conduite sur le format et le contenu des programmes de stabilité prévoit que les États membres doivent présenter leurs programmes de stabilité avant le 1<sup>er</sup> décembre de chaque année. Le programme est ensuite évalué par la Commission européenne. Sur base de l'évaluation de la Commission, le Conseil (Ecofin) formule un avis sur le programme de stabilité et émet des recommandations pour assurer la conformité de la politique budgétaire avec le Pacte de Stabilité et de Croissance et l'article 121 TFUE.

Compte tenu du calendrier susmentionné, l'avis et les recommandations du Conseil interviennent en général en février ou mars de l'année qui suit la présentation du programme de stabilité et l'adoption parlementaire de la loi budgétaire sur laquelle le programme est basé. Ainsi, l'évaluation budgétaire par la Commission européenne et le Conseil est effectuée sur une base ex post, c'est-à-dire après que les orientations budgétaires ont été arrêtées au niveau gouvernemental et après le vote par le Parlement sur le budget définitif (le budget de l'année T). Dans le cadre de l'élaboration du budget pour l'exercice suivant (le budget de l'année T+1), le Gouvernement doit agir pour se conformer aux recommandations du Conseil. Or, entre la formulation de ces recommandations sur base du budget T et leur prise en compte dans le cadre du budget T+1, une année complète est revenue.

En date du 12 mai 2010, la Commission européenne a présenté une communication sur le renforcement de la coordination des politiques économiques nationales. Dans cette communication, la Commission européenne propose d'avancer la date de la présentation des programmes de stabilité au premier semestre,

c'est-à-dire avant que les orientations pour le budget de l'année T ne soient arrêtées au niveau gouvernemental et que le vote du budget par le Parlement ne soit intervenu. Ainsi, les recommandations formulées par la Commission et adoptées par le Conseil interviendraient en temps utile pour être pris en compte dans l'élaboration du projet de budget pour l'année T. Par conséquent, l'évaluation budgétaire par la Commission européenne et le Conseil serait effectuée sur une base ex ante, au lieu d'une base ex post. Ainsi, la pertinence des recommandations pour la politique budgétaire nationale est augmentée et l'effet de transmission entre l'avis du Conseil et le budget pour l'année T est immédiat.

Ce calendrier n'implique nullement un examen par la Commission européenne et le Conseil du projet de budget avant que celui-ci ne soit approuvé par le Parlement, mais un examen ex ante des grandes orientations de la politique budgétaire. La Commission européenne n'a ni l'intention, ni même les moyens pour examiner les projets de budget des 27 États membres avant que ceux-ci ne soient soumis à l'approbation par les parlements nationaux.

Les prérogatives des parlements nationaux en matière budgétaire ne sont pas affectées par cette procédure. En effet, dans sa Communication du 12 mai 2010, la Commission observe: The submission of the Stability and Convergence Programmes should take place in the first half of the year rather than towards the end of the year as is the current practice. In full respect of the prerogatives of national parliaments, the early peer-review would provide guidance for the preparation of the national budgets in the following year.

La modification du calendrier pour la présentation des programmes de stabilité n'a pas d'incidence sur la procédure budgétaire nationale. Aucune harmonisation de la présentation des budgets nationaux n'est prévue.

L'évaluation budgétaire effectuée par la Commission européenne et le Conseil porte sur le respect du Pacte de Stabilité. Par ailleurs, l'évaluation budgétaire de la Commission européenne et du Conseil porte également sur la durabilité à long terme des finances publiques, sur la conformité de la politique budgétaire avec les Grandes Orientations de Politique économique et sur toutes les évolutions qui risquent de compromettre le bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire. Les avis du Conseil et de la Commission européenne sont rendus publics.

À noter qu'en outre des propositions pour renforcer la coordination des politiques budgétaires au sein de l'Union européenne présentées dans la communication du 12 mai 2010, la Commission européenne fait aussi des propositions pour garantir un respect plus strict du Pacte de Stabilité et de Croissance et pour surveiller de plus près l'évolution de la situation économique dans la zone euro, afin de détecter à un stade précoce des évolutions qui pourraient compromettre la stabilité économique et financière de la zone euro. Ces propositions sont actuellement discutées au niveau de la «Task Force» présidée par le Président du Conseil européen.

À noter que la modification du calendrier pour la présentation

des programmes de stabilité est une proposition de la Commission européenne. Aucune décision n'a été prise à ce stade. Les propositions de la Commission seront discutées dans les enceintes appropriées du Conseil et in fine, il appartient au Conseil de décider s'il convient, ou non, de modifier le calendrier de la présentation des programmes de stabilité.

**Question 0666** (26.5.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant l'**organisation scolaire**:

La loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental stipule dans ses articles 38 et 39 que les délibérations annuelles des conseils communaux au sujet de l'organisation scolaire sont à transmettre à l'inspecteur d'arrondissement pour avis et au Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions pour approbation. Cependant, d'après mes informations, nombreuses seraient les communes dont les propositions d'aménagement de l'enseignement fondamental, élaborées en étroite collaboration avec les inspecteurs d'arrondissement, auraient été refusées par le Ministère de l'Éducation nationale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer les informations susmentionnées? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle m'indiquer combien de communes se sont vues refuser leurs propositions d'agencement de l'enseignement fondamental pour la prochaine année scolaire?

- En sachant que pour l'organisation scolaire les conseils communaux coopèrent intimement avec les inspecteurs d'arrondissement, ces derniers ne seraient-ils pas à considérer comme les représentants du Ministère de l'Éducation nationale en la matière?

**Réponse** (30.6.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Je ne peux pas confirmer les informations susmentionnées.

La procédure administrative en vigueur prévoit en effet que l'extrait du registre aux délibérations concernant l'organisation scolaire est remis par la commune en quadruple exemplaire à l'inspecteur d'arrondissement qui en transmet trois exemplaires, ensemble avec son avis, au commissaire de district. Le commissaire de district transmet deux exemplaires, avec son avis, à mon Ministère. Un exemplaire avisé par l'inspecteur d'arrondissement et le commissaire de district est renvoyé avec la décision ministérielle à la commune par l'intermédiaire du commissaire de district. À la date du 26 mai 2010 aucune délibération concernant une organisation scolaire communale pour l'année scolaire 2010/2011 n'était parvenue à mes services selon la procédure administrative en vigueur.

À toutes fins utiles, j'ajoute que l'article 38 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental stipule, entre autres, que le conseil communal délibère annuellement sur l'organisation scolaire dans le respect du contingent de leçons d'enseignement qui est mis à sa disposition par le Ministre. Le re-

glement grand-ducal du 18 février 2010 déterminant les modalités d'établissement du contingent de leçons attribuées aux communes et aux syndicats scolaires pour assurer l'enseignement fondamental dispose en son article 8 que, pour répondre à des besoins exceptionnels et sur demande motivée de la commune ou du syndicat scolaire, un supplément de leçons peut être accordé par le Ministre. Dans ce contexte, après une analyse approfondie et après concertation avec les inspecteurs respectivement le collège des inspecteurs, j'ai accordé plusieurs suppléments demandés pour l'année scolaire 2010/2011.

Les missions des inspecteurs de l'enseignement fondamental sont définies par l'article 60 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental. L'inspecteur de l'enseignement fondamental s'assure notamment de la bonne marche des écoles et veille à l'observation des lois, règlements et directives officielles.

En ce sens l'inspecteur de l'enseignement fondamental est à considérer comme interlocuteur privilégié par les autorités communales pour assurer le lien avec les services de mon Ministère.

**Question 0667** (27.5.2010) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant le **taux de réussite des étudiants luxembourgeois**:

Dans le contexte de la réforme de l'enseignement secondaire, une réflexion de fond est menée sur les compétences que les jeunes doivent acquérir au fil de leurs études secondaires afin de pouvoir suivre et réussir un cursus universitaire au Luxembourg ou à l'étranger.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir si nos administrations disposent des statistiques suivantes:

- Combien, parmi les étudiants luxembourgeois qui entament leurs études dans des universités à l'étranger et au Luxembourg, terminent leur cursus avec un diplôme en poche?

- Combien d'étudiants changent de spécialité au cours de leurs études?

- Combien d'années faut-il en moyenne aux étudiants luxembourgeois pour obtenir un diplôme final?

- Quelles sont les principales difficultés rencontrées par les étudiants au cours de leurs études?

- Peut-on partir du principe qu'un élève ayant bien réussi ses études secondaires est assuré de réussir aussi ses études universitaires?

**Réponse commune** (30.6.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Selon les données établies par Eurostat dans le cadre du «Labour Force Survey» de 2007, 38% de la population active âgée entre 25 et 34 ans est diplômée de l'enseignement supérieur.

Des indications précises sur la réussite, l'échec ou les changements d'orientation des étudiants luxembourgeois dans l'enseignement supérieur au Luxembourg et à l'étranger nécessitent le suivi d'une cohorte et ne peuvent être fournis qu'après qu'une étude dans la durée sur une cohorte d'élèves ayant réussi leur examen

de fin d'études secondaires et secondaires techniques ait été effectuée.

Ce type d'étude n'a pas encore été réalisé; les deux Ministères concernés vont se concerter afin de discuter des modalités d'une telle étude et de lancer, dans un délai rapproché, un suivi des parcours académiques d'étudiants luxembourgeois.

Pour ce qui est de la durée d'études dans l'enseignement supérieur, les chiffres extraits de la base de données des aides financières de l'État pour études supérieures font apparaître que 25% des bénéficiaires se situent dans la tranche d'âge de 18 à 21 ans et 62% dans la tranche d'âge de 21 à 25 ans. On peut donc en conclure que la majorité de ces étudiants effectuent leur parcours académique, dont la durée moyenne est de cinq ans (bachelor et master), endéans de délais raisonnables. À l'Université du Luxembourg, le délai moyen pour l'obtention du grade de bachelor est de 6,6 semestres et pour l'obtention du grade de master, il est de 4,3 semestres.

**Question 0669** (31.5.2010) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant l'**abattoir d'Ettelbruck**:

Selon des informations qui circulent, l'abattoir d'Ettelbruck serait sur le point d'étendre ses activités.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Si tel est le cas, quelle est l'envergure de cette modernisation et en quoi consiste-t-elle?

- Quand sera-t-elle réalisée?

- Cette extension aura-t-elle une incidence sur l'activité de l'abattoir d'Esch-sur-Alzette?

**Réponse** (18.6.2010) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

Je peux confirmer l'information de Monsieur le Député concernant l'extension des activités de l'abattoir d'Ettelbruck. Cette extension fait suite notamment à un accord trouvé avec une chaîne d'alimentation située au Luxembourg en remplacement des abattages et découpes réalisés à l'heure actuelle à l'abattoir d'Esch-sur-Alzette.

Les investissements en question vont être entamés en automne de cette année. Ils comprennent notamment:

- la modernisation et l'extension des lignes d'abattage pour porcs et boeufs;

- l'aménagement d'une découpe fine;

- la construction d'une nouvelle étable réservée à la nouvelle chaîne d'abattage et un hall couvert pour le lavage des bétailières;

- l'accroissement des capacités de refroidissement.

Un premier volet de ces investissements a été avisé favorablement par le Ministère et pourra donc bénéficier d'une subvention au titre de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement au soutien du développement rural.



Pour ce qui concerne la deuxième partie des investissements en question, le Ministère vient d'être saisi d'une demande de subvention. Cette demande est en train d'être examinée par la commission spéciale compétente.

Le volume financier total du projet se chiffrera à environ 18,4 millions d'euros.

Les investissements en question devraient être réalisés pour fin 2011/début 2012. Pour garantir la fourniture des viandes en quantités suffisantes à leurs clients, l'abattoir d'Esch-sur-Alzette continuera ses activités jusqu'à la fin de l'année 2011 avant sa fermeture définitive.

**Question 0670** (31.5.2010) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant la **déductibilité fiscale des frais d'ordinateur personnel pour les enseignants**:

Depuis l'année fiscale 2006, l'Administration des Contributions directes refuse de déduire les frais en relation avec l'ordinateur personnel comme frais d'obtention du revenu net des enseignants.

Une circulaire dans ce sens a été adressée à tous les bureaux d'imposition par le directeur des Contributions directes. Suivant l'argumentation de l'administration fiscale, l'ordinateur serait aujourd'hui un bien commun et les dépenses en question seraient effectuées dans l'intérêt du ménage du contribuable et pour l'entretien des membres de sa famille. Une déduction à titre de frais professionnels ne serait pas admissible puisqu'on ne pourrait pas différencier objectivement entre l'usage professionnel et l'usage privé.

Un recours contre cette pratique administrative a été introduit en date du 4 juin 2009 devant le Tribunal administratif et celui-ci a donné raison sur toute la ligne au réclamant (numéro 24908 du rôle).

L'État luxembourgeois a fait appel, mais la Cour administrative a confirmé le premier jugement dans son audience du 11 février 2010.

Je me permets de citer ci-dessous des extraits majeurs de ces deux jugements:

«Le Tribunal ne saurait partager l'argumentation du directeur (des Contributions directes) suivant laquelle un ordinateur ne pourrait de nos jours plus être considéré comme un instrument de travail. En effet, s'il peut être admis qu'aujourd'hui la majorité des ménages disposent d'un, voire de plusieurs ordinateurs, cette circonstance en elle-même ne saurait cependant constituer un obstacle à la prise en considération d'un ordinateur comme instrument de travail. (...)

L'utilisation professionnelle doit pouvoir être établie sans difficultés majeures et d'une façon adéquate, selon des critères objectivement contrôlables, et la part professionnelle ne doit pas seulement être d'importance minime. (...)

Monsieur... prétend non pas à une ventilation de ces frais d'acquisition en parties privée et professionnelle sur base d'éléments

objectifs suffisants par application conjointe des articles 12 et 105 L.I.R., mais à la déduction intégrale desdits frais d'acquisition en tant que frais d'obtention tels que définis par l'article 105 L.I.R. sur base d'une utilisation professionnelle de l'ordinateur portable et de l'imprimante qui serait tellement prépondérante qu'un éventuel usage privé sporadique devrait être considéré comme minime et non préjudiciable à cette qualification.

Si (...) les dépenses servent exclusivement ou quasi exclusivement à des fins professionnelles, elles sont à considérer comme des frais d'obtention, et dans ce cas elles sont déductibles intégralement. (...)

(...) il appartient, en l'espèce, en principe au demandeur d'établir que les frais dont il fait état répondent aux conditions imposées afin d'être admis à titre de frais d'obtention.

(...) le motif basé sur une absence de preuve de critères de distinction des parts privée et professionnelle ne saurait justifier la décision sous examen. (...)

(...) la preuve des déclarations ne peut (...) être exigée par le bureau d'imposition que dans la limite de ce qui est raisonnable („soweit ihm dies nach den Umständen zugemutet werden kann“). (...) le contribuable n'est pas dispensé de cette preuve et ne saurait se contenter d'une simple affirmation que l'équipement litigieux est exclusivement utilisé à des fins professionnelles, mais il doit apporter, dans la mesure de ce qui est raisonnable, des éléments de nature à convaincre de ses affirmations.

(...) le simple constat de l'absence d'une preuve circonstanciée que l'utilisation du matériel informatique en cause n'est pas en partie privée sans rencontrer concrètement et utilement les déclarations de Monsieur (...), (...) qu'une telle exigence reviendrait à imposer au contribuable une charge de preuve négative qui dépasse ce qui peut être considéré comme raisonnable (...). Il s'y ajoute que l'intimé a légitimement insisté sur ce que le bureau d'imposition n'aurait à aucun moment demandé des informations supplémentaires de sa part, ni une démonstration de l'ordinateur en cause, ainsi qu'il lui aurait incombé (...) afin de voir clarifier ses doutes sur la réalité des déclarations du contribuable.

Le Tribunal est amené à conclure qu'en l'espèce, le demandeur a fourni des explications détaillées, qui sont plausibles et concordantes, tant sur la nécessité et l'intérêt de l'utilisation d'un ordinateur dans le cadre de son activité professionnelle, que sur la manière de laquelle cet équipement informatique est utilisé à des fins professionnelles, explications qui en tant que telles ne sont d'ailleurs pas remises en cause par le directeur (des Contributions directes) dans la mesure où il admet que le demandeur utilise couramment ou même de façon prépondérante l'ordinateur pour de multiples tâches en relation avec son emploi (...).

En présence de telles explications, le directeur ne saurait se retrancher derrière le simple constat de l'absence de preuve que l'utilisation du matériel n'est pas privée, en imposant ainsi une charge de preuve négative au contribuable, charge de preuve qui dépasse ce qui peut être considéré comme raisonnable (...). En l'espèce, les déclarations détaillées et plausibles du demandeur sont de nature à corroborer

son affirmation basée sur une utilisation professionnelle exclusive ou quasi exclusive des équipements. Face à ces explications, le directeur n'était pas fondé à dénier la déductibilité des frais litigieux au seul motif d'un défaut de preuve d'une absence d'utilisation privée, sans rencontrer utilement les déclarations du demandeur. (...)

Malgré ce jugement en appel coulé en force de chose jugée, qui aura valeur de jurisprudence dans des affaires ultérieures similaires, le directeur des Contributions directes continue d'adresser des lettres types aux enseignants concernés faisant valoir que «l'achat d'un ordinateur et des accessoires constitue une dépense privée non déductible au sens de l'article 12 de la loi de l'impôt sur le revenu», les forçant ainsi à déposer un recours devant le Tribunal administratif, s'ils veulent entrer dans leur droit.

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la direction des Contributions directes peut ignorer les jugements du Tribunal administratif et de la Cour administrative?

- Est-il admissible que les contribuables soient forcés à déposer à leurs frais des recours devant le Tribunal administratif pour voir respecter des droits reconnus par des jugements, et que les juridictions administratives soient encombrées par des affaires identiques à celles déjà jugées auparavant?

- Monsieur le Ministre voudrait-il instruire ses services à revenir sur les décisions de 2007 dans la matière et à accepter la déduction des frais d'ordinateur comme frais d'obtention pour les enseignants qui utilisent leur ordinateur exclusivement ou quasi exclusivement à des fins professionnelles?

**Réponse** (25.6.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

La question parlementaire soulève le problème de la déductibilité des frais d'un ordinateur personnel en tant que frais d'obtention dans la catégorie des revenus d'une occupation salariée et plus précisément de ceux des enseignants.

L'honorable Député se réfère à l'arrêt de la Cour administrative du 11 février 2010, n°25877C du rôle, confirmant le jugement du Tribunal administratif du 4 juin 2009, n°24908 du rôle, à travers lequel les frais pour un ordinateur personnel ont été admis à la déduction et qui aurait valeur de jurisprudence. Il en déduit que la pratique administrative actuelle irait à l'encontre de cette jurisprudence, de sorte à obliger les contribuables concernés de saisir les tribunaux de recours oiseux.

Il convient tout d'abord de compléter d'autres extraits de l'arrêt précité dans lesquels la Cour a développé certains principes de base: la reconnaissance de l'utilisation professionnelle de matériel informatique n'a pas lieu «d'une manière générale, (...) sur base de la simple affirmation du contribuable, mais (...) cette reconnaissance reste conditionnée par l'activité concrète du contribuable, en l'occurrence la nature et les modalités de l'enseignement dispensé, et par la présentation d'éléments précis et concordants qui étayeraient la nécessité de l'utilisation professionnelle du matériel informatique et l'affectation exclusive, sinon quasi exclusive dudit matériel à ces fins».

Il en découle que tout automatisme dans la déduction des frais en question est exclu. L'arrêt de

la Cour n'a donc pas valeur de jurisprudence dans le sens qu'il établirait le principe de la déduction certaine des frais de matériel informatique dans le chef des enseignants, mais dans le sens qu'il établit les critères d'après lesquels se fait l'analyse de la déductibilité. Dans la mesure où les conditions posées par l'arrêt ne sont pas vérifiées dans le chef du contribuable, la déduction ne pourra être admise.

Ce sont d'ailleurs les tribunaux mêmes qui confirment cette interprétation. Dans son jugement du 1<sup>er</sup> mars 2010, n°25656 du rôle, donc postérieurement à l'arrêt de la Cour du 11 février 2010 précité, le Tribunal administratif est arrivé, en application des principes posés par la Cour, à la conclusion de refuser la déduction du matériel informatique dans le chef de la requérante, enseignante, même en présence d'un second ordinateur qu'elle affirmait utiliser pour les besoins privés. «Le Tribunal est amené à relever qu'en l'espèce, la demanderesse s'est contentée d'affirmer qu'elle aurait besoin d'un ordinateur pour préparer ses cours et pour communiquer avec le Ministère de l'Éducation nationale sans donner des explications plus concrètes tant sur la nécessité et l'intérêt de l'utilisation d'un ordinateur privé dans le cadre de son activité professionnelle, que sur la manière de laquelle cet équipement informatique est utilisé à des fins professionnelles.» Et le Tribunal de conclure: «Il s'ensuit que le Tribunal n'a pas à sa disposition d'éléments suffisants pour admettre que le matériel informatique litigieux sert exclusivement à des fins professionnelles.»

Dans un autre jugement du Tribunal administratif, également postérieur à l'arrêt susvisé, les juges ont refusé la déduction des frais d'un ordinateur personnel dans le contexte global de frais de bureau exposés par un salarié de profession non enseignante (Tribunal administratif du 22 février 2010, n°25665 du rôle) et ont retenu que «le demandeur est resté en défaut de lui (i.e. le Tribunal) soumettre des éléments suffisants pour mettre en cause la décision directoriale, la seule affirmation, non autrement étayée ou expliquée, que l'utilisation d'un cabinet de travail serait indispensable, au regard des contestations de la partie étatique, étant insuffisante à cet égard».

Il se dégage de l'arrêt de la Cour du 11 février 2010 et des jugements subséquents que la finalité de la dépense pour matériel informatique ne doit pas être dégagée par une analyse conceptuelle mais par l'appréciation des faits. Les bureaux d'imposition de l'Administration des Contributions directes restent donc appelés à examiner la situation de fait du contribuable et ne sauraient accorder le bénéfice de la déduction des frais pour ordinateur à cause du simple fait que le demandeur fait partie du corps enseignant. C'est ainsi que leur mission s'inscrit dans la lignée des dispositions de la loi générale des impôts (§§205 alinéa 2, 170 et 171 AO) qui impose au bureau d'imposition le devoir d'instruire, en cas de doutes sur la déclaration d'impôt, et au contribuable celui de collaborer en fournissant toutes les explications nécessaires et de présenter des éléments de preuve précis et concluants.

Les décisions prises par le bureau d'imposition dans le cadre de l'imposition sont matérialisées dans les bulletins d'impôt qui,

loin d'être des lettres types, constituent des décisions exécutoires individuelles et annuelles et sont l'aboutissement de la procédure d'instruction et d'imposition prévues par la loi générale des impôts.

Il ne peut donc être question d'ignorer r des jugements et notamment l'arrêt de la Cour administrative du 11 février 2010, n°258770 du rôle, mais, bien au contraire, d'appliquer, dans la pratique administrative, les critères de discernement retenus par cet arrêt.

Il n'y a pas non plus lieu de revenir sur les instructions données par le directeur des Contributions aux bureaux qui imposent le devoir d'instruire individuellement les dossiers, sans a priori quant à la décision d'acceptation ou de refus des frais exposés pour matériel informatique.

**Question 0671** (31.5.2010) de **M. Marc Spautz** (*CSV*) concernant la **hausse du prix de l'électricité**:

Selon une étude publiée par Eurostat, le prix de l'électricité pour les ménages dans l'UE27 a diminué de 1,5% entre le deuxième semestre 2008 et le deuxième semestre 2009. Or, le Luxembourg compte parmi les pays qui ont connu une hausse considérable du prix de l'électricité pendant cette même période. En fait, le prix de l'électricité a augmenté de 17% par 100 kWh. Les augmentations dans nos pays voisins (+4,5% en Allemagne et +1,8% en France) étaient cependant moins importantes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quelles sont les raisons qui expliquent cette hausse considérable du prix de l'électricité au Luxembourg?

- Comment expliquer le fait que le prix de l'électricité au Luxembourg compte parmi les plus élevés de l'Union européenne?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la création d'Enovos a permis d'offrir de l'énergie à des prix compétitifs aux clients privés et industriels?

**Réponse** (7.7.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Les chiffres publiés par Eurostat le 28 mai 2010 montrent effectivement une hausse du prix de l'électricité, toutes taxes et tous frais d'utilisation de réseau inclus, pour clients résidentiels au Luxembourg de 17% pour la deuxième moitié de 2009 par rapport à la deuxième moitié de 2008.

Pour mieux élucider l'évolution du prix de l'électricité, il est indiqué de rappeler que le prix de l'électricité se compose comme suit: l'énergie électrique véritablement consommée, la taxe d'électricité, la contribution au fonds de compensation et les frais d'utilisation de réseau. L'énergie proprement dite constitue environ la moitié du prix total de l'électricité alors que les taxes et les frais d'utilisation du réseau constituent à peu près l'autre moitié de ce prix.

Si les frais d'utilisation de réseau, qui peuvent varier d'un gestionnaire de réseau à l'autre, et la taxe d'électricité n'ont pas subi de hausse entre 2008 et 2009, la contribution au fonds de compensation - mécanisme qui est



destiné à répartir équitablement entre tous les gestionnaires de réseau les charges en relation avec les coûts d'achat supplémentaires dans le cadre des rémunérations de l'électricité basée sur les énergies renouvelables ou sur la cogénération - est passée de 0,88 en 2008 à 1,12 €/100 kWh en 2009 suite à une augmentation supplémentaire de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et de la cogénération.

Dans la composition du prix final, le prix de l'énergie électrique en tant que tel a cependant subi la hausse la plus considérable entre les deux périodes observées de la deuxième moitié de 2008 et de la deuxième moitié de 2009. Cette hausse d'environ 3 €/100 kWh trouve pour la plus grande part son origine dans la systématique de l'approvisionnement sur les marchés de gros européens: il est d'usage que les quantités d'électricité pour une année sont contractées durant l'année précédant l'année de livraison. Ainsi, les quantités à fournir aux clients en 2009 ont été achetées en 2008. Or, l'année 2008 affichait des prix de gros sur le marché européen de l'électricité très élevés et ces conditions d'achat se sont reflétées dans les prix finaux aux clients.

Selon les statistiques évoquées d'Eurostat, les prix de l'électricité appliqués au Luxembourg se situent au-delà de la moyenne communautaire, mais sont inférieurs à ceux pratiqués en Belgique et en Allemagne pour la catégorie de clients sous revue. La comparaison avec les prix pratiqués en France ne s'avère pas être opportune étant donné le modèle de prix réglementés appliqué à la clientèle domestique française. Les prix de l'électricité au Luxembourg dépendent donc de différents éléments dont la situation d'approvisionnement sur les marchés de gros européens, les tarifs d'utilisation des réseaux au Luxembourg et les taxes grevant l'énergie consommée.

Le but recherché par la création d'Enovos en 2009 avec la fusion des trois sociétés Cegedel, Soteg et Saar Ferngas a été la formation d'un acteur fort, intégré et basé au Luxembourg, répondant aux intérêts stratégiques du Luxembourg et de la Grande Région, qui sont de garantir la sécurité et la qualité de l'approvisionnement énergétique, de préserver l'emploi dans le secteur énergétique et de supporter le développement économique en fournissant de l'énergie à des prix compétitifs tant aux clients industriels que privés. Ce nouvel acteur énergétique ayant une taille suffisante et l'assise financière requise, il se doit d'accroître ses investissements dans le domaine de la production d'électricité dont notamment également les énergies renouvelables. Les prix de l'électricité offerts par le fournisseur Enovos ne peuvent néanmoins se répercuter sur les clients résidentiels qu'à partir de l'année en cours, sachant qu'en plus le fournisseur n'a aucune emprise sur les taxes et autres frais prémentionnés facturés au client final. Reste encore à noter que les prix de l'électricité ont baissé de quelque 10% au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

**Question 0672** (1.6.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **sécurité routière**:

Luxembourg hat in den letzten Jahren Fortschritte in Bezug auf

die Verkehrssicherheit gemacht. Dennoch sind nicht alle Handlungsmöglichkeiten ausgeschöpft, um die Zahl der Verkehrsunfälle noch weiter zu reduzieren.

So wurden beispielsweise in Belgien in letzter Zeit auf den Autobahnen an jenen Orten, die als besonders gefährlich bekannt sind, Beschilderungen aufgestellt. Dies sind Straßenabschnitte, auf denen sich statistisch gesehen gehäuft Unfälle mit Verletzten und Toten ereigneten. Es handelt sich um eine Serie von drei Schildern. Das 1. Schild weist darauf hin, dass sich der Verkehrsteilnehmer in einer „Zone à risques“ befindet, wobei auch die Zahl der Verkehrstoten an diesem Ort mitgeteilt wird. Das 2. Schild informiert, dass sich der Teilnehmer in einer Zone mit Radarkontrolle befindet. Das 3. Schild verkündet das Ende der Radarkontrollzone, wobei noch auf die Gesamtzahl der Toten in dieser Region Belgiens hingewiesen wird.

In anderen Ländern, beispielsweise in England, sind solche Beschilderungen in ausgewählten Grafschaften auch auf gewöhnlichen Straßen zu finden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Gedenkt der Verkehrsminister, sich eventuell durch die pädagogischen Beispiele und Initiativen aus dem Ausland inspirieren und auf ausgewählten Strecken solche Beschilderungen aufstellen zu lassen?

2) Wäre es in Luxemburg bei entsprechendem politischem Willen möglich, eine solche Initiative umzusetzen?

3) Wann werden in Luxemburg die ersten Radaranlagen installiert? Wie kommen die Planungen und Installationsarbeiten voran? Wo bleiben noch Hürden zu nehmen?

**Réponse** (25.6.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

In seiner parlamentarischen Anfrage möchte der ehrenwerte Herr Abgeordnete einerseits wissen, ob eine spezielle Beschilderung gefährlicher Straßenabschnitte in Luxemburg in Erwägung gezogen werden könne und über den Stand der Arbeiten zur Einführung einer automatischen Verkehrsüberwachung andererseits.

In diesem Zusammenhang möchte ich zunächst darauf hinweisen, dass die Straßenverkehrsordnung (Code de la Route) bereits heute Verkehrsschilder vorsieht, die den Fahrer auf Gefahren im Straßenverkehr hinweisen. Eine besondere Beschilderung der Strecken, auf denen eine akute Unfallgefahr besteht, mit Angabe der Zahl der Verkehrstoten an diesem Ort könnte man hierzulande im Rahmen einer Sensibilisierungskampagne in Erwägung ziehen.

Was die automatische Verkehrsüberwachung angeht, so ist für 2012 ein Projekt geplant, das in einer ersten Phase die Aufstellung von automatischen Radaranlagen an 20 besonders gefährlichen Stellen unseres Straßennetzes vorsieht. Zwei Arbeitsgruppen beschäftigen sich zurzeit intensiv mit der gesetzlichen sowie der technischen Umsetzung dieses Projekts.

Die gesetzliche Basis für die automatische Verkehrsüberwachung soll noch im Herbst dieses Jahres auf den Instanzenweg geschickt werden.

**Question 0673** (1.6.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **réanimation cardiopulmonaire**:

Bei schwerwiegenden Krankheiten oder nach schweren chirurgischen Eingriffen gelangt das ärztliche Personal speziell in Krankenhäusern oft an einen Punkt, an dem kurzfristig entschieden werden muss, wie der Patient weiter zu behandeln ist. Existiert zum Beispiel eine vom Patienten verfasste „NTBR-Verfügung“ (not to be resuscitated), so bedeutet dies, dass im Falle einer akuten Verschlechterung mit Herzstillstand keine Herzmassage zur Wiederbelebung angewandt werden soll.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Gibt es in Luxemburg offizielle Regelungen, wie die NTBR-Verfügungen bei einem hospitalisierten Patienten zu handhaben sind?

2) Müsste die Entscheidung zur Nichtausführung einer Herzmassage aufgrund einer NTBR-Verfügung nicht von mehr als einem Entscheidungsträger nach wissenschaftlichen Kriterien getroffen werden?

3) Müsste eine solche schriftliche NTBR-Verfügung nicht auch in der Patientenakte hinterlegt werden?

4) Könnte eine diesbezügliche Regelung mit in das Euthanasiegesetz und/oder in das Gesetz betreffend die „Soins Palliatifs“ eingebunden werden?

5) Gibt es Statistiken zur NTBR-Praxis in Luxemburg?

**Réponse** (9.7.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Le terme «NTBR» est l'abréviation de l'expression «not to be resuscitated» et désigne un ordre médical qui prescrit l'abstention d'une réanimation cardiopulmonaire (RCP) en cas de survenue d'un arrêt cardio-respiratoire chez le patient auquel il s'applique.

L'ordre NTBR ne limite pourtant aucun autre traitement, qu'il s'agisse notamment de la mise sous traitement antibiotique, de médicaments vasopresseurs, de l'intubation ou du transfert aux soins intensifs.

Cet ordre médical devrait résulter, comme tout autre acte, de la discussion éclairée qui s'installe entre le médecin et son patient. Cette information doit être connue de toute l'équipe soignante et devrait figurer dans le dossier du patient, car elle est l'expression de la volonté du patient qui, conscient de sa situation, refuse, le cas échéant, l'acharnement en cas de défaillance cardio-respiratoire.

Actuellement, il n'existe pas de recommandation officielle en ce qui concerne l'application d'une procédure relative au NTBR.

Dans le cadre des activités au sein d'un établissement hospitalier, de telles procédures pourraient faire l'objet d'un avis du comité d'éthique conformément à l'article 24 de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers. Toutefois, une telle décision ne saurait finalement être prise qu'entre le patient et son médecin.

Cet ordre médical s'inscrit dans l'esprit de la loi réglementant les soins palliatifs ainsi que l'euthanasie et l'assistance au suicide.

Il n'existe pas de données statistiques en la matière.

**Question 0676** (1.6.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **Musée d'histoire de la ville de Diekirch**:

Depuis plus de cinq ans le Musée d'histoire de la ville de Diekirch se trouve en chantier. Les plans retenus au départ (avant 2005) ont été modifiés sous l'égide de l'actuel collège échevinal. À noter que, durant ces dernières années, le chantier en question, qui selon la programmation initiale devait être terminé pour fin 2006, n'a progressé qu'à petits pas, si bien que l'inauguration, qui a été prévue pour le 10 octobre 2010, risque d'être reportée à une date ultérieure. Je viens également d'apprendre que l'une des deux mosaïques romaines, qui pendant des décennies étaient hébergées au sous-sol de l'ancienne «École de Garçons», ne trouvera probablement pas sa place définitive dans le futur Musée d'histoire de la ville de Diekirch.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Quelle est la participation financière du Ministère de la Culture dans ce projet? Est-ce qu'une participation maximale a été retenue? Selon quels critères cette participation a-t-elle été fixée? Le coût initial de 1,7 millions d'euros sera-t-il dépassé le cas échéant?

- Madame la Ministre a-t-elle été tenue régulièrement au courant des différents travaux concernant l'aménagement du Musée d'histoire de la ville de Diekirch?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre a-t-elle été informée par les autorités communales des raisons du retard notable de ce chantier? Si tel était le cas, quelles sont ces raisons?

- Dans quelle mesure les services spécialisés du Ministère de la Culture ont-ils été consultés dans le cadre de l'élaboration du concept muséal à proprement parler?

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que l'une des deux mosaïques romaines ne sera pas intégrée dans le nouveau Musée d'histoire de la ville de Diekirch tout en m'expliquant le pourquoi de cette décision?

**Réponse** (14.7.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*:

L'honorable Député s'enquiert sur le futur Musée d'histoire(s) de la ville de Diekirch (MH[s]D), et notamment:

1) la participation financière du Ministère de la Culture au projet;

2) l'évolution du concept muséal, l'avancement des travaux du projet et le retard qu'il a pris sur le calendrier;

3) l'encadrement par des spécialistes lors de la phase d'élaboration du concept muséal et la destination d'une des deux mosaïques romaines dans ce musée.

Si un certain nombre de ces questions concernent le Ministère de la Culture, j'aimerais néanmoins rappeler à l'honorable Député que le maître d'ouvrage est bien la commune de Diekirch et qu'une bonne partie de ses questions s'adressent plutôt aux responsables politiques de cette commune.

ad (1) En ce qui concerne le coût du projet, permettez-moi de vous apporter les renseignements suivants, recueillis auprès des autorités communales: le premier devis pour le Musée d'histoire de la ville de Diekirch avait été voté à

l'unanimité le 7 mai 2004 sous l'égide du collège échevinal de l'époque. Le projet a, depuis, subi un certain nombre d'adaptations dues à des contraintes sécuritaires et à une évolution du concept de base: la reprise de la Maison de la Culture en sous-œuvre, la consolidation et la stabilisation par micropieux des immeubles avoisinants et la reconstruction des deux immeubles caducs prévus pour accueillir les mosaïques romaines, mesures qui furent décidées en 2005, ont lourdement grevé les prévisions financières. S'y ajoutent l'aménagement d'un niveau supplémentaire pour augmenter la surface d'exposition et la mise en place d'un dispositif de faux passe-muraille pour accéder à la crypte.

D'autre part, du point de vue du contenu du MH[s]D, l'évolution du concept muséologique proprement dit, qui passe d'une «exhibition de mosaïques découvertes à Diekirch» à un «voyage à travers les âges de la cité et de la région de Diekirch» pour en faire un concept plus complet, a contribué à faire augmenter le budget, par le fait d'exiger une conceptualisation globalisée de l'exposition, une scénographie contemporaine, dynamique et pédagogique ainsi que la sécurisation des locaux. Voilà néanmoins qui confère à ce musée tel qu'il se doit un concept muséal et muséologique intégral.

En additionnant frais préalables (acquisition des immeubles), frais de construction, frais de conceptualisation muséologique et frais de scénographie on obtient l'enveloppe financière globale du MH[s]D:

**2003-2004:**  
Frais préalables (acquisition immeubles) 422.976,84 €

**2005-2009:**  
Frais de construction 3.409.977,49 €

**2006-2009:**  
Frais de conceptualisation 346.250,00 €

**2007-2009:**  
Scénographie 1.138.500,00 €

**Budget prévisionnel global pour construction et aménagement:** 5.317.704,33 €

**Chamber TV**  
weist all  
öffentlich Sätzung  
live an integral

An der Gemeng  
Gréiwemaacher  
um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech  
um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper  
um Kanal 540 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschaff),  
Keespelt, Meespelt, Ollem  
a Nospelt  
um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer  
um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng  
Manternach  
um Kanal 540 / 455.25 Mhz



Suivant convention passée entre l'État et la ville de Diekirch en 2009, le coût total du projet s'élevait à ce moment à 4.894.727,49 €. Selon les règles de la comptabilité de l'État et les nouveaux critères servant à fixer la participation de l'État à des infrastructures culturelles régionales\*, 4.049.868 € sont éligibles à une subvention étatique, ce qui signifie que la participation financière totale du Ministère de la Culture sera de 2.024.934 € dont 1.505.039,17 € ont déjà été versés.

ad (2) Pour ce qui est de l'avancement des travaux et du retard pris par le projet sur le calendrier initial, je peux vous livrer les informations suivantes qui m'ont été fournies par les autorités communales:

En 2003, le conseil communal de la ville de Diekirch avait décidé de construire un nouveau complexe scolaire rassemblant sur un même site les enseignements précoce, préscolaire et primaire, une crèche et une maison relais. Outre les nouvelles constructions, tous les bâtiments scolaires existant sur ce site allaient être réaménagés de fond en comble. Or, les trois mosaïques romaines découvertes à Diekirch en 1926, 1950 respectivement 1980 étaient exposées au sous-sol de l'école primaire dite «Jongeschull». Il fallait dès lors organiser le déménagement des mosaïques romaines vers un nouveau lieu d'exposition.

En vue d'un relogement des mosaïques romaines, la ville de Diekirch fit l'acquisition de deux immeubles contigus de l'ancien presbytère, actuelle Maison de la Culture, situés rue du Curé. Le lieu était prédestiné à accueillir les mosaïques romaines, vu que l'édifice précurseur de la Vieille Église toute proche, est de chronologie romaine. Il était prévu de conserver fondations et façades des deux immeubles et de refaire la structure interne en vue de la mise en place des mosaïques. Un passage souterrain aurait donné accès de plain-pied à la crypte de la Vieille Église, qui se voyait ainsi incorporée au nouveau musée.

Or, la démolition des structures internes et les fouilles archéologiques subséquentes ont montré que les murs et les fondations qui auraient dû être conservés,

étaient en réalité caducs respectivement instables. Leur conservation était donc devenue aléatoire sinon impossible. Aussi, la ville de Diekirch assistée de ses architectes et ingénieurs-conseils, dut-elle se résoudre en 2005 à couler de nouvelles fondations et à reconstruire intégralement le bâtiment qui allait reloger les mosaïques. Pis encore, il fallait réaliser une reprise en sous-œuvre des fondations de la Maison de la Culture qui menaçait de s'écrouler et stabiliser les fonds des alentours à l'aide de micropieux. Le maître d'ouvrage profita de l'occasion pour mettre au même niveau les différents étages du nouveau musée et de la Maison de la Culture et pour aménager un étage supplémentaire, conférant aux deux unités un gabarit comparable.

Cet élargissement de l'espace d'exposition<sup>1</sup> allait entraîner d'inévitables et profondes modifications du concept de l'exposition proprement dite.

ad (3) En ce qui concerne le concept muséal initial, il faut rappeler qu'il prévoyait d'exposer exclusivement les mosaïques romaines trouvées à Diekirch dans le nouveau musée. Une des mosaïques aurait été mise en place au sous-sol à ras le plancher. Des ouvertures du plancher du rez-de-chaussée et du premier étage auraient permis de contempler en vue plongeante la mosaïque du sous-sol ainsi que la deuxième mosaïque qu'il était prévu de suspendre verticalement dans la cheminée constituée par les deux ouvertures de plancher superposées, le dos tourné vers la Maison de la Culture.

Au moment de la désaffectation du Musée des Mosaïques romaines de la «Jongeschull», les deux mosaïques y déposées furent démontées, dépecées en segments et évacuées vers le Musée national d'Histoire et d'Art (MNHA). Moyennant convention entre le MNHA et la ville de Diekirch, convention approuvée à l'unanimité par le conseil communal en date du 19 avril 2007, le titre de propriété des mosaïques romaines diekirchoises allait être transféré au MNHA. Après restauration menée à ses propres frais, le MNHA mettra les mosaïques restaurées à la disposition de la ville de Diekirch en vue de les exposer dans des conditions et en des lieux qui auront trouvé l'accord préalable du MNHA. Ladite convention règle donc les conditions et modalités de l'échange du «titre de propriété» contre le «droit d'exposition gratuite illimité».

Encore faut-il savoir qu'au démontage les mosaïques se trouvaient dans un état de délabrement effroyable suite à l'application inconsidérée de vernis occlusif en surface des mosaïques. Au fil du temps, l'humidité ascendante emprisonnée au sein des éléments des mosaïques avait mené à une corrosion extrême et - par endroits - à une véritable désagrégation des pierres et du liant des mosaïques. Une restauration intégrale, même conduite par des mains expertes, en était devenue impossible et - même

restaurées - les mosaïques allaient rester imparfaites et fragiles.

Sur recommandation des experts du MNHA, l'idée d'exposer la deuxième mosaïque - particulièrement vulnérable - en position verticale à été abandonnée, de sorte que l'unique mosaïque romaine qui sera définitivement exposée au MH[s]D<sup>2</sup> se trouvera installée en position horizontale à ras le plancher au sous-sol.

À signaler que la destinée de la deuxième mosaïque n'est à l'heure actuelle pas encore clairement définie. Il n'est cependant pas impossible d'envisager l'exposition de cette mosaïque en des lieux appropriés - en dehors du MH[s]D - et suivant les recommandations des experts du MNHA.

Signalons aussi que la ville de Diekirch, à côté des spécialistes déjà cités du Musée national d'Histoire et d'Art, a fait accompagner le projet d'un certain nombre de femmes et d'hommes de l'art, dans les domaines de la muséographie, des multimédias, de la pédagogie, de l'architecture, de l'histoire et de la conservation.

#### Question 0677 (1.6.2010) de M. Marc Spautz (CSV) concernant le certificat de scolarité:

Afin de pouvoir bénéficier de la prime de rentrée scolaire ainsi que de l'allocation familiale, les étudiants doivent introduire à partir de leur 18<sup>e</sup> anniversaire un certificat de scolarité. Ces certificats sont délivrés par les lycées au plus tôt lors du mois d'octobre, ce qui pose problème à beaucoup de jeunes qui atteignent leur majorité pendant les mois de juillet, août, septembre et octobre. Comme le certificat requis fait défaut pour les étudiants en question, aussi bien la prime de rentrée scolaire, que l'allocation familiale ne sont versées qu'avec quelques mois de retard. Or, beaucoup de familles ont besoin dans l'immédiat de l'argent en question en vue de la rentrée scolaire.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre pourrait-elle envisager d'autoriser les établissements scolaires à délivrer les certificats scolaires ensemble avec le dernier bulletin au mois de juillet?

#### Réponse (9.7.2010) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Les lycées délivrent les certificats de scolarité après la rentrée scolaire, à la fin du mois de septembre ou au début du mois d'octobre. Pour les élèves venant d'atteindre la majorité, les allocations familiales sont alors payées avec un certain retard, la Caisse nationale des Prestations familiales attendant la remise de ce certificat.

Il n'est pas possible de remettre ces certificats aux intéressés plus tôt, en juillet. Il est vrai que les élèves s'inscrivent pour leur plupart au mois de juillet, mais l'organisation définitive des classes ne se fait qu'au courant de ce mois de juillet et il y a toujours des classes qui ne sont pas autorisées dans certains lycées faute

d'un nombre suffisant d'inscriptions. Les élèves concernés doivent alors changer d'établissement. Pour certains élèves, l'inscription définitive dépend d'un travail de vacances réussi ou, pour la formation professionnelle, d'un contrat d'apprentissage signé. Il y a aussi un nombre appréciable d'élèves qui changent d'avis au courant des vacances d'été et qui choisissent une autre formation, une autre école voire décident de quitter l'école.

Il n'est pas concevable que l'école émette des certificats de scolarité, donnant droit à des allocations, qui n'attestent pas un état de fait mais seulement une situation pronostiquée sur la base des velléités des élèves. L'émission de cette attestation de l'inscription à un lycée ne peut donc se faire qu'après la rentrée en septembre.

#### Question 0679 (2.6.2010) de M. Fernand Etgen (DP) concernant le centre de tri pour la distribution du courrier postal à Wiltz:

Il ressort de divers articles de presse que la construction d'un nouveau centre de tri pour la distribution du courrier postal, qui avait été prévue depuis longtemps à Wiltz, a de nouveau été remise en question.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons qui ont amené la direction de l'Entreprise des Postes et Télécommunications à remettre en question le centre de tri à Wiltz? Est-ce que cette décision de la part de l'Entreprise des Postes et Télécommunications est définitive?

#### Réponse (9.7.2010) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Par le passé, le réseau de distribution de l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT) était d'un point de vue organisationnel et opérationnel étroitement lié au réseau des bureaux de poste. Ceci est encore le cas pour Wiltz, où le bureau de poste réunit dans son enceinte non seulement les guichetiers, mais également les facteurs assurant le tri et la distribution du courrier.

Dans le but d'optimiser le fonctionnement opérationnel et de mieux maîtriser les coûts globaux du réseau de distribution, l'EPT s'est dotée en 2000 d'un programme de restructuration progressif dudit réseau. Le nombre de centres de distribution est depuis passé de 42 à 16 centres qui sont plus efficaces et correspondent mieux aux besoins actuels et futurs des services de distribution.

Le programme de restructuration devrait être achevé en 2013/2014 avec en fin de compte une dizaine de sites neufs indépendants du réseau de vente.

En ce qui concerne plus particulièrement le centre de Wiltz, le bâtiment actuel ne se prête pas à l'hébergement d'un centre de distribution régional efficace à cause de surfaces inadaptées et insuffisantes avec un accès difficile tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du bâtiment existant.

Pour cette raison, l'EPT est en train de procéder à une analyse de relocalisation de ce centre de distribution. Cette analyse se fait

dans une optique d'économies d'échelles et d'efficacité accrues prenant en compte le volume de courrier. En fonction du résultat de cette analyse, l'EPT procédera soit à la construction d'un nouveau centre de distribution à Wiltz, soit à un regroupement de la distribution dans le centre de distribution à Fischbach qui dispose encore de surfaces de réserve.

#### Question 0680 (3.6.2010) de M. Carlo Wagner (DP) concernant le pont frontalier de Grevenmacher:

Il me revient que le projet de la réfection du pont frontalier de Grevenmacher vient d'être retardé pour des raisons de financement et que les planifications concernant la construction d'un pont provisoire ont été modifiées.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Existe-t-il entre-temps un planning pour la réalisation du projet en question? Dans l'affirmative, dans quels délais pourra-t-on s'attendre au début des travaux?

- Est-il exact que la construction du pont provisoire se fera parallèlement par rapport à la route nationale 10 et non, comme initialement prévu, le long du pont existant? Est-ce que la réfection de la route nationale 10 sera retardée par ces changements? Si oui, quel sera ce retard?

- Finalement j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre si ces changements retarderont également le projet de la remise en état de la promenade ainsi que la mise en place d'une piste cycliste le long de la Moselle.

#### Réponse (9.7.2010) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question, l'honorable Député souhaite avoir des informations sur les travaux de réfection du pont frontalier de Grevenmacher.

En ce qui concerne tout d'abord le planning des travaux de ce projet, l'on précise que les études se trouvent en phase finale. En 2009, une convention destinée à régler tous les aspects d'ordre financier, technique, fiscal et juridique de la reconstruction du pont existant fut signée par l'Allemagne et le Luxembourg. La ratification de cette convention est prévue encore pour l'année 2010 de sorte que le début des travaux est actuellement concevable pour la fin de l'année 2011. Ainsi et contrairement aux informations de l'honorable Député, un report des travaux pour des «raisons de financement» n'a pas été décidé.

Quant au phasage de la reconstruction, il est prévu d'assembler la charpente métallique du nouveau pont le long de la Moselle, en aval du pont existant, et de ne la ripper dans sa position finale qu'après la démolition du pont existant, ceci dans le but de réduire à un minimum de quelques mois la durée de fermeture du pont sur la Moselle à la circulation automobile.

La route nationale 10 ne sera pas affectée par les travaux de reconstruction du pont.

\* Lignes directrices pour la participation financière de l'État aux infrastructures culturelles régionales - la participation financière de l'État est prioritairement réservée aux infrastructures culturelles ayant résolulement une vocation régionale, voire nationale et internationale; - le taux-plafond de la participation de l'État continuera d'être fixé à un maximum de 50% du montant «éligible» du coût de construction ou d'aménagement,

- n'entrent pas dans le montant «éligible»: le prix du terrain, le coût de raccordement aux utilités publiques ainsi que les frais d'études et d'honoraires relatives à l'avant-projet,

- l'aide financière sera déterminée en fonction du devis définitif arrêté par le conseil communal dûment approuvé par le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire: elle ne pourra pas être augmentée.

L'aide financière de l'État sera accordée uniquement si le projet en question est réalisé en étroite collaboration avec les services respectifs des ministères concernés. En cas de participation financière, l'État se réserve à tout moment un droit de regard sur l'évolution technique et financière du chantier et, le cas échéant, la possibilité de résilier son engagement de participation financière.

<sup>1</sup> Du projet initial au projet final, la surface d'exposition a augmenté de 48%: 365 m<sup>2</sup> au projet initial contre 540 m<sup>2</sup> au projet actuel. Cette évaluation ne comprend pas la superficie de la crypte de la Vieille Église, ni des ateliers pédagogiques, ni des locaux réservés à des fins techniques et administratives. Par contre les ouvertures dans les planchers du rez-de-chaussée (prévues au projet initial et au projet actuel) et du 1<sup>er</sup> étage (seulement prévues au projet initial) sont comptabilisées comme surface d'exposition.

<sup>2</sup> L'ouverture du MH[s]D est prévue pour le 10



Enfin, une remise en état de la promenade dans l'emprise du chantier autour du pont ne peut être prévue avant que les travaux de reconstruction du pont ne soient terminés.

**Question 0681** (3.6.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **plateforme d'accueil pour les investisseurs étrangers**:

L'accord de coalition de juillet 2009 prévoit la création d'une plateforme d'accueil («guichet unique») physique et virtuelle au service de nouveaux investisseurs étrangers désirant opérer au Luxembourg. Dans une récente note de réflexion, les milieux industriels se plaignent de l'absence d'un tel guichet qui, à leurs yeux, serait seul capable de résoudre les problèmes auxquels les investisseurs potentiels se voient confrontés à l'heure qu'il est. Évoquons parmi les barrières à surmonter les autorisations multiples ou encore les difficultés rencontrées soit au niveau de la recherche d'instruments de soutien appropriés soit dans le domaine de la recherche de structures d'accueil pour les start-ups innovantes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les travaux effectués depuis septembre 2009 en la matière?

- Où en sont notamment les travaux concernant la mise en place d'une nouvelle structure pour la gestion et le pilotage de l'ensemble des incubateurs existants?

- À quelle date la plateforme d'accueil des investisseurs fonctionnera-t-elle au plus tard et quelles sont les compétences de cette plateforme?

**Réponse** (9.7.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

La partie dédiée aux entreprises du site Internet «de Guichet» constitue un guichet unique «virtuel» qui permet aux investisseurs et entrepreneurs de s'informer sur les démarches administratives en relation avec l'État, de prendre connaissance des obligations réglementaires et législatives et de nombreuses autres informations utiles en matière d'entrepreneuriat. Une nouvelle version du «Guichet-entreprises» a été mise en ligne en novembre 2009. Le site sera progressivement complété afin de pouvoir donner entre autres un aperçu complet des démarches administratives auprès de l'État.

Une version en langue anglaise est actuellement en préparation et devrait être disponible à la fin de l'année 2010.

Le «Guichet-entreprises» comporte d'ores et déjà environ 200 formulaires publiés par les différents ministères et administrations dont les démarches figurent à l'heure actuelle déjà sur le site Internet. Il est prévu de proposer avant la fin de l'année les premiers formulaires interactifs qui permettront alors d'envoyer directement par voie électronique les demandes auprès des services de l'État concernés.

La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers proposent depuis plusieurs années déjà des structures d'accompagnement pour conseiller et guider les en-

trepreneurs en phase de création d'entreprise. Le «Guichet-entreprises» renvoie par ailleurs de façon systématique vers les chambres professionnelles qui assurent un conseil personnalisé des créateurs d'entreprises.

Le Luxembourg dispose par ailleurs aujourd'hui de deux structures d'incubation opérationnelles visant à mettre à disposition des entrepreneurs un hébergement au cours des premières années de développement de l'entreprise:

- le Technoport Schlassgoart, géré par le CRP-Henri Tudor, essentiellement dédié aux technologies de l'information et de la communication;

- le centre ecostart, géré par le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, dédié aux entreprises innovantes en formation ou en phase de développement, quel que soit leur domaine d'activité.

Dans le cadre de la création de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation, le Fonds Belval est chargé de la mise en place d'une infrastructure supplémentaire pour entreprises nouvelles à caractère technologique. Le futur incubateur sera localisé dans le bâtiment des anciens vestiaires des hauts-fourneaux situé au milieu des vestiges industriels à proximité immédiat du futur complexe universitaire.

Le Gouvernement souhaite réunir sous une même gouvernance les différentes structures d'accueil afin de rendre l'accompagnement des jeunes entreprises innovantes plus transparent et, de là, également plus performant.

Dans ce contexte, le Gouvernement a l'intention de procéder à la création d'une société anonyme qui reprendra, lors de sa création, la clientèle et le know-how du Technoport et du centre ecostart.

Il est prévu de charger la nouvelle société:

a) de la construction, de l'exploitation, du financement, de la gestion et de la mise en valeur des centres d'accueil et d'innovation;

b) de l'administration et de la gestion des ressources mobilières et immobilières de ces centres d'accueil et d'innovation;

c) de l'organisation des services d'encadrement des nouvelles entreprises innovantes hébergées dans ces centres.

La création de la société est prévue pour le deuxième semestre de l'année en cours.

**Question 0683** (3.6.2010) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant la **suppression du «Ruffbus»**:

Dans le cadre de son discours sur l'état de la nation, Monsieur le Premier Ministre a rappelé que la mobilité constitue un sujet prioritaire pour le Gouvernement et que l'offre des transports en commun sera renforcée. Ceci n'exclut pas, selon Monsieur le Premier Ministre, que certaines lignes de bus peu fréquentées soient supprimées. Cette déclaration laisse sous-entendre que le Gouvernement s'efforcera d'évaluer les différents éléments de l'offre des transports publics et de remplacer certaines lignes peu fréquentées par des alternatives plus flexibles et plus efficaces. On aurait pu penser dans ce contexte au «Ruffbus», projet-pilote de

transport à la demande lancé dans le canton de Capellen.

Or, le 1<sup>er</sup> juin 2010, les responsables des communes concernées ont été informés que le «Ruffbus» sera supprimé à partir du 30 juin 2010. Il s'est avéré que cette offre a été utilisée en grande partie par des personnes du troisième âge et des jeunes dans le cadre de leurs activités de loisirs et parascolaires, mais que le nombre restreint d'utilisateurs ne justifie pas le surcoût important que ce service a généré. Tandis que les clients ont payé deux euros par trajet, celui-ci a coûté en moyenne 53 euros au «Verkéiersverbond» et aux communes. En total, le service «Ruffbus» a coûté plus d'un million et demi d'euros en 2009, dont un tiers a été à charge des communes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Étant donné que le «Ruffbus» est utilisé par des jeunes en relation avec des activités de loisirs qui suivent le rythme de l'année scolaire, existe-t-il une possibilité de prolonger cette offre jusqu'au début des vacances scolaires d'été? Est-ce que des concertations avec les parties concernées et une information adéquate des utilisateurs sont prévues?

- Si le projet-pilote «Ruffbus» dans le canton de Capellen n'a pas rencontré le succès escompté, qu'en est-il d'un projet-pilote similaire du Forum pour l'Emploi dans la région de Bastendorf, cofinancé par le Ministère? Monsieur le Ministre est-il d'avis que le projet «Ruffbus» peut mieux atteindre ses objectifs dans des régions plus rurales avec une offre réduite d'autres moyens de transports publics? Quel a été le coût de ce projet-pilote en 2009 et quelle est la part supportée par l'État?

- Est-ce qu'il est prévu de remplacer certaines lignes de bus peu fréquentées par un système «Ruffbus»? Sinon, au cas où le «Ruffbus» et des lignes de bus régulières seraient supprimés, par quels moyens Monsieur le Ministre veut-il renforcer l'offre des transports publics en milieu rural?

**Réponse** (8.7.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question, l'honorable Député souhaite avoir des informations sur l'arrêt du projet-pilote du «Ruffbus» dans le canton de Capellen à partir du 30 juin 2010.

Inutile de rappeler dans ce contexte qu'il s'agissait en l'occurrence d'un projet-pilote destiné à avoir une durée limitée dans le temps et à faire l'objet d'une analyse détaillée afin de juger, pour cette région ou pour d'autres, l'opportunité d'instaurer définitivement un tel système ou un système similaire.

Au vu des premières conclusions tirées de cette expérience, l'on constate qu'un système de «Ruffbus» est prioritairement adapté à des régions rurales qui sont moins bien desservies par les lignes régulières des transports en commun. Un modèle de «Ruffbus» n'est pas susceptible de constituer un complément, voire un supplément par rapport aux services de transports publics, mais devrait soit remplacer, soit pourvoir à l'inexistence du transport public régulier dans une région déterminée.

La prolongation de cette offre jusqu'au début des vacances scolaires d'été est décidée par mes

soins. En outre, la concertation avec les parties concernées à ce sujet a eu lieu et l'information des utilisateurs se fera moyennant une information distribuée dans le «Ruffbus» ainsi que par le biais d'une communication coordonnée par le «Verkéiersverbond», entité organisatrice du «Ruffbus».

En ce qui concerne enfin le coût du projet «Bummelbus» assuré par le Forum pour l'Emploi dans la région de Bastendorf, je ne suis pas en mesure d'en informer l'honorable Député alors qu'aucun cofinancement n'est pris en charge sur les crédits budgétaires de mon département pour le projet en question.

**Question 0685** (4.6.2010) de **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant la **construction d'une ligne haute tension par la société SOTEL - PAG**:

La société SOTEL a commencé les travaux de construction d'une ligne haute tension 225 kV entre son réseau d'électricité luxembourgeoise et le réseau français à Moulaine. Autorisé en date du 25 août 2008 par le Ministre de l'Environnement, le tracé de cette ligne haute tension parcourt du côté luxembourgeois les communes de Differdange, de Sanem et d'Esch-sur-Alzette. Le projet semble entaché de nombreuses irrégularités:

- Le tracé traverse deux zones classées Natura 2000 dont le statut n'aurait pas été pleinement pris en compte lors de l'autorisation ministérielle en 2008.

- L'autorisation ministérielle de 2008 fixe une limite de déboisement de six mètres par rapport à la tranchée du câble souterrain en zone protégée. Les travaux résultèrent pourtant en un déboisement jusqu'au double de cette limite.

- SOTEL a commencé les travaux de construction sans être en possession des autorisations communales nécessaires.

- La commune de Sanem se voit dans l'impossibilité d'autoriser le tracé, car il est incompatible avec son PAG qui exige une distance minimale de 50 mètres des habitations pour des raisons de protection de la santé liées aux champs électromagnétiques. Or, le tracé prévu passe à plusieurs endroits nettement en dessous des 50 mètres.

Vu l'avancement du chantier, le risque d'un fait accompli et l'imminence des décisions communales, je voudrais avoir les renseignements suivants:

1) Est-ce que la commune de Sanem peut autoriser un tracé non conforme à son PAG? Si oui, sur quelle base légale? Si non, quelle est la conséquence pour le projet de ligne haute tension?

2) Est-ce que vous partagez mon avis qu'il faudra éviter le passage des câbles proche des habitations pour des raisons sanitaires et donc respecter la limite des 50 mètres? Est-ce que vous soutenez en conséquence une modification du tracé aux endroits incriminés?

3) Monsieur le Ministre du Développement durable peut-il confirmer le non-respect de la limite de déboisement de l'autorisation de 2008?

4) Est-ce que le Ministère du Développement durable assure en général un contrôle systématique du respect des dispositions et obligations faisant partie des autorisations données?

5) Quelles sont les conséquences possibles en cas de non-respect d'une ou de plusieurs obligations légales lors d'un projet de construction?

**Réponse commune** (14.7.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

La question parlementaire appelle des réponses à chacune des cinq sous-questions:

ad 1) Concernant la conformité du tracé de la ligne de haute tension avec le PAG de la commune de Sanem, il y a lieu de constater que l'article 3.3.1 de la partie écrite du PAG prévoit pour les lignes de haute tension aériennes de 100 kV ou plus des écarts de 50 mètres à respecter de part et d'autre de l'axe des lignes de haute tension.

Il en résulte que si le tracé de la ligne haute tension ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le bourgmestre ne peut pas, d'après les dispositions de l'article 37 de la loi modifiée du 19 juillet, accorder une autorisation de construire pour des travaux qui ne sont pas conformes avec le plan d'aménagement général de la commune.

Toutefois, la commune de Sanem peut modifier ponctuellement son plan d'aménagement général en vue de permettre la construction de la ligne haute tension telle qu'envisagée, sans préjudice d'autres dispositions légales et réglementaires.

ad 2) En ce qui concerne le passage des câbles proche des habitations, il y a lieu de renvoyer à la circulaire n°1644 du 11 mars 1994, références 26/94 de Monsieur le Ministre de la Santé ayant pour objet les nuisances éventuelles liées à l'exploitation de lignes de haute tension.

En effet, la circulaire précitée prévoit que «pour des lignes à haute tension de 100 à 220 kV, il serait recommandé de garder pour des raisons préventives une distance minimale de 30 mètres entre le centre du tracé de la ligne et la limite de la propriété la plus proche à bâtir ou susceptible d'être couverte par une autorisation de bâtir en vertu de la réglementation communale existante».

Pour les câbles souterrains, il n'existe aucune restriction.

Les dispositions contenues dans le plan d'aménagement général de la commune de Sanem respectent dès lors les recommandations de la circulaire. Par conséquent, il est raisonnable d'envisager une modification du tracé aux endroits incriminés en conformité avec la partie écrite du plan d'aménagement actuellement en vigueur.

ad 3) Suite à des contrôles de chantier réguliers effectués par le chef d'arrondissement Sud de la conservation de la nature ainsi que par les préposés forestiers, il s'est avéré qu'à quelques endroits le débroussaillage a été opéré au-delà de la largeur des six mètres figurant dans l'autorisation ministérielle du 25 août 2008.

Le dépassement est néanmoins insignifiant et n'implique aucune détérioration écologique de la zone protégée respectivement de ses habitats. Au contraire, il



convient de rappeler que le débroussaillage de haies et broussailles et l'enlèvement d'arbres pionniers du tracé correspond aux mesures de gestion écologiques courantes des anciennes minières à ciel ouvert mises en œuvre par l'Administration de la Nature et des Forêts, en vue du maintien d'un état de conservation favorable des pelouses sèches, habitats de l'annexe I de la directive 92/43/CEE et a d'ailleurs permis à une espèce d'orchidées (*Listera ovata*, Listère ovale), protégée en vertu du règlement grand-ducal du 8 janvier 2010 concernant la protection intégrale et partielle de certaines espèces de la flore sauvage, de faire sa réapparition.

ad 4) Le contrôle du respect des dispositions et obligations fait partie des tâches des préposés forestiers auxquels la loi du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la Nature et des forêts confère des pouvoirs de police en matière de protection de la nature.

ad 5) La loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles prévoit aussi bien l'intervention du Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions que celle des juridictions pénales en cas de non-respect, lors de la réalisation d'un projet de construction, d'une ou de plusieurs obligations légales.

Comme pour tout autre constat d'une infraction aux dispositions de cette loi, les agents de la Police grand-ducale ainsi que les agents de l'Administration de la Nature et des Forêts, lorsqu'ils constatent le non-respect des conditions prescrites par l'autorisation ministérielle, dressent un procès-verbal (art. 66). Ils ont le droit de saisir les engins, instruments et matériaux de construction susceptibles d'une confiscation ultérieure (art. 65 (2)). Le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions a la faculté de procéder à une fermeture de chantier (art. 57); et le juge ordonne, aux frais des contrevenants, le rétablissement des lieux dans leur état antérieur (art. 65 (6)).

#### Question 0686 (4.6.2010) de M. Henri Kox (déi gréng) concernant la construction d'une ligne haute tension par la société SOTEL - CREOS:

La société SOTEL a commencé les travaux de construction d'une ligne haute tension 225kV entre son réseau d'électricité luxembourgeois et le réseau français à Moulaine. Le tracé de cette ligne haute tension parcourt du côté luxembourgeois les communes de Differdange, de Sanem et d'Esch-sur-Alzette. Il semblerait qu'on profite du chantier pour mettre en place - outre la ligne haute tension de SOTEL - un tuyau vide pour le compte de la société CREOS.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer l'installation d'une gaine - encore vide - pour le compte de CREOS sur le tracé de la ligne haute tension?

- Dans l'affirmative, quelle est la finalité de cette gaine vide? Est-ce qu'il y est prévu une deuxième connexion avec le réseau français? Quand est-ce que la gaine sera remplie, respectivement opérationnelle?

- Est-ce que la mise en place de cette conduite vide a obtenu l'accord du Ministre de l'Économie? Est-ce que ce projet faisait partie de l'autorisation ministérielle en 2008? Dans la négative, est-ce qu'une demande est actuellement en cours?

- Quel pourcentage des frais du chantier incombe à CREOS?

**Réponse commune (9.7.2010) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Sur demande, CREOS Luxembourg a confirmé son intérêt pour l'installation d'un système électrique dans la conduite souterraine de la ligne haute tension projetée par SOTEL Réseau et Cie s.e.c.s. En effet, CREOS Luxembourg indique qu'elle est en train de revoir sa stratégie d'interconnexion à moyen et long terme en raison des développements en matière d'ouverture du marché de l'électricité suite au troisième paquet de libéralisation ainsi qu'en vertu des nouveaux besoins en matière des énergies renouvelables. Ainsi, il serait opportun de profiter des travaux d'infrastructure prévus par SOTEL Réseau et Cie s.e.c.s. pour garder toute la flexibilité de pouvoir interconnecter le Luxembourg de façon adéquate au réseau trans-européen. Dans ce contexte, il faut également considérer l'engagement du Luxembourg dans le cadre du Forum pentalatéral et notamment sa plateforme sur l'éolien offshore dont les travaux visent particulièrement l'intégration des installations d'énergies renouvelables dans le réseau électrique européen. D'après CREOS Luxembourg, il n'y a pas de date précise pour l'installation de ce deuxième système électrique dans la conduite souterraine réalisée par SOTEL Réseau et Cie s.e.c.s. en vue de la création d'une nouvelle interconnexion pour le Luxembourg.

En ce qui concerne la position du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, ayant l'énergie dans ses attributions, il y a lieu de souligner que sa position repose principalement sur le texte arrêté par le Comité de coordination tripartite le 28 avril 2006 qui constate que «Conscient de l'importance de la sécurité d'approvisionnement et de la nécessité qu'il y a de réduire le coût de l'énergie pour la compétitivité de l'économie nationale, le Gouvernement encouragera la connexion directe des réseaux électriques luxembourgeois avec les réseaux des trois pays voisins.» C'est ainsi que le Ministre ayant l'énergie dans ses attributions soutient toutes les initiatives assurant une meilleure interconnexion du Luxembourg au réseau transeuropéen, tant que ces initiatives présentent des avantages potentiels pour l'accès de notre économie aux marchés de l'électricité de nos pays limitrophes et qu'elles permettent de garantir l'intégration du Luxembourg dans le réseau transeuropéen, qui doit absorber à son tour la production d'électricité renouvelable croissante en Europe.

En ce qui concerne l'autorisation ministérielle du Ministre de l'Environnement datant de 2008,

celle-ci a été accordée sur base des plans joints à la demande de la société SOTEL. Lesdits plans prévoient effectivement la pose de deux systèmes souterrains haute tension. La tranchée ainsi que l'emprise totale autorisées sont ainsi prévues pour permettre la pose de deux systèmes.

Sur demande, CREOS Luxembourg a indiqué qu'elle ne se voit pas en mesure de dévoiler des informations de nature commerciale sur les frais de chantier de projets d'investissement, mais souligne que les frais pour CREOS Luxembourg se limitent au seul surcoût résultant de la fourniture et de la pose de l'infrastructure pour le deuxième système électrique.

#### Question 0687 (4.6.2010) de M. Carlo Wagner (DP) concernant la réforme de la nomenclature dentaire:

Dans sa réponse à ma question parlementaire du 26 avril 2010 concernant le projet de la réforme de la nomenclature dentaire (cf. compte rendu N°13/2009-2010 - question parlementaire N°0613), Monsieur le Ministre a déclaré que ce projet devrait être réexaminé à la lumière des nouvelles dispositions d'un projet de loi qu'il entend soumettre au Conseil de Gouvernement dans les semaines à venir.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre est-il toujours disposé à réformer la nomenclature à l'avantage des assurés? Si oui, dans quels délais? Dans la négative, quelles seraient les raisons d'une telle décision?

**Réponse (8.7.2010) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale:**

L'avant-projet de loi évoqué par l'honorable Député prévoit des dispositions destinées à mieux outiller la Commission de nomenclature, prévue à l'article 65 du Code de la Sécurité sociale, dans ses missions d'élaboration et d'amendement des nomenclatures des professionnels de la santé. Sur cette base, la révision des nomenclatures médicale et médico-dentaire devra se faire progressivement, en se référant à des standards reconnus et en intégrant des critères objectifs tels que le temps et la technicité.

Du moment que ces modifications seront adoptées par le législateur, je ne manquerai pas de saisir la Commission de nomenclature et de lui demander de s'occuper de façon prioritaire de la problématique de la nomenclature dentaire.

#### Question 0688 (4.6.2010) de M. Lucien Lux (LSAP) concernant le tunnel de Howald:

Fin juin, des travaux de grande envergure débuteront au tunnel de Howald sur l'A1. Il est à prévoir que ce chantier aura des répercussions très importantes sur le trafic pendant des mois. La situation sur l'autoroute lors des travaux préparatoires le samedi 29 mai a donné un avant-goût des problèmes qu'un tel chantier peut provoquer, même si seulement une voie de l'autoroute sera fermée. Il est dès lors indispensable de limiter la durée de

ces travaux à un minimum. Pourtant, selon les informations publiées par l'Administration des Ponts et Chaussées, les entreprises travailleront seulement sur deux postes, c'est-à-dire 16 heures par jour du lundi au samedi.

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi les entreprises ne travaillent pas sur trois postes et sept jours sur sept? Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'importance des entraves au trafic justifierait un travail en continu sur ce chantier?

**Réponse (12.7.2010) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Par sa question, l'honorable Député souhaite avoir des informations sur les travaux de grande envergure débutant fin juin 2010 au tunnel de Howald sur l'A1. En particulier, l'honorable Député voudrait savoir pourquoi les entreprises ne travaillent pas sur trois postes et sept jours sur sept.

En effet, lors de la phase de préparation de ce projet, l'Administration des Ponts et Chaussées avait évalué la possibilité de travailler sur trois postes. Cette alternative a cependant été abandonnée et remplacée par la solution d'un travail sur deux postes, ceci pour différentes raisons: d'une part, les travaux en question nécessitent une surveillance et une coordination poussée, tant par la direction des travaux de l'Administration des Ponts et Chaussées que par les bureaux d'études: or, au vu des moyens en ressources humaines disponibles, seule une surveillance sur deux postes s'avère possible.

En outre, une grande partie des travaux, réalisée par des techniciens ou ingénieurs spécialisés (installation et raccordement de capteurs, montage et installation des armoires de commande dans le local technique, travaux de programmation et de paramétrisation) doit être effectuée par la même équipe technique, ce qui rend impossible la mise en place d'un troisième poste.

D'autre part, pour des travaux essentiellement manuels (forage des 17.000 trous pour la protection cathodique, assemblage et montage des chemins à câble), il est plus facile d'augmenter, le cas échéant, le nombre d'ouvriers que de rajouter un 3<sup>e</sup> poste, étant entendu que la durée du chantier est essentiellement définie par la durée des travaux techniques.

Le système de travail adopté (deux postes et travail six jours sur sept) a été arrêté alors que tous les sous-traitants ont des délais fixes et que les dates de livraison du matériel sont également assurées.

Cependant, l'on précise qu'un troisième poste est utilisé pour des travaux annexes comme le démontage ou le remontage des équipements existants (radio-transmission, caméras de surveillance, signalisations variables), la réalisation de divers travaux de génie civil (amélioration du système d'évacuation des eaux vers le bassin de rétention) et, le cas échéant, comme réserve en cas d'un retard quelconque.

L'Administration des Ponts et Chaussées estime que l'organisation choisie permettra de réaliser dans les meilleures conditions possibles l'ensemble des travaux de rénovation du tunnel Howald.

#### Question 0689 (7.6.2010) de M. André Bauler (DP) concernant l'origine des produits offerts dans la restauration scolaire:

Restopolis est un service de restauration assuré par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle afin d'assurer le catering dans les lycées et lycées techniques du pays.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions sur la stratégie de Restopolis en ce qui concerne ses relations avec des entreprises luxembourgeoises offrant des produits issus de l'agriculture domestique, notamment de l'agriculture biologique?

- Quels sont les établissements scolaires qui mettent un accent particulier sur l'achat et la transformation de produits régionaux?

- Quels sont les produits ou types de produits régionaux visés et soutenus par Restopolis?

**Réponse (9.7.2010) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:**

- Il y a lieu de différencier entre restaurants scolaires en régie directe et restaurants scolaires en régie privée.

Par restaurants scolaires en régie directe, on entend les restaurants qui sont gérés par le service Restopolis du Ministère de l'Éducation nationale.

Les critères déterminants appliqués lors du choix des fournisseurs sont les suivants:

1. Produits locaux
2. Prix
3. Traçabilité des produits
4. Respect des règles d'hygiène
5. Possibilités logistiques pour délivrer régulièrement tous les sites
6. Références
7. Stabilité financière

Par restaurants scolaires en régie privée, on entend les restaurants dont l'exploitation est confiée à un prestataire privé. Le choix du prestataire privé se fait pour une durée de trois ans, sur base d'une soumission publique.

Les critères d'attribution qui, en dehors de l'offre économiquement la plus avantageuse, sont déterminants pour l'attribution du marché, réservent 80 points à la politique d'achat et 80 points au développement durable sur un total de 600 points.

Un maximum de points est donné au candidat qui s'approvisionne avec des marchandises de qualité, qui considère l'empreinte écologique des aliments et qui assure au maximum un approvisionnement de proximité ou en circuits courts dans le respect du développement durable.

Il faut cependant noter que selon la loi sur les marchés publics, le prix doit obligatoirement être un critère déterminant.

Le cahier des charges prévoit également que le traitement des denrées doit s'effectuer dans sa grande majorité à partir de produits frais d'excellente qualité.

Le contractant s'engage à promouvoir l'utilisation de produits



issus de la production biologique, régionale, saisonnière et du commerce équitable et à utiliser 3% de produits issus de la production biologique dans le cadre de la composition des repas.

Ces directives sont appliquées également par les responsables des sites en régie directe.

Restopolis a une bonne communication avec la Chambre d'Agriculture et le Ministère de l'Agriculture pour la promotion de produits luxembourgeois.

Le service est en train d'analyser les possibilités de mise en place d'une centrale d'achat et d'une plateforme de distribution, en partenariat avec des prestataires externes permettant aux producteurs de produits locaux de diffuser les produits locaux dans les restaurants scolaires ou autres collectivités sans engendrer des augmentations de frais.

- La gestion centralisée des restaurants scolaires permet d'appliquer directement au niveau des établissements scolaires les décisions du Gouvernement en ce qui concerne la politique des achats et l'équilibre alimentaire.

Les directives y relatives sont communiquées aux responsables des restaurants scolaires par le biais de réunions, de notes de service et de formations continues (huit jours de formation par an).

Il s'ensuit que tous les sites appliquent les consignes concernant l'achat et la transformation de produits régionaux.

- Restopolis vise d'une manière générale la promotion des produits régionaux sains et de qualité, diffusés à des prix abordables dans le cadre d'une gestion budgétaire prudente.

Étant donné que tous les plats sont élaborés à partir de matières premières qui, dans la mesure du possible, n'ont pas été transformées au préalable, il est évident que Restopolis ne soutient pas les produits finis.

**Question 0690** (7.6.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **cimetière pour animaux domestiques**:

Fir vill Léit ass den Doud vun engem Hausdéier e besonnesch trauregt Evenement. Eng wierdeg Sepultur oder Anäscherung vun dësem Hausdéier kann dobäi Troust bréngen.

Leider gëtt et zu Lëtzebuerg weder e Kierfecht nach en Anäscherungshaus fir Hausdéieren. Oft ginn d'Déieren „einfach“ beim Veterinär gelooss, fir dann anonym an enger Verwärtungsinstallatioun (clos d'équarrissage) ze verschwannen. Eng aner - deier - Méiglechkeet besteet dran, fir säin Hausdéier am Ausland anäscheren ze loossen oder ze begraven.

An enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro (N°2139 - 2003) (cf. *compte rendu* N°17/2002-2003) beriff de Landwirtschaftsminister sech op en europäescht Reglement (CE) N°1774/2002 fir Kierfechter fir Hausdéieren ze verbidden. Et gëtt awer esou Kierfechter an onsen Nopeschlänner, zum Beispill 13 a Frankräich, véier an der Belsch an eng ganz Rei an Däitschland, dorënner zu Tréier an zu Saarbrécken. Eis Nopeschlänner leien all an der Europäescher Unioun an ennerleien, sou wei mir, dem Reglement (CE) N°1774/2002, dat als Entschëllung gëllt, fir keng esou Kier-

fechter zu Lëtzebuerg zouzelossen.

An deenen dräi Länner gëtt et och Anäscherungshaiser fir Hausdéieren.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un de Landwirtschaftsminister:

1. Ass de Minister bereet, esou wéi an onsen Nopeschlänner, een oder méi Kierfechter fir Hausdéieren zu Lëtzebuerg zouzelossen, dëst an Zesummenaarbecht mat de Gemengen an enner ähnlechen hygienesche Bedéngunge wéi am noen Ausland?

2. Ass de Minister bereet Déierschutzassociatiounen aus Lëtzebuerg ze hëllef, och finanziell, fir e spezielle Krematorium fir Hausdéieren am Land ze bauen?

**Réponse** (8.7.2010) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

Den honorabelen Deputéiert stellt zwou Froen iwwert d'Zouloossung vun engem oder méi Déierekierfechter an iwwert den eventuelle Bau vun engem Crématoire fir Hausdéieren hei zu Lëtzebuerg.

D'Reglement (CE) N°1774/2002 vum Europäesche Parlament a vum Conseil vum 3. Oktober 2002 definéiert déi sanitär Regeln, déi enner anerem bei Hausdéiere gëllen. Dat Reglement gëtt vum 4. März 2011 un ersat duerch d'Reglement 1069/2009 vum Europäesche Parlament a vum Conseil vum 21. Oktober 2009.

D'Reglement begräift eng Partie Dispositiounen, déi een ze grouse sanitäre Risiko an dësem Beräich limitéiere sollen.

Am Prinzip muss all Hausdéier laut den Dispositiounen vum Artikel 4 vun dësem Reglement direkt an onni Transformatioun duerch Verbrennung eliminéiert ginn. Den Artikel 24 gesäit allerdéngs vir, datt déi kompetent Autoritéit vun engem Land kann zouloossen, datt de Kadaver vun engem Hausdéier ka begruewe ginn. Dobäi muss awer sécher gestallt ginn, datt keng Gefor fir d'Gesondheet vu Mënsch oder Déier besteet.

De Landwirtschaftsministère ass am Prinzip net géint eng Zouloossung vun engem Déierekierfecht oder engem Déierecrématoire. Dës Arichtungen missten awer vu privater Sait bedriwwen ginn, ënnert de Konditiounen vun der europäescher a vun der nationaler Reglementatioun an ënnert der Opsicht vun der Vétérinairesverwaltung.

Bis elo ass nach keng Organisatioun un de Landwirtschaftsministère erugetrueden, fir esou e Projet op d'Been ze setzen. Ech sinn awer gäre bereet, mat mengen zoustännege Verwaltungen ze hëllef, fir esou e Projet ze begleeden. Eng finanziell Ënerstëtzung vu Saiten vun der Regierung ass zu dësem Zäitpunkt net méiglech, well keng Kreditter am nationale Budget dofir virgese sinn.

**Question 0692** (8.6.2010) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant la **future affectation d'un immeuble au boulevard de la Pétrusse appartenant à l'État**:

En mains la réponse du Gouvernement, en l'occurrence de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et de Monsieur le Ministre du Logement, à ma

question parlementaire N°0290 du 2 décembre 2009, réponse qui m'est parvenue le 31 mars 2010 (cf. *compte rendu* N°10/2009-2010). Cette question avait trait aux bureaux occupés dans des immeubles d'habitation sur le territoire de la ville de Luxembourg par des organismes de l'État.

Dans sa réponse, le Gouvernement m'avait appris que la Commission des loyers avait poursuivi «une politique de réduction d'adresses louées (...) et d'abandonner des adresses inappropriées pour l'usage de bureaux».

S'il faut saluer cette approche comme un premier pas dans l'intérêt de la sauvegarde d'habitations au centre-ville et dans le quartier de la gare comme des quartiers attendant immédiatement au centre, eu égard à la lutte contre la mésaffectation de logements à des fins bureaucratiques, inscrite dans la loi, il faut s'interroger cependant sur l'approche concrète pour réaliser l'objectif indiqué par Monsieur le Ministre du Logement.

Ainsi, l'État possède un immeuble sis boulevard de la Pétrusse 90, dans un quartier d'habitation, immeuble qui contient trois à quatre appartements qui viennent d'être libérés par le départ des bureaux du collège médical et de l'Administration des Dommages de guerre.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Gouvernement entend réaffecter ces appartements à des fins d'habitation?

**Réponse** (7.7.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

En réponse à la question de Monsieur le Député, il y a lieu de noter que l'État est devenu propriétaire de l'immeuble 90, boulevard de la Pétrusse le 16 mars 1982 lors d'une adjudication publique. Cet immeuble était occupé depuis des années par le collège médical ainsi que par l'Administration des Dommages de guerre.

Le Gouvernement entend, après la libération définitive, réaffecter cet immeuble à des fins d'habitation. Cette réaffectation interviendra dès la libération des lieux par l'Administration des Chemins de fer nouvellement créée qui, à titre transitoire, occupera cet immeuble en attendant l'achèvement d'un immeuble à Belval.

Cette politique est donc à placer aussi bien dans le cadre de la réaffectation des immeubles à leur fin initiale que dans le contexte de la politique de décentralisation des services de l'État.

**Question 0693** (8.6.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **congé-jeunesse**:

Je viens d'apprendre que des personnes engagées dans la Fédération nationale des sapeurs-pompiers ne se voient pas octroyer le congé-jeunesse qu'elles ont demandé pour participer à un camp d'été (conformément à la loi modifiée du 4 octobre 1973).

C'est pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Selon quels critères le Ministère de la Famille et de l'Intégration décide-t-il en la matière?

- Dans quels délais le Ministère répond-il normalement aux demandes présentées par des per-

sonnes désirant s'investir dans l'accompagnement des jeunes sapeurs-pompiers?

- Est-il possible de compléter des formulations telles que «Le congé-jeunesse entrave pour l'instant le bon fonctionnement de votre service» par des explications appropriées?

**Réponse** (25.6.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Les critères selon lesquels sont traitées les demandes en vue d'un congé-jeunesse sont fixés par la loi du 24 octobre 2007 portant création d'un congé individuel de formation et modifiant la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation. L'article L.234-1 de la loi énumère les activités éligibles tandis que les autres articles précisent les conditions. Le règlement grand-ducal détermine les modalités d'application du congé-jeunesse.

En 2009, sur un total de 482 demandes, neuf ont été refusées parce qu'elles concernaient des activités non éligibles, 15 ne remplissaient pas les conditions prévues par la loi (demandes introduites après l'activité, contrat de travail inexistant, avis défavorable de l'organisation responsable de l'activité) et neuf demandes ont été refusées parce que l'employeur a fait valoir que le congé entrave le bon fonctionnement du service en question.

Les délais de réponse du Ministère sont en principe les mêmes pour tous les demandeurs et sont indépendants du type d'activité. Ils sont normalement de cinq jours ouvrables pour les dossiers de demande dûment complétés.

Conformément à l'alinéa c) de l'article L.234-3 de la loi précitée, le demandeur doit se présenter à son employeur pour obtenir l'avis de celui-ci. Le Ministère estime que ceci est l'occasion pour le demandeur d'obtenir les précisions voulues quant à un avis défavorable éventuel de l'employeur.

**Question 0694** (9.6.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **«plan de réussite scolaire»**:

La loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental oblige les comités d'écoles à établir un «plan de réussite scolaire». Ces plans sont soumis à l'«Agence pour le développement de la qualité de l'enseignement». Cette Agence avise obligatoirement chaque plan de réussite scolaire. Ces plans doivent être soumis pour approbation au conseil communal ensemble avec l'organisation de l'enseignement fondamental. Le règlement grand-ducal du 14 mai 2009 fixant les modalités d'élaboration et d'application du plan de réussite scolaire est entré en vigueur à partir de l'année scolaire 2009/2010.

Selon mes informations, les comités d'écoles avaient jusqu'au 31 mai 2010 pour renvoyer leurs plans de réussite scolaire à l'Agence pour le développement de la qualité de l'enseignement. L'élaboration de ces plans s'est révélée être une tâche fastidieuse. Néanmoins, de nombreux comités d'écoles ont fait face et ont pu présenter leurs plans à l'Agence en question. Il me revient toutefois que les avis qui doivent permettre aux conseils communaux d'approuver les plans de réussite scolaire n'ont

pas encore été rendus dans de nombreux cas, cela alors que l'ensemble des conseils communaux s'apprête à approuver l'organisation de l'enseignement fondamental dans les jours à venir.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

1. Combien de comités d'écoles sont concernés par l'élaboration d'un plan de réussite scolaire? Combien de plans ont été déposés dans le délai fixé du 31 mai 2010? Combien de plans sont déposés actuellement?

2. Quel est le nombre d'avis déjà transmis officiellement par l'Agence pour le développement de la qualité de l'enseignement aux instances communales concernées? Quel est le nombre d'avis que cette Agence pourra transmettre en bonne et due forme aux conseils communaux pour que ceux-ci puissent valablement délibérer sur l'organisation de l'enseignement fondamental pour la rentrée scolaire 2010/2011, cela conformément à l'article 38 de la loi du 6 février 2009?

3. Quelles seront les conséquences, notamment sur les effectifs en personnel enseignant et périscolaire, causées par les retards constatés dans la procédure encadrant les plans de réussite scolaire?

4. Alors que certains comités d'écoles, souvent en étroite collaboration avec les parents, ont fait un effort considérable pour réaliser leur plan de réussite scolaire dans les délais, ces écoles pourront-elles mettre en œuvre ces plans à la rentrée de septembre, même dans le cas où l'avis de l'Agence pour le développement de la qualité de l'enseignement fait défaut respectivement si le conseil communal n'a pas pu délibérer dans les délais impartis?

5. Madame la Ministre estime-t-elle que tous les efforts ont été faits pour que le plan de réussite scolaire, un des dispositifs importants de la réforme de l'enseignement fondamental, puisse être mis en œuvre conformément aux objectifs fixés par les textes législatifs?

**Réponse** (7.7.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

D'après la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, on entend par plan de réussite scolaire (PRS) «les objectifs et les actions déterminés en vue d'augmenter la qualité de l'enseignement et des apprentissages dans une école». La démarche PRS est à considérer comme un processus visant une plus grande cohérence des actions à mener au sein de l'école. D'une part, elle tient compte des spécificités du milieu scolaire, de ses ressources et d'un travail collaboratif. D'autre part, elle contribue à donner une identité à l'école en mettant l'accent sur l'autonomie et la responsabilité des acteurs dans les écoles.

À ce jour, 91 écoles sur 154 ont entamé une démarche PRS. Parmi celles-ci, 89 ont participé à une formation PRS entre septembre 2009 et juin 2010. D'ici juillet 2010, ce seront au total 101 écoles qui auront participé à la formation.





38 écoles ont déposé un PRS pendant l'année scolaire 2009/2010 et ce avant le 31 mai 2010.

1. 20 PRS ont été avisés à ce jour et chaque école a reçu un retour d'information par l'Agence du SCRIPT.

2. Tous les PRS reçus par l'Agence avant le 30 juin 2010 seront avisés pour au plus tard le 15 juillet 2010.

3. Il n'y a pas de conséquences, ni sur les effectifs en personnel enseignant et périscolaire, ni sur un autre aspect de la mise en œuvre de la réforme puisqu'il n'a pas été prévu de distribuer des ressources supplémentaires pour la procédure encadrant les plans de réussite scolaire en 2009/2010.

4. Toutes les écoles qui ont élaboré un PRS avant le 15 juin 2010 pourront mettre en œuvre celui-ci à la rentrée 2010. Il est à noter que l'Agence accompagne les écoles dans l'élaboration de leur PRS de la façon suivante:

- trois à quatre modules de formation continue visant une participation active des écoles;

- participation de l'Agence dans chaque module pour tenir compte des remarques et suggestions des écoles;

- élaboration progressive du PRS par l'école durant la formation;

- analyse de la situation de départ de l'école et analyse des questionnaires par l'Agence;

- formulation des objectifs par un suivi individualisé par la formatrice;

- finalisation du PRS par l'école dans le dernier module de la formation et retour d'information par l'Agence relatif aux questions et commentaires des écoles;

- du PRS par l'école à l'Agence pour avis.

Pour aviser le PRS, l'Agence se base sur un ensemble de critères qui sont connus par les écoles et par l'Inspectorat. Chaque PRS est analysé par l'Agence et donne lieu, le cas échéant, à des remarques. Si nécessaire, l'Agence soumet à l'école un premier avis sous réserve de certaines modifications de la forme ou du contenu du PRS. Un avis favorable est accordé par l'Agence suite à un échange avec l'école et suite aux rectifications effectuées par celle-ci.

5. L'accompagnement méthodologique et scientifique de chacune des 154 écoles dans l'élaboration du PRS est sous la responsabilité de l'Agence. Trois personnes s'occupent de la mise en œuvre. Ceci est effectivement insuffisant si l'on veut avoir tout, tout de suite. À travers la formation continue qui vise une participation active de chaque école, le PRS est élaboré progressivement par les responsables des écoles

en bénéficiant d'un soutien individualisé de la formatrice et de l'Agence. Il est entendu que la collaboration avec l'inspecteur de l'école n'y fait pas défaut non plus. La mise en œuvre d'un PRS est une démarche progressive appelée à s'inscrire dans la continuité de l'accompagnement de nos écoles au niveau de l'enseignement fondamental dans l'intérêt de la qualité scolaire.

**Question 0695** (10.6.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **centre commercial à Esch/Lallange**:

L'équipement commercial du Grand-Duché s'étend actuellement sur environ 840.000 m<sup>2</sup>. Plus de 100.000 m<sup>2</sup> supplémentaires prévus pour la plupart dans la moitié sud du pays sont autorisés et viendront s'ajouter au commerce existant d'ici deux à trois ans au plus tard.

En 2009, l'ancien bâtiment d'une grande chaîne commerciale luxembourgeoise à Esch/Lallange a été démolé. Depuis lors, le chantier n'avance plus, bien qu'une autorisation de construire pour un centre commercial ait été introduite.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- La surface prévue pour le nouveau centre commercial, figure-t-elle parmi les 100.000 m<sup>2</sup> supplémentaires autorisés?

- Quelles sont les raisons du retardement du chantier en question?

**Réponse** (14.7.2010) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*:

D'après nos fichiers, le Grand-Duché de Luxembourg dispose de 950.000 m<sup>2</sup> de surfaces de vente, toutes sortes de magasins confondus. Ce chiffre inclut les grands centres commerciaux mais également tous les petits magasins.

Entre-temps, 177.200 m<sup>2</sup> de surfaces de vente supplémentaires sont prévues dont 66.100 m<sup>2</sup> se trouvent en phase de construction.

Les 111.100 m<sup>2</sup> restants se trouvent en phase de planification. Le projet du nouveau centre commercial de Esch/Lallange figure parmi les projets qui se trouvent en phase de planification.

La réalisation du futur centre commercial de Esch/Lallange a été retardée suite à l'introduction d'un recours contre le plan d'aménagement particulier du projet en question.

**Question 0697** (10.6.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les **programmes agroenvironnementaux**:

Gemäß Reglement vom 26. August 2009 besteht für interessierte Landwirte die Möglichkeit, einen Antrag zur Teilnahme an den diversen Agrar-Umweltprogrammen an die zuständige Verwaltung zu richten. Das Förderprogramm umfasst 14 Maßnahmen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie viele Landwirte haben Interesse an dieser Aktion gezeigt?

2) Wie kann man das allgemeine Interesse der Landwirte an dieser Aktion fördern?

3) Gibt es eine gemeinsame finanzielle Unterstützung betreffend die 14 Maßnahmen oder gibt es verschiedene finanzielle Förderungen?

4) Aus welchem Topf stammen die Fördergelder?

**Réponse** (25.6.2010) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

Le règlement grand-ducal du 26 août 2009 institue un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel.

Il est basé sur le règlement (CE) 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et sur les règlements (CE) 1974/2006 et (CE) 1975/2006 de la Commission portant modalités d'application du règlement (CE) 1698/2005 du Conseil.

Le régime d'aides comprend 14 mesures différentes en faveur de pratiques agricoles extensives ou respectueuses de l'environnement, à savoir:

1. Agriculture biologique
2. Maintien d'une faible charge de bétail d'herbivores
3. Réduction des fertilisants azotés dans certaines cultures arables
4. Réduction de l'emploi des produits phytopharmaceutiques
5. Prévention de l'érosion
6. Extensification des prairies
7. Mesures concernant l'amélioration de techniques d'épandage de lisier et de purin
8. Entretien des vergers traditionnels
9. Retrait de terres agricoles et gestion de terres abandonnées
10. Gestion extensive des bordures des champs

11. Création de bandes herba-cées

12. Entretien des haies sur et en bordure des champs

13. Lutte biologique contre le ver de la grappe

14. Conservation de races locales menacées (chevaux de race ardennaise)

La date d'introduction des demandes pour l'année culturelle 2009/2010, ainsi que rétroactivement pour les années culturelles 2007/2008 et 2008/2009 a été fixée au 3 novembre 2009. Pour les années culturelles consécutives, la demande d'aide doit être introduite pour le 1<sup>er</sup> août précédant le début de l'année culturelle qui commence le 1<sup>er</sup> novembre et prend fin le 31 octobre.

Pour ces trois années culturelles précitées, 1.723 nouvelles demandes ont été introduites auprès des administrations concernées.

À côté des mesures du règlement précité, encore 1.344 dossiers de l'ancien règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel, pour lesquels la période d'engagement de cinq ans n'avait pas encore abouti à sa fin, ont été traités.

Après la publication du règlement grand-ducal, une brochure a été éditée et envoyée à toutes les exploitations du secteur agricole du Luxembourg, ainsi qu'à tous les acteurs du secteur agricole (conseillers, enseignement, chambre professionnelle). Cette première édition comprenait 2.400 exemplaires. La brochure est aussi accessible via le site Internet de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture (<http://www.asta.etat.lu>).

Le mois suivant la publication du règlement grand-ducal, un briefing a eu lieu avec les conseillers agricoles afin d'expliquer les modalités et les détails de ce nouveau règlement.

En plus, ces mesures ont été présentées et expliquées aux intéressés lors de deux séances d'information à Mersch, le 15 octobre 2009, et à Hosingen, le 21 octobre 2009, en présence de plus de 400 personnes intéressées.

Pendant la foire agricole à Ettelbruck du 2 au 4 juillet 2010, ainsi qu'au «Dag um Bauerenhaff» le 11 juillet 2010 à Bergem, le Ministère de l'Agriculture sera présent avec un stand commun de ses deux administrations ASTA et SER. Ce stand sera sous le thème des mesures agroenvironnementales au Luxembourg.

La base légale pour l'instauration de ces mesures est la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural. Conformément à l'article 55 de cette loi,

les aides y prévues, telles qu'elles sont spécifiées par règlement grand-ducal, sont imputables au Fonds spécial d'orientation économique et sociale pour l'agriculture. Il s'ensuit que toutes les mesures précitées sont financées par le biais de ce fonds.

Par ailleurs, ces mesures, à l'exception des mesures 8, 9 et 10, bénéficient également d'un cofinancement communautaire à charge du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER). Ce cofinancement est compris dans les montants d'aide définis au règlement grand-ducal précité.

**Question 0699** (11.6.2010) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les **prix enregistrés des appartements au 1<sup>er</sup> trimestre 2010**:

Dans son bulletin d'information du 2 juin 2010, le Statec note qu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2010 l'indice des prix des appartements est en hausse de 3,2% par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2009. Cette hausse serait constatée aussi bien pour les prix des appartements anciens, qui augmentent de 2,2%, que pour les prix des appartements neufs qui augmentent de 5,2% par rapport au trimestre précédent.

Même si la crise économique a pesé sur les prix du marché en 2009, le Statec souligne que les baisses observées ont été rattrapées. En effet, les hausses consécutives des trois derniers trimestres confirment que le plancher a été atteint au 2<sup>e</sup> trimestre 2009.

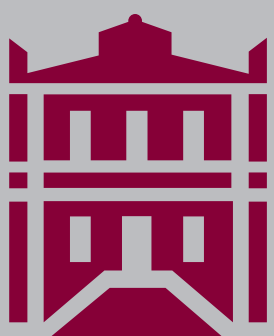
Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Logement:

- Quelles sont les raisons qui expliquent cette forte évolution à la hausse des prix des appartements au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2010?

**Réponse** (14.7.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*:

En fait, le Statec ne confirme que partiellement les résultats publiés par l'Observatoire de l'Habitat qui trouvent leur fondement dans une analyse plus différenciée.

Le prix de vente moyen au m<sup>2</sup> des appartements a nettement augmenté au 1<sup>er</sup> trimestre 2010 par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2009 (+2,04% pour les ventes d'appartements construits et +5,74% pour les ventes d'appartements en état futur d'achèvement. Cette hausse des prix au m<sup>2</sup> s'observe aussi sur un an (+3,50% respectivement +0,72%). Il faut toutefois noter que le prix de vente moyen d'un appartement en construction a baissé au 1<sup>er</sup> trimestre 2010 (-4,01% par rapport au trimestre précédent), à cause d'une forte réduction des surfaces des appartements en construction vendus.



d'Chamber online op

[www.chd.lu](http://www.chd.lu)





Ventes d'appartements construits	1 <sup>er</sup> trimestre 2010	Variation trimestrielle	Variation sur un an
Prix moyen	296.734 €	+2,30%	+6,15%
Surface moyenne	82 m <sup>2</sup>	+0,45%	+2,00%
Prix au m <sup>2</sup> moyen	3.695 €/m <sup>2</sup>	+2,04%	+3,50%

Ventes d'appartements en état futur d'achèvement	1 <sup>er</sup> trimestre 2010	Variation trimestrielle	Variation sur un an
Prix moyen	351.057 €	-4,01%	+3,78%
Surface moyenne	77 m <sup>2</sup>	-9,06%	+1,75%
Prix au m <sup>2</sup> moyen	4.551 €/m <sup>2</sup>	+5,74%	+0,72%

Pour les appartements construits, les évolutions sur le trimestre sont assez hétérogènes selon les classes de surface. En revanche, la hausse des prix des appartements construits par rapport à l'année précédente est assez marquée pour la plupart des segments. Pour les appartements en construction, la hausse des prix moyens sur le trimestre est plus homogène et touche l'ensemble des classes de surface. Les prix de vente des appartements en construction sont ainsi supérieurs à ceux relevés au 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2009 pour la plupart des classes de surface.

sionnelle constitue l'un des grands chantiers de l'éducation nationale.

C'est pourquoi nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des détails sur la coopération entre le Ministère et les milieux artisanaux en vue d'assurer la mise en œuvre de cette réforme?

- Dans quelle mesure la formation continue des enseignants

forme de la formation professionnelle continue précise que le système de la formation professionnelle repose sur un partenariat entre l'État, les chambres professionnelles patronales et les chambres professionnelles salariales.

Ce partenariat s'exprime par la création d'un comité de pilotage où, outre des représentants des chambres précitées, deux représentants du collège des directeurs de l'enseignement secondaire technique ainsi que deux représentants des enseignants - coordinateurs en font partie. La pre-

outil UNTIS, programme informatique nécessaire pour l'établissement des plans horaires, ceci en vue d'une organisation par modules.

Pour les enseignants et les formateurs en entreprises concernés par les formations phares dès l'année scolaire prochaine, des séances de formation ont été organisées durant le mois de juin. Ces séances seront répétées à partir de la deuxième semaine de septembre 2010.

En ce qui concerne les équipements spécialisés ainsi que les matériels didactiques nécessaires, il faut savoir que les lycées luxembourgeois comptent parmi les mieux équipés en Europe et de ce fait, en règle générale, le matériel disponible devrait suffire aux exigences d'un enseignement moderne.

Or, afin de ne pas surcharger les élèves, il a été jugé opportun de ne pas ajouter ce surplus en leçons aux horaires actuellement en vigueur, mais de procéder à un remaniement de la grille horaire pour que le total de trente leçons hebdomadaires puisse être maintenu dans la division inférieure de l'enseignement secondaire.

Il s'ensuit que le nombre de leçons hebdomadaires dont disposent actuellement certaines autres disciplines a forcément dû être réduit.

Ainsi, la demi-leçon d'«introduction aux nouvelles technologies» en classe de septième et en classe de sixième a été enlevée; il s'est avéré qu'au cours des dernières années, un nombre accru de professeurs ont recouru à l'outil informatique dans leur discipline; par ailleurs, les élèves entrant au lycée ont déjà pu bénéficier d'une telle introduction dans l'enseignement primaire;

- la leçon de «travaux manuels», faisant partie du cours d'éducation artistique qui, en septième comporte actuellement trois leçons hebdomadaires, a été enlevée; cette leçon est compensée par les travaux pratiques du nouveau cours de sciences naturelles en classe de septième et de sixième;

- une leçon de français en classe de sixième et une demi-leçon de français en classe de cinquième, pour les élèves étudiant le latin, seront enlevées; par contre, le cours de physique/chimie en classe de cinquième sera enseigné en français; en ce qui concerne les élèves étudiant le latin, cette réduction supplémentaire d'une demi-leçon ne devrait pas tirer à conséquence, puisque la langue véhiculaire du latin est le français;

- une demi-leçon de géographie est enlevée en classe de cinquième; elle est compensée, du moins en partie, par le cours de sciences naturelles qui comprend certains éléments du cours actuel de géographie;

- une demi-leçon d'allemand est enlevée en classe de cinquième; cette réduction d'une demi-leçon ne devrait pas tirer à conséquence, puisque la langue véhiculaire dans presque toutes les disciplines de la division inférieure de l'enseignement secondaire est l'allemand.

- le cours d'initiation en économie sera supprimé en classe de quatrième à partir de l'année scolaire 2011/2012.

Finalement la leçon d'éducation musicale en classe de sixième a été transférée vers la classe de septième, de sorte que le cours d'éducation musicale en classe de septième comporte dorénavant deux leçons hebdomadaires au lieu d'une seule.

Ces modifications sont introduites progressivement, année scolaire après année scolaire. Ainsi les modifications concernant la classe de septième ont été introduites à partir de l'année scolaire 2008/2009, celles concernant la classe de sixième à partir de l'année scolaire 2009/2010, tandis que celles concernant la classe de cinquième seront introduites à partir de l'année scolaire 2010/2011 et celles concernant la classe de 4<sup>e</sup> en 2011/2012.

## Ventes d'appartements construits

	Part dans le total des transactions au 1 <sup>er</sup> trimestre 2010	Prix moyen en euros	Variation trimestrielle du prix moyen	Variation du prix moyen sur un an
Moins de 50m <sup>2</sup>	11,73%	155.005	-2,12%	-6,98%
Entre 50 et moins de 60 m <sup>2</sup>	9,07%	232.406	+16,59%	+13,70%
Entre 60 et moins de 70 m <sup>2</sup>	11,28%	251.885	+2,57%	+5,65%
Entre 70 et moins de 80 m <sup>2</sup>	15,27%	264.459	-6,19%	-1,48%
Entre 80 et moins de 90 m <sup>2</sup>	20,13%	318.196	+4,52%	+5,82%
Entre 90 et moins de 100 m <sup>2</sup>	13,50%	357.471	+8,82%	+13,13%
100 m <sup>2</sup> et plus	19,03%	401.449	-2,70%	+3,06%

## Ventes d'appartements en état futur d'achèvement

	Nombre de transactions retenues	Prix moyen en euros	Variation trimestrielle du prix moyen	Variation du prix moyen sur un an
Moins de 50m <sup>2</sup>	10,10%	211.254	+8,50%	+19,19%
Entre 50 et moins de 60 m <sup>2</sup>	13,46%	256.944	+10,69%	+1,59%
Entre 60 et moins de 70 m <sup>2</sup>	16,83%	301.900	+9,67%	+3,04%
Entre 70 et moins de 80 m <sup>2</sup>	21,15%	332.674	+1,56%	-4,48%
Entre 80 et moins de 90 m <sup>2</sup>	14,42%	378.211	+1,60%	-0,20%
Entre 90 et moins de 100 m <sup>2</sup>	9,62%	437.944	+5,23%	+10,04%
100 m <sup>2</sup> et plus	14,42%	535.996	+7,01%	+9,16%

La phase ascendante des prix des appartements s'explique avant tout par une évolution démographique qui va toujours croissante et une augmentation conséquente des ménages, renforcée par la diminution du nombre des personnes par ménage.

Sur le site Internet de l'Observatoire de l'Habitat (<http://observatoire.ceps.lu>) sont indiqués également les prix de vente au m<sup>2</sup> moyen des communes.

impliqués directement dans l'exécution de ladite réforme devrait-elle être adaptée aux nécessités et mutations du monde artisanal?

- Madame la Ministre peut-elle dire si les équipements spécialisés et les matériels techniques destinés à former les apprentis dans les lycées de l'Est sont adaptés aux exigences des différents métiers? Dans la négative, quels sont les métiers concernés et quelles sont les mesures que se propose le ministère pour remédier aux déficiences éventuelles en la matière?

**Réponse** (14.7.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

L'article 3 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant ré-

mière réunion de ce groupe a eu lieu le 15 décembre 2006 pour ensuite siéger à intervalles réguliers.

Pour des questions relatives à la réforme et touchant uniquement les chambres professionnelles, maintes réunions supplémentaires eurent lieu, ceci dans l'esprit de la loi précitée.

Afin de préparer au mieux les parties concernées par la réforme aux défis que représentent un enseignement modulaire et un enseignement selon une approche par compétence, des séances de formations continues ont eu lieu et seront répétées selon besoin.

Du lundi 26 mai au vendredi 30 mai, à raison de six heures par jour, les directions des établissements secondaires techniques ont été initiées aux possibilités de

## Question 0712 (17.6.2010) de M. André Bauler (DP) concernant le programme d'étude des classes de 4<sup>e</sup> ES:

Je viens d'apprendre qu'il est prévu de ne plus faire figurer le cours d'initiation à l'économie en classe de 4<sup>e</sup> ES au programme d'études dès la rentrée scolaire 2011/2012.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de cette décision ministérielle?

**Réponse** (7.7.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Il est correct qu'il est prévu que le cours d'initiation à l'économie ne figurera plus dans la grille horaire de la classe de 4<sup>e</sup> de l'enseignement secondaire en 2011/2012, les raisons en sont les suivantes:

Suite aux résultats des élèves de l'enseignement postprimaire dans la récente étude PISA qui ont plus particulièrement mis en évidence des déficiences dans le domaine des sciences naturelles, la Chambre des Députés a adopté, à la date du 18 décembre 2007, une motion invitant le Gouvernement entre autres «à introduire un enseignement des sciences transversal dans les premières années de l'enseignement postprimaire».

Afin de pouvoir donner, dans l'enseignement secondaire, une suite favorable à cette demande, un cours de sciences naturelles comportant des éléments de biologie, de chimie et de physique a été introduit en classe de septième. Ce cours est continué en classe de sixième; un cours de physique/chimie vient s'ajouter au cours de biologie en classe de cinquième et, à partir de l'année scolaire 2011/2012, également en classe de quatrième. Dans ce même contexte, afin de consolider la base des études dans les différentes sciences, le cours de mathématiques en classe de sixième est porté de trois à quatre leçons hebdomadaires et l'anglais, qui est la langue par excellence des études scientifiques, est porté, pour les élèves de cinquième, enseignement classique, de 3,5 à 4 leçons hebdomadaires.

## Question 0710 (16.6.2010) de MM. André Bauler et Fernand Etgen (DP) concernant la formation professionnelle:

La réalisation progressive de la réforme de la formation profes-